

BULLETIN
DE
L'INSPECTION DU TRAVAIL
ET DE L'HYGIÈNE INDUSTRIELLE

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

DIRECTION DU TRAVAIL — (3^e BUREAU)

BULLETIN

DE

L'INSPECTION DU TRAVAIL

ET DE L'HYGIÈNE INDUSTRIELLE

VINGT-HUITIÈME ANNÉE

1920



PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

MDCCCXX

ABRÉVIATIONS.

<i>Art.</i>	Article.
<i>Bibl.</i>	Bibliographie.
<i>C.</i>	Circulaire.
<i>Cass. cr.</i>	Cour de cassation, Chambre criminelle.
<i>Cass. civ.</i>	Cour de cassation, Chambre civile.
<i>Cass. ch. des requ.</i>	Cour de cassation, Chambre des requêtes.
<i>D.</i>	Décret.
<i>C. d'État.</i>	Décision du Conseil d'État.
<i>Cour d'app.</i>	Cour d'appel.
<i>C^o des A. et M.</i>	Comité consultatif des arts et manufactures.
<i>Hyg. et séc.</i>	Hygiène et sécurité.
<i>L.</i>	Loi.
<i>L. min.</i>	Lettre ministérielle.
<i>Rep. hebd.</i>	Repos hebdomadaire.
<i>S. pol.</i>	Tribunal de simple police.
<i>Trib. civ.</i>	Tribunal civil.
<i>Trib. corr.</i>	Tribunal correctionnel.
<i>V.</i>	Voir.

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE ⁽¹⁾

DES MATIÈRES CONTENUES

DANS LA VINGT-HUITIÈME ANNÉE (1920).

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

	Pages.
A	
Accidents du travail.	
Loi du 6 juillet 1920 modifiant le paragraphe 3 de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898, modifié par les lois des 31 mars 1905 et 5 mars 1917, concernant les responsabilités des accidents du travail.....	143
Loi du 5 août 1920 modifiant le deuxième paragraphe de l'article 2 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 22 mars 1902, sur les accidents du travail.....	144
Cas d'un ouvrier d'une compagnie de tramways victime d'un accident de tramway en regagnant son domicile, sa journée terminée; non applicabilité de la loi du 9 avril 1898, nonobstant la gratuité dont il bénéficiait. (Cass. civ. 24 février 1920.).....	299
V. Charbon professionnel. — Délégues mineurs. — Maladies professionnelles.	

ALLOCATIONS FAMILIALES.

	Pages.
Activité économique.	
Circulaire du 3 février 1920 prescrivant une enquête sur l'activité économique. (Janvier 1920.).	223
Circulaire du 6 octobre 1920 prescrivant une enquête sur l'activité économique. (Octobre 1920.).	272
Aération des locaux. — V. Banques.	
Affichage. — V. Journée de huit heures.	
Âge d'admission. — V. Code du travail (révision du livre II du).	
Allaitement maternel. — V. Chambres d'allaitement.	
Allocations familiales.	
Circulaire du 29 mai 1920 prescrivant une enquête relative aux allocations pour charges de famille.....	245
V. Salaires dans les mines.	

(1) Ont été analysées dans cette table toutes les instructions contenues dans les circulaires et lettres ministérielles, ainsi que les interprétations des textes législatifs et réglementaires qui ont été données par les tribunaux.

ARRÊTÉS.

Arrêtés.

Arrêté du 5 mars 1920. — V. *Chaussures en gros.*

Arrêté du 31 mars 1920. — V. *Inspection du travail.*

Arrêté du 20 mai 1920. — V. *Vêtement (industrie du).*

Arrêté du 14 juin 1920. — V. *Chaussures en gros.*

Arrêté du 12 juillet 1920. — V. *Vêtement (industrie du).*

Arrêté du 22 juillet 1920. — V. *Vêtement (industrie du).*

Arrêté du 18 septembre 1920. — V. *Vêtement (industrie du).*

Arrêté du 16 novembre 1920. — V. *Vêtement (industrie du).*

Arrêté du 20 novembre 1920. — V. *Cuir et peaux.*

Association (droit d'). — V. *Fonctionnaires.*

Ateliers de réparation et d'entretien du matériel des chemins de fer.

Le Service de l'inspection du travail n'a pas à intervenir dans le contrôle de la durée du travail dans les établissements de réparation et d'entretien du matériel des chemins de fer. (C. du 2 nov. 1920.)..... 278

Aupetit. — V. *Scies circulaires (protecteur de).*

Avancement. — V. *Fonctionnaires. — Inspection du travail.*

B

Banques.

Note sur les installations de deux banques parisiennes (aération et chauffage) par M. L. Bargerou, inspecteur départemental du travail à Paris..... 355

BÂTIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS.

Pages.

Baret. — V. *Machine à cylindrer.*

Bargerou. — V. *Banques. — Captation électrique des poussières et des buées. — Photomètre portatif.*

Bâtiment et travaux publics.

Décret du 5 août 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bâtiment et des travaux publics des régions libérées..... 163

Pour l'année 1920, et dans le cas où en vertu d'accords intervenus, la détermination des récupérations n'aurait pas déjà été effectuée, cette fixation doit avoir lieu dès que les inspecteurs en seront sollicités par les intéressés. (C. du 26 août 1920)..... 257

Il y aura intérêt à ce que la fixation du nombre d'heures à récupérer soit la même pour tous les chantiers d'une même industrie dans une même région. Jusqu'à ce qu'intervienne cette fixation, il y a lieu d'autoriser les entreprises à prolonger provisoirement la journée légale de travail, sous réserve que cette prolongation ne dépassera pas la limite fixée par le paragraphe 3 de l'article 3 et qu'elle sera imputée rétroactivement sur le nombre d'heures à récupérer qui sera fixé ultérieurement. (*Ibid.*)..... 257

Par travaux exécutés dans l'intérêt d'un service public, il faut entendre non seulement les travaux exécutés directement ou en régie, par une administration publique, mais encore ceux qui sont exécutés par des entrepreneurs pour le compte de l'État, des départements, des communes ou des établissements publics, ou sur l'ordre du Gouvernement. (*Ibid.*)..... 257

Afin de ne pas retarder l'exécution des travaux, les inspecteurs

devront, jusqu'à ce qu'une décision ait été prise de concert entre le Ministère du travail et le Ministre qui ordonne les travaux, tolérer que les entrepreneurs continuent à pratiquer la durée du travail en usage sur leurs chantiers avant la promulgation du règlement. (*Ibid.*) 258

Circulaire aux préfets du 27 août 1920 relative à l'application de la journée de huit heures dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics des régions libérées. (Décret du 5 août 1920.)..... 258

Le service est invité à signaler aux organisations intéressées les ententes déjà réalisées entre organisations patronales et ouvrières en vue de déterminer le mode de récupération des heures de travail perdues, en les engageant à en conclure d'analogues. (C. du 15 novembre 1920.)..... 280

Il y a lieu de considérer, sans enquête spéciale, comme rentrant dans la catégorie des travaux visés par l'article 6, paragraphe 2° du décret du 5 août 1920 : a) les travaux de construction, reconstruction ou réparation de bâtiments d'exploitations agricoles ; b) les travaux de reconstruction de mines, ouvrages de voies ferrées, usines, ateliers d'artisans ; c) les travaux de construction, reconstruction ou réparation de maisons ouvrières en remplacement de maisons démolies ou manquantes. (*Ibid.*)... 280 et 281

Des durées supérieures à dix heures par jour, récupérations comprises, ne pourront être admises, en dehors des cas d'accidents visés par l'article 6, paragraphe 1° du décret, qu'à titre tout à fait exceptionnel et sur l'avis conforme des organisations patronales et ouvrières intéressées. (*Ibid.*)..... 281

Le pouvoir de décision conféré au Ministre du travail par les termes du décret du 5 août 1920,

article 6, paragraphe 2° en matière de dérogations temporaires, est délégué à l'inspecteur divisionnaire du travail qui n'aura à saisir le ministre que des cas qui lui paraîtraient soulever des difficultés qu'il hésiterait à résoudre sous sa seule responsabilité. (C. du 15 novembre 1920.)..... 282

Le Ministre des régions libérées délègue ses pouvoirs de décision en ce qui concerne la fixation des limites des dérogations indispensables à l'exécution des travaux exécutés « dans l'intérêt d'un service public » (art. 6, § 2, du décret du 5 août 1920 sur la journée de huit heures dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics des régions libérées), à MM. les Préfets des départements dévastés. C'est avec ces fonctionnaires que le service de l'inspection du travail devra directement se concerter pour examiner la suite que peut comporter toute demande de dérogations temporaires présentée pour l'exécution de travaux touchant l'intérêt public. (C. du 13 décembre 1920.)..... 290

Blum (Dr Paul). — V. *Bouton d'huile.*

Boulangeries. — V. *Travail de nuit.*

Bourellerie. — V. *Cuir (fabrique d'objets en).*

Bouton d'huile.

« Le bouton d'huile » et les folliculites acnéiformes professionnelles par M. le docteur Paul Blum, interne des hôpitaux de Paris..... 321

Buées. — V. *Captation électrique des poussières et des buées.*

	Pages.
C	
Cafés. — V. Hôtels, restaurants, cafés.	
Caisse autonome des ouvriers mineurs. — V. Délégués mineurs.	
Captation électrique des poussières et des buées.	
Note sur la captation électrique des poussières et des buées par M. L. Bargerou, inspecteur départemental du travail à Paris.....	359
Carrosserie. — V. Charronnage et carrosserie.	
Casse-croûte. — V. Mines (travail dans les).	
Céruse.	
Circulaire du 10 avril 1920 prescrivant une enquête sur l'application de l'article 79 du Livre II du Code du travail. (Interdiction de l'emploi de la céruse.).....	238
Chambres d'allaitement.	
Les chambres d'allaitement dans les établissements industriels et commerciaux.....	411
Chapellerie.	
Décret du 14 août 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application dans les industries de la chapellerie de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.....	175
Circulaire du 28 août 1920 relative à l'application de la journée de huit heures dans la chapellerie. (Décret du 14 août 1920.).....	259

	Pages.
Charbon professionnel.	
Il y aura lieu, pour les inspecteurs, de prendre, dès maintenant, toutes précautions utiles pour être en mesure de fournir les renseignements demandés par la circulaire du 20 juillet 1910 qui prescrivait de communiquer en fin d'année les résultats des enquêtes effectuées pour le service sur les cas de charbon professionnel. (C. du 26 février 1920.).....	233
Enquête sur les cas de charbon professionnel pendant les années 1914 à 1919 inclus.....	313
Charges de famille (Allocations pour). — V. Allocations familiales. — Salaires dans les mines.	
Chariot Cowan.	
Note sur le chariot «Cowan» par M. Delastre, inspecteur départemental du travail à Rouen..	369
Charronnage et carrosserie.	
Décret du 8 décembre 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du charronnage et de la carrosserie en tous genres.....	194
Circulaire du 17 décembre 1920 relative à l'application de la journée de huit heures dans le charronnage et la carrosserie en tous genres. (Décret du 8 décembre 1920.....	290
Chaussures en gros.	
Décret du 4 juillet 1920 portant règlement d'administration publique relatif à l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les industries de la fabrication des chaussures en gros du département de la Seine..	155

	Pages.
Arrêté du 5 mars 1920 autorisant les manufactures de chaussures de la Verpillière (Isère) à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail	206
Arrêté du 14 juin 1920 autorisant, à titre provisoire, les industries de la fabrication des chaussures en gros d'Hasparren (Basses-Pyrénées) à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail	210
Le Service est invité, jusqu'à nouvel ordre, à ne pas exercer le contrôle de l'application du décret du 19 novembre 1919 dans les établissements où s'exerce la fabrication des spécialités de la chaussure, mettant en œuvre, à titre principal, d'autres matières premières que le cuir : galoches, sandales, espadrilles, chaussons de feutre, pantoufles, etc. (C. du 17 février 1920).....	231
Chaussures en tous genres.	
Décret du 30 décembre 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication des galoches, espadrilles, sandales, pantoufles, chaussons et chaussures en tous genres.....	198
Chemins de fer. — V. Ateliers de réparation et d'entretien du matériel des chemins de fer.	
Cherté de vie (Indemnité de). — V. Fonctionnaires.	
Chômage.	
Circulaire du 25 octobre 1920 prescrivant une enquête relative au chômage	277

	Pages.
Cinématographes.	
Note sur l'hygiène et la sécurité dans les ateliers de prises de vues cinématographiques, par M. Frois, inspecteur du travail, chargé du contrôle de la 1 ^{re} circonscription... V. Théâtres (emploi d'enfants dans les).	371
Code du travail.	
Livre I., articles 75 et suivants. — V. Économats.	
Livre II.	
Revision du Livre II du Code du travail;	
Circulaire du 11 septembre 1920 consultant le Service de l'inspection au sujet de la revision de certaines dispositions du Livre II du Code du travail, conformément aux projets de conventions adoptés par la Conférence internationale du travail, tenue à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919 et relatifs à : a) l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels ; b) la limitation du nombre des heures de travail à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine dans les établissements industriels ; c) le travail de nuit des enfants dans l'industrie ; d) le travail de nuit des femmes ; e) l'emploi des femmes avant et après l'accouchement	260
Art. 6 à 13. — V. Journée de huit heures.	
Art. 9 à 13. — V. Mines (durée du travail dans les).	
Art. 20 et 21. — V. Travail de nuit.	
Art. 34. — V. Repos hebdomadaire.	
Art. 37 et suivants. — V. Comités de salaires et d'expertise.	
Art. 58 et 59. — V. Théâtres (emploi d'enfants dans les).	

Pages.

Pages.

Art. 79. — V. *Céruse*.Art. 134 et suivants. — V. *Délégués-mineurs*.Art. 155. — V. *Délégués-mineurs*.
— *Mines (durée du travail dans les)*.**Coiffure (salons de).**

Décret du 26 août 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les magasins et salons de coiffure et dans les ateliers de confection de postiches... 178

Lettre ministérielle du 19 octobre 1920 relative à l'application de la loi de huit heures dans les magasins et salons de coiffures et ateliers de confection de postiches. (Décret du 26 août 1920.)..... 273

Les inspecteurs sont priés de prendre connaissance des horaires qui leur seraient transmis et de donner avis des critiques que ces horaires pourraient soulever à la Chambre syndicale en lui adressant les horaires critiqués. La Chambre syndicale fera toutes démarches utiles auprès de ses adhérents pour assurer la revision des horaires defectueux. (C. du 22 oct. 1922.)... 275

L'utilisation du crédit de 52 heures par an, prévu par l'article 5, paragraphe 2. du décret, est possible, pour la période comprise entre la date d'entrée en application du décret et le 31 décembre 1920, ce qui permet aux patrons coiffeurs d'augmenter, jusqu'au 31 décembre 1920, la durée du travail prévue par l'article 2 du décret, de 3 heures par semaine. (C. du 22 oct. 1920.)..... 276

Aucun texte n'autorise l'Administration à différer l'application du décret: les patrons coiffeurs doivent être invités dans tous les cas à envoyer aux inspecteurs l'horaire prévu par l'article 4 du

décret. Cet horaire peut indiquer une répartition des heures de la semaine, tenant compte des 3 h. supplémentaires prévues ci-dessus; mais, en ces cas, il n'est valable que jusqu'au 31 décembre 1920; seul, peut être considéré comme *définitif* l'horaire basé sur les durées réglementaires fixées par l'article 2 du décret. (*Ibid.*)..... 276

Circulaire du 23 novembre 1920 relative à l'application de la journée de huit heures aux coiffeurs. (Décret du 26 août 1920.) Interdiction de l'organisation du travail par relais ou par roulement..... 283

Circulaire du 24 novembre 1920 prescrivant une enquête au sujet de l'application de la journée de huit heures aux coiffeurs. (Décret du 26 août 1920.)..... 284

Comités de salaires et d'expertise.

Circulaire du 17 février 1920 transmettant aux Inspecteurs divisionnaires une circulaire en date du du même jour adressée aux Préfets au sujet de la revision des décisions des Comités de salaires et d'expertise, institués en exécution de la loi du 10 juillet 1915. (Salaire des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement)..... 228

Il y a intérêt à ce que les Comités de salaires soient appelés d'urgence à procéder à la revision de leurs décisions si ces dernières ont été prises antérieurement à l'année 1917.

Il importerait même que, sans attendre le délai de trois ans prévu par la loi pour la revision obligatoire des salaires minima, ces Comités soient invités si leurs dernières décisions remontent à un certain temps, à se réunir pour examiner l'opportunité d'établissement de nouveaux taux de salaires minima (C. du 17 février 1920).. 229

	Pages.		Pages.
Il importe que les retards apportés à la revision du salaire minimum dans certains départements ne créent pas entre les départements des différences de traitement qui pourraient amener des déplacements de travail et aussi des répercussions graves sur la situation des ouvrières et des fabricants eux-mêmes. Il appartient aux Préfets dont le département se trouve dans la situation visée, d'examiner attentivement cette question et de provoquer la revision du Comité de salaires (Ibid.).....	230	mentaires et d'exiger notamment l'établissement et l'envoi au Service d'horaires réguliers. (C. m. du 2 juillet 1920).....	249
Conciliation. — V. <i>Salaires dans les mines.</i>		Cuir et peaux.	
Conférence internationale. — V. <i>Code du travail., Livre II (révision du).</i>		Arrêté du 20 novembre 1920 autorisant les établissements de teinturerie en peaux de la ville de Grenoble à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail.....	215
Corroirie. — V. <i>Machine à cylindrer.</i>		Cuir (fabriques d'objets en.)	
Costes. — V. <i>Émaillage des objets en fer.</i>		Décret du 30 décembre 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1913 sur la journée de huit heures dans les industries de la sellerie et de la bourellerie, de la fabrication des courroies mécaniques et de tous objets en cuir (maroquinerie, gainerie, articles de voyage, de sport).....	195
Courroies mécaniques (fabrication des). V. <i>Cuir (fabriques d'objets en).</i>			
Coût de la vie. — V. <i>Indices (nombres-).</i>			
Couture (ateliers de).			

Il y a lieu de commencer par poursuivre l'application de la loi dans les ateliers de couture des centres urbains.

En ce qui concerne les communes rurales, ce n'est que si le Service était saisi de plaintes signalant des abus caractérisés qu'il y aurait lieu d'intervenir. Encore, dans ce cas, il suffira vraisemblablement, de rappeler aux chefs de ces ateliers les prescriptions légales et régle-

D

Décoration à l'enlevé. — V. *Verrieres.*

Décrets.

Décret du 7 février 1920. —
V. *Heure légale.*

Décret du 10 février 1920. —
V. *Electricité (consommation de l').*

Décret du 21 février 1920. —
V. *Délégués-mineurs.*

Décret du 29 mars 1920. —
V. *Inspection du travail.*

Décret du 23 avril 1920. —
V. *Inspection du travail.*

Décret du 4 juillet 1920. —
V. *Chaussures en gros.*

Décret du 2 août 1920. —
V. *Hotels, restaurants, cafés.*

Pages.

Décret du 5 août 1920. —
V. *Bâtiment et travaux publics*
(industrie du).

Décret du 9 août 1920. —
V. *Métallurgie et travail des mé-*
taux (industrie de la).

Décret du 14 août 1920. —
V. *Chapellerie.*

Décret du 26 août 1920. —
V. *Coiffure (salons de).*

Décret du 27 août 1920. —
V. *Ganterie de peau.*

Décret du 30 août 1920. —
V. *Energie électrique (entreprises de*
production et de distribution de l').

Décret du 12 septembre 1920.
— V. *Heure légale.*

Décret du 6 novembre 1920.
— V. *Fonctionnaires.*

Décret du 24 novembre 1920.
— V. *Inspection du travail.*

Décret du 8 décembre 1920.
— V. *Charronnage et Carrosserie.*

Décret du 30 décembre 1920.
— V. *Cuir (fabriques d'objets en).*

Décret du 30 décembre 1920.
— V. *Chaussures en tous genres.*

Décret du 31 décembre 1920.
— V. *Meunerie.*

Décret du 31 décembre 1920.
— V. *Maladies professionnelles.*

Délainage des peaux de moutons.

La dérogation permanente de 2 heures prévue par l'article 5, 7°, du décret du 12 décembre 1919 pour le travail des ouvriers spécialement employés à des opérations reposant sur des réactions qui techniquement ne peuvent être arrêtées à volonté, peut être applicable au travail des maragos. (L. min. du 27 mai 1920.)..... 244

En attendant qu'une modification du décret permette d'inscrire explicitement le travail des maragos parmi les opérations donnant ou-

Pages.

verture à l'application d'une déro-
gation permanente, il y a lieu de
considérer ce travail comme com-
pris sous la rubrique susvisée de
l'article 5, 7° (*Ibid*)..... 244

Delastre. — V. *Chariot «Cowan».*

Délégués-mineurs.

Décret du 21 février 1920 pro-
rogeant le délai fixé pour les élec-
tions des délégués-mineurs ajournées
pendant les hostilités..... 148

Seuls ont droit à une indemnité
de plus de vingt journées pour
leurs visites réglementaires les dé-
légués qui, dans le courant du
mois, ont effectué plus de dix jour-
nées de visites, dans les limites,
du maximum qui leur a été assigné
par l'arrêté de fixation. (L. min.
27 décembre 1919)..... 216

Communication du décret du
29 décembre 1919 relatif à la date
des élections des délégués-mineurs
ajournées pendant les hostilités (C.
du 6 janvier 1920)..... 217

Instructions pour l'application en
1919 des dispositions de la loi du
25 février 1914 (Caisse autonome
de retraites des ouvriers mineurs).
[C. du 8 janvier 1920]..... 217

Instructions pour l'application en
1919 de la loi du 13 décembre 1912
(Assurances accidents, — Délégués-
mineurs) [C. du 26 janvier 1920]. 221

**Denrées alimentaires (établisse-
ments de vente de).** — V. *Hô-*
tels, restaurants, cafés.

Dentelle mécanique.

Circulaire du 13 juillet 1920 re-
lative à l'application de la journée
de huit heures dans l'industrie de
la dentelle mécanique (Décret du
12 décembre 1919)..... 250

	Pages.
Déroations. — V. <i>Bâtiment et travaux publics.</i> — <i>Coiffure (salons de).</i> — <i>Délainage des peaux de moutons.</i> — <i>Journée de huit heures.</i>	
Discipline. — V. <i>Inspection du travail.</i>	
Durée du travail (limitation de la). — V. <i>Mines (durée du travail dans les).</i>	

E

Ea potable (distribution dans les usines et chantiers).	
Distribution d'eau potable dans les usines et chantiers.....	403

Éclairage.

Le développement de l'éclairage des usines par M. George C. Vard, Inspecteur des fabriques de l'État de New-York.....	315
V. <i>Photomètre portatif.</i>	

Économats.

Circulaire du 6 mai 1920 prescrivant une enquête sur les économats créés pendant la guerre....	241
--	-----

Égrésillage du verre. — V. *Verrieres.***Élections.** — V. *Délégués mineurs.***Électricité (consommation de l').**

Décret du 10 février 1920 réglementant la restriction de la consommation de l'électricité.....	146
Circulaire du 21 février 1920 relative à l'application des dispositions du décret du 10 février 1920. [Restriction de la consommation d'électricité].....	232

Pages.

Lettre ministérielle du 9 mars 1920 relative à l'application de la réglementation de la consommation de l'électricité à Paris.....	238
--	-----

Émaillage des objets en fer.

Note sur l'émaillage des objets en fer, par M. Costes, Inspecteur départemental du travail à Paris..	366
--	-----

Énergie électrique (entreprises de production et de distribution de l').

Décret du 30 août 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises de production et de distribution d'énergie électrique de la région parisienne.....	183
--	-----

Enfants. — V. *Code du travail (revision du Livre II du).* — *Théâtre (emploi d'enfants dans les).* — *Verrieres.***Enquêtes.** — V. *Activité économique.* — *Allocations familiales.* — *Céruse.* — *Charbon professionnel.* — *Chômage.* — *Coiffure (salons de).* — *Economats.* — *Électricité.* — *Verrieres.***Entrepôt réel des douanes de Marseille.**

Décret du 11 février 1920 substituant un nouveau règlement au règlement annexé au décret du 23 juin 1919 concernant les conditions du travail et de la retraite du personnel de l'entrepôt réel des douanes de Marseille.....	301
---	-----

Équipes de huit heures (travail par). — V. *Travail de nuit.***Établissements dangereux, insalubres ou incommodes.**

Dans les départements où la surveillance des établissements classés	
---	--

	Pages.
n'est pas confiée aux Inspecteurs du travail, il conviendrait que ces derniers fussent régulièrement avisés des déclarations d'ouverture d'établissements de 3 ^e classe (c. du 22 juin 1920).....	248

Explosions. — V. *Gaz sous pression* (appareils et réservoirs contenant des).

F

Faïence (fabriques de).

Assainissement des fabriques de faïence.....	376
--	-----

Femmes. — V. *Code du travail* (révision du Livre II du). — *Verreries*.

Fêtes locales. — V. *Récupération des interruptions collectives de travail*.

Folliculites acnéiformes professionnelles. — V. *Bouton d'huile*

Fonctionnaires.

Décret du 6 novembre 1920 accordant des avantages d'ancienneté aux fonctionnaires des régions libérées.....	189
---	-----

Loi du 6 octobre 1919. (Interdiction d'emploi dans des établissements précédemment soumis au contrôle des fonctionnaires.)....	141
--	-----

Circulaire du 3 mai 1920 relative à l'attribution aux fonctionnaires de l'indemnité exceptionnelle du temps de guerre.....	239
--	-----

Circulaire du 7 juin 1920 transmettant une note relative au droit d'association des fonctionnaires....	246
--	-----

Frais de bureau et de tournées — V. *Inspection du travail*.

Frois. — V. *Cinématographes*.

G

Ganterie de peau.

Décret du 27 août 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la ganterie de peau.....	182
--	-----

Gaz sous pression (appareils et réservoirs contenant des).

Circulaire du 13 septembre 1920 invitant le Service à procéder à une enquête relative à l'emploi des appareils et réservoirs contenant des gaz sous pression.....	265
---	-----

Guerre. — V. *Économats*.

H

Heure légale.

Loi du 6 février 1920 relative à l'avance de l'heure légale.....	142
--	-----

Décret du 7 février 1920 relatif à l'avance de l'heure légale.....	145
--	-----

Décret du 12 septembre 1920 modifiant l'article 2 du décret du 7 février 1920, relatif à l'avance de l'heure légale.....	188
--	-----

Hôpitaux et Hospices.

Circulaire du 5 août 1920 relative à l'application de la journée de huit heures dans les établissements hospitaliers publics et privés.....	254
---	-----

Horaires. — V. Coiffure (salons de).

Pages

Hôtels, restaurants, cafés.

Décret du 2 août 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, de la région parisienne..... 158

Circulaire du 14 août 1920 relative à l'application de la journée de huit heures dans les hôtels, restaurants et cafés de la région parisienne. (Décret du 2 août 1920).. 255

Circulaire du 16 septembre 1920 indiquant la procédure à adopter pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les hôtels, cafés, restaurants de la région parisienne. (Décret du 2 août 1920).. 266

Hydrargyrisme professionnel. — V. Maladies professionnelles.**I****Indices (nombres).**

Circulaire du 20 mai 1920 communiquant aux Inspecteurs les nombres-indices du coût des denrées (4^e trimestre 1919. — 1^{er} trimestre 1920)..... 242

Circulaire du 9 juillet 1920 donnant aux Inspecteurs des renseignements complémentaires relatifs aux indices du coût des denrées (2^e trimestre 1920)..... 249

Circulaire du 6 décembre 1920 donnant aux Inspecteurs des renseignements complémentaires relatifs aux indices du coût de la vie (3^e trimestre 1920)..... 289

Infection charbonneuse. — V. Charbon professionnel.

Pages.

Inspection du travail.

Décret du 29 mars 1920 fixant les nouveaux traitements du personnel de l'Inspection du travail. 149

Décret du 23 avril 1920 modifiant le décret du 3 mai 1907, déjà modifié, réglant l'avancement et la discipline du corps de l'inspection du travail 153

Décret du 24 novembre 1920 portant relèvement des indemnités pour frais de tournées et de bureau des inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail..... 191

Arrêté du 31 mars 1920 fixant la répartition dans les différentes classes des fonctionnaires de l'inspection du travail en exercice au 1^{er} juillet 1919 ou nommés depuis cette date..... 207

V. Ateliers de réparation et d'entretien du matériel du chemin de fer. — Fonctionnaires.

Inventaires. — V. Récupération des interruptions collectives de travail.**J****Jours fériés. — V. Récupération des interruptions collectives de travail.****Journée de huit heures.**

Les inspecteurs du travail saisis d'avis de dérogation n'auront pas à exiger l'affichage de l'avis, même pour l'application des premiers décrets, dans tous les cas où l'affichage du tableau récapitulatif est correctement assuré. (C. du 22 octobre 1920)..... 276

Pages.

En principe, dans tous les cas où il y aura un horaire distinct, les dispositions du décret qui comportent l'obligation d'apporter des modifications permanentes ou temporaires à l'horaire, pourront s'appliquer de façon distincte à la partie d'établissement visée par cet horaire distinct. D'autre part, les dérogations s'appliquent à des travaux, lesquels peuvent ne constituer, dans nombre de cas, qu'une part des opérations exécutées par l'établissement et peuvent bénéficier de dérogations, alors que d'autres travaux continueront à s'exécuter dans les conditions habituelles. (C. du 2 décembre 1920.) 287

Non seulement la faculté mais, dans certains cas, l'obligation d'appliquer à des parties distinctes d'établissements des crédits distincts d'heures de dérogation, ressort de l'étude attentive du texte. (*Ibid.*)..... 287

Les règles posées par la présente circulaire ne sont pas particulières aux industries de la métallurgie et du travail des métaux; elles valent pour toutes les industries pour lesquelles ont été pris des règlements d'administration publique applicables aux établissements ou parties d'établissements où s'exercent lesdites industries. (*Ibid.*)..... 288

V. Ateliers de réparation et d'entretien du matériel du chemin de fer. — Bâtiment et travaux publics. — Chapellerie. — Charronnage et carrosserie. — Chaussures en gros. — Chaussures en tous genres. — Code du travail (Livre II). — Coiffure (salons de). — Couture (ateliers de). — Cuir (fabrique d'objets en). — Délainage de peaux de moutons. — Dentelle mécanique. — Énergie électrique (entreprises de production et de distribution de l'). — Ganterie de peau. — Hôpitaux et hospices. — Hôtels, restaurants, cafés. — Métallurgie et travail des métaux. — Meunerie. — Mines (durée du tra-

Pages.

vail dans les). — Travail de nuit. — Récupération des interruptions collectives de travail. — Travail de nuit. — Vêtement (industries du).

L

Lois.

Loi du 24 juin 1919. — V. Mines (durée du travail dans les).

Loi du 6 octobre 1915. — V. Fonctionnaires.

Loi du 6 février 1920. — V. Heure légale.

Loi du 6 juillet 1920. — V. Accidents du travail.

Loi du 5 août 1920. — V. Accidents du travail.

M

Machine à cylindrer.

Note sur une machine à cylindrer dans l'industrie de la corroirie, par M. Baret, inspecteur départemental du travail à Castres..... 350

Maladies professionnelles.

Décret du 31 décembre 1920 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 25 octobre 1919 étendant aux maladies d'origine professionnelle la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail..... 204

V. Bouton d'huile.

Maragos. — V. Délainage des peaux de moutons.

Marché local. — V. Repos hebdomadaire.

Mercure. — V. Maladies professionnelles.**Métallurgie et travail des métaux (industrie de la).**

Décret du 9 août 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux..... 167

Circulaire du 20 août 1920 relative à l'application de la journée de huit heures dans la métallurgie. (Décret du 9 août 1920).. 256

L'énumération visée à l'article 3, §1 du décret du 9 août 1920 est limitative. Plus exactement, ce n'est pas une énumération mais une définition des causes accidentelles ou cas de force majeure, donnant ouverture à récupération. Il convient d'observer qu'il s'agit, en l'espèce, de récupération de droit, que l'industriel peut utiliser moyennant un simple avis à l'inspecteur. Seuls les cas d'accidents au matériel (de quelque ordre qu'ils soient), les cas d'interruption de force motrice (quelle qu'en soit la cause: interruption de courant, manque de charbon pour l'alimentation des chaudières à vapeur, etc.), les cas de sinistres (quelle qu'en soit la nature) constituent des causes accidentelles ou cas de force majeure au sens de l'article 3, paragraphe 1. (C. du 25 septembre 1920.)..... 270

En ce qui concerne les accords entre organisations patronales et ouvrières s'il existe des organisations syndicales et que celles-ci n'ont pu se mettre d'accord, on ne pourra, en ce qui touche l'article 3, paragraphe 5, suppléer à ce défaut d'accord par des accords particuliers entre patrons et ouvriers d'un seul établissement «isolé». Seules, des organisations qualifiées pour

Pages.

représenter les industries en cause peuvent être prises en considération. (*Ibid.*)..... 271 et 272

Meunerie.

Décret du 31 décembre 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie de la meunerie..... 200

Mines. — V. Salaires dans les mines,**Mines (durée du travail dans les).**

Travaux préparatoires de la loi du 24 juin 1919 relative à la durée du travail dans les mines..... 1

Loi du 24 juin 1919 relative à la durée du travail dans les mines. 138

Il y a lieu de faire une distinction entre les ouvriers et employés du jour et ceux du fond. (C. du 16 février 1920.)..... R 224

La réglementation applicable aux ouvriers et employés de la surface est celle prévue par la loi générale du 23 avril 1919. Il y a lieu cependant de remarquer que le 1^{er} et le 2^e de l'article 8 de la loi du 23 avril 1919 concernant la répartition des heures de travail ne sont pas applicables au personnel du jour. (*Ibid.*)..... 225

La loi s'applique à tous les ouvriers du fond sans exception, qu'il s'agisse des ouvriers mineurs proprement dits qui font l'extraction ou qu'il s'agisse des boiseurs, conducteurs de chevaux, palefreniers, encageurs, rouleurs, boute-feux, etc. Il y a lieu de préciser, par contre, que le personnel de contrôle et de surveillance reste en dehors de la réglementation nouvelle instituée par la loi du 24 juin 1919. (*Ibid.*) 225

Pages.

Dans la durée légale de la journée de travail sera même compris le temps nécessaire au « casse-croûte » et « au briquet » que le mineur prend au cours de son travail. (*Ibid.*)..... 225

Les termes employés par le législateur ne permettent pas de fractionner pour le calcul des huit heures une opération continue et ininterrompue de descente ou de remonte par équipes affectées à différents quartiers de la mine sauf circonstances tout à fait exceptionnelles. (*Ibid.*)..... 226

Les catégories d'ouvriers visées par la loi ne peuvent être que des catégories résultant soit de la spécialité professionnelle des ouvriers qui conduit l'exploitant à faire descendre et, par suite, remonter les ouvriers d'une spécialité déterminée à des heures nettement différentes de celles qui régissent le reste du personnel, soit, encore, de circonstances spéciales telles que l'éloignement des corons ou toute autre cause analogue nécessitant l'adoption d'heures spéciales de descente et de remonte pour certains groupes d'ouvriers qui constituent ainsi une catégorie à part. (*Ibid.*)..... 226

La distinction par catégories doit être absolument effective de telle sorte qu'aucun ouvrier d'une catégorie ne puisse descendre ou remonter pendant la période réglementaire affectée par les horaires à une autre catégorie. (*Ibid.*)..... 226

Dans le cas où l'entrée dans la mine peut se faire à la fois par un puits et par une galerie creusée à flanc de coteau qui aboutit à une recette souterraine du puits, on peut considérer cette galerie comme une route en tunnel conduisant à la mine et admettre dès lors que la durée du travail doit être comptée depuis l'heure réglementaire de l'entrée des ouvriers

dans le puits et non pas depuis l'heure d'arrivée à l'entrée de la galerie. (*Ibid.*)..... 226

O

Officiers de police judiciaire.

Instructions au sujet de l'état annuel des contraventions relevées par les officiers de police judiciaire et par le service de contrôle des tramways. (C. du 28 décembre 1920.)..... 292

Organisation scientifique du travail.

Les inspecteurs du travail sont invités à prendre note des établissements dans lesquels ils auront constaté des méthodes de production reposant sur des conceptions modernes synthétisées sous les noms d'organisation scientifique du travail, de Scientific Management ou système Taylor. (C. du 22 avril 1920.)..... 239

P

Parties d'établissement. — V.
Journée de huit heures.

Photomètre portatif.

Note sur un photomètre portatif par M. L. Bargerion, inspecteur départemental du travail à Paris. 362

Plomb. — V. *Céruse.* — *Maladies professionnelles.*

Postiches (confection des). — V.
Coiffure (salons de).

Poussières. — V. *Captation électrique des poussières et des buées.*

R

Récupération des interruptions collectives de travail.

L'autorisation à donner par l'inspecteur départemental du travail n'est pas forcément limitée à un jour férié déterminé, elle peut intervenir chaque année pour autoriser la récupération des jours fériés nommément désignés; elle peut même autoriser cette récupération jusqu'à nouvel ordre sans qu'il soit besoin, chaque année, d'une autorisation spéciale. (C. du 31 janvier 1920.)

222

Quand il s'agit d'événements locaux imprévus, il faut une autorisation spéciale portant sur cet événement même. (*Ibid.*)

222

La récupération des heures de travail perdues pourra avoir lieu, dans le cas d'autorisations annuelles ou à durée indéterminée et sous réserve des formalités de contrôle prévues à l'article 3 *in fine*, à telle ou telle époque de l'année, selon les nécessités de l'industrie. (*Ibid.*)

222

S'il n'existe point d'organisations patronales et ouvrières locales l'inspecteur pourra rechercher, dans la mesure du possible, l'opinion du personnel intéressé avant de statuer. (*Ibid.*)

222

L'avis des organisations patronales et ouvrières ne lie pas l'inspecteur départemental. Le service devra s'efforcer de réaliser un accord entre les deux parties afin d'éviter que la mise à exécution de l'autorisation ne soulève une opposition susceptible de la mettre en échec. (*Ibid.*)

222

Seules doivent être obligatoirement considérées comme heures supplémentaires les heures effectuées pour faire face aux surcroûts

Pages

Pages.

extraordinaires de travail. Si les deux parties sont toutefois d'accord pour gratifier les heures récupérées, le service ne peut s'y opposer, mais il n'a pas à sanctionner cet accord et il ne saurait subordonner à son observation le bénéfice de l'autorisation. Dans les cas douteux, l'inspecteur départemental en réfèrera à son inspecteur divisionnaire qui pourra lui-même en référer à l'Administration centrale. (*Ibid.*)

222

De toutes façons, les autorisations accordées par l'inspecteur départemental devront être portées à la connaissance du divisionnaire. (*Ibid.*)

22

Instructions pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. [Règlements d'administration publique. dérogations temporaires et récupérations d'interruptions collectives de travail.]. (C. du 20 février 1920.)

231

Il importe que les efforts des Inspecteurs continuent à tendre vers la conclusion d'accords soit entre employeurs et employés, soit entre organisations patronales et ouvrières locales, pour déterminer les modalités de récupération des jours fériés de l'année. (C. du 25 juin 1920.)

248

Le Service est invité à signaler les accords similaires dont il aurait eu connaissance. Le texte certifié conforme de tout accord de ce genre, avec mention de la date et des noms et qualités des signataires, devra m'être transmis, sauf toutefois dans les cas où l'Inspecteur serait informé que la transmission de ce document aurait été effectuée par une autre voie à mon administration par les intéressés. (*Ibid.*)

248

Les Inspecteurs du travail devront accorder aux chefs d'établissements, qui les saisisent de demandes d'autorisations globales de récupéra-

Pages.

tions, la faculté de choisir celui des deux systèmes (présentation d'un tableau anticipé de la répartition des heures de récupération, ou envoi d'avis à l'occasion de l'utilisation de chaque portion du crédit) qu'il jugera le plus compatible avec les conditions de sa production. (C. du 23 novembre 1920).. 282

V. *Bâtiment et travaux publics* (*Industrie du*).

Régions libérées. — V. *Bâtiment et travaux publics* (*Industrie du*). — *Délégués-mineurs.* — *Fonctionnaires.*

Repos hebdomadaire.

Le Ministre demande aux Préfets de fournir le nombre et la répartition, par nature de commerce ou d'industrie, des établissements auxquels a été accordé ou retiré, par arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 1914 au 31 décembre 1920, le bénéfice d'un régime exceptionnel de repos hebdomadaire prévu à l'article 34 du Livre II du Code du Travail (C. du 29 décembre 1920)... 293

La demande de dérogation reposant sur l'existence d'un marché local se tenant le dimanche n'est pas fondée lorsque le requérant n'établit pas que, dans les conditions où il exerce son commerce, le repos donné à son ouvrier le dimanche puisse être préjudiciable au public ou compromettre le fonctionnement normal de son établissement. (C. d'Etat 14 mai 1920).. 294

Une demande de dérogation reposant sur l'existence de marchés forains voisins des établissements requérants et où sont vendus des articles similaires à ceux qui font l'objet de leur commerce n'est pas fondée s'il n'est pas établi que le fonctionnement normal des établissements des requérants ou l'intérêt public exige que lesdits établissements restent ouverts le dimanche

Pages.

jusqu'à midi. (C. d'Etat du 11 juin 1920)..... 295

Le Préfet qui rapporte un arrêté précédent accordant pour des motifs qui ne concernent pas les circonstances particulières dans lesquelles s'exerce le commerce du requérant fait une inexacte application des dispositions de l'article 34 du Livre II du Code du travail. (C. d'Etat du 18 juin 1920)..... 299

V. *Officiers de police judiciaire.*

Restaurants. — V. *Hôtels, restaurants, cafés.*

Retraites. — V. *Entrepôt réel des douanes de Marseille.*

Rouleaux (Manutention de) dans les tissages mécaniques de toile.

Manutention des rouleaux dans les tissages mécaniques de toile... 400

S

Salaires. — V. *Comités de salaires et d'expertise.* — *Indices (nombres).*

Salaires dans les mines.

La procédure qui a servi à l'établissement des bordereaux actuels devra également être utilisée pour leur revision. (C. du 3 mars 1920). 234

Pour apprécier l'accroissement du coût de la vie, il ne suffit pas de faire la moyenne arithmétique des prix d'un certain nombre de denrées à une époque déterminée et de la comparer à la même moyenne à une époque postérieure. Il faut encore faire intervenir la proportion dans laquelle ces denrées

	Pages.		Pages.
entrent dans la consommation normale de l'ouvrier et de sa famille, (<i>Ibid.</i>).....		Il y aura lieu pour les Inspecteurs du travail en cas de conflit entre patrons et ouvriers du commerce ou de l'industrie, et à l'occasion desquels ils auraient à exercer leur action conciliatrice, de s'inspirer des indications contenues dans la circulaire du 3 mars 1920 adressée aux Préfets des départements miniers, au sujet de la revision éventuelle des bordereaux de salaires payés aux ouvriers mineurs (C. du 9 mars 1920).....	237
La réduction qu'il y a lieu d'apporter à l'augmentation proportionnelle des salaires est essentiellement une question d'espèces. Cette réduction doit, naturellement, être plus importante pour les salaires les plus élevés (<i>Ibid.</i>)..	235	Transmission aux Préfets d'une lettre adressée le 23 octobre 1920 aux Ministres du Travail et des Travaux publics par la Fédération nationale des Travailleurs du sous-sol et tendant à la revision générale des bordereaux de salaires actuellement en vigueur pour les ouvriers des mines de toute nature et des ardoisières (C. du 29 octobre 1920).	278
Pour permettre de supporter cette réduction aux ouvriers qui ont à faire face à de lourdes charges de famille, il serait équitable de leur tenir compte de ces dernières, comme on l'a déjà fait dans de nombreux bassins, en leur accordant une indemnité par enfant non en âge de travailler (<i>Ibid.</i>).....	235	Instructions relatives à la revision des bordereaux de salaires des ouvriers mineurs (C. du 26 novembre 1920).....	285
Les variations du prix du charbon ne sauraient, en principe, servir de critérium pour le salaire des ouvriers mineurs (<i>Ibid.</i>).....	236	Saturnisme. — V. Céruse. — <i>Maladies professionnelles.</i>	
Si, grâce à l'effort des ouvriers, l'augmentation du rendement venait à se relever, il serait tout à fait légitime de leur en tenir compte; il y aurait tout avantage à insérer dans les bordereaux une clause aux termes de laquelle à toute augmentation de rendement par rapport au rendement actuel correspondrait un relèvement proportionnel des taux de salaires (<i>Ibid.</i>).....	236	Scies circulaires (Protecteurs de).	
La date à partir de laquelle les salaires que les Commissions seront appelées à fixer entreront en vigueur, pourra être celle du 15 mars, date à laquelle entrera en vigueur le relèvement du prix du pain qui constitue l'élément principal de l'augmentation du coût de la vie. Si l'entente au sujet des bordereaux de salaires n'intervenait pas, au sein des commissions avant cette date, il serait convenu que les augmentations qui seraient fixées ultérieurement seraient payées rétroactivement à partir du 15 mars (<i>Ibid.</i>).....	237	Note sur un protecteur de scies circulaires, par M. Aupetit, Inspecteur départemental du travail à Tours.....	347
		Sellerie. — V. Cuir (<i>fabrique d'objets en</i>).	
		Statistiques annuelles.	
		Circulaire du 22 janvier 1920. — Instructions pour la confection des statistiques annuelles — 1919.	220

T

Taylor (Système). — V. *Organisation scientifique du travail.*

Teinturerie en peaux. — V. *Cuir et peaux.*

Théâtres (Emploi d'enfants dans les).

Instructions relatives à l'application des dispositions légales relatives à l'emploi des enfants dans les théâtres et dans les entreprises cinématographiques. (C. du 16 juillet 1920)..... 251

Tissages mécaniques. — V. *Rouleurs (Manutention des) dans les tissages mécaniques de toile.*

Traitements. — V. *Inspection du travail.*

Tramways (Service du contrôle des). — V. *Officiers de police judiciaire.*

Travail de nuit.

L'administration saisira la première occasion de provoquer une modification des articles 20 et 21 du Livre II du Code du travail, modification qui aurait pour effet d'autoriser le travail des enfants et des femmes de 5 à 22 heures ou de 4 heures à 21 heures, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de 8 heures chacun. Il serait d'ail-

leurs entendu que les enfants et les femmes employés à un travail effectif et continu d'au moins 8 heures devront bénéficier d'un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une demi-heure. En conséquence, le Service de l'Inspection du travail est autorisé à admettre provisoirement l'organisation de deux équipes dans les limites et sous les conditions ci-dessus indiquées. Le Service devra noter les autorisations ainsi accordées de façon à se trouver en mesure d'en rendre compte au Ministre par un rapport d'ensemble qui lui sera ultérieurement demandé (C. du 8 janvier 1920)... 219

Le Service est invité à se mettre en rapport avec les organisations patronales et ouvrières intéressées pour l'application de la loi du 28 mars 1919 relative à la suppression du travail de nuit dans les boulangeries (C. du 6 août 1920). 255

Communication au Service de l'Inspection des résultats des consultations des organisations patronales et ouvrières intéressées au sujet de la suppression du travail de nuit dans la boulangerie (C. du 21 octobre 1920)..... 274

Circulaire du 22 décembre 1920 relative à l'application de la loi du 28 mars 1919. — Interdiction du travail de nuit des ouvriers dans la boulangerie et la fourniture de pain aux établissements de l'État. 291

V. *Code du travail (Livre II Revision du).*

Travaux publics (Industrie des).
V. *Bâtiments et travaux publics (industrie du).*

Tuyauteries de vapeur. — V. *Vapeur (appareils à).*

Pages.

Pages.

V

Vapeur (Appareils à).

Transmission d'une circulaire de M. le Ministre des Travaux publics (Sous-Secrétariat des Mines et des Forces hydrauliques), relative à l'application des dispositions du décret du 23 juin 1920 réglementant l'emploi des appareils à vapeur fonctionnant à terre et renfermant des recommandations concernant l'installation des tuyauteries de vapeur (C. du 30 août 1920)..... 259

Il y a lieu de considérer les tuyauteries de vapeur comme rentrant dans l'ensemble de ce qui constitue les appareils à vapeur, appareils dont la surveillance ressortit exclusivement au Service des mines sous l'autorité du Ministre des Travaux publics (*Ibid.*)..... 260

Décret du 23 juin 1920 modifiant le décret du 9 octobre 1907, réglementant l'emploi des appareils à vapeur fonctionnant à terre.... 309

Circulaire du Sous-Secrétaire d'État des Mines et des Forces hydrauliques en date du 30 juin 1920 relative aux appareils à vapeur fonctionnant à terre. — Tuyauteries. Envoi du décret du 23 juin 1920..... 310

Vard. — V. *Eclairage*.

Verreries.

Lettre ministérielle du 29 juillet 1920 relative à l'application du décret du 21 mars 1914 relatif à l'emploi des femmes et des enfants

dans les verreries. (Polissage à sec du verre. — Définition des termes : Décoration à l'enlevé et égrésillage du verre)..... 251

Circulaire du 23 septembre 1920 prescrivant une enquête relative à l'hygiène et à la salubrité dans les verreries 268

Vêtement (Industries du).

Arrêté du 20 mai 1920 autorisant, à titre provisoire, les industries du vêtement de la ville de Melun (Seine-et-Marne) à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail 209

Arrêté du 12 juillet 1920 autorisant, à titre provisoire, des parties d'établissements de la ville de Rouen où s'exercent les industries du vêtement à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail..... 211

Arrêté du 22 juillet 1920 autorisant, à titre provisoire, les industries du vêtement de la ville de Rochefort-sur-Mer (Charente-Inférieure) à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail..... 212

Arrêté du 18 septembre 1920 autorisant, à titre provisoire, les industries de vêtement de la ville de Dieppe (Seine-Inférieure) à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail..... 213

Arrêté du 16 novembre 1920 autorisant, à titre provisoire, des parties d'établissements de la ville de Lyon où s'exercent les industries du vêtement à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail 214

V. *Comités de salaires et d'expertise*.

TABLE DES MATIÈRES

DE LA VINGT-HUITIÈME ANNÉE (1920).

ACTES OFFICIELS.

(Par ordre chronologique.)

			Pages.
1919. — 6 oct.	— Loi	— portant ouverture de crédits... en vue d'améliorer les traitements et salaires des fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'État.....	141
1919. — 27 déc.	— Lettre minist.	— Délégués mineurs. — Indemnités.....	216
1920. — 6 janv.	— Circulaire.	— Élections des délégués mineurs. — Décret du 29 décembre 1919.....	216
1920. — 8 janv.	— Circulaire.	— Application aux délégués mineurs des dispositions de la loi du 25 février 1914. — Caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs.....	217
1920. — 8 janv.	— Circulaire.	— Travail de nuit. — Équipes de huit heures.	218
1920. — 22 janv.	— Circulaire.	— Statistiques annuelles 1919.....	220
1920. — 26 janv.	— Circulaire.	— Assurance-accidents délégués mineurs. — Loi du 13 décembre 1912.....	221
1920. — 31 janv.	— Circulaire.	— Récupération des interruptions collectives de travail en raison de jours fériés légaux, inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux.....	221
1920. — 3 févr.	— Circulaire.	— Enquête sur l'activité économique. — Janvier 1920.....	223
1920. — 6 févr.	— Loi	— relative à l'application de l'avance de l'heure légale.....	142

		Pages.
1920. — 7 févr. — Décret	— relatif à l'avance de l'heure légale.....	145
1920. — 10 févr. — Décret	— réglementant la restriction de la consommation de l'électricité	146
1920. — 16 févr. — Circulaire.	— Application de la loi du 24 juin 1919 relative à la durée du travail dans les mines.	223
1920. — 17 févr. — Circulaire.	— Loi du 10 juillet 1915. — Salaire des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement. — Revision des décisions des comités de salaires et d'expertise	228
1920. — 17 févr. — Circulaire.	— Loi du 10 juillet 1915. — Salaire des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement. — Réunion des comités de salaires et d'expertise.....	229
1920. — 17 févr. — Circulaire.	— Journée de huit heures. — Chaussures en gros. — Décret du 19 novembre 1919, article 1 ^{er}	230
1920. — 20 févr. — Circulaire.	— Journée de huit heures. — Règlements d'administration publique. — Dérogations temporaires et récupérations d'interruptions collectives de travail.....	231
1920. — 21 févr. — Décret	— prorogeant le délai fixé pour les élections des délégués mineurs ajournées pendant les hostilités	148
1920. — 21 févr. — Circulaire.	— Décret du 10 février 1920. — Restriction de la consommation d'électricité.....	232
1920. — 26 févr. — Circulaire.	— Statistique des cas de charbon professionnel.	233
1920. — 3 mars. — Circulaire.	— Revision éventuelle des bordereaux de salaires payés aux ouvriers mineurs.....	233
1920. — 5 mars. — Arrêté	— autorisant les manufactures de chaussures de la Verpillière (Isère) à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail.....	206
1920. — 9 mars. — Circulaire.	— Revision éventuelle des bordereaux de salaires payés aux ouvriers mineurs.....	237
1920. — 9 mars. — Lettre minist.	— Réglementation de la consommation de l'électricité à Paris	238
1920. — 29 mars. — Décret	— fixant les nouveaux traitements du personnel de l'inspection du travail.....	149
1920. — 31 mars. — Arrêté.	— fixant la répartition dans les différentes classes des fonctionnaires de l'inspection du travail en exercice au 1 ^{er} juillet 1919 ou nommés depuis cette date.....	207

		Pages.
1920. — 10 avril. — Circulaire.	— Enquête sur l'application de l'article 79 du Livre II du Code du travail. — Interdiction de l'emploi de la céruse.....	238
1920. — 22 avril. — Circulaire.	— Organisation scientifique du travail. — Recherches sur la physiologie du travail professionnel.....	239
1920. — 23 avril. — Décret	— modifiant le décret du 3 mai 1907, déjà modifié, réglant l'avancement et la discipline du corps de l'inspection du travail.	153
1920. — 3 mai. — Circulaire.	— Fonctionnaires. — Indemnité exceptionnelle du temps de guerre.....	239
1920. — 6 mai. — Circulaire.	— Enquête relative aux Économats créés pendant la guerre.	241
1920. — 20 mai. — Arrêté	— autorisant, à titre provisoire, les industries de vêtement de la ville de Melun (Seine-et-Marne) à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail.....	209
1920. — 20 mai. — Circulaire.	— Indices du coût des denrées.....	242
1920. — 27 mai. — Circulaire.	— Journée de huit heures. — Industries textiles. — Délainage des peaux de mouton.	243
1920. — 29 mai. — Circulaire.	— Allocations pour charges de famille.....	245
1920. — 7 juin. — Circulaire.	— Droit d'association des fonctionnaires.....	246
1920. — 14 juin. — Arrêté	— autorisant, à titre provisoire, les industries de la fabrication des chaussures en gros d'Hasparren (Basses-Pyrénées) à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail.	210
1920. — 22 juin. — Circulaire.	— Établissements dangereux, insalubres ou incommodes.....	247
1920. — 25 juin. — Circulaire.	— Récupération des jours fériés, fêtes locales ou autres événements locaux.....	248
1920. — 2 juill. — Lettre minist.	— Journée de huit heures. — Ateliers de couture.....	249
1920. — 6 juill. — Loi	— modifiant le paragraphe 3 de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898, modifié par les lois des 31 mars 1905 et 5 mars 1917, concernant les responsabilités des accidents du travail.....	143
1920. — 4 juill. — Décret	— portant règlement d'administration publique relatif à l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les industries de la fabrication des chaussures en gros du département de la Seine....	155

		Pages.
1920. — 9 juill. — Circulaire.	Indices du coût des denrées.....	249
1920. — 12 juill. — Arrêté	— autorisant, à titre provisoire, des parties d'établissements de la ville de Rouen où s'exercent les industries du vêtement, à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail.	211
1920. — 13 juill. — Circulaire.	— Journée de huit heures. — Décret du 12 décembre 1919. — Dentelle mécanique...	250
1920. — 16 juill. — Circulaire.	— Emploi des enfants dans les théâtres et dans les entreprises cinématographiques....	251
1920. — 22 juill. — Arrêté	— autorisant, à titre provisoire, les industries du vêtement de la ville de Rochefort-sur-Mer (Charente-Inférieure) à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail.....	212
1920. — 29 juill. — Lettre minist.	— Décret du 21 mars 1914. — Emploi des femmes et des enfants dans les verreries. — Polissage à sec du verre. — Définition des termes : décoration à l'enlevé et égrésillage du verre.....	251
1920. — 2 août. — Décret	— portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, de la région parisienne	158
1920. — 5 août. — Loi	— modifiant le deuxième paragraphe de l'article 2 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 22 mars 1902, sur les accidents du travail.....	144
1920. — 5 août. — Décret	— portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bâtiment et des travaux publics des régions libérées.....	163
1920. — 5 août. — Circulaire.	— Journée de huit heures. — Établissements hospitaliers publics et privés.....	254
1920. — 6 août. — Circulaire.	— Loi du 28 mars 1919. — Suppression du travail de nuit dans les boulangeries....	255
1920. — 9 août. — Décret	— portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux.....	167

		Pages.
1920. — 14 août. — Décret	— portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la chapellerie.....	175
1920. — 14 août. — Circulaire.	— Journée de huit heures. — Hôtels, restaurants, cafés de la région parisienne. — Décret du 2 août 1920.....	256
1920. — 20 août. — Circulaire.	— Journée de huit heures. — Métallurgie. — Décret du 9 août 1920.....	256
1920. — 26 août. — Décret	— portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les magasins et salons de coiffure et dans les ateliers de confection de postiches...	178
1920. — 26 août. — Circulaire.	— Journée de huit heures. — Bâtiments et travaux publics des régions libérées. — Décret du 5 août 1920.....	256
1920. — 27 août. — Décret	— portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la ganterie de peau....	182
1920. — 27 août. — Circulaire.	— Journée de huit heures. — Industrie du bâtiment et des travaux publics des régions libérées. — Décret du 5 août 1920....	258
1920. — 28 août. — Circulaire.	— Journée de huit heures. — Chapellerie. — Décret du 14 août 1920.....	259
1920. — 30 août. — Décret	— portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises de production et de distribution d'énergie électrique de la région parisienne.....	183
1920. — 30 août. — Circulaire.	— Appareils à vapeur fonctionnant à terre. — Tuyauteries. — Décret du 23 juin 1920.	259
1920. — 11 sept. — Circulaire.	— Revision de certaines dispositions du Livre II du Code du travail.....	260
1920. — 12 sept. — Décret	— modifiant l'article 2 du décret du 7 février 1920 relatif à l'avance de l'heure légale.	188
1920. — 13 sept. — Circulaire.	— Appareils et réservoirs contenant des gaz sous pression.....	265
1920. — 16 sept. — Circulaire.	— Journée de huit heures. — Décret du 5 août 1920. — Hôtels, cafés, restaurants de la région parisienne.....	266

1920. — 18 sept. — Arrêté	— autorisant, à titre provisoire, les industries du vêtement de la ville de Dieppe (Seine-Inférieure) à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail...	213
1920. — 23 sept. — Circulaire.	— Hygiène et salubrité dans les verreries. ...	268
1920. — 25 sept. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919. — Décret du 9 août 1920. — Métallurgie et travail des métaux. — Interprétation.....	270
1920. — 6 oct. — Circulaire.	— Enquête sur l'activité économique. — Octobre 1920	272
1920. — 19 oct. — Lettre minist.	— Loi de huit heures. — Magasins et salons de coiffures et ateliers de confection de postiches. — Décret du 26 août 1920...	273
1920. — 21 oct. — Circulaire.	— Suppression du travail de nuit dans la boulangerie.....	274
1920. — 22 oct. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919. — Décret du 26 août 1920. — Salons de coiffure.....	274
1920. — 22 oct. — Circulaire.	— Loi de huit heures. — Magasins et salons de coiffure et ateliers de confection de postiches. — Décret du 26 août 1920..	275
1920. — 22 oct. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919. — Règlements d'administration publique. — Dérogations temporaires. — Contrôle.....	276
1920. — 25 oct. — Circulaire.	— Enquête relative au chômage.....	277
1920. — 29 oct. — Circulaire.	— Revision éventuelle des bordereaux de salaires payés aux ouvriers mineurs.....	278
1920. — 2 nov. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919. — Chemins de fer. — Ateliers de réparation et d'entretien.	278
1920. — 6 nov. — Décret	— accordant des avantages d'ancienneté aux fonctionnaires des régions libérées	189
1920. — 15 nov. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919. — Bâtiment et travaux publics des régions libérées. — Décret du 5 août 1920. — Récupérations et dérogations temporaires.....	279
1920. — 15 nov. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919. — Bâtiment et travaux publics des régions libérées. — Décret du 5 août 1920, art. 6, § 2.....	281
1920. — 16 nov. — Arrêté	— autorisant, à titre provisoire, des parties d'établissement de la ville de Lyon, où s'exercent les industries du vêtement, à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail.	214

1920. — 20 nov. — Arrêté	— autorisant les établissements de teinturerie en peaux de la ville de Grenoble à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail . . .	215
1920. — 23 nov. — Circulaire.	— Journée de huit heures. — Règlements d'administration publique. — Autorisation de récupération des heures perdues en raison de jours fériés, légaux, etc.	282
1920. — 23 nov. — Circulaire.	— Journée de huit heures. — Coiffeurs. — Décret du 26 août 1920	283
1920. — 24 nov. — Décret	— portant relèvement des indemnités pour frais de tournées et de bureau des inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail	191
1920. — 24 nov. — Circulaire.	— Journée de huit heures. — Coiffeurs. — Décret du 26 août 1920	284
1920. — 26 nov. — Circulaire.	— Revision des bordereaux de salaires des ouvriers mineurs	285
1920. — 2 déc. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919. — Règlements d'administration publique. — Dérogations temporaires. — Parties d'établissements.	286
1920. — 6 déc. — Circulaire.	— Indices du coût de la vie	288
1920. — 8 déc. — Décret	— portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du charonnage et de la carrosserie en tous genres	194
1920. — 13 déc. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919. — Bâtiment et travaux publics des régions libérées. — Décret du 5 août 1920, art. 6, § 2	289
1920. — 17 déc. — Circulaire.	— Journée de huit heures. — Charonnage et carrosserie en tous genres. — Décret du 8 décembre 1920	290
1920. — 22 déc. — Circulaire.	— Loi du 28 mars 1919. — Interdiction du travail de nuit des ouvriers dans la boulangerie. — Fourniture de pain aux établissements de l'État	291
1920. — 28 déc. — Circulaire.	— Contraventions relevées par les officiers de police judiciaire	292
1920. — 29 déc. — Circulaire.	— Repos hebdomadaire. — Statistique des octrois et retraits de dérogations (1914-1920)	293

1920. — 30 déc. — Décret	— portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la sellerie et de la bourrellerie, de la fabrication des courroies mécaniques et de tous objets en cuir (maroquinerie, gainerie, articles de voyage, de sport).....	195
1920. — 30 déc. — Décret	— portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication des galoches, espadrilles, sandales, pantoufles, chaussons et chaussures en tous genres..	198
1920. — 31 déc. — Décret	— portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie de la meunerie.....	200
1920. — 31 déc. — Décret	— portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 25 octobre 1919 étendant aux maladies d'origine professionnelle la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.....	204

JURISPRUDENCE.

1920. — 24 févr. — Cass. — Ch. civ. — Accidents du travail. — Ouvrier regagnant son domicile après sa journée. — Inapplicabilité de la loi du 9 avril 1898. — Rejet.....	299
1920. — 14 mai. — Conseil d'État. — Repos hebdomadaire. — Demande de dérogation fondée sur l'existence d'un marché local se tenant le dimanche. — Rejet de la requête.....	294
1920. — 11 juin. — Conseil d'État. — Repos hebdomadaire. — Demande de dérogation fondée sur l'existence de marchés forains voisins des établissements requérants et où sont vendus des articles similaires à ceux qui font l'objet de leur commerce. — Rejet de la requête.....	295
1920. — 18 juin. — Conseil d'État. — Repos hebdomadaire. — Dérogation justifiée par l'existence d'un marché du dimanche très important. — Application des dispositions de l'article 34 du Livre II du Code du Travail.....	296

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

	Pages.
DÉCRET du 11 février 1920 substituant un nouveau règlement au règlement annexé au décret du 23 juin 1919 concernant les conditions du travail et de la retraite du personnel de l'entrepôt réel des douanes de Marseille.....	301
DÉCRET du 23 juin 1920 modifiant le décret du 9 octobre 1907 réglementant l'emploi des appareils à vapeur fonctionnant à terre.....	309
CIRCULAIRE du Sous-Secrétaire d'État des mines et des forces hydrauliques du 30 juin 1920 relative aux appareils à vapeur fonctionnant à terre, aux tuyauteries et à l'envoi du décret du 23 juin 1920.....	310
ENQUÊTE sur les cas de CHARBON PROFESSIONNEL pendant les années 1914 à 1919 inclus.	313
LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCLAIRAGE DES USINES par M. GEORGE C. VARD, inspecteur des fabriques de l'État de New-York.....	315
LE BOUTON D'HUILE et les folliculites acnéiformes professionnelles, par le D ^r Paul BLUM, interne des hôpitaux de Paris.....	321

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

NOTE sur un protecteur de scies circulaires , par M. AUPETIT, inspecteur départemental du travail à Tours.....	347
NOTE sur une machine à cylindrer dans l'industrie de la corroirie , par M. BARET, inspecteur départemental du travail à Castres.....	350
NOTE sur les installations de deux banques parisiennes , par M. L. BARGERON, inspecteur départemental du travail à Paris.....	355
NOTE sur la captation électrique des poussières et des buées , par M. L. BARGERON, inspecteur départemental du travail à Paris.....	359
NOTE sur un photomètre portatif , par M. L. BARGERON, inspecteur départemental du travail à Paris.....	362
NOTE sur l' émaillage des objets en fer, par M. COSTES, inspecteur départemental du travail à Paris.....	366
NOTE sur le chariot Cowan , par M. DELASTRE, inspecteur départemental du travail à Rouen.....	369
NOTE sur l' hygiène et la sécurité dans les ateliers de prises de vues cinématographiques , par M. FROIS, inspecteur du travail, chargé du contrôle de la 1 ^{re} circonscription.....	371

*
* *

	Pages.
NOTICES rédigées en vue de la reconstitution des usines dans les régions dévastées :	
Assainissement des fabriques de faïence	376
Manutention des rouleaux dans les tissages mécaniques de toile	400
Distribution d'eau potable dans les usines et chantiers.....	403
Les chambres d'allaitement dans les établissements industriels et commerciaux.	411

DIVERS.

PERSONNEL de l'Inspection du travail.....	430
--	-----



BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL
ET DE L'HYGIÈNE INDUSTRIELLE.

VINGT-HUITIÈME ANNÉE (1920). — NUMÉROS 1 ET 2.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES
DE LA LOI DU 24 JUIN 1919
RELATIVE
À LA DURÉE DU TRAVAIL DANS LES MINES.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PROPOSITION DE LOI

tendant à modifier les articles 9, 9a, 9b, 10, 11, 12 et 164 du Livre II du Code du travail et de la Prévoyance sociale relatifs à la durée du travail dans les mines, présentée par MM. DURAFOUR, Marius VALETTE, BOUVERI, BASLY, François LEFEBVRE (Nord), CABROL, DRIVET, Ernest LAFONT (Loire), PIERRE-ROBERT, Fernand MERLIN, BAUDON, BONNAIL, CADOT, FAYOLLE, FRINGANT, GONIAUX, LOUIS GUISLAIN, HAUET, JOUBERT-PEYROT, LANCIEU, LAMENDIN, MAITRE, PASQUAL, députés. (Renvoyée à la Commission des mines) [1].

(1) Annexe au procès-verbal de la deuxième séance du 15 avril 1919. — Doc. parl. n° 6013.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La corporation si intéressante des ouvriers mineurs a été la première à bénéficier, par des lois spéciales, du régime des huit heures de travail, reconnu aujourd'hui par le monde patronal et ouvrier, dans son ensemble; comme la formule la plus propre à garantir tout à la fois la santé et la dignité des travailleurs et le maximum de la production.

Une première loi du 29 juillet 1905 a institué le principe de l'application de la loi de huit heures dans les mines.

Par une seconde loi du 24 décembre 1913, le Parlement s'est efforcé d'améliorer la loi antérieure et de répondre, par des dispositions nouvelles, aux critiques légitimes que la loi de 1905 avaient soulevées dans l'application.

La guerre a déchainé, parmi ses rares circonstances heureuses, un courant d'opinion publique qui tend à généraliser l'application des huit heures et à en faire bénéficier toutes les corporations d'employés et d'ouvriers.

Or, il se trouve précisément que si la proposition présentée à cet effet par M. Renaudel, et rapportée au nom de la Commission du travail par mon éminent collègue M. Justin Godart, doit, comme il est légitime, trouver bientôt sa place dans notre législation, la loi du 24 décembre 1913 va laisser les travailleurs du sous-sol, c'est-à-dire ceux que le législateur et l'opinion ont toujours considérés comme devant bénéficier, à raison de la dureté de leur tâche, du meilleur régime, dans une situation moins favorable, au point de vue de la durée du travail, que la plupart des travailleurs français.

En effet, ce fut au milieu des obstacles et des résistances que fut élaborée, en 1905, puis en 1913, l'œuvre législative qui devait aboutir, pour les ouvriers du sous-sol et pour eux seuls, à ce premier embryon de réglementation. Résistance des compagnies minières qui opposaient aux masses ouvrières, représentées par leurs syndicats professionnels, l'inexacte compréhension du régime des huit heures; résistance sourde, mais non moins tenace, du contrôle des mines, qui par l'abus des dérogations, et par d'autres moyens, paralysaient en fait, dans ses résultats, l'œuvre du législateur (1).

La loi elle-même, issue d'une transaction entre la Chambre et le Sénat, entre la Chambre favorable et le Sénat hostile à la réforme, s'était ressentie dans ses dispositions essentielles de la dualité des vues des deux assemblées. Sous le régime actuel, en effet, et encore que toutes les mesures transitoires aient pris fin pendant la guerre, tous les ouvriers du sous-sol ne sont pas appelés au bénéfice du régime des huit heures de travail. Exception est faite au préjudice des ouvriers dits spécialistes, dont la tâche est réglée, quant à sa durée, par une consigne spéciale visée par l'ingénieur en chef. Première imperfection.

(1) Voir à ce sujet les faits exposés dans les interpellations de MM. Durafour et Basly, le 8 juillet 1914.

D'autre part — et c'est là encore un plus grave défaut de la loi — sous le régime de la loi de 1913, les huit heures sont comptées depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendants jusqu'à l'heure de l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontants. Ainsi le temps nécessaire à la descente et à la remonte est exclu des huit heures et se surajoute à la durée du travail. Bien mieux, malgré les déclarations et les accords intervenus au cours de la discussion de la loi, les compagnies refusent de comprendre dans la durée légale le temps nécessaire au « casse-croûte » ou « briquet », que la dureté même de sa tâche oblige le mineur de prendre au cœur de son travail. Si bien qu'en fin d'analyse la journée de huit heures n'est réalisée pour le mineur que théoriquement et que, malgré les dispositions légales votées en sa faveur, ce travailleur est astreint à une durée de travail bien supérieure.

De telles erreurs doivent être corrigées sans délai. Elles doivent l'être d'autant plus que la généralisation des huit heures à d'autres corporations laisserait les ouvriers mineurs dans une situation inférieure et désavantagée au regard des autres travailleurs. Nous demandons donc — et avant tout — la refonte de la loi du 24 décembre 1913 dans le sens des huit heures intégrales, en y comprenant expressément le temps de la remonte et de la descente et le temps nécessaire au repas. Nous demandons aussi que cette législation s'applique à tous les ouvriers du fond et aussi à tous les ouvriers de l'extérieur, aucune raison ne justifiant plus la distinction que les timidités sociales d'avant-guerre pouvaient, sinon légitimer, du moins excuser.

Une dernière question se pose : celle des dérogations. La loi de 1914 prévoyait des dérogations temporaires pour cause d'accident, puis, sous l'article 12 *a*, des dérogations, à concurrence de soixante heures par an, et encore, sous l'article 12 *b*, des dérogations, sans détermination de durée, et celles-là sous la responsabilité du Gouvernement, en cas de crise due à la pénurie de combustible ou dans l'intérêt de la défense nationale.

Nous proposons la suppression totale des dérogations. Le régime des « trois équipes » permet de faire face à toutes les nécessités techniques qui pouvaient justifier les dérogations pour cause d'accident.

Quant aux dérogations de soixante heures par an, rien ne saurait aujourd'hui les justifier. Rien ne justifierait davantage, après la lamentable expérience de la guerre, où elles ont joué si abusivement, les longues coupes que l'on prétend instituer dans l'intérêt de la production. Il est avéré aujourd'hui — et les ententes internationales sur les huit heures l'établissent avec une éclatante évidence — que même et précisément pour obtenir le maximum de production, l'effort continu du mineur ne peut s'exercer, avec son maximum d'efficacité, que dans le cadre des huit heures. Nous pensons donc que, non seulement en face d'une situation déficitaire, les dérogations ne s'imposent pas, mais que, pour ménager les forces du travailleur et assurer à son travail un rendement régulier, sans surmenage et sans maladie, jamais les dérogations ne doivent être plus sévèrement prosrites ni le régime des huit heures plus fortement appliqué qu'en face d'une crise de combustible, qui affecte un caractère permanent. Ici, c'est toute la thèse des huit heures qui est en cause, et nous sommes résolus à nous montrer irréductibles sur ce point. Nous demandons

enfin que les ouvriers des mines et ardoisières bénéficient des dispositions de la présente loi.

Toutes ces revendications sont l'expression de la volonté unanime des travailleurs du sous-sol. La loi nouvelle sera l'aboutissant du long et persévérant effort des organisations professionnelles, de la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol, des syndicats des ouvriers mineurs du Nord et du Pas-de-Calais. Rendons hommage notamment à l'effort considérable de la Fédération des mineurs de la Loire, à celui de la Fédération du Gard, de Saône-et-Loire, de l'Aveyron, du Tarn, de tous les organismes, en un mot, qui, dans des conflits graves, ont, sous l'égide de la Fédération nationale, soutenu, avec une volonté qui n'a jamais fléchi, la thèse sociale des huit heures intégrales.

Nous avons donc l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre des Députés la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 9, 9a, 9b, 10, 11, 12 et 164 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« ART. 9. — La journée des ouvriers et des employés dans les travaux des mines de combustibles, celle des ouvriers occupés dans les travaux des autres mines et des ardoisières, ainsi que des recherches de mines occupant plus de dix ouvriers au fond ne peut excéder la durée de huit heures, tant pour les ouvriers de l'intérieur que pour ceux occupés à l'extérieur des exploitations.

« ART. 10. — En ce qui concerne les ouvriers du fond, cette durée est calculée pour chaque poste et pour chaque catégorie d'ouvriers depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des premiers ouvriers descendants jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontants.

« Pour les mines où l'entrée a lieu par galerie, elle est calculée depuis l'arrivée à l'entrée de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point.

« ART. 11. — Les dispositions des articles précédents ne portent aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalant à des conventions qui, dans certaines exploitations, ont fixé pour la journée normale une durée inférieure à celle fixée par les articles précédents.

« ART. 11 bis. — En aucun cas les salaires de toute catégorie, payés en

suite de l'application de la présente loi, ne pourront être inférieurs aux salaires payés au jour de sa promulgation.

• ART. 12. — Les dispositions de la présente loi sont applicables deux mois après sa promulgation •.

RAPPORT

fait au nom de la Commission des mines (1) chargée d'examiner la proposition de loi de M. DURAFOUR et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 9, 9 a, 9 b, 10, 11, 12, et 164 du Livre II du Code du travail et de la Prévoyance sociale, relatifs à la durée du travail dans les mines, par M. DRIVET, député (2).

MESSIEURS,

Parmi les grandes corporations organisées de notre pays qui réclament depuis de longues années l'application du régime des huit heures, il faut placer au premier rang la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol, les syndicats du Nord et du Pas-de-Calais et les efforts considérables des fédérations des mineurs du Centre de la France, rattachés à la Fédération nationale.

Ce sont, en effet, les ouvriers mineurs, dont la tâche est si rude, qui les premiers ont obtenu du Parlement, par la loi du 29 juillet 1905, améliorée par la loi du 31 décembre 1913, le bénéfice du régime des huit heures.

Cette dernière loi fixe la durée du travail des ouvriers mineurs travaillant au fond à huit heures, temps de descente et de remonte non compris, exception faite pour les ouvriers spécialistes dont la tâche est réglée par une consigne spéciale.

D'autre part, les heures sont comptées depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendants, jusqu'à l'heure de l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontants.

(1) Cette Commission est composée de MM. Léon Perrier (Isère), président; Basly, Thivrier, Pasqual, Bouveri, de Wendel, Goniaux, vice-présidents; Cabrol, François Lefebvre (Nord), Marius Valette, Blaise Neyret (Loire), Fringant, Reynouard, André Paisant, secrétaires; Ajam, Augé, Baudon, Blaisot, Bonnail, Narcisse Boulanger, Georges Bureau, Butin, de Castelnau, Delelis Fanien, Drelon, Drivet, Durafour, Fayolle, Ganault, comte Joseph de Gouyon (Morbihan), Louis Guislain, Hauet, Lacave La Plagne, Lamendin, Lancien, Lefebvre du Prey (Pas-de-Calais), Lugol, Maître, de Monplanet, de Monti de Rezé, Péchadre, lieutenant-colonel Plichon, Alfred Rabouin, Sireyjol.

(2) Annexe au procès-verbal de la séance du 27 mai 1919. Doc. parl. n° 6206.

En plus, la loi du 31 décembre 1913 prévoit des dérogations temporaires pour cause d'accidents ; par son article 12 *a*, des dérogations à un maximum de 60 heures par an ; et par son article 12 *b*, des dérogations sans limitation de durée en cas de crise due à la pénurie de combustible ou dans l'intérêt de la défense nationale.

Depuis la promulgation de cette loi, la Chambre a adopté à l'unanimité, le 17 avril dernier, une proposition de loi présentée par M. Renaudel, et rapportée, au nom de la Commission du travail, par notre collègue Justin Godart, dont l'application immédiate laissera les travailleurs du sous-sol dans une situation très inférieure à celle qui sera faite à la généralité des travailleurs français.

Au cours de la discussion de cette loi, le président de la Commission des mines, M. Léon Perrier, a souligné cette infériorité et indiqué qu'une loi spéciale s'imposait pour fixer à nouveau le régime du travail dans les mines, qui, pour être juste, doit mettre sur le même pied les mineurs dont le travail est si pénible, parfois si dangereux, avec l'ensemble des travailleurs de notre pays et ce progrès conquis en 1913, au prix de tant d'efforts, ne correspondant plus, en effet, aux nouvelles évolutions sociales.

Le 15 avril, notre collègue Durafour, à qui la corporation des mineurs doit tant d'initiatives heureuses, a déposé, avec quelques-uns de nos collègues, une proposition de loi modifiant les conditions de travail dans les mines.

Ce projet, qui abroge et remplace les articles 9, 9 *a*, 9 *b*, 10, 11, 12 et 164 du Code du travail et de la présentation sociale, c'est-à-dire qui abroge explicitement la loi du 31 décembre 1913, prévoit pour tous les travailleurs des mines et ardoisières, tant pour les ouvriers de l'intérieur que pour ceux occupés à l'extérieur de l'exploitation une durée de travail qui n'excédera dans aucun cas plus de huit heures.

Pour les ouvriers du fond, la durée légale serait calculée pour chaque poste et pour chaque catégorie d'ouvriers à partir du moment de la descente du premier ouvrier et de l'arrivée au jour du dernier ouvrier remontant ; c'est la thèse dite « du jour au jour ».

Dans les mines où l'on entre par galerie, la durée du travail serait calculée à partir du moment de l'entrée dans la galerie d'accès jusqu'au retour au même point.

Il est dit aussi dans le projet qu'en aucun cas les salaires payés à la suite de la promulgation de la loi ne pourront être inférieurs à ceux actuellement pratiqués.

Ces dispositions nouvelles suppriment toutes les restrictions de la loi de 1913, qui augmente en fait le séjour des ouvriers dans la mine au delà des huit heures.

En effet, sous le régime de la loi de 1913, les huit heures sont comptées depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendants jusqu'à l'heure de l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontants. Ainsi le temps nécessaire à la descente et à la remonte est exclu des huit heures et se surajoute à la durée du travail. Bien mieux, et contrairement aux déclarations et aux accords intervenus au cours de la discussion

de la loi, les compagnies ont toujours refusé de comprendre dans la durée légale du travail le temps nécessaire au « casse-croûte » ou « briquet » indispensable au mineur pour accomplir sa pénible tâche. Il s'ensuit que théoriquement la corporation des mineurs jouit de la loi de huit heures, mais que pratiquement ces ouvriers sont astreints à une durée de travail bien supérieure.

En outre, et surtout, la proposition fait disparaître les différentes dérogations prévues à l'article 12 *a* et 12 *b*, dont on a usé avec trop de facilité et contre lesquelles les travailleurs du sous-sol ont toujours protesté.

Dans quelles conditions la proposition Durafour est-elle intervenue ? Il importe de le souligner. A la suite du vote de la loi générale des huit heures, les organisations syndicales s'abouchèrent avec les compagnies pour chercher à établir des accords qui devaient faciliter l'application de la loi.

L'entente s'était faite, sur toutes les modalités d'application, lorsque la Fédération nationale demanda qu'en tête du contrat, après l'énumération des qualités des parties, figurent ces mots : « en présence de M. le Ministre du Travail et de M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, témoins de ces accords ». Le Comité central des houillères ne crut pas devoir accepter cette condition. Il résultait de ce refus que le contrat devenait sans valeur en ce qui concerne la suppression des dérogations prévues par l'article 12 *f*, lesquelles étant d'ordre public, ne pouvaient pas être supprimées par la volonté des parties.

Nous nous bornons à enregistrer ces faits pour en déduire que l'accord s'était fait entre les intéressés sur le cadre des huit heures et que la cause de la rupture des pourparlers paraît résider dans la suppression des dérogations d'ordre public.

Ce fut alors, pour mettre un terme à tous ces attermolements, que M. Durafour déposa sa proposition.

La Commission des mines, saisie de ce projet, a entendu les délégués de la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol, des syndicats du Nord et du Pas-de-Calais. Elle a donné ensuite audience au Comité central des houillères.

Les représentants des corporations ouvrières ont fait part à la Commission des mines du désir très vif de leurs camarades de voir appliquer de suite et intégralement la loi des huit heures aux mines, telle qu'elle est prévue par le projet Durafour, dont le texte a été approuvé par les congrès corporatifs, lesquels ont repoussé énergiquement toutes dérogations. Une seule exception a été admise, c'est celle prévue par l'article 12 *b*, intéressant le cas de guerre et de défense nationale.

Cette réserve d'ordre patriotique ne peut surprendre personne ; l'énorme effort donné pendant la guerre par la corporation minière suffit amplement à cette démonstration.

Quant au Comité central des houillères, il déclara devant la Commission, au cours de son audition, ne présenter aucune objection sur la formule d'application du projet Durafour, se bornant à limiter ses réserves à un

point : les dérogations. Nous devons même ajouter, pour rester dans la stricte vérité, que le Comité central ne formula pas d'objection essentielle à ce sujet, mais se contenta d'émettre des doutes sur la possibilité pour le Gouvernement d'accepter la suppression totale des dérogations.

Ce n'est que postérieurement, dans un mémoire communiqué à la date du 26 mai au président de la Commission des mines, que cette organisation patronale formula des réserves plus étendues sur ce projet.

Enfin, la Commission entendit, le jeudi 23 mai, M. Loucheur, Ministre des Mines, et M. Colliard, Ministre du Travail. Le premier déclara qu'il acceptait le projet Durafour, en y comprenant la suppression des dérogations pour pénurie de combustibles, se bornant à réclamer, au nom du Gouvernement, des délais d'application plus étendus que ceux prévus au projet. M. Colliard ne dit rien qui pût infirmer les déclarations de son collègue du Gouvernement.

Ce fut dans ces conditions, et après avoir recueilli tous les renseignements capables de l'éclairer, que la Commission fut appelée à prendre ses décisions.

Elle a adopté sans modification l'article 9 de la proposition de loi Durafour.

Par conséquent, la loi est applicable à tous les ouvriers, tant du fond que de l'extérieur, sans distinction entre les travailleurs des mines de combustibles, de ceux des ardoisières et des mines métalliques, non plus que de ceux dans les travaux de recherches de mines. Toutefois sur une observation de notre collègue Bouveri, la Commission a cru devoir supprimer les mots : « occupant plus de dix ouvriers » qui s'appliquaient aux travaux de recherches.

La Commission a également voté, à l'unanimité, le texte de l'article 10, qui règle les modalités du travail des ouvriers du fond.

Il s'ensuit que la journée de huit heures sera comptée (descente, remonte et casse-croûte compris) de l'entrée dans le puits du premier ouvrier descendant à la sortie du dernier ouvrier remontant.

L'article 11 a été également adopté sans débat.

Il en a été de même de l'article 11 *bis*, qui règle les salaires ; en aucun cas les salaires payés en suite de l'application de la loi ne pourront être inférieurs à ceux payés au jour de sa promulgation. C'est, en somme, avec les précisions nécessaires, la formule adoptée dans la loi générale des huit heures. Enfin, la Commission, en plein accord avec les organisations ouvrières a admis le principe de dérogation, dans le cas de défense nationale.

Reste la question des délais d'application : la proposition Durafour indiquait, dans son article 12, un délai de deux mois à compter de la promulgation.

Étant donnée l'époque incertaine à laquelle celle-ci pourrait intervenir, la Commission a pensé qu'il valait mieux substituer à cette formule l'indication très nette d'une date fixe pour cette application. Tenant compte

des desiderata exprimés par M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, des nécessités d'approvisionnement du pays et des délais nécessaires à la formation du personnel technique, elle a décidé à la majorité de proposer à la Chambre le 1^{er} octobre comme date de cette application.

Qu'on ne vienne pas prétendre que l'application de ces dispositions nouvelles, qui comporte obligatoirement l'organisation des trois huit dans les mines, ralentira la production. Techniciens et ouvriers sont d'accord pour protester contre une telle affirmation.

Dans son rapport si intéressant, rapport sur la loi du 31 décembre 1913, M. Durafour a déjà fait justice de ces allégations, en publiant un tableau très complet des résultats qui ont suivi l'application de la loi du 29 juin 1905. Il ne nous est pas possible de faire un travail analogue à la suite de l'application de la loi du 31 décembre 1913, puisque la guerre a modifié totalement les méthodes de travail dans les mines, mais il est facile de comprendre que le système des trois huit permettant deux postes d'extraction, d'une durée journalière de seize heures, doit aboutir à un rendement supérieur au système actuel.

En effet, l'ouvrier fatigué, surmené, ne travaille que douze heures avec un rendement qui se ralentit sûrement au bout de la huitième heure, et au prix d'un effort épuisant, qui pèse lourdement sur la production des jours suivants. L'Amérique, l'Angleterre et tous les pays où les huit heures sont appliquées, sont des exemples typiques de la vérité que nous affirmons. Celle-ci, la Commission des mines s'honore de l'avoir constamment maintenue dans son action permanente, à la hauteur d'un principe intangible, gardien vigilant de la production. Il appartiendra aux Compagnies des mines d'en réaliser toutes les espérances par un meilleur aménagement du travail et la modernisation des méthodes d'exploitation.

C'est dans ces conditions que nous demandons à la Chambre d'adopter la proposition de loi déposée par M. Durafour et plusieurs de ses collègues. A l'heure même où nous écrivons ces lignes, la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol se réunit en congrès, à Marseille, pour affirmer sur la loi des huit heures, telle qu'elle résulte de ce projet, sa revendication imprescriptible.

Nous savons que ces travailleurs, qui ont donné en tant de circonstances la mesure de leur esprit de sagesse et de conciliation et qui voient enfin aboutir, par l'effort parlementaire, l'une de leurs réformes les plus impatiemment attendues, consentiront, pour son application, dans les circonstances économiques actuelles, le sacrifice qui leur est demandé.

Nous espérons aussi que le Sénat tiendra à honneur, par la rapidité de sa décision, à sanctionner, de son côté, l'accord que nous lui présentons, et qui sauvegarde tout à la fois les intérêts des travailleurs et les intérêts généraux du pays.

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 9, 9 *a*, 9 *b*, 10, 11, 12 et 164 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« ART. 9. — La journée des ouvriers et des employés dans les travaux des mines de combustibles, celle des ouvriers occupés dans les travaux des autres mines et des ardoisières, ainsi que des recherches de mines ne peut excéder la durée de huit heures, tant pour les ouvriers de l'intérieur que pour ceux occupés à l'extérieur des exploitations.

« ART. 10. — En ce qui concerne les ouvriers du fond, cette durée est calculée pour chaque poste et pour chaque catégorie d'ouvriers depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des premiers ouvriers descendants jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontants.

« Pour les mines où l'entrée a lieu par galerie, elle est calculée depuis l'arrivée à l'entrée de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point.

« ART. 11. — Les dispositions des articles précédents ne portent aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalant à des conventions qui, dans certaines exploitations, ont fixé pour la journée normale une durée inférieure à celle fixée par les articles précédents.

« ART. 11 *bis*. — En aucun cas les salaires de toute catégorie, payés en suite de l'application de la présente loi ne pourront être inférieurs aux salaires payés au jour de sa promulgation.

« ART. 11 *ter*. — Par dérogation aux dispositions de la présente loi, la journée de huit heures pourra être augmentée en cas de guerre, dans l'intérêt de la défense nationale.

« Ces dérogations seront prises par le Ministre des Mines, sous sa responsabilité.

« ART. 12. — Les dispositions de la présente loi sont applicables à compter du 1^{er} octobre 1919 ».

ANNEXE AU RAPPORT

fait au nom de la Commission des mines chargée d'examiner la proposition de loi de M. DURAFOUR et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 9, 9 a, 9 b, 10, 11, 12 et 164 du Livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, relatifs à la durée du travail dans les mines, par M. DRIVET, député (1).

PROPOSITION DE LOI.

(Texte rectifié).

ARTICLE PREMIER.

Les articles 9, 9 a, 9 b, 10, 11, 12 a, 12 b, du Livre II du Code du travail et de la Prévoyance sociale sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« ART. 9. — La journée des ouvriers et des employés dans les travaux des mines de combustibles, celle des ouvriers occupés dans les travaux des autres mines et des ardoisières, ainsi que les recherches des mines ne peut excéder la durée de huit heures, tant pour les ouvriers de l'intérieur que pour ceux occupés à l'extérieur des exploitations.

« ART. 10. — En ce qui concerne les ouvriers du fond, cette durée est calculée pour chaque poste et pour chaque catégorie d'ouvriers depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des premiers ouvriers descendants jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontants.

« Pour les mines où l'entrée a lieu par galerie, elle est calculée depuis l'arrivée à l'entrée de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point.

« ART. 11. — Les dispositions des articles précédents ne portent aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalant à des conventions qui, dans certaines exploitations, ont fixé pour la journée normale une durée inférieure à celle fixée par les articles précédents.

« ART. 12. — Par dérogation aux dispositions de la présente section, la

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 27 mai 1919. — Documents parlementaires n° 6206 (Annexe).

journée de huit heures pourra être augmentée, en cas de guerre, dans l'intérêt de la défense nationale.

« Ces dérogations seront prises par le Ministre des Mines, sous sa responsabilité. ».

ART. 2.

En aucun cas les salaires de toute catégorie, payés en suite de l'application de la présente loi, ne pourront être inférieurs aux salaires payés au jour de sa promulgation.

ART. 3.

Les dispositions de la présente loi son applicables à compter du 1^{er} octobre 1919.

DÉBATS À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PREMIÈRE SÉANCE DU 5 JUIN 1919.

DISCUSSION D'UNE PROPOSITION DE LOI RELATIVE À LA DURÉE DU TRAVAIL DANS LES MINES.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi de M. Durafour et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 9, 9 a, 9 b, 10, 11, 12 et 164 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, relatifs à la durée du travail dans les mines.

La parole est à M. le Ministre du Travail.

M. COLLIARD, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. — Je m'adresse à la Commission des mines et à la Chambre pour leur demander de ne discuter ni aujourd'hui, ni demain la proposition de loi de M. Durafour, et voici pourquoi.

Nous sommes en pleines négociations. Aujourd'hui, au Ministère du Travail, doivent être entendus par M. Loucheur et par moi des délégués des exploitants et des délégués des ouvriers mineurs du Pas-de-Calais. Demain doit se tenir une nouvelle réunion des patrons et des ouvriers.

M. Marius VALETTE. — Je demande la parole.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Je supplie la Chambre et la Commission des mines de ne discuter la proposition de M. Durafour que mardi au plus tôt.

Je ne puis être à la disposition de la Chambre avant cette date, étant données les nombreuses réunions que je dois tenir tous les jours.

M. LÉON PERRIER, *Président de la Commission des mines.* — La Chambre connaît la situation difficile qui existe dans les bassins miniers. La grève est déclarée dans le Nord et le Pas-de-Calais. Elle est à la veille de surgir dans les autres bassins.

La Commission des mines fait son devoir en demandant à la Chambre de discuter immédiatement la proposition de loi de M. Durafour. La Chambre en décidera, elle prendra ses responsabilités, comme le Gouvernement les siennes. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Valette.

M. Marius VALETTE. — Au nom d'un grand nombre de nos collègues, je dirai même de l'unanimité des représentants des régions houillères, je déclare que le délai que nous demande M. le Ministre du Travail, en raison des pourparlers engagés en ce moment avec les représentants patronaux et ouvriers, ne peut pas lui être accordé, par suite même des décisions prises par le congrès de la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol, à Marseille. Tous nos collègues connaissent la gravité de ces résolutions. Ils savent qu'une grande partie des travailleurs du sous-sol est en grève dans le Pas-de-Calais et le Nord ; les autres vont se mettre en grève d'une façon certaine, à la date du 16 juin, si d'ici là le Parlement n'a pas voté la proposition de loi de M. Durafour.

La Chambre ne peut pas attendre la suite des pourparlers engagés entre les représentants patronaux et ouvriers, car les auditions successives des représentants patronaux et ouvriers qui ont eu lieu devant la Commission des mines ont démontré avec certitude que les attermolements continueront encore pendant plusieurs jours.

Vous vous trouverez en présence d'un arrêt de la production minière qui déjà se chiffre par plusieurs journées et qui représentera, d'ici huit ou dix jours, peut-être dix fois le supplément escompté par les patrons avec le maintien de la journée de neuf heures.

Je demande donc à la Chambre qu'en dehors des pourparlers engagés directement entre le Gouvernement et les représentants des patrons et des ouvriers, nous nous mettions d'accord pour discuter demain matin la proposition de loi de M. Durafour, acceptée unanimement par la Fédération des travailleurs du sous-sol.

Les représentants patronaux eux-mêmes n'ont pas apporté devant la Commission des mines d'objection sérieuse contre cette proposition, ainsi que le dit le rapport de M. Drivet.

Je demande donc instamment à la Chambre de dégager sa responsabilité en décidant de discuter demain matin la proposition de M. Durafour. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Je tiens à déclarer très nettement qu'il m'est impossible d'être ici demain pour discuter la proposition de M. Durafour. Pourquoi insister, au moment même où, ouvriers et patrons, discutent avec moi dans mon cabinet ? Pourquoi me menacer de grève demain ou après-demain ? Croyez-vous que j'irais, de gaieté de cœur, en provoquer de nouvelles ? (*Applaudissements*).

M. MARIUS VALETTE. — Nous voulons dégager notre responsabilité.

M. DE GAILHARD-BANCEL. — On dirait que vous souhaitez les grèves !

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Je ne puis, je le répète, être présent ici demain. Je demande le renvoi de la discussion à mardi.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. André Lefèvre.

M. André LEFÈVRE. — Je m'étonne que M. le Ministre nous oppose, pour une discussion parlementaire relative aux mines, une conférence qui doit avoir lieu dans son cabinet entre les délégués des syndicats et les délégués des compagnies.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Sur le même sujet que la proposition de M. Durafour.

M. André LEFÈVRE. — Il me paraît que, si l'une des deux discussions peut être ajournée, c'est bien celle qui doit avoir lieu demain entre les compagnies et les syndicats, au profit de la conversation que vous devez avoir sur le même sujet avec la Chambre. Il me paraît excessif que, dans les circonstances présentes, vous nous opposiez un rendez-vous pris ailleurs sur une discussion de même nature qui doit avoir lieu ici. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Je dois ajouter que le Gouvernement n'est pas d'accord avec la Commission sur tous les points de la proposition de loi de M. Durafour. (*Mouvements divers.*)

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — La Commission peut bien avoir une autre opinion que celle du Gouvernement. C'est son droit.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Les délégués ouvriers doivent se rencontrer demain matin dans mon cabinet avec les exploitants. Je les ai dérangés, ils viennent de loin et ils doivent s'en retourner demain soir dans le Pas-de-Calais pour rendre compte samedi de leur mission à leurs camarades. Je ne puis donc ajourner cette entrevue, d'autant plus qu'on doit y examiner, entre autres questions, certains points concernant l'application de la journée de huit heures.

Je demande la fixation de la discussion à mardi. J'ai donné ma parole pour demain, je veux la tenir.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Bouveri.

M. BOUVERI. — C'est très froidement, et avec la conscience d'accomplir un devoir, que je prends la parole dans ce débat.

Je demande instamment, énergiquement à M. le Ministre du Travail, qui sait combien dans nos milieux — il les connaît comme moi depuis longtemps — nos décisions sont réfléchies, je le supplie, dis-je, de se rendre à l'invitation que vient sagement de lui adresser M. André Lefèvre. N'obligez pas, Monsieur le Ministre, les forçats de la mine à sortir de leur trou, car le jour où vous les y aurez obligés, soyez persuadé que vous ne les ferez pas rentrer comme vous le croyez. Le jour où, par votre résistance, vous les aurez amenés à abandonner le travail, ce sera la grève générale que vous aurez provoquée.

Je vous demande instamment, en bon citoyen comme en bon camarade, d'accepter demain matin la discussion. Je prends l'engagement d'y être et de suivre avec attention un débat qui intéresse ceux qui ont donné au pays le plus grand des exemples. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Émile Faure.

M. ÉMILE FAURE. — M. le Ministre doit recevoir demain, dans son cabinet, une délégation d'ouvriers et de patrons. Ne pourrait-il pas convoquer pour 8 h. 1/2 ces délégués et la Chambre retarderait d'une demi-heure l'ouverture de la séance, qu'elle reporterait à 9 h. 1/2 ou 10 heures ?

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Cadot.

M. CADOT. — Je connais la question et je comprends les préoccupations de M. le Ministre du Travail. La grève des mineurs du Pas-de-Calais est causée par une demande d'augmentation des salaires et l'application de la journée de huit heures. Les délégués ouvriers sont à Paris et ils doivent avoir avec M. le Ministre du Travail, et probablement avec M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, une entrevue pour discuter des questions importantes dont l'examen sera assez long. Il s'agit de savoir qui a raison des ouvriers ou des patrons sur la base de l'augmentation demandée par les ouvriers et qui est le problème en charbon. Un accord ne s'établira certainement pas aujourd'hui.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Sans aucun doute.

M. CADOT. — Il faudra provoquer une autre entrevue, une réunion contradictoire.

Nous pourrions discuter cet après-midi aussi longtemps qu'il le faudra pour examiner nos chiffres et tâcher de nous mettre d'accord. La Chambre tiendrait séance demain matin pour discuter l'application de la journée de huit heures, et nous aurions la réunion contradictoire. . .

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Pour examiner la question des salaires qui n'a aucun rapport avec la loi.

M. CADOT. — Parfaitement.

Je tiens à faire observer à la Chambre que 50,000 mineurs sont en grève dans le Pas-de-Calais, et que chaque journée fait perdre à la France 25 à 28,000 tonnes de charbon. Voilà qui est important.

Les ouvriers, de leur côté, ne font pas grève en ces temps de vie chère pour leur bon plaisir. Chaque jour supplémentaire de grève est un jour de souffrance pour eux.

Je désire qu'on s'efforce de mettre fin au conflit le plus tôt possible et j'insiste sur la méthode que je viens d'exposer. (*Applaudissements.*)

M. Émile FAURE. — Je maintiens ma proposition.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Je réponds en quelques mots à nos honorables collègues, et particulièrement à l'appel sentimental que m'a adressé M. Bouveri.

Même si demain nous votions la loi, elle ne sera pas applicable demain soir. Il faudra ensuite qu'elle soit votée telle quelle par le Sénat.

Par contre, si dans les jours qui vont venir, nous arrivons, comme nous en avons l'espoir, à un accord entre exploitants et ouvriers sur l'application de la journée de huit heures, l'adoption définitive de la loi en sera grandement facilitée.

Laissez-nous quelques jours pour tenter cette conciliation. Comme le disait M. Cadot, croyez-vous que l'on tranchera la différence en une heure ? Il nous faudra sans doute plus d'une séance.

Donnez-moi cette latitude. J'ai à discuter, je vous le répète, toute l'après-midi avec les délégués des corporations ouvrières. Demain il me faudra toute la matinée pour discuter avec les ouvriers et les patrons mineurs. Laissez-moi le temps de poursuivre mes négociations.

S'il était possible que la loi soit appliquée demain, je n'insisterais pas. Mais je vous en supplie, dans l'intérêt des mines, dans l'intérêt de l'entente, dans l'intérêt des ouvriers, renoncez à demander que cette proposition soit discutée demain. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission demande que la discussion de la proposition de loi de M. Durafour soit fixée à demain matin.

Le Gouvernement propose mardi matin.

C'est sur la date la plus éloignée que je consulte la Chambre.

Il y a une demande de scrutin, signée de MM. Raffin-Dugens, Goniaux, Chavoix, Philbois, Giray, Berthon, Barthe, Mistral, Bras, Paul Laffont, Cadot, Ragheboom, Inghels, Valette, Parvy, Reboul, Barthe, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	502
Majorité absolue.....	252
Pour l'adoption.....	312
Contre.....	190

La Chambre des députés a adopté.

En conséquence, la discussion de la proposition de loi est fixée à mardi matin.

PREMIÈRE SÉANCE DU 10 JUIN 1919.

ADOPTION DE LA PROPOSITION DE LOI RELATIVE À LA DURÉE DU TRAVAIL DANS LES MINES.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi de M. Durafour et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 9, 9 a, 9 b, 10, 11, 12 et 164 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, relatifs à la durée du travail dans les mines.

Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

Je consulte la Chambre sur le passage à la discussion des articles.

(La Chambre, consultée, décide de passer à la discussion des articles.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture de l'article 1^{er}.

« ARTICLE PREMIER. — Les articles 9, 9 a, 9 b, 10, 11, 12, 12 a, 12 b, du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 9. — La journée des ouvriers et des employés dans les travaux des mines de combustible, celle des ouvriers occupés dans les travaux des autres mines et des ardoisières, ainsi que les recherches des mines ne peut excéder la durée de huit heures, tant pour les ouvriers de l'intérieur que pour ceux occupés à l'extérieur des exploitations.

« Art. 10. — En ce qui concerne les ouvriers du fond, cette durée est calculée pour chaque poste et pour chaque catégorie d'ouvriers depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des premiers ouvriers descendants jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontants.

« Pour les mines où l'entrée a lieu par galerie, elle est calculée depuis l'arrivée à l'entrée de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point.

« Art. 11. — Les dispositions des articles précédents ne portent aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalant à des conventions qui, dans certaines exploitations, ont fixé pour la journée normale une durée inférieure à celle fixée par les articles précédents.

« Art. 12. — Par dérogation aux dispositions de la présente section, la journée de huit heures pourra être augmentée, en cas de guerre, dans l'intérêt de la défense nationale.

« Ces dérogations seront prises par le Ministre des Mines, sous sa responsabilité. »

Personne ne demande la parole ? . . .

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Ici se place un amendement, présenté par M. Grousier, tendant à insérer un article nouveau ainsi conçu :

« Art. 1 bis. — Par dérogation à l'article 3 de la loi du 23 avril 1919, les articles 9 c et 9d du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale demeurent en vigueur. »

M. BOUVERI, *vice-président de la Commission des mines*. — La Commission accepte l'amendement.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'amendement de M. Groussier, accepté par la Commission.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement que la Chambre vient d'adopter devient l'article 2.

Je donne lecture de l'article 3 :

« Art. 3 (ancien art. 2). — En aucun cas, les salaires de toute catégorie, payés en suite de l'application de la présente loi, ne pourront être inférieurs aux salaires payés au jour de sa promulgation. »

Personne ne demande la parole ? . . .

Je mets aux voix l'article 3.

(L'article 3, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — « Art. 4 (ancien art. 3). — Les dispositions de la présente loi sont applicables à compter du 1^{er} octobre 1919. »

Il y a, sur cet article, deux amendements présentés, l'un par M. Ernest Lafont, tendant à remplacer, dans le texte proposé pour l'article 12 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale les mots « ...à compter du 1^{er} octobre 1919 » par ceux-ci : « à compter du 1^{er} juillet 1919 »; l'autre, par MM. Marius Valette, Bouveri, Durafour, Basly, Lamendin, Cabrol, François Lefebvre, Cadot, Goniaux, Fayolle, Reynouard et Fringant, tendant à modifier comme suit le texte proposé pour l'article 12 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale :

« Les dispositions de la présente loi sont applicables à compter du 16 juin 1919. »

M. BOUVERI, *vice-président de la Commission des mines*. — M. Lafont se rallie à l'amendement présenté par MM. Durafour, Valette et plusieurs de nos collègues, amendement que la Commission accepte.

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement de M. Lafont est retiré.

M. Charles PICQUENARD, *sous-directeur du travail au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, commissaire du Gouvernement*. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Commissaire du Gouvernement.

M. Charles PICQUENARD, *sous-directeur du travail au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, commissaire du Gouvernement*. — Le Gouvernement fait toutes ses réserves sur la date indiquée par cet amendement.

Cette date a été acceptée par lui dans une convention récente pour l'application de la journée de huit heures, mais cette application était sensiblement différente de celle qui est prévue par le texte présenté par la commission.

Or, le Gouvernement n'est pas du tout d'accord sur ce texte avec la commission. MM. Loucheur et Colliard ont fait devant la Commission des mines des déclarations très nettes en ce sens. Par conséquent, le Gouvernement ne peut pas donner un avis favorable à la date du 16 juin 1919 pour l'application des dispositions qui viennent d'être votées par la Chambre sur la proposition de la Commission.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. Paul RIBEYRE. — Il est regrettable que le Gouvernement ne soit pas là surtout pour discuter des questions techniques.

M. LE PRÉSIDENT. — L'avis du Gouvernement vous a été donné par M. le Commissaire du Gouvernement.

M. Narcisse BOULANGER. — Il est inadmissible que les Ministres intéressés ne soient pas là.

M. BOUVIER, *vice-président de la Commission des mines*. — M. Loucheur et M. Colliard ont été entendus par la Commission.

M. DRIVET, *rapporteur de la Commission des mines*. — Je dois quelques explications à la Chambre sur les réserves qui viennent d'être apportées par le représentant du Gouvernement. La Commission des mines, saisie de la proposition de loi déposée par M. Durafour, a en effet entendu les représentants des exploitants et les représentants des ouvriers ainsi que les Ministres intéressés, M. le Ministre de la Reconstitution industrielle et M. le Ministre du Travail.

Quelques réserves ont été faites sur certains points de la proposition de loi par le représentant du Comité des houillères et par les Ministres, mais aucune n'a pris, à aucun moment, l'allure d'une opposition formelle. Après explication, une seule réserve sérieuse est apparue sur la question des délais; elle a été faite par M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, qui a demandé à la Commission de faire effort auprès des représentants des ouvriers pour qu'un délai assez long soit inscrit dans la loi afin de permettre de constituer des approvisionnements en charbon pour les besoins domestiques l'hiver prochain.

C'est la seule réserve très sérieuse qui ait été formulée. Celles faites par M. Colliard portaient sur le maintien des dérogations. Mais, après explication, lorsqu'on eut fait connaître à M. Colliard que son collègue, M. le Ministre de la Reconstitution industrielle n'avait pas soulevé d'objections sérieuses à ce point de vue et que, sans se rallier absolument à la proposition, il déclarait que le Gouvernement en délibérerait, M. Colliard n'insista pas sur les observations qu'il avait présentées, puisqu'un délai était prévu pour assurer l'application de la loi sans précipitation.

C'est dans ces conditions que le rapport a été rédigé, après un accord qui a paru suffisant à la Commission des mines pour espérer que la proposition pourrait passer sans débat devant la Chambre.

Ce ne fut pas sans quelque surprise que jeudi dernier on a appris, par les déclarations de M. le Ministre du Travail, que l'accord entrevu par la Commission n'était pas aussi certain qu'on l'aurait désiré, et qu'il était à prévoir qu'au cours de la discussion de la proposition de loi, des réserves seraient faites à la tribune par le Gouvernement.

Depuis jeudi dernier, un fait s'est produit qui pourrait modifier une fois encore la position du Gouvernement sur la question. C'est celui annoncé dans la presse vendredi soir, informant l'opinion publique qu'un accord était intervenu entre les exploitants des mines du Nord et du Pas-de-Calais et les représentants des ouvriers de cette région, traité dont les termes étaient tels que l'accord semblait complet et que le conflit qui pouvait surgir entre la Commission des mines et le Gouvernement était écarté.

Les termes de cet accord correspondent exactement au texte de la proposition de loi de M. Durafour.

Les dérogations contre lesquelles les ouvriers ont toujours protesté sont totalement supprimées, sauf pour cause de défense nationale.

Ce traité ne comporte aucune réserve.

M. BASLY. — Il est accepté par les patrons.

M. LE RAPPORTEUR. — Les délais qui avaient été inscrits dans le projet de loi sur la demande expresse de M. le Ministre de la Reconstituition sont également supprimés dans l'accord intervenu entre patrons et ouvriers.

M. BASLY. — D'accord avec le Gouvernement.

M. LE RAPPORTEUR. — Dans le traité signé dans le cabinet de M. le Ministre du Travail, il est dit que l'application des huit heures commencera le 15 juin prochain.

La Commission des mines vient d'accepter ce délai, parce qu'elle n'a pas à se montrer plus exigeante que le Gouvernement et que les raisons que l'on avait invoquées devant elle sont aujourd'hui abandonnées.

L'opposition au projet ne porte donc plus que sur le point de savoir comment sera rédigé l'article 10 qui règle comment la journée de travail sera comptée.

La proposition Durafour décide que la journée de travail devra commencer au moment où le premier ouvrier descendra et se terminera au moment où le dernier ouvrier remontera à la surface.

M. BASLY. — C'est le seul point sur lequel il y ait eu désaccord dans l'entrevue.

M. LE RAPPORTEUR. — Par contre, la formule du traité signé dans le cabinet du Ministre porte : « du dernier ouvrier descendant au dernier ouvrier remontant ». Pour bien faire comprendre à la Chambre la différence qui sépare les deux formules, j'indique par un chiffre qu'il ne s'agit que d'un écart de quinze à vingt minutes dans la durée de la journée de travail. C'est donc une différence qui ne peut pas influencer d'une manière bien importante sur la production du charbon.

Je dois ajouter que la proposition Durafour a été acceptée par la fédération du sous-sol dans son congrès de Marseille, et que l'accord, de ce côté, est complet.

En dehors de ce point particulier, aucune objection sérieuse ne peut être faite contre la proposition puisque, en résumé, la suppression des dérogations et la réduction de la durée de la journée de travail dans les conditions que je viens d'indiquer s'harmonise avec les conditions prévues dans la loi des huit heures votée en avril dernier par la Chambre au bénéfice de la généralité des travailleurs de notre pays.

J'ajoute qu'il est impossible à la Chambre de laisser les ouvriers mineurs dans une situation inférieure à celle qui est faite à l'ensemble des travailleurs français. Le vote par le Parlement de la loi de huit heures, appliquée sans difficultés sérieuses dans l'industrie et dans le commerce beaucoup plus vite que l'on aurait pu le supposer, exige le vote immédiat de la loi que nous discutons, afin que les mineurs dont le travail est si pénible et parfois si dange-

reux, n'attendent pas plus longtemps le bénéfice d'une loi dont ils ont obtenu le principe en 1913, mais jamais l'application intégrale.

Étant donnés ces considérations générales et l'accord conclu vendredi dernier par une fraction importante des mineurs, nous ne pensons pas, à la Commission des mines, que M. le Ministre du Travail puisse insister sur les modifications qu'a fait envisager son représentant. Cette modification porte sur un point relativement insignifiant et, bien loin d'amener un supplément de production, elle risquerait de compromettre davantage encore la production nationale.

La position prise par l'ensemble des mineurs de France dans leur congrès du 29 mai, sur cette question est très nette. Il est certain que, pour un gain que je juge illusoire et pour le moins précaire, nous risquons un conflit qui nous ferait perdre sans compensation des milliers et des milliers de tonnes.

Si M. le Ministre du Travail était présent — et je me permets de regretter très sincèrement son absence au moment où l'on discute une loi de cette importance — je lui rappellerais, à lui qui connaît bien la corporation des mineurs, que lorsqu'elle a pris une décision, avec une sagesse que justifie sa puissance, elle a aussi la fermeté nécessaire pour la faire triompher.

La Commission n'a pas lieu d'insister davantage pour demander le vote de la proposition de loi Durafour avec la modification apportée pour la date d'application. La Chambre a toujours marqué sa sollicitude pour la grande corporation des mineurs, et elle tiendra à honneur d'accepter ce projet tel qu'il lui est présenté (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Valette.

M. Marius VALETTE. — Messieurs, vous avez voté la loi jusqu'au dernier article. Il s'agit maintenant de se prononcer sur la date d'application.

La date d'application proposée par la Commission sur la demande du Gouvernement est le 1^{er} octobre. Cette date a été adoptée par la Commission des mines malgré les réserves faites par un certain nombre de nos amis et moi-même. Nous estimions, en effet, que pour si légitimes que fussent les préoccupations du Gouvernement et celles de la Commission, il fallait tenir compte de l'état d'esprit de la corporation minière qui entendait mettre la loi de huit heures immédiatement en application vers la mi-juin.

J'ai dit à plusieurs de nos collègues qu'un seul jour de grève faisait perdre le bénéfice du supplément de travail de dix journées. Si donc vous avez dix journées de grève pour l'ensemble de la corporation minière, vous perdez et au delà l'avantage que vous donne le supplément de la neuvième heure pendant trois mois.

Il y a donc un intérêt urgent pour le pays, comme pour la corporation elle-même, à accorder ce que nous vous demandons dans l'amendement, c'est-à-dire l'application de la loi au 16 juin. Le Gouvernement, d'ailleurs, et les patrons se sont engagés, par l'accord conclu avec les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, à faire partir l'application de la journée de huit heures du 16 juin.

En votant notre amendement, vous répondrez au désir unanime de la corporation minière qui, dans son congrès de Marseille, a, d'une façon très vive, insisté pour que cette application parte du 16 juin. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle.

M. LOUCHEUR, *Ministre de la Reconstitution industrielle*. — M. Colliard devait se trouver au banc du Gouvernement. Certainement un incident l'a retardé, et j'ai dû immédiatement décommander une série de Commissions fort importantes pour accourir ici. Je m'excuse auprès de la Chambre.

Présent au début de la séance, j'aurais fait les réserves les plus formelles sur le texte présenté. J'aurais lu à la Chambre une lettre que les Ministres ont écrite au président de la Commission des mines, lui demandant d'être entendus par elle pour protester contre les termes du rapport de M. Drivet que nous ne pouvons pas accepter. Il est, en effet, dit dans ce rapport :

« Enfin, la Commission entendit, le jeudi 23 mai, M. Loucheur, Ministre des Mines, et M. Colliard, Ministre du Travail. Le premier déclara qu'il acceptait le projet Durafour, en y comprenant la suppression des dérogations pour pénurie de combustibles, se bornant à réclamer au nom du Gouvernement des délais d'application plus étendus que ceux prévus au projet. M. Colliard ne dit rien qui pût infirmer les déclarations de son collègue du Gouvernement. »

Nous protestons formellement contre ce passage, qui tendrait à faire croire que le Gouvernement aurait accepté le projet Durafour.

« Vous estimerez, sans doute avec moi, qu'il y aurait intérêt à ce que cette question fût vidée devant la Commission avant que la proposition de loi ne vînt devant la Chambre. »

Nous n'avons pas été convoqués par la Commission.

M. LE RAPPORTEUR. — A quelle date ?

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Dans les premiers jours du mois de juin.

Je comprends que la Commission n'ait pas pu nous entendre, en raison des fêtes de la Pentecôte, mais il est regrettable de constater notre désaccord avec le rapport de M. Drivet.

Ceci dit, le Gouvernement voit le plus grand intérêt à ce que la réduction du travail dans les mines s'effectue dans le plus bref délai possible. Ce n'est donc pas, à proprement parler, sur la date demandée par les auteurs de l'amendement que le Gouvernement proteste en ce moment. La date du 16 juin lui convient parfaitement. Mais il n'est pas d'accord sur le fond même, et le texte proposé ne manquerait pas de soulever certaines objections devant le Sénat.

M. BARTHE. — Vous placez votre espoir dans le Sénat. C'est un bel éloge que vous faites de la haute Assemblée.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — J'étais prêt à le faire devant la Chambre ; un incident m'en a empêché.

Je prendrai la parole sur l'ensemble.

M. BARTHE. — Le Sénat prendra ses responsabilités.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Basly.

M. BASLY. — Nous ne sommes en désaccord que sur l'article qui stipule du « dernier descendu au dernier remonté ». Contrairement à ce texte, le projet Durafour dit : « du premier descendu au dernier remonté ».

En ce qui concerne les délais d'application de la loi, M. le Ministre dit que nous sommes d'accord.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Absolument.

M. BASLY. — En effet, lorsque nous nous sommes réunis au Ministère, nous sommes tous tombés d'accord, Gouvernement, représentants des compagnies et délégués des ouvriers, pour admettre que le texte relatif au dernier descendu et au dernier remonté (casse-croûte compris) soit mis en vigueur à partir du 16 juin.

Il ne s'agit plus que de discuter l'article 10, pour régler les conditions d'application de la loi.

M. LE PRÉSIDENT. — L'article 10 est voté.

M. BASLY. La loi sera-t-elle appliquée, comme le propose la Commission des mines, en tenant compte du projet ds M. Durafour ? La durée de la descente sera-t-elle comprise du premier descendant au dernier remonté et non, comme le Gouvernement le propose et comme nous l'avions accepté en attendant le texte de la loi, du dernier descendant au dernier remonté ? Il ne peut y avoir désaccord que sur cet article. Sur les autres, je le répète, nous sommes tous tombés d'accord avec le Gouvernement, et nous insistons pour le vote du texte de la Commission des mines, c'est-à-dire du « premier descendu au dernier remonté ».

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — C'est l'article tel qu'il a été voté.

M. BASLY. — Parfaitement.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Je ne puis pas l'accepter. Je viens d'indiquer que je prendrais la parole sur l'ensemble.

M. BOUVIER, *vice-président de la Commission*. — Je demande la parole pour répondre au Ministre, au nom de la Commission.

M. NARCISSE BOULANGER. — Je voudrais savoir si le Ministre de la Reconstitution industrielle s'est mis d'accord avec les mineurs du Pas-de-Calais à ce sujet. Dans ce cas, il n'y aurait pas de raison pour qu'il ne se mette pas d'accord avec les mineurs des autres départements.

M. MARIUS VALETTE. — Puisque nous sommes tous d'accord sur l'amendement, je demande qu'il soit mis aux voix. Nous prendrons ensuite la parole sur l'ensemble.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'amendement présenté par M. Valette et plusieurs de ses collègues, amendement accepté par la Commission et par le Gouvernement.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Sous les réserves formelles qu'il a présentées.

M. LE PRÉSIDENT. — Cet amendement est ainsi conçu :

« Les dispositions de la présente loi sont applicables à compter du 16 juin 1919. »

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Cet amendement devient l'article 4 de la proposition de loi.

La parole est à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, sur l'ensemble.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Avant que la Chambre procède au vote sur l'ensemble, je suis obligé d'apporter les réserves du Gouvernement.

Comme je l'ai déjà indiqué, il s'est produit certainement un malentendu grave entre la Commission des mines et les Ministres.

Ce qu'on vous demande de voter est spécialement important pour l'industrie minière. On vous demande de décider que la durée du travail sera de huit heures, depuis le premier descendant jusqu'au dernier remontant.

C'est vous dire que la durée de travail ne sera pas de huit heures, mais de 7 h. 20 ou 7 h. 25. De plus, on vous demande de comprendre dans ces huit heures ce qu'on appelle le briquet, qui dure, en général, une demi-heure.

Or, j'ai le devoir de vous montrer les répercussions que peut avoir un pareil vote sur la production minière du pays, et de vous faire remarquer en outre que la fédération des mineurs avait accepté, il y a quinze jours, la formule qu'a toujours préconisée le Gouvernement : huit heures de travail depuis le premier descendant jusqu'au dernier remontant, c'est-à-dire en réalité depuis le moment où le mineur est descendu jusqu'au moment où il est remonté, tou-

jours en comprenant la demi-heure de briquet, ce qui en réalité fait sept heures et demie de travail effectif.

Ce qu'on vous demande de voter aujourd'hui c'est moins de sept heures de travail.

Voilà comment le problème se pose, et j'ai été surpris de voir qu'on vous propose de voter plus que les mineurs ne demandent et avaient accepté il y a quinze jours.

M. le lieutenant-colonel Josse. — C'est une surenchère sur la loi de huit heures.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Quelles seraient les répercussions de cette loi ?

Aujourd'hui, si vous ne votiez pas d'urgence une loi sur le travail dans les mines, vous laisseriez les mineurs dans un état d'infériorité par rapport aux autres travailleurs. Ce ne serait pas juste ; aussi le Gouvernement a été le premier à dire à la Commission : il faut une nouvelle loi. Et dans ces huit heures nous avons accepté que soit comprise la demi-heure de briquet, ce qui n'est que trop juste, étant donné que le mineur ne peut sortir de la mine pour manger.

Je vais plus loin.

Les ouvriers mineurs demandent depuis longtemps l'application de ce qu'on appelle les trois huit dans les mines. Comment se présenterait le travail des mines le jour où, ayant voté la loi qui nous est présentée, nous aurions à l'appliquer dans les mines ?

Il se présenterait dans des conditions spécialement graves, car ce serait pendant deux heures l'impossibilité absolue de remonter aucune benne de charbon. En effet, avec le système qui vous est proposé, pendant que les bennes descendent, elles ne peuvent pas remonter les ouvriers du fond. Il faut d'abord descendre la benne et il aurait fallu auparavant faire remonter les ouvriers du fond. Vous ne pouvez plus employer la même manœuvre pour faire à la fois descendre et remonter les ouvriers.

C'est quarante minutes que vous perdez chaque fois et trois fois quarante minutes c'est deux heures d'extraction de charbon perdues.

M. Josse. — C'est une augmentation de la vie chère.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — En supposant que les ouvriers mineurs fassent de très grands efforts pour maintenir leur production avec la journée de huit heures telle que la propose le Gouvernement, il leur sera impossible d'obtenir la même production avec le projet qui vous est présenté.

Donc, pour toutes ces raisons, et d'abord parce que la fédération du sous-sol avait accepté la formule que nous présentons . . .

M. Marius VALETTE. — Dans un bloc.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — A ce bloc de revendications, Monsieur Valette, nous donnons aujourd'hui complète satisfaction, puisque nous acceptons de supprimer les dérogations.

Je vous demande de dire quel est le point de la convention qui, ayant été accepté par la fédération des mineurs ne serait pas, aujourd'hui, complètement réalisé. Il n'y en a aucun. Par conséquent, je précise et je dis que les ouvriers mineurs m'ont demandé à moi-même, d'accorder la journée de huit heures comme je viens de le définir.

Nous avons été d'accord avec eux. Ce qu'on soumet en ce moment au vote de la Chambre, c'est une formule qui, je vous l'affirme, serait de nature à compromettre gravement les intérêts de l'industrie minière. En conséquence, je demande instamment à la Chambre de repousser la proposition de loi. (*Applaudissements*)

Sur divers bancs. — Demandez le renvoi à la Commission.

M. MAURICE SIBILLE. — Ou une deuxième délibération.

M. MARIUS VALETTE. — Je crains qu'il n'y ait un malentendu.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le vice-président de la Commission.

M. BOUVERI, *vice-président de la Commission des mines.* — Le renvoi à la Commission est absolument impossible.

Dans la séance de jeudi matin, j'indiquais en quelques mots que la Chambre n'avait pas une journée à perdre. Malgré la volonté de la Commission, exprimée par plusieurs de ses membres, la Chambre, sur l'intervention du Ministre du Travail, a ajourné la discussion à aujourd'hui.

On demande maintenant le renvoi à la Commission. Il est impossible de prononcer ainsi renvoi sur renvoi.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — On peut remettre la discussion à cet après-midi.

M. LE VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Monsieur le Ministre, la séance de cet après-midi est prise par d'autres débats, et nous n'avons pas le droit, dans une séance du matin, de troubler ainsi l'ordre du jour. Nos collègues qui, ce soir, auront autre chose à discuter, seraient surpris et je crois que nous commettrions une mauvaise action.

Vous avez des craintes sur l'application de la loi; vous nous dites une chose, mais ce que vous passez sous silence, c'est que le congrès de Marseille en a dit une autre. En effet, la fédération des mineurs, lors de son congrès national de Marseille, a demandé l'application de la loi pour le 16 juin et non pour le 1^{er} octobre.

Vous avez dit, et je vous en remercie, que vous étiez d'accord sur la suppression des dérogations et le point que vous reprenez aujourd'hui concerne purement et simplement la descente et la remonte. Le congrès a donné à ses dé-

légus un mandat et nous, leurs représentants, nous avons le devoir de défendre devant vous sa décision.

M. FOUCHER. — La Chambre n'est pas une Commission d'enregistrement des décisions de congrès. (*Très bien! très bien!*)

M. Narcisse BOULANGER. — Nous ne sommes pas ici pour obéir à des som-mations.

M. Jean LEROLLE. — Et si nous manquons de charbon l'hiver prochain ? Êtes-vous sûr de pouvoir compter sur les importations ?

M. LE VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Je n'ai pas interrompu tout à l'heure et je demande que l'on me laisse poursuivre mes observations.

M. Lerolle nous rappelle que nous aurons besoin de charbon l'hiver prochain ; c'est une affaire entendue. Mais je vous montrerai que les compagnies ne s'en sont pas préoccupées autant que nous ; la Commission des mines sur cette question a fait son devoir, tout son devoir. Ce qu'elle a prévu arrive : ce n'est pas sa faute.

M. Valette vous signalait que, dans le Nord, le conflit a déjà fait perdre à la France plus de tonnes de charbon que n'en aurait fait perdre l'application de la réforme demandée.

M. Jean LEROLLE. — Le Ministre nous dit que la mesure proposée par la Commission se traduirait par une diminution de production. Or, à l'heure où nous sommes, ce serait là un fait extrêmement grave ; nos villes ne comprendraient pas qu'à la veille d'un hiver qui sera peut-être difficile à passer, on diminue encore la production du charbon.

M. LE VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — C'est justement ce que j'ai dit. Si vous poussez les arguments à bout, vous causerez encore de la misère et du froid dans les intérieurs, pour l'hiver prochain, plus qu'en donnant satisfaction aux mineurs. La perte causée par le chômage serait plus considérable que celle qui peut résulter de la suppression des dérogations.

En 1905 — il faut, pour nos collègues qui ne faisaient pas partie de la Chambre à ce moment, rappeler ces faits — j'ai eu la charge de combattre une disposition du rapport de notre regretté collègue M. Janet, rapporteur de la loi, qui est en application depuis ce moment, sur le travail dans les mines.

Je demandais que les « paliers », proposés pour la réduction de la journée de travail, ne soient pas accordés. Techniquement, je pouvais avoir tort à ce moment ; mais aujourd'hui toute dérogation serait certainement injustifiée.

Le Gouvernement a déclaré qu'il était d'accord avec nous sur ce point. Mais s'il craint une diminution de la production, nous disons que les compagnies ont un devoir — et le Gouvernement en a un autre : c'est d'obliger demain le contrôle à faire son service mieux qu'il ne l'a fait hier et depuis que la loi de contrôle est en vigueur.

Le contrôle se fait trop souvent sur le carreau de la mine. Les ingénieurs

descendent aussi dans les mines ; mais alors les compagnies sont prévenues un mois à l'avance. On met en ordre les galeries, les courants d'air deviennent à peu près convenables. Mais quand les ingénieurs sont passés, tout revient à l'état ancien, surtout dans les grandes couches, où la pression est énorme et constante.

M. Louis SIMONET. — Hélas ! c'est ainsi partout !

M. LE VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Oui, hélas ! On prétend que la production n'est pas ce qu'elle devrait être. Naturellement, ceux qui ne connaissent pas les conditions du travail ignorent que, si l'homme n'a pas d'air, sa production est inférieure et sa modeste lampe ne lui donne pas assez de lumière pour bien faire son travail, le défaut d'air empêchant la lampe de brûler normalement.

Vous oubliez en même temps que si nous n'avons pas d'air, nous transpirons beaucoup. Vous ignorez que nous nous anémions et que nous devenons des vieillards à trente-cinq ou quarante ans, au détriment de nos familles, et aussi de nos bureaux de bienfaisance.

Si la production n'est pas ce qu'elle devrait être, c'est précisément parce que vous ignorez tout, au point de vue technique, du travail dans les mines. L'ouvrier mineur travaille dans de très mauvaises conditions, on ne fait rien, ou on ne fait pas assez pour lui faciliter son travail. A chaque congrès, il réclame ; les Ministres ne l'ignorent pas.

Messieurs, le mineur travaille dès le moment où il entre dans la mine. Avant de se déshabiller, il passe à côté de ce qu'on appelle du « Cachemak » : il prend un bois et l'emporte sur son épaule ; il se déshabille et revient en chercher d'autres avant de commencer l'extraction. Il travaille donc constamment. Croyez que son temps est bien employé.

Nous nous plaignons de ce que les matériaux soient trop loin de l'endroit où ils doivent être employés. Jamais nous n'avons pu obtenir qu'ils soient rapprochés. On a persisté à les mettre sur la tête d'un plan, d'une « descenderie », quelquefois à 700 ou 800 mètres de l'endroit où travaille l'ouvrier.

Les galeries étant très basses, l'ouvrier ne peut pas transporter ces matériaux sur l'épaule ; il est obligé de les porter sur le bras, et il doit faire des va-et-vient multiples. Tout cela est naturellement au détriment de la production : le travailleur se fatigue et s'épuise en dehors de sa vraie besogne.

M. le Ministre de la Reconstitution industrielle prétend que la production sera moindre ? Eh bien, Monsieur le Ministre, donnez aux travailleurs du sous-sol les conditions de travail qu'ils vous demandent. Donnez, en même temps, à vos ingénieurs du contrôle, les ordres nécessaires ; donnez aussi des ordres à vos contrôleurs pour qu'ils écoutent, mieux qu'ils ne le font aujourd'hui, les délégués mineurs. Ceux-ci font des observations dont on ne tient pas suffisamment compte. Le délégué mineur fait un rapport, l'envoie au préfet, à l'ingénieur en chef des mines. Vous croyez que ce rapport a de l'effet ? J'admets que certains délégués mineurs font des observations qui ne devraient pas être faites. Mais s'ils font ces observations, c'est dans un but d'intérêt général, pour la sécurité d'abord et pour le bon entretien ensuite. Quand on a la sécurité et

l'entretien assurés, soyez persuadés que l'extraction ne peut pas diminuer. Bien au contraire, elle ne peut être qu'augmentée.

Sur la descente et la remontée, il faut que nous nous expliquions. Les exploitants ont bénéficié de deux « paliers » pour l'application de la loi de 1905. Elle ne fut appliquée complètement qu'à la fin de 1909. Il avait été dit en 1905, quand nous avons discuté cette loi, par le rapporteur et le Ministre de l'époque : « Il est indispensable d'accorder aux exploitants les deux paliers qu'ils demandent, et cela, pour moderniser leur matériel. » Or, depuis 1905, les enquêtes ont eu lieu : nous nous sommes rendu compte, dans le Centre et dans le Midi, comme dans le Nord, que le matériel d'extraction, qui devait être modifié du fait de la loi de 1905, ne l'a pas été du tout.

Aujourd'hui, si la production devait être diminuée par l'application de la loi de huit heures, la faute en retomberait exclusivement sur les propriétaires de certaines exploitations.

Il faut constater que les paroles de M. le Ministre lui ont été dictées par le comité des houillères de France.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Oh !

M. LE VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Vous avez causé avec eux, comme nous.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Je n'ai pas l'habitude d'aller prendre mes inspirations ni au Comité des forges ni au Comité des houillères. Je suis assez grand pour venir défendre à la tribune mes propres idées. Il m'est impossible de vous laisser formuler de telles affirmations. (*Applaudissements.*)

M. ERNEST LAFONT. — C'est surtout vrai pour le Comité des forges. (*Interruptions.*)

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Monsieur Lafont, c'est vrai pour tous les comités.

M. MAURICE SIBILLE. — On ne devrait pas opposer des dénégations aux allégations d'un Ministre sans produire la moindre preuve.

M. NARCISSE BOULANGER. — Ce n'est pas la peine de faire venir le Ministre si on ne veut pas le laisser parler.

M. LE VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Vous dites, Monsieur le Ministre, que vous n'allez pas chercher vos inspirations au Comité des houillères : je vous donne satisfaction. Mais vous avez eu des entretiens avec le Comité des houillères...

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — En présence de tout le monde. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — C'est entendu.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Alors, nous sommes d'accord.

M. LE VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Vous avez eu des entretiens avec le Comité des houillères aussi bien qu'avec nous et avec la Commission des mines. Ce Comité n'a jamais été favorable à la thèse des mineurs, vous le savez bien, et c'est en sorte sa thèse que vous soutenez ici, plus que celle des mineurs ! Je ne vous accuse pas d'être allé au Comité des houillères et d'avoir eu avec ses membres des entretiens particuliers, en violation des usages parlementaires. Je dis que l'observation que vous avez faite au sujet de la descente et de la remontée vous a été suggérée par le Comité des houillères. C'est indiscutable.

Au point de vue technique, il y a quinze ans, pour faire la relève du personnel, la montée et la descente, il fallait en moyenne quarante-cinq minutes. Aujourd'hui, l'opération s'effectue plus rapidement ; car si, dans certaines contrées du Centre, on n'a pas fait grand'chose — dans la Loire en particulier on n'a rien fait du tout — il y a d'autres compagnies qui se sont préoccupées d'avoir un matériel avec lequel la relève des postes se fait en vingt-cinq minutes,

Des puits neufs ont été construits. Les cages qui, autrefois, montaient ou descendaient dix ou douze hommes par cordée, à chaque voyage, en montent ou en descendent quarante et plus. Ce progrès, nous savons en tenir compte. Mais nous sommes obligés de dire aussi que certains centres, en particulier dans la Loire, n'ont fait que des efforts insuffisants. En 1917, lorsque nous faisions notre enquête — le rapporteur, M. Drivet, était avec nous — nous avons vu un centre où le matériel était vraiment trop rudimentaire.

Je pose la question : pourquoi certains centres n'ont-ils pas modifié leur matériel, alors qu'un délai de quatre ans leur avait été accordé pour le faire ? Il ne s'agit plus, dite-vous, des dérogations à accorder pour l'application de la loi, mais de la descente et de la remontée du personnel.

Au nom des mineurs, nous disons qu'il n'est pas possible de demander aujourd'hui l'application de la loi comme en 1905, pour un motif d'ordre technique.

Les compagnies ont leur part de responsabilité dans la manière dont l'exploitation se fait. Je dis même qu'elles ont moins fait que les ouvriers eux-mêmes.

Les ouvriers ont un principe ; les compagnies en ont un autre, vous ne l'ignorez pas. Les compagnies n'ont pas fait ce que le Gouvernement aurait dû exiger d'elles, ce qu'il aurait exigé en effet si le contrôle avait été exercé sur elles — je ne dirai pas contre elles. Le contrôle de l'État ne doit pas être un moyen de persécution des compagnies, mais une surveillance effective, et cela dans l'intérêt du personnel et des gisements, propriété nationale. Mais il faut que le Gouvernement agisse, qu'il fasse des observations. Nous nous plaignons qu'il n'exerce pas suffisamment ses droits.

En ce qui concerne la montée et la descente du personnel, il y aurait moyen de s'arranger. Mais il aurait fallu s'en préoccuper.

Pourquoi les puits qui ne servent plus depuis longtemps à l'extraction n'ont-ils pas été maintenus dans l'état où ils étaient quand on s'en servait ?

Ils ne servent aujourd'hui que pour le retour d'air. Il est possible d'aménager à nouveau ces puits et d'y faire la montée et la descente du personnel. Les puits neufs d'extraction seraient réservés pour la montée du charbon et la descente des matériaux.

Si les puits d'extraction continuent à servir pour la montée et la descente du personnel, c'est vous, Monsieur le Ministre, qui auriez raison. Mais je répète que votre argument ne porte pas, parce que, les moyens étant modifiés, le temps nécessaire pour la montée et la descente du personnel sera certainement moins long que vous ne pensez.

A la Commission des Mines, j'ai demandé, avec la minorité, que la loi soit appliquée dans le plus bref délai possible : le 16 juin a été fixé par le congrès de Marseille. La Chambre vient de voter cet article, le Ministre l'avait accepté.

Je dis, au nom de tous mes collègues de la Commission, que nous nous en tenons au rapport de M. Drivet; chacun ici prenant ses responsabilités, que le Gouvernement prenne la sienne. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Simonet.

M. LOUIS SIMONET. — La situation me paraît être d'une gravité exceptionnelle. Nous risquons de manquer de charbon si l'accord ne s'établit pas. De la discussion qui vient d'avoir lieu, je n'ai pas l'impression que le désaccord entre le Ministre et nos collègues représentants des mineurs soit véritablement grand. Puisque les fêtes de la Pentecôte ont empêché M. le Ministre de comparaître devant la Commission, je crois qu'il serait bon de renvoyer la discussion à demain matin, pour une deuxième délibération — je le demande en vertu de l'article 82 du règlement.

M. le Ministre serait entendu par nos collègues de la Commission et un accord interviendrait peut-être. Si l'accord n'intervient pas, nous allons peut-être au devant d'une catastrophe. Faisons notre possible pour la conjurer, en y mettant chacun un peu de bonne volonté.

Je crois tenir le langage du bon sens. (*Très bien ! très bien !*) Je ne suis pas un spécialiste, mais un représentant qui aime l'ouvrier et qui voudrait le voir traiter avec le plus d'égards possibles. Si nous sommes en désaccord, ministres et députés, nous ne pouvons pas résoudre la question dans le sens le plus favorable.

Ce n'est pas un retard de quelques heures qui vous empêchera de résoudre le problème, et je crois qu'en fixant à demain matin le vote en deuxième lecture de cette loi, après avoir entendu M. le Ministre le matin même, ou ce soir, nous arriverions probablement à nous mettre tous d'accord. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La Chambre peut, en effet, conformément à l'article 82, décider qu'elle procédera à une deuxième délibération. Mais il y a plusieurs orateurs inscrits.

La parole est à M. le rapporteur.

M. LE RAPPEUR. — Je ne veux pas donner à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle un démenti sur les affirmations qu'il vient d'apporter : je n'ai pas le droit de suspecter sa bonne foi ; mais très certainement la Commission des mines ne s'est pas trompée aussi grossièrement qu'il semble le dire sur les déclarations qu'il a faites au sein de la Commission.

Je vous rappelle, Monsieur le Ministre, que vous avez fait porter vos réserves d'abord sur les dérogations, puis vous avez insisté surtout sur la question des délais, en donnant des détails impressionnants sur la situation. La Commission a accepté de faire un effort auprès des délégués ouvriers pour obtenir que le délai d'application fût porté au 1^{er} octobre.

Nous avons reconnu, en effet, que la situation charbonnière de notre pays était grave et que, pour donner aux compagnies le temps nécessaire pour prendre les dispositions indispensables à l'application de la loi, il était utile de leur accorder un temps strictement limité.

Cet effort, nous l'avons fait auprès des représentants ouvriers qui, sans prendre d'engagement sur le fond, ont fait la promesse de porter devant leur congrès les desiderata du Gouvernement et de la Commission des mines. Le congrès a répondu en reportant la date au 1^{er} juillet ; mais sur la question qui nous occupe en ce moment, qui a évidemment un caractère de gravité, pour justifier son opposition à la portée de l'article 10 du projet, je dois dire à la Chambre que M. le Ministre ne nous a pas présenté devant la Commission les observations qu'il a formulées il y a un instant. Peut-être n'y a-t-il pas pensé sur le moment. En tout cas, il n'est pas apparu, vous le reconnaîtrez, Monsieur le Ministre, qu'il n'y eût pas accord complet entre vous et la Commission des mines sur l'ensemble du projet.

Nous n'avons rien dit qui fût contraire à vos déclarations dans les termes du rapport. Je sais que M. le Ministre du Travail a fait quelques réserves sur la façon dont on avait tenu compte de ses déclarations à la Commission des mines. Il a même prononcé des paroles extrêmement sévères à l'égard du rapporteur, qui lui aurait fait tenir un langage inexact, contraire à celui qu'il aurait tenu en réalité.

Or, je ne l'ai pas mis en contradiction avec lui-même, puisque dans mon rapport je ne lui ai rien fait dire du tout. (*Sourires.*)

Ces explications données, nous avons le regret de ne pouvoir donner satisfaction à nos collègues et à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle qui demandent à la Chambre, à la faveur d'un nouveau délai, de renvoyer le projet à la Commission des mines. Nous maintenons les termes du rapport et du projet parce que nous ne croyons pas que les difficultés qu'on fait apparaître ne puissent être résolues par les compagnies minières si elles veulent faire l'effort d'organisation qui s'impose à elles.

Tous ceux qui s'occupent des questions minières, techniciens et ouvriers compris, savent que les compagnies n'ont pas fait un effort assez rapide pour

s'adapter aux formules nouvelles, pour procéder à un aménagement du travail minier, pour mieux utiliser le personnel et employer utilement le temps passé au fond de la mine.

L'effort à faire dans ce sens est considérable et les ouvriers mineurs, qui se rendent parfaitement compte de la difficulté du problème au point de vue de l'approvisionnement en charbon, ont, tout dernièrement encore devant la Commission des mines, reconnu qu'il y avait possibilité de faire face à la diminution qui résultera du fait de l'application de la loi, ce que je n'ai pas l'intention de nier, mais ils expliquent que par l'organisation généralisée des trois postes dans toutes les mines de France, on pourrait parfaitement arriver à compenser cette diminution et même arriver à augmenter sensiblement la production.

Il y a, en tous cas, d'autres modifications à faire dans l'aménagement des mines, dans leur outillage et c'est pour cela que depuis fort longtemps les ouvriers réclament l'institution d'une commission mixte, chargée de rechercher et de signaler toutes les améliorations possibles.

M. Bouveri a, d'ailleurs, déposé à ce sujet une proposition de loi rapportée par M. Valette, que la Chambre aura à connaître prochainement, et qui a pour but de s'occuper de toutes ces questions et au besoin d'en surveiller l'application dans les mines qui auraient pu si elles l'avaient voulu prendre à temps des mesures pour faciliter l'application de la loi en discussion. Reconnaissions que jusqu'ici elles n'ont fait aucun effort sérieux pour cela.

La Commission croit fermement que le renvoi du projet devant elle ne changerait absolument rien à la situation... et qu'il est d'extrême urgence de voter le texte législatif qui sera dans l'avenir la charte du travail pour les mineurs.

M. Maurice SIBILLE. — Vingt-quatre heures, ce n'est pas une affaire !

M. LE RAPPORTEUR. — Il y a un intérêt plus grand que vous ne le pensez à ce que la question soit réglée aujourd'hui et je ne veux pas insister sur les difficultés en face desquelles nous pouvons nous trouver. La Commission des mines est entièrement convaincue qu'il n'y a pas de modifications profondes à apporter au projet qui est présenté et elle vous demande de sanctionner son texte en l'adoptant. Il y aurait, en effet, à son avis, un danger sérieux à vouloir reporter encore cette discussion; étant donné que les événements marchent vite.

C'est pour ces différentes raisons que nous vous demandons d'adopter la proposition de loi. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Cadot.

M. Maurice SIBILLE. — Si M. Cadot veut bien me le permettre, je dirai quelques mots sur la position de la question.

M. CADOT. — Volontiers.

M. Maurice SIBILLE. — La Chambre me permettra de lui faire remarquer que nous pouvons aujourd'hui ordonner qu'il sera procédé à une seconde délibération, puis adopter un texte qui sera déposé sur le bureau du Sénat.

M. BOUVERI. — La proposition de loi est déjà votée.

M. Maurice SIBILLE. — Une grande commission nous a présenté des dispositions qui tendent à réglementer la durée du travail dans les mines. Suivant les termes du rapport qui a été rédigé par M. Drivet et qui nous a été distribué avant la séance, elle a affirmé son accord avec M. Loucheur, Ministre de la Reconstitution industrielle, et avec M. Colliard, Ministre du Travail.

Convaincus que le Gouvernement approuvait sans réserve l'initiative prise par M. Durafour, nous n'avons pas hésité à voter les divers articles de la proposition ; mais au dernier moment, lorsque nous n'avions plus qu'à voter sur l'ensemble, M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, absent au commencement de la séance, a formellement déclaré qu'il y avait malentendu, que la rédaction de la Commission devait, suivant lui, subir une modification importante, et qu'au Sénat il s'opposerait à l'adoption de cette proposition de loi de M. Durafour. Il a même ajouté qu'il avait fait connaître par lettre ses intentions à la Commission.

Eh bien ! si nous avions connu l'existence de cette lettre, nous nous serions opposés énergiquement à toute délibération en l'absence du Ministre. Quand Gouvernement et Commission ont sur une question importante des avis différents, un débat contradictoire doit s'engager ; nous ne pouvons pas être obligés de statuer sans être instruits, éclairés par un loyal échange d'explications. Nous avons le droit de soutenir que notre vote a été surpris par une déclaration, faite de bonne foi, je n'en doute pas, mais inexacte.

Pas plus que la Commission, nous ne voulons que les mineurs ne soient astreints à plus d'heures de travail que les autres ouvriers de l'industrie, car nous savons combien dur est leur labeur. Mais nous ne pouvons pas oublier que toute diminution dans la production du charbon augmenterait singulièrement les difficultés de l'heure présente ; nous nous refusons à accepter légèrement une formule qui entraînerait une réduction des heures de travail jugée excessive même par la Fédération des mineurs, si on en croit M. le Ministre du Travail ; nous estimons qu'une seconde délibération s'impose pour qu'une nouvelle étude dégage la vérité d'affirmations contradictoires.

M. le Rapporteur juge cette seconde délibération inutile parce que, dit-il, la Commission maintiendra ses conclusions. Je lui réponds que beaucoup de députés mieux renseignés changeront peut-être leurs votes.

Cette seconde délibération n'entraînera pas du reste de longs délais ; car le règlement permet d'y procéder aussitôt après un rapport verbal de la Commission, c'est-à-dire demain ou aujourd'hui même. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Cadot.

M. CADOT. — Ainsi que l'a dit M. Basly, nous avons signé vendredi dernier une convention, nous étions d'accord sur la façon d'appliquer la journée de huit heures aux mineurs.

Nous sommes allés devant le congrès de Béthune. Nous avons exposé aux ouvriers mineurs réunis dans ce congrès les conditions dans lesquelles nous avons signé cette convention relativement à la journée de huit heures. Les mineurs se sont écriés tout de suite : « Mais ce système ce n'est pas encore la journée de huit heures, c'est huit heures et demie ! »

Pourquoi cette opinion dans l'esprit des ouvriers, messieurs ? . . .

Parce que dans la loi de 1913 et lors de son application, il y avait huit heures de la dernière descente à la première remontée. On n'est pas intervenu suffisamment auprès des compagnies minières pour leur faire prendre de nouvelles méthodes d'exploitation de leurs mines, pour organiser la descente et la remonte des ouvriers. Ce temps de descente et de remonte étant à la charge des ouvriers, les compagnies ne se sont pas occupées de le comprimer le plus possible, de sorte qu'avec la loi de huit heures telle qu'elle leur était donnée en 1913, cela leur a fait neuf heures et demie, même dix heures de présence à la mine. Voilà ce qui leur fait croire que le projet de huit heures entre le dernier descendu et le dernier monté constituera pour eux une journée de huit heures et demie.

Le point difficile est l'application des descentes et des remontes. Voyons comment cela peut se faire.

Quand vous aurez mis, par le projet de loi qui vous est actuellement soumis, tout le temps de descente et de remonte à la charge des compagnies, celles-ci accompliront l'effort voulu pour compenser ce temps. Elles prendront des méthodes qui le réduiront considérablement ; il ne sera pas aussi long qu'on le dit et ne réduira pas autant que vous le pensez la production du charbon.

J'en ai fait l'expérience pour l'application de la loi de 1913. J'étais délégué mineur. Or, les délégués mineurs avaient été chargés par le congrès de Douai de compter le mieux possible, la montre en main et en se portant à l'orifice des puits, le temps qu'il faut, même dans les mines les plus profondes, les plus chargées de personnel, pour descendre et remonter le personnel. Nous avions parfaitement bien compté et nous étions presque arrivés à nous mettre d'accord avec les ingénieurs des mines et les compagnies minières, lorsque la guerre est venue interrompre toutes ces négociations, toutes ces mises au point.

Nous avons compté que, dans le Pas-de-Calais, dans les mines les plus chargées, dans les puits les plus profonds, il fallait deux minutes et demie pour engager trente-deux hommes, les mettre au fond de la mine et les décaler.

M. le Ministre, parlant des trois postes de huit heures chacun, a dit que cela augmenterait le temps de descente parce qu'il faut remonter les ouvriers d'un poste au jour, puis prendre les ouvriers du poste descendant.

Non, cela se fait en même temps. Les trois postes existent déjà depuis longtemps. On peut augmenter leur importance. À chaque trait, dès les premières cages d'ouvriers qui remontent, il y a des cages d'ouvriers qui des-

ccendent. Cela n'augmente pas ou n'augmente que très peu le temps de descente et de remonte des ouvriers. Il faut simplement le temps, pour les ouvriers qui remontent, de sortir de la benne où ils été placés et, pour les autres, d'y sauter.

Voilà donc le temps de l'opération simultanée des ouvriers qui remontent et de ceux qui vont descendre.

Quel est le nombre d'ouvriers pour lesquels le temps de descente et de remonte, qui nous intéresse en ce moment, en tant qu'il touche à la diminution du travail effectif et au rendement en charbon, est applicable ? Il s'agit surtout, à mon sens, des ouvriers occupés à l'abatage et de ceux qui environnent les lieux d'abatage. Or, dans une mine, les abatteurs ne représentent en moyenne que le tiers du personnel. Je prends l'exemple d'un puits de mine avec quinze cents ouvriers. Sept cents sont occupés à l'abatage du charbon et aux réparations diverses dans la coupe de l'après-midi ou dans celle du soir, huit cents à celle du matin. Sur ces huit cents ouvriers à descendre et composant la coupe du matin, qui donne le tonnage le plus important, la moitié est employée aux travaux du fond de la mine, à l'abatage et aux travaux qui accompagnent cette opération ; l'autre moitié travaille à des postes divers plus rapprochés du puits de mine.

C'est vous dire sur quelle partie restreinte du personnel porte plus difficilement l'application de la journée de huit heures. Ce n'est pas aussi dangereux que vous le croyez, Monsieur le Ministre, j'en suis convaincu, car si nous avons en vue l'intérêt du travailleur souterrain, nous avons aussi le souci de la production du charbon et la situation actuelle résultant de la guerre.

A partir du moment où vous avez voté la proposition de loi de M. Duraufour, où vous aurez forcé les compagnies minières à prendre de meilleures méthodes d'exploitation, à mieux aménager leurs puits, à perfectionner leur outillage, à améliorer les trajets que les ouvriers ont à faire dans la mine, vous constaterez que s'il se produit une chute de rendement dans les premiers mois d'application, ce rendement se relèvera et dépassera, j'en ai la conviction, ce qu'il est actuellement.

En terminant, je dis avec M. Bouveri que la situation actuelle et, par suite, ce que vous redoutez, est non du fait des mineurs, mais du fait des compagnies minières.

Quand le temps de descente et de remonte était à la charge des ouvriers, celles-ci n'ont rien fait pour l'abréger. Si, aujourd'hui, vous le mettez à leur charge, elles s'efforceront de le comprimer, modifieront leur matériel et bientôt vous verrez le chiffre de la production s'élever de plusieurs centaines de kilogrammes au-dessus de ce qu'elle est actuellement.

Vous connaissez l'organisation des mines. Le nombre des puits est insuffisant. Les puits sont jumeaux. Il y a le puits de descente des ouvriers, de remonte du charbon et d'entrée de l'air ; à côté se trouve le puits de sortie de l'air, qui joue en outre le même rôle que le premier, de sorte que les ouvriers sont obligés de descendre dans le puits, de faire de longs parcours au fond de la mine, d'aller au front des tailles aux points les plus éloignés du puits, puis de revenir gênés par la coupe et par la circulation des bennes.

L'air envoyé pour l'aération est obligé de suivre le même trajet : descendre par un puits, lécher les fronts de tailles et revenir en faisant un long crochet, un double trajet.

La méthode idéale serait d'avoir partout un puits d'extraction, de descente des ouvriers et de descente d'air ici, un puits de remonte de l'air et de remonte des ouvriers là-bas. Ainsi les ouvriers abatteurs et ceux qui les environnent se trouveraient, leur travail terminé, près du puits de remonte; l'air faisant le même trajet aurait son parcours diminué, le trajet au fond de la mine serait diminué de près de moitié. Telle devrait être la condition idéale de l'exploitation du charbon. Il est très possible d'y arriver et tout s'arrangerait. (*Très bien ! très bien !*)

Je vous demande donc, messieurs, de voter immédiatement le projet qui vous est soumis. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Marius Valette.

M. Marius VALETTE. — J'ai le devoir de soumettre à l'appréciation de la Chambre quelques observations au sujet du différend que M. le Ministre de la Reconstitution industrielle fait surgir entre la Commission et le Gouvernement.

MM. Basly et Cadot ont donné des précisions sur les pertes de temps que M. le Ministre reproche au système de la Commission. Il s'agit de vingt à vingt-cinq minutes, dit M. le Ministre...

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Non, quarante minutes.

M. Marius VALETTE. — M. le Ministre dit quarante minutes parce qu'il multiplie par trois le temps contesté.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Non !

M. Marius VALETTE. — Si nous voulons causer chiffres, il nous faudra prendre toutes les exploitations l'une après l'autre et nous pourrions démontrer que, dans telle exploitation, la perte sera de dix minutes, dans telle autre, de vingt, au maximum de vingt-cinq. Il n'y a pas d'exploitation où la descente prenne plus de vingt-cinq minutes, si elle est bien organisée.

L'argument fondamental de M. le Ministre contre l'adoption de la proposition faite par la Commission est que la journée de travail de l'ouvrier mineur serait réduite à sept heures et demie. Mais je fais remarquer que la journée de travail de l'ouvrier mineur est, en Angleterre, de sept heures, qu'en 1920, elle sera de six heures. De tout temps d'ailleurs, et dans tous les pays, la durée de la journée de l'ouvrier mineur a été inférieure à celle des autres corporations. Aussi, lorsque la discussion de la loi des huit heures s'est engagée à la Chambre, plusieurs de mes collègues et moi avons fait remarquer que la nouvelle loi ne devait pas constituer un retour en arrière pour les mineurs, car cette corporation a droit à une situation tout à fait exceptionnelle en rai-

son des conditions particulièrement pénibles du travail à l'intérieur de la terre. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Je prie la Chambre de ne pas se laisser impressionner par l'affirmation de M. le Ministre qui nous dit : « Ce n'est plus la journée de huit heures que demande la Commission, mais la journée de sept heures et demie ».

Cela est vrai et les ouvriers le savent.

Si, il y a quelques semaines, quand ils ont engagé leurs pourparlers avec le Comité des houillères, ils avaient accepté la transaction qui a fait l'objet d'un accord entre les représentants des mineurs du Pas-de-Calais et le Comité des houillères, c'est parce que cette transaction faisait partie d'un bloc de revendications qui devaient être acceptées par les compagnies contractantes. Or, c'est le Comité des houillères qui a rompu le bloc des concessions réciproques. A la suite de cette rupture, les mineurs sont allés en congrès à Marseille et c'est de Marseille que le secrétaire de la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol a répondu à la lettre du président de la Commission des mines.

Dans cette réponse, il est dit de façon formelle que les mineurs veulent le vote intégral sur la proposition de loi de M. Durafour sur la durée du travail dans les mines.

La corporation minière vous adresse un avertissement formel et précis de ce qu'elle demande. Trop souvent, dans cette Assemblée, la majorité a suivi le Gouvernement dans la déplorable tactique qui consiste à ne pas vouloir accepter l'ensemble des revendications d'une corporation sous prétexte que ce serait capituler devant les revendications. Je dis « capituler », car c'est le terme habituellement employé par les Gouvernements pour justifier leur refus. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

M. le Ministre de la Reconstitution industrielle s'est montré intransigeant, il y a un mois et demi, sur le délai d'application. Il demandait le 1^{er} octobre et il l'a obtenu de la majorité de la Commission. Il reconnaît aujourd'hui, sous la poussée des événements, qu'on doit appliquer la loi à partir du 16 juin, mais il vous demande une deuxième délibération du projet pour une nouvelle rédaction au sujet de la descente dans la mine.

Personnellement, je demande à la Chambre, d'une manière pressante, de repousser cette deuxième délibération et de voter, dès ce matin, l'ensemble de la loi telle qu'elle vient de la voter article par article. Encore une fois, je tiens à dire que ce n'est pas une menace, mais un avertissement que je donne à la Chambre, en ma qualité de représentant d'une région minière, qui a le devoir de s'informer.

Si, d'ici au 15 juin, cette loi n'est pas votée, vous exposez le pays à un conflit des plus graves. M. Bouverï a dit, il y huit jours, que lorsque les mineurs sortent de la mine, on ne sait pas quand ils y rentreront. Il est entendu que vous ne voulez pas voter sous la menace, mais prenez garde que les mineurs, n'ayant pas obtenu satisfaction, ne chôment d'une manière générale, à partir du 16 juin, dans toute la France.

Vous aurez ainsi fait perdre à la production minière plus de temps que vous n'en pouvez récupérer par le quart d'heure que conteste M. le Ministre de la Reconstitution industrielle au projet de la Commission.

Je vous demande donc encore une fois de ne pas voter la deuxième délibération, de vous en tenir au vote, article par article, qui a été émis et de le confirmer par le vote d'ensemble de la proposition de loi rapportée par la Commission. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Je ne veux pas prolonger ce débat, mais il faut cependant répondre quelques mots aux orateurs qui m'ont précédé à la tribune.

Ils ont beaucoup parlé de la question du matériel. Je suis pleinement d'accord avec eux et je suis persuadé que, devant la grande pénurie de la main-d'œuvre et devant la diminution des heures de travail, un effort énorme s'impose dans ce sens. Il est commencé. Il faut absolument que nous ayons d'autres méthodes d'exploitation, mais cette question laisse entière celle que j'ai posée devant vous.

On a déclaré que le système proposé à la Chambre ne diminuerait en aucune façon la capacité extractive des puits.

M. CADOT. — On n'a pas dit tout à fait cela.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — C'est là une grosse erreur et si on faisait remonter les hommes en même temps qu'on en fait descendre d'autres, on arriverait à ce phénomène qu'à un moment donné la mine serait sans aucun ouvrier pendant environ deux heures avec le système des trois huit. (*Protestations à l'extrême gauche.*)

C'est très facile à voir avec le graphique de la montée et de la descente. Ce graphique très certainement n'a jamais été présenté à la Commission, sans cela celle-ci se serait arrêtée devant ces chiffres et n'aurait pas accepté de venir à la Chambre présenter cette proposition.

Ceci dit, j'ai été frappé par l'argument de l'honorable M. Cadot qui déclare : « Ce que craignent les ouvriers, c'est qu'avec la loi modifiée comme la voudrait le Gouvernement et comme l'avait accepté, je le rappelle, la Fédération du sous-sol, il y aurait des ouvriers qui feraient plus de huit heures. »

J'affirme que non. Il me paraît possible que la Commission trouve un texte qui précise que l'intention formelle de la Chambre est que pour un ouvrier déterminé il n'y ait jamais plus de huit heures de travail. C'est ce que nous voulons obtenir. (*Applaudissements.*)

Ce texte est facile à trouver. Le Gouvernement offre pour cela sa collaboration à la Commission et demande, dans ces conditions, de renvoyer la proposition de loi à une seconde délibération. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole à M. Cadot.

M. CADOT. — J'avais demandé à interrompre M. le Ministre pour lui dire

que je ne comprends pas comment il voit une interruption de travail entre deux postes. Ce n'est pas possible.

M. LE MINISTRE. — Je vous montrerai le graphique.

M. CADOT. — Les deux postes existent déjà en pratique.

J'ai dit que lorsque commence la remonte du personnel de la coupe du matin, de celle qui extrait la grosse quantité de charbon, en même temps que commence également la descente des ouvriers occupés à l'abatage du charbon et du rocher et à des travaux divers d'après-midi, c'est ce qu'on appelle « la coupe à terres », qui succède immédiatement à la coupe de charbon.

Nous avons calculé le temps de remonte et de descente de la cage, et nous avons reconnu qu'il y avait très peu de différence entre une cage chargée d'ouvriers remontant et retournant à vide au fond de la mine, et une cage remontant chargée d'ouvriers pour redescendre chargée d'ouvriers. Il y a, du reste, deux cages dans chaque puits, l'une qui descend pendant que l'autre remonte. De sorte que deux postes peuvent parfaitement se succéder sans qu'il y ait interruption de travail.

S'il s'agit d'une interruption de trait entre deux postes, cette interruption existe déjà pendant la remonte et il ne peut y avoir rien de changé, puisque, en supposant deux postes, un du matin, un de l'après-midi, également chargés en personnel, le même nombre du personnel d'un poste descendra en même temps que l'autre remontera. Voilà une question controversée qu'il nous faudra, comme pour le temps de descente et de remonte, tirer au clair.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le président de la Commission.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Qu'il me soit permis de dire à la Chambre que les précisions que le Gouvernement soumet actuellement à la Chambre n'ont pas été apportées devant la Commission. La Commission a fait son devoir et c'est en toute connaissance de cause qu'elle a pris sa décision. Elle a entendu les ministères intéressés, les exploitants et les ouvriers, et c'est après toutes ces auditions qu'elle a conclu et de ses délibérations est sorti le texte qu'elle vous propose.

À la vérité, l'exposé qui a été fait devant la Commission des mines par les membres du Gouvernement n'a pas porté sur la partie du texte du projet Durafor qui est en ce moment en discussion. Ce qui paraissait important au Gouvernement, à l'heure où il fut entendu, ce n'étaient pas tant les conditions dans lesquelles se décompterait la journée de huit heures que la nécessité de la prolongation des dérogations. C'est là-dessus qu'a porté la majeure partie des explications du Gouvernement.

Et cela est si vrai que la Commission a cru devoir envoyer aux mineurs, réunis au congrès de Marseille, une lettre leur demandant d'accepter dans un intérêt national le maintien des dérogations jusqu'au 1^{er} octobre. Il est vraiment regrettable que le Gouvernement n'ait pas cru devoir préciser les condi-

tions dans lesquelles il concevait les conditions d'application de la journée de huit heures dans les mines au point de l'entrée et de la sortie de la mine.

M. le Ministre de la Reconstitution industrielle nous apporte aujourd'hui un graphique qu'il déclare concluant.

Il eût mieux valu l'apporter au sein de la discussion et ne pas traiter un peu légèrement un point auquel on attache maintenant une importance considérable.

D'après ce que disait M. Sibille tout à l'heure, il paraît que la Commission aurait reçu une lettre des ministres demandant à être entendue à nouveau par la Commission. Cette lettre, le président de la Commission ne l'a jamais reçue.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — En voici la copie signée.

M. RAYNAUD. — La lettre est partie trop tard, elle n'a pu parvenir à temps.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — C'est possible, c'est même probable. En tout cas, ignorant son envoi, je n'ai pu passer ces deux jours de fête à l'attendre pour en faire état. Si la Chambre, à ce que je vois, pense qu'il était impossible à la Commission de s'en saisir utilement, nous sommes d'accord et l'incident est clos.

M. le Ministre de la Reconstitution industrielle nous propose donc une transaction, il vient nous dire : « Nous pensons trouver un texte qui permettra aux mineurs de ne pas faire plus de huit heures ».

Je ne crois pas que vous puissiez arriver à ce résultat avec un autre texte que le nôtre.

Actuellement, de par la loi générale de huit heures, les ouvriers de toutes les industries font huit heures, ils font huit heures en travaillant en plein air dans des conditions hygiéniques que ne connaissent pas les travailleurs de la mine.

Que nous propose-t-on pour les mineurs ? Huit heures, inscrit dans la loi, mais en réalité plus de huit heures, car, comme l'a dit notre collègue M. Cadot, avec la formule du Gouvernement, on va se retrouver en présence de la même mauvaise volonté des compagnies à appliquer la loi. Nous savons ce qu'elles ont fait de la loi de 1893. Rien n'a été réalisé par elles pour comprimer le temps de la descente et de la remontée et alléger ainsi la journée des travailleurs.

Et devant cela, on s'étonne aujourd'hui de se trouver en présence de l'intransigeance des ouvriers ; ils ont des raisons sérieuses pour se montrer intransigeants. C'est en vérité le mauvais vouloir, la duplicité des compagnies qui a déterminé la grève, il faut qu'on le sache et je ne crains pas de le dire ici. M. le Ministre ne me démentira pas lorsque je dirai que, si les exploitants avaient montré quelque loyauté et quelque bonne volonté, nous n'en serions pas au point où nous en sommes. (*Très bien ! très bien !*)

M. Maurice SIBILLE. — La loi doit être observée par tous. Sur ce point-là, nous sommes d'accord.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Ne vous étonnez donc pas de l'intransigeance des mineurs.

Et en face du mauvais vouloir des compagnies minières, sur quoi pouvons-nous compter ?

Pouvons-nous avoir confiance dans le contrôle ? Nous n'avons, je le déclare au nom de la Commission des mines, aucune confiance dans le contrôle, qui s'exerce dans les mines toujours au profit des compagnies, jamais dans l'intérêt des mineurs. (*Très bien ! très bien !*)

M. Narcisse BOULANGER. — Les contrôles n'existent que de nom. Nous le savons tous. C'est la vérité.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES MINES. — Je suis heureux de vous l'entendre dire.

M. BARTHE. — Les ingénieurs du contrôle n'ont qu'un désir : faire plaisir aux compagnies.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Pour résumer, qu'offre-t-on aux travailleurs de la mine ? Une formule qui ne pourrait s'appliquer efficacement qu'avec la bienveillance des compagnies et la certitude d'un contrôle sérieux. Ils savent qu'ils n'obtiendront jamais ni l'une ni l'autre.

M. Narcisse BOULANGER. — Si, cela se fera.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — On pourrait envisager un contrôle mixte.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES MINES. — C'est pour cela que la Commission des mines, sentant très bien qu'il est impossible que les mineurs qui travaillent dans des conditions d'hygiène différentes de celles des autres travailleurs, sachant que ces hommes-là ont droit, plus que les ouvriers travaillant de jour, à huit heures nettes, précises, sans rallonges sournoises et arbitraires, c'est pour cela, dis-je, que la Commission des mines a arrêté le texte qu'elle vous a soumis et qu'elle déclare ne pouvoir abandonner. (*Très bien ! très bien !*)

M. BOUVERI, *vice-président de la Commission des Mines*. — M. le Ministre de la Reconstitution industrielle a parlé comme son prédécesseur en 1905. Oui, disait-il, vous avez raison ; le matériel doit être modernisé et l'honorable M. Janet, ancien ingénieur du contrôle, alors rapporteur, soulignait les engagements que prenait le Ministre. M. Sibille l'a rappelé tout-à-l'heure avec juste raison. M. le président de la Commission des mines disait également avec raison que les mineurs demandent depuis quatorze ans ce qu'ils réclament

aujourd'hui. Ils se considèrent au travail dès l'instant où ils ont passé au guichet de la lampiste et où ils ont en main la lampe dont ils se serviront pour leur travail. C'est à partir de ce moment qu'ils courent les plus graves dangers ; ils vont entrer dans la cage — ce que mon collègue appelle la benne — dont le câble peut toujours se rompre. Les compagnies concessionnaires de mines n'ont pas fait les recherches et les expériences suffisantes pour trouver un système de parachute offrant une certaine sécurité. En 1905, j'ai obtenu que la Chambre vote un crédit tendant à récompenser les inventeurs qui trouveraient un parachute dans lequel les mineurs puissent avoir plus de confiance que dans celui dont les compagnies se servent à l'heure actuelle. Dans les anciens puits d'extraction, les guides étaient en bois. Aujourd'hui, les machines puissantes mues à l'électricité qui servent à monter et à descendre le personnel, le matériel et le charbon extrait sont toutes guidées en fer. Les techniciens les plus savants n'ont pu, à ce jour, donner au personnel, au matériel, à la matière extraite le minimum de sécurité dont tous ont besoin.

Vous ne pouvez pas dire que nous ne sommes pas au travail, dès que nous prenons notre lampe et que nous mettons le pied dans la cage.

Vous nous donnez le reste. Je regrette d'être obligé de le répéter, il y a quatorze ans que ce reste nous est donné. Nous n'en voulons pas.

Pour mon compte, je ne transigerai pas. Je demande avec toute mon énergie que le projet ne soit pas renvoyé à une deuxième délibération.

M. LOUIS SIMONET. — Je demande la parole.

M. BOUVERI, *vice-président de la Commission des Mines*. — Vous dites que la relève des trois postes entraînera un arrêt de la production pendant deux heures. Ah ! Monsieur le Ministre, vous réveillez en moi le souvenir de mon ancien métier.

En effet, je me souviens qu'à la compagnie où j'ai eu l'honneur de travailler pendant vingt-cinq ans, nous perdions à peu près deux heures pour la relève du personnel. Mais, à cette époque, on travaillait neuf heures, comme nous l'avons fait pendant la guerre. Il est fatal que deux postes travaillant neuf heures entraînent, pour le troisième poste, une durée de travail de six heures seulement. Nous descendions au deuxième poste à une heure du soir. Fatalement, la matière extraite et les matériaux restaient suspendus jusqu'à la remonte du deuxième poste qui devait faire neuf heures comme les faisait le poste du matin ; nous étions depuis huit heures du soir à dix heures à ne pas faire grand-chose, mais était-ce notre faute ?

Mais comme l'a démontré techniquement et pratiquement mon collègue Cadot, il n'y a de temps perdu que pour la descente du premier poste. Quand le premier poste remonte, le deuxième descend en même temps ; quand le deuxième poste remontera, le troisième descendra en même temps : c'est exactement ce qui se passe, car, enfin, à chaque puits, faut-il vous faire savoir qu'il y a deux cages : celle qui, au jour, descend du personnel, et celle qui est au fond qui est pleine ? Ne multipliez pas le tout, puisque la relève se fait dans les conditions que je vous indique, 20 à 25 minutes pour la monte

et la descente, et ne cherchez pas, n'essayez pas de faire croire que c'est cinquante qu'il faut.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Pas du tout, la mine restera vide pendant deux heures. Si ce que vous dites était vrai, j'accepterais de suite, mais vous faites une erreur grave. La mine restera sans travailleurs pendant deux heures.

M. BOUVERI, *vice-président de la Commission des mines*. — Ce n'est pas possible !

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Vous dites : huit heures du jour au jour. Nous l'acceptons, je puis le dire fermement. Mais en réalité vous ne demandez pas cela : l'application de la loi ne conduira pas à huit heures du jour au jour, mais à sept heures vingt. En faisant la remonte et la descente en même temps, vous laissez la mine sans travailleurs pendant deux heures. Comme je sais que vous êtes de bonne foi, je vous demande de regarder à nouveau le problème. Les ouvriers vous demandent huit heures du jour au jour, je l'accepte. Vous voulez une garantie, je l'accepte.

Je me méfie aussi du contrôle, bien qu'il soit sous mes ordres. J'accepte de rechercher avec votre commission de nouveaux moyens de contrôle, s'il le faut. J'accepte huit heures, mais je n'accepte pas sept heures vingt minutes.

M. NARCISSE BOULANGER. — Entendez-vous avec le Ministre !

M. BOUVERI, *vice-président de la Commission des mines*. — Je saisis l'argument de M. le Ministre : ce qu'il veut faire porter sur la relève des postes, ce n'est pas autre chose que le temps de manger un morceau de pain.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Pas du tout ; quand je parle de huit heures du jour au jour, j'y comprends la demi-heure de « briquet » et que, par conséquent, il n'y aura que sept heures et demie de travail effectif, en comprenant dans les sept heures et demie le temps nécessaire à la montée de l'ouvrier et à sa descente. Est-ce clair ?

A gauche. — Par quel système ?

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Par un système extrêmement simple qui est employé ailleurs. Je suis persuadé que, voulant obtenir ce résultat, que nous recherchons ensemble de bonne foi, il est facile de le trouver. (*Très bien ! très bien ! — Interruptions.*)

Voix nombreuses. — Aux voix !

M. BOUVERI, *vice-président de la Commissions des mines*. — Vous nous demandez d'accepter une deuxième délibération. Nous ne l'acceptons pas. Vous

prendrez vos responsabilités. (*Interruptions.*) Contrairement à ce que dit M. le Ministre, il ne peut pas y avoir deux heures d'interruption de travail. S'il y a deux heures d'interruption, c'est parce que les chefs techniques commandant dans les mines ne prendront pas les dispositions nécessaires pour faire venir à pied-d'œuvre les bennes et tout le matériel nécessaire. Nous savons comment ils opèrent : notre opinion demeure comme les procédés dont nous nous plaignons.

Si les techniciens des mines veulent donner aux ouvriers le matériel indispensable, il y aura suffisamment de bennes pleines à remonter au jour pour occuper le personnel de la manœuvrerie et le matériel d'extraction, ainsi que les machines des puits. Elles ne seront jamais arrêtées, soyez-en bien certain. Quand elles le seront, vous ne persisterez sans doute pas à dire que la faute en est à la loi et au personnel, car les causes de ces arrêts journaliers sont nombreuses. Personne ne le désire et les ouvriers en particulier sont heureux quand tout marche bien et qu'ils peuvent, vite et bien, donner la production moyenne possible qu'offrent les dépilages en particulier. Soutenir le contraire serait un non-sens, car ils ne descendent pas à la mine pour s'y amuser, perdre leur temps, ils sont plus fiers que cela. Même pendant que nous mangeons notre pain, ce que dans le Nord on appelle le « briquet », les machines d'extraction ne cessent jamais de monter la matière extraite et de descendre les matériaux. Venez, monsieur le Ministre, sur un puits d'extraction, à grand ou moyen rendement, vous en ferez l'expérience et vous verrez que jamais, ou rarement à cette occasion, il n'y a d'arrêt. C'est de bonne foi, j'en suis certain que vous avez tiré argument de ce que les mineurs « cassaient la croûte ». Vous nous connaissez bien mal, permettez-moi cette réflexion.

Je me souviens de mon passage à la mine, des prix très bas qui nous étaient établis, et des diminutions qui nous étaient imposées à chaque quinzaine.

C'était pour nous et c'est encore plus que jamais une cause de découragement profond, après avoir bien travaillé, produit beaucoup, de voir le prix de tâche subir une diminution. Pour recevoir la quinzaine suivante le même salaire, il fallait, il faut encore travailler plus fort, c'est ce que nous appelons la fabrique de vieillards prématurés. Nous faisions 6 francs, salaire difficile à atteindre dans les mines dont les couches ne sont pas pures, et nous avions à craindre qu'à la quinzaine suivante l'ingénieur de la compagnie vienne dans les chantiers établir les nouveaux prix. Jamais, en effet, il ne parle d'augmentation, toujours c'est la diminution qu'il a à la bouche. Vous comprendrez le profond abattement qui s'empare de l'ouvrier envers lequel il n'y a eu aucune reconnaissance. Pour employer une expression de métier, les indemnités supplémentaires admises en plus du prix de chaque benne extraite sont toutes ou en partie supprimées, il faut alors travailler au tarif admis, et comme, dans les mines, nombreux sont les travaux supplémentaires à l'extraction, ce même ingénieur en paye le moins qu'il peut et c'est l'ouvrier qui doit faire sa journée avec le prix fixé par benne. Comme les frais généraux d'une famille sont toujours les mêmes quand ils ne vont pas en s'accroissant, la manière de faire que je vous indique est surtout la cause d'une production minimum. De grâce, qu'on paye plus largement, qu'on soit moins égoïste envers nous et vous verrez la production faire un bond formidable, et cela au profit de tous.

Veut-on plus longtemps assimiler le mineur à une bête de somme? N'est-il pas suffisant qu'il soit séparé la moitié de sa vie d'une partie du monde?

Je vous répète que le temps de « casser la croûte » ne se compte presque pas, car l'ouvrier de cette corporation a du cœur et est fier de sa mission, laquelle est périlleuse et ingrate, il ne descend pas dans la mine pour flâner. Pendant que l'un casse la croûte dans un chantier, l'autre travaille. Si nous sommes dix ou douze, c'est cinq ou six qui mangent, les cinq ou six autres continuent à travailler, et pendant ce temps le matériel dont vous vous préoccupez travaille et jamais les puits ne sont arrêtés de ce fait, car ce n'est pas un repas que le mineur emporte, c'est un simple morceau de pain.

J'apporte, monsieur le Ministre, sur cette question, un démenti formel à vos affirmations et je demande à la Chambre de voter, de façon définitive, cette proposition de loi. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Simonet.

M. Louis SIMONET. — L'accord paraît s'établir entre la Commission et M. le Ministre. (*Interruptions.*)

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Non.

M. Louis SIMONET. — Puisque l'accord n'est pas établi, je maintiens ma demande de scrutin.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. François Lefebvre.

M. François LEFEBVRE. — Je ne comprends pas du tout ce malentendu.

M. Marius VALETTE. — Il y a plus d'un mois que le Gouvernement est saisi de cette proposition. Il semble en retarder à dessein la discussion.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Je demande la parole.

M. François LEFEBVRE. — Ce que demandent les ouvriers mineurs, c'est une loi de huit heures qui soit réellement une loi de huit heures.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Très bien!

M. François LEFEBVRE. — Récemment, le Parlement a doté tous les ouvriers de l'industrie d'une loi de huit heures. Lorsque ces ouvriers des usines, des manufactures entrent dans leur établissement, ont franchi les grilles, les huit heures comptent. Les mineurs veulent que lorsqu'ils sont entrés sur le carreau de la mine, lorsqu'ils sont passés à la lampisterie, qui est un moyen de contrôle, pour enlever leur lampe, jusqu'au moment où ils la remettent, ces huit heures ne deviennent pas huit heures et demie. Il y a un moyen bien simple de réaliser ce désir, c'est de dire qu'à partir du moment où l'ou-

vrier prendra sa lampe jusqu'au moment où il la remettra, il doit s'écouler huit heures ni plus ni moins.

M. LOUIS SIMONET. — Alors vous êtes d'accord avec le Ministre.

M. FRANÇOIS LEFEBVRE. — Si, au contraire, nous acceptons que les huit heures comptent du dernier descendu au dernier remonté, il y aura huit heures et demie. Nous en avons eu des preuves. En 1913 déjà, le Parlement avait donné une loi de huit heures aux mineurs, mais il était entendu que le temps de descente et de remontée n'était pas compris dans les heures. Or, les syndicats devaient se mettre d'accord avec les compagnies pour établir les consignes. Savez-vous ce qu'ont fait les compagnies?

Elles ont dit à leurs mécaniciens : vous allez, pendant qu'on va contrôler le temps de la durée de la descente pour l'établissement des consignes, marcher le plus lentement possible et, au lieu de mettre vingt-cinq minutes pour descendre tout le personnel, intentionnellement on mettait quarante-cinq minutes.

C'est précisément ce que ne veulent plus les mineurs. Aujourd'hui, ils veulent la loi de huit heures. Et nos amis vous ont déjà amplement démontré qu'il était facile de maintenir la production à son chiffre actuel.

Je vous rappelle également que, dans le courant de l'année 1917, je suis allé, avec mon excellent ami M. Bouveri, faire une enquête dans le bassin de la Loire. Devant le contrôleur des mines lui-même, les ouvriers ont déclaré qu'ils étaient obligés de travailler nus comme des vers. Pensez-vous que quand des ouvriers se trouvent dans une atmosphère irrespirable, obligés de travailler dans des conditions d'hygiène comme celle-là, ils peuvent fournir leur plein rendement? (*Très bien! très bien!*)

Nous prétendons, nous qui avons assez d'expérience de la mine, que cela ne doit pas être laissé à la merci du bon vouloir des compagnies. De telles conditions de travail sont intolérables, dans l'intérêt même de la production nationale. Si le Gouvernement veut y tenir la main, le pays peut avoir tout le combustible dont il aura besoin. Mais il ne faut pas chercher à biaiser. Il faut reconnaître que les ouvriers nous ont fait confiance pendant tout le temps que nous leur avons demandé un effort supplémentaire; aujourd'hui, il faut leur donner ce qu'ils demandent et qui n'est nullement exagéré. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Josse.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL JOSSE. — M. le Ministre nous donne absolument satisfaction (*Dénégations à l'extrême gauche*), puisqu'il dit : « Nous acceptons que les ouvriers mineurs ne fassent désormais que huit heures de travail ». Si vous n'êtes pas d'accord avec lui, c'est que, par un moyen détourné, vous cherchez à obtenir maintenant la journée de sept heures et demie et non celle de huit heures.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Président de la Commission.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — La Commission comprend très bien la portée de la transaction offerte par M. le Ministre de la Reconstitution industrielle. Elle ne nous paraît pas possible.

Je vous le répète, quelle garantie aurons-nous? M. le Ministre reconnaît lui-même que le contrôle est insuffisant et inefficace.

Le texte que nous proposons à la Chambre nous permet au contraire de dire que jamais un mineur ne fera plus de huit heures. M. le Ministre nous répète : « Pour avoir, avec le texte du Gouvernement, le même résultat, nous édicterons des consignes. Ces consignes seront respectées ou ne le seront pas ». Laissez-moi vous dire que c'est la dernière hypothèse qui est la vraie et que, malgré les consignes, le mineur fera plus de huit heures. Avec le texte qu'elle a adopté, la Commission des mines a la certitude que le mineur ne fera pas plus de huit heures. C'est le résultat qu'il est nécessaire d'atteindre et c'est celui qu'elle désire.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Comment le fonctionnement de la loi telle que vous la présentez aujourd'hui pourrait-il assurer aux ouvriers mineurs les huit heures de travail dont vous parlez, sans consigne? Il faudra toujours des vérifications, que ce soit avec votre texte ou avec celui que je vous suggère. Il faut un contrôle. Mais, je l'ai dit tout à l'heure, j'accepte très volontiers que la Commission apporte à la Chambre un texte prévoyant même des Commissions mixtes de contrôle. Puisque vous vous plaignez que les lois précédentes n'avaient pas réussi, nous devons donner aux ouvriers mineurs les apaisements complets qu'ils désirent à juste titre et, véritablement, nous avons l'air ici un peu odieux en paraissant refuser aux ouvriers ce que nous avons été les premiers à proposer en leur faveur. (*Très bien! très bien!*) Je dois insister sur ce point. La Chambre est certainement unanime à vouloir donner aux ouvriers mineurs les huit heures de travail : c'est ce que nous voulons tous faire. Vous pouvez apporter un texte clair et simple qui donnera toutes les garanties qu'à juste titre, je le répète, les mineurs désirent. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — La Chambre est saisie d'une demande tendant à ce qu'il soit procédé à une seconde délibération.

Cette demande est appuyée par le Gouvernement et repoussée par la Commission.

Je la mets aux voix.

Il y a une demande de scrutin signée de MM. Barabant, Lissac, Berthon, Deguise, Jean Bon, Bouveri, Jobert, Paul Constans, Delory, Inghels, Vigne, Valière, Sembat, Ellen Prévôt, Vincent Auriol, Ernest Lafont, Mistral, Voillot, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les Secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants	484
Majorité absolue.....	243
Pour l'adoption.....	351
Contre.....	133

La Chambre des Députés a adopté.

Avant de mettre aux voix l'ensemble, je dois faire connaître à la Chambre que la Commission propose de rédiger comme suit le titre de cette proposition de loi :

Proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines.

Il n'y a pas d'opposition. . .

Le titre de la proposition de loi demeure ainsi rédigé.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(L'ensemble de la proposition de loi, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Président de la Commission.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Je demande à la Chambre de fixer à demain matin la deuxième délibération de la proposition de loi qu'elle vient d'adopter.

La Commission se propose d'entendre, cet après-midi, M. le Ministre de la Reconstitution industrielle et M. le Ministre du Travail et, demain matin, elle vous fera part du résultat de ses délibérations.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

M. COLLIARD, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. — Je tiens à m'excuser auprès de la Chambre de n'avoir pu assister à la discussion qui a eu lieu ce matin. Obligé de quitter Paris pour me rendre auprès d'une personne de ma famille qui était malade, j'ai dû faire un assez long voyage et passer deux nuits en chemin de fer; le train, en outre, a eu cinq heures de retard.

Le Gouvernement est d'accord avec la Commission pour demander à la Chambre de fixer à demain la deuxième délibération de la proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines. (*Très bien! très bien!*)

Il n'y a pas d'opposition au renvoi à demain matin de la deuxième délibération de la proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines? . . .

Il en est ainsi ordonné.

La Commission des mines présentera un nouveau rapport au début de la séance de demain matin.

PREMIÈRE SÉANCE DU 11 JUIN 1919.

DEUXIÈME DÉLIBÉRATION SUR LA PROPOSITION DE LOI RELATIVE À LA DURÉE DU TRAVAIL DANS LES MINES.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur la proposition de loi de M. Durafour et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 9, 9 a, 9 b, 10, 11, 12 et 164 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, relatifs à la durée du travail dans les mines.

Avant d'ouvrir le débat, je dois donner la parole à M. le Rapporteur pour donner connaissance à la Chambre du rapport de la Commission.

M. NARCISSE BOULANGER. — Je veux dire à la Chambre, j'en ai déjà fait part à M. le Président de la Commission des mines avant l'ouverture de cette séance, combien je regrette de n'avoir pas été prévenu hier du moment où la Commission devait se réunir — plusieurs de mes collègues sont dans le même cas — car je considérerais de mon devoir d'assister à cette réunion.

M. BARTHE. — La réunion a été annoncée hier soir.

M. LÉON PERRIER, *Président de la Commission des mines*. — La séance de la Chambre consacrée à l'examen du projet de loi sur l'application de la journée de huit heures dans les mines a été terminée à midi. Aussitôt nous avons fixé la réunion de la Commission à dix-huit heures. Nous avons fait en sorte de prévenir le plus grand nombre de collègues possible, car des convocations, soit postales, soit télégraphiques, n'auraient pu les toucher.

Nous ne pouvions faire autrement qu'avertir dans les couloirs nos collègues qui font partie de la Commission des mines. Nous l'avons fait dans la mesure du possible.

J'ajoute du reste qu'à la fin de la séance publique d'hier matin j'ai annoncé que la Commission se réunirait le même soir à six heures. Je regrette de n'avoir pu faire mieux. La Chambre comprendra qu'il était impossible de faire plus. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. Drivet, *Rapporteur de la Commission des mines*. — Hier, à la suite du vote d'ajournement émis par la Chambre, la Commission des mines s'est réunie pour examiner la proposition faite au cours de la séance par M. le Ministre de la Reconstitution industrielle. M. le Ministre, en effet, a fait remarquer que l'application brutale de la formule inscrite dans le texte de loi proposé par M. Durafour pouvait entraîner à un moment donné dans les mines, en supposant qu'elles fonctionnent à trois postes pleins, une période de deux heures pendant laquelle il n'y aurait personne dans la mine. Hier, en défendant le texte de M. Durafour, nous avions la certitude, et nous étions de très bonne foi, que le principe même fixé dans ce projet, c'est-à-dire la journée de huit heures dans les mines, recevrait sa pleine application.

L'examen du graphique qui nous a été présenté par M. le Ministre a fait apparaître qu'en faisant fonctionner le système, la période de huit heures n'est pas accomplie complètement et dans toutes les circonstances par les travailleurs du fond.

Je reconnais, en effet, qu'il était difficile, par une simple explication, de se rendre compte des conditions dans lesquelles le système pouvait fonctionner. J'entends encore nos collègues MM. Bouveri et Cadot expliquer qu'il y avait une impossibilité absolue à ce que les trois postes de huit heures ne fonctionnent pas d'une façon normale en appliquant le texte du projet que nous défendions devant la Chambre.

Il m'a bien fallu me rendre à l'évidence. Hier soir, après avoir quitté la Commission, je n'étais pas encore convaincu qu'il n'y eût pas possibilité de faire fonctionner la formule du projet de M. Durafour en lui faisant donner son plein rendement, c'est-à-dire les huit heures. Après avoir mûrement examiné la question, je me suis convaincu que les affirmations de M. le Ministre se trouvent vérifiées dans une certaine mesure. Toutefois, les mines resteraient sans personnel non pas deux heures, mais seulement une heure. Je reconnais qu'il y a là quelque chose de fâcheux, si l'on s'attache exclusivement à la théorie des huit heures de travail pour tous les travailleurs de la mine.

M. CADOT. — Pendant une heure, dites-vous, mais à quel moment? Dans la nuit?

M. LE RAPPORTEUR. — Dans la nuit. A quatre heures et demie du matin, on commence la remonte du troisième poste. A cinq heures, la remonte est terminée, mais on n'a pas encore pu descendre le premier poste de la deuxième journée. Cette constatation ne nous arrêterait pas s'il s'agissait simplement d'aménager la loi pour dire que dorénavant dans les mines on travaillera de telle à telle heure et dans telles ou telles conditions, car nous pourrions parfaitement maintenir le texte que nous avons défendu hier.

Mais on dit tout au long dans la loi qu'on veut appliquer la journée de huit heures en toute loyauté. Si l'on veut appliquer le système imaginé par M. Durafour, il faut bien reconnaître qu'on ne fera que sept heures vingt de travail dans une mine, sept heures et demie dans une autre, sept heures trois quarts dans une troisième, et qu'on ne fera huit heures que dans les mines dont

l'accès est plus facile. C'est dire qu'il n'y a pas égalité absolue de régime entre tous les mineurs travaillant au fond.

M. Lucien DUMONT. — C'est une chose importante qu'on ne devrait pas discuter. C'est sept heures et demie ou huit heures.

M. BARTHE. — L'état du matériel a aussi son influence sur la durée des remontes.

M. LE RAPPORTEUR. — Il est évident qu'il faut tenir compte du fait que les mines ne sont pas toutes aménagées de la même façon. Il faudrait un matériel permettant une montée et une descente plus rapides, et un meilleur aménagement dans l'intérieur qui permettrait de mieux employer le temps du personnel.

M. BARTHE. — C'est par la transformation du matériel que l'on y arrivera.

M. LOUCHEUR, *Ministre de la Reconstitution industrielle*. — Dans tous les cas, on ne peut compter que sept heures et demie.

M. LE RAPPORTEUR. — Oui, en moyenne, il faut compter, avec le projet Durafour, sept heures et demie de travail.

En tout cas, la Commission qui a défendu hier le texte qu'elle persiste à trouver praticable a dû céder aux arguments présentés devant la Chambre, et hier soir devant elle.

Convaincue aussi qu'il est urgent d'aboutir, elle a cherché un texte qui puisse, tout en maintenant l'application intégrale des huit heures, établir l'égalité de durée de travail entre tous les ouvriers de la mine, et tenir compte des approvisionnements en charbon indispensables avant l'hiver.

La Commission a décidé après examen et à la majorité d'une voix...

M. Marius VALETTE. — D'une demi-voix.

M. GONIAUX. — Nous étions dix. Certains de nos collègues ne se plaignent-ils pas de ne pas avoir été convoqués?

M. LE RAPPORTEUR. — ...de modifier le texte de la proposition de loi ainsi que je le ferai connaître.

Le texte que nous présentons contient des avantages certains; peut-être même offre-t-il plus de facilités dans son fonctionnement pour assurer le contrôle et la surveillance de l'application de la loi.

Hier matin, la Chambre qui avait voté les articles du projet n'a pu, au moment du vote sur l'ensemble et après les explications de M. le Ministre, se prononcer en pleine connaissance sur les formules qui s'opposaient au dernier moment; des doutes subsistaient sur les conditions dans lesquelles fonctionnerait la loi et surtout sur la durée exacte de la journée de travail.

Aujourd'hui la Chambre est à même de prendre ses responsabilités en

pleine lumière. Je me réserve de donner dans un moment des explications complémentaires, s'il y a lieu, sur les avantages que la loi comporte en faveur de l'intéressante corporation pour laquelle nous délibérons.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Valette.

M. Marius VALETTE. — J'ai déposé, d'accord avec mes collègues, MM. Bouveri, Cabrol et Barthe, un amendement qui a pour but de reprendre l'article 10 du projet primitif de la Commission, voté hier matin. C'est cet amendement que je viens défendre.

Messieurs, c'est le moment pour chacun ici de prendre ses responsabilités dans le vote de cette loi.

Hier, lorsque l'article 10 est venu en discussion, j'ai indiqué qu'il reflétait, d'une façon très précise, les desiderata de la fédération nationale des travailleurs du sous-sol.

Je vois M. le Ministre de la Reconstitution industrielle me faire un geste de dénégation.

Monsieur le Ministre, votre dénégation va recevoir une réponse dans la lettre que voici.

J'ai reçu, en effet, de M. Durafour communication d'une lettre, qui lui a été adressée par M. Bartuel, secrétaire de la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol. M. Durafour me demande d'en faire état, le cas échéant, pour défendre intégralement le texte de son projet. Voici cette lettre :

« Cher citoyen Durafour, j'ai l'honneur de vous confirmer, au nom du bureau fédéral, que le vote du congrès est très catégorique.

« Il demande le vote du projet de loi que vous avez déposé, concernant l'application des huit heures, dans les mines et ardoisières, pour le 12 courant dernier délai (vote acquis de la Chambre et du Sénat à cette date) et sa promulgation immédiate, pour application des huit heures, le 19 juin 1919, dernier délai. Faute de quoi, c'est la grève, le 16 juin 1919, qui a été décidée par le congrès.

« Le congrès, en adoptant votre projet, s'est prononcé pour la suppression de toutes les dérogations, tout en ne faisant pas obstacle irréductible au maintien de la partie du paragraphe de l'article 12 qui a exclusivement trait aux dérogations pour motif de défense nationale et il ne vise que le cas éventuel d'une guerre future, mais rien de ce qui peut découler de la guerre qui vient de se dérouler et qu'il considère comme terminée.

« Je vous confirme également que tout ce qui a pu être envisagé dans la discussion avec le comité central des houillères ne saurait avoir aucune raison d'exister, car cela faisait partie d'un ensemble qui n'a pu être réalisé.

« Donc la formule dont le Gouvernement et les compagnies peuvent se réclamer n'existe plus par le fait que le contrat, tout de concessions réciproques, n'a pu être établi. Il ne saurait plus être question de faire état des discussions qui ont pu avoir lieu sur ce sujet et le Gouvernement jouerait là un rôle dangereux.

« C'est donc votre projet dans son intégralité que le congrès a accepté, et pas autre chose.

« La formule qui s'y trouve contenue pour le comptage des huit heures est d'ailleurs celle de tous nos congrès antérieurs.

Il ne dépendait que des exploitants, s'ils voulaient bénéficier de la formule de conciliation qui pouvait nous mettre d'accord, de ne pas être intransigeants par la suite et de céder à leur tour sur ce que nous leur demandions qu'ils ont refusé et qui nous a séparés.

« Nous reprenons donc notre formule première qui est celle de votre projet, parce que n'en ayant jamais accepté d'autres, les conditions qui auraient pu nous en faire accepter un autre n'ayant pas été accordées et le contrat n'ayant pas été établi.

« Nous sommes d'accord avec vous pour l'addition que vous proposez concernant les ouvriers et employés en dehors des exploitations pour le compte d'icelles.

« Bien amicalement, etc.

« BARTUEL, *Secrétaire.* »

La lettre de M. Bartuel, Secrétaire de la Fédération nationale des Travailleurs du sous-sol, est formelle.

Il a adressé semblable lettre au Président de la Commission des mines.

Hier, dans l'après-midi, M. le Ministre du Travail a reçu la visite du bureau de la Fédération nationale des Travailleurs du sous-sol, qui lui a confirmé ce que je vous ai lu. J'ai été très surpris, hier soir, lorsque nous nous sommes réunis à six heures et demie, à la Commission des mines, que M. le Ministre du Travail ne fasse pas allusion à cette audition.

Comme conclusion, la Chambre se trouve en présence d'une situation très nette. Ici je parle comme représentant d'une région minière avec laquelle j'ai le devoir de me tenir en contact.

Je considère accomplir mon devoir en vous apportant cette déclaration à savoir que, si le texte intégral dont nous demandons la reprise, MM. Cabrol, Bouveri, Barthe et moi, n'est pas voté par la Chambre, vous êtes prévenus, vous savez à quoi vous en tenir. Ce n'est pas une menace que je vous apporte ici, c'est une déclaration que je vous renouvelle. La Fédération nationale des Travailleurs du sous-sol, qui a tenu son congrès à Marseille, déclare, dans la lettre de son Secrétaire à M. Durafour, qu'automatiquement, le 16 juin, c'est la grève générale dans les exploitations minières.

Voilà ce que j'avais le devoir de dire à la Chambre. (*Mouvements divers.*) Je comprends l'émotion de certains de nos collègues...

M. LOUIS SIMONET. — C'est inacceptable.

M. DE GAILHARD-BANCEL. — C'est un État dans l'État!

M. MARIUS VALETTE. — ... je comprends l'émotion de certains de nos collègues, mais quelle que soit cette émotion, je remplirai mon devoir jus-

qu'au bout, en mettant la Chambre en garde contre le péril d'un conflit très grave. (*Exclamations au centre et à droite.*)

M. DE GAILHARD-BANCEL. — Alors, nous n'avons plus qu'à nous en aller si nous ne pouvons plus discuter librement.

M. Marius VALETTE. — Je répète que j'ai le droit de mettre en garde toute la Chambre contre un péril certain. Ce n'est pas moi qui vais déclencher la grève.

M. Louis SIMONET. — Ce sont vos paroles qui la déclencheront.

M. Marius VALETTE. — Je ne fais pas comme l'autruche : je ne ferme pas les yeux, je les ouvre à la réalité.

M. Narcisse BOULANGER. — Nous ne nous laisserons pas intimider, mon cher collègue ; ce sont des excitations de tous les jours contre lesquelles nous réagirons de toute notre énergie.

M. Marius VALETTE. — Il y a, de votre part, une obstination que je déplore.

M. DE GAILHARD-BANCEL. — Nous déplorons la vôtre.

M. Marius VALETTE. — Permettez-moi de vous dire que l'obstination que j'apporte ici a pour unique préoccupation de dire simplement la vérité objective.

M. Narcisse BOULANGER. — Notre préoccupation, c'est de voir la paix signée le plus tôt possible et l'ordre assuré.

M. Marius VALETTE. — Soyez tranquilles, vous aurez tout à l'heure l'occasion de vous prononcer librement...

M. DE GAILHARD-BANCEL. — Nous l'espérons bien.

M. Marius VALETTE. — ... car nous avons déposé une demande de scrutin public. Nous prendrons tous nos responsabilités.

J'entends simplement dire à la Chambre que je n'apporte ici que l'expression des décisions d'un congrès, que la déclaration que je lui apporte a été faite verbalement hier après-midi par les délégués de la Fédération nationale à M. le Ministre du Travail, comme elle a été faite par lettre à M. Durafour, auteur du projet, et à M. le Président de la Commission des mines. Vous dites que c'est une menace, et que je me fais le complice de cette menace. Non ! j'accomplis simplement ici mon devoir, celui de vous prévenir que le conflit éclatera automatiquement le 16 juin si le texte intégral de la proposition Durafour n'est pas voté. (*Exclamations à droite et au centre.*)

M. PLICHON. — C'est du chantage!

M. Marius VALETTE. — C'est peut-être épouvantable à vos yeux. . .

M. PLICHON. — Non, je dis que c'est du chantage.

M. Marius VALETTE. — Mais vous n'avez pas, cependant, la prétention d'imposer vos volontés à la corporation minière et à toute la classe ouvrière.

M. DE GAILHARD-BANCEL. — Il n'y a plus d'intérêt général; il n'y a plus que des intérêts particuliers.

M. Marius VALETTE. — Je vous fait part des décisions du congrès qui méritent d'être retenues. Ce ne sont tout de même pas les ingénieurs qui extrairont du charbon. (*Bruit.*)

M. Narcisse BOULANGER. — C'est vous qui faites du chantage tous les jours! (*Exclamations à l'extrême gauche.*)

M. Marius VALETTE. — Messieurs, je précise encore une fois ce que je viens de lire et de relire et qui n'est, je le répète, que l'expression de la vérité et des faits.

Quand on viendra m'apporter un document écrit me prouvant que la Fédération nationale de travailleurs du sous-sol...

M. Narcisse BOULANGER. — Il n'y a pas qu'elle. . .

M. Marius VALETTE. — ... c'est possible, je parle ici en reflétant l'opinion de la fédération nationale des travailleurs du sous-sol — quand on m'apportera, dis-je, un document écrit me prouvant que cette fédération est revenue sur la décision du congrès de Marseille, je m'inclinerai à mon tour. Jusque-là, je n'ai pas le droit de garder le silence sur cette décision. J'ai le devoir d'envisager la situation avec tout le péril qu'elle comporte et contre lequel je vous mets en garde.

Hier matin, vous avez voté un texte qui donnait entière satisfaction à la Fédération nationale. C'est ce texte dont nous vous demandons la reprise. Ce texte disait — c'est sur ce point que nous différons — que le comptage des heures s'opérera du premier rentrant au dernier sortant. Toute la divergence, disons-le franchement, porte sur une question d'une demi-heure.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est exact.

M. Marius VALETTE. — Il est exact que les huit heures se comptaient dans le projet Durafour depuis le premier rentrant jusqu'au dernier sortant.

Il y a incontestablement 40 à 50 p. 100 des ouvriers mineurs qui n'ac-

compliraient que sept heures et quart à sept heures et demie de travail au lieu de huit heures.

M. LOUCHEUR, *Ministre de la Reconstitution industrielle*. — C'est ce que j'ai dit hier.

M. Marius VALETTE. — Nous l'avons souligné hier matin.

Je vous ai signalé que lorsque la loi est venue en discussion au sujet de l'application de la loi de huit heures à toutes les corporations, les mineurs avaient fait entendre un avertissement. Ils vous ont dit : 90 p. 100 des ouvriers du fond bénéficient de la loi de huit heures depuis 1913. Ils vous ont fait remarquer que si vous appliquiez d'une manière générale la loi de huit heures à toutes les corporations, vous ne pouviez pas trouver excessif que le régime exceptionnel dont ils jouissaient soit continué en raison des conditions spéciales de leur travail.

Il y a un intérêt majeur à continuer ce régime exceptionnel à la corporation minière.

Croyez-vous que vous puissiez retenir dans les mines, à égalité de durée de travail avec les autres professions, les bras nécessaires pour maintenir votre production au niveau que demande l'intérêt national ? Ce sera impossible.

Le seul moyen d'empêcher cette désertion serait l'augmentation des salaires dans une telle proportion qu'on aille à la mine par l'appât du gain. Mais vous vous heurtez là à une difficulté : les compagnies ne veulent pas élever les salaires à un taux suffisant. Vous savez fort bien qu'il y a une limite à la différence entre les salaires des professions à l'air libre et ceux du travail à l'intérieur de la terre.

Vous verrez votre main-d'œuvre minière désertir peu à peu la mine, parce que vous ne lui aurez pas conservé le bénéfice de sa situation antérieure au vote de la loi générale sur les huit heures.

Voilà pourquoi nous demandions à la Chambre, hier matin, et nous lui demandons encore aujourd'hui, de voter intégralement la proposition Durafour.

Nous sommes, en cela, d'accord avec les organisations ouvrières, comme l'indique le secrétaire de la Fédération nationale. Nous savons que c'est en réalité la journée de sept heures trois quarts pour la majorité des ouvriers et la journée de sept heures et demie pour le reste que la proposition Durafour établit ; mais nous estimons nécessaire cette légère diminution pour donner satisfaction à la corporation minière.

Aujourd'hui, vous arrivez avec un nouveau texte, à la suite de l'intervention de M. le Ministre de la Reconstitution industrielle. Vous reprenez aux ouvriers le quart d'heure ou la demi-heure que vous leur aviez accordés hier matin.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Ce n'est pas le cas. Vous ne pouvez pas dire cela. (*Exclamations à l'extrême gauche.*)

M. Marius VALETTE. — Hier matin, vous avez reconnu vous-même qu'il y

avait une différence d'une demi-heure et que la journée était, en réalité, de sept heures et demie.

Par votre système, vous obligerez l'ouvrier à accomplir individuellement la journée de huit heures, calculée du moment où il prend sa lampe jusqu'au moment où il la rend.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Avec ce système, le patron sera obligé aussi de ne faire faire que huit heures. Il ne faut pas oublier de le dire.

M. Marius VALETTE. — C'est entendu. Mais avec votre nouvelle disposition vous reprenez un quart d'heure ou une demi-heure de repos à l'ensemble de la corporation, après votre vote d'hier matin.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Il faut bien s'entendre. Nous n'avons jamais été saisis par les mineurs d'une demande de la journée de sept heures et demie...

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Il n'en a jamais été question.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — ...et toute la difficulté a consisté dans la recherche d'une formule qui fasse faire à l'ouvrier huit heures de travail et rien de plus. Il fallait faire disparaître les tolérances qui permettaient aux compagnies de faire travailler les ouvriers huit heures et demie et plus.

A l'heure actuelle, la Commission estime être arrivée à une formule qui empêchera les exploitants de retenir les ouvriers plus de huit heures dans la mine. Elle a donc satisfait à tous les desiderata. (*Interruptions.*)

M. Marius VALETTE. — Je trouve singulier que la Commission des mines, qui a eu le loisir d'examiner toutes les modalités et les répercussions en ce qui concerne la façon de compter les heures, les demi-heures ou les minutes de présence à la mine, s'avise seulement aujourd'hui que le texte que l'on a donné ne comportait pas exactement la journée de huit heures. Moi je ne m'y suis pas trompé; je savais fort bien qu'avec le texte tel qu'il était indiqué par les organisations ouvrières et par M. Durafour dans son texte qui en est la reproduction, il n'était pas possible de faire plus de huit heures, tandis qu'avec le texte qui a été l'objet de l'accord non ratifié entre les mineurs du Pas-de-Calais et le Gouvernement lorsqu'on disait « depuis le dernier rentrant jusqu'au dernier sortant » on laissait la possibilité à l'exploitant de faire faire plus de huit heures.

Voilà pourquoi la formule qui a été l'objet de l'accord avec les mineurs du Pas-de-Calais vaut évidemment moins que celle que vous nous apportez aujourd'hui.

Un membre à gauche. — Cet accord avait été accepté par la Fédération.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Avec une adjonction que la Commission des mines a introduite dans le texte. Le texte que propose la Commission à la Chambre se sépare de l'accord de la Fédération du Pas-de-Calais et de la Fédération du sous-sol intervenu à un moment donné avec les patrons.

M. Marius VALETTE. — Je reconnais avec vous que le texte que la Commission apporte aujourd'hui est plus limitatif pour chaque ouvrier en ce qui concerne la journée de huit heures que le texte de l'accord intervenu entre les mineurs du Pas-de-Calais et les exploitants des houillères.

M. GONIAUX. — Il faudrait préciser. Il ne s'agit pas d'un accord intervenu entre les mineurs du Pas-de-Calais et le comité des houillères. La formule vient justement d'un accord préparé par la Fédération des travailleurs du sous-sol avec ledit comité des houillères et cet accord ne fut pas signé à cause de la défection du comité des houillères qui voulait laisser la porte ouverte aux dérogations.

Les délégués des syndicats des ouvriers mineurs du Nord et du Pas-de-Calais se sont trouvés dans leurs négociations devant ce fait que personne ne peut nier.

Il a été d'ailleurs bien entendu que nous acceptions cette formule jusqu'au vote de la loi et nous avons fait préciser qu'il s'agissait de huit heures de jour au jour, ce que les ouvriers ont toujours réclamé.

Cette mise au point n'infirmé en rien l'unité de vue des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, avec leurs camarades des houillères du centre et du midi de la France.

M. Marius VALETTE. — Ce que dit M. Goniaux n'infirmé en rien ce que j'ai dit moi-même. J'ai donné lecture de la lettre du secrétaire de la Fédération nationale, déclarant : « Cela faisait partie d'un bloc de revendications réciproques. Ce bloc ayant été rompu nous reprenons notre liberté d'action et nous demandons l'application intégrale de la loi ».

Telle est la situation. En votant hier le texte de la proposition Durafour, vous aviez accordé à la population minière une satisfaction supérieure à celle que vous lui donnez aujourd'hui. Cela, vous ne pouvez pas le nier. Vous reprenez un quart d'heure ou une demi-heure aux ouvriers en les obligeant à travailler exactement huit heures.

Vous êtes en présence de deux périls : d'abord, la diminution de votre main-d'œuvre ; ensuite la cessation du travail à la date du 16 juin.

M. le Ministre, hier, disait à la Chambre pour l'impressionner : « Il y aura un trou de deux heures ».

M. le Ministre de la Reconstitution industrielle établissant la répercussion du comptage des heures tel qu'il était prévu dans le projet primitif de la Commission, nous a dit : « Cela représente 40 minutes par poste. En multipliant par 3, cela fait 120 minutes, donc un trou, une interruption de deux heures ».

Lorsque, à la Commission, vous êtes entré en discussion avec M. Bouveri,

je vous ai dit : « Monsieur le Ministre, théoriquement, d'après le système de la Commission, il y aura, en effet, un trou de deux heures pendant lesquelles les chantiers ne travailleront pas. Mais actuellement, dans la plupart des mines, il y a un trou de quinze heures pour celles qui n'ont qu'un poste et un trou de six heures pour celles qui ont deux postes.

Ainsi, dans la plupart des exploitations, vous avez actuellement une interruption de travail dans les chantiers de quinze heures ou de six heures.

Vous me répondez qu'avec notre proposition, quand nous aurons généralisé les trois postes, nous aurons une interruption de deux heures. Reste à comparer le système actuel avec celui que vous annoncez et je n'aurai pas de peine à établir qu'avec le système actuel la totalisation de vos interruptions de travail est de beaucoup supérieure à ce qu'elle sera avec l'application des trois postes, même avec l'interruption de deux heures.

Je précise pour certains de nos collègues insuffisamment renseignés.

Dans la plupart des mines, l'entrée et la sortie se font par le moyen de deux ascenseurs conjugués ; l'un descend pendant que l'autre remonte. Ce qui fait que, lorsque le premier poste descend, le troisième poste remonte. Lorsque le deuxième poste descend, le premier poste remonte. Il n'y a donc pas d'interruption en ce qui concerne l'entrée et la sortie de la mine. La seule interruption qu'il y ait est sur le chantier même de la mine.

Mais il s'agit de savoir si vous allez innover un système qui consister à dire : Il faut que le travail sur le chantier de la mine ne souffre pas d'interruption, même d'un quart d'heure.

Cela est matériellement impossible, comme l'a démontré M. Bouveri. Il y a des interruptions forcées dans les chantiers.

L'essentiel, c'est de réduire au minimum ces interruptions.

Je dis à M. le Ministre : « C'est entendu, avec ce système, c'est une interruption de deux heures, avec l'application générale des trois postes. Comment fait-on, alors, en Angleterre pour la journée de sept heures ? »

M. le Ministre répond : « En Angleterre, on envisage quatre postes ».

Je ne demande pas qu'on établisse quatre postes. Je dis qu'avec les postes tels qu'ils sont possibles avec le texte adopté hier matin, l'interruption de deux heures, avec la généralisation des trois postes, n'entraîne pas la diminution de production dont M. le Ministre a parlé hier et qui a impressionné la Chambre. Car, il faut bien le dire, c'est cet argument que M. Loucheur a apporté hier matin qui a fait voter le passage à une seconde délibération et qui a également impressionné nos collègues de la Commission des mines, qui se sont ralliés à son texte.

Je demande donc à la Chambre de voter à nouveau le texte qu'elle a adopté hier matin.

Si elle ne le vote pas, j'ai indiqué le péril. J'ai pris la responsabilité d'informer impartialement la Chambre. La Chambre prendra les siennes.

C'est tout ce que j'avais à dire et c'est pour fixer ces responsabilités que, reprenant le texte de l'article 10, nous déposons, mes amis et moi, une demande de scrutin public. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle.

M. LOUCHEUR, *Ministre de la Reconstitution industrielle*. — Messieurs, en exposant hier la question, j'avais indiqué qu'il s'était certainement produit un malentendu et que la Commission, en vous apportant son texte, croyait réaliser purement et simplement la journée de huit heures pour tous les ouvriers mineurs également.

M. LE RAPPORTEUR. — Elle prenait des garanties.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — La Commission a pu se convaincre que les affirmations que j'avais apportées à cette tribune étaient rigoureusement exactes, qu'il y aurait dans la production le trou que j'avais indiqué. Mais je voudrais répondre en quelques mots aux arguments de M. Valette.

Il dit que la Fédération du sous-sol a décidé de demander, d'exiger au besoin, par une grève — ce sont ses termes mêmes — le vote de la proposition de loi de M. Durafour.

Il est possible que la Fédération du sous-sol ait écrit cela hier, mais je dois dire à la Chambre, de la façon la plus nette, que la fédération a dit exactement le contraire, il y a quinze jours. Voyons même ce qu'elle a dit à son congrès de Marseille.

Il y a quinze jours, la Fédération du sous-sol a préparé un accord avec le comité des houillères de France. Dans cet accord il était dit que la journée de huit heures s'appliquerait du premier descendant au premier remontant ou du dernier descendant au dernier remontant. Le point sur lequel les négociations ont échoué est celui des dérogations. Il était prévu que seraient maintenues des dérogations jusqu'au 1^{er} octobre 1919 ; mais sur la durée du travail l'accord était complet. (*Très bien ! très bien !*)

Je suis persuadé qu'en expliquant comme je désire le faire ici non seulement à tous les députés, mais au pays, comment se présente la question, les ouvriers mineurs, mieux éclairés, m'écouteront.

Que demandent-ils en effet ? C'est au congrès de Marseille, moi aussi, monsieur Valette, que je demanderai la réponse.

M. MARIUS VALETTE. — J'ai la lettre du secrétaire !

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Voici le texte de la décision du congrès :

« Déclare que dans le cas où cette loi ne serait pas votée le 12 juin, la corporation des mineurs cessera le travail le 16 juin et mènera la bataille jusqu'à pleine satisfaction concernant :

« 1^o L'application intégrale et immédiate de la journée de huit heures dans les mines, descente, remonte et repos compris ;

« 2° La suppression des dérogations prévues aux articles 9 a, 12 a et 12 b de la loi du 31 décembre 1913 ».

Voilà donc comment se pose le problème.

Le résolvez-vous ici en votant le texte que vous présente la Commission ? Parfaitement. Il a toujours été dans les intentions formelles du Gouvernement de donner la journée de huit heures dans les conditions demandées et précisées par les mineurs et que je viens de rappeler.

M. BOUVIER. — Je demande la parole.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Quelle est donc la surenchère qu'on veut faire maintenant ?

Sous couvert de la journée de huit heures il vous a été soumis un texte que, discutant à cette tribune hier, on présentait comme donnant la journée de huit heures alors que hier soir, à la Commission des mines, on a dû reconnaître qu'il s'agissait en réalité de sept heures vingt à sept heures trente minutes.

Encore ce que M. Valette a oublié de vous dire, c'est que dans ces sept heures et demie est comprise une demi-heure pour le repas.

En réalité donc, la loi qu'on vous demande de voter ne comporte pas sept heures vingt, mais six heures cinquante de travail effectif.

M. Marius VALETTE. — Pourquoi ne pas dire cinq heures ?

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Les chiffres que j'ai présentés à la tribune et que vous promettiez de démentir à la Commission des mines n'ont pu l'être. J'ai donné des chiffres précis et j'ai démontré que ce que j'avais dit était l'exacte vérité.

M. Marius VALETTE. — Vous n'avez pas démontré cela.

M. LE PRÉSIDENT. — M. le Ministre vous a écouté ; veuillez lui rendre la pareille.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Et à quel moment se pose devant vous cette question ? Au moment où, d'accord avec les ouvriers mineurs, nous avons supprimé les postes exceptionnels qu'il avait été nécessaire d'installer pendant la guerre.

Aucun de vous ne peut avoir intérêt à ce qu'au moment où nous donnons la journée de huit heures à tous nous n'accordions pas aux ouvriers mineurs au moins la même amélioration.

Je vais plus loin, nous donnons plus...

M. BOUISSON. — Et aux inscrits maritimes ?

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Nous leur donnons les huit heures et dans ces huit heures, nous comprenons le repas d'une demi-

heure — ce qu'on appelle le briquet — alors que pour les autres ouvriers cette demi-heure n'est pas comprise dans les huit heures. Ensuite, il est bien entendu que le temps nécessaire pour se rendre au travail, depuis l'entrée sur le carreau de la mine, est également compris dans les huit heures. Le texte qu'on vous présente est extrêmement clair et précis et j'ai même accepté à l'instant, pour bien montrer la bonne volonté du Gouvernement, de comprendre dans ces huit heures le temps nécessaire pour recevoir la lampe et se rendre avec cette lampe à l'entrée du puits. Il ne peut donc y avoir aucune discussion et je m'étonne de ne pas trouver du côté de M. Valette un appui formel pour une pareille réforme, présentée comme elle l'est, avec franchise et avec netteté.

Laissez-moi vous dire, monsieur Valette, que la différence entre nous n'est même plus d'une demi-heure mais de vingt minutes; et si nous maintenons ces vingt minutes, c'est parce que, comme je l'ai montré à la Chambre, il y a pour le pays une nécessité absolue.

Une voix à gauche. Et pour les exploitants.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Tout à l'heure, on a parlé des exploitants. Mais qui donc ici pourrait dire, lorsque nous demandons de voter une demi-heure en plus, que c'est pour faire faire un profit supplémentaire aux exploitants? N'y a-t-il pas le besoin du charbon du pays qui domine toute la question? (*Très bien! très bien!*)

Savez-vous où nous en sommes aujourd'hui? Je saisis l'occasion pour le dire à la Chambre et, après cette déclaration je demanderai à M. Valette de se rallier au projet du Gouvernement, parce qu'il n'est pas possible que dans la situation tragique où nous sommes, en ce qui concerne le charbon, il n'y ait pas, sur un pareil point, unanimité. (*Applaudissements.*)

M. BARABANT. — A qui la faute si la situation est tragique?

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Elle est due pour l'instant à la diminution de production dans les mines, car je ne parle que du charbon.

En mars 1918, la production des mines françaises était de 2,680,000 tonnes; en mars 1919, elle est tombée à 1,880,000 tonnes, soit 800,000 tonnes en moins.

Croyez-vous que cette diminution n'a pas continué depuis?

M. BOUVERI. — Et elle s'augmentera encore.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — En avril, 1,645,000 tonnes; en mai, 1,593,000 tonnes seulement.

Je ne rends pas les ouvriers mineurs responsables de cette diminution de production. Ce serait mentir que de dire que le rendement industriel a diminué.

M. CADOT. — Il serait intéressant de rechercher les causes de la diminution.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Ce mot a été prononcé par d'autres que moi. On a dit que le rendement moyen de l'ouvrier avait diminué. En apparence, c'est exact, en réalité, c'est faux.

En effet, lorsqu'on fait le calcul du rendement, on additionne à la fois celui des ouvriers du fond et celui des ouvriers du jour; et comme, à un moment, dans certaines équipes, il y a des diminutions de personnel, ce qui détruisait l'équilibre, on a pu dire que le rendement moyen calculé sur le total des ouvriers du fond et des ouvriers du jour avait diminué. Et j'ai même entendu en faire le reproche aux mineurs.

M. CADOT. — Oui, on les a accusés.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Je ne leur fais pas ce reproche. J'apporte à la tribune l'affirmation que le rendement de l'ouvrier mineur dans les derniers mois en ce qui concerne les ouvriers du fond n'a pas diminué. Par conséquent, lorsque je dis que la diminution de production est grave pour le pays, je ne perds pas de vue qu'elle tient à d'autres causes. Quelles sont-elles? Il y a d'abord le fait que nous avons dû retirer des mines les prisonniers de guerre que nous y avons placés pendant un certain temps pour les envoyer dans les régions libérées.

M. BARABANT. — On ne perd pas grand chose.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Leur production, cependant, était utile, car ils travaillaient au jour, et cela permettait un meilleur rendement moyen.

Actuellement, nos mines souffrent d'une crise de main-d'œuvre grave. D'ailleurs, c'est un phénomène que, malheureusement, nous verrons bientôt s'étendre sur tout le pays. Nous devons bien nous y attendre. Et c'est à ce moment que nous discutons sur un texte qui, je le répète, dépasse ce que demandaient il y a quinze jours les ouvriers mineurs.

M. Marius VALETTE. — Comment!

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Parfaitement. Ce texte dépasse ce qu'ils demandaient il y a quinze jours. Il se peut, monsieur Valette, que depuis huit jours la tactique de la fédération du sous-sol ait changé. Mais tout à l'heure vos collègues du Pas-de-Calais ont rappelé que le jour où ils avaient accepté, en présence de M. le Ministre du Travail, l'accord qui malheureusement n'a pas été ratifié depuis par leurs mandants, ils se sont précisément appuyé sur la décision qui avait été prise par la fédération nationale du sous-sol.

M. BOUVIER. — Mais, non acceptée!

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Si tous les jours on vient changer et on demande plus que ce qui était décidé...

M. BOUVERI. — La cause de ce changement d'attitude, c'est le refus des patrons !

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Le refus des patrons ! Permettez-moi de vous dire, monsieur Bouveri, qu'immédiatement les ouvriers en avaient appelé au Gouvernement et que le Gouvernement avait, sans délai, pris en main la question et qu'il avait dit qu'il était prêt à renoncer aux dérogations. (*Très bien ! très bien !*)

Par conséquent, je vous assure qu'il y a là un devoir patriotique à remplir, et je vous supplie de le remplir avec moi. Il m'est très désagréable d'être à cette tribune pour discuter avec vous sur vingt minutes ou une demi-heure de travail ; si je le fais, c'est parce que mon devoir est de le faire ; et je vous dis très énergiquement qu'en votant le texte présenté par la Commission nous répondons aux demandes formulées par la fédération lorsque nous avons pu discuter librement avec ses représentants.

Je vous demande donc instamment, messieurs, de suivre votre Commission en votant le texte qu'elle vous présente. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Valette.

M. MARIUS VALETTE. — M. le Ministre a parlé de surenchère. La surenchère s'adresse, par conséquent, à la fédération nationale des travailleurs du sous-sol. (*Dénégations.*) M. le Ministre a parlé à la tribune de surenchère. Il faut savoir s'il vise la fédération des travailleurs ou s'il vise l'orateur.

M. le RAPPORTEUR. — Il a parlé du texte, du malentendu qui s'est produit.

M. MARIUS VALETTE. — Je tiens personnellement à déclarer que M. le Ministre, en ce qui concerne les déclarations que j'ai apportées à la tribune au sujet de la décision de la fédération nationale des travailleurs du sous-sol, n'a infirmé rien de ce que j'ai dit.

M. le Ministre n'a fait que confirmer en somme ce que M. Bartuel a indiqué dans sa lettre à M. Durafour. Avant le congrès de Marseille, lorsque les mineurs de la fédération nationale se sont abouchés avec le comité des houillères, si le Gouvernement, à ce moment-là avait eu l'énergie nécessaire pour imposer aux patrons un accord, il est vraisemblable que le congrès de Marseille n'aurait pas pris la décision qu'il a prise ; mais le congrès de Marseille est intervenu depuis.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Permettez-moi de dire que vous êtes mal renseigné. Lorsque l'accord a échoué, immédiatement j'ai prié le secrétaire de venir me voir. Savez-vous ce qu'il m'a fait répondre ? Qu'il n'avait pas à se déranger puisque l'affaire allait aller devant le congrès. Et vous parlez de manque d'énergie du Gouvernement !

M. Marius VALETTE. — Les ouvriers et ceux qui sont à la tête des organisations ouvrières — vous semblez l'oublier — ont des mandats et des responsabilités. Le congrès était convoqué, ils n'étaient pas libres d'agir à leur guise; ils devaient aller prendre les inspirations de leurs mandants. C'est ainsi qu'on procède dans la classe ouvrière.

Ils sont allés à Marseille et le congrès de Marseille a pris les décisions que je vous ai indiquées.

Vous dites, monsieur le Ministre : « Nous ne pouvons pas tenir compte de ces décisions ». Je le regrette vivement. J'ai pris, je le répète, mes responsabilités, je maintiens la demande de scrutin pour le vote de notre amendement.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Bouveri.

M. BOUVERI. — Je déclare sincèrement à la Chambre que je fais miennes les déclarations de M. Valette.

Hier matin, M. le Ministre de la Reconstitution industrielle m'a interrompu loyalement, comme c'est son habitude, au cours de l'exposé que je faisais au sujet du trou, qu'il disait être de deux heures et que moi je n'apercevais pas.

La Commission des mines s'est réunie depuis et a entendu M. Loucheur. Le Ministre de la Reconstitution industrielle nous a prouvé, à l'aide d'un graphique, son affirmation d'hier matin. Je conviens maintenant qu'il y a un trou, mais il n'est pas de deux heures, il n'est que d'une heure et demie. Je regrette, monsieur le Ministre, que vous ne nous ayez pas fait apercevoir ce trou lors de votre première audition par la Commission, audition qui a précédé celle de M. le Ministre du Travail.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Vous avez raison.

M. BOUVERI. — Votre bonne foi est entière. Ce trou n'a pas été davantage aperçu par les représentants des ouvriers et pas davantage non plus par les représentants du comité des houillères qui ont été les premiers entendus.

M. LOUIS SIMONET. — Les compagnies ont confiance dans la sincérité des ouvriers.

M. BOUVERI. — Notre sincérité à tous est donc bien établie.

Comme notre collègue M. Valette, je ne doute pas de la bonne foi et de la sincérité du ministre responsable de la direction et de l'exploitation des mines.

Mais avec lui aussi je suis obligé de faire certaines constatations.

Les exploitants — je n'irai pas jusqu'à dire; avec parti pris — il y a à peine six mois encore, s'obstinaient à mener l'exploitation avec un seul poste.

Le Ministre a ordonné, par l'intermédiaire du directeur général des mines,

une enquête sur un essai d'établissement des trois huit. Cet essai a eu lieu dans une compagnie de la région que je représente. Il n'a pas donné les résultats attendus. Pourquoi?

Il ne faudrait pas en reporter la cause sur le rendement individuel. Je remercie M. le Ministre d'avoir bien voulu constater publiquement à la tribune que le rendement individuel n'avait pas diminué et qu'il était stationnaire, sinon en augmentation. Or, il ne faut pas oublier que, pendant la guerre, les meilleurs ouvriers mineurs défendaient le pays et que le travail était fait par des hommes appartenant aux classes territoriales et par d'autres, plus âgés encore, qui, à la veille de prendre leur retraite, demandaient à continuer leur travail à cause des difficultés de la vie.

Vous reconnaîtrez avec moi que cette main-d'œuvre représente une production inférieure et si le rendement n'a pas été celui que le pays et la Chambre attendaient, c'est à cause de la guerre, qui nous a fait manquer de matériaux, qui nous a enlevé nos bras les plus robustes et les plus productifs. S'il y a un « trou », la raison en est surtout mon cher ministre, dans l'entêtement de trop nombreuses compagnies, qui s'obstinent encore à refuser l'organisation des trois-huit. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*)

Quand nous disons « trois-huit », vous savez bien que, matériellement et techniquement, il ne pourra y avoir de production que dans deux postes; car il est indispensable que le troisième soit spécialement le poste de l'entretien et des réparations des galeries, des machines à vapeur, de tout le matériel nécessaire à l'extraction. Mais aujourd'hui, il n'y a qu'un poste, et le « trou » est de seize heures : vous l'avez vu seulement hier matin, je le regrette pour vous; s'il y a deux postes, il est donc de huit heures. Croyez-vous que c'est cela qui donne de la production?

Nos compagnies ne s'en soucient pas du tout; ceux qui s'en soucient, ce sont les industriels qui ont été obligés d'acheter le combustible que vous avez importé d'Angleterre en exportant notre or, et les foyers domestiques, qui ont longtemps souffert et qui, pour l'hiver prochain, sont encore menacés d'une disette plus grande que celle qu'ils ont subie dans le passé. (*Très bien! très bien!*)

C'est là un fait que je vous expose tel que je le connais et tel que je le comprends; mais de grâce, ne nous rappelez pas si souvent à la mémoire cette misérable demi-heure de repos pour manger notre pain, ce que dans le Nord on appelle « casser le briquet ».

Vous savez dans quelles conditions cette demi-heure de repos est prise : les ouvriers sont au travail depuis quatre heures; ils sont déjà très fatigués. Et il leur faut manger dans le grisou, les gaz délétères, carboniques et autres, qui les empoisonnent. Soyez persuadés que le mineur consciencieux ne met généralement pas une demi-heure pour manger le peu qu'il a emporté. Il sait qu'en huit heures, il doit faire le maximum d'effort et que s'il passait plus d'une demi-heure ou une heure à manger, il ne pourrait fournir ce maximum de rendement pour le minimum de salaire que les compagnies ont toujours octroyé. On ne peut donc reprocher aux mineurs cette demi-heure de repos. (*Applaudissements.*)

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Je ne le leur ai jamais reproché.

M. BOUVERI. — Non, monsieur le Ministre, mais vous en parlez trop souvent pour dire à la Chambre qu'ils ne feront pas huit heures effectives.

Déjà, dans le pays que j'ai l'honneur de représenter, dans le bassin de Saône-et-Loire, avec lequel je suis en contact permanent, j'entends dire par les ouvriers du fond : « La différence de salaire du fond au jour est sensible. Néanmoins, si l'on nous tient comme on a la prétention de le faire, nous préférons gagner 2 fr. 50 ou 3 francs en moins par jour et remonter au jour pour manger à l'air pur et avoir une heure et demie de repos. Notre santé en sera consolidée et notre famille y trouvera une garantie. »

D'autre part, la production a diminué. Ce n'est pas la faute — vous l'avez reconnu vous-même — de ceux qui sont encore en exercice. Elle est due à ce que le personnel va constamment en diminuant. Je vous le déclare très sincèrement, le mineur en action de travail fait des efforts matériels plus grands que vous ne le croyez; il détourne ses fils de la mine et je l'en félicite.

J'ai fait, de mes deux fils, des mécaniciens; j'aurais été navré de les voir faire ce que j'ai fait pendant vingt-cinq ans. Ainsi les mineurs détournent leurs enfants de la mine, ils les envoient même dans la culture, beaucoup entrent dans l'industrie et les industriels ne peuvent s'en plaindre.

Si les compagnies trouvent si peu de personnel — et cette pénurie ira en s'accroissant — elles ne peuvent s'en prendre qu'à elles-mêmes. Pendant cinquante ans, elles ont eu un personnel merveilleux, connu pour son activité, son assiduité, son souci du lendemain. (*Très bien! très bien!*) Ce personnel, elles ne le retrouveront pas; car les meilleurs de nos camarades, les plus actifs, ceux qui reviennent de la guerre, nos territoriaux à qui il reste encore un peu d'activité, ne passent que trois mois au maximum dans la mine, ils s'en vont ailleurs, exécutant d'autres travaux : cela ne les gêne pas, ils savent travailler et se font apprécier partout.

L'autre jour, je discutais, à Montceau, avec un ingénieur que vous connaissez bien, monsieur le Ministre, et qui a la lourde mission de diriger cette grande agglomération. Il me disait :

« Mon cher Bouveri, nous sommes, vous et moi, les plus anciens peut-être dans cette technique minière. Pourquoi nos meilleurs ouvriers s'en vont-ils? »

« Pourquoi donc, trois mois après leur retour à la mine, viennent-ils demander à leur ingénieur une permission pour aller — où? Nous n'en savons rien et nous n'avons pas à le leur demander... »

M. CHASSAING. — A Paris.

M. BOUVERI. — Hélas!

Je répondais : « C'est à cause des vexations, à cause de ce caporalisme, permettez-moi l'expression, de certains ingénieurs des mines. » Ces ingénieurs, qui étaient officiers pendant la guerre, qui ont eu sur leurs hommes une autorité absolue, émettent la prétention de commander les ouvriers mineur

dans les mêmes conditions. C'est une erreur énorme de leur part : un peu plus de confiance et même de camaraderie en retiendrait beaucoup, croyez-moi.

Ces mineurs ne sont pas allés au front défendre le pays pour être commandés maintenant comme ils l'ont été sous les armes.

Ils reprennent, vous le pensez bien, leur indépendance et cette indépendance a grandi. C'est pourquoi ils abandonnent la profession ; c'est pourquoi, demain, vous serez encore plus dépourvus qu'à l'heure actuelle. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Hier, après avoir quitté la Commission, avec mon collègue M. Valette et quelques autres, nous avons examiné votre graphique, que j'ai appelé ironiquement votre « sacré papier ». Car on fait dire tout ce qu'on veut au papier !

Ce que nous voulons, c'est la liberté absolue, l'indépendance complète. Nous admettons que les ingénieurs nous dirigent techniquement, c'est même leur devoir et nous ne nous en plairons jamais. Nous reconnaissons leur compétence : qu'ils reconnaissent, eux, notre pratique ; elle leur sert même souvent, dans leurs débuts. Mais nous refusons de nous laisser commander plus longtemps militairement, comme ils ont la prétention de le faire. (*Très bien ! très bien. à l'extrême gauche et à gauche.*)

J'ai fini. Nous ne nions pas les progrès que comportent les modifications apportées hier par la Commission ; moi-même, je le répète, j'y ai collaboré de mon mieux.

Chaque fois que notre puissant syndicat tient ses réunions, qu'il examine la situation au point de vue économique ou au point de vue technique, je me fais un devoir s'il me demande, de répondre présent : c'est le seul moyen d'être au courant des désirs des sociétaires et de bien les représenter dans leurs intérêts et même dans l'intérêt général car la mine marchant bien et n'étant pas soumise à des à-coups successifs, c'est la tranquillité et l'assurance du lendemain.

Quand je n'y suis pas, c'est qu'on n'a pas besoin de moi, car je n'offre pas ma marchandise ; mais en ce moment, on me demande souvent. Le désir des mineurs est que la loi Durafour soit votée, et c'est la seule que je défends ici. Je la voterai, en votant l'amendement de notre collègue Valette, qu'ensemble nous avons déposé. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. de Baudry d'Asson.

M. DE BAUDRY D'ASSON. — Avant de voter sur une question aussi grave, je voudrais demander à M. le Ministre et à M. Valette d'abandonner, pour un instant, la discussion sur le terrain des textes, qui donnent lieu à des interprétations différentes, et de préciser leur pensée uniquement sur le point suivant :

Quel temps de travail effectif le Gouvernement entend-il demander aux mineurs ? Quel temps de travail effectif, au nom des mineurs, M. Valette entend-il demander au Gouvernement ? Je crois que la question peut se résumer à cela.

Depuis que la journée de huit heures a été votée pour toutes les corporations, on conçoit que ceux qui travaillent d'une façon si pénible réclament un traitement un peu plus favorable que ceux qui travaillent au clair soleil, et voilà pourquoi je pose cette question. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Je répondrai d'abord à l'exposé si loyal et si sincère de M. Bouveri.

M. Bouveri s'est bien mépris s'il croit que, sous une forme quelconque, j'ai reproché aux ouvriers la demi-heure que nous leur donnons. Je suis d'autant plus à mon aise sur ce point que je fus le premier, dans les négociations qui ont eu lieu, à insister très énergiquement pour que cette demi-heure ne soit même pas discutée un seul instant. Je considère que les conditions dans lesquelles le mineur prend son repas dans le fond de la mine sont tellement mauvaises, qu'on ne peut lui reprocher le temps ainsi employé. Nous vous donnons sur ce point un apaisement complet. (*Très bien! très bien!*)

Répondant à la question qui m'est posée par M. de Baudry d'Asson, je préciserai comme suit : les huit heures sont la totalité du temps demandé à l'ouvrier depuis le moment où il arrive à la lampisterie — je demande que ce mot soit retenu — jusqu'au moment où il revient à la lampisterie.

C'est, monsieur Valette, une amélioration très importante que la Commission a apportée.

M. BOUVERI. — C'est ce que j'ai indiqué hier matin.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Cette amélioration, jusqu'ici, n'avait jamais été réclamée par les ouvriers, qui n'avaient parlé que du moment de la descente et du moment de la remontée. Il ne faut pas que la Chambre ignore qu'elle va voter une amélioration fort importante sur ce qui a été demandé. (*Très bien! très bien!*)

Il faut prévoir, à l'aller et au retour, dans les meilleures conditions, une perte d'une heure environ pour se rendre de la lampisterie au travail et revenir du travail à la lampisterie, alors que, dans une usine ordinaire, le temps ainsi passé, depuis le moment où l'ouvrier franchit la porte de l'usine jusqu'au moment où il arrive à la machine, ne lui est pas compté.

Il paraît très normal de le compter à l'ouvrier mineur, puisque, en réalité, dès qu'il entre dans la benne descendante, il commence à travailler.

M. BARTHE. — Comment ferez-vous respecter cette décision?

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Par des modalités nouvelles que, hier soir, nous avons introduites dans le projet.

Je prétends qu'à ce point de vue, nous apportons aux ouvriers des apaisements bien plus considérables que le projet de M. Durafour qui, en réalité, n'en comportait aucun.

Je reviens à la question qui m'a été posée. Il faut tenir compte, en outre, de la demi-heure dont nous parlons pour le repas; il reste donc six heures et demie de travail effectif, soit une diminution d'environ une heure et quart sur le travail effectif actuel. Telle est l'amélioration réelle dont va bénéficier l'ouvrier mineur.

Il y aura donc six heures et demie de travail utile, au lieu de huit heures auparavant.

Il est certain que la durée actuelle de travail est exagérée, ainsi qu'ont pu s'en rendre compte tous ceux qui ont eu l'occasion de descendre dans les mines. (*Très bien ! très bien !*)

Mais dire que la loi n'apporte pas aux ouvriers une amélioration considérable, c'est dire le contraire de la vérité, car elle représente une heure et quart à une heure et demie de travail en moins. (*Très bien ! très bien !*)

M. Barthe me demandait quelles mesures nous prenons pour la vérification. Tout d'abord, la loi prévoit l'établissement de consignes formelles et, en marquant le début et la fin du temps de travail à l'arrivée et au retour à la lampisterie, nous avons donné le plus sûr moyen de contrôle, auquel les compagnies se sont toujours refusées jusqu'à présent. C'est là une chose simple; l'ouvrier prend et rapporte sa lampe, il n'y a pas de discussion possible et nous mettons dans la loi que, dans aucun cas, il ne pourra y avoir plus de huit heures entre le moment du départ et celui du retour. Comme vous le voyez, c'est simple, clair et précis.

Ce n'est pas tout. Hier soir, on m'a mis sous les yeux un texte — vous m'excuserez si je connais mal certains textes législatifs — qui limite l'exercice de la fonction des délégués mineurs à treize jours par mois. M. Colliard et moi avons trouvé ce texte suranné.

M. Jean Bon. — Ce sont les compagnies qui l'ont rédigé.

M. BARTHE. — Ce sont vos ingénieurs qui ne veulent pas connaître les délégués mineurs et gênent leur action.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Je ne sais pas, monsieur Jean Bon, si ce sont les compagnies qui ont rédigé ce texte. Mais, hier soir, nous avons décidé d'en proposer aujourd'hui la modification, de telle sorte que le délégué mineur puisse exercer sa fonction trente jours par mois. (*Très bien ! très bien !*)

Par conséquent, le texte que nous vous apportons sur tous les points, au point de vue de la clarté de la vérification, doit à mon avis, donner satisfaction aux ouvriers mineurs et, je ne crains pas de le dire à M. Valette, il est au point de vue des apaisements donnés aux ouvriers, supérieur au texte de M. Durafour. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Valette.

M. Marius VALETTE. — Je ne ferai pas, en réponse à M. de Baudry d'Asson, la démonstration que vient de faire M. le Ministre. On prétend que c'est

six heures et demie de travail effectif. Je crois que c'est sept heures un quart en moyenne, en déduisant le temps du repas qui, pour les raisons que nous avons indiquées, ne dure pas une demi-heure et en tenant compte que, dans beaucoup de mines, la descente ne prend pas plus de dix minutes.

Par conséquent, au point de vue des appréciations, c'est tout à fait relatif et contestable.

Je considère donc que la moyenne de travail effectif est de sept heures un quart. Seulement le texte nouveau de la Commission, présenté par le Ministre, exige huit heures de présence effective pour chaque ouvrier, alors que le texte que nous avons voté hier matin, prévoyait une durée moyenne de sept heures et demie à huit heures, pour l'ensemble des ouvriers, c'est-à-dire une moyenne de sept heures quarante environ de présence à la mine. Les démonstrations ont été faites.

M. le Ministre nous dit que le texte nouveau apporte une amélioration en ce qui concerne les délégués mineurs.

Il ne faut pas confondre la question de la durée de la journée avec celle des délégués mineurs. Il ne faut pas que sous prétexte de renforcement du contrôle des ouvriers mineurs on dise que la loi sur la durée de la journée de travail va être améliorée. C'est autre chose. Mais, en ce qui concerne le temps, vous avez ainsi la différence entre le texte nouveau et celui que vous avez voté hier. On vous demande de vous déjuger, de reprendre ce que vous avez accordé hier. Quant à nous, nous nous y refusons. Je maintiens donc ma demande de scrutin. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. de Baudry d'Asson.

M. le Marquis de BAUDRY D'ASSON. — Monsieur Valette, il semble, d'après ce que vous venez de dire, que vous auriez satisfaction si la durée du travail effectif, pour tous les ouvriers mineurs, était de six heures et demie. Le Gouvernement et la Commission verraient-ils un inconvénient à indiquer dans le texte que le but de la loi est de fixer à ceux qui travaillent huit heures une durée de travail effectif de six heures et demie, ce qui permettrait aux ouvriers mineurs de formuler à l'occasion les réclamations nécessaires ?

M. BOUVERI. — Ils ne le demandent pas.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Président de la Commission.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Je suis particulièrement étonné de la vivacité qu'a prise la discussion. Au fond, nous sommes tous d'accord sur le principe.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Tout à fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Le principe qui domine la loi c'est l'application stricte, indiscutable, de la journée de huit heures aux travailleurs

du sous-sol. La Commission des mines, la Chambre et le Gouvernement sont d'accord sur ce point. (*Très bien ! très bien !*)

Le différend porte uniquement sur la façon d'appliquer ce principe. Pourquoi la Commission avait-elle accepté le texte de M. Durafour au lieu du texte primitif défendu par le Gouvernement ? C'est parce que le premier texte lui donnait l'assurance certaine que dans aucun cas le mineur ne ferait plus de huit heures. C'était là sa principale préoccupation : assurer à tous les travailleurs du sous-sol la journée de huit heures, sans discussion possible.

Aujourd'hui, nous nous trouvons en présence d'une formule de conciliation qui, je le dis franchement, donne satisfaction aux préoccupations de la Commission en ce sens que, par les modalités et les précisions introduites dans ce texte, elle a la certitude que le mineur, dans aucun cas, ne fera plus de huit heures. Il est incontestable que la Commission des mines a obtenu, à la suite de la discussion qui s'est instituée hier soir avec le Gouvernement, des avantages certains pour les travailleurs de la mine, notamment celui qu'a signalé M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, c'est-à-dire la certitude qu'il ne s'écoulera pas plus de huit heures entre le moment où le mineur prend sa lampe et celui où il la rend. C'est là un avantage incontestable sur la formule présentée par le Gouvernement et même, qu'on me permette de le dire, sur la formule Durafour.

Cette formule vaudra par son application, et c'est pourquoi, me retournant vers le Gouvernement, je lui demande, sachant avec lui combien jusqu'à ce jour, le contrôle actuel est inopérant, de faire qu'enfin il comprenne son rôle.

Quelle que soit la formule adoptée, elle ne saurait valoir, il faut le dire, que par un contrôle actif et vigoureux.

Il est à mon sens très facile de l'instituer et cela ouvrier par ouvrier. Il suffirait que le Gouvernement veuille bien édicter une consigne par laquelle existerait à la lampisterie un registre paraphé et coté où seraient notées pour chaque mineur l'heure de la prise et celle de la remise de la lampe.

Ce registre, qui devrait être à la disposition des délégués mineurs comme à celui du contrôle de l'État, permettrait sans contester de vérifier si, véritablement, les huit heures sont appliquées.

Je le répète, et je ne saurais trop le répéter : il est nécessaire que le contrôle fonctionne d'une façon effective. Quel que soit le texte adopté, il ne donnera aucun résultat si le contrôle ne fonctionne pas sérieusement et rigoureusement.

M. LENOIR. — Voilà la vérité.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Si le contrôle fonctionne, la loi de huit heures, avec le texte que nous proposons, sera un fait accompli dans les mines.

Dans ces conditions, étant donné que la Commission a obtenu les garanties qui lui paraissaient indispensables pour assurer aux travailleurs du sous-sol la durée de travail de huit heures à laquelle plus que tous autres ils ont droit, je prie la Chambre de voter le texte qui lui est proposé.

Au surplus, la Commission des mines a trop de confiance dans la loyauté, l'intelligence des travailleurs du sous-sol, pour ne pas être certaine de l'acceptation du texte sur lequel s'est fait l'accord que nous allons enregistrer.

C'est dans ces conditions, et avec cette certitude, que les mineurs ont obtenu, au point de vue la durée du travail, toutes les satisfactions qu'ils ont sollicitées du Parlement, que la Commission vous prie de voter le texte qui est soumis à vos délibérations. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du Travail.

M. COLLIARD, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.* — Le Gouvernement est complètement d'accord avec le Président de la Commission des mines. Il ne s'agit pas de voter la loi de huit heures et de reconnaître, au bout de quelque temps que l'on fait plus de huit heures; il faut prendre toutes les mesures nécessaires pour que les mineurs aient la garantie qu'ils ne feront pas plus de huit heures, comme ils l'ont demandé. Or toutes les précautions seront prises.

Je me permets d'ajouter que ces mesures seront encore renforcées par l'article que nous allons mettre dans la loi. Les délégués mineurs, comme on l'a dit tout à l'heure, ne peuvent faire dans la mine qu'un nombre limité de visites; nous leur donnons le droit de faire autant de visites qu'ils le jugeront utile pour contrôler l'application de la loi de huit heures. C'est donc un avantage très grand. Nous disons en outre que si, malgré nos efforts, le projet n'est pas ratifié en temps utile par le Sénat, nous demanderons aux exploitants de le mettre tout de même en application dès le 16 juin 1919.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Bouveri.

M. BOUVERI. — Je m'excuse de n'avoir pas achevé les explications que j'avais à fournir lorsque tout à l'heure j'ai pris la parole. Ce n'est pas ma faute et ce n'est pas non plus celle de la corporation que nous représentons si, dans la loi de 1905, qui a eu pour rapporteur notre regretté collègue M. Janet, deux catégories ont été créées au fond. M. le Directeur général des mines, qui est très au courant de ces questions, sait qu'en 1905 je n'obtins pas satisfaction quand je m'opposai à cette division en catégories. Dans la catégorie A, furent compris les mineurs qui font l'extraction; dans la catégorie B, les charretiers, les palefreniers, les encageurs, les boutefeux, etc. Bien que cette dernière catégorie soit peu nombreuse, elle m'intéresse autant que l'autre. Je rappelle à nos anciens collègues les paroles que M. Janet et le Ministre des Travaux publics, M. Maruéjouls, prononçaient en 1905 : « Vous savez bien que les hommes de cette dernière catégorie sont obligés de descendre les premiers et de remonter les derniers, et que, par l'application de la loi, logiquement ils en auront le bénéfice. La question ainsi posée, je pensais qu'il en aurait été ainsi : il n'en fut rien, absolument rien.

Je demande à M. le Ministre quelles mesures il compte prendre pour garantir à la catégorie B, la journée de huit heures comme à la catégorie A ? Ce

n'est pas une chicane de ma part. C'est une difficulté que j'aperçois et je voudrais que M. le Directeur général la résolve par une déclaration précise qui rassurerait les ouvriers intéressés dont la plupart sont nos futurs mineurs, qu'il importe de protéger, parce qu'ils sont jeunes : en majorité, ils sont âgés de quatorze à dix-huit ans.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Commissaire du Gouvernement.

M. DEFLINE, *directeur des mines, Commissaire du Gouvernement*. — L'article 10 est ainsi libellé :

« Une consigne fixe pour chaque catégorie d'ouvriers de chaque poste les heures du commencement et de la fin de l'entrée dans le puits, etc. . . »

Il y a deux catégories d'ouvriers ; d'abord, les ouvriers mineurs proprement dits, ensuite, les autres ouvriers, tels que les conducteurs de chevaux, les rouleurs, etc. La consigne dira, par exemple, que pour le poste du matin, les ouvriers mineurs vont descendre de six à six heures et demie du matin et vont remonter de deux heures à deux heures et demie de l'après-midi ; que les conducteurs de chevaux qui travaillent avec le même poste descendront de six heures et demie à six heures trois quarts pour remonter de deux heures et demie à deux heures trois quarts. Il s'agit d'une autre catégorie d'ouvriers, mais les uns comme les autres ne feront que huit heures. L'article 10 s'applique à tous de la même manière. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE. — La loi ne comporte aucune exception. (*Très bien ! très bien !*)

M. BOUVERI. — La question étant ainsi réglée, je n'insiste pas.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Bon.

M. Jean BON. — Je m'excuse de prendre part à cette discussion, mais puisqu'on a parlé du contrôle, permettez-moi de dire que le contrôle est très facilement établi dans les grandes usines anglaises, américaines et allemandes, au moyen d'appareils automatiques, à la sortie des ouvriers. Nos compagnies sont assez riches pour faire la dépense de ces appareils, qui sont d'un prix assez élevé. Lorsqu'il y en aura dans les mines, aucune contestation ne sera possible.

Je ne comprends donc pas qu'il y ait une très grande discussion sur cette question, alors qu'il suffit d'utiliser les appareils automatiques qui sont depuis longtemps en usage dans d'autres pays.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE. — Toutes les mesures de contrôle seront prises, comme le Gouvernement l'a déclaré à propos d'une question qui lui était posée.

M. Jean BON. — C'est que nos grandes compagnies ont l'habitude de faire

des économies de bouts de chandelle et montrent véritablement trop leur caractère de Français dans l'amour de la crasse. Je demande donc à M. le Ministre de veiller à ce qu'elles fassent l'achat de ces appareils automatiques.

M. LE PRÉSIDENT. — La Chambre vient de discuter l'article 10 du Code du travail, mais le projet qui lui est soumis comprend cinq articles. Dans le premier de ces articles sont incorporés huit articles du Code du travail. Je vais donner lecture à la Chambre de l'article 1^{er}.

Je lui devais ces explications pour lui expliquer pourquoi l'article 10 qu'on vient de discuter n'est pas celui que je vais lire d'abord.

« Art. 1^{er}. — Les articles 9 à 13, constituant la section 2 du chapitre 2 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes. . . »

Nous réservons ce premier paragraphe qui, s'il était voté, impliquerait l'adoption de tous les autres paragraphes de l'article.

« Art. 9. — La journée des ouvriers employés dans les travaux souterrains des mines ne peut excéder une durée de huit heures, tant pour les ouvriers du fond que pour ceux occupés à l'extérieur de l'exploitation, comptées du jour au jour et comprenant les repas, dont la durée totale sera d'une demi-heure au plus, ainsi que le temps de la descente et de la remonte.

« Ces dispositions sont étendues aux travaux souterrains d'ardoisières et de recherches de mines. »

Personne ne demande la parole ? . . .

Je mets aux voix le deuxième paragraphe de l'article 1^{er}.

(Le deuxième paragraphe, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 9 bis. — La durée de la journée prévue à l'article 9 est calculée, pour chaque catégorie d'ouvriers de chaque poste, depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits ou dans la galerie d'accès des derniers ouvriers descendants ou entrants, jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontants ou sortants. » — (Adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — « Art. 10. — Une consigne établira, pour chaque catégorie d'ouvriers de chaque poste, les heures du commencement et de la fin de la journée de travail, ainsi que les heures du commencement et de la fin de l'arrivée au jour, la durée de la descente étant égale à celle de la remonte. Elle détermine, en outre, les mesures assurant aux ouvriers la possibilité de remonter dans l'ordre suivi pour la descente, de telle sorte qu'en aucun cas, sauf le cas de force majeure, il ne s'écoule pas plus de huit heures entre le moment où l'ouvrier est mis en possession de sa lampe et celui où il la rend. »

Sur ce paragraphe, MM. Valette, Bouveri, Cabrol et Barthe ont déposé un amendement tendant à reprendre le texte que la Chambre avait voté hier.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Le Gouvernement repousse cet amendement.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — La Commission également.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'amendement, repoussé par la Commission et le Gouvernement.

Il y a une demande de scrutin signé de M. Barabant, Lissac, Berthon, Bouveri, Deguise, Sixte-Quenin, Jean Bon, Jobert, Valière, Inghels, Buisset, Sabin, Vigne, Ernest Lafont, Paul Constans, Sembat, Voillot, Auriol, Mistral, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	493
Majorité absolue.....	247
Pour l'adoption.....	120
Contre.....	373

La Chambre des députés n'a pas adopté.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le quatrième paragraphe de l'article 1^{er}.

(Le quatrième paragraphe, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — « Art. 11. — La consigne prévue à l'article 10 fixera à huit heures la durée de présence à son poste de travail pour l'ouvrier affecté à un service nécessitant une présence continue. »

Personne ne demande la parole? . . .

Je mets aux voix le cinquième paragraphe.

(Le cinquième paragraphe, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 11 a. — Il est interdit de faire travailler les ouvriers contrairement aux dispositions des consignes visées aux articles 10 et 11.

« Toutefois, il n'est pas interdit de laisser descendre des ouvriers après l'heure réglementaire fixée par la consigne pour leur catégorie. Dans ce cas, ils sont soumis, en ce qui concerne la remonte, aux mêmes obligations que les ouvriers de leur poste et de leur catégorie. » — (Adopté.)

« Art. 12. — Les dispositions des articles précédents ne portent aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalents à des conventions qui, dans

mines exploitations, ont fixé pour la journée normale une durée inférieure à celle fixée par ces articles. » — (Adopté.)

Art. 12 a. — La réduction de la durée du travail, résultant de l'application des articles précédents, ne pourra, en aucun cas, être une cause déterminante d'une réduction des salaires journaliers des intéressés. » — (Adopté.)

« Art. 13. — En cas de guerre, dans l'intérêt de la défense nationale, le Gouvernement pourra, après avoir entendu les organisations patronales et ouvrières, autoriser des dérogations aux articles 9 à 12, dont il précisera la durée. » — (Adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Avant de mettre aux voix le premier paragraphe qui avait été réservé, je donne la parole à M. Barthe.

M. BARTHE. — M. Loucheur indiquait, il y a un instant, que c'était, guidé par un désir de défense nationale, afin que les mines puissent produire le maximum et, d'accord avec la Commission, qu'il demandait le vote du texte qu'ont combattu mes amis Valette et Bouveri. M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, comme d'ailleurs, hier, M. le Rapporteur, ont été obligés de reconnaître que si, dans certaines mines, il pouvait exister ce que l'on a appelé un trou, c'est parce que dans ces mines les exploitations minières n'avaient pas fait l'effort nécessaire pour fournir au personnel le matériel utile qui permettrait de faire une exploitation vraiment moderne.

Cet argument avait sa valeur.

Je crois que nous sommes tous ici d'accord pour que, durant les années qui vont venir, nous puissions tirer le maximum de charbon dans le minimum de temps, afin de fournir la Nation de charbon nécessaire.

Je pose la question au Gouvernement et à la Commission. Qu'allez-vous faire pour obliger les exploitations minières à se moderniser, à faire l'effort nécessaire pour pouvoir exploiter le plus facilement possible les richesses du sous-sol ? Vous avez été aujourd'hui gêné, et c'est ce qui a causé les divers incidents au cours de ce débat, par notre mauvaise organisation. Vous avez un service de contrôle qui, malheureusement — et ce matin M. Loucheur le reconnaît — contrôle très peu ou contrôle en faveur des compagnies. C'est reconnu par tout le monde.

Je vous le demande : qu'allez-vous faire pour obliger les compagnies à faire un effort financier et industriel afin de servir utilement les intérêts de la Nation ? (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du Travail.

M. COLLIARD, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. — Je tiens à répondre un mot à l'honorable M. Barthe. Ce n'est pas la première fois que la question est posée. Elle l'a été dans toutes les réunions contradictoires entre ouvriers et industriels. Les ouvriers déclarant constamment qu'ils pourraient

produire davantage si l'outillage était plus perfectionné. A quoi les industriels répondent : nous sommes tout disposés à transformer notre matériel de façon à augmenter la production, mais il faut du temps et de l'argent.

Sur ce point, je tiens à déclarer à M. Barthe que nous ne perdons aucune occasion de rappeler aux industriels qu'ils ont à faire l'effort nécessaire.

Mais nous devons autant que possible éviter de demander aux exploitants des sacrifices tels qu'ils soient en droit de réclamer comme compensation une augmentation du prix de la houille. Nous n'oublions pas une minute que les consommateurs ont aussi besoin d'être protégés.

Je le répète, en ce qui concerne le perfectionnement de l'outillage, nous sommes d'accord pour presser les compagnies d'avoir à faire le nécessaire.
(*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Manger.

M. MAUGER. — Tout à l'heure M. le Ministre de la Reconstitution industrielle nous a annoncé que la pénurie de charbon allait être encore beaucoup plus grande qu'elle n'a été jusqu'à ce jour. Cette déclaration nous a profondément impressionnés.

Dans trois mois la température va s'abaisser, nous n'aurons pas, je le crains, de charbon pour la consommation industrielle, au moins en quantité nécessaire : en aurons-nous pour la consommation familiale ?

Je demande à M. le Commissaire du Gouvernement de nous dire si des efforts ne vont pas être tentés pour essayer de tirer profit de tous les succédanés que nous pouvons avoir dans notre sol et sur notre territoire et qui peuvent parer, en partie au moins, pour la consommation familiale et pour les usages industriels à la pénurie de charbon. Nous avons sur notre territoire une richesse importante de tourbe, nous avons une Commission de la tourbe, qui existe depuis plus de deux années et qui fait des efforts pour mettre en exploitation les tourbières. Attendrons-nous que nous arrivions à une situation telle que cette exploitation ne soit plus possible ?

J'insiste avec énergie pour que des efforts soient faits pour mettre en valeur nos tourbières. Ce sont des richesses en combustible que nous aurions tort de négliger en ce moment.

Des expériences concluantes ont été faites au Bouschet, à Pont-de-Buy. L'Allemagne, de tout temps, a utilisé ses tourbières bien qu'elle ait une quantité de charbon énorme. Nous avons, nous, le moyen, en utilisant les nôtres de procurer du combustible à la population ouvrière; nous aurions tort de n'en rien faire. Je vous demande de faire quelque chose et j'insiste pour que cela soit fait immédiatement. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Barthe.

M. BARTHE. — Je suis au regret de faire remarquer à M. Colliard que sa réponse est quelque peu dilatoire et ne peut me donner satisfaction.

M. le Ministre me dit : « Nous n'avons pas perdu de vue la nécessité de la

modernisation de l'installation des mines et nous en signalons l'intérêt aux compagnies. »

Je vous demande non pas d'échanger des paroles, mais d'agir. Avec les bénéfices de la guerre, il eût été possible aux compagnies de moderniser leur installation.

Monsieur le Ministre du travail, vous ignorez peut-être que, vers la fin de cette guerre, les compagnies minières ont profité des bénéfices de guerre, non pas pour moderniser leur matériel, mais pour acheter de nouvelles mines. Je vais vous fournir un exemple :

Dans le bassin ouest de Graissessac se trouve une mine qui aura une grande importance sous peu, lorsque la voie ferrée sera terminée. Cette mine a été achetée par des sociétés métallurgistes et des compagnies minières, au moyen de leurs bénéfices de guerre. Nous avons les mines d'Albi, de la Grand' Combe, les usines de Mitjaville, de Longwy, de Pont-à-Mousson.

A ce moment, le contrôle n'avait-il pas le devoir de dire aux exploitants qu'ils devaient employer leurs bénéfices de guerre à acheter du matériel moderne pour assurer une meilleure exploitation des richesses du sous-sol ? Ainsi, vous n'auriez pas été obligés de demander à la Chambre le vote qu'elle vient d'émettre.

Ce débat a démontré que du côté patronal l'effort nécessaire n'a pas été fait. Le Gouvernement, la Commission et la Chambre ont été unanimes à le reconnaître, et M. Bouveri l'a souligné avec la compétence que tout le monde lui accorde et que lui vaut son long séjour dans les mines. Les paroles ne suffisent plus. Donnez, par votre contrôle, des instructions, des ordres pour que, par des organisations vraiment modernes, l'exploitation des mines rende le maximum dans le minimum de temps.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Bouveri.

M. BOUVERI. — Les observations que je désire présenter s'adressent surtout à M. le Directeur général des mines.

Le contrôle, au cours de ces deux séances, a connu de durs moments. Peut-être nous sommes-nous laissés aller à quelques exagérations. Pour ma part, je dois dire que j'avais surtout en vue la circonscription minéralogique de la section que je représente, laquelle est énorme, l'ingénieur en chef doit contrôler cinq départements c'est, convenez-en, une chose impossible.

Hier, à la Commission des mines, sur ma proposition, les délégués des ouvriers mineurs ont obtenu ce qu'ils demandaient depuis fort longtemps, c'est-à-dire qu'ils n'acceptent plus de ne pouvoir faire que treize visites pour recevoir vingt-six journées de salaire, ils veulent être à la disposition de leur corporation, ils ont donc par ma proposition satisfaction, ils pourront faire autant de visites qu'il y a de journées dans le mois.

Sur ma proposition, la Commission a donc admis que ces fonctionnaires, ces surveillants, ces inspecteurs — car la loi leur donne le droit d'inspection en ce qui concerne les enfants de quatorze à dix-huit ans — recevraient satisfaction matérielle d'abord, morale ensuite.

Si le contrôle a été si sérieusement pris à partie, il faut cependant reconnaître que sa tâche est immense et je dirai même impossible dans bien des cas. En ce qui concerne la circonscription minéralogique que je représente, c'est-à-dire le bassin minier de la Bourgogne, l'ingénieur en chef qui a sa résidence à Châlons-sur-Marne, chef-lieu de mon arrondissement, est, depuis la guerre, sans sous-ingénieur ; il n'a qu'un seul contrôleur dont la résidence est au Creusot.

Je demande donc au directeur, au Gouvernement et à la Chambre, si nous voulons avoir un contrôle effectif et sérieux, qui ait l'autorité nécessaire envers les compagnies pour pouvoir se faire respecter et exiger d'elles que le matériel d'extraction soit moderne et donne le maximum de production dans le minimum de temps, de ne pas oublier — c'est peut-être la première fois, depuis dix-huit ans que je suis ici que je fais cette déclaration — que nos ingénieurs des mines sont insuffisamment rétribués et reçoivent des salaires qui ne correspondent nullement à l'effort et à la responsabilité dont ils ont la charge.

Ces hommes qui ne sont pas plus en retard sur les questions techniques que ceux des compagnies — ne sortent-ils pas tous des mêmes écoles ? — les plus intelligents des ingénieurs en chef des mines de France qui sont placés sous l'autorité de l'État, prennent des emplois de directeurs des compagnies minières parce que celles-ci leur font des situations dix fois supérieures à celle que leur assure l'État.

Si donc nous voulons les garder pour que l'État puisse être demain à la hauteur de sa tâche technique et commerciale, il faut que nous donnions à ce personnel ce dont il a besoin, pour qu'il ne soit plus demain le domestique de ceux qu'il a à contrôler. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Goniaux.

M. GONIAUX. — Étant données les paroles qui s'échangent et les préoccupations dominantes du Gouvernement et de la Commission des mines d'essayer d'améliorer notre production charbonnière, je voudrais demander à M. le Commissaire du Gouvernement s'il n'y aurait pas possibilité de pousser un peu plus qu'on ne l'a fait jusqu'à présent la réfection des mines en pays libérés.

Je crois que de ce côté-là le Gouvernement ne fait pas tout ce qu'il devrait. Dans certaines fosses, on ne travaille pour ainsi dire pas. Or, la grande préoccupation du pays, c'est de remettre ses mines en activité. Nous avons dans les pays libérés des compagnies à grande production. Le devoir du Gouvernement est d'inciter ces compagnies à faire des travaux de déblaiement et de restauration qui s'imposent pour mettre les mines en exploitation le plus vite possible. Ces travaux ne peuvent pas être faits avec un seul poste. Le devoir commande d'appliquer les trois postes de huit heures aux travaux du fond et les deux postes aux travaux de la surface.

Il est de l'intérêt national de procéder de cette façon si nous voulons voir augmenter notre production de charbon, et, en même temps, vous donnerez

du travail à un grand nombre de chômeurs que nous avons dans nos régions et dont les familles ne vivent que d'allocations. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Boulanger.

M. Narcisse BOULANGER. — Profitant de la présence de M. le Commissaire du Gouvernement, je viens lui demander si on ne pourrait pas augmenter le contingent de charbon du Pas-de-Calais. Les 28,000 tonnes de charbon que nous avions sont réduites à 12,000 tonnes.

Si on ne peut pas augmenter ce contingent, qu'on nous fasse venir du charbon anglais. Si Calais n'a pas de charbon, les usines seront obligées de fermer. Que fera-t-on des 25,000 ouvriers qui y travaillent? Des chômeurs? Mais nos ouvriers ne veulent pas de l'indemnité de chômage, ils ne demandent qu'une chose : travailler et gagner leur vie.

Dans toute ma région d'ailleurs, c'est la même préoccupation. Voyez-vous, messieurs, nos bateaux de pêche manquant de charbon?

M. BARTHE. — Il en est de même à Cette, à Bordeaux, à Lorient.

M. Narcisse BOULANGER. — L'Angleterre, n'assure-t-on serait disposée à nous donner du charbon et à fournir aussi les moyens de transport. Pourquoi ne pas accorder des licences d'importation à ceux qui les demandent? C'est l'intérêt général que nous devons voir!

M. GONIAUX. — Quelles sont les directives du Gouvernement au point de vue de la reconstitution des mines? M. le Directeur général du service des mines doit les connaître certainement.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Commissaire du Gouvernement.

M. LE DIRECTEUR DES MINES, COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — J'ai à répondre à un certain nombre de questions.

D'abord, la question des tourbières. Elle ne rentre pas dans mes attributions, je ne suis donc pas complètement au courant. Je sais qu'un service a été créé pendant la guerre, afin de développer la production des tourbières ainsi que leur emploi industriel.

Des progrès ont été réalisés; la production a été augmentée; des recherches scientifiques ont été faites. Je regrette de ne pouvoir vous renseigner plus complètement.

Il y a une question qui se rattache à celle-là : il s'agit des mines pauvres. Il y a beaucoup de petites mines pauvres dans le Centre, le Midi, les Alpes, qui, normalement, ne peuvent pas vivre. Nous les soutenons d'une façon artificielle, afin d'augmenter la production du combustible en France pendant cette période critique. Nous les soutenons en maintenant des prix élevés, qui leur permettent de payer leurs ouvriers.

M. Jean BON. — Il vaudrait mieux mettre les ouvriers là où la mine est riche.

M. LE DIRECTEUR DES MINES, COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Dans les Alpes, par exemple, les ouvriers mineurs qui habitent la région ne voudraient pas travailler ailleurs. Il y a intérêt, pour occuper ces ouvriers mineurs, à faire marcher ces petites mines.

M. BARTHE. — Et les lignites ?

M. LE DIRECTEUR DES MINES, COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — C'est la même chose.

M. BARTHE. — J'ai le regret de constater que, dans le département du Gard, le contrôle a fait tout son possible pour empêcher et décourager ceux qui voulaient exploiter des lignites, à telles enseignes qu'il semblait être d'accord avec les compagnies houillères.

M. LE DIRECTEUR DES MINES, COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — La production des lignites dans le département du Gard est très supérieure à ce qu'elle était en 1913.

M. BARTHE. — Voici pourquoi : c'est parce que les exploitants... (*Exclamations.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Barthe, Il n'est pas possible d'interrompre ainsi à chaque mot des explications qui ont été demandées. Vous n'avez pas la parole !

M. BARTHE. — Je veux seulement dire que le contrôle, au lieu d'aider les petits exploitants a essayé de les décourager et ne les a pas soutenus. Mais ils avaient la foi et, malgré vos services, ils ont obtenu de bons résultats.

M. LE DIRECTEUR DES MINES, COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — En ce qui concerne la modernisation des installations des houillères, il n'a pas été possible de s'en occuper activement pendant la guerre, parce que les machines, les matières premières étaient contingentées et qu'on faisait passer avant les houillères les usines travaillant pour la défense nationale, de sorte qu'un grand nombre d'améliorations projetées ont dû être remises.

On commence à entreprendre des programmes d'amélioration dans les houillères ; malheureusement les constructeurs qui font des machines spéciales pour les mines sont peu nombreux ; la plupart étaient établis dans le Nord à Anzin notamment, et ont vu leurs usines détruites. Ceux qui subsistent travaillent surtout à la reconstitution des mines des régions libérées ; ils ne peuvent fournir que peu de choses aux autres mines.

Nous avons cependant institué une grande enquête portant sur toutes les

mines de France dans le but d'étudier les procédés à employer pour améliorer la production.

Cette enquête est en cours. J'espère qu'elle donnera de bons résultats.

Quant à la reconstitution des mines des pays libérés, elle progresse, mais beaucoup plus lentement que nous le voudrions. Les progrès sont d'ailleurs très variables, de compagnie à compagnie. Il y a des compagnies qui, comme Anzin, ont relativement peu souffert; elles renaissent assez vite. Pour les compagnies qui ont beaucoup plus souffert, comme l'Escarpelle, le progrès est beaucoup plus lent.

M. GONIAUX. — On n'y travaille presque pas, je puis en parler, puisque j'habite cette région. On ne fait presque rien pour remettre la mine en état. Il y a une douzaine d'ouvriers là où il en faudrait des centaines.

M. LE DIRECTEUR DES MINES, COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Il y a aussi une question financière qui se pose pour beaucoup de compagnies.

M. GONIAUX. — C'est le cas pour la mine de l'Escarpelle.

M. LE DIRECTEUR DES MINES, COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — J'ignore si c'est le cas de la mine de l'Escarpelle. Quoi qu'il en soit, il n'est pas douteux que nombre de mines sont gênées au point de vue de la trésorerie.

M. GONIAUX. — Je sais que la situation financière de la compagnie des mines de l'Escarpelle, par exemple, n'est pas brillante; elle ne l'était pas, d'ailleurs, non plus avant la guerre. Il paraît que des tractations sont engagées en ce moment avec d'autres sociétés.

Mais est-ce aux compagnies à faire les avances pour la reconstitution de leurs mines? Vous faites aux industriels des avances allant jusqu'à 80 p. 100 sur les dommages de guerre qu'ils ont subis et vous avez raison. Ne devriez-vous pas consentir les mêmes avances aux mines, d'autant plus que c'est une dette.

M. LE DIRECTEUR DES MINES, COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Des avances seront faites aux compagnies.

M. GONIAUX. — Faites-les au plus tôt. Plus vite vous leur consentirez les avances nécessaires, plus rapidement vous les remettrez en état de produire. C'est l'intérêt du pays.

Je m'adresse au directeur des mines qui doit connaître la question et qui doit donner les directives sur ce terrain. Il me semble bien qualifié pour me répondre.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE. — Vous poursuivez une discussion sur laquelle il peut être difficile au Commissaire du Gouvernement de vous répondre, je vous demande au moins de lui faciliter sa tâche.

M. GONIAUX. — Est-ce trop de dire au Directeur des mines que nos régions ont lieu de se plaindre ? Tout à l'heure on disait que l'on était alarmé par la situation charbonnière, que la production allait encore baisser et que l'on ne savait pas si le tonnage en charbon des importations anglaises allait continuer. Or, dans nos mines du Nord et du Pas-de-Calais, où la production était importante avant la guerre, le devoir bien compris du Gouvernement consiste à remettre le plus vite possible ces mines en état d'exploitation. (*Très bien ! très bien !*)

C'est d'ailleurs l'intérêt de l'État. En effet, dans nos régions, des familles vivent de l'allocation qui leur est versée. Il vaudrait beaucoup mieux leur procurer du travail que les ouvriers sollicitent d'ailleurs avec un salaire raisonnable. Intervenez pour que les compagnies accélèrent les travaux de déblaiement et de reconstitution des mines et donnez-leur les avances nécessaires. Voilà ce que nous demandons et ce n'est pas, il me semble, bien difficile à faire. C'est en tous cas le bon moyen pour remettre au plus vite les mines du Nord en activité. (*Très bien ! très bien !*)

M. Jean BON. — Il est même singulier que nous ayons à le demander.

M. LE DIRECTEUR DES MINES, COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — La dernière question qui m'a été posée par M. Boulanger et qui concerne les contingents du Pas-de-Calais m'échappe complètement. Elle concerne le bureau national des charbons au Directeur duquel je transmettrai la demande de M. Boulanger.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Ragheboom.

M. RAGHEBOOM. — Depuis trois mois, je fais deux fois par semaine le voyage de Lille à Paris et de Paris à Lille. Or, la situation est toujours la même. A Douai, à l'Escarpelle, à la Forêt, à Astricourt et à Libercourt tout est détruit et rien ne se répare. Pourquoi ? Les compagnies manquent-elles d'ouvriers ? Non. Il y a des ouvriers. Mais les moyens de transport manquent. On a demandé des camions automobiles. Les ouvriers chôment presque partout, bien que le travail ne manque pas. Attendra-t-on l'hiver pour le faire ?

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Cadot.

M. CADOT. — Je présenterai une observation que je crois très importante. On a parlé des causes de la diminution du rendement actuel de l'ouvrier mineur. Je veux en indiquer une qui a trait justement à l'observation que faisait M. Goniaux : des ouvriers mineurs quittent nos mines pour reprendre leur travail dans les mines récupérées ; travail qui est improductif ou à peu près au point de vue charbon. Il en résulte des vides dans nos mines en activité du Pas-de-Calais. Il faut remplacer ces ouvriers qui s'en vont. Je ne vois qu'un moyen de le faire, c'est de mettre en sursis les mineurs des classes 1913, 1914, 1915 et 1916. Je demande à M. le Commissaire du Gouvernement de vouloir bien attirer l'attention du Ministre de la reconstitution

industrielle sur cette question, afin d'aider au relèvement de la production du charbon.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du travail.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — A la suite de la discussion sur la journée de huit heures, des questions intéressantes viennent d'être développées par plusieurs de nos collègues. Nos collègues voudront reconnaître que, bien que leurs questions soient d'un intérêt général évident, elles ressortissent à différents départements ministériels auxquels je ne puis me substituer. Tout ce que je puis promettre à MM. Barthe, Bouveri et Cadot, c'est d'appeler l'attention des Ministres compétents sur les différentes observations qu'ils ont formulées. Je ne puis faire davantage.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — Je voulais ne parler que sur l'ensemble pour faire remarquer que, malgré l'impossibilité de donner satisfaction à quelques-uns de nos collègues, grâce à leurs suggestions et aux concessions du Gouvernement, nous avons cependant aménagé un texte singulièrement amélioré.

Les dispositions que la Chambre vient d'adopter relativement aux conditions de travail dans les mines donnent satisfaction aux ouvriers. D'autre part, les mesures de contrôle insérées dans la loi en permettront l'application intégrale. Il appartiendra aux ouvriers, aux délégués mineurs de veiller à ce qu'elle ne soit pas tournée. Elle donne aux mineurs la réduction de la journée de travail, la suppression des dérogations et une application immédiate, avec des garanties, afin que tous les intéressés en bénéficient sans attendre plus longtemps.

Certes, ce n'est pas tout ce qu'ils désiraient, mais nous croyons sincèrement que la loi marque un progrès et que si son application est faite avec le désir de lui faire donner son plein effet, les ouvriers ne regretteront pas trop le texte auquel ils étaient attachés depuis leur dernier congrès.

Il me reste maintenant à demander au Gouvernement de faire l'effort nécessaire pour que la loi soit votée rapidement au Sénat, de façon que les délais que nous nous sommes fixés soient respectés. Nous avons, d'ailleurs, enregistré la promesse faite par M. le Ministre, au cas où la loi ne serait pas votée par le Sénat aussi rapidement que nous l'espérons, de prendre des dispositions afin que cependant elle soit mise en application en temps utile.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole ? . . .

Je mets aux voix le premier paragraphe de l'article 1^{er}, qui avait été réservé et dont je rappelle le texte :

« Les articles 9 à 13, constituant la section 2 du chapitre 2 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes : »

(Le premier paragraphe de l'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.

(L'ensemble de l'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 2. — Il est ajouté à la suite du second alinéa de l'article 155 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale un alinéa ainsi conçu :

« Dans le maximum prévu par l'alinéa 1^{er}, ne sont pas comprises les journées employées par les délégués mineurs à la surveillance des consignés prévues par l'article 10. »

« L'alinéa final du même article est modifié comme suit :

« Les visites supplémentaires faites par un délégué soit pour accompagner les ingénieurs ou contrôleurs des mines, soit à la suite d'accidents, soit pour la surveillance des consignés prévues par l'article 10 lui sont payées, en outre, et au même prix sans que pourtant l'indemnité mensuelle puisse jamais être supérieure au prix de trente journées de travail. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Par dérogation à l'article 3 de la loi du 23 avril 1919, les articles 9 c et 9 d du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale demeurent en vigueur. » — (Adopté.)

« Art. 4. — En aucun cas, les salaires de toute catégorie, payés en suite de l'application de la présente loi, ne pourront être inférieurs aux salaires payés au jour de sa promulgation. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Les dispositions de la présente loi sont applicables à compter du 16 juin 1919. » — (Adopté.)

Avant de mettre aux voix l'ensemble, je dois faire connaître à la Chambre que la Commission propose de rédiger comme suit le titre de cette proposition de loi :

« Proposition relative à la durée du travail dans les mines. »

Il n'y a pas d'opposition ? . . .

Le titre demeure ainsi rédigé.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

Il y a une demande de scrutin signée de MM. Haudos, Lenoir, Drivet, Robert, Fayolle, Plissonnier, Joubert-Peyrot, Tissier, Deshayes, Jean Bon, Lucien Dumont, Reboul, Barthe, Caffort, Rameil, Jugy, Chavoix, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du décompte du scrutin :

Nombre des votants.....	482
Majorité absolue.....	242
Pour l'adoption.....	482
Contre.....	0

La Chambre des députés a adopté.

DÉBATS AU SÉNAT.

SÉANCE DU 17 JUIN 1919.

ADOPTION D'UNE PROPOSITION DE LOI RELATIVE À LA DURÉE DU TRAVAIL DANS LES MINES.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Colin pour le dépôt d'un rapport sur une proposition de loi pour laquelle il demande au Sénat de déclarer l'urgence et ordonner la discussion immédiate.

M. Maurice COLIN. — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la durée du travail dans les mines.

M. LE PRÉSIDENT. — S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. PEYTRAL. — Ce n'est pas à l'ordre du jour.

M. LE PRÉSIDENT. — S'il y a opposition je vais consulter le Sénat.

M. LOUCHEUR, MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle.

M. LE MINISTRE. — Je me permets d'insister auprès de la haute Assemblée pour lui demander d'ordonner la discussion immédiate de cette proposition de loi. La question présente, en effet, le plus grand intérêt.

M. FLAISSIÈRES. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Flaissières.

M. FLAISSIÈRES. — J'insiste avec non moins de vigueur que M. le Ministre pour que le Sénat veuille bien ajourner l'étude et la discussion du rapport que notre collègue se propose de nous lire.

La question des mines est entrée dans une période dont nul d'entre nous ne saurait méconnaître la gravité. Les opinions peuvent être diverses dans cette Assemblée sur ce que pensent les mineurs et ce que pensent, d'autre part, le Gouvernement et M. le Ministre lui-même.

Mais, Messieurs, il y a un fait, qui ne saurait échapper au Sénat, c'est qu'au moment même où la question du travail dans les mines est devenue plus aiguë, à la fin de la journée d'hier, il a semblé qu'une sorte de vent de conciliation s'élevait entre les partis. Si j'ai bien compris les différents articles de journaux que j'ai lus ce matin, il semblerait qu'avec un effort, je ne dirai pas des deux combattants, mais de M. le Ministre d'une part, et des mineurs d'autre part, on pourrait aboutir à une transaction honorable et profitable à tous en la circonstance.

En un mot, il semble que peut être appliquée à la situation actuelle la formule latine : *adhuc sub judice lis est*, la cause est soumise à une sorte de tribunal d'arbitrage.

En vérité, est-ce le moment pour le Gouvernement qui, si souvent dans toutes les circonstances, et avec raison, pousse à l'arbitrage dans des conflits pareils, de venir nous dire : « Passons outre à cette tendance qui se manifeste et vous, Sénat, prenez parti, substituez-vous à moi-même, Ministre en cause, et votez en opposition avec le désir de la Fédération nationale des ouvriers mineurs.

Je ne crois pas que le Sénat puisse entrer dans cette voie ; je lui demande instamment de renvoyer la discussion jusqu'au moment du moins où nous aurons eu le temps de lire et d'apprécier le travail de la Commission.

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle.

M. LE MINISTRE. — L'honorable sénateur se trompe grandement s'il croit que ce sont des paroles de lutte qu'apportera ici le Gouvernement. Ce seront, au contraire, des paroles de conciliation, comme c'est son devoir dans les minutes difficiles que nous traversons ; mais ce seront aussi des paroles de fermeté, ce qui est parfaitement conciliable.

Je crois, au contraire, qu'il est indispensable que la discussion vienne immédiatement, et cela à tous les points de vue. Je me permets donc d'insister vivement auprès de la haute Assemblée pour qu'elle ordonne la discussion

immédiate, réservant pour tout à l'heure mes explications complémentaires.
(*Très bien! Très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte le Sénat pour savoir s'il veut entendre la lecture du rapport de la Commission.

(Le Sénat ordonne la lecture.)

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur le rapporteur veuillez donner lecture de votre rapport (1).

M. Maurice COLIN, *rapporteur*. — Messieurs, dans sa séance du 11 juin 1919, la Chambre des Députés a adopté une proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines. Cette proposition, qui vise une des catégories les plus intéressantes du monde du travail, ne pouvait manquer d'éveiller toute la sollicitude du Sénat. Aussi, dès le 13 juin, votre Commission en a-t-elle immédiatement commencé l'examen. Après une préparation quelque peu hâtive, mais en plein accord avec le Gouvernement, votre Commission croit devoir vous proposer l'adoption des textes que le Gouvernement lui a soumis.

C'est sur l'heure que je devais présenter mon rapport. Mais les exploitants de mines ayant patriotiquement accepté d'appliquer, à compter du 16 juin, la réduction des heures de travail consacrée par le projet, c'est au mardi 17 juin qu'a été renvoyé le dépôt de mon rapport.

Ces textes sont un simple remaniement, de la proposition votée par la Chambre, dont, au fond, ils se bornent à consacrer les dispositions.

Sur deux points, cependant, ils apportent aux textes de la Chambre une modification qui n'est pas de pure forme.

D'abord il est bien spécifié que la loi vise uniquement les ouvriers travaillant dans la mine, autrement dit ceux qu'on appelle les ouvriers du fond. On pouvait en douter en lisant le texte sorti des délibérations de la Chambre.

Voici ce texte :

« Art. 9. — La journée des ouvriers employés dans les travaux souterrains des mines ne peut excéder une durée de huit heures, tant pour les ouvriers du fond que pour ceux employés à l'extérieur de l'exploitation, comptées du jour au jour et comprenant le repas dont la durée totale sera d'une demi-heure au plus, ainsi que le temps de la descente et de la remonte.

« Ces dispositions sont étendues aux travaux souterrains des ardoisières et de recherches de mines. »

L'incidente « tant pour les ouvriers du fond que pour ceux employés à l'extérieur de l'exploitation » ne cadre ni avec le but même de la loi, ni avec le contexte de l'article, ni avec toute la réglementation de la loi. Votre Commission vous propose de la supprimer. La portée de la loi sera ainsi nettement délimitée. Elle vise les ouvriers du fond. C'est, du reste, la majorité

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 17 juin 1919 — Doc. parl. n° 263.

des ouvriers travaillant à l'exploitation des mines de charbon. Si nous prenons l'effectif général des ouvriers qui, en mars 1919, sont employés à l'exploitation des mines de houille, soit 152,849, on en compte 97,918 qui travaillent au fond et 55,131 qui travaillent au jour, c'est-à-dire à l'extérieur de la mine. Pour ces derniers, ce sont les dispositions du droit commun qui s'appliquent (loi générale de huit heures de travail). Les textes du projet actuel visent seulement les 97,918 travailleurs du fond.

Le dernier paragraphe de l'article a trait aux travaux souterrains des ardoisières et de recherches de mines. Comme les ardoisières ne sont pas les seules carrières dans lesquelles sont effectués des travaux souterrains, il paraît équitable d'étendre la même règle à toutes les carrières dans lesquelles sont poursuivis des travaux souterrains.

La seconde modification est relative à l'article 13. Aux termes de ce texte, « en cas de guerre, dans l'intérêt de la défense nationale, le Gouvernement pourra, après avoir entendu les organisations patronales et ouvrières, autoriser des dérogations aux articles 9 à 12, dont il précisera la portée ».

A ce texte votre Commission, d'accord avec le Gouvernement, vous propose de substituer le texte suivant : « En cas de nécessité nationale, le Gouvernement pourra, après avoir entendu les organisations patronales et ouvrières, autoriser des dérogations aux articles 9 à 12, dont il précisera la portée. »

Toutes les autres modifications sont des modifications de pure forme, touchant uniquement à la rédaction même ou à l'ordre des dispositions adoptées par la Chambre, ou se bornant à alléger le texte de dispositions inutiles. C'est ainsi que la suppression dans le projet qui vous est soumis, de l'article 3 de la proposition votée par la Chambre, a pour seul but d'en faire disparaître un texte dénué de toute portée. Les articles 9 *c* et 9 *d* du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale auxquels renvoie cet article 3, figurent, en effet, *in extenso*, dans la proposition, sous les numéros 11 *a* et 12. Le renvoi de l'article 3 était donc complètement inutile et le maintien de cet article, dans le texte de la Chambre, ne pouvait s'expliquer que par une méprise.

Signalons que les huit heures de présence des mineurs dans la mine sont précisées d'une façon très nette. Elles commencent au moment où le mineur prend sa lampe et cessent au moment il la rend, c'est-à-dire à un moment précis facile à contrôler et assurant à tous les mineurs l'égalité la plus complète dans la durée du travail. Il en est tout autrement du projet Durafour qui fait courir les huit heures du moment où le premier mineur commence à descendre et les fait cesser au moment où le dernier sort de la mine. Il en résulte non seulement une réduction du travail effectif fourni dans la mine, mais encore une inégalité choquante dans le temps du travail que chaque mineur sera appelé à fournir, à moins que, chose impossible à obtenir en fait, ce soit exactement dans le même ordre que soient faites la descente et la montée.

Il a fallu que votre Commission se rappelât toute la sollicitude qu'elle sait que le Sénat apporte à l'amélioration des conditions de travail des mineurs, pour que, faisant faire toute autre préoccupation, elle vous propose l'adoption d'une proposition qui, à la différence des lois antérieures de 1905 et de 1913,

ne prévoit aucun délai et aucun palier dans l'application de la loi qui devient intégralement obligatoire du jour de sa promulgation. Mais elle estime qu'elle a le devoir de ne pas vous cacher les inquiétudes que lui cause l'approvisionnement du pays en charbon.

Voici, en effet, le tableau de la production mensuelle de toutes les mines françaises en activité pendant l'année 1918 et les cinq premiers mois de 1919.

1918 Janvier.....	2,645,000 tonnes.
— Février.....	2,455,000 —
— Mars.....	2,681,000 —
— Avril.....	2,243,000 —
— Mai.....	1,896,000 —
— Juin.....	1,825,000 —
— Juillet.....	2,056,000 —
— Août.....	2,160,000 —
— Septembre.....	2,135,000 —
— Octobre.....	2,214,000 —
— Novembre.....	1,970,000 —
— Décembre.....	2,030,000 —

soit une moyenne mensuelle de 2,192,000 pour 1918.

1919 Janvier.....	2,304,000 tonnes.
— Février.....	2,034,000 —
— Mars.....	1,887,000 —
— Avril.....	1,635,000 —
— Mai.....	1,595,000 —

soit une moyenne mensuelle de 1,889,000 pour les cinq premiers mois de 1919.

Toutes les variations de la production que signale le tableau ci-dessus trouvent leur application dans les faits. Le fléchissement d'avril 1918 et des deux mois suivants correspond aux progrès de l'offensive allemande.

L'augmentation de juillet 1918 et des deux mois suivants s'explique par les progrès de l'offensive alliée permettant de reprendre l'exploitation de puits qui avaient dû être suspendue. En novembre, les réjouissances qui ont suivi l'armistice ont amené nombre de mineurs à suspendre leur travail pendant un certain nombre de journées. La diminution qui marque février 1919, correspond à la suppression de l'heure supplémentaire de travail volontairement acceptée par les mineurs pendant la guerre. Enfin le fléchissement constaté en mars et dans les deux mois suivants s'explique par le retrait des prisonniers allemands travaillant dans les mines et par le départ des mobilisés employés dans les mines et rendus libres par la démobilisation. Le Ministère de la Guerre avait, en effet, rendu au travail des mines tous les mineurs

mobilisés des classes antérieures à 1912. Cette mesure avait ramené dans les mines un certain nombre d'ouvriers qui, avant la guerre, avaient cessé d'y travailler et qui, devenant libres, ont cessé leur travail pour reprendre les professions pour lesquelles ils avaient abandonné la profession de mineur.

Quoi qu'il en soit, en mai 1919, nous sommes à une production de 1,595,000 tonnes, c'est-à-dire à une production notablement inférieure à celle des mêmes mines avant la guerre, puisque cette production atteignait une moyenne de 1,848,000 tonnes.

Quelle peut être, sur la production de ces mines, l'influence du projet actuel qui réduit de sept heures et demie à six heures et demie le travail effectif des mineurs ? Ceux-ci répondent que la diminution des heures de travail a pour conséquence un travail plus intensif. Ce n'est pas cependant ce qu'on a pu constater en février 1919, où la suppression de l'heure supplémentaire patriotiquement acceptée par les mineurs pendant la guerre a eu pour conséquence une baisse notable dans le rendement de la production. Tous les faits démontrent d'ailleurs qu'à une réduction des heures de travail correspond une diminution à peu près proportionnelle de la production. Admettons cependant que, réduit, le travail soit plus intensif, et recherchons quelles conséquences peut entraîner la réduction d'une heure dans les sept heures et demie de travail effectif fournies jusqu'à ce jour par les mineurs.

Calculons, par exemple, sur le mois de mars 1919 dont la production a atteint 1,887,000 tonnes. En moyenne, un mineur a pu, à cet époque, extraire par mois, 19 tonnes 2. En comptant 25 jours de travail par mois, c'est une moyenne journalière de 770 kilogrammes, soit, pour sept heures et demie de travail, une moyenne de 104 kilogrammes par heure de travail. Ramenée à six heures et demie, la journée du mineur ne représente plus que : 770-104, soit 666. Admettons, et il est très à craindre que les faits démentent l'hypothèse que, réduit, le travail soit plus intensif et qu'au lieu d'être ramenée à 666 kilogrammes, la production journalière soit ramenée seulement à 700 kilogrammes, c'est, dans sa production totale, une diminution de 10 p. 100 au moins, c'est-à-dire, pour une production annuelle de 20 millions de tonnes, — nous supposons qu'aucune grève ne vienne diminuer le chiffre de la production — une diminution de 2 millions de tonnes, qui augmentera d'autant le déficit de notre production sur notre consommation.

Si, comme je l'ai entendu dire à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, les besoins de notre chauffage et de notre industrie atteignent 70 millions de tonnes, c'est un déficit de plus de 50 millions que devraient couvrir les apports soit du bassin de la Sarre, soit de l'étranger, puisque, avant six ans au moins, on ne peut tabler sur la reprise du travail dans les mines du Pas-de-Calais et du Nord saccagées par les Allemands.

Pouvons-nous y compter ?

Telle est la redoutable question que nous avons à poser au Gouvernement.

Espérons que la sagesse et le patriotisme dont nos mineurs ont donné tant de preuves, permettront de ne pas en compliquer la solution.

M. LE PRÉSIDENT. — Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt de nos collègues dont voici les noms :

MM. Boudenoot, Colin, Chéron, Paul Le Roux, Perchot, Goy, Crémieux, Reymonenq, Perreau, Mir, Lemarié, Cazeneuve, Guillier, Cauvin, Surreaux, Poulle, Tournon, Sancet, Peyronnet et Poirson.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai à donner connaissance au Sénat des décrets suivants :

« LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

« Sur la proposition du Ministre de la Reconstitution industrielle.

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les Ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des Commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — M. Delfine, Directeur des mines, est désigné, en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre de la Reconstitution industrielle, au Sénat, dans la discussion de la proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines.

« ART. 2. — Le Ministre de la Reconstitution industrielle est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 12 juin 1919.

« R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

« *Le Ministre de la Reconstitution industrielle,*

« LOUCHEUR. »

« LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

« Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des Pouvoirs publics, qui dispose que les Ministres peuvent

se faire assister, devant les deux Chambres, par des Commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — M. Arthur Fontaine, Directeur du travail, et M. Charles Picquenard, Sous-Directeur du travail, sont désignés, en qualité de Commissaires du Gouvernement, pour assister le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, au Sénat, dans la discussion de la proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines.

ART. 2. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le juin 12 juin 1919.

« R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

« Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

« COLLIARD. »

Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale ?

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Je la demande, monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle.

M. LE MINISTRE. — Messieurs, je tiens à apporter au Sénat les explications que, très justement, il attend à cette heure.

L'honorable rapporteur lui a exposé les termes principaux du projet de loi soumis à ses délibérations et le Gouvernement tient à s'expliquer ici très franchement et très nettement sur les divergences d'opinion qui existent en ce moment relativement aux divers textes, comme sur la cause de la grève qui est malheureusement commencée depuis hier matin.

Le projet de loi que l'on vous demande de voter semblerait ne pas donner satisfaction aux mineurs, et la Fédération du sous-sol a déclaré la grève, notamment parce que la Chambre avait refusé de voter le projet de loi Durafour et avait voté ce projet de loi ou plutôt un projet analogue puisque le texte qui vous est présenté ne diffère de celui de la Chambre que sur quelques points de peu d'importance.

Je tiens d'abord à préciser au Sénat que le projet de loi qui lui est aujourd'hui présenté a été voté à la Chambre par 488 voix contre 0, après que l'amendement Valette avait été repoussé à une très grande majorité.

Je dois de plus indiquer que, contrairement à ce que dit la Fédération du sous-sol, un grand nombre de mineurs estiment que la loi nouvelle leur

donne satisfaction d'une façon plus précise et plus complète que la loi dite Durafour, et j'en trouve la meilleure confirmation dans la déclaration faite par un Député mineur, M. Basly, qui a écrit ces jours-ci que cette loi nouvelle donne pour la première fois aux mineurs un apaisement complet quant à la durée du travail. C'est que, en effet, depuis l'application des lois antérieures sur le travail dans les mines, il a toujours été constaté un véritable conflit en ce qui concerne la fixation du commencement et de la fin du travail journalier. La loi nouvelle précise, au contraire, d'une façon extrêmement nette, à la fois le commencement et la fin de la journée de travail.

L'ouvrier entre dans la mine à quel moment? Les uns disaient au moment où il arrive à la benne qui va le descendre, les Anglais disent au moment où il est descendu dans la mine, et où il a commencé à se diriger vers la veine. D'autres théories, au contraire, disent que le travail commence quand l'ouvrier est arrivé à pied d'œuvre.

Depuis longtemps, les ouvriers faisaient remarquer que leur arrivée rapide à pied d'œuvre ne dépend pas d'eux-mêmes, mais au contraire, d'un certain nombre d'opérations plus ou moins compliquées. En effet, l'ouvrier arrive à la lampisterie; elle est plus ou moins bien aménagée et quelquefois il attend un quart d'heure pour recevoir sa lampe; ensuite, il arrive au puits, il y trouve les bennes encombrées, la descente mal organisée et perd souvent dix minutes ou un quart d'heure.

Depuis longtemps, les ouvriers demandaient que l'on trouvât une formule qui leur donnât tout apaisement à ce sujet. Celle que nous vous apportons est précisément celle vers laquelle ils tendent depuis de nombreuses années, et je suis surpris de voir que la Fédération du sous-sol n'ait pas admis autrement qu'elle ne l'a fait la transaction que j'avais acceptée à la séance de la Chambre : à savoir, de compter le travail pour l'ouvrier mineur à partir du moment où il reçoit sa lampe à la lampisterie jusqu'à la minute où il la rapporte à cette même lampisterie. Pas de discussion possible, par conséquent. La loi qui vous est présentée dit, de la façon la plus claire, qu'entre ces deux moments il ne peut pas s'écouler plus de huit heures.

Dans ces huit heures, par conséquent, vont être compris : le temps passé par l'ouvrier pour se rendre au puits, le temps passé pour y descendre et pour se rendre à son travail, ainsi que le temps nécessaire pour lui permettre de se reposer et de faire son casse-croûte, ce que l'on appelle le briquet dans les mines. On a même pris soin de préciser qu'il y aurait une demi-heure pour ce repas. Donc, tant dans les déplacements que dans la réception de la lampe et que dans la descente dans le puits, l'ouvrier devra faire huit heures de présence en tout; il aura ainsi sept heures environ de travail ou de déplacements divers et une demi-heure pour son repas.

Voilà exactement comment se présente la question dans le texte qui vous est soumis.

Comment se présente-t-elle dans le projet de loi Durafour pris en ce moment comme base de discussion par la Fédération du sous-sol? D'une façon très différente et que certains syndicats mineurs trouvent injuste.

Il y est dit, en effet, que les huit heures sont comptées, non pas du moment

où l'ouvrier va à la lampisterie, car il n'en est pas question, mais à partir du moment qui s'écoule entre le premier ouvrier descendant jusqu'au dernier ouvrier remontant.

Le résultat, c'est que certains ouvriers feront sept heures un quart, certains ouvriers sept heures et demie, alors que certains autres pourront arriver à faire sept heures trois quarts. Il n'y a, par conséquent, aucune méthode, et l'on aboutit à des durées de travail essentiellement différentes.

Plusieurs sénateurs. — C'est tout à fait exact.

M. LE MINISTRE. — Le résultat le plus clair, c'est que la moyenne du travail ou de la présence sera réduite de huit heures à sept heures et demie. Alors, pourquoi n'appelle-t-on pas nettement et franchement cette loi une loi du travail de sept heures et demie, au lieu de la présenter comme une loi de huit heures de travail, puisque, en réalité, en aucun point, les huit heures n'existent? Voilà d'abord ce que je voulais montrer au Sénat; je voulais lui dire ensuite qu'en ce qui concerne les desiderata exprimés par les mineurs, la loi nouvelle leur donne satisfaction. Je ne puis choisir en effet pour le démontrer au Sénat de meilleure preuve que la décision prise par le congrès de Marseille. A ce congrès, dont il sera question plusieurs fois au cours de cette discussion, il a été demandé que l'on vote la proposition de loi Durafour. Pourquoi? Parce que, a-t-on dit, elle donne aux mineurs ce qu'ils réclament. Mais les mineurs ont pris soin de préciser ce qu'ils demandaient. Ils ont insisté pour que les huit heures comprennent définitivement le temps de descendre dans la mine pour chaque ouvrier, le temps de stationnement dans la mine, le temps du travail dans la mine, le temps du repas et le temps de la remonte. Or, messieurs, vous leur donnez plus que cela si vous votez la loi que nous vous présentons, puisque, de ces huit heures, nous déduisons encore le temps nécessaire pour recevoir la lampe et aller à l'entrée du puits. Depuis deux jours, on dit que l'on fait grève parce que la proposition de loi Durafour n'a pas été votée. On oublie de dire en même temps, messieurs, que l'on fait grève pour bien d'autres raisons, et pour une raison surtout que les mineurs trouvent autrement importante : celle de l'augmentation des salaires. Le congrès de Marseille, en effet, a donné à la Fédération du sous-sol le mandat impératif d'exiger le vote de la loi Durafour et, en même temps, d'exiger les salaires que je vais vous indiquer pour les ouvriers mineurs des diverses catégories.

Si nous prenons un ouvrier manœuvre au jour, ouvrier qui, actuellement, dans diverses exploitations, gagne environ 12 francs, nous constatons que l'on demande pour cet ouvrier 21 francs; on demande 21 fr. 50 s'il est manœuvre au fond, à la même minute d'ailleurs où le travail va être réduit d'une heure et demie. Pour les ouvriers boiseurs, mineurs et autres ouvriers non occupés à l'abatage : ouvriers du fond, salaire actuel : 13 fr. 50 à 15 francs; salaire demandé, 23 francs. Ouvrier mineur au chantier : salaire actuel : 15 à 16 francs; salaire nouveau : 25 francs.

Or, le mandat impératif donné à la Fédération du sous-sol tel qu'il nous a

été signifié comporte que ces chiffres ne pouvaient être modifiés, qu'ils devaient être acceptés ou que la grève aurait lieu à telle époque.

Voici quelle en serait la conséquence : on nous dit que, par la diminution des heures de travail, la production horaire sera augmentée et que, par conséquent, à la fin de la journée, le tonnage de charbon extrait par chaque mineur ne sera pas diminué. Je veux bien admettre que, dans une certaine mesure, ce sera exact ; mais ce serait s'illusionner que de croire que le rendement général sera le même.

Or, actuellement, le coût de la main-d'œuvre par tonne de charbon extraite est de 30 francs environ. Si nous considérons la réduction proportionnelle de production et en appliquant intégralement à la fois la proposition de loi Durafour, qui réduit en réalité à sept heures et demie la durée du travail, et les salaires demandés, le coût de la main-d'œuvre par tonne passera de 30 francs à 70 francs ; cela fait donc 40 francs de supplément par tonne de charbon extraite, chiffre qui nous obligerait à augmenter nos prix de 40 à 50 francs par tonne, si nous tenons compte des autres coefficients. Multipliez ce chiffre par les 40 millions de tonnes de production annuelle que, j'espère, la France reverra bientôt, cela fait 1,600 millions demandés aux consommateurs de ce pays. Voilà comment se présente cette question. Pensez-vous que le Gouvernement puisse accepter de pareils chiffres ?

S'ils se trouvaient justifiés, si nous pensions sérieusement qu'il faille donner au manœuvre ou à l'ouvrier 21 francs pour vivre, je parlerais tout à fait autrement. Mais laissez-moi vous dire que même les mineurs du Pas-de-Calais, qui discutaient avec nous, nous ont demandé une augmentation, non pas de 8 à 10 francs par jour, mais de 5 francs sur laquelle augmentation d'ailleurs ils acceptaient de causer. Et nous avons causé. Nous nous sommes réunis avec eux, et nous avons établi le 6 juin, comme j'ai eu l'honneur de le dire au Sénat dans une précédente séance, un accord qui donnait aux ouvriers 2 fr. 65. Les délégués sont retournés auprès de leurs collègues, ils ont soumis la question à leurs camarades. Ils n'ont pas été approuvés. Ils sont revenus à Paris pour discuter à nouveau avec les patrons.

J'ai réuni ces délégués et je leur ai dit que jusqu'à présent les mineurs du Pas-de-Calais avaient toujours tenu leur parole ; que l'on vit, dans le Pas-de-Calais et le Nord, sur la foi d'accords signés qui avaient, de part et d'autre, été constamment respectés et que, pour la première fois, j'étais ennuyé de constater que les ouvriers mineurs n'avaient pas confirmé ce qu'avaient fait leurs délégués. Ces délégués ont compris, ils sont repartis pour Béthune, ils ont exposé la question à leurs camarades, qui nous ont fait l'honneur de nous choisir comme arbitres pour décider définitivement le salaire qui doit leur être accordé. Je vous demande de rapprocher simplement les deux manières d'opérer et de me dire si la dernière n'est pas la meilleure. (*Très bien ! très bien !*)

Ceci fait, est-ce à dire que nous serions intransigeants sur un point quelconque ? Pas du tout. Dès le 14 juin, nous avons fait prévenir la Fédération que nous étions prêts à entrer immédiatement en discussion avec elle, qu'il fallait nous mettre autour d'une table et chercher ensemble une solution. On nous a répondu que les décisions du congrès de Marseille étaient impératives

et que l'on ne pouvait pas discuter avec nous si nous ne prenions pas d'ores et déjà l'engagement de faire voter le projet de loi Durafour, au contraire de la décision prise par la Chambre et du projet de loi qu'elle avait adopté. Nous avons alors dit que, cependant, d'autres revendications se trouvaient en ce moment présentées par les mineurs, que la question des huit heures n'était pas seulement en jeu, qu'il y avait la question des salaires minima et que tout cela valait la peine de se réunir.

Jusqu'à présent, nous n'avons pas eu de réponse à notre nouvelle tentative. Mais dès demain, dès après-demain, quand on voudra nous faire signe, immédiatement nous étudierons, immédiatement nous chercherons une formule raisonnable; immédiatement nous examinerons avec les ouvriers le coût réel de la vie dans leurs exploitations, et nous leur ferions donner les salaires raisonnables qui doivent leur permettre de vivre. En faisant cela, je suis certain, messieurs, que nous serons d'accord avec vous; mais nous ne pouvons pas, parce qu'un congrès a décidé tels salaires, décider, nous, que, dans toute la France, ce salaire sera appliqué.

Voilà, messieurs, la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui. Je ne cache pas sa gravité, sa gravité surtout pour la marche de nos industries.

Tout à l'heure, votre rapporteur vous a, en quelques mots, tracé la marche dégressive de notre production depuis quelques mois. Cette diminution dans notre production, je me hâte de le dire, n'est pas due à un moindre effort des ouvriers mineurs. Il serait injuste de le prétendre. Ils ont, au contraire, continué leurs efforts et, malgré la diminution d'une heure de travail, la production n'a pas été beaucoup réduite de ce fait. C'est à d'autres causes qu'il faut attribuer la diminution de la production; c'est surtout le retrait des prisonniers de guerre qui a amené un bouleversement dans les équipes de jour et de nuit et n'a pas permis le maintien d'une production moyenne suffisante. Mais, du côté des ouvriers mineurs, mon devoir est de le dire ici, simplement mais franchement, nous avons trouvé le même effort continu actuellement que pendant la guerre, où jamais il ne s'est démenti une seule minute. C'est pour cela que je suis certain qu'en faisant appel à eux, nous devons leur expliquer qu'en ce moment, nous qui sommes un peu leurs tuteurs, nous sommes occupés à faire une loi qui donne satisfaction à leurs désirs, qui va même plus loin, — puisqu'elle leur donne une chose qu'ils n'avaient ni espérée ni visée dans leur congrès de Marseille — je veux dire le temps passé depuis la lampisterie jusqu'à l'entrée des puits.

Voilà ce que je voulais dire au Sénat. J'ajoute simplement que nous sommes bien décidés à faire tout ce que nous pourrions pour accélérer cette production, sitôt cette malheureuse grève terminée.

Mais le Sénat ne doit pas se faire d'illusion : pendant de nombreuses années, nous serons encore tributaires de l'étranger. Nous devons recevoir de l'Allemagne, d'après le traité de paix, 27 millions de tonnes par an, qui arriveront tout juste à combler le déficit de notre production du Nord et du Pas-de-Calais, à la suite des destructions de nos mines, et aussi l'importation normale allemande en France d'avant la guerre.

La production, en Angleterre, diminue fortement, au point que l'Angleterre envisage la réduction de ses exportations de plus de 50 p. 100.

La crise du charbon est une crise mondiale. Je l'ai dit à la Chambre, il y a quelque temps, et je dois le dire au Sénat. Nous devons tout faire pour trouver des combustibles de remplacement et pour les employer le mieux possible. Nous avons déposé à la Chambre, qui a bien voulu le voter ces jours derniers, un projet de loi tendant à diminuer les droits sur l'importation des huiles lourdes, dans le but précisément d'employer de nouveaux combustibles.

Nous devons surtout, c'est un devoir national, réaliser un prompt aménagement de nos chutes, parce que, plus nous irons, plus nous verrons la production diminuer, et, par conséquent, plus nous devons, dès maintenant, prendre les mesures nécessaires pour y parer. (*Vifs applaudissements.*)

M. FLAISSIÈRES. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Flaissières.

M. FLAISSIÈRES. — Messieurs, mon intervention sera brève. J'ai eu l'honneur, tout à l'heure, en demandant le renvoi pur et simple de la discussion à une autre date, d'indiquer dans quel esprit je faisais cette demande de renvoi.

M. le Ministre vient de traiter conjointement deux questions absolument distinctes. De l'une d'elles, vous restez saisis très légitimement, très réglementairement : c'est la question de l'organisation de la journée de huit heures. De l'autre question, qui a trait aux salaires demandés par les ouvriers mineurs et aux salaires jugés suffisants par M. le Ministre, je vous serais très obligé, Messieurs, de ne pas vous en saisir, de la laisser entièrement de côté, comme susceptible d'être traitée entre patrons et ouvriers, afin de porter toute votre attention sur la première des deux, qui est purement d'ordre législatif.

Comment faut-il entendre la journée de huit heures ? Pour ce qui a trait au travail des mines, M. le Ministre donne son opinion : la Fédération nationale des ouvriers mineurs a donné la sienne ; notre collègue au Parlement, M. Durafour, a trouvé une formule législative.

Entre l'opinion de M. le Ministre, à laquelle je donne avec vous toute son autorité, et l'opinion de la Fédération nationale des ouvriers mineurs, qui sait bien ce qu'est le travail des mines, que M. le Ministre me permette de ne point hésiter, de passer du côté de la Fédération des mineurs, comme ayant statué en connaissance de cause et justement.

Que M. le Ministre veuille bien, en cette circonstance où il est compétent, mais où il est en opposition avec des compétences égales à la sienne, ne pas prendre le Sénat comme arbitre. Nous ne pouvons point, Messieurs, accepter la responsabilité d'un tel arbitrage, parce que nous ne sommes point techniciens ; parce que nous n'avons pas eu seulement le temps de lire le rapport de la commission ; parce que nous n'avons pas eu le temps de peser les arguments et de les comparer avec les arguments qui nous sont venus du dehors, notamment ceux qui nous sont venus officiellement de la Fédération des ouvriers mineurs.

Voilà pourquoi je demande instamment au Sénat de faire preuve, en cette circonstance, d'un esprit de haut libéralisme qui, venant de lui, n'étonnera

personne, d'un esprit de bienveillance en faveur de cette partie de la classe ouvrière dont chacun de nous apprécie à sa juste valeur le travail, dont chacun connaît les dangers qu'elle court au fond de la mine.

Je demande au Sénat, pour faire cesser ces conflits naissants dont les résultats pourraient avoir une certaine gravité, de ne point tenir compte d'aucune autre considération, attendu que — M. le Ministre le déclarait lui-même — la Fédération syndicale des ouvriers mineurs est tout à fait disposée à entrer en composition, dans tous les cas, en conversation avec le Gouvernement; par conséquent, il est absolument certain que si, d'une part, vous donnez au projet dit Durafour l'autorité de votre sanction, d'autre part, le Gouvernement n'aura aucune peine à obtenir que, sur les autres points, l'accord se fasse immédiatement.

Dans ces conditions, j'ai l'honneur de remettre à M. le Président du Sénat une demande de scrutin public sur le projet Durafour, que je reprends comme amendement.

M. LE PRÉSIDENT. — Mon cher collègue, votre proposition, qui est un contre-projet, ne pourra être mise en délibération qu'après la clôture de la discussion générale. (*Très bien !*)

Si personne ne demande plus la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles de la proposition de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Article 1^{er}. — Les articles 9 à 13, constituant la section 2 du chapitre 2 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 9. — La journée des ouvriers employés dans les travaux souterrains des mines ne peut excéder une durée de huit heures comptées du jour au jour et comprenant les repos, dont la durée totale sera d'une demi-heure au plus, ainsi que le temps de la descente et de la remonte.

« Ces dispositions sont étendues aux travaux souterrains des carrières et de recherches de mines ».

M. Flaissières reprend, à titre de contre-projet à l'article 1^{er}, le texte de la proposition de M. Durafour à la Chambre des députés.

Je donne lecture du contre-projet de M. Flaissières :

« Article unique. — Les articles 9, 9 a, 9 b, 10, 11, 12 et 164 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 9. — La journée des ouvriers et des employés dans les travaux des mines de combustible, celle des ouvriers occupés dans les travaux des autres mines et des ardoisières, ainsi que des recherches de mines occupant plus de

dix ouvriers au fond, ne peut excéder la durée de huit heures, tant pour les ouvriers de l'intérieur que pour ceux occupés à l'extérieur des exploitations.

« *Art. 10.* — En ce qui concerne les ouvriers du fond, cette durée est calculée pour chaque poste et pour chaque catégorie d'ouvriers depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des premiers ouvriers descendants jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontants.

« Pour les mines où l'entrée a lieu par galerie, elle est calculée depuis l'arrivée à l'entrée de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point.

« *Art. 11.* — Les dispositions des articles précédents ne portent aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalant à des conventions qui, dans certaines exploitations, ont fixé pour la journée normale une durée inférieure à celle fixée par les articles précédents.

« *Art. 11 bis.* — En aucun cas, les salaires de toute catégorie, payés en suite de l'application de la présente loi, ne pourront être inférieurs aux salaires payés au jour de sa promulgation.

« *Art. 12.* — Les dispositions de la présente loi sont applicables deux mois après sa promulgation. »

M. Gaston DOUMERGUE. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Doumergue.

M. Gaston DOUMERGUE. — Je désire poser une simple question, et je prie le Sénat de m'excuser si je ne monte pas à la tribune pour le faire.

Comme un grand nombre de mes collègues, j'ai fait effort, depuis le début, pour comprendre exactement la différence qui existe sur la proposition de M. Durafour et le texte voté par la Chambre des députés.

Le Gouvernement — et nous rendons bien volontiers hommage à sa compétence — nous dit que ce qui importe, dans le moment présent, c'est d'avoir un nombre d'heures de travail suffisant pour produire la quantité de charbon qui nous est indispensable. Cette quantité de charbon doit être attendue du travail collectif des ouvriers pendant un nombre d'heures déterminé.

Quelle sera, par conséquent, la durée de journée de travail, selon qu'on consulte l'un ou l'autre projet? Certains nous disent, en prenant le texte de M. Durafour, qu'elle sera de six heures cinquante. Tout à l'heure, j'ai écouté avec attention M. le Ministre de la Reconstruction industrielle. Il nous a dit que la durée de cette journée serait de sept heures et demie, c'est-à-dire égale ou même supérieure à celle qui résultera de l'application du projet voté par la Chambre.

Monsieur le Ministre, je tiens à vous faire part de mes hésitations. Il me semble que la question est mal posée, que nous manquons des éléments nécessaires pour la juger en parfaite connaissance de cause. Nous désirons

tous que la production de charbon soit aussi abondante que possible. (*Très bien ! très bien !*) Nous désirons, en même temps, les uns et les autres, que toutes causes de conflit soient écartées et que la paix et le travail régulier règnent bientôt sur toute la surface du pays. (*Nouvelle approbation.*) Pour arriver à ce résultat, nous ne devons économiser aucun effort. Mais nous devons aussi éviter de faire entrer dans des questions qui ne le comportent pas des considérations d'amour-propre. (*Très bien !*) Or, pour juger, il nous faut des chiffres. Aucune précision indiscutée ne nous a été apportée à cet égard. Il m'est impossible — et je me suis rendu compte, par des conversations que j'ai eues avec un certain nombre de nos collègues, que beaucoup sont aussi peu fixés que moi — de savoir quelle sera la durée effective de travail résultant de la proposition Durafour, et la durée effective de travail résultant de la proposition dont nous sommes saisis.

Je sollicite donc des éclaircissements à cet égard, et si, vraiment, la différence est si peu sensible qu'il n'en doive pas résulter une diminution appréciable de la production, je me demande si, dans un intérêt d'apaisement et de paix sociale, et en évitant de mêler à la question de la durée des heures de travail la question des salaires, qui n'est pas actuellement en discussion, il ne serait pas de bonne politique de chercher un terrain de conciliation.

Certes, nous ne faisons pas ici d'arbitrages : nous votons des lois ; nous les votons dans toute notre indépendance de législateurs. (*Très bien !*) Nous les votons en tenant compte, d'abord, de l'intérêt général — c'est celui qui doit nous préoccuper au premier chef — mais nous ne pouvons pas faire complètement abstraction de certains intérêts particuliers respectables et, dans le cas actuel de l'intérêt des ouvriers. Notre effort doit consister à concilier, à harmoniser les intérêts en présence. C'est cette harmonie que je désire voir se réaliser aujourd'hui ; mais, je le répète, pour qu'elle se réalise, il faut que nous ayons des précisions, et ces précisions, jusqu'à l'heure actuelle, il ne me semble pas que nous les ayons obtenues. Si M. le Ministre nous les donne, je suis convaincu que le Sénat sera unanime pour se prononcer, mais, jusqu'à ce qu'elles nous aient été fournies, il y aura dans l'esprit de beaucoup d'entre nous des hésitations sur le caractère desquelles il ne faudrait pas se méprendre, et c'est pourquoi j'ai cru qu'il était peut-être bon de les indiquer. (*Très bien ! très bien ! et applaudissements.*)

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle.

M. LE MINISTRE. — Messieurs, comme l'a très bien dit l'honorable M. Doumergue, il ne faut pas qu'il y ait dans cette question un sot point de vue d'amour-propre. (*Très bien !*) Nous ne sommes pas ici pour conserver intégralement des positions, uniquement pour avoir l'avantage de dire que nous les avons conservées. Je suis partisan, autant que personne, de la conciliation et je crois en avoir donné de nombreuses preuves. Il me paraît que les ouvriers

du Pas-de-Calais viennent de le reconnaître en me choisissant pour médiateur avec mon honorable ami, M. Colliard.

Je veux d'abord rappeler au Sénat que, si, parmi les ouvriers mineurs, un grand nombre réclame la loi Durafour, un nombre égal réclame la loi que vous allez voter, je l'espère.

Il faudrait, par conséquent, commencer par mettre d'accord ces deux parties. Je me permets de donner au Sénat lecture des explications de M. Basly, qui démontrent, précisément, que, lui, ne veut en aucun cas de la loi Durafour, parce que, en dehors même que la question de la durée du travail, elle a un très grand inconvénient, contre lequel je me suis élevé fortement à la Chambre, c'est de traiter les ouvriers d'une façon différente les uns des autres et c'est ce que nous ne voulons pas. (*Très bien!*)

M. SERVANT. — Il faut l'égalité absolue.

M. LE MINISTRE. — Voici ce que dit M. Basly :

« La loi votée mercredi par la Chambre donne-t-elle satisfaction aux ouvriers? Constitue-t-elle pour eux le progrès réel qu'ils attendaient? L'examen du texte adopté ne laisse aucun doute sur ce point : les mineurs ont tout lieu de se déclarer satisfaits.

« Le projet de loi connu sous le nom de projet Durafour, que les organisations du sous-sol avaient fait leur, peut se résumer en une ligne : « Huit heures, du premier descendu au dernier remonté ». La formule est séduisante, parce qu'elle est simple. Trop simple même, et, après l'avoir adoptée en première lecture, la Chambre n'a pas tardé à s'apercevoir que cette simplicité avait un grave défaut à deux points de vue :

« D'abord, il dépasse théoriquement le but, car, en comptant dans le temps global du travail de tout le trait la descente et la remonte, il réduit le temps réel moyen de chaque ouvrier à moins de huit heures (sept heures et demie, dit le Ministre).

« Ceci ne serait pas à regretter, mais tout en laissant subsister une théorie que les compagnies ne manqueraient pas de mettre en avant à tout propos et hors de propos.

« Le texte Durafour avait comme second inconvénient que, pratiquement, la journée de huit heures n'était pas du tout garantie aux mineurs.

« En effet, dans sa forme si brève, ce texte ne prévoyait aucun moyen de contrôle efficace, et il n'est pas besoin d'insister longuement pour se rendre compte que, dans l'application de la loi, les compagnies ne se seraient pas gênées pour remettre en pratique les procédés que l'on connaît et qui leur ont permis, depuis toujours, de tourner les règlements sous l'œil indifférent d'un contrôle bienveillant. C'était encore pour l'avenir une belle source de conflits en perspective!

« Que dit, au contraire, le projet présenté en seconde lecture par la Commission des mines, que ces inconvénients avaient frappée, et adopté par la Chambre? Il stipule ceci :

« Une consigne établira, pour chaque catégorie d'ouvriers de chaque poste, les heures du commencement et de la fin de la journée de travail, ainsi que les heures du commencement et de la fin de l'arrivée au jour, la durée de la descente étant égale à celle de la remonte.

« Elle détermine, en outre, les mesures assurant aux ouvriers la possibilité de remonter dans l'ordre suivi pour la descente, de telle sorte qu'en aucun cas, sauf le cas de force majeure, il ne s'écoule pas plus de huit heures entre le moment où l'ouvrier est mis en possession de sa lampe et celui où il la rend.

« Tenons-nous en d'abord à ce texte. Il apparaît, au premier examen, qu'il constitue un progrès considérable sur le précédent. D'abord, il précise nettement que, par une consigne appropriée assurant le même ordre dans la remonte que dans la descente, chaque ouvrier ne fera pas plus de huit heures. Et quelles sont les limites entre lesquelles est comprise cette durée de huit heures ? Entre le moment où l'ouvrier prend sa lampe et celui où il la remet à la lampisterie. De sorte que, en fin de compte, la durée du travail comprend le temps du briquet, le temps de la descente et de la remonte, et le temps passé entre la prise de la lampe et l'encagement, entre le décapement et la remise de la lampe.

« Dans le calcul de la journée, le texte de la Commission est donc plus favorable aux ouvriers que celui du projet Durafour.

« Mais le progrès ne se borne pas là. En même temps qu'elle votait le texte de la Commission, la Chambre décidait de confier aux délégués mineurs le contrôle des consignes visées par l'article 10 et modifiant du même coup la législation régissant l'exercice des fonctions de ces délégués.

« La loi votée mercredi dispose, en effet, que, dans le maximum des journées que peuvent faire les délégués mineurs, ne seront pas comprises les journées employées à la surveillance des consignes prévues par l'article 10. En outre, ces journées de contrôle sont payées aux délégués au même prix que les autres, sans que, pourtant, l'indemnité mensuelle puisse jamais être supérieure au prix de trente journées de travail.

« Ainsi se complète de la façon la plus heureuse l'inscription dans la loi du principe de la journée de huit heures dans toute son étendue, et en plaçant l'application sous le contrôle des délégués choisis par les ouvriers eux-mêmes pour veiller à leur sécurité, et en assurant en même temps l'indépendance de ces délégués par une amélioration correspondante de leur situation.

« On sait que le maximum des journées que le délégué mineur pouvait consacrer à son service ne dépassait pas douze. Dans beaucoup de fosses, il n'en pouvait guère employer que six. Le contrôle des consignes, dans ces conditions, eût été illusoire. La Commission des mines a voulu, et la Chambre l'a compris, que les journées consacrées au contrôle des consignes ne soient pas limitées en les faisant compter comme journées de visites réglementaires. Et ces journées supplémentaires, aussi bien que celles que le délégué emploie à accompagner les ingénieurs ou à enquêter sur les accidents, lui seront payées, de telle sorte qu'il est toujours assuré de toucher le prix de trente journées de travail par mois.

« Reconnaissance par la loi que la durée du travail du mineur ne peut, en aucun cas, dépasser huit heures comptées du moment où il prend sa lampe au moment où il la rend, garantie que la loi ne sera pas illusoire parce que le contrôle de son application est confié aux représentants élus des ouvriers et indépendants, du fait que leur situation matérielle est assurée; personne ne peut nier que ces deux conditions, aujourd'hui remplies, correspondent aux vœux dont les travailleurs de la mine poursuivent depuis si longtemps la réalisation.

« Émile BASLY,

« député,

« président du Syndicat des mineurs
du Pas-de-Calais. »

M. Doumergue m'a demandé quelle différence il y avait entre les deux projets. Pour certains ouvriers, il y a quarante minutes, pour d'autres il y a dix minutes : c'est une différence moyenne d'une demi-heure. Si les mineurs faisaient douze heures de travail, ce serait une différence évidemment peu importante.

Il y a un autre inconvénient que j'ai mis en lumière à la Chambre et que je m'excuse de n'avoir pas tout à l'heure montré au Sénat.

Que demandent depuis longtemps les ouvriers mineurs ? Les trois huit. Avec la loi Durafour, l'application des trois postes laisse la mine vacante pendant deux heures. C'est un inconvénient qui avait complètement échappé à la Chambre au moment de la première lecture. En effet, comment s'appliquerait la loi Durafour ? On considère le premier arrivé en haut du puits — je m'excuse si, tout à l'heure, je n'ai pas été assez clair, mais il n'est pas facile d'expliquer ces choses à la tribune sans schéma ni graphique — les premiers ouvriers arrivent en haut du puits, on marque l'heure d'arrivée — admettons que ce soit, par exemple, six heures du matin —, les ouvriers descendent dans un ordre quelconque, ils s'en vont à leur travail, puis ils remontent dans un ordre quelconque, et il faut que le dernier ouvrier remonté arrive en haut de la benne à deux heures du soir.

Quelles garanties y aura-t-il pour les ouvriers ? Ce sera, d'abord, la bataille à qui arrivera le plus vite et, de plus, ce sera une demi-heure de travail effectif en moins. Or, une demi-heure au moment où nous accordons la réduction de plus d'une heure sur l'ancienne loi conduira, vous le comprenez, à une diminution de production certaine.

Jetons un coup d'œil sur ce qui s'est fait à côté, en Angleterre, par exemple, à la suite d'un rapport extrêmement important que vous connaissez. Le Gouvernement anglais a été accusé d'avoir été extrêmement loin, devant une menace de grève, dans la réduction de la journée de travail.

Celle-ci est, en effet, de sept heures, mais il s'agit de sept heures comptées au moment où l'ouvrier est descendu au fond de la mine jusqu'au moment où il arrive à nouveau pour remonter. Par conséquent, c'est, en réalité, la même durée de travail qu'en France, si vous voulez bien tenir compte du fait que l'ouvrier mineur anglais, avant de descendre dans la mine, prend un

repas très substantiel, il évite de manger dans le fond de la mine, il n'y fait qu'un casse-croûte de quelques minutes. En réalité, les sept heures de travail effectif que fait l'ouvrier mineur anglais, depuis le moment où il est arrivé au bas du puits jusqu'au moment où il va remonter, sont égales à ce que vous allez voter aujourd'hui, à la demi-heure de casse-croûte près.

Par conséquent, sans grande enquête, par un effort du Parlement, par un effort de conciliation répondant à ce que demande un très grand nombre d'ouvriers mineurs, nous leur donnons aujourd'hui ce qu'ont obtenu les ouvriers anglais. Voilà ce que je voulais dire au Sénat. (*Très bien ! très bien ! et applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le contre-projet déposé par M. Flaisières.

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission et le Gouvernement repoussent le contre-projet.

M. LE PRÉSIDENT. — Il a été déposé sur le bureau une demande de scrutin.

Elle est signée de MM. Flaissières, Pédebidou, Reymonenq, Herriot, Milan, Louis Martin, Codet, Destieux-Junca, Maurice-Faure, Maureau.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	219
Majorité absolue.....	110
Pour.....	22
Contre.....	197

Le Sénat n'a pas adopté.

Nous arrivons, messieurs, au texte de la Commission.

J'en donne lecture :

« Article 1^{er}. — Les articles 9 à 13, constituant la section 2 du chapitre 2 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 9. — La journée des ouvriers employés dans les travaux souterrains des mines ne peut excéder une durée de huit heures, comptées du jour au jour et comprenant les repos, dont la durée totale sera d'une demi-heure au plus, ainsi que le temps de la descente et de la remonte.

« Ces dispositions sont étendues aux travaux souterrains des carrières et de recherches de mines ».

Personne ne demande la parole sur cet article ?

Je mets ce texte aux voix.

(Ce texte est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — « *Art. 10.* — La durée de la journée prévue à l'article 9 est calculée, pour chaque catégorie d'ouvriers de chaque poste, depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans la mine des derniers ouvriers entrants, jusqu'à l'heure réglementaire de la sortie de la mine des derniers ouvriers sortants.

« Une consigne fixera, pour chaque catégorie d'ouvriers de chaque poste, les heures du commencement et de la fin de la sortie de la mine, la durée de l'entrée étant égale à celle de la sortie. Elle déterminera, en outre, les mesures assurant aux ouvriers la possibilité de sortir dans l'ordre suivi pour l'entrée, de telle sorte qu'en aucun cas, sauf le cas de force majeure, il ne s'écoule plus de huit heures entre le moment où chaque ouvrier est mis en possession de sa lampe et celui où il la rend.

« Cette consigne, présentée par l'exploitant et approuvée par l'ingénieur en chef des mines de l'arrondissement minéralogique, le délégué mineur entendu, est portée par voie d'affiches à la connaissance des intéressés. » — (Adopté.)

« *Art. 10 a.* — La consigne prévue à l'article 10 fixera à huit heures la durée de présence à son poste de travail pour l'ouvrier affecté à un service nécessitant une présence continue. » — (Adopté.)

« *Art. 11.* — Il est interdit de faire travailler les ouvriers contrairement aux dispositions des consignes visées aux articles 10 et 10 a.

« Toutefois, il n'est pas interdit de laisser entrer des ouvriers après l'heure réglementaire fixée par la consigne pour leur catégorie. Dans ce cas, ils sont soumis, en ce qui concerne la sortie, aux mêmes obligations que les ouvriers de leur poste et de leur catégorie. » — (Adopté.)

« *Art. 12.* — Les dispositions des articles précédents ne portent aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalant à des conventions qui, dans certaines exploitations, ont fixé pour la journée normale une durée inférieure à celle fixée par ces articles. » — (Adopté.)

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission présente un nouveau texte pour l'article 13, qui offre très peu de différence avec l'ancien.

M. RIBOT, *président de la Commission.* — Nous présentons ce texte, d'accord avec le Gouvernement.

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission, d'accord avec le Gouvernement, propose la nouvelle rédaction suivante :

« *Art. 13.* — En cas de nécessité nationale, le Ministre du Travail et de la

Prévoyance sociale pourra, après entente avec les organisations patronales et ouvrières, autoriser des dérogations aux articles 9 à 12 dont il précisera la durée. »

M. Peyronnet, sur l'article 13, proposait un amendement ainsi conçu :

« En cas de nécessité de la défense nationale. . . ».

Le reste comme dans la disposition.

M. ALBERT PEYRONNET. — Le texte proposé par la Commission me donnant satisfaction, je retire mon amendement. Ce que je voulais, c'était éviter des interprétations qui auraient pu causer des malentendus, alors que notre désir si ardent de conciliation sociale doit tendre à faire disparaître, dans le texte, tout ce qui pourrait constituer une équivoque. (*Très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement étant retiré, je mets aux voix l'article 13.
(L'article 13 est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.
(L'article 1^{er} est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — « Art. 2. — Il est ajouté, à la suite du second alinéa de l'article 155 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, un alinéa ainsi conçu :

« Dans le maximum prévu par l'alinéa 1^{er} ne sont pas comprises les journées employées par les délégués mineurs à la surveillance des consignes prévues par l'article 10. »

« L'alinéa final du même article est modifié comme suit :

« Les visites supplémentaires faites par un délégué, soit pour accompagner les ingénieurs ou contrôleurs des mines, soit à la suite d'accidents, soit pour la surveillance des consignes prévues par l'article 10, lui sont payées, en outre, et au même prix, sans que, pourtant, l'indemnité mensuelle puisse jamais être supérieure au prix de trente journées de travail. » — (Adopté.)

« Art. 3. — La réduction de la durée du travail résultant de l'application des articles précédents ne pourra, en aucun cas, être une cause déterminante d'une réduction des salaires journaliers des intéressés. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Les dispositions de la présente loi seront applicables à dater du 16 juin 1919. » (Adopté.)

Avant de mettre aux voix l'ensemble de la proposition de loi, je donne la parole à M. Herriot.

M. HERRIOT. — Avant le vote de l'ensemble du projet de loi, je demande au Sénat la permission de présenter de ma place une très courte observation qui répondra, j'en suis sûr, aux sentiments de beaucoup de mes collègues.

Nous allons voter le texte de la Commission ; mais la discussion n'est pas close. Elle va heureusement continuer, puisque cette proposition de loi doit revenir devant la Chambre. Beaucoup d'entre nous ont eu l'impression qu'à l'origine de cette affaire, qui peut devenir très grave, il y a surtout un malentendu. Ceux d'entre nous qui ont l'habitude des conflits ouvriers se rendent compte que celui-ci vient surtout de ce qu'il n'y a pas eu assez de conversations, d'échanges directs de vues.

M. COLLIARD, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. — Il y en a eu.

M. HERRIOT. — Je n'adresse pas de reproche au Gouvernement ; je cherche à servir l'intérêt public et suis sûr de répondre au sentiment de M. le Ministre de la Reconstitution industrielle en prononçant ces paroles.

Je demande que le Sénat appelle l'attention des mineurs sur la gravité des conséquences d'un malentendu persistant. L'arrêt dans la production du charbon est ce qui peut toucher le plus un peuple dans ses moyens d'existence. C'est la question du gaz, celle des chemins de fer, celle des transports, de la circulation des approvisionnements ; c'est donc, en définitive, la question de la vie chère. (*Très bien ! très bien !*) Une grève prolongée de la mine déterminera des souffrances économiques redoutables.

Les mineurs, qui ont témoigné tant de dévouement à la cause commune pendant la guerre, ne peuvent, dans l'intérêt de tout le pays et, en particulier, des plus humbles, refuser au moins le principe d'une discussion. Je le leur demande parce que c'est le vœu et l'urgent besoin du pays, de tous ceux qui ont déjà tant de peine à vivre. Le pays comprend qu'il y a des difficultés ; mais il ne comprendrait pas qu'on attendit pour les discuter et les réduire.

D'une entrevue directe entre les représentants du Gouvernement et les mineurs doit sortir cette conciliation que le pays souhaite et dont il a en ce moment-ci le plus urgent besoin. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE MINISTRE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle.

M. LE MINISTRE. — L'honorable M. Herriot fait appel à la conciliation, et il dit aux mineurs qu'il faut causer. Le Gouvernement leur adresse le même appel. (*Très bien !*) Il est décidé à faire tout ce qui sera en son pouvoir pour arriver à la conciliation sur des formules qui soient raisonnables, mais qui soient aussi sérieuses. (*Très bien ! très bien !*)

Je n'ai pas voulu envenimer ce débat, et je me suis efforcé d'éviter tout reproche. Depuis le premier jour, nous sommes à la conciliation. Nous y resterons.

M. HERRIOT. — Que l'on cause et l'on s'entendra.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'autres observations?

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(La proposition de loi est adoptée.)

DÉBATS À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PREMIÈRE SÉANCE DU 20 JUIN 1919.

ADOPTION D'UNE PROPOSITION DE LOI, APRÈS DEMANDE DE DISCUSSION IMMÉDIATE.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle pour demander la discussion immédiate d'une proposition de loi.

M. LOUCHEUR, *Ministre de la Reconstitution industrielle*. — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, avec demande de discussion immédiate, la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, relative à la durée du travail dans les mines.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. DRIVET, *rapporteur*. — Messieurs, saisie par le Sénat d'un texte nouveau sur la proposition de loi de notre collègue M. Durafour relative à l'application de la journée de huit heures dans les mines, votre Commission s'est réunie le 18 juin pour entendre les Ministres du Travail et de la Reconstitution industrielle.

Après un très long échange d'explications au cours duquel ont été d'abord évoquées les circonstances dans lesquelles est intervenue la décision du congrès de Marseille et où ont été également reprises avec beaucoup de force les raisons d'ordre technique qui dès la première heure avaient déterminé la Commission à faire confiance aux ouvriers du sous-sol en adoptant la proposition de loi Durafour, les membres du Gouvernement ont indiqué qu'ils désiraient être entendus une seconde fois pour faire connaître leur réponse définitive.

Cette nouvelle audition a eu lieu le 19 juin.

M. le Ministre de la Reconstitution industrielle et M. le Ministre du Travail ont, au nom du Gouvernement, donné lecture de la déclaration suivante que nous reproduisons *in extenso* :

• Le Gouvernement a examiné à nouveau les divers textes comme la Commission des mines avait bien voulu le lui demander.

• Il résulte de l'examen qui a été fait hier des conditions dans lesquelles avait été réalisée l'étude de la proposition de la loi Durafour, que la Commis-

sion des mines de la Chambre a pu, de très bonne foi, être fondée à penser à l'accord des Ministres sur les principes de cette loi.

« C'est à ce malentendu qu'il faut attribuer l'indication de cet accord dans le rapport de M. Drivet et la lettre écrite à la Fédération du sous-sol, au sujet des dérogations, par M. Léon Perrier, président de la Commission des mines, avant le congrès de Marseille.

« Les mineurs délibérant à ce congrès ont donc pu, de bonne foi, également croire à cet accord, et par suite, que la Commission et le Gouvernement feraient ensemble tout le nécessaire pour demander au Parlement le vote de la loi conforme aux principes dont il s'agit.

« Dans ces conditions, le Gouvernement, dont les idées n'ont pas varié sur le fond, ne veut, pas plus que la Commission, que les mineurs soient victimes de ce malentendu.

« Il se déclare donc prêt à accepter le principe du décompte des huit heures entre le premier descendant et le dernier remontant de chaque catégorie et la suppression de toutes dérogations générales, sauf le cas de défense nationale.

« Il a pris acte des déclarations faites par les représentants des mineurs et desquelles il résulte que ceux-ci feront tout leur possible pour maintenir la production si nécessaire au pays. Ce que le Gouvernement a dit à plusieurs reprises de la collaboration qu'il avait trouvée auprès des mineurs, il le répète aujourd'hui. Le pays leur fait confiance. Le Gouvernement, comme le Parlement, est certain qu'ils ne failliront pas à leur engagement moral. »

Dans ces conditions, la Commission, qui a toujours manifesté sa préférence en faveur de la formule Durafour et qui ne s'était ralliée à une disposition nouvelle que dans un esprit de conciliation, ne pouvait que se féliciter de l'adhésion du Gouvernement à sa première formule et d'un accord qui est de nature à mettre un terme rapide à un conflit douloureux.

La Commission a donc l'honneur de proposer à la Chambre le texte qui réalise cet accord.

Les dispositions générales étant connues par les rapports et les débats antérieurs, nous ne présenterons sur les articles qui le composent que de très courtes observations.

La proposition actuelle qui vous est soumise reproduit, sans y rien changer, les dispositions de la proposition de loi Durafour. La journée de travail sera comptée du premier descendant au dernier remontant. La cause du conflit est ainsi réglée.

Toutes les dérogations sont supprimées. Ne subsistent que celles qui intéressent la défense nationale et pour qu'aucune équivoque ne puisse s'élever sur ce point, le texte précise que ces dérogations ne pourront jouer qu'en « cas de guerre » ou de « tension extérieure », c'est-à-dire dans la très courte période qui précède généralement la déclaration d'un conflit imminent. Elles ne pourront jouer en temps de paix pour quelques raisons que ce soit.

D'autre part, le texte qui vous est soumis prévoit, pour les travaux continus indispensables dans la mine, la fixation de la journée de travail par un règlement d'administration publique, mais il est nettement spécifié que la durée

de présence de chaque ouvrier employé à ces travaux, calculée comme il est dit à l'article 10, ne pourra excéder 48 heures par semaine. Il est indiqué, en outre, que le nombre des ouvriers visé par les consignes qui découleront du règlement ne pourra en aucun cas dépasser cinq pour cent du nombre des ouvriers employés dans l'exploitation.

Enfin, messieurs, il a été ajouté au texte de la proposition Durafour l'article 2 qui avait trouvé place dans le texte transactionnel antérieurement adopté par la Chambre et qui a été également admis par le Sénat. Par cet article, le contrôle de l'application de la loi est confié aux délégués mineurs qui voient pour cet objet étendre la durée de leur contrôle.

C'est dans ces conditions et sous les réserves insérées au présent rapport (1) et qui en précisent le sens que la Commission des mines, en plein accord avec le Gouvernement, soumet à la Chambre le texte dont M. le Président donnera lecture en insistant vivement auprès de vous pour son adoption.

M. LE PRÉSIDENT — La parole est à M. Emmanuel Brousse.

M. Emmanuel Brousse. — Je serai très bref, mais il faut souligner un fait au passage. Le rapport de M. Drivet dissimule, sous une épaisse couche de pommade, la capitulation du Gouvernement, mais la capitulation du Gouvernement est un fait. Il est impossible de la laisser passer sans protester. Jamais le Parlement n'a été mis dans une posture aussi fâcheuse.

Je demande au Gouvernement pourquoi il a laissé déclancher cette grève des mineurs pour ensuite capituler dans des circonstances lamentables. Il valait mieux faire immédiatement le geste que vous faites aujourd'hui. Vous avez entraîné deux fois la Chambre à émettre des votes contradictoires. Elle a eu tort de vous suivre, car, maintenant, vous la mettez dans une posture ridicule et humiliée.

Je n'admets pas de pareils procédés.

Le Gouvernement a manqué à son devoir dans cette affaire et je proteste vigoureusement contre son incohérence. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle.

M. LOUCHEUR, *Ministre de la Reconstitution industrielle*. — J'ai le regret de n'être pas d'accord avec M. Brousse. Si le Gouvernement capitulait, il dirait qu'il capitule. Il n'en est nullement ainsi.

Le Gouvernement a apporté à la Chambre des raisons très fortes pour l'adoption du système qu'il a défendu ici. Ces raisons, il continue à croire à leur valeur, mais il y a dans les conflits ouvriers des éléments dont il faut savoir tenir compte et que je vais préciser. Nous avons eu des explications très franches et très nettes avec la Commission des mines et nous avons con-

(1) Annexe au procès-verbal de la 1^{re} séance du 20 juin 1919. — Doc. parl. n° 6351.

staté qu'il y avait eu un véritable malentendu entre le Gouvernement et elle.

Nous avons constaté que, de très bonne foi, M. le Président de la Commission des mines avait pu croire à l'accord entre le Gouvernement et la Commission, et même à l'accord entre la Commission et les exploitants; par conséquent, de très bonne foi, il avait avisé la Fédération du sous-sol de l'accord intervenu.

Lorsque la question s'est présentée devant le congrès de Marseille, les ouvriers ont pu croire à l'accord complet, et par suite, être surpris que le Gouvernement prît devant la Chambre une attitude différente de celle qu'il semblait avoir prise devant la Commission, mais qu'il n'avait, en réalité, pas prise.

Ceci nous a amenés à dire, ainsi que nous l'avons déclaré dans la note remise à la Commission des mines, qu'il fallait d'abord, comme premier élément, pour régler le conflit, qui, malheureusement, Monsieur Brousse, ne porte pas seulement sur la journée de huit heures, mais encore sur d'autres points nombreux à discuter avec les ouvriers, mettre complètement la bonne foi de notre côté, puisque les ouvriers, eux, étaient de bonne foi en croyant aux déclarations qui leur avaient été faites.

C'est pourquoi, très sincèrement, le Gouvernement a dit à la Commission : « Dans ces conditions, bien que nous considérions que le système que nous avons demandé à la Chambre et au Sénat d'adopter est le meilleur et doit à notre avis, assurer un rendement plus grand, nous faisons confiance aux ouvriers. »

Et nous leur avons fait l'appel que vous avez entendu.

Je demande donc instamment à M. Brousse de ne pas insister. Ce n'est pas une capitulation. Il n'y a pas, en l'espèce, de sot amour-propre; si je m'étais trompé, je le dirais très franchement et très sincèrement à la Chambre; je n'ai pas peur de revenir sur une opinion lorsqu'on m'a démontré qu'elle est erronée.

J'affirme qu'en faisant ce que nous avons fait, nous obéissons avant tout à la loyauté, et pour le règlement de pareils conflits, comme pour tous les autres, c'est la loyauté qui doit toujours dominer. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Brousse.

M. Emmanuel Brousse. — Le langage diplomatique de M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, pour si habile qu'il soit, ne change rien aux faits.

Vous dites, monsieur le Ministre : « Il faut faire confiance aux ouvriers. » Ce que je vous reproche, c'est d'avoir attendu si longtemps pour faire confiance aux ouvriers, c'est de faire revenir la Chambre sur une décision qu'elle a prise sur votre demande instante et réitérée.

Vous n'avez même pas le bénéfice du geste tardif que vous accomplissez maintenant.

Vous faites capituler la Chambre aujourd'hui, après avoir, hier, capitulé, vous, Gouvernement. C'est absurde. Ce sont des procédés de gouvernement

détestables qui vous font le plus grand tort, ainsi qu'au Parlement que vous avez entraîné à votre suite. Vous avez déclenché une grève de mineurs que vous pouviez éviter facilement en examinant la situation avec un sang-froid et une largeur de vues qui, hélas! vous ont fait défaut. Vous avez, ainsi, fait un mal considérable à ce pays, au moment où il avait le plus besoin de faire preuve d'union et de vigueur morale. (*Très bien! très bien!*)

Vous me permettrez de protester très énergiquement contre ces faits qui ont produit le plus fâcheux effet sur la grande majorité de cette Chambre. Tout ce que vous pouvez dire ne change rien à la réalité. Par une incohérence inconcevable, vous demandez au Parlement, témoin irrité de vos palinodies, de voter aujourd'hui le contraire de ce que vous lui avez imposé hier. Je laisse le pays juge d'une pareille attitude. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Durafour.

M. DURAFOUR. — Je rends hommage à la loyauté du Gouvernement dans le règlement du conflit.

Je comprends les scrupules de l'honorable M. Brousse, mais il faut tenir compte du caractère et de la gravité du malentendu. Le Gouvernement a dit: « La parole du Parlement est engagée, et je l'ignorais... »

M. Emmanuel BROUSSE. — Il ne devait pas l'ignorer.

M. BARTHE. — Mais le Ministre du Travail savait que les mineurs n'accepteraient pas la solution gouvernementale.

M. de CASTELNAU. — Le Parlement n'a pas donné sa parole. (*Interruptions.*)

M. BARTHE. — Lorsque le Ministre du Travail est venu à la Commission, n'avait-il pas vu les délégués des mineurs? A-t-il avisé la Commission de leur état d'esprit? (*Interruptions.*)

M. Emmanuel BROUSSE. — Alors c'est de la comédie.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous vous êtes fait inscrire, Monsieur Barthe, permettez à M. Durafour d'user de son droit comme vous réclamez le vôtre.

M. Durafour a la parole.

M. DURAFOUR. — Je ne suis pas suspect de courtoisie envers le Gouvernement, mais je ne puis le désavouer lorsque, sachant que par une erreur de sa part, par un malentendu dont il est l'auteur, une action générale et douloureuse a été engagée, le Gouvernement reconnaît son erreur et s'efforce de la réparer. De la déclaration de l'honorable M. Loucheur, je prends acte: le pays saura demain que la grève engagée par la Fédération du sous-sol a été légitime et que cette légitimité est proclamée par le Gouvernement lui-même. (*Très bien! Très bien! à l'extrême-gauche.*)

M. EMMAUEL BROUSSE. — Donc, j'avais raison de protester.

M. DURAFOUR. — Oui, j'en tombe d'accord, vous aviez raison de protester.

M. VICTOR PEYTRAL. — Et voilà pourquoi nous avons eu tort de voter avec le Gouvernement la semaine dernière.

M. BLAISOT. — Le vote a été unanime, de votre part comme de la nôtre.

M. BOUVERI. — Nous, qui avons raison, nous ne disons rien. (*Très bien! très bien!*)

M. KLOTZ, *Ministre des Finances*. — C'est la sagesse.

M. DURAFOUR. — Je dois sur un second point, apporter à mon tour quelques réserves.

M. le Ministre de la Reconstitution industrielle a déclaré que malgré son changement d'attitude, il n'abdiquait rien de l'argumentation qu'il avait fait valoir à deux reprises devant la Chambre et devant le Sénat.

Ici nous ne sommes plus d'accord. Je persiste à penser que, dans ce travail exténuant des mines, il est impossible de demander à un homme plus de six heures cinquante de travail.

Interrogez les spécialistes de questions minières: Bouvery, Basly, Cadot, Lefebvre et tant d'autres, ils vous diront que lorsqu'au pied d'un front de taille, dans une atmosphère suffocante, le corps à demi-courbé, ruisselant de sueur, l'homme a fourni sa tâche de six heures, c'est plus qu'il n'en faut pour épuiser ses forces jusqu'au lendemain. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

Et c'est, permettez-moi de le dire, une singulière méthode de production, que celle qui ne compte que sur l'écrasement du labeur humain, et qui ne voit pas que le rendement individuel n'est pas seulement fonction de la durée du travail, mais de l'intégrité des forces du travailleur, de l'élan avec lequel il accomplit sa tâche et de l'amélioration des méthodes d'exploitation. Que d'observations, si le débat n'était épuisé, nous aurions à formuler à ce sujet.

Messieurs, de ce côté (l'orateur désigne la gauche) où les formules vitales de la loi ont été soutenues avec une persévérance inlassable, nous avons foi dans la loi nouvelle. La France peut attendre avec confiance les lendemains économiques de la victoire. La loi que nous allons voter ne sera la loi de personne, mais la loi de ce grand pays, toujours riche en énergie et en labeurs, elle sera une loi de large expansion économique, une loi généreuse et humaine, dont tous les travailleurs du monde revendiqueront bientôt le bénéfice et dont l'honneur, dans l'application, aux autres pays, pourra être revendiqué comme une conquête de la démocratie française. (*Vifs applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Barthe.

Sur divers bancs. — Aux voix!

A l'extrême gauche. — Parlez!

M. BARTHE. — Par voie d'interruption, j'ai posé une question.

Que s'est-il passé? La Chambre avait voté un texte. A la demande du Gouvernement, la majorité de la Chambre s'était déjugée. La Commission s'est réunie, m'a-t-on dit, à dix-sept heures.

Dans l'après-midi, M. le Ministre du Travail avait une entrevue avec les délégués des mineurs.

Lorsque la Commission, la majorité de la Commission tout au moins, a pris la décision que vous connaissez, elle était victime d'une illusion: elle croyait qu'une entente pourrait s'établir.

M. Colliard a-t-il avisé les membres de la Commission que c'était la grève si le projet Durafour n'était pas voté? En ne faisant pas connaître cette situation à la Commission des mines, le Gouvernement, je tiens à le déclarer, a pris une lourde responsabilité. Aujourd'hui, il déclare que c'est à la suite d'un malentendu que la grève a été déclarée; la vérité, c'est que toute la faute lui incombe.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

M. COLLIARD, Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. — Je ne comprends pas du tout la question de l'honorable M. Barthe.

Il y a plus d'un mois, les représentants de la Fédération du sous-sol ont eu avec ceux du Comité des houillères une série d'entrevues au cours desquelles ont été examinées les modalités d'application de la loi de huit heures et à la fin de ces entrevues ils s'étaient mis d'accord sur tous les points importants, excepté sur les dérogations.

M. Bartuel est venu au Ministère du Travail me rendre compte de l'échec des pourparlers et en même temps m'aviser du départ des membres de son Conseil national en l'absence desquels il se déclarait dans l'impossibilité de reprendre les négociations.

Depuis, je n'ai pas rencontré de nouveau ces délégués.

J'ai été appelé devant la Commission des mines il y a trois semaines environ: j'ai fait alors connaître mon opinion, celle que j'ai indiquée à M. Barthe.

Mais avant de me rendre à la Commission je n'ai pas eu une nouvelle entrevue avec les délégués de la Fédération du sous-sol.

L'affirmation de M. Barthe est donc tout à fait inexacte.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. de Gailhard-Bancel.

M. de GAILLARD-BANCEL. — Je désire présenter une très courte observation pour souligner l'enseignement qui se dégage de l'incident pénible qui ramène devant la Chambre une proposition de loi qu'elle avait repoussée il y a moins de six jours.

Cet enseignement, c'est qu'on nous a demandé et qu'on nous demande

encore à l'heure qu'il est de prendre une décision qui n'est pas du ressort du Parlement.

Le rôle du Parlement est de poser dans les lois les principes généraux et en laisser aux représentants des groupements patronaux et ouvriers le soin d'en fixer l'application.

Il a posé le principe de la journée de huit heures. Qui doit régler dans les diverses industries les détails de l'organisation de la journée de huit heures? Les intéressés, qui, seuls, ont compétence et qualité.

Il aurait fallu pour régler la question qui nous est soumise aujourd'hui, un règlement préparé par une commission de délégués des patrons et ouvriers mineurs en nombre égal.

M. Jean BON. — Un règlement d'administration publique.

M. de GAILHARD-BANCEL. — Ces délégués auraient recherché entre eux loyalement, franchement, dans l'intérêt des uns et des autres et aussi dans l'intérêt général, comment la loi de huit heures pouvait s'appliquer dans les mines.

Le règlement ainsi préparé, ils l'auraient apporté au Gouvernement qui l'aurait homologué; et il serait devenu, du fait de cette homologation, le règlement d'administration publique qui aurait réglé les détails de l'application de la loi de huit heures dans les mines.

Cette observation, je le reconnais volontiers est tardive; j'aurais dû la présenter lorsque le projet de loi est venu pour la première fois devant nous et je me suis reproché de ne l'avoir pas fait.

J'ai tenu à la présenter cependant aujourd'hui parce qu'elle peut être utile pour l'avenir, parce qu'elle me paraît juste et vraie, parce qu'elle précise et affirme les principes dont nous devons nous inspirer dans l'élaboration des lois, et qu'on a toujours tort de s'écarter des principes. (*Très bien! à droite.*)

M. Ferdinand BOUGÈRE. — Cette observation explique pourquoi certains d'entre nous s'abstiendront.

M. LE PRÉSIDENT. — Conformément à l'article 24 du règlement, M. le Ministre de la Reconstitution industrielle demande la discussion immédiate de cette proposition de loi.

Il n'y a pas d'opposition à la discussion immédiate?...

La discussion immédiate est ordonnée.

M. Narcisse BOULANGER. — Ce que nous demandons, c'est qu'on donne du charbon.

M. BARTHE. — Vous parliez autrement il y a huit jours.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous arrivons à l'article 1^{er}, dont je donne lecture à la Chambre :

« Art. 1^{er}. — Les articles 9 à 13, constituant la section 2 du chapitre 2 du

livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Nous réservons ce paragraphe jusqu'au vote sur l'ensemble de l'article.

« Art. 9. — La journée des ouvriers et des employés dans les travaux des mines de combustibles, de quelque nature qu'elles soient, celle des ouvriers et employés occupés dans les travaux des autres mines, des minières et des carrières, ainsi que dans les recherches de mines, ne peut excéder la durée de huit heures, tant pour les ouvriers de l'intérieur que pour ceux occupés à l'extérieur des exploitations.

Personne ne demande la parole sur l'article 9 ?

Je le mets aux voix.

(L'article 9, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 10. — En ce qui concerne les ouvriers du fond, cette durée est calculée pour chaque poste et pour chaque catégorie d'ouvriers, depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des premiers ouvriers descendant, jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontant.

« Pour les mines où l'entrée a lieu par galeries, elle est calculée depuis l'arrivée à l'entrée de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point. » — (Adopté.)

« Art. 11. — Les dispositions des articles précédents ne portent aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalant à des conventions qui, dans certaines exploitations, ont fixé pour la journée normale une durée inférieure à celle fixée par les articles précédents. » — (Adopté.)

« Art. 12. — Pour les travaux continus, un règlement d'administration publique fixera les conditions du travail sans que la durée de présence de chaque ouvrier, calculée comme il est dit à l'article 10, puisse excéder 48 heures par semaine, et sans que le nombre d'ouvriers visés par ce règlement puisse dépasser 5 p. 100 du nombre d'ouvriers employés dans l'exploitation. » — (Adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — « Art. 13. — Par dérogation aux dispositions des articles précédents, la durée de la journée pourra, en cas de guerre ou de tension extérieure, être augmentée au-delà de huit heures.

« Ces dérogations seront décidées par le Ministre chargé des mines, sous sa responsabilité. »

La parole est à M. Durafour.

M. DURAFOUR. — Messieurs, nous sommes arrivés à l'article des dérogations.

La Commission a pensé que les dérogations devaient être supprimées, y compris celle visée par la loi du 30 décembre 1913 et qui intéressait l'hypothèse de crise ou de pénurie de charbon.

Elle n'a maintenu que les dérogations visant le cas de défense nationale.

Toutefois, M. le Ministre de la Reconstitution industrielle a représenté à la

Commission que l'expression « en cas de guerre » ne lui paraissait pas assez compréhensive.

Il nous a dit que, dans la période immédiate qui précède une déclaration de guerre, le Gouvernement, pour alimenter les grandes forges du pays, peut avoir besoin de réclamer aux travailleurs du sous-sol un effort supplémentaire, et il nous a demandé d'inscrire dans l'article 13 une formule qui répondit à cette préoccupation. Le rapporteur a inscrit les mots : « en cas de guerre ou de tension extérieure. »

Entendons-nous bien. Cette expression ne modifie pas le caractère de la seule dérogation tolérée. Elle signifie simplement que dans la très courte période qui peut précéder un conflit extérieur, le Gouvernement peut faire jouer les dérogations. Et s'il m'était permis de traduire, par une autre formule, le sens et la portée de cette disposition, j'indiquerais que, dans la pensée de la Commission, une telle mesure ne peut être envisagée que comme une mesure préliminaire de mobilisation au même titre que les autres précautions. Tel est le sens que la Commission a attaché aux mots : « en cas de guerre ou de tension extérieure ». Je demande au Gouvernement s'il est bien d'accord avec nous sur cette interprétation. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle.

M. LOUCHEUR, *Ministre de la Reconstitution industrielle*. — Je n'ai pas voulu, tout à l'heure, prolonger le débat. J'aurais pu répondre en indiquant à l'honorable M. Brousse comme aux autres membres de cette Assemblée qui sont intervenus dans la discussion, que la loi, telle qu'elle se présente aujourd'hui, comporte un certain nombre d'améliorations sur le texte précédemment discuté dans la première séance où la Chambre s'est occupée de cette question. L'une des améliorations vise précisément le point que vient de soulever l'honorable M. Durafour. Il me demande de préciser si le Gouvernement est bien en accord avec l'interprétation qu'il vient de donner. Je lui donne cette assurance au nom du Gouvernement.

M. DURAFOUR. — Je vous remercie, monsieur le Ministre, de cette déclaration.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'article 13.

(L'article 13, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le premier paragraphe de l'article 1^{er} qui avait été réservé.

(Le premier paragraphe, mis aux voix est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.

(L'ensemble de l'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 2. — Il est ajouté, à la suite du second alinéa de l'article 155 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, un alinéa ainsi conçu :

« Dans le maximum prévu par l'alinéa 1^{er}, ne sont pas comprises les journées employées par les délégués mineurs à la surveillance de l'application des articles 9 à 13. »

L'alinéa final du même article est modifié comme suit :

Les visites supplémentaires faites par un délégué soit pour accompagner les ingénieurs ou contrôleurs des mines, soit à la suite d'accidents, soit pour la surveillance de l'application des articles 9 à 13, lui sont payées, en outre, et au même prix, sans que pourtant l'indemnité mensuelle puisse jamais être supérieure au prix de trente journées de travail. » — (Adopté.)

Art. 3. — En aucun cas, les salaires de toute catégorie, payés en suite de l'application de la présente loi, ne pourront être inférieurs aux salaires payés au jour de sa promulgation. Il en sera de même des primes. » — (Adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Valette sur l'ensemble de la proposition de loi.

M. Marius VALETTE. — Bien que nous ayons, mes amis et moi, pris l'engagement, pour ne pas prolonger ce débat, de nous abstenir de toute intervention, je suis certain de traduire les sentiments de mes amis en déclarant que nous nous associons aux déclarations de M. Durafour et que nous sommes heureux que le Gouvernement ait répondu à notre appel.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix, l'ensemble de la proposition de loi.

(L'ensemble de la proposition de loi, mis aux voix, est adopté.)

DÉBATS AU SÉNAT.

SEANCE DU 26 JUIN 1919.

ADOPTION D'UNE PROPOSITION DE LOI SUR LE TRAVAIL DANS LES MINES.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Colin, pour un dépôt de rapport sur une proposition de loi pour laquelle il demande au Sénat de déclarer l'urgence et la discussion immédiate.

M. Maurice COLIN, *rapporteur*. — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, relative à la durée du travail dans les mines.

M. le PRÉSIDENT. — S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport (1).

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, ce n'est pas sans un certain regret que votre commission vous a proposé, la semaine dernière, de consacrer législativement la réglementation spéciale de l'application de la loi de huit heures au travail des mines. La loi générale qui a réduit à huit heures la durée du travail a décidé que les détails d'application feraient l'objet de règlements d'administration publique. Cette procédure a l'avantage d'être plus souple et de ne pas engager les Chambres dans des discussions qui ne sont pas de leur compétence. C'est sur l'insistance du Ministre de la Reconstitution industrielle que nous vous avons proposé de ratifier le texte présenté par le Gouvernement. Ce qui se passe montre combien nos réserves étaient justifiées.

M. le Ministre de la Reconstitution industrielle nous a expliqué qu'un malentendu s'était produit entre lui et la Commission de la Chambre des députés, qu'une question de bonne foi se trouvait engagée à l'égard des ouvriers. Dans ces conditions, le Gouvernement croyait devoir se rallier aux textes qu'il nous avait tout d'abord demandé d'écarter. Le Ministre a insisté, au nom du Gouvernement, pour que le nouveau texte fut voté sans retard. En présence de ces déclarations, la Commission croit devoir vous proposer l'adoption des nouveaux textes que celui-ci vous apporte :

Messieurs, je dois purement et simplement ajouter un commentaire verbal au rapport que je crois devoir déposer au nom de la Commission.

Vous avez, dans les textes qui vous sont proposés, un article 9 qui est commun et aux ouvriers du fond et aux ouvriers de la surface qui travaillent dans les mines. Mais il est bien certain que la réglementation applicable aux ouvriers de la surface est la loi générale de huit heures. Le détail de la réglementation qui est, en effet, précisé par les articles suivants de la loi montrent bien que ces textes visent et ne peuvent viser que le travail des ouvriers du fond. Comment, en effet, compter le temps de la descente et de la remontée dans un temps de travail pour des ouvriers qui ne descendent pas dans le fond de la mine, qui, par conséquent, n'ont pas à remonter, et pour lesquels ne se posent pas les difficultés qui se poseraient si les ouvriers du fond avaient à remonter à la surface pour prendre un repas ou un repos ?

Par conséquent, il est bien entendu, en dépit de la généralité de l'article 9, que la réglementation qui suit ne s'applique qu'aux ouvriers du fond.

D'autre part — et cela est bien certain — le détail de la réglementation

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 24 juin 1919. — Doc. parl. n° 288.

qui est contenu dans le projet du Gouvernement ne s'applique pas et ne peut pas s'appliquer au personnel de contrôle et de surveillance, c'est-à-dire à ceux que, suivant les mines, on appelle des porions ou des maîtres mineurs, et ce que nous disons des porions et des maîtres mineurs s'applique, *à fortiori*, aux sous-ingénieurs et aux ingénieurs. Ce ne sont pas, à proprement parler, des ouvriers ; ce ne sont pas davantage des employés, car, sous ce terme, on désigne les travailleurs des bureaux. Il est donc nécessaire que ce personnel de surveillance et de contrôle reste en dehors des dispositions de la loi.

Sur ce point, à la Commission, M. le Ministre n'a fait que confirmer pleinement ce dont nous étions nous-mêmes déjà convaincus : à savoir que ces différentes personnes n'étaient pas visées par le texte de la loi.

Ce sont là, messieurs, les seuls commentaires verbaux que j'ai à vous présenter au nom de la Commission. Je laisse à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle le soin de justifier les dispositions que nous vous demandons de voter.

M. LE PRÉSIDENT. — Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate signée de vingt-trois de nos collègues dont voici les noms : MM. Colin, Ribot, Morel, Perreau, Monfeuillard, Goy, Milan, Vieu, Savary, Lourties, Strauss, Bollet, Beauvisage, Peytral, Bony-Cisternes, Cauvin, Monis, Destieux-Junca, Fenoux, Lhopiteau, Vidal de Saint-Urbain, Noël plus une signature illisible.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. LE PRÉSIDENT. — Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale ?

M. Dominique DELAHAYE. — Je la demande, monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Delahaye.

M. Dominique DELAHAYE. — Messieurs, M. Emmanuel Brousse a terminé, le 20 juin, sa virulente apostrophe par ces mots mémorables :

« Vous demandez au Parlement, témoin irrité de vos palinodies, de voter aujourd'hui le contraire de ce que vous lui avez imposé hier. Je laisse le pays juge d'une pareille attitude. (*Très bien ! Très bien !*) »

M. Durafor, de son côté, a dit : « De la déclaration de M. Loucheur, je prends acte ; le pays saura demain que la grève engagée par la Fédération du sous-sol a été légitime et que cette légitimité est proclamée par le Gouvernement lui-même. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*) »

M. le Ministre de la Reconstitution industrielle invoque un malentendu pour expliquer son revirement. Y a-t-il malentendu ? Y a-t-il grève légitime

ou illégitime? Y a-t-il palinodie ou non? Ce n'est pas cela qui m'inquiète le plus. Ce sont les suites.

M. LOUCHEUR nous a déclaré, il y a huit jours, que, si nous ne le suivions pas, c'était : 1° du fait de la diminution d'extraction ; 2° de l'énorme augmentation des salaires, une surcharge de 1 milliard et demi, pour les entreprises minières, c'est-à-dire plus que la moyenne de leurs bénéfices.

Quelle augmentation définitive sortira des conversations actuellement engagées? M. Loucheur ne peut le préciser aujourd'hui. Mais cette augmentation sera certainement considérable.

Les sociétés minières vont-elles donc travailler gratis désormais, ou vont-elles faire supporter la surcharge de prix à leurs clients?

C'est cette dernière solution qui est à prévoir.

Mais alors que devient la résolution d'améliorer la vie chère?

Conclusion. Je vais la proposer générale, visant l'ensemble des professions, dans le but d'obvier aux ententes dommageables à l'intérêt public, souhaitant qu'on adopte des mesures indispensables, susceptibles de se généraliser, même hors de France.

Elles devraient consister en des combinaisons sociales et corporatives appropriées aux circonstances, si nous ne voulons pas voir le pays sombrer victime des égoïsmes professionnels, employant, à jet continu, le chantage à la grève. (*Très bien! à droite.*)

La marche corporative, faite de responsabilité — tout est dans ce mot — patronale et ouvrière vis-à-vis du pouvoir est le seul remède efficace.

Les législateurs devront y pourvoir au plus vite si nous voulons éviter la débâcle industrielle et sociale. (*Très bien! Très bien! sur les mêmes bancs.*)

M. TOURON. — Je demande la parole.

M. DEBIERRE. — Je la demande également.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est d'abord à M. Touron, puis à M. Debierre.

M. TOURON. — Messieurs, vous venez d'entendre la lecture du rapport de l'honorable M. Colin parlant au nom de la majorité de votre Commission des mines. Je vous demande la permission de reprendre une très courte phrase de ce rapport. La voici : « Ce qui se passe montre combien nos réserves étaient justifiées. . . » M. le Rapporteur faisait allusion à une répugnance indéniable qui s'était manifestée dans la Commission des mines, il y a huit jours, lorsque le Gouvernement lui demandait de solliciter du Sénat une loi spéciale réglant les détails d'application de la loi de huit heures dans les mines.

M. GAUDIN DE VILLAIN. — Elle avait bien raison.

M. TOURON. — En effet, on comprenait une loi spéciale pour une corporation spéciale, qui peine, il faut le dire, plus que beaucoup d'autres, quand

la loi limitant la durée du travail hebdomadaire à quarante-huit heures n'était applicable qu'à elle seule. Il en était de la loi des mines avant le vote de la loi générale de huit heures comme il en fut autrefois de la loi de 1884 sur les syndicats. La loi de 1884 avait pour but de donner immédiatement à certaines associations des droits qu'on se promettait d'étendre par la suite à toutes les associations. Il s'agissait alors de légiférer pour les associations professionnelles, afin de ne pas leur faire attendre une législation générale sur les associations, qui n'est apparue qu'en 1901. Le Parlement a alors, en quelque sorte, discuté et écrit en pleine sérénité, cette fois, une préface qui fut la loi de 1884.

La loi spéciale qui fonctionnait pour les mines avant celle qui porte aujourd'hui la date du 23 avril 1919 n'était autre chose que la préface de cette loi spéciale. Aujourd'hui que celle-ci est écrite, aujourd'hui que tous les travailleurs doivent être compris dans l'application de la semaine de quarante-huit heures, quel besoin était-il d'une loi spéciale pour les mines? La procédure était indiquée par l'article 7 de la loi que j'ai citée : il appartenait au Gouvernement de faire, par un règlement d'administration publique, la loi spéciale adéquate à la situation des mineurs. C'est pour souligner cette évidence que, dans son rapport, M. Colin évoque les regrets et les réserves qui se sont manifestés au sein de la Commission, en écrivant : « Ce qui se passe montre combien les réserves de la Commission étaient justifiées. » (*Très bien!*)

Vous me permettrez d'étendre ces réserves au vote d'une autre loi. Lorsque, il y a quelques semaines, vous avez été sollicités par le Gouvernement de voter l'application immédiate de la semaine de quarante-huit heures à la veille du 1^{er} mai, il l'a fait en se flattant d'obtenir, par ce procédé, la pacification complète des esprits. J'ai, à ce moment, fait les plus expresses réserves. Vous me permettrez de constater, aujourd'hui, que le procédé n'a pas précisément réussi. C'est toujours, et ce sera toujours la même chose, messieurs, chaque fois que vous consentirez à être mêlés aux discussions de la rue, vous risquerez de vous trouver dans une situation aussi embarrassante que celle dans laquelle on vous place aujourd'hui. (*Très bien!*)

Quant à moi, j'estime que c'est une grave erreur de mêler le Parlement à ces discussions, que le Gouvernement me permette de le lui dire : s'il croit devoir se placer entre les deux fractions du travail, c'est-à-dire les employés et les employeurs, c'est son affaire, mais qu'il le fasse sans couvrir sa responsabilité de la vôtre. Il n'appartient pas aux Chambres de discuter les conditions de cessation d'une grève, et il est certain que M. le Rapporteur a eu mille fois raison de faire, au nom de la Commission, les réserves que vous trouverez dans son rapport.

J'ajoute que, dans la Commission — et personne ne me démentira lorsque je l'affirmerai — un certain nombre de nos collègues voulaient aller plus loin que ces réserves. Je n'insiste pas sur ce point, mais j'ai le droit de l'indiquer en passant.

Demain, rien ne dit que vous ne serez pas saisis d'une nouvelle loi visant une corporation autre que celle des mineurs.

Je me retournerai alors vers le Gouvernement pour lui demander ce que

signifierait dans ces conditions la loi de huit heures, pour laquelle il était si pressé d'aboutir dans les derniers jours d'avril.

Il n'est pas possible que le Parlement soit derechef placé dans cette alternative un peu humiliante, permettez-moi l'expression. (*Très bien !*)

Je tiens à dire à cette tribune que c'est parce que telle est notre conviction que bon nombre de mes amis refusent, comme moi, de s'associer à ce vote. Nous nous abstiendrons, laissant au Gouvernement toute sa responsabilité. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Debieerre.

M. DEBIEERRE. — Messieurs, je me permettrai de faire une simple observation : il y a une huitaine de jours, un certain nombre de mes amis et moi — je crois que nous étions dix-neuf — avons voté l'amendement de notre collègue M. Flaissières.

L'amendement de M. Flaissières demandait, purement et simplement, le vote de la proposition de M. Durafour. Pourquoi l'avons-nous voté, nous dix-neuf, presque tous, probablement, des représentants des départements miniers ? C'est parce que nous avions la conviction intime et profonde — et l'expérience nous a donné raison — qu'avant huit jours ce projet nous serait présenté par le Gouvernement qui abandonnerait son texte pour reprendre celui de M. Durafour. Il est arrivé ce que nous avons prévu. Nous voulions vous épargner une nouvelle délibération sur le projet que vous allez probablement approuver tout à l'heure.

Tout cela met en cause des discussions préparatoires qui m'apparaissent à moi-même comme ayant été menées, tout au moins, d'une façon imprudente. L'affaire a été mal engagée et mal menée. On nous a présenté, l'autre jour, un texte en disant : « Il est aussi bon, il est peut être même meilleur que le texte de M. Durafour : nous avons la conviction que les mineurs accepteraient ce texte. »

Voilà ce que nous disait le Gouvernement et, nous, nous avons la conviction que les mineurs ne l'accepteraient pas. Les faits nous ont donné raison. Par conséquent, si le Gouvernement avait mieux éclairé sa lanterne, il aurait su immédiatement que les mineurs ne voulaient pas accepter le texte proposé. (*Interruptions.*) Il aurait mieux valu le faire sur le champ.

M. PEYTRAL, *président de la Commission des finances*. — Nous avons voté le projet parce qu'on nous a dit que l'intérêt général était en cause. C'est au nom de cet intérêt général qu'on nous a priés de voter. (*Très bien ! très bien !*)

M. Eugène RÉVEILLAUD. — Le Gouvernement a parlé de l'intérêt national.

M. DEBIEERRE. — L'intérêt général est tout autant en cause aujourd'hui qu'il y a huit jours. Qu'est-ce que nous désirons tous ? C'est que la production nationale à l'heure actuelle soit portée au maximum.

M. GAUDIN DE VILLAINÉ. — Ce n'est pas le moyen.

M. DEBIERRE. — Je ne dis pas que ce soit le moyen, je n'apprécie pas à l'heure actuelle. Nous désirons que la production soit portée au maximum ; qu'elle tombe par suite du projet que vous allez voter, c'est possible, mais elle tomberait également avec celui que vous avez voté il y a huit jours.

M. JÉNOUVRIER. — Moins.

M. DEBIERRE. — Ce que nous voulons, c'est produire, c'est avoir du charbon. Or, ce que nous savons, c'est que la production a diminué d'un tiers depuis l'armistice et que nous sommes menacés, l'année prochaine, d'avoir moins de charbon que jamais. Ce que nous savons, c'est que notre industrie et nos foyers ont besoin de 60 millions de tonnes de charbon par an et que, si notre production restait ce qu'elle est, nous serions en déficit de 40 millions de tonnes. Au lieu de 2 millions de tonnes par mois, depuis la grève, nous ne produisons plus la moitié.

Je comprends très bien qu'on a invoqué il y a huit jours l'argument de l'intérêt général pour vous faire voter le texte que le Gouvernement vous a proposé, mais l'intérêt général est invoqué aujourd'hui également : le Gouvernement a donc changé d'opinion depuis huit jours.

M. PEYTRAL. — Non, il y a eu malentendu ! (*Sourires.*)

M. DEBIERRE. — Ce malentendu, dans tous les cas, s'il a eu lieu, est profondément regrettable. Ce sont là des malentendus qu'on devrait éviter au pays. Aujourd'hui il est doublement regrettable, car, si nous sommes bien informés, c'est parce que le projet que les mineurs voulaient obtenir et que la Chambre elle-même, après avoir hésité, n'a pas voté, sous la pression du Gouvernement, c'est parce que ce projet n'a pas été adopté en temps voulu qu'aujourd'hui les mineurs remettent en cause une autre question, non moins grave que celle qui concerne les heures de travail ; ils remettent en cause la question des salaires. Vous voyez qu'au lieu de supprimer des difficultés, on les a, en quelque sorte, augmentées.

Voilà pourquoi je me permets de dire que la question a été mal engagée, mal discutée et, qu'en réalité le Gouvernement aurait pu épargner au Parlement ces reprises successives d'un projet qui aurait pu être voté dans de meilleures conditions s'il avait été voté en temps voulu. (*Marques d'approbation.*)

M. LOUCHEUR, *Ministre de la Reconstitution industrielle*. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle.

M. LE MINISTRE. — Messieurs, le Sénat ne comprendrait pas qu'après les observations qui viennent d'être présentées, le Gouvernement n'apportât pas à cette tribune les explications qu'il lui doit.

Il est tout à fait exact que, invoquant l'intérêt général, je vous ai demandé,

il y a quelques jours, de voter le projet tel qu'il venait de la Chambre, et que, aujourd'hui, je vous demande de voter, non pas le projet Durafour lui-même, mais ce projet amélioré. Je tiens à le dire en passant. (*Sourires.*)

M. DEBIERRE. — Alors, c'est un nouveau projet Durafour ; ce n'est plus le projet Durafour, mais le projet Durafour modifié ?

M. LE MINISTRE. — Je préciserai tout à l'heure dans quelles conditions des modifications ont été apportées à ce projet Durafour et les apaisements que vous pouvez avoir.

M. GAUDIN DE VILLAIN. — L'abdication est la même.

M. LE MINISTRE. — Vous avez réclamé des explications, je vous les apporte très loyalement. Mon rôle n'est pas facile, j'entends le remplir avec toute la déférence que je dois à la Haute Assemblée. (*Parlez !*)

Voici exactement comment s'est présentée la question. Les raisons que je vous ai exposées à la tribune, il y a huit jours, sont demeurées pour moi aussi fortes, les objections que j'ai faites au texte que je présente aujourd'hui sont également pour moi aussi grandes. Que s'est-il donc passé ?

Après que le projet fut voté par le Sénat avec des modifications au texte de la Chambre, nous sommes revenus devant la Commission des mines de l'autre Assemblée, à laquelle nous avons fourni des explications complètes. Je vous rappelle, d'ailleurs, que cette Commission avait finalement présenté à la Chambre, d'accord avec le Gouvernement, le projet qui a été ensuite soumis.

Nous avons alors constaté qu'un malentendu — c'est le seul mot juste que nous avons trouvé — avait éclaté entre la Commission et le Gouvernement et que, de très bonne foi, la Commission avait cru qu'il y avait accord avec le Gouvernement sur le projet Durafour.

Voici comment avait surgi ce malentendu : J'avais été entendu par la Commission pour donner mon avis, comme Ministre, chargé des mines, sur la question des dérogations.

M. Dominique DELAHAYE. — Vous aviez été mal entendu. (*Sourires.*)

M. LE MINISTRE. — J'ai eu alors occasion, étant interrogé sur l'article 1^{er} de la loi, d'indiquer à la Commission que, en ce qui me concerne, je n'acceptais que le texte qui avait été étudié en accord, à un certain moment, entre la Fédération du sous-sol et les organisations patronales.

Je dois reconnaître que la plus grande partie de ma déposition devant la Commission n'a pas roulé sur la nouvelle rédaction de l'article 9 et de l'article 10, mais a surtout porté sur la question des dérogations. La Commission a cru comprendre qu'il n'y avait pas, tant de la part de M. le Ministre du Travail que de moi-même, d'opposition formelle sur l'article 9 ni sur l'article 10. Mais ce qui a augmenté encore le trouble, c'est que si les organisations patronales entendues par la Commission, ont bien protesté et indiqué les difficultés qu'elles rencontreraient dans l'application du texte de

loi présenté par M. Durafour, cette protestation n'a pas été telle que la Commission n'ait pas cru possible d'arriver à une entente.

Quoiqu'il en soit, la Commission, persuadée de l'accord du Gouvernement, a fait déposer par M. Drivet, rapporteur, un rapport dans lequel, notamment, elle n'hésitait pas à viser l'accord avec le Gouvernement. Quand nous avons reçu le rapport, M. Colliard et moi-même, nous avons immédiatement protesté auprès de la Commission.

Notre protestation est arrivée pendant les fêtes de la Pentecôte, le jour même où l'on discutait la question à la Chambre. J'ai eu alors l'occasion de m'en expliquer. Mais pendant ce temps, la Commission des mines de la Chambre, croyant à l'accord complet avec le Gouvernement, avait avisé la Fédération du sous-sol de la réalisation de cet accord; et c'est par une lettre écrite par M. Léon Perrier, président de la Commission, en accord avec cette dernière, que la Fédération du sous-sol en a été informée. C'est dans ces conditions également que les ouvriers sont allés au congrès de Marseille.

Quand, revenant devant la Commission des mines, nous avons appris ces faits, nous avons constaté que les ouvriers avaient pu croire, de très bonne foi, à l'accord réalisé complètement et que, par suite, leur délibération du congrès de Marseille avait été prise de très bonne foi également.

Voilà dans quelles conditions se présente pour la seconde fois la question devant le Parlement. Le Gouvernement a estimé — et il croit avoir eu raison — que, dans un pareil conflit, il fallait tout d'abord, pour arriver à mieux le régler, mettre de son côté la bonne foi. C'est dans ces conditions qu'il a demandé à la Chambre de voter la proposition présentée par M. Durafour, mais modifiée sur deux points en accord avec les ouvriers et avec la Commission des mines, modification donnant satisfaction à deux points que le Gouvernement désirait absolument préciser.

L'honorable M. Delahaye, tout à l'heure, a rappelé qu'à cette tribune j'avais indiqué la répercussion que pouvait exercer le vote de la proposition Durafour. Et M. Debierre ajoutait également que la grève, venant à la suite du vote de la loi, se compliquait des réclamations de salaires qui, sans cela, n'auraient pas été présentées.

Il me permettra de lui répondre que tout cela n'est pas tout à fait exact. Les revendications de salaires, que j'avais d'ailleurs indiquées l'autre jour à la tribune du Sénat, avaient été présentées à la délibération même du congrès de Marseille. Il y a donc, dans le conflit actuel, deux choses bien distinctes : d'un côté la question de la durée du travail, de l'autre celle des salaires. Cette dernière se discute entre exploitants et ouvriers, tandis que la question de durée du travail fait l'objet du débat d'aujourd'hui.

M. Tournon demandait pourquoi le Gouvernement a cru devoir présenter une loi au Parlement au lieu d'appliquer simplement la législation générale.

Ce n'est pas moi qui ai inventé les lois sur le travail dans les mines. Elles ont été faites il y a longtemps. On avait voté antérieurement une loi qu'on appelait déjà la loi de huit heures pour le travail dans les mines.

M. MILLIÈS-LACROIX. — C'était une loi spéciale et non une loi générale.

M. LE MINISTRE. — Il y avait donc une loi spéciale pour les mines qui fixait la durée de travail à huit heures, mais elle correspondait en réalité à neuf heures de présence environ. Les ouvriers mineurs ont demandé que, par une loi, la durée de travail fut fixée à huit heures au maximum.

On a toujours estimé, jusqu'à ce jour, qu'il fallait une législation spéciale pour réglementer ce point.

Je reconnais qu'il eût été peut être plus aisé de faire simplement un règlement d'administration publique. Il était d'ailleurs prévu dans la loi générale. Mais ce qui a décidé le Gouvernement, c'est surtout le fait qu'il existait déjà une première réglementation spéciale fixée par une loi et qu'au demeurant, il faut bien le reconnaître, le travail dans les mines doit être réglementé autrement que le travail à l'air libre. Il fallait tenir compte de ce fait.

M. TOURON. — Le règlement d'administration publique aurait répondu à cette nécessité spéciale.

M. LE MINISTRE. — Je reconnais, monsieur Touron qu'il y aurait eu tout avantage à agir ainsi. Mais il faut dire que nous nous sommes trouvés devant un mouvement général. N'oubliez pas que ce qui se passe dans les pays voisins a sa répercussion chez nous.

M. GAUDIN DE VILLAIN. — L'Allemagne n'a pas accepté la loi de huit heures.

M. LE MINISTRE. — En Allemagne, on ne travaille dans les mines que six heures.

Le fait de tous le plus important est la grande enquête menée en Angleterre sur le travail dans les mines. A cela nous ne pouvons rester étrangers.

Telles sont les explications que je devais loyalement au Sénat. Je lui ai montré dans quelles conditions s'était trouvé le Gouvernement; je lui ai demandé donc instamment de bien vouloir voter le texte de loi qui lui est soumis. (*Très bien ! très bien !*)

M. TOURON. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Touron.

M. TOURON. — Messieurs, je serai très bref.

Je sais gré à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle d'avoir bien voulu reconnaître qu'il eût été plus expédient — plus politique, disons le mot — d'appliquer la loi générale aux mines au moyen d'un règlement d'administration spécial. La souplesse de cette loi, j'y insiste, permettait de faire un règlement d'administration publique pour telle ou telle industrie, et, par conséquent, de solutionner, d'une façon distincte, le problème des huit heures dans les mines. (*Très bien !*)

Je sais donc gré à M. le Ministre d'avoir reconnu qu'il eût été plus politique et, j'ajoute, plus constitutionnel, de procéder ainsi, et j'espère que le Gou-

vernement voudra bien se souvenir dans l'avenir de l'aveu qu'il nous a fait aujourd'hui. Le Gouvernement sera, je le crains, sollicité de demander au Parlement des lois spéciales. M. le Ministre vient de nous dire qu'il avait le moyen de résoudre ces questions sans y mêler les Chambres; j'espère qu'il ne l'oubliera pas.

D'ailleurs, l'explication du malentendu — puisque malentendu il y a — que vient de nous donner M. le Ministre est bien la preuve que j'ai dix fois raison, lorsque je demande au Gouvernement de ne pas mêler les Chambres à ces discussions entre employeurs et employés. Pourquoi donc ce malentendu s'est-il produit? C'est uniquement parce que l'on a mêlé, aux discussions entre le Gouvernement et les parties intéressées, les Chambres qui n'ont rien à voir dans de pareils débats.

La lettre de M. Perrier, qui a souligné le malentendu, n'aurait pas été écrite, si, monsieur le Ministre, vous n'aviez pas discuté avec des grévistes une loi en préparation. (*Très bien!*) Voilà l'erreur. C'est au Parlement à discuter les lois et c'est au Gouvernement à chercher à réaliser l'accord entre les parties. Il y a là des attributions qu'il ne faut pas confondre. Si le Parlement n'avait pas été mêlé à des discussions entre employeurs et employés, si le Gouvernement n'avait pas pris comme base de ses négociations avec les mineurs une loi en préparation, ce qui, M. le Ministre me permettra de le lui dire, était absolument inconstitutionnel, le malentendu ne se serait pas produit. (*Très bien!*)

Il faut, messieurs, que ce qui arrive aujourd'hui serve d'enseignement pour l'avenir. (*Très bien!*)

Je me borne à ces observations et j'espère que le Gouvernement n'oubliera pas l'enseignement qui découle de ce qui vient de se passer. (*Très bien! très bien!*)

M. HERVEY. — Je demande la parole.

M. GAUDIN DE VILLAINÉ. — Je demande la parole pour expliquer mon vote.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Hervey.

Voix diverses. — Aux voix! aux voix! Parlez! parlez!

M. GAUDIN DE VILLAINÉ. — Nous avons bien le droit d'expliquer notre attitude, à l'occasion surtout d'une loi qui consomme la ruine de notre industrie minière.

M. HERVEY. — Messieurs je regrette d'allonger un peu la discussion (*Parlez! parlez!*), mais il me semble qu'à propos de ce débat une question extrêmement grave se pose pour notre pays.

Qui va maintenant prendre la barre du gouvernail et indiquer ce qu'il faut faire? Les ouvriers sont-ils maintenant dans la bonne voie? Quand, par tous les moyens, on leur propose de diminuer leur travail et d'augmenter leur salaire; cela correspond-il vraiment à leur avantage? Je ne parle pas seule-

ment ici au nom de l'intérêt national, bien que, comme nous le disait ici il y a quelques jours M. Ribot en un langage magnifique, il n'est pas d'autre manière de nous en tirer que de produire beaucoup et dans le plus bref délai.

Mais, en toute conscience, j'examine l'intérêt des ouvriers.

Allons-nous, messieurs, continuer dans cette voie ? Telle est la question qui se pose aujourd'hui à propos du travail dans les mines et de l'extraction du charbon. Qu'on veuille améliorer la situation matérielle et morale des ouvriers, c'est très naturel, mais qu'on veuille l'améliorer avant d'avoir perfectionné l'outillage et d'avoir ainsi permis une production intensive, c'est ce qu'on appelle mettre la charrue avant les bœufs. Sans doute, nous voulons améliorer la situation de l'ouvrier, mais à la condition qu'il soit possible de produire davantage. Essayer d'entreprendre cela tout de suite, avant même qu'ait été fait le travail nécessaire, ne peut qu'amener une diminution de la production et conduire la France à la ruine. Est-ce que quelqu'un ne le dira pas ? Est-ce que le Gouvernement n'a pas le devoir de montrer le danger aux ouvriers ?

M. MAZIÈRE. — Vous avez tout à fait raison. Les ouvriers eux-mêmes seront d'ailleurs les premiers à en supporter les conséquences.

M. HERVEY. — Nous sommes à un moment où le monde, après cinq ans de destructions, doit se refaire. Si la France ne refait pas elle-même ce dont elle a besoin, on le fera à côté d'elle ; si elle est obligée de vivre en achetant toujours, nous allons à la catastrophe.

M. GAUDIN DE VILLAIN. — C'est évident.

M. HERVEY. — Que le pouvoir d'achat de l'argent diminue, c'est un fait incontestable. La conséquence immédiate est une diminution considérable de l'indemnité que doit nous payer l'Allemagne.

Je ne sais pas exactement le chiffre d'indemnité que fixe le traité, mais qu'il s'agisse de 100, de 150 ou de 200 milliards ou de tel autre chiffre que vous puissiez imaginer, la réparation effective de l'Allemagne diminue réellement au fur et à mesure que diminue la puissance d'achat de l'argent, et, par contre-coup, ce sont nos mutilés, nos veuves, nos orphelins qui vont en souffrir.

M. Eugène REVEILLAUD. — C'est bien vrai.

M. HERVEY. — Cette conséquence me paraît inéluctable. Qui enseignera actuellement aux ouvriers que ce devoir de tout bon Français, ce devoir qu'ils ont si bien rempli pendant toute la guerre, ils doivent continuer de le remplir pendant les années qui vont venir ?

Des grèves se déclanchent en France un peu partout. Voici un petit fait, mais à combien d'exemplaires se multiplie-t-il ? Actuellement, il y a grève parmi les mécaniciens et métallurgistes. Or, nous voilà au moment de la moisson. On ne peut plus faire réparer les faucheuses, les moissonneuses.

tous les outils agricoles dont nous allons demain avoir besoin. Quelles conséquences vont se produire, si la moisson ne peut être faite ? Elle ne sera pas déjà très belle cette année et, de ce fait, elle peut être à moitié perdue. Ainsi toute la nation aura à souffrir de ce conflit relatif à une augmentation minime de salaires qui ne concerne qu'une toute petite partie de la population.

Je demande au Gouvernement s'il ne va pas prendre la ferme résolution de ne pas continuer cette politique qui consiste à se placer entre patrons et ouvriers et à dire aux ouvriers : « Vous voulez tel salaire, les patrons ne veulent pas vous l'accorder, nous allons couper la poire en deux. »

Au fond, les patrons ne sont que des percepteurs d'impôts; certains ne demandent pas mieux de céder et de se laisser entraîner, car ils savent que c'est la nation tout entière qui aura à prendre à sa charge les différences de salaires.

De plus en plus, nous assistons à ce phénomène auquel on ne pouvait échapper pendant la guerre; nous continuons malheureusement, aujourd'hui que la paix est signée, à persévérer dans la même voie. Je pousse un cri d'alarme. (*Applaudissements au centre.*) Je vous supplie, messieurs du Gouvernement, de mesurer la gravité de la situation. Si vous connaissez un remède, montrez-le moi; si vous me démontrez que je me trompe, je serai le premier à m'en féliciter. (*Très bien! très bien! et vifs applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Si personne ne demande plus la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles de la proposition de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Les articles 9 à 13, constituant la section 2 du chapitre 2 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 9. — La journée des ouvriers et des employés dans les travaux des mines de combustible de quelque nature qu'elle soit, celle des ouvriers et employés occupés dans les travaux des autres mines, des minières et des carrières, ainsi que dans les recherches de mines ne peut excéder la durée de huit heures, tant pour les ouvriers de l'intérieur que pour ceux occupés à l'extérieur des exploitations. »

Personne ne demande la parole sur ce texte?...

Je le mets aux voix.

(Ce texte est adopté.)

M. le PRÉSIDENT. — « Art. 10. — En ce qui concerne les ouvriers du fond, cette durée est calculée pour chaque poste et pour chaque catégorie d'ouvriers depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des premiers ouvriers

descendants jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontants.

« Pour les mines où l'entrée a lieu par galeries, elle est calculée depuis l'arrivée à l'entrée de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point. » — (Adopté.)

« Art. 11. — Les dispositions des articles précédents ne portent aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalant à des conventions qui, dans certaines exploitations ont fixé pour la journée normale une durée inférieure à celle fixée par les articles précédents. » — (Adopté.)

« Art. 12. — Pour les travaux continus, un règlement d'administration publique fixera les conditions du travail sans que la durée de présence de chaque ouvrier, calculée comme il est dit à l'article 10, puisse excéder quarante-huit heures par semaine, et sans que le nombre d'ouvriers visés par ce règlement puisse dépasser 5 p. 100 du nombre d'ouvriers employés dans l'exploitation. » — (Adopté.)

« Art. 13. — Par dérogation aux dispositions des articles précédents, la durée de la journée pourra, en cas de guerre ou de tension extérieure, être augmentée au delà de huit heures.

« Ces dérogations seront décidées par le Ministre chargé des mines, sous sa responsabilité. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — « Art. 2. — Il est ajouté à la suite du second alinéa de l'article 155 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale un alinéa ainsi conçu :

« Dans le maximum prévu par l'alinéa 1^{er}, ne sont pas comprises les journées employées par les délégués mineurs à la surveillance de l'application des articles 9 à 13. »

L'alinéa final du même article est modifié comme suit :

« Les visites supplémentaires faites par un délégué, soit pour accompagner les ingénieurs ou contrôleurs des mines, soit à la suite d'accidents, soit pour la surveillance de l'application des articles 9 à 13 lui sont payées, en outre, et au même prix sans que pourtant l'indemnité mensuelle puisse jamais être supérieure au prix de trente journées de travail. » — (Adopté.)

« Art. 3. — En aucun cas les salaires de toute catégorie, payés en suite de l'application de la présente loi, ne pourront être inférieurs aux salaires payés au jour de sa promulgation. Il en sera de même des primes. » — (Adopté.)

Avant de mettre aux voix l'ensemble de la loi, je donne la parole à M. Gaudin de Villaine pour expliquer son vote.

M. GAUDIN DE VILLAIN. — Je demande la permission d'expliquer au Sénat les raisons pour lesquelles je ne voterai pas la proposition de loi qui nous est soumise.

Les variations de l'honorable M. Loucheur ont placé le Parlement dans une posture absolument ridicule (*Mouvements divers*), mais c'est là une considération relativement secondaire : ce que je veux souligner, c'est son abdication.

Comment ! M. Loucheur est venu l'autre jour devant le Sénat dire qu'il y avait un intérêt national à voter la loi de huit heures intégrale, celle que l'on appelle dans le milieu des ouvriers mineurs : « les huit heures de lampe à lampe », en faisant ressortir que la crise du charbon allait devenir redoutable par suite de la diminution de l'extraction, de l'impossibilité pour l'Angleterre de nous donner autant de charbon que par le passé et aussi des réductions de travail déjà adoptées. Il invoquait une foule d'autres raisons encore et disait notamment que cette loi de huit heures intégrale était la dernière concession qu'on pouvait faire.

Tous ceux d'entre nous qui ne sont pas mêlés directement aux questions minières et qui ne se préoccupent jamais que des intérêts supérieurs du pays ont répondu à l'appel qui leur était adressé par M. Loucheur.

Or, voici que l'honorable ministre vient devant nous, après huit jours, en disant qu'il a réfléchi, qu'il y a un malentendu. Non, non, il n'y a pas de malentendu, il y a une abdication voulue devant les ouvriers. On a peur, non pas des vrais ouvriers, mais de leurs meneurs révolutionnaires. (*Très bien ! sur divers bancs.*)

D'autre part, les mineurs n'ont rien à gagner aux mesures que l'on vous demande, surtout aux augmentations de salaires qui ont une répercussion immédiate dans la vie chère ! Je vais le prouver en rapportant une anecdote qui remonte à trois ans.

M. Desplas, qui était alors, je crois, Ministre des Travaux publics, avait imposé aux sociétés minières une augmentation journalière des salaires qui était alors et comparativement minime : 1 fr. 50 par jour. Dans une mine du Midi que je ne nommerai pas et qui comptait 8,000 ouvriers environ, c'était cependant une augmentation journalière importante des frais généraux. Le lendemain de l'application de cette mesure, un certain nombre des plus vieux ouvriers de ladite mine vinrent trouver un des ingénieurs et lui dirent : « Pourquoi nous avez-vous fait augmenter ? Nous étions très heureux auparavant et nous ne demandions rien ; en outre, savez-vous quel est le résultat pour nous de la mesure ? Vous croyiez améliorer notre sort en augmentant notre salaire quotidien de 1 fr. 50 et voici que vous nous avez appauvris de 50 centimes, car les mercantis prévenus de la réforme nous ont avertis qu'à partir du même jour ils augmentaient leurs prétentions de 2 francs par jour ! » (*Soupires.*)

Voilà le fait brutal, le résultat de toutes ces réformes dites démocratiques. Patrons et ouvriers surtout sont appauvris et exploités, seuls les intermédiaires — les mercantis — exploitent la situation et s'adjugent des bénéfices scandaleux. C'est toute la moralité de l'heure, où le Gouvernement, par ignorance, impuissance ou complicité, s'est fait l'associé des mercantis et le res-

pensable de tous les scandales actuels. Ces responsabilités seront mieux établies encore un jour prochain, contre tous ceux qui, ayant le pouvoir, avaient pour principal devoir de prévoir ou de réprimer.

Je reviens à ce que je disais en commençant. M. Loucheur ayant déclaré qu'il était de l'intérêt national de voter la loi de huit heures intégrale, nous l'avons votée à une forte majorité et de confiance; aujourd'hui, sous forme de malentendu, il vient nous demander de réduire la journée de travail à six heures et demie, et cela juste au moment où l'Allemagne maintient la loi de neuf heures. C'est dire que dans quelque temps, dans quelques semaines ou dans quelques mois au plus, nous allons nous trouver dans la situation suivante : en France on offrira du charbon à 120, 140 ou 150 francs la tonne, tandis que, de l'autre côté du Rhin, on en offrira à 30 et 40 francs la tonne. Nous serons donc inondés par le charbon allemand, comme par nombre d'autres produits d'Outre-Rhin, et la proposition que le Gouvernement nous demande de voter aujourd'hui se traduira par la ruine de l'industrie minière en France

Voilà, messieurs, ce que je tenais à dire, et je ne saurais m'associer à pareille faillite. (*Très bien! applaudissements à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(La proposition de loi est adoptée.)

TEXTE DÉFINITIF.

LOI DU 24 JUIN 1919

relative à la durée du travail dans les mines (1).

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 9 à 13, constituant la section 2 du Chapitre II du Livre II du

(1) J. O. du 25 juin 1919. p. 6522.

Code du travail et de la Prévoyance sociale, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« *Art. 9.* — La journée des ouvriers et des employés dans les travaux des mines de combustibles, de quelque nature qu'elles soient, celle des ouvriers et employés occupés dans les travaux des autres mines, des minières et des carrières, ainsi que dans les recherches de mines, ne peut excéder la durée de huit heures, tant pour les ouvriers de l'intérieur que pour ceux occupés à l'extérieur des exploitations.

« *Art. 10.* — En ce qui concerne les ouvriers du fond, cette durée est calculée pour chaque poste et pour chaque catégorie d'ouvriers, depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des premiers ouvriers descendant, jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontant.

« Pour les mines où l'entrée a lieu par galeries, elle est calculée depuis l'arrivée à l'entrée de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point.

« *Art. 11.* — Les dispositions des articles précédents ne portent aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalant à des conventions qui, dans certaines exploitations, ont fixé pour la journée normale une durée inférieure à celle fixée par les articles précédents.

« *Art. 12.* — Pour les travaux continus, un règlement d'administration publique fixera les conditions du travail sans que la durée de présence de chaque ouvrier, calculée comme il est dit à l'article 10, puisse excéder quarante-huit heures par semaine et sans que le nombre d'ouvriers visés par ce règlement puisse dépasser 5 p. 100 du nombre d'ouvriers employés dans l'exploitation.

« *Art. 13.* — Par dérogation aux dispositions des articles précédents, la durée de la journée pourra, en cas de guerre ou de tension extérieure, être augmentée au-delà de huit heures.

« Ces dérogations seront décidées par le Ministre chargé des mines, sous sa responsabilité ».

ART. 2.

Il est ajouté à la suite du second alinéa de l'article 155 du Livre II du Code du travail et de la Prévoyance sociale un alinéa ainsi conçu :

« Dans le maximum prévu par l'alinéa 1^{er}, ne sont pas comprises les journées employées par les délégués mineurs à la surveillance de l'application des articles 9 à 13 ».

L'alinéa final du même article est modifié comme suit :

« Les visites supplémentaires faites par un délégué soit pour accompagner les ingénieurs ou contrôleurs des mines, soit à la suite d'accidents, soit pour

la surveillance de l'application des articles 9 à 13, lui sont payées, en outre, et au même prix, sans que pourtant l'indemnité mensuelle puisse jamais être supérieure au prix de trente journées de travail ».

ART. 3.

En aucun cas, les salaires de toute catégorie, payés en suite de l'application de la présente loi, ne pourront être inférieurs aux salaires payés au jour de la promulgation. Il en sera de même des primes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 juin 1919.

R. POINCARÉ.

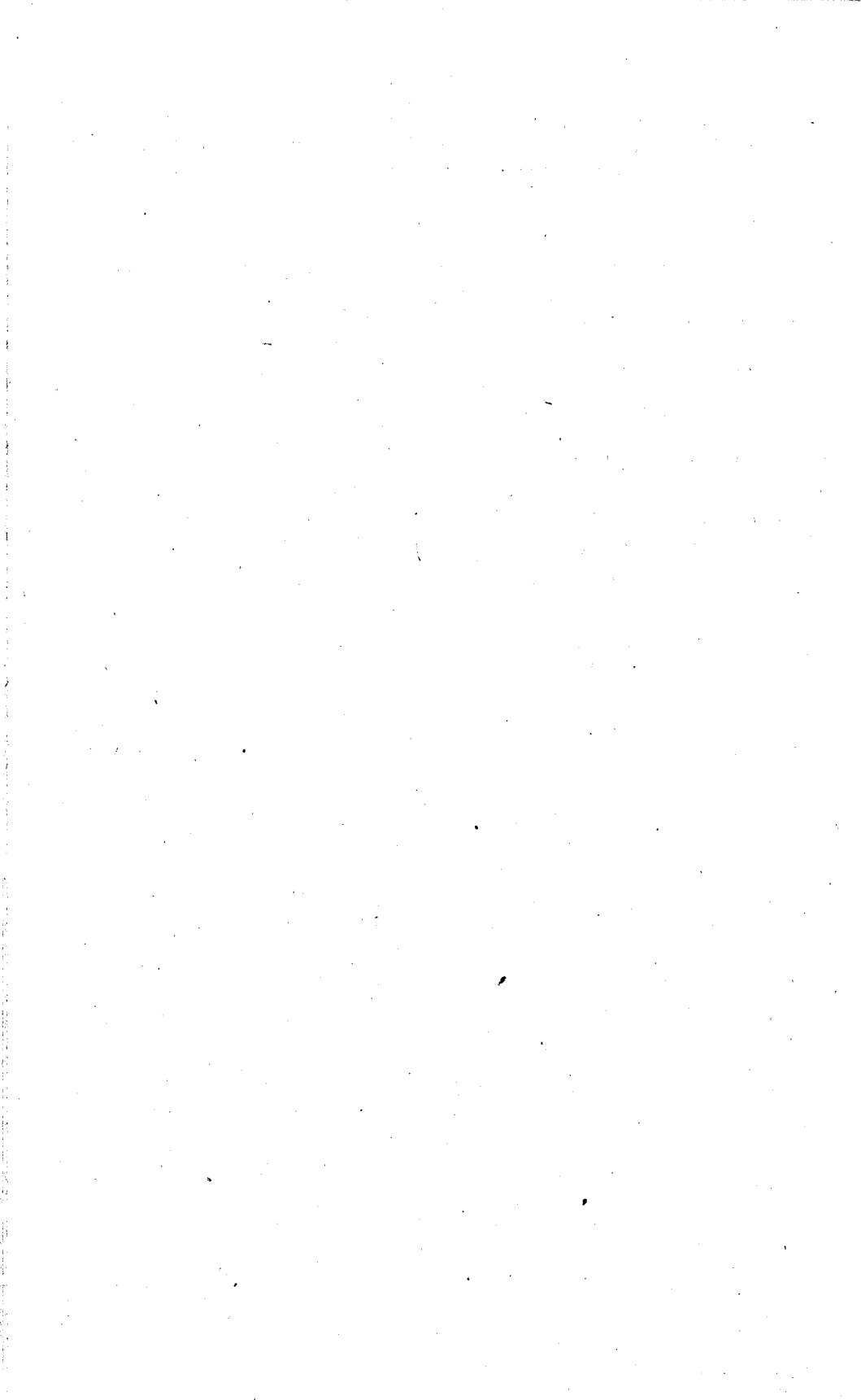
Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

COLLIARD.

*Le Ministre de la Reconstitution
industrielle,*

LOUCHEUR.



MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

DIRECTION DU TRAVAIL. — 3^e BUREAU.

BULLETIN

DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

ET DE L'HYGIÈNE INDUSTRIELLE.

VINGT-HUITIÈME ANNÉE (1920). — NUMÉROS 3 à 6.

ACTES OFFICIELS.

LOI DU 6 OCTOBRE 1919

*portant ouverture de crédits... en vue d'améliorer les traitements et salaires
des fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'État (1).*

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

.....

Art. 10. — L'article 175 du Code pénal est complété ainsi qu'il suit :

« Tout fonctionnaire public, tout agent ou préposé d'une administration
« publique, chargé, à raison même de sa fonction, de la surveillance et du
« contrôle direct d'une entreprise privée et qui, soit en position de congé ou
« de disponibilité, soit après admission à la retraite, soit après démission,

(1) *Journal officiel* du 7 octobre 1919.

« destitution ou révocation, et pendant un délai de cinq ans à compter de la cessation de la fonction, prendra ou recevra une participation par travail, conseils ou capitans (sauf par dévolution héréditaire en ce qui concerne les capitaux), dans les concessions, entreprises ou régies qui étaient directement soumises à sa surveillance ou à son contrôle, sera puni de la même peine d'emprisonnement et de 100 à 5,000 francs d'amende.

« Il sera, en outre, frappé de l'incapacité édictée par le § 2 du présent article.

« Les dirigeants des concessions, entreprises ou régies, considérés comme complices, seront frappés des mêmes peines ».

.....

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 octobre 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre de la Guerre,*

G. CLEMENCEAU.

Le Ministre des finances,

L.-L. KLOTZ.

LOI DU 6 FÉVRIER 1920

relative à l'application de l'avance de l'heure légale (1).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — L'heure légale fixée par la loi du 9 mars 1911 sera, chaque année, en France et en Algérie, avancée de soixante minutes le 15 mars à vingt-trois heures. Le rétablissement de l'heure légale fixée par la loi du 9 mars 1911 aura lieu, chaque année, en France et en Algérie, le 25 octobre à vingt-quatre heures.

Exceptionnellement, pendant les années 1920 et 1921, un décret pourra modifier les dates d'application des dispositions ci-dessus, sans, toutefois, que l'avance puisse être antérieure au 14 février, le retour à l'heure légale devant avoir lieu au plus tard le 25 octobre, à vingt-quatre heures.

(1) *Journal officiel* du 7 février 1920.

ART. 2. — Pendant les années 1920 et 1921, le Gouvernement est autorisé à prendre par décrets toutes les mesures qu'il jugera utiles en vue de restreindre et réglementer l'éclairage et la force motrice, pour obtenir des réductions dans la consommation des combustibles.

ART. 3. — En outre des pénalités de droit commun, les infractions aux décrets rendus en exécution de l'article 2 ci-dessus pourront entraîner, en cas de récidive, la suspension de la fourniture de l'électricité, du gaz et du combustible.

ART. 4. — Le Ministre des travaux publics, des transports et de la marine marchande et chacun des Ministres signataires en ce qui le concerne, sont chargés de l'application de la présente loi.

La présente loi délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi d'Etat.

Fait à Paris, le 6 Février 1920.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*

A. MILLERAND.

Le Ministre de l'Intérieur,

T. STEEG.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,*

LHOPITEAU.

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

*Le Ministre des Travaux publics,
Yves LE TROCQUER.*

LOI DU 6 JUILLET 1920

modifiant le paragraphe 3 de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898, modifié pas les lois des 31 mars 1905 et 5 mars 1917, concernant les responsabilités de accidents du travail (1).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Le paragraphe 3 de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898,

(1) *Journal officiel* du 9 juillet 1920.

modifié par les lois des 31 mars 1905 et 5 mars 1917, concernant les responsabilités des accidents du travail, est modifié comme suit :

« Le chef d'entreprise est seul tenu, dans tous les cas, en outre des obligations contenues en l'article 3, des frais d'hospitalisation qui, tout compris, ne pourront dépasser le tarif établi pour l'application de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893, majoré de 30 o/o. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Rambouillet, le 6 juillet 1920.

P. DESCHANEL.

Par le Président de la République :

*Le Ministre de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

Signé : J.-L. BRETON.

LOI DU 5 AOÛT 1920

*modifiant le deuxième paragraphe de l'article 2 de la loi du 9 avril 1898,
modifiée par la loi du 22 mars 1902, sur les accidents du travail (1).*

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Le paragraphe 2 de l'article 2 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 22 mars 1902, demeure ainsi rédigé :

« Ceux dont le salaire annuel dépasse quatre mille cinq cents francs (4,500 francs.) ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, et jusqu'à quinze mille francs (15,000 fr.), ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 3 ; au delà de 15,000 francs, ils n'ont droit qu'à un huitième, à moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité. »

(1) *Journal officiel* du 7 août 1920.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Rambouillet, le 5 août 1920.

P. DESCHANEL.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

Signé : JOURDAIN.

DÉCRET DU 7 FÉVRIER 1920.

relatif à l'avance de l'heure légale (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des Travaux publics,

Vu la loi du 6 février 1920,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans la nuit du 14 au 15 février à 23 heures l'heure légale sera avancée de 60 minutes.

ART. 2. — L'heure normale sera rétablie le 25 octobre.

ART. 3. — Le Ministre des Travaux publics et chacun des Ministres en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 février 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Travaux publics,

Yves LE TROCQUER.

(1) *Journal officiel* du 8 février 1920.

DÉCRET DU 10 FÉVRIER 1920

réglementant la restriction de la consommation de l'électricité (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la Justice, et des Ministres des Travaux publics, de l'Intérieur et du Travail;

Vu la loi du 6 février 1920;

Vu le décret du 8 février 1920, fixant pour l'année 1920 l'avance de l'heure du 15 février au 25 octobre 1920;

Vu la nécessité de réduire le plus possible toutes les consommations et notamment celle du combustible et pour cela de procéder à une organisation adéquate du travail;

Vu, en particulier, la nécessité de réduire la pointe de l'éclairage électrique à partir d'une demi-heure avant le coucher du soleil, dans la mesure compatible avec la sécurité publique,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — *Éclairage extérieur.* — L'éclairage électrique extérieur de tous magasins et établissements publics de toute nature (cafés, bars, restaurants, débits, hôtels, salles de spectacles, magasins de vente et de commerce, bals, music-halls, etc.) devra, dans toutes les communes de France, être réduit de façon à ne comporter en aucun cas une puissance supérieure à 4 watts par mètre courant, soit 3 lampes de 16 watts par 12 mètres de façade; au delà de 12 mètres de façade, le nombre des lampes pourra être augmenté à raison d'une lampe par 4 mètres supplémentaires.

Les péristyles sont compris dans la façade.

Tous autres éclairages extérieurs sont interdits, notamment les enseignes et réclames lumineuses, les motifs décoratifs lumineux, l'exposition de transparents et les projections photographiques et cinématographiques sur la voie publique.

ART. 2. — *Éclairage intérieur.* — Dans les mêmes établissements, l'éclairage des salles où le public a accès ne pourra en aucun cas comporter pour chaque local une puissance supérieure à 100 watts par 20 mètres carrés de superficie, soit 4 lampes de 25 bougies à 1 watt ou 4 lampes de 50 bougies au demi-watt.

(1) *Journal officiel* du 11 février 1920.

L'éclairage intérieur des devantures et des vitrines sera considéré comme faisant partie de l'éclairage de la salle.

L'éclairage des terrasses ouvertes sera soumis à la même règle.

ART. 3. — Les préfets, sous-préfets et maires auront la faculté d'ordonner, s'il est nécessaire, en particulier durant les mois de décembre et janvier, la fermeture des magasins et de tous les établissements publics à seize heures.

Cette mesure pourra, en particulier, être prise sur demande de la commission de contrôle, instituée par l'article suivant.

ART. 4. — Toutes les fois qu'il sera nécessaire de procéder à une répartition de force motrice avec ou sans réduction, il sera procédé comme il suit :

Une commission constituée par l'ingénieur en chef du contrôle des distributions d'énergie électrique, assisté de l'inspecteur départemental du travail, examinera, sur la proposition des usines génératrices, la répartition à faire de la force motrice, avec ou sans réduction, de façon à assurer les divers services dans toute la mesure du possible, sans s'exposer à dépasser la puissance des usines génératrices et à compromettre la sécurité du service. L'ingénieur en chef consulte sur le projet la Chambre ou les Chambres de commerce et l'Inspection du travail consulte les syndicats patronaux et ouvriers.

Dans le cas où il y aurait des objections au projet présenté, l'ingénieur en chef provoquera la réunion d'une conférence à laquelle assisteront un représentant des consommateurs désigné par la ou les Chambres de commerce, un membre désigné par les syndicats patronaux et un membre désigné par syndicats ouvriers. A cette conférence tenue sous la présidence de l'ingénieur en chef, les représentants des usines génératrices exposeront la situation et justifieront la nécessité des mesures proposées.

Si l'accord peut s'établir, les mesures seront mises immédiatement en vigueur.

Si l'accord ne peut s'établir, procès-verbal de la conférence sera dressé où seront précisées les objections présentées et les réponses qui y ont été faites. Ce procès-verbal sera transmis dans le délai de vingt-quatre heures au préfet du département qui en enverra copie avec son avis simultanément au Ministre des Travaux publics et au Ministre du Travail. Il appartiendra à ces deux départements ministériels de prendre la décision.

En cas d'urgence, la répartition sera mise en vigueur sans délai, à titre provisoire, même avant toute consultation des intéressés, puis l'instruction aura lieu néanmoins, comme il a été indiqué précédemment.

ART. 5. — La Commission de contrôle s'efforcera, pour obtenir un résultat économique aussi favorable que possible, de chercher à organiser le régime du travail des usines où est employée la force motrice, de façon à réaliser, dans la mesure du possible, les desiderata ci-après :

1° Réduire ou même supprimer le creux de la consommation du repas de midi, quand il y a une heure unique de ce repas pour tous les ouvriers de l'usine :

2° Réduire ou même supprimer la consommation de l'énergie coïncidant avec la pointe du soir, de façon à réduire cette pointe.

ART. 6. — Pour Paris et le département de la Seine, la composition de la Commission instituée par l'article 4 sera arrêtée par le préfet de police.

ART. 7. — Les infractions au présent arrêté ou aux décisions qui seront prises par application dudit arrêté feront l'objet d'un procès-verbal. En cas de récidive, pourra être prononcée la fermeture de l'établissement ou la suppression de la fourniture d'énergie, quelle que soit sa destination, éclairage, force motrice ou tous autres usages. La durée de la suppression sera comprise entre trois et vingt jours.

ART. 8. — Les préfets, sous-préfets et maires sont chargés de l'exécution du présent arrêté, avec le concours des services de la police, de la gendarmerie, du contrôle des distributions d'énergie électrique et de l'inspection du travail.

Fait à Paris, le 10 février 1920.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,*

LHOPITEAU.

*Le Ministre de l'Intérieur,
T. STEEG.*

Le Ministre des Travaux publics,

YVES LE TROCQUER.

*Le Ministre du Travail,
JOURDAIN.*

DÉCRET DU 21 FÉVRIER 1920

prorogeant le délai fixé pour les élections des délégués mineurs ajournées pendant les hostilités (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu le décret du 29 décembre 1919 relatif à la date des élections des délégués mineurs ajournées pendant les hostilités,

(1) *Journal officiel* du 22 février 1921.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le délai prévu par le décret du 29 décembre 1919 pour procéder aux élections de délégués mineurs ajournées pendant les hostilités est porté de deux mois à un an, à dater du 1^{er} janvier 1920, en ce qui concerne les élections des délégués mineurs des mines du Nord et du Pas-de-Calais, situées dans les régions libérées ou dévastées.

ART. 2. — En ce qui concerne les autres mines du Nord et du Pas-de-Calais, le délai prévu par le décret du 29 décembre 1919 pour procéder aux élections de délégués mineurs, est porté de deux mois à quatre mois à dater du 1^{er} janvier 1920.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 février 1920.

P. DESCHANEL.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

DÉCRET DU 29 MARS 1920

fixant les nouveaux traitements du personnel de l'Inspection du travail (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et du Ministre des Finances ;

Vu le chapitre II (Inspecteurs du travail), du titre III (de l'Inspection du travail), du Code du Travail et de la Prévoyance sociale ;

Vu le décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 13 janvier et 7 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916 et 12 juin 1919 ;

Vu la loi du 6 octobre 1919 portant ouverture de crédits en vue d'améliorer les traitements et salaires des fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'État ;

(1) *Journal officiel* du 31 mars 1920.

Vu l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919 ;

Vu l'avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures ;

Vu l'avis de la Commission supérieure instituée par l'article 112 du Livre II du Code du Travail,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 6, 7, 8, 9 et 12 du décret du 22 septembre 1913, modifiés par les décrets des 13 janvier et 7 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916 et 12 juin 1919, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 6. — Les Inspecteurs et Inspectrices stagiaires institués par l'article 104 du Livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, reçoivent, pendant la durée du stage, une allocation annuelle, non soumise à retenue pour le service des pensions civiles, égale au traitement de la dernière classe de l'emploi d'inspecteur.

« Art. 7. — Les Inspecteurs et Inspectrices sont répartis dans les classes suivantes aux traitements fixés ainsi qu'il suit :

INSPECTEURS ET INSPECTRICES DÉPARTEMENTAUX :

de 5 ^e classe	6,000 francs.
de 4 ^e classe	7,000 —
de 3 ^e classe	8,000 —
de 2 ^e classe	9,000 —
de 1 ^{re} classe	10,000 —

Hors classe :

1 ^{er} échelon	11,000 francs.
2 ^e échelon	12,000 —

« Le nombre des Inspecteurs ou Inspectrices répartis dans les différentes classes est limité conformément aux indications ci-après :

« Inspecteurs ou Inspectrices hors classe, 2^e et 1^{er} échelons :

35 au maximum, dont 18 au plus au 2^e échelon.

« Inspecteurs ou Inspectrices départementaux de 1^{re} et 2^e classes :

43 au maximum, dont 22 au plus en 1^{re} classe.

« Inspecteurs ou Inspectrices de 3^e classe :

19 au maximum.

« Art. 8. — Les Inspecteurs divisionnaires sont répartis en quatre classes, dont les traitements sont fixés ainsi qu'il suit :

3 ^e classe.....	12,000 francs.
2 ^e classe.....	14,000 —
1 ^{re} classe.....	16,000 —
Hors classe.....	18,000 —

« Les Inspecteurs divisionnaires seront répartis conformément aux indications ci-après :

Hors classe : Deux inspecteurs au maximum.

1^{re} classe : Trois inspecteurs au maximum.

2^e classe : Quatre inspecteurs au maximum.

« Art. 9. — Les Inspecteurs ou Inspectrices ne peuvent être élevés de classe qu'après trois ans de services dans la classe immédiatement inférieure.

« La durée du stage s'ajoute à la durée des services dans la 5^e classe pour le calcul de l'ancienneté en vue du passage dans la 4^e classe.

« Les Inspecteurs divisionnaires sont nommés au choix parmi les Inspecteurs appartenant au moins à la 1^{re} classe des Inspecteurs départementaux.

« Deux Inspecteurs départementaux pourront être désignés, tout en continuant à assurer le service de leur section, pour assister dans son contrôle l'Inspecteur divisionnaire de la 1^{re} circonscription et le suppléer en cas d'absence ; un Inspecteur départemental pourra être chargé d'assister, dans les mêmes conditions, chacun des Inspecteurs divisionnaires ayant au moins dix Inspecteurs ou Inspectrices sous leurs ordres. Ces inspecteurs seront choisis parmi les Inspecteurs départementaux inscrits au tableau d'avancement pour le grade d'inspecteur divisionnaire.

« Art. 12. — Les traitements fixés par le présent décret sont exclusifs de toute gratification. Aucune indemnité ou avantage accessoire, de quelque nature que ce soit, ne peut être attribué aux fonctionnaires de l'Inspection du travail qu'en conformité d'un décret contresigné par le Ministre des Finances et publié au *Journal officiel*. »

Dispositions transitoires.

ART. 2. — Dans chaque catégorie d'emplois, la répartition dans les différentes catégories ou classes prévues aux articles 7 et 8 modifiés, des fonctionnaires en exercice au 1^{er} juillet 1919 ou nommés depuis cette date, sera faite par un arrêté du Ministre du Travail.

ART. 3. — Les Inspecteurs divisionnaires des 1^{re}, 2^e et 3^e classes nouvelles, en fonctions le 1^{er} janvier 1920, pourront être exceptionnellement élevés d'une classe à la classe supérieure lors d'une future promotion lorsqu'ils

réuniront au moins deux années de services dans la classe à laquelle ils appartiennent.

ART. 4. — Les Inspecteurs ou Inspectrices départementaux en fonctions au 1^{er} juillet 1919 pourront être élevés d'une classe à la classe supérieure lorsqu'ils auront réuni au moins deux années de services dans leur classe :

Lors d'une future promotion, ceux ayant au 1^{er} juillet 1919 moins de 8 ans de services dans l'Inspection.

Lors de deux futures promotions, ceux ayant au 1^{er} juillet 1919 moins de 12 ans, mais au moins 8 ans de services de l'Inspection.

Lors de trois futures promotions, ceux ayant au 1^{er} juillet 1919, 12 ans au plus de services dans l'Inspection.

ART. 5. — Les avancements à effectuer par application des dispositions du présent décret seront faits, conformément au tableau d'avancement fixé pour l'année 1919, par l'arrêté ministériel du 10 février 1919. Quand ce tableau sera épuisé, les avancements auront lieu à l'ancienneté, par dérogation aux dispositions de l'article 2 du décret du 3 mai 1907 modifié.

Les Inspectrices seront désormais classées sur la liste d'ancienneté commune aux Inspecteurs et Inspectrices de leur classe, à leur rang d'ancienneté dans cette classe; en cas d'égalité d'ancienneté dans la classe, la priorité sera donnée à l'Inspecteur ou à l'Inspectrice comptant le plus de services dans l'Inspection du travail.

Les Inspectrices inscrites sur la liste de choix au tableau d'avancement pour 1919 seront classées sur la liste de choix commune aux Inspecteurs et Inspectrices de leur classe, d'après leur ancienneté de services dans cette classe.

ART. 6. — Les améliorations de traitements résultant de l'application du présent décret auront leur effet à partir du 1^{er} juillet 1919.

ART. 7. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures en tant qu'elles sont contraires au présent décret.

ART. 8. — Le Ministre du Travail et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 29 mars 1920.

P. DESCHANEL.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

Le Ministre des Finances,

J. FRANÇOIS-MARSAL.

DÉCRET DU 23 AVRIL 1920

modifiant le décret du 3 mai 1907, déjà modifié, réglant l'avancement et la discipline du corps de l'Inspection du travail (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu le titre III, chapitres 2 et 3, du Livre II du Code du travail;

Vu le décret du 22 septembre 1913, modifié notamment par le décret du 29 mars 1920;

Vu le décret du 3 mai 1907 modifié,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 3, 4, 5 et 6 du décret du 3 mai 1907, modifié par le décret du 30 novembre 1919, sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 3. — La commission de classement est nommée chaque année :

Elle comprend :

Le directeur du travail, président;

Le chef du cabinet ou, à son défaut, le chef adjoint du cabinet, désigné par le Ministre;

Deux membres élus par leurs collègues de la Commission supérieure du travail, chargée, notamment par les articles 113 et 114 du Livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, de veiller à l'application uniforme et vigilante des dispositions concernant le travail des enfants et des femmes et de rendre compte des résultats de l'Inspection du travail.

Les chefs des deux bureaux de la Direction du travail dont dépend l'Inspection du travail.

Font, en outre, partie de la Commission de classement :

1° Pour l'établissement du tableau d'avancement des inspecteurs divisionnaires :

Deux inspecteurs divisionnaires élus par leurs collègues et choisis parmi ceux ne remplissant pas les conditions prévues pour être inscrits au tableau d'avancement à dresser;

(1) *Journal officiel* du 29 avril 1920.

2° Pour l'établissement du tableau d'avancement de grade des inspecteurs départementaux :

Les onze inspecteurs divisionnaires du travail;

3° Pour l'établissement du tableau d'avancement de classe des inspecteurs départementaux :

Les onze inspecteurs divisionnaires;

Deux inspecteurs départementaux, élus par leurs collègues et choisis parmi ceux ne remplissant pas les conditions prévues pour être inscrits au tableau d'avancement à dresser;

Un sous-chef d'un des bureaux dont dépend l'Inspection du travail, désigné par le Ministre, remplit les fonctions de secrétaire de la Commission de classement.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

La Commission de classement délibère valablement lorsque les deux tiers de ses membres sont présents.

Art. 4. — L'avancement a lieu à l'ancienneté et au choix dans les limites fixées par le décret du 22 septembre 1913, modifié par le décret du 29 mars 1920, suivant les distinctions suivantes :

Inspecteurs et inspectrices départementaux.

Nomination à la 4^e classe : à l'ancienneté.

Nomination à la 3^e classe, à la 2^e classe, à la 1^{re} classe, à la hors classe, 1^{er} et 2^e échelons : un tour au choix, un tour à l'ancienneté.

Inspecteurs divisionnaires.

Nomination à la 3^e classe : au choix.

Nomination à la 2^e classe, à la 1^{re} classe, à la hors classe : un tour au choix, un tour à l'ancienneté.

Art. 5. — Lorsque le tableau d'avancement sera dressé au choix, il comprendra uniquement, par ordre de mérite, des noms de candidats réunissant les conditions d'ancienneté réglementaires.

Lorsque le tableau d'avancement sera dressé à l'ancienneté, les inspecteurs et inspectrices réunissant les conditions réglementaires y seront inscrits à leur rang. Toutefois, pourraient être exclus du tableau d'ancienneté ceux qui auraient été l'objet au cours de l'année d'une des mesures disciplinaires énumérées à l'article 7 ci-après.

Peuvent être inscrits au tableau d'avancement au choix ou à l'ancienneté les candidats qui, ne remplissant pas les conditions d'ancienneté réglemen-

taires au moment où le tableau est établi, atteindront le temps de service réglementaire au cours de l'année pour laquelle le tableau est dressé.

Art. 6. — Le tableau d'avancement pour les grades ou les classes dans lesquelles l'avancement participe du choix et de l'ancienneté se composera de deux listes distinctes qui seront respectivement dressées conformément aux dispositions des articles précédents.

ART. 2. — L'article 8 est ainsi modifié :

• Le Conseil de discipline est nommé chaque année.

• Il comprend :

.....
« Le chef de bureau chargé du personnel de l'Inspection du travail, ou, en cas d'empêchement de ce dernier, un autre chef de bureau de la Direction du travail désigné par le Ministre. »

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 23 avril 1920.

P. DESCHANEL.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

DÉCRET DU 4 JUILLET 1920

portant règlement d'administration publique relatif à l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les industries de la fabrication des chaussures en gros du département de la Seine (1).

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 2 Juillet 1920.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'article 2 du décret du 19 novembre 1919, fixant les conditions d'appli-

(1) *Journal Officiel* du 10 juillet 1920.

cation de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication des chaussures en gros, dispose :

« La répartition des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine devra se faire de telle sorte que la durée du travail journalier ne dépasse pas neuf heures les cinq premiers jours de la semaine et cinq heures le samedi matin ».

Le dernier paragraphe du même article ajoute :

« Si des organisations patronales et ouvrières de la profession dans une localité ou dans une région demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles là où il en existe ».

S'appuyant sur cette dernière disposition, le Syndicat général des ouvriers en chaussures de la Seine a sollicité l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail ; le régime demandé était d'ailleurs conforme aux clauses de l'accord intervenu le 14 mai 1919 pour l'application de la journée de huit heures entre cette organisation ouvrière et la Chambre syndicale des fabricants de chaussures de Paris et du département de la Seine.

Cette organisation patronale, consultée par mes soins, n'ayant pas formulé d'objection à la demande du Syndicat général des ouvriers en chaussures de la Seine, j'ai soumis le projet de règlement ci-joint au Conseil d'État, qui l'a adopté sans observations.

J'ajoute d'ailleurs que l'article 2 dudit projet prévoit que, le cas échéant, des modifications pourront être apportées à ce régime par le Service de l'Inspection du travail, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le projet de décret sanctionnant le régime uniforme demandé.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail (1),

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu le décret du 19 novembre 1919 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les industries de la fabrication des chaussures en gros, et notamment l'article 2, § 1^{er} et 4, conçus comme suit :

« La répartition des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine devra se faire de telle sorte que la durée du travail journalier ne dépasse pas neuf heures les cinq premiers jours de la semaine et cinq heures le samedi matin.

« Si des organisations patronales et ouvrières de la profession dans une localité ou dans une région demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles là où il en existe ».

Vu la demande présentée par le Syndicat général des ouvriers en chaussures de la Seine ;

Vu l'avis des organisations patronales et ouvrières intéressées ;

Vu l'accord intervenu le 14 mai 1919 pour l'application de la journée de huit heures entre la Chambre syndicale des fabricants de chaussures de Paris et du département de la Seine d'une part, et le Syndicat général des ouvriers en chaussures de la Seine, d'autre part ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans le département de la Seine est établi, pour tous les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du décret sus-visé du 19 novembre 1919, le régime uniforme de répartition des heures de travail ci-après :

La répartition des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine devra s'effectuer à raison de huit heures quarante les cinq premiers jours, du lundi au vendredi inclus, et de quatre heures quarante le samedi matin, selon

(1) Voir ci-dessus, page 155.

l'horaire ci-après : de 7 h. 20 à 12 heures, et de 13 h. 30 à 17 h. 30 du lundi au vendredi ; de 7 h. 20 à midi le samedi.

ART. 2. — Des modifications pourront être apportées au régime normal de travail déterminé à l'article 1^{er} sur autorisation délivrée par l'inspecteur divisionnaire du travail, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, sous réserve que ces modifications ne comportent pas une durée du travail journalier supérieure à neuf heures les cinq premiers jours de la semaine et à cinq heures le samedi matin.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 4 juillet 1920.

P. DESCHANEL,

Par le Président de la République :

Le Ministre du travail,

JOURDAIN.

DÉCRET DU 2 AOÛT 1920

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, de la région parisienne (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu :

ARTICLE 1^{er}. — Le chapitre II (durée du travail) du titre 1^{er} du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

(1) *Journal officiel* du 5 août 1920.

CHAPITRE II. — *Durée du travail.*

« *Art. 6.* — Dans les établissements industriels et commerciaux ou dans leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, la durée du travail effectif des ouvriers ou employés de l'un ou de l'autre sexe et de tout âge ne peut excéder soit huit heures par jour, soit quarante-huit heures par semaine, soit une limitation équivalente établie sur une période de temps autre que la semaine.

« *Art. 7.* — Des règlements d'administration publique déterminent par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle, pour l'ensemble du territoire ou pour une région, les délais et conditions d'application de l'article précédent.

« Ces règlements sont pris, soit d'office, soit à la demande d'une ou plusieurs organisations patronales ou ouvrières nationales ou régionales intéressées. Dans l'un et l'autre cas, les organisations patronales et ouvrières intéressées devront être consultées; elles devront donner leur avis dans le délai d'un mois. Ils sont révisés dans les mêmes formes.

« Ces règlements devront se référer, dans le cas où il en existera, aux accords intervenus entre les organisations nationales ou régionales intéressées.

« Ils devront être obligatoirement révisés lorsque les délais et conditions qui y seront prévus seront contraires aux stipulations des conventions internationales sur la matière.

« *Art. 8.* — Les règlements d'administration publique prévus à l'article précédent détermineront notamment :

« 1° La répartition des heures de travail dans la semaine de quarante-huit heures afin de permettre le repos de l'après-midi du samedi ou toute autre modalité équivalente;

« 2° La répartition des heures de travail dans une période de temps autre que la semaine;

« 3° Les délais dans lesquels la durée actuellement pratiquée dans la profession, dans l'industrie, le commerce ou la catégorie professionnelle considérée, sera ramenée en une ou plusieurs étapes aux limitations fixées à l'article 6;

« 4° Les dérogations permanentes qu'il y aura lieu d'admettre pour les travaux préparatoires ou complémentaires qui doivent être nécessairement exécutés en dehors de la limite assignée au travail général de l'établissement ou pour certaines catégories d'agents dont le travail est essentiellement intermittent;

« 5° Les dérogations temporaires qu'il y aura lieu d'admettre pour permettre aux entreprises de faire face à des surcroîts de travail extraordinaires, à des nécessités d'ordre national ou à des accidents survenus ou imminents;

« 6° Les mesures de contrôle des heures de travail et de repos et de la durée du travail effectif, ainsi que la procédure suivant laquelle seront accordées ou utilisées les dérogations;

« 7° La région à laquelle ils sont applicables.

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales ;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 1^{er} juillet 1919, page 6667 et relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières de l'industrie des hôtels, cafés et restaurants du département de la Seine en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 ;

Vu les accords intervenus à Paris entre les organisations patronales et ouvrières pour les catégories professionnelles et aux dates ci-après indiquées :

Cuisiniers, 16 juillet 1919 ; garçons de cuisine et plongeurs, 23 juillet 1919 ; personnel des hôtels, 24 juillet 1919 ; personnel de salles des restaurants, bouillons, cafés et brasseries, 1^{er} août 1919 ;

Le conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans les départements de la Seine, de Seine-et-Marne et de Seine-et-Oise, aux établissements ci-après désignés :

Hôtels, restaurants, cercles, cafés, débits de boissons et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, occupant un personnel de plus de quatre employés ou ouvriers en outre du chef d'établissement ou de son conjoint.

ART. 2. — Pour l'application de la loi du 23 avril 1919 aux établissements visés à l'article 1^{er}, et afin de tenir compte des pertes de temps correspondant aux repas et résultant du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue à l'article 3 ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixée par l'article 6 du chapitre 2 (Titre I^{er} Livre II) du Code du travail.

ART. 3. — La durée de présence du personnel employé dans les établissements visés à l'article 1^{er} doit être fixée de telle façon que chaque employé dispose, entre deux journées consécutives de travail, d'un repos ininterrompu de douze heures au minimum.

Toute durée de présence dépassant onze heures comprendra un repos de deux heures consécutives au minimum, pendant lequel le personnel aura le droit de quitter l'établissement.

La durée de présence des cuisiniers ne pourra excéder neuf heures. Lorsque cette présence est répartie en deux périodes, celles-ci doivent être séparées par un repos de trois heures au minimum, pendant lequel le personnel a le droit de quitter l'établissement et ne doit, en aucun cas, séjourner dans les cuisines.

La durée de présence des lingères d'hôtel ne pourra excéder dix heures.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, la durée de présence de chaque équipe ne pourra excéder dix heures.

Les durées de présence fixées dans le présent article comprennent les périodes de temps ordinairement assignées aux repas.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession, dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les employés et ouvriers ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée, et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de présence.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de présence et en dehors desquelles aucun employé ou ouvrier ne pourra être occupé.

L'horaire, daté et signé par le chef d'entreprise, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique.

Toute modification de la répartition des heures de présence devra donner lieu avant sa mise en service, à une rectification du tableau affiché.

Un double du tableau affiché et des rectifications apportées éventuellement à ce tableau devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du service de l'inspection du travail.

Les formalités prévues par les paragraphes 3, 4, 5 et 6 ci-dessus pourront être remplacées par la transcription de l'horaire et des rectifications éventuelles, dans les mêmes délais, sur un registre qui sera tenu constamment à la disposition du service de l'inspection du travail.

ART. 5. — La durée de présence journalière peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 3 du présent décret.

1° Travail des chauffeurs employés au service du chauffage.	Une heure et demie.
---	---------------------

2° Travail d'un chef d'équipe dont la présence est indispensable au fonctionnement d'une équipe, dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant.	Deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'équipe.
--	---

3° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable pour coordonner le travail de deux équipes qui se succèdent.	Une heure au delà de la limite assignée au travail général de l'équipe.
---	---

4° Pour les catégories professionnelles dont le travail est coupé de longs repos réels, tels que : surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobiles, porteurs, service d'incendie.

Préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des ouvriers et employés de l'établissement et de leurs familles.

Quatre heures au delà de la limite journalière assignée au travail général de l'établissement, avec maximum de 12 heures par jour.

Les ouvriers ou employés assurant le service de garde pourront être employés pendant les heures de repos prévues pour l'ensemble du personnel de leur catégorie. Dans ce cas l'horaire prévu à l'article 4 devra indiquer les heures de repos qui seront accordées en compensation à ces ouvriers ou employés, au cours, soit de la journée de travail précédente, soit de la journée de travail suivante.

ART. 6. — La durée de présence journalière peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 3 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement.

Faculté illimitée pendant un jour, au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire du travail).

Maximum annuel : cent quatre heures réparties sur cinquante-deux jours au maximum sans que la durée de présence puisse être ainsi prolongée de plus de quatre heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'Inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'employés (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée de présence sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces employés, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel sont inscrits, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'Inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet de l'horaire où il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

Dans le cas où il aura été fait usage de la faculté prévue au paragraphe 7 de l'article 4, de transcrire l'horaire sur un registre, l'affichage du tableau prévu au paragraphe 3 du présent article pourra être remplacé par la transcription dudit tableau sur le registre.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3° de l'article 6 du présent décret sont considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent règlement ne sont pas applicables aux directeurs, secrétaires, gérants, maîtres-d'hôtel, chefs de cuisine, chefs sommeliers-cavistes, premières caissières, premières lingères, occupés dans les établissements désignés à l'article premier.

Un règlement spécial déterminera les délais et les conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 à ces catégories de personnel ainsi qu'aux établissements visés à l'article premier occupant au plus quatre employés ou ouvriers en outre du chef d'établissement ou de son conjoint.

ART. 10. — Les dispositions du présent règlement entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 11. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 2 Août 1920.

P. DESCHANEL.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

DÉCRET DU 5 AOÛT 1920

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bâtiment et des travaux publics des régions libérées (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er}, ainsi conçu (2) :

.....

(1) *Journal officiel* du 9 août 1920, errata au *Journal officiel* du 11 août 1920.

(2) Voir cet article dans le présent *Bulletin*, page 158.

Vu l'arrêté du 12 août 1919 de M. le Ministre des régions libérées;

Vu les demandes présentées par les diverses organisations syndicales;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 2 juin 1919, p. 5767 et relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières des industries du bâtiment et des travaux publics, en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919;

Vu l'accord intervenu le 19 mai 1919 entre la Fédération Nationale du bâtiment et des travaux publics, d'une part, et la Fédération Nationale des travailleurs de l'industrie du bâtiment et des travaux publics, d'autre part;

Vu les accords intervenus entre organisations patronales et ouvrières dans les régions et aux dates ci-après indiquées :

Épernay, 28 mai 1919; Roubaix et Tourcoing, 1^{er} juin-4 juillet 1919; Nancy, 2 juin 1919; Canton de Lagny (Seine-et-Marne), 3 juin 1919; Lille, 6 juin 1919;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans tous les ateliers, chantiers, exploitations où s'exercent des industries du bâtiment et des travaux publics, situés dans les régions libérées, c'est-à-dire à l'est ou au nord d'une ligne passant par les limites maritimes des départements du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme; les limites sud de ce dernier département, les limites ouest et sud du département de l'Oise et des arrondissements de Meaux, Coulommiers et Provins (Seine-et-Marne); les limites sud du département de la Marne et des communes de Semoine, Mailly-le-Camp et Poivres (Aube); les limites sud du département de la Meuse; les limites ouest et sud du département de Meurthe-et-Moselle; les limites ouest et sud des arrondissements d'Épinal et de Remiremont (Vosges); les limites ouest et sud du territoire de Belfort jusqu'à la Suisse.

ART. 2. — Dans les entreprises visées à l'article 1^{er}, la durée du travail effectif ne devra pas dépasser huit heures par jour ouvrable.

A la demande d'organisations patronales ou ouvrières de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation de toutes les organisations intéressées, et en se référant là où il en existe aux accords intervenus entre elles, autoriser par dérogation au régime visé au précédent alinéa, et à titre provisoire, une répartition inégale des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

ART. 3. — En cas d'interruption collective du travail soit pour causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, intempéries, manque de matériaux, sinistres), soit pour jours fériés, fêtes locales ou autres événements locaux, une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée à titre de compensation des heures de travail perdues, en principe dans la semaine ou, en cas d'impossibilité, dans la quinzaine, sous la réserve que la durée du travail ne dépasse pas quarante-huit heures par semaine ou quatre-vingt-seize heures par quinzaine.

Au cas où toutes les heures de travail perdues pour intempéries n'auront pu être compensées de la façon ci-dessus, le nombre des heures restant à récupérer sera fixé chaque année dans le courant d'avril au plus tard, par l'inspecteur départemental du travail qui déterminera, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, leur mode de récupération à raison de une heure par jour.

Toutefois, la journée légale de travail ne pourra être prolongée, en vertu des deux dispositions ci-dessus, de plus de deux heures par jour.

Le chef d'entreprise qui veut faire usage des facultés de récupération prévues au paragraphe premier du présent article doit, dans l'avis qu'il devra adresser à l'Inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective de travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre d'ouvriers auxquels s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque entreprise ou partie d'entreprise, les ouvriers et employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder la limite fixée par l'article 2.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire ainsi établi. Cet horaire sera transcrit soit sur un registre tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'inspection du travail, soit sur une affiche facilement accessible et lisible apposée de façon apparente dans chacun des lieux de travail auxquels s'applique cet horaire.

Un double de l'horaire ainsi transcrit et des rectifications qui s'y trouveraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'Inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera précisée soit par un tableau affiché, soit par un registre

spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, pourra être prolongée au delà de la limite fixée à l'article 2 du présent décret.

1° Travail des mécaniciens, électriciens et chauffeurs employés aux services de la force motrice, de l'éclairage, de la traction, du chauffage, des réparations, du matériel de levage et de la distribution d'eau.

Une heure et demie. Deux heures le lendemain de chaque journée de chômage.

2° Travail d'un chef d'équipe dont la présence est indispensable au fonctionnement d'une équipe, dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant.

Deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'équipe.

3° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable pour coordonner le travail de deux équipes qui se succèdent.

Une heure au delà de la limite assignée au travail général de l'équipe.

4° Travail du personnel de maîtrise (contre-maîtres, chefs de chantier et chefs d'équipe) chargé de la préparation des travaux.

Deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'équipe.

5° Pour les catégories professionnelles dont le travail est coupé de longs repos réels, telles que : surveillants, gardiens, conducteurs d'automobiles, charretiers, magasiniers, service d'incendie.

Quatre heures.

Préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des ouvriers et employés de l'entreprise et de leurs familles.

6° Pointeurs, garçons de bureau et agents similaires.

Deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'équipe.

Le bénéfice des dérogations permanentes ci-dessus déterminées est acquis de plein droit au chef d'entreprise, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

ART. 6. — La durée du travail effectif peut être, à titre temporaire, prolongée au delà de la limite fixée à l'article 2 du présent décret dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations de l'entreprise.

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'entreprise ; deux heures les jours suivants.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales ou d'un service public sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation.

Limite à fixer, dans chaque cas, de concert entre le Ministère du travail et le Ministère qui ordonne les travaux.

Tout chef d'entreprise qui veut user de la faculté prévue à l'alinéa n° 1 du paragraphe premier du présent article est tenu d'adresser à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers pour lesquels la durée du travail sera prolongée, les jours où il sera fait usage de ladite faculté, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers.

ART. 7. — Les dispositions du présent règlement entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*. Elles cesseront d'être applicables à l'entrée en vigueur du règlement d'administration publique qui déterminera, pour tout le territoire, les délais et conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 aux industries du bâtiment et des travaux publics.

ART. 8. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 5 août 1920.

P. DESCHANEL.

Par le Président de la République :

Le Ministre du travail,

JOURDAIN.

DÉCRET DU 9 AOÛT 1920

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu (2) :

.....
Vu les demandes présentées par les diverses organisations syndicales;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 2 juin 1919, page 5767, et relatif à

(1) *Journal officiel* du 15 août 1920, errata au *Journal officiel* du 19 août 1920.

(2) Voir cet article dans le présent *Bulletin*, page 158.

la consultation des organisations patronales et ouvrières des industries métallurgiques, des industries de la construction mécanique, navale, électrique et métallique, en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919;

Vu les accords intervenus les 17 avril et 24 mai 1919 entre l'Union des industries métallurgistes et minières de la construction mécanique, électrique et métallique et des industries qui s'y rattachent, d'une part, et la Fédération des ouvriers en métaux de France, d'autre part;

Vu les accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières pour les industries et régions ci-après énumérées et aux dates ci-après indiquées :

Métallurgie, le Havre, 26 avril-27 mai 1919; Modeleurs-mécaniciens, Seine, 9 mai 1919; Métallurgie, Saint-Dizier, 9 mai 1919; Métallurgie, Lyon, 19 mai 1919; Métallurgie, Angers, 22 mai 1919; Construction mécanique, Troyes, 24 mai 1919; Métallurgie, Nevers, 24 mai 1919; Construction métallique, Nantes, 28 mai 1919; Métallurgie, Le Vimeu (Somme), 30 mai 1919; Chaudronniers et fondeurs, Côte-d'Or, 31 mai 1919; Métallurgie, Aix, 12 juin 1919; Métallurgie, Grenoble, 13 juin 1919; Métallurgie, Lille-Roubaix-Tourcoing, Commission mixte des 15 juin 1919 et 24 novembre 1919; Construction mécanique, Chartres, 15 juin 1919; Métallurgie, Calais, 17 juin 1919; Métallurgie, Rouen, 20 juin 1919-5 janvier 1920; Métallurgie, Maubeuge, Commission mixte des 20 septembre 1919 et 7 avril 1920; Métallurgie, Jeumont (Nord), Commission mixte des 4 octobre 1919 et 20 avril 1920; Métallurgie, Valenciennes, Commission mixte, 6 octobre 1919; Métallurgie, Limoges, 9 février 1920;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans tous les établissements ou parties d'établissement où s'exercent les industries ci-après énumérées :

Métallurgie;

Hauts fourneaux, aciéries;

Fonderies de cuivre, plomb, zinc, nickel, aluminium, antimoine, étain, argent, or, platine, bronze, maillechort, laiton, ferro-alliages et autres alliages;

Électro-métallurgie et électro-chimie;

Laminaires, forges, étréage, emboutissage, estampage des métaux, taillanderie, tréfilerie;

Fabriques de quincaillerie, tôlerie, boulonnerie, serrurerie, coutellerie et de tous objets en fer et en acier;

Découpage, décolletage de tous métaux;

Polissage et repoussage de tous métaux;

Fonderies de deuxième fusion;

Construction de navires, de bateaux en fer et en acier de machines marines;

Construction mécanique et métallique, chaudronnerie, soudure autogène;

Construction automobile;

Construction aéronautique;

Construction de matériel roulant de voies ferrées;

Construction, montage de matériel et d'appareils électriques;

Fabriques de tous instruments de précision, d'optique, de chirurgie, d'appareils orthopédiques;

Fabriques de tous appareils et articles en fer-blanc, cuivre, plomb, zinc, nickel, aluminium, antimoine, étain, maillechort, laiton, ferro-alliages et autres alliages;

Traitement de résidus métalliques.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés par les établissements où s'exercent les industries ci-dessus énumérées, même dans le cas où leurs professions ne ressortissent pas à ces industries, lorsque le travail de ces ouvriers et employés a pour objet exclusif l'entretien ou le fonctionnement desdits établissements et de leurs dépendances.

Les dispositions du présent décret sont également applicables au personnel des stations centrales (force, lumière, eau, gaz, air comprimé) annexées et appartenant aux établissements où s'exercent les industries ci-dessus énumérées.

Les établissements de forge et serrurerie occupant moins de cinq ouvriers ne sont pas visés par les dispositions du présent décret.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir l'un des modes ci-après :

1^o Limitation du travail effectif à raison de 8 heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2^o Répartition inégale entre les jours ouvrables des 48 heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de 9 heures par jour, afin de permettre le repos de l'après-midi du samedi.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

A la demande d'organisations patronales ou ouvrières de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consulta-

tion de toutes les organisations intéressées, et en se référant là où il en existe aux accords intervenus entre elles, autoriser, par dérogation aux régimes visés aux 1° et 2° du premier alinéa et à titre provisoire, un régime équivalent basé sur une autre période de temps à la condition que la durée du travail ne dépasse pas 10 heures, ou remplacer le repos de l'après-midi du samedi par un repos d'une demi-journée un autre jour de la semaine. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande, par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles s'il en existe.

ART. 3. — En cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée à titre de récupération des heures de travail perdues dans les conditions ci-après :

a) En cas d'interruption d'une journée au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours à dater du jour de la reprise du travail;

b) En cas d'interruption d'une semaine au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de cinquante jours à dater du jour de la reprise du travail;

c) En cas d'interruption excédant une semaine, la récupération ne pourra s'effectuer au delà de la limite indiquée à l'alinéa précédent sans autorisation écrite de l'inspecteur départemental du travail, donnée après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

En cas d'interruption collective de travail un autre jour que celui du repos hebdomadaire, en raison de jours fériés légaux, inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux, la récupération des heures de travail perdues pourra être autorisée par l'inspecteur départemental du travail après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

Dans les ateliers et chantiers de constructions navales, et de constructions métalliques où les intempéries provoquent des chômages, la récupération des heures perdues pour cette cause pourra être autorisée par l'inspecteur départemental du travail après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

La récupération des heures de travail perdues par suite des mortes-saisons dans l'industrie de la construction et de la réparation des machines agricoles pourra être autorisée par l'inspecteur départemental du travail jusqu'à concurrence de cent heures par an, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

La faculté de récupération prévue aux deux alinéas précédents pourra être étendue, à titre provisoire, par arrêtés ministériels, à d'autres industries soumises à des intempéries ou à des mortes-saisons, lorsqu'un accord sera intervenu à ce sujet entre les organisations patronales et ouvrières intéressées. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

L'augmentation exceptionnelle prévue à titre de récupération ne peut avoir en aucun cas pour effet de porter la durée journalière du travail à plus de dix heures.

Dans les établissements où le régime hebdomadaire de travail comporte un repos d'une demi-journée par semaine, soit le samedi, soit tout autre jour de la semaine, comme il est prévu au paragraphe 3 de l'article 2, la récupération pourra se faire par suspension de ce repos d'une demi-journée.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues dans le présent article doit, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective de travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers et employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, ou pour toute autre période de temps dans le cas d'application du paragraphe 3 de l'article 2, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail, et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé, ainsi que la durée des repos. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder les limites fixées par l'article 2.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par les articles 5 et 6.

L'horaire, daté et signé par le chef d'entreprise, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu avant sa mise en service à une rectification du tableau affiché.

Un double du tableau affiché et des rectifications apportées éventuellement à ce tableau devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret :

1° Travail des ouvriers spécialement employés à la conduite des fours, fourneaux, étuves, sècheries, ou chaudières autres que les générateurs pour machines motrices, à la préparation des bains de décapage, au chauffage des cuves et bacs, sous la condition que ce travail ait un caractère purement préparatoire ou complémentaire et ne constitue pas un travail fondamental de l'établissement.

Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage, du chauffage et du matériel de levage;

2° Dans les fonderies de deuxième fusion, sous la condition que le travail ait, comme il est dit à l'alinéa précédent, un caractère purement préparatoire ou complémentaire :

a) Démoulage des pièces le soir de la coulée ou le lendemain matin, quand ce travail est indispensable pour libérer le matériel nécessaire à la reprise du moulage ou pour obtenir la réussite d'une pièce;

b) Remoulage des pièces pour la coulée du jour quand techniquement il a été impossible de le faire la veille;

3° Travail des ouvriers employés d'une façon courante ou exceptionnelle pendant l'arrêt de la production à l'entretien et au nettoyage des machines, fours, métiers et tous autres appareils que la connexité des travaux ne permettrait pas de mettre isolément au repos pendant la marche générale de l'établissement;

4° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable à la marche d'un atelier ou au fonctionnement d'une équipe dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant;

5° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable pour coordonner le travail de deux équipes qui se succèdent;

6° Travail des ouvriers spécialement employés, soit au service des fours, soit au service du mouvement et de la traction, soit à d'autres travaux, quand le service ou les travaux doivent rester continus pendant plus d'une semaine;

Une heure et demie au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

Deux heures le lendemain de chaque journée de chômage.

Une heure au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

Une heure au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement, avec faculté de faire travailler ces ouvriers douze heures les jours de chômage normal de l'établissement et les veilles desdits jours.

Quatre heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

Une heure au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

Faculté illimitée le jour où s'opère le décalage destiné à permettre l'alternance des équipes, cette alternance ne pouvant avoir lieu qu'à une semaine d'intervalle au moins.

7° Travail des ouvriers spécialement employés soit à des opérations de métallurgie (1^{re} et 2^e fusions, forgeage, laminage des métaux et opérations connexes), soit à d'autres opérations qui, techniquement, ne peuvent être arrêtées à volonté lorsque les unes et les autres n'ont pu être terminées dans les délais réglementaires par suite de leur nature ou de circonstances exceptionnelles;

8° Travail des ouvriers de deuxième fusion spécialement affectés au service de l'allumage des appareils de fusion les jours de coulée;

9° Travail du personnel de maîtrise et des chefs d'équipe pour la préparation des travaux exécutés par l'établissement;

10° Travail du personnel de maîtrise, des chefs d'équipe et des ouvriers affectés spécialement aux études, aux essais, à la mise au point de nouveaux types et à la réception de tous appareils;

11° Dans l'industrie de la soudure autogène, travail des ouvriers préposés au service des appareils à acétylène;

12° Pour les catégories professionnelles dont le travail est coupé de longs repos réels, tels que : surveillants, gardiens, personnel d'aérodromes, aiguilleurs, personnel occupé au service des chemins de fer de l'établissement, conducteurs d'automobiles, charretiers, livreurs, magasiniers, service d'incendie, ainsi que tous agents dont la présence est nécessaire de façon continue pour le fonctionnement de l'établissement.

Préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des ouvriers et employés de l'établissement et de leurs familles;

13° Pointeurs, garçons de bureau et agents similaires.

Deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement; exceptionnellement pour la métallurgie, six heures la veille de tout jour de chômage.

Deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

Deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

Deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

Une heure par jour.

Quatre heures au delà de la limite journalière assignée au travail général de l'établissement, avec maximum de douze heures par jour.

Deux heures au delà de la limite journalière assignée au travail général de l'établissement, avec maximum de douze heures par jour.

Pour les spécialistes travaillant dans les usines à feu continu et appartenant aux catégories énumérées dans le décret du 31 août 1910, ainsi que pour le personnel des stations centrales, visées à l'avant-dernier alinéa de l'article 1^{er} du présent décret, la durée hebdomadaire moyenne du travail sera de cinquante-six heures.

Les ouvriers spécialement affectés, dans les services énumérés audit décret du 31 août 1910, aux travaux d'entretien des appareils seront assimilés, pour l'application du présent décret, aux spécialistes de ces services.

Les dérogations énumérées dans le présent article sont applicables exclusivement aux hommes adultes, à l'exception de celles visées sous les n^{os} 4, 5, 9, 10, 12 et 13 du premier alinéa, qui sont applicables au personnel adulte des deux sexes.

ART. 6. — La durée du travail effectif peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées par l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement, soit aux navires en partance dans un délai de quarante-huit heures ;

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales ou d'un service public sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation ;

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Faculté illimitée pendant un jour, au choix de l'industriel ; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministère du Travail et le Ministère qui ordonne les travaux.

Maximum : cent heures par an.

En outre, le Ministre du Travail pourra, lorsque le Ministre dans les attributions de qui rentrent les travaux attestera qu'ils sont exécutés dans l'intérêt national, autoriser cinquante heures de plus.

Ce chiffre pourra être porté à cent heures pendant les années 1920, 1921 et 1922.

En aucun cas, la durée du travail journalier ne pourra dépasser dix heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret. Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret sera tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3° de l'article 6 du présent décret sont considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent règlement s'appliqueront à l'ensemble du territoire français et entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

Un règlement officiel déterminera les délais et conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 dans les établissements de forge et de serrurerie occupant moins de cinq ouvriers.

ART. 10. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 9 août 1920.

P. DESCHANEL.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

DÉCRET DU 14 AOÛT 1920

portant règlement d'administration publique pour l'application dans les industries de la chapellerie de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu (2) :

.....

Vu le décret du 12 décembre 1919 portant règlement d'administration publique pour l'application, dans les industries textiles, de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu les demandes présentées par les diverses organisations syndicales ;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 8 août 1919, p. 8355, et relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières des industries de la chapellerie, en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 ;

(1) *Journal officiel* du 26 août 1920.

(2) Voir cet article dans le présent *Bulletin*, page 158.

Vu les accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières pour les industries et régions ci-après énumérées et aux dates ci-après indiquées :

Chapellerie pour dames et fillettes, Paris, 30 avril 1919; chapellerie de paille et feutre pour dames, Paris, 30 juin 1919; chapellerie de paille, Caussade et Septfonds (Tarn-et-Garonne), 1^{er} août 1919; chapellerie de feutre, Chazelles-sur-Lyon, 22 octobre 1919;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sous réserve des modifications apportées par les articles 2 et 3 du présent décret, les dispositions du règlement d'administration publique du 12 décembre 1919, déterminant les conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries textiles énumérées à l'article 1^{er} dudit règlement, sont applicables aux industries ci-après désignées :

Fabrication, teinture et apprêt de chapeaux de feutre, laine, poil, soie, peluche de soie, paille et toutes autres matières; fabrication de formes pour modes; fabrication de coiffes et cuirs pour chapeaux; fabrication de chapeaux vernis et mécaniques.

ART. 2. — Les dispositions de l'article 5 du règlement d'administration publique du 12 décembre 1919 susvisé sont remplacées, en ce qui concerne les industries énumérées à l'article 1^{er} du présent décret, par les dispositions ci-après :

La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret.

1° Travail des ouvriers spécialement employés à la conduite des fours, fourneaux, étuves, sécheries ou chaudières autres que les générateurs pour machines motrices, ainsi qu'au chauffage des cuves et bacs, sous la condition que ce travail ait un caractère purement préparatoire ou complémentaire et ne constitue pas le travail fondamental de l'établissement.

Travail des mécaniciens, électriciens et chauffeurs employés aux services de la force motrice, de l'éclairage et du chauffage, des réparations, du matériel de levage et de la distribution d'eau ;

2° Graissage des transmissions principales ;

Deux heures au delà de la limite journalière assignée au travail général de l'établissement; deux heures et demie le lendemain de chaque journée de chômage.

(Hommes adultes.)

Trois heures au delà de la limite hebdomadaire assignée au travail général de l'établissement.

(Hommes adultes.)

3° Nettoyage des machines et tous autres appareils producteurs :

Une heure au delà de la limite hebdomadaire assignée au travail général de l'établissement.

(Tout le personnel.)

4° Travail des contremaîtres, des chefs d'équipe et des ouvriers affectés spécialement aux études, aux essais et à la mise au point de nouveaux types;

Deux heures au delà de la limite journalière assignée au travail général de l'établissement.

(Hommes et femmes.)

5° Travail des ouvriers spécialement employés à des opérations reposant sur des réactions qui, techniquement, ne peuvent être arrêtées à volonté lorsqu'elles n'ont pu être terminées dans les délais réglementaires par suite de circonstances exceptionnelles;

Deux heures au delà de la limite journalière assignée au travail général de l'établissement.

(Hommes adultes.)

6° Pour les catégories professionnelles dont le travail est coupé de longs repos réels, tels que surveillants, gardiens, aiguilleurs, personnel occupé au service des chemins de fer de l'établissement, conducteurs d'automobiles, charretiers, service d'incendie;

Quatre heures au delà de la limite journalière assignée au travail général de l'établissement avec maximum de douze heures par jour.

(Hommes adultes.)

7° Personnel préposé à l'emballage, à la livraison.

Deux heures au delà de la limite journalière assignée au travail général de l'établissement, avec maximum de douze heures par jour.

(Hommes et femmes.)

8° Personnel préposé au pointage, au nettoyage des locaux.

Une heure au delà de la limite journalière assignée au travail général de l'établissement.

(Hommes et femmes.)

ART. 3. — Les dispositions de l'article 6 du règlement d'administration publique du 12 décembre 1919 susvisé sont remplacées, en ce qui concerne les industries énumérées à l'article 1^{er} du présent décret, par les dispositions ci-après :

La durée du travail effectif peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement;

Faculté illimitée pendant un jour au choix de l'industriel; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales ou d'un service public sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation;

Limite à fixer, dans chaque cas, de concert entre le Ministère du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Maximum annuel : 120 heures. Exceptionnellement, pendant chacune des années 1920 et 1921, 200 heures, et 150 heures pendant l'année 1922.

En aucun cas, la durée du travail journalier ne pourra dépasser dix heures.

ART. 4. — Les dispositions du présent règlement s'appliqueront à l'ensemble du territoire français et entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 5. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 14 août 1920.

P. DESCHANEL.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

DÉCRET DU 26 AOÛT 1920

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les magasins et salons de coiffure et dans les ateliers de confection de postiches (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu (2) :

.....

Vu les demandes présentées par les diverses organisations syndicales ;

Vu les avis insérés au *Journal officiel* des 1^{er} juillet 1919, p. 6687, 22 juillet 1919, p. 7397, 9 octobre 1919, p. 11157, et relatifs à la consultation des organisations patronales et ouvrières de la coiffure, en vue de

(1) *Journal officiel* du 31 août 1920, errata au *Journal officiel* du 4 septembre 1920.

(2) Voir cet article dans le présent *Bulletin*, page 158.

l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 ;

Vu les accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières pour les industries et régions ci-après énumérées et aux dates ci-après indiquées :

Coiffeurs, Troyes, 12 juin, 30 septembre 1919 ; magasins et ateliers de cheveux et postiches, Paris, 21 juin 1919 ; coiffeurs, Tarbes, 27 juin 1919 ; coiffeurs, Dijon, 1^{er} juillet 1919 ; coiffeurs, Orléans, 13 juillet 1919 ; coiffeurs, Lyon, 22 juillet 1919 ; coiffeurs de dames, Paris, 29 juillet 1919 ; coiffeurs, Rouen, 31 juillet 1919 ; coiffeurs, Rennes, 26 août 1919 ; coiffeurs, Calais, 11 novembre 1919 ; coiffeurs, Bordeaux, 29 mars 1920 ; coiffeurs, Clermont-Ferrand, 1^{er} mai 1920 ; coiffeurs, Lille, 6 mai 1920 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans tous les établissements ou parties d'établissement ci-après désignés :

Magasins et salons de coiffure pour hommes ;

Magasins et salons de coiffure pour dames ;

Ateliers d'apprêt de cheveux, de confection de postiches et perruques.

ART. 2. — Dans les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er}, la durée du travail effectif ne devra pas excéder quarante-huit heures par semaine.

Dans les ateliers d'apprêt de cheveux et de confection de postiches et perruques, la répartition des heures de travail doit être telle que la durée de la journée ne dépasse pas neuf heures les cinq premiers jours de la semaine et cinq heures le samedi matin.

Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixée au premier paragraphe du présent article :

51 heures par semaine, à Paris ;

54 heures par semaine dans les villes comptant plus de 25,000 habitants ;

60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 25,000 habitants.

A Paris, dans les magasins et salons de coiffure pour dames, la répartition hebdomadaire des heures de présence devra être telle qu'elle assure au personnel le repos de la matinée du lundi ; la journée de présence ne commencera ce jour-là qu'à 13 h. 30.

La répartition des heures de présence prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent article devra se faire de telle sorte que la durée de présence d'aucun jour ouvrable de la semaine n'excède dix heures ; ce maximum pourra être porté à onze heures dans les villes de moins de 25,000 habitants où la limite de durée de présence hebdomadaire dépassera 54 heures.

Lorsque, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que le maximum hebdomadaire de travail effectif dans les magasins et salons de coiffure pour hommes et dans les magasins et salons de coiffure pour dames correspond à une durée de présence inférieure à celle qui est fixée par le paragraphe 3 du présent article, un régime différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé, à titre provisoire, par arrêté ministériel. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une région, comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe.

ART. 3. — En cas d'interruption collective de travail en raison de jours fériés ne coïncidant pas avec le jour de repos hebdomadaire, la récupération des heures perdues pourra s'effectuer, dans les ateliers d'apprêt de cheveux, de confection de postiches et perruques, par une prolongation de la durée du travail d'une heure les autres jours ouvrables de la semaine et de quatre heures le samedi de ladite semaine.

Le chef d'établissement qui veut faire usage de la faculté de récupération doit, un mois avant le début de la semaine où s'effectuera cette récupération, adresser à l'Inspecteur départemental du travail un avis indiquant les dates d'interruption collective, le nombre d'heures perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter à la répartition du travail dans son établissement, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers et employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée, et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de présence s'il s'agit de magasins et salons de coiffure, ou des heures de travail s'il s'agit d'ateliers d'apprêt de cheveux, de confection de postiches et perruques.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de présence ou de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de présence ou de travail ne devra pas excéder les limites fixées par l'article 2.

L'horaire, daté et signé par le chef d'entreprise, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique.

Toute modification de la répartition des heures devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification du tableau affiché.

Un double du tableau affiché et des rectifications apportées éventuellement à ce tableau devra être préalablement adressé à l'Inspecteur départemental du travail.

ART. 5. — La durée de présence ou de travail, selon le cas, peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail) :

Maximum annuel : 52 heures à raison de deux heures par jour au maximum.

En aucun cas, la durée de présence journalière ne pourra dépasser onze heures dans les magasins et salons de coiffure et la durée du travail journalier dépasser dix heures dans les ateliers d'apprêt de cheveux, de confection de postiches et perruques.

ART. 6. — Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 5 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'Inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée de présence ou de travail sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel sont inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'Inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec l'indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet de l'horaire et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 7. — Les heures de présence ou de travail effectuées par application des dérogations prévues à l'article 5 du présent décret sont considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 8. — Les dispositions du présent règlement s'appliqueront à l'ensemble du territoire français et entreranno en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 9. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 26 août 1920.

P. DESCHANEL.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

DÉCRET DU 27 AOÛT 1920

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la ganterie de peau (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 2 ainsi conçu (2) :

.....

Vu le décret du 30 août 1919 portant règlement d'administration publique pour l'application, dans les industries de la préparation des cuirs et peaux, de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu les demandes présentées par les diverses organisations syndicales ;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 28 mars 1920, p. 4986, et relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières des industries de la ganterie de peau, en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 ;

Vu l'accord intervenu le 19 mars 1920 entre le syndicat général (patronal) français des industries de la ganterie de peau d'une part, et la fédération nationale (ouvrière) des cuirs et peaux et parties s'y rattachant, d'autre part ;

(1) *Journal officiel* du 31 août 1920.

(2) Voir cet article dans le présent *Bulletin*, page 158.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du règlement d'administration publique du 30 août 1919, déterminant les conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la préparation des cuirs et peaux, sont applicables aux établissements ou parties d'établissement où s'exerce la fabrication de ganterie de peau, y compris toutes les opérations se rattachant à cette fabrication (teinture, cousage, piqure, pose d'agrafes et boutons).

ART. 2. — Les dispositions du présent décret s'appliqueront à l'ensemble du territoire français. Elles entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 27 août 1920.

P. DESCHANEL.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

DÉCRET DU 30 AOÛT 1920

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises de production et de distribution d'énergie électrique de la région parisienne (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er}, ainsi conçu (2) :

.....

(1) *J. O.* du 2 septembre 1920.

(2) Voir cet article 1^{er} dans le présent Bulletin, page 158.

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 2 juin 1919, page 5767, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières des entreprises de production et de distribution d'électricité des départements de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne, en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919;

Vu l'accord intervenu pour les départements précités le 4 juin 1919 entre le Syndicat professionnel des producteurs et distributeurs d'énergie électrique, d'une part, et le Syndicat ouvrier des producteurs et distributeurs d'énergie électrique, d'autre part;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux industries ci-après désignées :

Entreprises de production et de distribution d'énergie électrique (usines de production, sous-stations, réseaux et canalisations).

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir l'un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos d'une demi-journée par semaine;

3° Pour le personnel des réseaux et canalisations, la répartition des heures de travail pourra se faire sur une période de deux semaines consécutives, soit un total de quatre-vingt-seize heures en douze jours ouvrables, avec faculté de porter à neuf heures la durée du travail effectif journalier. Le nombre des journées de neuf heures de travail ainsi effectuées par chaque agent de cette catégorie de personnel ne pourra excéder cent chaque année;

4° En cas d'organisation de travail par équipes successives, le travail de chaque équipe doit être continu, sauf l'interruption pour les repos. Pour permettre l'alternance ou le roulement des équipes, la répartition des heures de travail pourra se faire sur une période de quatre semaines consécutives, soit un total de cent quatre-vingt-douze heures en vingt-quatre jours ouvrables avec maximum journalier de neuf heures.

L'organisation du travail par relais est interdite.

A la demande d'organisations patronales ou ouvrières de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles, autoriser, par dérogation aux régimes visés

aux 1°, 2°, 3, 4° du premier paragraphe et à titre provisoire, un régime équivalent basé sur une autre période de temps. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — En cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée pour le personnel autre que celui qui travaille par équipes successives, à titre de compensation des heures de travail perdues, dans les conditions ci-après :

a) En cas d'interruption d'une journée au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours à dater du jour de la reprise du travail ;

b) En cas d'interruption d'une semaine au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de soixante jours à dater du jour de la reprise du travail ;

c) En cas d'interruption excédant une semaine, la récupération ne pourra s'effectuer au delà de la limite indiquée à l'alinéa précédent sans autorisation écrite de l'Inspecteur départemental du travail, donnée après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

L'augmentation exceptionnelle prévue à titre de compensation ne peut avoir, en aucun cas, pour effet de prolonger la durée journalière de travail de plus de deux heures.

Dans les établissements où le régime hebdomadaire de travail comporte un repos d'une demi-journée par semaine, comme il est prévu au 2° du premier paragraphe de l'article 2, la récupération pourra se faire par suspension de ce repos d'une demi-journée.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues dans le présent article doit, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'il devra adresser à l'Inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective de travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers et employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant la répartition des heures de travail pour chaque journée, et éventuellement pour chaque semaine ou pour toute autre période

de temps dans le cas d'application du premier paragraphe (3° et 4°) et du troisième paragraphe de l'article 2.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder les limites fixées par l'article 2.

L'horaire, daté et signé par le chef d'entreprise, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification du tableau affiché.

Un double du tableau affiché et des rectifications apportées éventuellement à ce tableau devra être préalablement adressé à l'Inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail.

Les formalités prévues par les paragraphes 3, 4, 5 et 6 ci-dessus pourront être remplacées par la transcription de l'horaire et des rectifications éventuelles, dans les mêmes délais, sur un registre qui sera tenu constamment à la disposition du Service de l'Inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret :

1° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable à la marche d'un atelier ou au fonctionnement d'une équipe, dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant.

Quatre heures au delà de la limite assignée au travail général de l'équipe.

2° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable pour coordonner le travail de deux équipes qui se succèdent.

Une heure au delà de la limite assignée au travail général de l'équipe.

3° Travail du personnel de maîtrise, des chefs d'équipe et des ouvriers affectés spécialement aux études, aux essais, à la mise au point de nouveaux types et à la réception de tous appareils.

Deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

4° Pour les catégories professionnelles dont le travail est coupé de longs repos réels, telles que : surveillants, gardiens, aiguilleurs, personnel occupé au service des chemins de fer de l'établissement, conducteurs d'automobiles, charretiers, livreurs, magasiniers, service d'incendie.

Quatre heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement avec maximum de douze heures par jour.

5° Personnel préposé au nettoyage des locaux, préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des ouvriers et employés de l'établissement et de leurs familles.

Deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

6° La durée de présence des gardiens, concierges et agents similaires logés dans l'établissement dont ils ont la surveillance ou à proximité de cet établissement sera continue, sous réserve d'un repos de douze heures consécutives par semaine et d'un congé annuel de quatre semaines.

Les dérogations énumérées ci-dessus sont exclusives aux hommes adultes, à l'exception de celles visées aux alinéas 4, 5, 6, applicables au personnel adulte des deux sexes.

ART. 6. — La durée du travail effectif peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement.

Faculté illimitée pendant un jour au choix de l'industriel ; les jours suivants, quatre heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales ou d'un service public sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation.

Limite à fixer, dans chaque cas, de concert entre le Ministère du Travail et le Ministère qui ordonne les travaux.

3° Surcroît extraordinaire de travail.

Cent heures par an avec maximum de deux heures par jour.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes est acquis de plein droit au chef d'établissement sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'Inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'Inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

Dans le cas où il aura été fait usage de la faculté prévue au paragraphe 7

de l'article 4 de transcrire l'horaire sur le registre, l'affichage du tableau prévu au paragraphe 3 du présent article pourra être remplacé par la transcription dudit tableau sur le registre.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3° de l'article 6 du présent décret sont considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent règlement entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 30 août 1920.

P. DESCHANEL.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

DÉCRET DU 12 SEPTEMBRE 1920

modifiant l'article 2 du décret du 7 février 1920, relatif à l'avance de l'heure légale (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des Travaux publics,

Vu la loi du 6 février 1920 ;

Vu le décret du 7 février 1920,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 du décret du 7 février 1920 précité relatif à l'avance de l'heure légale est modifié comme il suit :

L'heure normale sera rétablie dans la nuit du samedi 23 au dimanche 24 octobre 1920.

(1) *Journal officiel* du 17 septembre 1920.

ART. 2. — Le Ministre des Travaux publics et chacun des Ministres en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 12 Septembre 1920.

P. DESCHANEL.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Travaux publics,

Yves LE TROCQUER.

DÉCRET DU 6 NOVEMBRE 1920

accordant des avantages d'ancienneté aux fonctionnaires des régions libérées (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 30 mars 1919, portant ouverture de crédits en vue de l'attribution d'indemnités spéciales aux fonctionnaires des régions libérées;

Vu l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919, portant ouverture de crédits et concernant les indemnités de résidence et de séjour et les avantages accessoires attribués aux fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'État;

Vu le décret du 29 mars 1920, modifié par le décret du 5 juin 1920, fixant les taux et conditions d'attribution des indemnités spéciales aux agents de l'État en fonction dans les régions dévastées par l'ennemi;

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères, des Ministres de la Justice, de l'Intérieur, des Finances, du Travail, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, du Commerce et de l'Industrie, de l'Agriculture, des Régions libérées, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — A dater du jour de la publication du présent décret, il est accordé aux fonctionnaires qui occupent des postes dans les régions libérées des avantages d'ancienneté calculés en majorant le temps de leur séjour

(1) *Journal officiel* du 7 novembre 1920.

dans ces postes d'un tiers si le poste est classé au 1^{er} échelon et de deux tiers si le poste est classé au 2^e échelon.

ART. 2. — Le classement d'un poste au 1^{er} et 2^e échelon sera le même que le classement prévu au décret du 29 mars 1920 pour la commune de résidence de l'agent. Toutefois, par arrêté pris après accord entre le Ministre intéressé et le Ministre des Régions libérées, le poste pourra être classé dans un échelon différent de celui de la résidence ou exclu du classement.

ART. 3. — Les avantages d'ancienneté ne sont acquis que si la durée du séjour dans le poste n'est pas inférieure à deux ans. Toutefois, dans le cas de déplacement d'office pour raison de service, une durée de séjour même inférieure à deux ans donnera lieu à majoration.

ART. 4. — Tout agent nommé à un poste conservera pendant deux ans le droit aux avantages d'ancienneté afférents à ce poste au moment de sa nomination, quelles que soient les modifications de classement qui interviendraient ensuite pour réduire ces avantages.

ART. 5. — Une indemnité compensatrice des frais de déménagement sera dorénavant allouée dans des conditions qui seront fixées par arrêté ministériel au personnel appelé d'un poste de l'intérieur dans un des postes ci-dessus classés, sous réserve que les intéressés aient pris l'engagement d'y résider pendant deux ans au minimum.

L'indemnité prévue au paragraphe précédent sera proportionnée aux charges de famille. Elle sera reversée au Trésor si l'intéressé est relevé de son poste sur sa demande avant l'expiration de ce délai de deux ans.

ART. 6. — La priorité de mutation pour une résidence de son choix sera accordée au personnel des régions dévastées après trois ans de séjour dans un des postes ci-dessus classés.

ART. 7. — Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 novembre 1920.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*

GEORGES LEYGUES.

Le Ministre des Finances,

FRANÇOIS-MARSAL.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,*

LHOPITEAU.

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

*Le Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts,*

ANDRÉ HONNORAT.

Le Ministre de l'Intérieur

T. STEEG.

*Le Ministre du Commerce
et de l'Industrie,*

A. ISAAC.

Le Ministre de l'Agriculture,

J.-H. RICARD.

Le Ministre des Travaux publics,

YVES LE TROCQUER.

Le Ministre des Régions libérées,

E. OGIER.

Le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

J.-L. BRETON.

DÉCRET DU 24 NOVEMBRE 1920

*portant relèvement des indemnités pour frais de tournées et de bureau
des inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail (1).*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu le chapitre II du Titre III du Livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 6 octobre 1919 portant ouverture de crédits sur l'exercice 1919 au titre du budget ordinaire des services civils;

Vu l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919 portant ouverture de crédits sur l'exercice 1919;

Vu le décret du 22 septembre 1913 relatif à l'organisation du corps de l'Inspection du travail, modifié notamment par le décret du 29 mars 1920;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Vu l'avis de la Commission supérieure du travail,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les frais de tournées des Inspecteurs et Inspectrices

(1) *Journal officiel* du 30 novembre 1920.

seront réglés sur état, dans les conditions fixées par arrêté du Ministre du Travail et suivant le tarif ci-après :

DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES.	FRAIS DE ROUTE.			INDEMNITÉ DE SÉJOUR.
	TRANSPORT EN COMMUN.		TRANSPORT individuel.	
	Chemins de fer.	Trainways, voitures publiques, bateaux, etc.		
Inspecteurs divisionnaires ..	Remboursement en 1 ^{re} classe.	Prix déboursé.	1 franc par kilo- mètre.	25 francs par jour.
Inspecteurs et Inspectrices d'appointement.	Remboursement en 2 ^e classe.	Prix déboursé.	1 franc par kilo- mètre.	20 francs par jour.

Les Inspecteurs départementaux chargés du contrôle sont assimilés à cet égard aux Inspecteurs divisionnaires.

Les Inspecteurs départementaux sont autorisés à utiliser la 1^{re} classe lorsqu'ils accompagnent les Inspecteurs divisionnaires ou lorsque les nécessités du service, dont ils auront à justifier, les obligent à effectuer certains parcours pour lesquels ils ne peuvent utiliser que des trains rapides comportant seulement, pour ces parcours, la 1^{re} classe.

Les déplacements par transport individuel ne donneront droit à indemnité qu'autant qu'ils comporteront, dans la même journée, un parcours total d'au moins 6 kilomètres, pour lequel il n'aurait pas été possible à l'Inspecteur d'utiliser un mode de transport en commun.

Les déplacements effectués par transport individuel sur un parcours desservi par une entreprise de transport en commun ne donneront droit qu'à une indemnité correspondant au tarif de cette entreprise de transport, sauf les cas de nécessité certifiés par l'Inspecteur divisionnaire.

L'indemnité totale de séjour n'est acquise que lorsque l'Inspecteur aura pris ses deux repas et passé la nuit hors de sa résidence. Dans le cas contraire, cette indemnité sera fractionnée par tiers, savoir : un tiers pour chacun des deux repas et un tiers pour le coucher.

Un arrêté ministériel fixe, pour chaque Inspecteur, suivant l'importance des circonscriptions et des sections, le maximum de crédit qui lui est alloué pour ses frais de tournées à régler sur état. Les frais de tournées à régler sur état peuvent être remplacés en tout ou en partie, pour les postes où les conditions du service l'exigent, par des indemnités fixes qui sont déterminées, selon l'importance des résidences, par arrêté du Ministre du Travail et du Commerce.

Les déplacements des Inspecteurs hors de leur circonscription ou section, nécessaires par les besoins du service, sont comptés comme frais de tournées et réglés sur état aux mêmes tarifs.

ART. 2. — Il pourra être alloué aux Inspecteurs divisionnaires, aux Inspecteurs et Inspectrices départementaux du travail des indemnités annuelles de frais de bureau payables par trimestre et à terme échu et dont le montant sera fixé ainsi qu'il suit :

Inspecteurs divisionnaires. — Allocations variant de 3,000 à 4,400 francs, fixées dans les conditions déterminées par un arrêté ministériel publié au *Journal officiel* en tenant compte de l'importance de la circonscription.

Inspecteurs départementaux. — Inspecteurs et inspectrices départementaux : 300 francs.

ART. 3. — Il pourra être alloué aux Inspecteurs du travail des indemnités pour :

1° La rémunération des notes et travaux techniques originaux produits en vue de la publication au *Bulletin de l'Inspection du Travail et de l'Hygiène industrielle*;

2° L'enregistrement des accidents du travail.

Les conditions d'attribution de ces indemnités seront déterminées par un arrêté ministériel publié au *Journal officiel*, sans que, pour chacune d'elles, il puisse être alloué plus de 500 francs par an à un même inspecteur.

ART. 4. — L'article 11 du décret du 22 septembre 1913 est abrogé.

ART. 5. — Le présent décret aura son effet à compter du 1^{er} juillet 1919.

ART. 6. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 24 novembre 1920.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Finances,

FRANÇOIS-MARSAL.

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

DÉCRET DU 8 DÉCEMBRE 1920

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du charonnage et de la carrosserie en tous genres (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu : (2)

.....

Vu le décret du 9 août 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les industries de la métallurgie et travail des métaux ;

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales ;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 9 octobre 1919, page 11157 et relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières et de la carrosserie en tous genres, en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 à ces industries sur tout le territoire français ;

Vu les accords intervenus entre diverses organisations patronales et ouvrières de charonnage et de la carrosserie dans les villes et aux dates ci-après indiquées : Marseille, 14 juin 1919 ; Lille, commission mixte des 5 juillet 1919 et 15 juillet 1920 ; Rennes, 19 juillet 1919 ; Rouen, 27 avril 1920.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'énumération des industries visées à l'article 1^{er} du règlement d'administration publique du 9 août 1920, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux, est complétée par l'addition, après les mots : « charonnage et carrosserie en tous genres ».

ART. 2. — Le dernier alinéa de l'article 1^{er} du règlement d'administration publique susvisé, du 9 août 1920, est complété comme suit :

« Les établissements de serrurerie, forge et charonnage, occupant moins de cinq ouvriers, ne sont pas visés par les dispositions du présent décret. »

(1) *Journal officiel* du 12 décembre 1900.

(2) Voir cet article premier dans le présent Bulletin, page 158.

ART. 3. — Le deuxième alinéa de l'article 9 du règlement d'administration publique susvisé, du 9 août 1920, est complété comme suit :

« Un règlement spécial déterminera les délais et conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 dans les établissements de serrurerie, forge et charbonnage occupant moins de cinq ouvriers. »

ART. 4. — Les dispositions du présent décret s'appliqueront l'ensemble du territoire français. Elles entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART 5. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 décembre 1920.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

DÉCRET DU 30 DÉCEMBRE 1920

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la sellerie et de la bourrellerie, de la fabrication des courroies mécaniques et de tous objets en cuir (maroquinerie, gainerie, articles de voyage, de sport) (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu (2) :

.....

Vu le décret du 19 novembre 1919 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans la fabrication des chaussures en gros;

Vu les demandes présentées par les diverses organisations syndicales;

(1) *Journal officiel* du 7 janvier 1921.

(2) Voir cet article dans le présent Bulletin, page 158.

Vu les avis insérés au *Journal officiel* du 2 juin 1919 (p. 5767) et du 27 août 1920 (p. 12575) relatifs à la consultation des organisations patronales et ouvrières des industries de la sellerie et de la bourrellerie et de la fabrication de tous objets en cuir (maroquinerie, gainerie, articles de chasse, de voyage) en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919;

Vu les accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières pour les industries et régions ci-après énumérées et aux dates ci-après indiquées : bourrellerie-sellerie, Paris, 19 mai 1919; sellerie-équipements militaires, Paris, 29 avril-11 juillet 1919; bourrellerie-sellerie, Le Havre, 7 juillet 1919;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sous réserve des modifications prévues par les articles 2, 3 et 4 du présent décret, les dispositions du règlement d'administration publique du 19 novembre 1919, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication des chaussures en gros, sont étendues aux établissements ou parties d'établissement où s'exercent les industries ci-après énumérées :

Sellerie et bourrellerie; fabrication de courroies mécaniques et de tous objets en cuir, cuir factice et matières similaires (maroquinerie, gainerie, articles de chasse, de voyage, de sport).

Toutefois, les établissements ou parties d'établissement occupant moins de cinq ouvriers et situés dans des localités comptant moins de 10,000 habitants ne sont pas visés par les dispositions du présent décret.

ART. 2. — Les dispositions de l'article 3, § b, du règlement d'administration publique susvisé du 19 novembre 1919 sont remplacées, en ce qui concerne les établissements ou parties d'établissement énumérés à l'article 1^{er} du présent décret, par les dispositions suivantes :

« b) En cas d'interruption d'une semaine au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quarante-cinq jours à dater du jour de la reprise du travail ».

ART. 3. — Les dispositions de l'article 5 du règlement d'administration publique susvisé du 19 novembre 1919 sont remplacées, en ce qui concerne les établissements ou parties d'établissement énumérés à l'article 1^{er} du présent décret, par les dispositions suivantes :

« Art. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux

désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être prolongée au delà de la limite fixée conformément à l'article 2 du présent décret :

- | | |
|---|--|
| « 1° Travail des mécaniciens, électriciens, chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage, du chauffage. | Une heure et demie. |
| « 2° Travail des ouvriers spécialement employés à la conduite des calorifères et séchoirs sous la condition que ce travail ait un caractère purement préparatoire. | Une heure et demie. |
| « 3° Travail des ouvriers employés à des travaux nécessaires à la conservation des matières périssables mises en œuvre. | Six heures par semaine, utilisables seulement le samedi après-midi et le dimanche. |
| « 4° Employés d'atelier, contremaîtres de fabrication, hommes de service, livreurs. | Deux heures. |
| « 5° Catégories professionnelles dont le travail est coupé de longs repos réels : gardiens, veilleurs de nuit, conducteurs d'automobiles, charretiers, magasiniers, préposés au service d'incendie, garçons de bureau, pointeurs. | Quatre heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement ». |

ART. 4. — Les dispositions du paragraphe 3° de l'article 6 du règlement d'administration publique susvisé du 19 novembre 1919 sont remplacées, en ce qui concerne les établissements ou parties d'établissement énumérés à l'article 1^{er} du présent décret, par les dispositions suivantes :

- | | |
|---|--|
| « 3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail). | Maximum annuel : 120 heures. En aucun cas, la durée du travail journalier ne pourra dépasser dix heures ». |
|---|--|

ART. 5. — Un règlement spécial déterminera les délais et conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 aux établissements ou parties d'établissement énumérés à l'article 1^{er} du présent décret occupant moins de cinq ouvriers et situés dans les localités comptant moins de 10,000 habitants.

ART. 6. — Les dispositions du présent règlement s'appliqueront à l'ensemble du territoire français et entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 7. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 décembre 1920.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

DECRET DU 30 DECEMBRE 1920

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication des galoches, espadrilles, sandales, pantoufles, chaussons et chaussures en tous genres (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er}, ainsi conçu (2):

.....

Vu le décret du 19 novembre 1919 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication des chaussures en gros;

Vu les demandes présentées par les diverses organisations syndicales;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 31 août 1920 (p. 12728) relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières des industries de la fabrication des galoches, espadrilles, sandales, pantoufles, chaussons et chaussures en tous genres, en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919;

Vu les accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières pour les industries et régions ci-après et aux dates ci-après indiquées: sandales, Mauléon (6 avril 1920); chaussures et galoches, Lyon (29 avril 1919); galoches, Brive (30 juin 1919); espadrilles et sandales, Pau (7 juillet 1920);

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE:

ARTICLE PREMIER. — Sous réserve des modifications prévues par les articles 2 et 3 du présent décret, les dispositions du règlement d'administration publique du 19 novembre 1919, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication des chaussures en gros, sont étendues aux établissements ou parties d'établissement où s'exercent les industries ci-après énumérées:

Fabrication de galoches, espadrilles, sandales, pantoufles, chaussons et chaussures en tous genres.

(1) *Journal officiel* du 7 janvier 1921.

(2) Voir cet article dans le présent *Bulletin*, page 158.

Toutefois, les établissements ou parties d'établissement occupant moins de cinq ouvriers et situés dans des localités comptant moins de 10,000 habitants ne sont pas visés par les dispositions du présent décret.

ART. 2. — Les dispositions du premier alinéa de l'article 2 du règlement d'administration publique susvisé du 19 novembre 1919 sont remplacées, en ce qui concerne les établissements ou parties d'établissement énumérés à l'article 1^{er} du présent décret, par les dispositions suivantes :

« La répartition des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine devra s'effectuer selon l'un des modes ci-après :

« 1^o Limitation du travail effectif à raison de huit heures par jour ouvrable de la semaine;

« 2^o Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos de l'après-midi du samedi. »

ART. 3. — Les dispositions de l'article 6, § 3, du règlement d'administration publique susvisé du 19 novembre 1919 sont remplacées, en ce qui concerne les établissements ou parties d'établissement énumérés à l'article 1^{er} du présent décret, par les dispositions suivantes :

« 3^o Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail) : 60 heures par an réparties sur 60 jours au maximum. Exceptionnellement, ce maximum pourra être porté à 120 heures pendant l'année 1921 et à 100 heures pendant l'année 1922.

« En aucun cas, la durée du travail journalier ne pourra excéder 10 heures ».

ART. 4. — Un règlement spécial déterminera les délais et les conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 aux établissements ou parties d'établissement énumérés à l'article 1^{er} du présent décret, occupant moins de cinq ouvriers et situés dans des localités comptant moins de 10,000 habitants.

ART. 5. — Les dispositions du présent règlement s'appliqueront à l'ensemble du territoire français et entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 6. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 décembre 1920.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

DÉCRET DU 31 DÉCEMBRE 1920

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie de la meunerie (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er}, ainsi conçu (2) :

.....

Vu les demandes présentées par les diverses organisations syndicales;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 8 août 1919, p. 8355, et relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières de l'industrie de la meunerie, en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919;

Vu la sentence arbitrale rendue le 8 août 1919 par M. le Ministre du Travail et acceptée par le Syndicat des meuniers de la Seine, d'une part, et par le Syndicat des ouvriers meuniers de Paris et de province, d'autre part;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions,

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans tous les établissements ou parties d'établissement où s'exerce l'industrie de la meunerie.

Sont désignés dans le présent décret, sous le nom de techniciens, les contre-maîtres, conducteurs, bluteurs et, pour les moulins travaillant plus de 300 quintaux de grain par jour, les nettoyeurs. Toutefois, lesdits techniciens pourront, pendant la durée du poste de travail, vider le blé, tirer et ensacher la farine et le son, et dans les moulins travaillant moins de 100 quintaux de grain, aider à tous les travaux de manutention et de nettoyage.

ART. 2. — La répartition des 48 heures de travail effectif de la semaine devra se faire à raison de 8 heures par jour pendant les six jours ouvrables de la semaine.

Pour les techniciens, la répartition des heures de travail pourra se faire

(1) *Journal officiel* du 7 janvier 1921.

(1) Voir cet article dans le présent *Bulletin*, page 158.

sur une période de trois semaines consécutives, soit un total de 144 heures en 18 jours ouvrables, avec un maximum journalier de dix heures.

Dans les moulins hydrauliques sujets à des chômages résultant de basses eaux ou d'inondations, les 48 heures de travail effectif de la semaine pourront être réparties sur cinq jours, avec maximum journalier de dix heures.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu sauf l'interruption pour les repos.

À la demande d'organisations patronales ou ouvrières de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation des organisations intéressées et en se référant, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles, autoriser, par dérogation à la répartition des heures prévues au paragraphe premier pour la semaine de quarante-huit heures et, à titre provisoire, une répartition équivalente, à la condition que la durée du travail journalier n'excède pas dix heures. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par un règlement d'administration publique.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — En cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles, ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice ou hydraulique, manque de matières premières, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée à titre de compensation des heures de travail perdues, dans les conditions ci-après :

a) En cas d'interruption d'une journée au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours à dater du jour de la reprise du travail ;

b) En cas d'interruption d'une semaine au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quarante-cinq jours à dater du jour de la reprise du travail ;

c) En cas d'interruption excédant une semaine, la récupération ne pourra s'effectuer au delà de la limite indiquée à l'alinéa précédent, sans autorisation écrite de l'Inspecteur départemental du travail, donnée après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

En cas d'interruption collective du travail un autre jour que celui du repos hebdomadaire, en raison de jours fériés, fêtes locales ou autres événements locaux, la récupération des heures de travail perdues pourra être autorisée par l'inspecteur départemental du travail après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

Pour les moulins hydrauliques, sujets à des chômages résultant de basses eaux ou d'inondations, l'inspecteur départemental du travail pourra, après

consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, fixer forfaitairement le nombre des heures perdues qui pourront être récupérées au cours de l'année en vertu des paragraphes précédents.

L'augmentation exceptionnelle prévue à titre de compensation ne pourra avoir, en aucun cas, pour effet de prolonger la durée journalière normale de travail de plus de deux heures.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues dans le présent article doit, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'il devra adresser à l'Inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective de travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers et employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant pour chaque journée, et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé, ainsi que la durée des repos. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder les limites fixées par l'article 2.

L'horaire, daté et signé par le chef d'entreprise, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification du tableau affiché.

Un double du tableau affiché et des rectifications apportées éventuellement à ce tableau devra être préalablement adressé à l'Inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier pourra, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret :

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage et du matériel de levage.

Une heure et demie au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement. — Deux heures le lendemain de chaque jour de chômage.

2° Travail des techniciens et chefs d'équipe dont la présence est indispensable à la marche d'un établissement ou au fonctionnement d'une équipe pour remplacer un homme manquant ou empêché.

Quatre heures au delà de la limite du travail général de l'établissement.

3° Travail des techniciens dont la présence est indispensable pour permettre la mise en route ou la réparation d'un accident survenu dans la mouture.

Deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

4° Travail des ouvriers spécialement employés à l'entretien et au nettoyage des machines et appareils de mouture.

Une heure au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

5° Pour les catégories professionnelles dont le travail est coupé de longs repos réels : gardiens, veilleurs de nuit, conducteurs d'automobiles, charretiers, magasiniers, préposés au service d'incendie, garçons de bureau, pointeurs.

Quatre heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement avec maximum de 12 heures par jour.

Quatre heures le dimanche matin.

Les dérogations énumérées dans le présent article sont applicables exclusivement aux hommes adultes, à l'exception de celles visées sous le n° 5 du premier alinéa qui sont applicables au personnel adulte des deux sexes.

ART. 6. — La durée du travail effectif peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées par l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement.

Faculté illimitée pendant un jour au choix de l'industriel; les jours suivants, quatre heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation.

Limite à fixer, dans chaque cas, de concert entre le Ministère du Travail et le Ministère qui ordonne les travaux.

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

260 heures par an, avec maximum de deux heures par jour et réparties sur 260 jours au plus.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes est acquis de plein droit au chef d'établissement sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'Inspecteur départemental du travail une déclaratoïn datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'Inspecteur du tra-

vail, les dates des jours où il sera fait usage de dérogations avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3^o de l'article 6 du présent décret sont considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent règlement s'appliqueront à l'ensemble du territoire français et entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 décembre 1920.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

DÉCRET DU 31 DÉCEMBRE 1920

portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 25 octobre 1919 étendant aux maladies d'origine professionnelle la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 25 octobre 1919 (2) étendant aux maladies d'origine professionnelle la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et notamment son article 4 ainsi conçu :

« Tout industriel ayant fait, dans les conditions prévues par un règlement

(1) *Journal officiel* du 7 janvier 1921.

(2) Voir *Bulletin* 1919, page 265.

d'administration publique, la déclaration que ses procédés de travail ne comportent plus l'usage des substances susceptibles de provoquer les maladies professionnelles visées par la présente loi, ne sera plus soumis aux obligations de cette loi » . . . ;

Vu l'article 3 de la loi du 25 février 1875 relative à l'organisation des pouvoirs publics;

Vu l'avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Tout industriel qui cesse d'employer des procédés de travail comportant l'usage des substances susceptibles de provoquer les maladies professionnelles visées à la loi du 25 octobre 1919 doit en faire la déclaration, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'Inspecteur départemental du travail, dans la circonscription duquel est située son exploitation. Cette déclaration sera conforme au modèle I annexé au présent décret.

ART. 2. — En vue de l'établissement pour chaque département de la liste des exploitations assujetties à la loi susvisée, conformément aux tableaux qui y sont annexés, les industriels qui emploient des procédés de travail comportant l'usage de substances susceptibles de provoquer des maladies professionnelles visées par ladite loi doivent en faire la déclaration par lettre recommandée, avec accusé de réception, à l'Inspecteur départemental du travail précité, avant le commencement des travaux. Pour les industries en cours d'exploitation au moment de l'entrée en vigueur de ladite loi, cette déclaration devra être faite au plus tard le 27 janvier 1921.

Cette déclaration sera conforme au modèle II annexé au présent décret.

La liste susvisée sera tenue à jour par les soins de l'Inspecteur départemental du travail, qui y mentionnera, en outre, le cas échéant, au titre de chaque exploitation assujettie, les déclarations de cessation visées à l'article 1^{er} ci-dessus.

ART. 3. — Les chefs d'entreprise visés à l'article précédent sont tenus d'inscrire sur un registre spécial les nom, prénoms et adresse des ouvriers bénéficiaires de la loi du 25 octobre 1919 qu'ils occupent, la nature du travail auquel ceux-ci sont affectés, les dates de l'embauchage et du débauchage et, s'il leur a été produit des certificats du travail tels que les prévoit l'article 24 du Titre 1^{er} du Code du travail, l'indication du précédent employeur chez lequel a travaillé l'ouvrier.

Ce registre sera toujours tenu sur place à la disposition de l'Inspecteur du travail.

ART. 4. — L'ouvrier atteint d'une maladie professionnelle fournit comme

complément à la déclaration visée à l'article 5 de la loi du 25 octobre 1919 l'indication des établissements où il a travaillé pendant l'année qui a précédé sa maladie. Il y joint autant que possible la copie, certifiée par lui, des certificats qui lui auraient été délivrés par les chefs desdits établissements, conformément à l'article 24 du Titre 1^{er} du Code du travail.

ART. 5. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 décembre 1920.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

ARRÊTE DU 5 MARS 1920

autorisant les manufactures de chaussures de la Verpillière (Isère) à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail (1).

LE MINISTRE DU TRAVAIL,

Sur le rapport du Sous-Directeur du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919, sur la journée de huit heures;

Vu l'article 2 du décret du 19 novembre 1919 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication des chaussures en gros (2);

Vu la demande présentée par le Syndicat des ouvriers en chaussures de la Verpillière (Isère);

Vu les avis du Syndicat général (patronal) de l'industrie de la chaussure de France et de la Fédération nationale (ouvrière) des cuirs et peaux;

Vu l'accord intervenu, le 23 janvier 1920, entre les directeurs des manu-

(1) *Journal officiel* du 7 mars 1920.

(2) Voir *Bulletin* 1919, p. 295.

factures de chaussures de la Verpillière, d'une part, et le syndicat des ouvriers en chaussures de ladite commune, d'autre part,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Les manufactures de chaussures de la commune de la Verpillière (Isère) pourront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, adopter le mode ci-après de répartition hebdomadaire des heures de travail :

1° Lundi, mardi, mercredi, jeudi, dix heures de travail ;

2° Vendredi, huit heures de travail.

ART. 2. — Ces dispositions auront effet pour une période d'un an qui courra de la date du présent arrêté.

Fait à Paris, le 5 mars 1920.

Signé : JOURDAIN.

ARRÊTÉ DU 31 MARS 1920

fixant la répartition dans les différentes classes des fonctionnaires de l'Inspection du travail en exercice au 1^{er} juillet 1919 ou nommés depuis cette date (1).

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu le décret du 29 mars 1920 (2), relatif au relèvement des traitements des fonctionnaires de l'Inspection du travail, et notamment les articles 3 et 7 des dispositions transitoires dudit décret ainsi conçus :

« Art. 3. — Dans chaque catégorie d'emplois, la répartition dans les différentes catégories ou classes prévues à l'article 7 des fonctionnaires en exercice « au 1^{er} juillet 1919 ou nommés depuis cette date sera faite par un arrêté « du Ministre du Travail ».

« Art. 7. — Les Inspectrices seront désormais classées sur la liste d'ancienneté commune aux Inspecteurs et Inspectrices de leur classe, à leur rang « d'ancienneté dans cette classe ; en cas d'égalité d'ancienneté dans la classe, la « priorité sera donnée à l'Inspecteur ou à l'Inspectrice comptant le plus de « services dans l'inspection du travail » ;

(1) *Journal officiel* du 19 avril 1920.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, p. 149.

Sur la proposition du Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les Inspecteurs divisionnaires du travail de 1^{re}, 2^e et 3^e classes seront respectivement versés, avec l'ancienneté qu'ils comptent dans ces classes, dans les 1^{re}, 2^e et 3^e classes nouvelles dans les conditions suivantes :

Les Inspecteurs de 3^e classe, dans la 3^e classe nouvelle ;

Les Inspecteurs de 2^e classe, dans la 2^e classe nouvelle ;

Les Inspecteurs de 1^{re} classe ayant au 1^{er} juillet 1919 moins de deux ans d'ancienneté dans cette classe, dans la 1^{re} classe nouvelle.

Les Inspecteurs de 1^{re} classe ayant, au 1^{er} juillet 1919, deux ans ou plus d'ancienneté dans cette classe, dans la hors classe nouvelle à dater du 1^{er} juillet 1919.

ART. 2. — Les Inspecteurs ou Inspectrices départementaux de 1^{re}, 2^e, 3^e, 4^e et 5^e classes seront respectivement versés dans les hors classes 2^e et 1^{er} échelons, 1^{re}, 2^e, 3^e, 4^e et 5^e classes, dans les conditions suivantes :

1^o *Hors classe, 2^e échelon :*

Les inspecteurs de 1^{re} classe nommés avant le 1^{er} juillet 1919, avec l'ancienneté qu'ils avaient dans cette classe.

2^o *Hors classe, 1^{er} échelon :*

a) Les inspecteurs de 1^{re} classe nommés depuis le 1^{er} juillet 1919, avec l'ancienneté qu'ils avaient à cette date dans la 2^e classe, diminuée de trois ans ;

b) Les inspecteurs de 2^e classe ayant au moins quatre ans d'ancienneté avant le 1^{er} juillet 1919, avec l'ancienneté qu'ils comptent dans cette classe, diminuée de quatre ans.

3^o *1^{re} classe :*

Les inspecteurs de 2^e classe ayant moins de quatre ans d'ancienneté dans cette classe, mais nommés avant le 1^{er} juillet 1919, avec l'ancienneté qu'ils comptent dans cette classe antérieurement au 1^{er} juillet 1919.

4^o *2^e classe :*

a) Les inspecteurs de 2^e classe nommés depuis le 1^{er} juillet 1919, avec l'ancienneté qu'ils avaient dans la 3^e classe ;

b) Les inspecteurs de 3^e classe comptant au moins six mois d'ancienneté au 1^{er} juillet 1919, avec l'ancienneté qu'ils comptent dans cette classe.

5° 3^e classe :

Les autres inspecteurs de 3^e classe, avec l'ancienneté qu'ils comptent dans cette classe.

6° 4^e classe :

Les inspecteurs de 4^e classe, avec l'ancienneté qu'ils comptent dans cette classe, s'ils ont été nommés avant le 1^{er} juillet 1919, et à partir de cette date pour les autres.

7° 5^e classe :

Les inspecteurs de 5^e classe, avec l'ancienneté qu'ils comptent dans cette classe.

ART. 3. — Les améliorations de traitement auront leur effet à dater du 1^{er} juillet 1919.

Fait à Paris, le 31 mars 1920.

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN

ARRÊTE DU 20 MAI 1920

autorisant, à titre provisoire, les industries du vêtement de la ville de Melun (Seine-et-Marne) à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail (1).

LE MINISTRE DU TRAVAIL,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu l'article 2 du décret du 12 décembre 1919 (2), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du vêtement;

Vu la demande présentée par le Syndicat du commerce des tissus et de l'habillement de la ville de Melun;

Vu l'avis du Syndicat des employés et ouvriers de la confection, de l'habillement et ameublement de l'arrondissement de Melun;

(1) *Journal officiel* du 22 mai 1920.

(2) Voir *Bulletin* 1919, p. 310.

Vu les avis de l'Association générale du commerce et de l'industrie des tissus et matières textiles, et de la Fédération d'industrie des travailleurs de l'habillement de France et des colonies ;

Sur la proposition du Conseiller d'État, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Dans les établissements ou parties d'établissements de la ville de Melun (Seine-et-Marne) où s'exercent les industries du vêtement visées à l'article premier du décret du 12 décembre 1919, le repos de l'après-midi du samedi de chaque semaine pourra être, à titre provisoire, reporté au lundi matin. Le travail ne commencera pas ce jour-là avant treize heures trente, et sa durée n'excédera pas cinq heures.

Fait à Paris, le 20 mai 1920.

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

ARRÊTÉ DU 14 JUIN 1920

autorisant, à titre provisoire, les industries de la fabrication des chaussures en gros d'Hasparren (Basses-Pyrénées) à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail (1).

LE MINISTRE DU TRAVAIL,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu l'article 2 du décret du 19 novembre 1919 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919, sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication des chaussures en gros (2) ;

Vu la demande présentée par les fabricants en chaussures d'Hasparren (Basses-Pyrénées) ;

Vu l'avis de la Chambre syndicale des fabricants de chaussures de Bordeaux et du Sud-Ouest ;

Vu les avis du Syndicat général (patronal) de l'industrie de la chaussure de France et de la Fédération nationale (ouvrière) des cuirs et peaux ;

(1) Journal Officiel du 17 juin 1920.

(2) Voir Bulletin 1919, p. 295.

Sur la proposition du Conseiller d'État, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Dans les établissements ou parties d'établissements de la commune d'Hasparren (Basses-Pyrénées) où s'exercent les industries de la fabrication des chaussures en gros visées à l'article premier du décret du 19 novembre 1919, la répartition des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine pourra, à titre provisoire, se faire à raison de huit heures chaque jour ouvrable.

Fait à Paris, le 14 juin 1920.

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

ARRÊTÉ DU 12 JUILLET 1920

autorisant, à titre provisoire, des parties d'établissements de la ville de Rouen où s'exercent les industries du vêtement à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail (1).

LE MINISTRE DU TRAVAIL,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu l'article 2 du décret du 12 décembre 1919 (2), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du vêtement ;

Vu les demandes présentées par la Chambre syndicale de la nouveauté de Rouen et la Chambre syndicale des confectionneurs pour hommes et enfants de Normandie ;

Vu l'avis de l'Association générale du commerce et de l'industrie des tissus et matières textiles et de la Fédération d'industrie des travailleurs de l'habillement de France et des colonies ;

Vu l'accord intervenu le 20 avril 1920 entre la Chambre syndicale de la nouveauté de Rouen, d'une part, et le Syndicat de l'habillement de Rouen et banlieue, d'autre part ;

(1) *Journal Officiel* du 17 juillet 1920.

(2) Voir *Bulletin* 1919, p. 310.

Sur la proposition du Conseiller d'État, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Dans les ateliers de la ville de Rouen où s'exercent les industries du vêtement énumérées à l'article premier du décret du 12 décembre 1919 et annexés à des magasins de vente, le repos de l'après-midi du samedi de chaque semaine pourra être, à titre provisoire, reporté au lundi matin, auquel cas la répartition ci-après des quarante-huit heures de travail hebdomadaire sera observée :

Lundi, après-midi, six heures ;

Mardi, mercredi, jeudi, vendredi, neuf heures ;

Samedi, six heures, le travail devant cesser, ce jour-là, à seize heures au plus tard.

Fait à Paris, le 12 juillet 1920.

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

ARRÊTÉ DU 22 JUILLET 1920

autorisant, à titre provisoire, les industries du vêtement de la ville de Rochefort-sur-Mer (Charente-Inférieure) à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail (1).

LE MINISTRE DU TRAVAIL,

Vu la loi du 23 juillet 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu l'article 2 du décret du 12 décembre 1919 (2), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du vêtement ;

Vu la demande présentée par le Syndicat du tissu et de l'habillement et le Syndicat du commerce et de l'industrie de Rochefort-sur-Mer ;

Vu les avis du Syndicat (ouvrier) de l'habillement pour hommes et du Syndicat des employés de commerce de Rochefort-sur-Mer ;

(1) *Journal officiel* du 24 juillet 1920.

(2) Voir *Bulletin* 1919, p. 310.

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Dans les établissements ou parties d'établissements de la ville de Rochefort-sur-Mer (Charente-Inférieure) où s'exercent les industries du vêtement visées à l'article premier du décret du 12 décembre 1919, le repos de l'après-midi du samedi de chaque semaine pourra être, à titre provisoire, reporté au lundi matin. Le travail ne commencera pas, ce jour-là, avant treize heures et sa durée n'excédera pas cinq heures trente minutes.

Fait à Paris, le 22 juillet 1920.

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

ARRÊTÉ DU 18 SEPTEMBRE 1920

autorisant, à titre provisoire, les industries du vêtement de la ville de Dieppe (Seine-Inférieure) à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail (1).

LE MINISTRE DU TRAVAIL,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu l'article 2 du décret du 12 décembre 1919 (2) portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du vêtement ;

Vu la demande présentée par M. Delepoulle-Ouin, tailleur pour dames, à Dieppe ;

Vu le rapport de l'Inspecteur divisionnaire du travail de Rouen, en date du 21 août 1920, rendant compte de l'enquête à laquelle il a été procédé auprès des intéressés ;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Dans les établissements ou parties d'établissements de la ville de Dieppe (Seine-Inférieure) où s'exercent les industries du vêtement visées à l'article premier du décret du 12 décembre 1919, le repos de l'après-midi du samedi de chaque semaine pourra être, à titre provisoire, reporté au

(1) *Journal Officiel* du 21 septembre 1920.

(2) Voir *Bulletin* 1919, p. 310.

lundi matin. Le travail ne commencera pas, ce jour-là, avant treize heures trente minutes et la durée du travail n'excédera pas cinq heures trente minutes.

Fait à Paris, le 18 septembre 1920.

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

ARRÊTÉ DU 16 NOVEMBRE 1920

autorisant, à titre provisoire, des parties d'établissements de la ville de Lyon où s'exercent les industries du vêtement à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail (1).

LE MINISTRE DU TRAVAIL,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu l'article 2 du décret du 12 décembre 1919 (2) portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du vêtement ;

Vu la demande présentée par M. le Président de la Chambre syndicale des maisons de nouveautés du vêtement de Lyon ;

Vu les avis des organisations patronales et ouvrières intéressées de la ville de Lyon ;

Sur la proposition du Conseiller d'État, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Dans les ateliers de la ville de Lyon annexés à des magasins de vente et où s'exercent les industries du vêtement énumérées à l'article premier du décret du 12 décembre 1919, le repos de l'après-midi du samedi de chaque semaine pourra être, à titre provisoire, reporté au lundi matin, auquel cas le travail, ce jour-là, ne devra pas commencer avant quatorze heures.

Fait à Paris, le 16 novembre 1920.

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

(1) *Journal Officiel* du 18 novembre 1920.

(2) Voir *Bulletin* 1919, p. 310.

ARRÊTE DU 20 NOVEMBRE 1920

autorisant les établissements de teinturerie en peaux de la ville de Grenoble à adopter un régime particulier de répartition hebdomadaire des heures de travail (1).

LE MINISTRE DU TRAVAIL,

Sur le rapport du Sous-Directeur du travail ;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu l'article 2 du décret du 30 août 1919 (2) portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la préparation des cuirs et peaux ;

Vu la demande présentée par la Chambre syndicale des maîtres teinturiers en peaux de Grenoble ;

Vu les avis du Syndicat général des cuirs et peaux de France et de la Fédération nationale (ouvrière) des cuirs et peaux ;

Vu l'accord intervenu le 9 mai entre la Chambre syndicale des maîtres teinturiers en peaux de Grenoble, d'une part, et les deux Chambres syndicales ouvrières des teinturiers en peaux et des palissonneurs de Grenoble, d'autre part,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les établissements de teinturerie en peaux de la ville de Grenoble pourront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir le mode ci-après de répartition hebdomadaire des heures de travail.

Cinq journées de travail de neuf heures trente-six minutes chacune, avec repos complet la journée du samedi.

ART. 2. — Ces dispositions auront effet pour une période d'un an, qui courra de la date du présent arrêté.

Fait à Paris, le 20 novembre 1920.

Le Ministre du Travail,

COLLIARD.

(1) *Journal Officiel* du 23 novembre 1919.

(2) Voir *Bulletin* 1919, p. 382.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 27 DÉCEMBRE 1919 (1).

Délégués mineurs. — Indemnités.

Vous m'avez consulté sur le cas d'un délégué mineur, dont l'indemnité mensuelle pour visites réglementaires a été fixée par arrêté préfectoral à un chiffre correspondant à vingt-quatre journées, et qui n'a effectué, au cours du mois de juin dernier, qu'un nombre de visites correspondant à dix journées.

La question posée était de savoir si le délégué dont il s'agit devait recevoir pour ledit mois de juin une indemnité correspondant à vingt-quatre journées, chiffre fixé par l'arrêté, ou seulement une indemnité correspondant au minimum de vingt journées prévu par l'article 155 du Livre II du Code du Travail.

J'ai saisi de la question le Conseil général des Mines.

Le rapporteur de cette affaire auprès dudit Conseil a conclu en ces termes :

« En conséquence, nous proposons d'informer M. l'Ingénieur en chef qu'en présence des termes très explicites de l'article 155, § 2, du Livre II du Code du Travail, article d'après lequel l'indemnité mensuelle des délégués mineur doit être calculée dans les circonscriptions de plus de deux cent cinquante ouvriers sur un nombre de journées double de celui des journées effectivement employées aux visites, sans que ce nombre double puisse être inférieur à vingt, seuls ont droit à une indemnité de plus de vingt journées pour leurs visites réglementaires les délégués qui, dans le courant du mois, ont effectué plus de dix journées de visites, dans les limites, bien entendu, du maximum qui leur a été assigné par l'arrêté de fixation. La pétition de M. le Directeur des Mines et Usines de la Compagnie des Forges doit en conséquence être accueillie, et réduction doit lui être accordée de la redevance à laquelle il a été assujéti pour le mois de juin 1919 ».

Dans sa séance du 12 décembre 1919, le Conseil général des Mines a adopté les conclusions de son rapporteur.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je partage la manière de voir dudit Conseil.

CIRCULAIRE DU 6 JANVIER 1920 (2).

Élections des délégués mineurs. — Décret du 29 décembre 1919.

Par mes circulaires des 26 février et 24 octobre 1919, j'ai attiré votre attention sur l'éventualité prochaine du renouvellement des délégués mineurs maintenus en fonctions par application de la loi du 20 mai 1916, ratifiant

(1) Adressée à un Ingénieur en chef des Mines.

(2) Adressée aux Préfets.

le décret du 11 décembre 1914, qui a ajourné les élections des délégués mineurs jusqu'à une date à fixer par décret après la cessation des hostilités.

Dans la circulaire du 24 octobre 1919 notamment, je vous invitais à prendre toutes les dispositions matérielles nécessaires pour procéder aux élections des délégués-mineurs dès que serait intervenu le décret prévu par la loi du 20 mai 1916.

J'ai l'honneur de vous informer que ce décret a été pris à la date du 29 décembre 1919 et publié au *Journal officiel* du 4 janvier 1920.

Aux termes de ce décret, il devra être procédé à ces élections dans un délai de deux mois à dater du 1^{er} janvier 1920.

Je vous prie de prendre toutes mesures utiles à ce sujet, en vous conformant aux articles 134 et suivants du Livre II du Code du Travail.

En ce qui concerne spécialement l'organisation des opérations électorales, il y aura lieu de vous reporter aux instructions qui vous ont été données précédemment, notamment par les circulaires des 19 juillet 1890 et 8 juin 1901. Vous devrez veiller en particulier à ce que, dans les huit jours qui suivront l'arrêté par lequel vous aurez convoqué les électeurs d'une circonscription, la liste électorale soit préparée par l'exploitant et remise par lui, en trois exemplaires, au maire de chacune des communes sous lesquelles s'étend la circonscription.

Vous devrez également veiller à ce que l'affichage de cette liste soit assuré, d'une part, par le maire, d'autre part, par l'exploitant, dans les conditions prévues par les articles 138 et 139 du Livre II du Code du Travail.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire et de me tenir au courant des dispositions que vous aurez prises pour l'exécution du décret du 29 décembre 1919 précité.

CIRCULAIRE DU 8 JANVIER 1920. (1)

*Application aux délégués mineurs des dispositions de la loi du 25 février 1914.
Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs.*

Ainsi que les années précédentes, j'attire à nouveau votre attention sur l'intérêt que j'attache à l'exacte application aux délégués mineurs des dispositions de l'article 12 de la loi du 25 février 1914 qui a créé une Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs.

I. — En ce qui concerne l'exercice 1919, je vous prie de vérifier d'urgence si toutes les opérations prévues pour l'exécution des dispositions dont il s'agit ont bien été effectuées dans votre département; vous aurez en particulier à vous assurer si, *chaque mois*, et pour *chacun des délégués mineurs* de

(1) Adressée aux Préfets.

votre département, les mandats de paiement des indemnités dues à ces délégués comportent bien les majorations à la charge de l'État prévues par la loi, et si, d'autre part, des retenues égales au montant de ces majorations ont bien été opérées sur leurs indemnités au moment du paiement par le comptable du Trésor.

Pour que je puisse mettre éventuellement à votre disposition les crédits supplémentaires qui vous seraient nécessaires pour mandater, avant le 31 mars, la part de l'État prévue au § 6 de l'article 12 de la loi du 25 février 1914 (cf. article 30, avant-dernier paragraphe du règlement du 13 juillet 1914), vous voudrez bien m'indiquer, *avant le 1^{er} mars au plus tard*, les dépenses résultant de ce chef, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1919.

J'insiste à nouveau sur ce fait que seules les dépenses résultant de l'application du § 6 de l'article 12 de ladite loi peuvent faire l'objet d'une demande spéciale de crédits imputables sur le chapitre 19, article unique (Délégués-mineurs — Dépenses non-recouvrables sur les exploitants) du budget de mon Ministère pour l'exercice 1919. Pour l'application des autres dispositions de la loi du 25 février 1914 aux délégués mineurs, vous disposez, en effet, de crédits qui vous sont alloués sur le chapitre 18 (article 1^{er}) du budget de mon Ministère pour ledit exercice.

II. — En ce qui concerne l'exercice 1920, je vous rappelle que, aux termes de ma circulaire du 21 juin 1918, les versements propres des délégués mineurs et les contributions correspondantes à la charge de l'État doivent être effectués mois par mois. Pour vous permettre d'assurer le mandatement mensuel de la contribution de l'État, il est indispensable que vous ayez à votre disposition les crédits nécessaires.

Je vous prie donc de me faire connaître, *dès maintenant, pour l'exercice 1920*, le crédit provisionnel qui vous paraît nécessaire, en vue d'assurer, en 1920, la contribution de l'État correspondant aux versements complémentaires des délégués mineurs, par application du § 6 de l'article 12 de la loi du 25 février 1914.

Je mettrai aussitôt ce crédit provisionnel à votre disposition par ordonnance de délégation sur le chapitre 19, article unique, du budget de mon Ministère pour l'exercice 1920.

CIRCULAIRE DU 8 JANVIER 1920 (1).

Travail de nuit. — Équipes de 8 heures.

Au fur et à mesure de la mise en vigueur des règlements d'administration publique généralisant l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du Travail.

de huit heures (1), il m'a été signalé que des industriels avaient soumis au Service des projets d'organisation du travail par double équipe, avec début de la journée de la première équipe à 4 heures ou avec prolongation de la journée de la deuxième équipe jusqu'à 22 heures.

L'organisation de telles équipes, lorsqu'elles comprennent des enfants de moins de 18 ans et des femmes, tombe sous le coup des articles 20 et 21 du Livre II du Code du Travail qui interdit de faire travailler ce personnel entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

Mais, depuis le vote de la loi du 23 avril 1919, des accords intervenus entre organisations patronales et ouvrières au sujet de l'application de la journée de 8 heures ont prévu l'organisation du travail en deux postes, dont les limites extrêmes de travail sont 4 heures et 22 heures. Notamment, l'accord du 21 mai 1919 conclu entre l'Union des Industries métallurgiques et minières et la Fédération des ouvriers en métaux de France déclare dans son article VII :

« Les parties contractantes *sont d'accord* pour émettre le vœu que, par dérogation aux articles 20 et 21 du Code du Travail, le travail des enfants et des femmes soit autorisé de 5 heures du matin à 10 heures du soir ou de 4 heures du matin à 9 heures du soir quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de huit heures chacun.

« Elles estiment en outre que les enfants, ouvriers et apprentis, âgés de moins de dix-huit ans et les femmes qui seront employées à un travail effectif et continu d'au moins huit heures devront bénéficier d'un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une demi-heure ».

Conformément à ce vœu, il a été convenu, au cours des tractations auxquelles a donné lieu, entre l'Administration et les organisations patronales et ouvrières, l'élaboration des règlements d'administration publique relatifs à l'application de la journée de huit heures, que l'Administration saisisrait la première occasion de provoquer une modification en ce sens des articles 20 et 21 précités. Cette modification aurait pour effet d'autoriser le travail des enfants et des femmes de 5 heures à 22 heures ou de 4 heures à 21 heures, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de 8 heures chacun. Il serait d'ailleurs entendu que les enfants et les femmes employés à un travail effectif et continu d'au moins 8 heures devront bénéficier d'un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une demi-heure.

En conséquence, le Service de l'Inspection du travail est autorisé à admettre provisoirement l'organisation de deux équipes dans les limites et sous les conditions que je viens d'indiquer.

Le Service devra noter les autorisations ainsi accordées, de façon à se trouver en mesure de m'en rendre compte par un rapport d'ensemble qui lui sera ultérieurement demandé.

(1) Voir Bulletin 1919, page 237.

CIRCULAIRE DU 22 JANVIER 1920 (1).

Statistiques annuelles, 1919.

Les Inspecteurs du travail n'auront pas à fournir, pour l'année 1919, de même que pour les années 1914, 1915, 1916, 1917 et 1918, de rapport annuel. Ces rapports sont d'ailleurs remplacés, dans une certaine mesure, par les rapports périodiques fournis par les Inspecteurs sur l'activité économique de leurs sections.

J'estime, cependant, qu'il est utile de remplir pour l'année 1919 ceux des états habituels de la statistique annuelle, qui conserveront un intérêt et dont l'établissement ne nécessitera pas de bien longues recherches.

Ces états seront les mêmes que ceux qui vous ont été demandés pour 1917, 1918, c'est-à-dire les suivants :

État n° 3 : Visites effectuées par le Service d'Inspection.

État n° 4 bis : Statistique des établissements soumis aux articles 33 et suivants du Livre 1^{er} du Code du Travail (Salaire des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement).

État n° 13 : Suite donnée aux procès-verbaux dressés.

État n° 14 : Nature des contraventions visées dans les procès-verbaux dressés.

État n° 15 : Relevé, par catégories professionnelles, des procès-verbaux dressés et des contraventions relevées.

État n° 16 : Application des règlements concernant l'hygiène et la sécurité.

État n° 17 : Statistique des accidents.

Je vous prie, en conséquence de dresser les sept états statistiques ci-dessus et de me les faire parvenir dès qu'ils auront été établis et le 1^{er} mars au plus tard.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire dont je vous adresse ci-joint le nombre d'exemplaires nécessaires aux Inspecteurs départementaux placés sous vos ordres.

J'adresserai très prochainement aux Inspecteurs départementaux ainsi qu'à vous-même les états nécessaires à l'établissement des statistiques dont il s'agit.

Je vous prie de prendre note toutefois qu'à partir de l'année prochaine on devra reprendre la confection des rapports annuels et l'établissement des statistiques normales; il y aura donc lieu, pour les Inspecteurs, au cours de l'année 1920, de prendre toutes précautions utiles pour se trouver en mesure, à la fin de l'année, de faire leurs rapports et de remplir leurs états.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du Travail.

CIRCULAIRE DU 26 JANVIER 1920 (1).

Assurance-accidents délégués-mineurs. — Loi du 13 décembre 1912.

J'ai l'honneur de vous rappeler qu'aux termes de l'article 4 de la police d'assurance que vous avez dû souscrire auprès de la Caisse nationale d'assurance en cas d'accident, en exécution de l'article 3 de la loi du 13 décembre 1912, pour les délégués-mineurs de votre département, vous êtes tenu d'adresser chaque année à la Direction générale de la Caisse des dépôts et consignations, sans avis préalable, *et avant le 31 mars*, les pièces administratives nécessaires pour le calcul de la prime afférente à l'année écoulée.

J'appelle à nouveau votre attention sur la nécessité de hâter, chaque année, l'envoi des documents mentionnés à l'article 4 de la police dont il s'agit. Les règles de la comptabilité publique interdisent, en effet, d'engager une dépense se rapportant à une année déterminée après le 31 mars de l'année suivante. Or, il est évident que si les pièces nécessaires pour la détermination de la prime ne sont pas envoyées à la Caisse des dépôts et consignations avant le 31 mars, il me sera impossible d'ordonnancer les dépenses correspondant à ces primes dans les délais réglementaires.

Je viens donc vous recommander à nouveau de prendre les mesures nécessaires pour que les pièces prévues à l'article 4 de la police d'assurance en ce qui concerne l'année 1919 parviennent à la Direction générale de la Caisse des dépôts et consignations, *le 25 février prochain au plus tard et pour que je sois avisé de cet envoi.*

D'un autre côté, vous voudrez bien, conformément aux instructions ci-dessus, me faire parvenir, avant cette même date du 25 février, un état indiquant le montant des dépenses effectuées pour le paiement des indemnités d'incapacité temporaire et le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques dans les conditions déterminées par les circulaires de mon département en date des 16 mars et 10 septembre 1913.

CIRCULAIRE DU 31 JANVIER 1920 (1).

Récupération des interruptions collectives de travail en raison de jours fériés légaux, inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux.

Les règlements d'administration publique intervenus jusqu'à ce jour pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures (2) dispo-

(1) Adressée aux Préfets.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du Travail.

(2) Voir Bulletin 1919, page 237.

sont dans leur article 3 « qu'en cas d'interruption collective de travail un autre jour que celui du repos hebdomadaire, en raison de jours fériés légaux, inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux, la récupération des heures de travail perdues pourra être autorisée par l'Inspecteur départemental du travail, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

La mise en application de ces dispositions pouvant donner lieu à certaines hésitations d'interprétation, j'ai l'honneur de vous adresser les instructions qui suivent :

Tout d'abord, il convient d'observer que l'autorisation à donner par l'Inspecteur départemental du travail n'est pas forcément limitée à un jour férié déterminé, quelle peut intervenir chaque année pour autoriser la récupération des jours fériés nommément désignés ; qu'elle peut même autoriser cette récupération jusqu'à nouvel ordre sans qu'il soit besoin, chaque année, d'une autorisation spéciale.

Il est bien évident que ce système ne peut jouer que lorsqu'il s'agit de jours fériés, fêtes locales et autres événements locaux pouvant être prévus à l'avance. Quand il s'agit d'événements locaux imprévus, il faut une autorisation spéciale portant sur cet événement même.

Les règlements n'imposent pas d'ailleurs de délai pour la récupération des heures de travail perdues ; celle-ci pourra donc avoir lieu, dans le cas d'autorisations annuelles ou à durée indéterminée et sous réserve évidemment des formalités de contrôle prévues à l'article 3 *in fine*, à telle ou telle époque de l'année, selon les nécessités de l'industrie.

D'autre part, aux termes de la disposition précitée, l'autorisation de récupérer pourra être donnée « après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées ».

Lorsqu'il existe des organisations patronales et ouvrières locales, ce sont ces organisations qui doivent être consultées par l'Inspecteur départemental. S'il n'en existe point, l'Inspecteur pourra rechercher, dans la mesure du possible, l'opinion du personnel intéressé avant de statuer.

Il y a lieu de remarquer que le règlement prévoit une « consultation », et que, par suite, l'avis des organisations patronales et ouvrières ne lie pas l'Inspecteur départemental. Mais il va de soi que le Service devra s'efforcer de réaliser un accord entre les deux parties afin d'éviter que la mise à exécution de l'autorisation ne soulève une opposition susceptible de la mettre en échec.

La question s'est posée de savoir si les heures récupérées devaient être considérées comme heures supplémentaires et payées en conséquence. Il y a lieu d'observer qu'aux termes des règlements en vigueur, seules doivent être obligatoirement considérées comme telles les heures effectuées pour faire face aux surcroîts extraordinaires de travail. Si les deux parties sont toutefois d'accord pour gratifier les heures récupérées, le service ne peut s'y opposer, mais il n'a pas à sanctionner cet accord et il ne saurait subordonner à son observation le bénéfice de l'autorisation.

Dans les cas douteux, l'Inspecteur départemental en référera à son inspecteur divisionnaire qui pourra lui même en référer à l'Administration centrale,

laquelle examinera s'il y a lieu de consulter les organisations centrales patronales et ouvrières.

De toutes façons, les autorisations ainsi accordées par l'Inspecteur départemental devront être portées à la connaissance du Divisionnaire.

CIRCULAIRE DU 3 FÉVRIER 1920 (1).

Enquête sur l'activité économique. — Janvier 1920.

Depuis le début des hostilités, le Service de l'Inspection du travail a procédé, tous les trois mois d'abord, puis tous les six mois, à une enquête sur l'activité industrielle et commerciale.

Ces enquêtes ont fourni des renseignements intéressants et utiles, et il importe de les continuer. Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien dresser une nouvelle statistique qui portera :

a) Sur les établissements que le Service aura visités du 1^{er} janvier au 31 janvier 1920 ;

b) Sur les autres établissements sur lesquels il aura pu, pour la même époque, recueillir, par d'autres moyens que la visite, les renseignements demandés.

Le tableau statistique devra être dressé d'après le cadre ci-joint.

Comme précédemment, ce tableau statistique devra être complété par un rapport expliquant les fluctuations importantes constatées depuis la dernière enquête.

CIRCULAIRE DU 16 FÉVRIER 1920 (2).

Application de la loi du 24 juin 1919 relative à la durée du travail dans les mines.

La loi du 24 juin 1919 qui a été publiée au *Journal officiel* du 25 juin, à la page 6522 (3) a modifié profondément la réglementation de la durée du travail dans les travaux souterrains des mines, instituée par la loi du 31 décembre 1913, notamment en ce qui concerne le champ d'application de la loi, le mode de calcul de la durée du travail et les dérogations.

Champ d'application.

a) *Exploitations soumises.* — La réglementation nouvelle est beaucoup plus générale que celle instituée par la loi du 31 décembre 1913. Alors que cette dernière loi ne s'appliquait qu'aux travaux souterrains des mines

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du Travail.

(2) Adressée aux ingénieurs en chef des Mines.

(3) Voir *Bulletin* 1919, page 240.

de combustibles, celle du 24 juin 1919 s'étend à toutes les mines de substances concédées sans exception, quelle que soit leur nature, aussi bien aux mines métalliques, de sel ou de pétrole, qu'aux mines de combustibles. Les minières, les carrières et les recherches de mines sont également comprises dans les exploitations soumises aux conditions qu'elle édicte.

D'autre part, alors que l'ancienne législation ne prévoyait rien à cet égard, la loi du 24 juin 1919 stipule expressément que les ouvriers et employés occupés dans les travaux de recherches de mines sont assujettis à ses dispositions, *quel que soit leur nombre*. L'article 9 tel qu'il avait été présenté à l'origine par MM. Durafour et ses collègues signataires de la proposition de loi primitive, imposait comme condition d'assujettissement à la loi que les travaux de recherches de mines occupent plus de dix ouvriers au fond. En supprimant cette condition *sine qua non* le législateur a nettement marqué sa volonté de rendre la loi applicable à tous les travaux souterrains de recherches de mines, sans exception. (Rapport Drivet, Chambre des députés, session de 1919, n° 6206, annexe au procès-verbal de la séance du 27 mai 1919.)

La proposition primitive ne comprenait que les mines et les « ardoisières ». Il a paru que tous les travaux souterrains devaient être régis par la nouvelle loi. En conséquence, le texte fut modifié de façon que la réglementation nouvelle soit applicable à toutes les carrières, quelle qu'en soit la nature, dans lesquelles sont poursuivis des travaux souterrains. Les travaux préparatoires et le texte de la loi ne laissent aucun doute à ce sujet.

b) *Personnel*. — Malgré la généralité de l'article 9 qui comprend à la fois les ouvriers et les employés, aussi bien de l'intérieur que ceux occupés à l'extérieur des exploitations, il y a lieu de faire une distinction entre les ouvriers et employés du jour et ceux du fond.

D'une part, en effet, ainsi qu'a tenu à le préciser le rapporteur de la loi du Sénat, M. Colin, dans son rapport à la page 3 (1) et, d'autre part, à deux reprises différentes à la tribune du Sénat [*Journal officiel* des 18 juin, page 922 (1) et 25 juin, page 1001 (2)], la réglementation établie par les articles

(1) « L'incidente « tant pour les ouvriers du fond que pour ceux employés à l'extérieur de l'exploitation » ne cadre ni avec le but même de la loi ni avec le contexte de l'article ni avec toute la réglementation de la loi. Votre Commission vous propose de la supprimer. La portée de la loi sera ainsi nettement délimitée. Elle vise les ouvriers du fond. Si nous prenons l'effectif général des ouvriers qui, en mars 1919, sont employés à l'exploitation des mines de houille, soit 152,849, on en compte 90,918 qui travaillent au fond et 55,131 qui travaillent au jour, c'est-à-dire à l'extérieur de la mine. Pour ces derniers, ce sont les dispositions du droit commun qui s'appliquent (loi générale de huit heures de travail). Les textes du projet actuel visent seulement les 97,918 travailleurs du fond ». (Rapport de M. Colin, Sénat, année 1919, n° 263, pages 2-3. Compte rendu de la séance du Sénat du 17 juin 1919, *Journal officiel* du 18 juin, page 922, colonne 2).

(2) « Vous avez dans les textes qui vous sont proposés, un article 9 qui est commun aux ouvriers du fond et aux ouvriers de la surface qui travaillent dans les mines. Mais il est bien certain que la réglementation applicable aux ouvriers de la surface est la loi générale de huit heures. » (Compte rendu de la séance du Sénat du 24 juin 1919, *Journal officiel* du 25 juin, page 1001, colonne 1).

10 et suivants ne vise que les ouvriers du fond. Il est donc entendu, par conséquent, que la réglementation applicable aux ouvriers et employés de la surface est celle prévue par la loi générale du 23 avril 1919. Il y a lieu, cependant, de remarquer que l'article 9 fixe à huit heures au maximum la durée de la journée de travail, et qu'il ne prévoit aucun mode de calcul dans la semaine ou dans toute autre période. Dans ces conditions, le 1^{er} et le 2^o de l'article 8 de la loi du 23 avril 1919 concernant la répartition des heures de travail ne sont pas applicables au personnel du jour.

Ceci posé, la loi s'applique à tous les ouvriers du fond sans exception, qu'il s'agisse des ouvriers mineurs proprement dits qui font l'extraction ou qu'il s'agisse des boiseurs, conducteurs de chevaux, palefreniers, encageurs, rouleurs, boute-feux, etc.

Il y a lieu de préciser, par contre, que le personnel de contrôle et de surveillance reste en dehors de la réglementation nouvelle instituée par la loi du 24 juin 1919. Le rapporteur au Sénat, M. Maurice Colin, s'exprimait ainsi à leur sujet au cours de la séance du 24 juin (*Journal officiel* du 25 juin, page 1001) : « D'autre part, et cela est bien certain, le détail de la réglementation qui est contenu dans le projet du Gouvernement ne s'applique pas et ne peut pas s'appliquer au personnel de contrôle et de surveillance, c'est-à-dire à ceux que, suivant les mines, on appelle les porions ou des maîtres-mineurs — et ce que nous disons des porions et des maîtres-mineurs s'applique *a fortiori* aux sous-ingénieurs et aux ingénieurs... Il est donc nécessaire que ce personnel de surveillance et de contrôle reste en dehors des dispositions de la loi. »

Calcul de la durée du travail.

La journée de travail ne peut excéder huit heures et sa durée est calculée non pas individuellement mais, pour chaque poste et pour chaque catégorie d'ouvriers, depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des *premiers ouvriers descendant jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontant*.

La loi nouvelle apporte donc une modification importante à la réglementation antérieure établie par la loi du 31 décembre 1913 qui disposait que la durée du travail était calculée depuis l'heure de l'entrée dans le puits des *derniers ouvriers descendant jusqu'à l'heure de l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontant*. Ainsi le temps nécessaire à la descente et à la remonte pour chaque poste et pour chaque catégorie d'ouvriers était exclu des huit heures et se surajoutait à la durée du travail.

Désormais, il en sera tout autrement et, dans la durée légale de la journée de travail sera même compris le temps nécessaire au « casse-croute » et « au briquet » que le mineur prend au cours de son travail.

J'appelle enfin votre attention sur l'expression *pour chaque poste et pour chaque catégorie d'ouvriers* déjà employée par la loi du 31 décembre 1913 et qui est reproduite par l'article 10 de la loi actuelle. Ainsi que le remarquait M. Durafour dans le rapport qu'il a présenté à la Chambre le 22 février 1912 sur la loi précitée du 31 décembre 1913, cette expression laisse toute lati-

tude aux exploitants d'accommoder leur horaire aux nécessités de leurs exploitations.

J'estime, néanmoins, d'accord avec le Conseil général des Mines, que les termes employés par le législateur ne permettent pas de fractionner pour le calcul des huit heures une opération continue et ininterrompue de descente ou de remonte par équipes affectées à différents quartiers de la mine sauf circonstances tout à fait exceptionnelles telles que, par exemple, l'existence de deux champs d'exploitation réalisant en fait deux mines distinctes desservies par un seul puits pour la circulation du personnel.

De même, les catégories d'ouvriers visées par la loi ne peuvent être que des catégories résultant soit de la spécialité professionnelle des ouvriers qui conduit l'exploitant à faire descendre et, par suite, remonter les ouvriers d'une spécialité déterminée à des heures nettement différentes de celles qui régissent le reste du personnel, soit, encore, de circonstances spéciales telles que l'éloignement des corons ou toute autre cause analogue nécessitant l'adoption d'heures spéciales de descente et de remonte pour certains groupes d'ouvriers qui constituent ainsi une catégorie à part.

Enfin, la distinction par catégories doit être absolument effective de telle sorte qu'aucun ouvrier d'une catégorie ne puisse descendre ou remonter pendant la période réglementaire affectée par les horaires à une autre catégorie.

La législation nouvelle apporte également une modification sensible à la réglementation ancienne concernant les mines où l'entrée a lieu par galeries. Désormais la durée du travail doit être calculée depuis l'arrivée à l'entrée de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point, au lieu d'être calculée depuis l'arrivée au fond de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point. D'autre part, les dispositions spéciales édictées au cas où la galerie d'accès a plus de 1,200 mètres sont supprimées.

J'attire votre attention sur ce point. Dans quelques exploitations, en pays de montagne, l'entrée dans la mine peut se faire à la fois par un puits et par une galerie creusée à flanc de coteau qui aboutit à une recette souterraine du puits. Les ouvriers arrivent ainsi par la galerie et prennent les cages du puits à sa recette souterraine évitant ainsi le parcours parfois long et toujours pénible en montagne, que comporterait l'entrée dans la mine par la recette supérieure du puits.

J'estime que dans ce cas particulier on peut considérer cette galerie comme une route en tunnel conduisant à la mine et admettre dès lors que la durée du travail doit être comptée depuis l'heure réglementaire de l'entrée des ouvriers dans le puits et non pas depuis l'heure d'arrivée à l'entrée de la galerie.

Dérogations.

La durée de huit heures est un maximum qui ne saurait donc être dépassé pour les ouvriers du fond, sauf le cas de dérogation; mais par contre, les articles 9 et 10 ne font pas d'obstacles aux conventions ou aux usages équivalant à des conventions qui, dans certaines exploitations ont fixé pour durée normale une durée inférieure à celle fixée par la loi nouvelle.

L'article 11 nouveau qui réglemente ce point, n'est que la reproduction textuelle de l'ancien article 9 d du Livre II du Code du travail, tel qu'il avait été ajouté par la loi du 31 décembre 1913.

Par contre, toutes les dérogations prévues par l'article 12 pour le cas d'accident ou pour un motif de sécurité, par l'article 12 a, soit pour des nécessités occasionnelles, soit pour le maintien de certains usages locaux, et enfin par l'article 12 b, et accordées par le Gouvernement, pour remédier à une crise exceptionnelle due à la pénurie de combustible, ou pour le cas de défense nationale, sont supprimées.

L'intérêt du pays pouvant exiger néanmoins une surproduction de combustibles, l'article 13 permet cependant de prolonger au delà de huit heures la durée de la journée de travail dans deux cas nettement déterminés, en cas de guerre ou de tension extérieure, c'est-à-dire dans la période de paix très courte qui précède généralement la déclaration d'un conflit imminent.

Ces dérogations ne pourront en aucun cas jouer en période normale du temps de paix et elles ne peuvent être décidées que par le Ministre seul et sous sa responsabilité. Les pouvoirs des Ingénieurs en Chef des Mines et les facilités accordées aux exploitants à ce point de vue sont supprimés.

Salaires.

L'article 3 de la loi du 24 juin 1919, stipule qu'en aucun cas les salaires de toutes catégories et les primes payées en suite de l'application de ses dispositions ne pourront être inférieurs aux salaires et primes payés au jour de sa promulgation.

Une disposition analogue avait déjà été insérée dans la loi de 23 avril 1919.

Le Parlement a ainsi confirmé sa volonté très nette que le salaire journalier ne soit pas diminué lorsque les heures de travail seraient réduites au maximum fixé par la loi et qu'ainsi les ouvriers gagnent, dans la journée normale de travail, au moins autant que dans la période normale antérieure.

Dispositions spéciales.

L'article 12 prévoit qu'un règlement d'administration publique fixera les conditions de travail pour les travaux continus sans que la durée de présence de chaque ouvrier, calculée ainsi qu'il a été dit à l'article 10, puisse excéder quarante-huit heures par semaine. Le même article précise expressément que le nombre des ouvriers visés par les consignes spéciales qui découleront du règlement dont il s'agit ne pourra en aucun cas dépasser 5 p. 100 du nombre des ouvriers employés dans l'exploitation.

Délai d'application.

Le projet primitif de M. Durafour prévoyait que la loi serait appliquée deux mois après sa promulgation : la Chambre adopta ensuite la date du 16 juin qui fut consacrée par l'article 6 également adopté par le Sénat.

Cet article fut supprimé lors de la deuxième délibération à la Chambre des Députés et ne fut pas rétabli par le Sénat.

La loi ne contenant dès lors aucune disposition spéciale relative au délai dans lequel elle doit entrer en application, les règles habituelles édictées par l'article 1^{er} du Code civil doivent être suivies.

En ce qui concerne toutefois les travaux continus visés par l'article 12, il y aura lieu d'attendre la publication du règlement d'administration publique prévu par la loi.

Contrôle.

La surveillance de l'application des articles 9 à 13 nouveaux a été confiée aux délégués mineurs, et, en vue de rendre le contrôle de ces derniers aussi efficace que possible, il a été ajouté à l'article 155 du Livre II du Code du Travail une disposition sur laquelle j'appelle votre attention et aux termes de laquelle les journées employées par les délégués mineurs à la surveillance des articles 9 à 13 précités, ne sont pas comprises dans le maximum des jours fixés chaque année par le Préfet, que le délégué doit employer à ses visites.

L'alinéa final du même article 155 a été en conséquence modifié et mis en harmonie par l'introduction des mots « soit pour la surveillance de l'application des articles 9 à 13 » après ceux « soit à la suite d'accidents » pour permettre ainsi le paiement aux délégués mineurs des visites supplémentaires qu'ils ont faites en application de la loi nouvelle.

Il demeure d'ailleurs bien entendu que cette disposition spéciale ne déroge en rien à l'article 95 du Livre II du Code du Travail, qui a confié aux Ingénieurs et Contrôleurs des Mines, en ce qui concerne l'exploitation des mines, minières et carrières, les attributions des Inspecteurs du Travail. Ces agents devront donc tenir la main à la stricte application de la loi.

J'ajoute enfin que des instructions spéciales vous seront prochainement adressées qui fixeront le mode de calcul des indemnités à allouer aux délégués mineurs au titre des dispositions précitées de la loi du 24 juin 1919.

CIRCULAIRE DU 17 FÉVRIER 1920 (1).

Loi du 10 juillet 1915. — Salaire des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement. — Révision des décisions des Comités de salaires et d'expertise.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte d'une circulaire (2) adressée aux Préfets et qui appelle notamment leur attention sur l'opportunité qu'il

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du Travail.

(2) Voir ci-après page 229.

pourrait y avoir à ce que les Comités de salaires procèdent à la révision de leurs décisions sans attendre le terme du délai de trois ans prévu par la loi pour la révision obligatoire de ces décisions.

Vous voudrez bien examiner cette question pour les départements de votre circonscription et vous mettre en rapport, le cas échéant, avec les administrations préfectorales pour leur donner les indications utiles.

CIRCULAIRE DU 17 FÉVRIER 1920 (1).

Loi du 10 juillet 1915. — Salaire des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement. — Réunion des comités de salaires et d'expertise.

Par circulaire du 24 février 1919 (2), mon prédécesseur vous a adressé des instructions en vue du renouvellement des membres des comités de salaires institués en exécution de la loi du 10 juillet 1915 (3) [salaire des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement. Article 37^e et suivants du Livre I du Code du Travail] et en vue de la révision des décisions de ces comités dans le délai de trois ans légalement fixé (art. 33).

Dans le cours de l'année 1919 devaient être obligatoirement révisées les décisions des comités de salaires remontant aux années 1915 et 1916.

A l'heure actuelle, pour un certain nombre de départements dont les dernières décisions du Comité de salaires connues de mon Administration datent de 1915 et 1916, je n'ai pas encore été avisé que cette révision ait été effectuée.

J'attire à nouveau votre attention sur l'intérêt qu'il y a à ce que le Comité de salaires de votre département soit appelé d'urgence à procéder à cette révision si ces dernières décisions ont été prises antérieurement à l'année 1917.

Il importerait même que, sans attendre le délai de trois ans prévu par la loi pour la révision obligatoire des salaires minima, ce Comité soit invité, si ses dernières décisions remontent à un certain temps, à se réunir pour examiner l'opportunité d'établissement de nouveaux taux de salaires minima.

En effet, du fait des modifications intervenues dans les conditions économiques depuis l'application de la loi du 10 juillet 1915, beaucoup de salaires minima non révisés établis notamment en 1917 et 1918 par les comités de salaires ne paraissent plus en corrélation avec les taux actuels des salaires des ouvrières en ateliers ou à leur défaut avec les taux des salaires de la jour-

(1) Adressée aux Préfets.

(2) Voir *Bulletin* 1919, page 394.

(3) Voir *Bulletin* 1915, page 1.

nalière dans la région, d'après lesquels doivent être déterminés ces salaires minima des ouvrières à domicile.

Un certain nombre de comités de salaires ont déjà modifié leurs décisions ; les nouveaux salaires fixés fin 1919 marquent une différence très sensible avec ceux précédemment établis. Il importe donc que les retards apportés à la revision du salaire minimum dans certains départements ne créent pas entre les départements des différences de traitement qui pourraient amener des déplacements de travail et aussi des répercussions graves sur la situation des ouvrières et des fabricants eux-mêmes.

Il vous appartient, si votre département se trouve dans la situation visée, d'examiner attentivement cette question et de provoquer la revision du Comité de salaires.

Vous trouverez ci-joint, à toutes fins utiles, un tableau indiquant, pour les seules industries de la lingerie et de la confection, les dernières décisions prises en 1919 par un certain nombre de comités de salaires.

Vous voudrez bien, le cas échéant, communiquer ce tableau au Comité de salaires qui pourrait le consulter utilement en vue de la revision de ses décisions.

J'attacherais du prix à être tenu sans retard au courant de la suite donnée par votre administration aux présentes instructions.

CIRCULAIRE DU 17 FÉVRIER 1920 (1).

Journée de huit heures. — Chaussures en gros.

Décret du 19 novembre 1919, article premier.

L'article 1^{er} du décret du 19 novembre 1919 (2) portant règlement d'Administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication des chaussures en gros dispose :

« Les dispositions du présent décret sont applicables dans tous les établissements ou parties d'établissement où s'exerce la fabrication de chaussures en gros, y compris toutes les opérations se rattachant à cette fabrication (fabrication, piqure de tiges, fabrication de talons en cuir, découpage de cuir pour chaussures, cambrure), et dans les usines de réparation de chaussures. »

Le domaine d'application du décret a donc été posé par cet article d'une façon très générale. Aussi, en l'absence d'une énumération précise et limitative des diverses industries de la chaussure, visées par ce règlement, la

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du Travail.

(2) Voir *Bulletin* 1919, p. 295.

question m'a été soumise de savoir si l'article 1^{er} ci-dessus énoncé concernait la fabrication de chaussures en tous genres (par exemple : fabrication de galoches, espadrilles, chaussures de feutre, pantoufles), quelle que soit la matière principale mise en œuvre pour leur confection : cuir, étoffes, caoutchouc.

J'ai cru devoir consulter à ce sujet les organisations patronale et ouvrière des industries de la fabrication des chaussures en gros, savoir : d'une part, le Syndicat général (patronal) de l'Industrie de la Chaussure de France et, d'autre part, la Fédération nationale (ouvrière) des cuirs et peaux et parties s'y rattachant. Ces organisations m'ayant fait parvenir des avis divergents, je me propose, afin de prendre une décision en toute connaissance de cause, de soumettre la question à l'examen d'une Commission mixte spéciale, groupant les représentants des organisations patronales et ouvrières des industries intéressées.

En conséquence, j'invite le Service de l'Inspection, jusqu'à nouvel ordre, à ne pas exercer le contrôle de l'application du décret du 19 novembre 1919 dans les établissements où s'exerce la fabrication des spécialités de la chaussure, mettant en œuvre, à titre principal, d'autres matières premières que le cuir : galoches, sandales, espadrilles, chausses de feutre, pantoufles, etc.

CIRCULAIRE DU 20 FÉVRIER 1920 (1).

*Journée de huit heures. — Règlements d'administration publique.
Déroptions temporaires et récupérations d'interruptions collectives de travail.*

Il résulte de renseignements qui me sont parvenus que certains syndicats ouvriers auraient déclaré, concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 (2), vouloir s'en tenir à la stricte observation de la journée de huit heures. Ces syndicats auraient en conséquence invité leurs adhérents à refuser d'effectuer les heures supplémentaires que l'article 6, § 3, des divers règlements d'administration publique prévus par ladite loi, a mises à la disposition des chefs d'établissement pour leur permettre de faire face à des surcroûts extraordinaires de travail.

De même, en ce qui concerne les heures de travail qui, comme il est prévu à l'article 3 des règlements précités, peuvent être effectuées en récupération du chômage résultant des jours fériés de l'année, des syndicats auraient manifesté une semblable opposition dans le cas où, après les avoir consultés et n'estimant pas suffisants les motifs invoqués par eux contre cette récupération, le Service de l'Inspection du travail aurait jugé opportun d'accorder l'autorisation de récupérer sollicitée.

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir *Bulletin* 1919, page 237.

Je crois inutile d'insister sur les conséquences extrêmement regrettables qu'entraînerait un pareil état d'esprit, qui est de nature à mettre obstacle à toute intensification de production, si nécessaire pourtant dans les circonstances économiques actuelles.

Toutes les fois donc qu'il se trouvera en présence d'une telle opposition de principe de la part des organisations ouvrières, il convient que le Service de l'Inspection du travail attire de la manière la plus pressante leur attention sur la situation économique présente et, pour ce motif, les engage à donner leur adhésion à l'utilisation des dérogations temporaires à la journée de huit heures, ainsi qu'à la récupération des interruptions collectives de travail.

Les Inspecteurs pourront également faire observer que le crédit maximum des heures supplémentaires inscrit à l'article 6, § 3, des décrets n'a été arrêté, lors de l'élaboration de ces décrets, qu'après avoir fait l'objet d'un sérieux examen devant des Commissions mixtes où se trouvaient représentés les groupements ouvriers de l'industrie intéressée.

Au surplus, ces syndicats devront bien reconnaître, semble-t-il, que l'intérêt même des employeurs est de n'exiger de surcroît de travail que pour répondre à des nécessités réelles de production. Par application du principe énoncé à l'article 8 des règlements, le salaire de ces heures supplémentaires est, en effet, susceptible de majoration s'il existe des usages en vigueur dans la corporation et la région pour la rétribution des heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

Enfin, il appartiendra au Service de faire discrètement observer aux organisations ouvrières hostiles à ces dérogations et récupérations, combien cette attitude est inopportune, alors que le principe de la journée de huit heures se trouve combattu pour le motif qu'il serait un facteur de diminution du rendement. Les conséquences de leurs déterminations pourraient, en effet, être invoquées comme une confirmation de cet argument; il est au contraire de l'intérêt même des organisations ouvrières de démontrer, par la loyale application des dispositions réglementaires, que le jeu de celles-ci permet de rétablir l'équilibre de la production.

CIRCULAIRE DU 21 FÉVRIER 1920 (1).

Décret du 10 février 1920. — Restriction de la consommation d'électricité.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-après le texte du décret du 10 février 1920 (2) réglementant la restriction de la consommation d'électricité.

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 146.

J'attire plus spécialement votre attention sur les dispositions suivantes dudit décret :

L'article 4 prévoit que, dans les commissions de contrôle, en matière de répartition de force motrice, l'inspecteur départemental du travail assistera l'ingénieur en chef du contrôle des distributions d'énergie électrique. Le même article précise que le Service de l'Inspection du travail consultera les syndicats patronaux et ouvriers sur les projets de répartition de force motrice.

L'article 5 dispose que la commission de contrôle devra s'efforcer de chercher une organisation du travail dans les usines où est employée la force motrice pour réduire ou supprimer, selon les circonstances : d'une part, le creux de la consommation de midi; d'autre part, la consommation de l'énergie coïncidant avec la pointe du soir.

Je vous adresse un nombre suffisant d'exemplaires de la présente circulaire pour les inspecteurs placés sous vos ordres.

CIRCULAIRE DU 26 FÉVRIER 1920 (1).

Statistique des cas de charbon professionnel.

Aux termes d'une circulaire du 20 juillet 1910, insérée au *Bulletin de l'Inspection* (année 1910, p. 135), les Inspecteurs divisionnaires du travail, avant la guerre, devaient communiquer en fin d'année, sur un état spécial, les résultats des enquêtes auxquelles il avait été procédé par le service sur les cas de charbon professionnel.

J'ai l'honneur de vous informer que si, du fait de la guerre, ces dispositions furent un peu perdues de vue, il y aura lieu, pour les Inspecteurs, de reprendre sur ce point, à partir de cette année, la pratique d'avant guerre et de prendre, dès maintenant, toutes précautions utiles pour être en mesure de fournir les renseignements demandés par la circulaire précitée.

J'ajoute que j'attacherais du prix à recevoir les renseignements que votre service a pu recueillir pour les années 1914 à 1919 inclus.

CIRCULAIRE DU 3 MARS 1920 (2).

Revision éventuelle des bordereaux de salaires payés aux ouvriers mineurs.

Dans plusieurs bassins, les syndicats d'ouvriers mineurs ont demandé la revision des bordereaux actuels de salaires en s'appuyant, d'une part, sur le

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Adressée aux Préfets.

renchérissement de la vie survenu depuis l'époque à laquelle ils ont été établis, d'autre part, sur les charges nouvelles dont viennent d'être grevés les budgets ouvriers ou qui sont dès maintenant envisagées : relèvement du prix du pain, des tarifs de chemins de fer et des autres entreprises de transports en commun, des taxes postales, des impôts, etc.

On ne saurait se dissimuler la valeur de ces motifs, et, puisqu'ils sont de nature à justifier une révision des bordereaux de salaires, il y a lieu d'examiner sans retard la question, sans attendre même que ces réclamations se produisent dans les bassins où il n'en a pas encore été formulé. Il y a tout avantage à ce que les discussions qui s'engageront à ce sujet entre patrons et ouvriers ne soient pas brusquées, qu'elles ne se poursuivent pas dans une atmosphère d'agitation et de conflit. Il faut, au contraire, qu'elles contribuent, en rapprochant employeurs et employés, à maintenir la paix sociale au lieu de la troubler.

La procédure qui a servi à l'établissement des bordereaux actuels devra également être utilisée pour leur révision. Je vous rappelle que, d'accord avec le Comité central des houillères de France et la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol, cette mission a été dévolue à des commissions mixtes régionales et locales, dont le fonctionnement a fait l'objet de la circulaire des Ministres du Travail et de l'Armement du 24 septembre 1918. Ces commissions ont d'ailleurs été appelées ultérieurement à réviser les bordereaux déjà établis, notamment pour l'application de la sentence arbitrale des Ministres du Travail et de la Reconstitution industrielle du 9 juillet 1919.

Nous n'avons rien à ajouter à cette circulaire, qui vous laissait d'ailleurs toute liberté pour adapter aux conditions régionales ou locales les principes qu'elle posait. Vous devrez donc vous inspirer des errements suivis précédemment pour le fonctionnement de ces commissions en ce qui concerne les exploitations minières de votre département. Il est probable que bon nombre des commissions actuelles pourront rester en fonctions et continuer leurs travaux. Il n'y aura lieu de procéder au renouvellement de ces commissions que lorsque ce renouvellement apparaîtra absolument nécessaire en raison des circonstances locales.

En ce qui concerne l'objet des travaux mêmes des commissions, c'est-à-dire l'établissement de nouvelles bases de salaires, nous croyons devoir toutefois appeler votre attention sur les considérations ci-après :

Dans les réclamations formulées jusqu'ici, les salaires demandés par les organisations ouvrières sont établis soit en fonction du coût de la vie, soit de l'augmentation du prix du charbon.

Coût de la vie. — En ce qui concerne ce point, deux questions se posent : Comment doit-on mesurer l'accroissement du coût de la vie ?

Dans quelle mesure cet accroissement justifie-t-il l'augmentation des salaires ?

Pour apprécier l'accroissement du coût de la vie, il ne suffit pas de faire la moyenne arithmétique des prix d'un certain nombre de denrées à une époque déterminée et de la comparer à la même moyenne à une époque pos-

tériëure. Il faut encore faire intervenir la proportion dans laquelle ces denrées entrent dans la consommation normale de l'ouvrier et de sa famille.

A cet égard, vous trouverez ci-joint, à titre d'exemple, un tableau établi par la Statistique générale de la France et donnant les indices caractérisant les variations de prix de treize denrées pour la France entière et par régions depuis le début de la guerre jusqu'à la fin de l'année 1919.

Comme vous le remarquerez, les prix de ces denrées ont été rapportés aux quantités admises généralement pour la consommation annuelle pour une famille de quatre personnes. Quant aux prix, ils ont été empruntés, quelle que soit l'époque, à une même source, aux états fournis périodiquement par les maires des chefs-lieux des départements et des villes de plus de 10,000 habitants.

Sans doute, ce tableau ne saurait, sans corrections, servir de base aux travaux des commissions. Il ne porte que sur treize denrées ; il laisse en dehors la boisson, le loyer, le vêtement, le blanchissage, qui sont des chapitres importants du budget ouvrier. Mais il donne un exemple de la méthode à suivre ; quelque incomplet qu'il soit, il indique tout de même l'ordre de variation survenu dans le coût de la vie ; les recherches entreprises avant la guerre tendaient en effet à établir que les variations du coût de la vie en général, étaient sensiblement proportionnelles à celles des prix des denrées alimentaires fondamentales. Enfin, il fait ressortir, par les différences constatées entre les moyennes des diverses régions et qui sont parfois supérieures à 20 p. 100, la nécessité d'une évaluation locale du coût de la vie.

Une fois évaluée l'augmentation du coût de la vie, soit depuis le début de la guerre, soit depuis l'établissement du dernier bordereau, il restera aux commissions à statuer dans quelle mesure il est légitime d'en tenir compte pour fixer l'augmentation à faire apporter aux salaires.

Cette augmentation ne doit pas être rigoureusement proportionnelle. Les organisations ouvrières sont les premières à reconnaître que les augmentations indéfinies de salaires n'amélioreront pas la situation du travailleur, du moment qu'elles ont pour conséquence le renchérissement des produits et par suite du coût de la vie. C'est en diminuant ce dernier, beaucoup plus qu'en augmentant les salaires, que l'on donnerait aux ouvriers le mieux-être auquel ils ont droit. Or le renchérissement de la vie tient en grande partie à ce que la production est inférieure à la consommation. Le seul moyen de rétablir l'équilibre, c'est de restreindre cette dernière. Des restrictions s'imposent donc à tous les citoyens. Aucune catégorie de travailleurs ne saurait, dans les circonstances actuelles, avoir un droit absolu à conserver la puissance d'achat qu'il avait avant la guerre. En fait, on peut dire que la généralité des corporations n'a pas vu croître les salaires dans la même proportion que le coût de la vie.

La réduction qu'il y a lieu d'apporter à l'augmentation proportionnelle des salaires est essentiellement une question d'espèce. Cette réduction doit, naturellement, être plus importante pour les salaires les plus élevés parce qu'il est plus facile de réduire sur le superflu que sur le nécessaire. C'est ainsi qu'en ce qui concerne les fonctionnaires, les traitements supérieurs ont été

augmentés dans une proportion deux ou trois fois moins forte que les traitements de début. Il en est de même parmi les ouvriers mineurs ; les salaires des piqueurs ont augmenté dans une moindre proportion que ceux des manœuvres.

Pour établir le coefficient de réduction par catégorie, les commissions pourront utilement s'inspirer de ce qui s'est fait dans le passé, et aussi de ce qui se fait dans les autres corporations.

Pour permettre, d'autre part, de supporter cette réduction aux ouvriers qui ont à faire face à de lourdes charges de famille, il serait équitable de leur tenir compte de ces dernières, comme on l'a déjà fait dans de nombreux bassins, en leur accordant une indemnité par enfant non en âge de travailler.

Prix du charbon. — Les variations du prix du charbon ne sauraient, en principe, servir de critérium pour le salaire des ouvriers mineurs. Le salaire, est, au contraire, un des éléments dont il y a lieu de tenir compte et dont il été, en fait, tenu compte dans le passé pour la fixation des prix des charbons. Justifier un relèvement des salaires par le relèvement du prix du charbon qui trouve lui-même sa justification tout au moins partielle dans les augmentations antérieures de salaires, serait provoquer une course à l'augmentation des salaires et des prix du charbon qui n'aurait pas de fin.

Au surplus, les comparaisons qui sont faites entre le prix du charbon et le taux des salaires sont très sujettes à caution. Les prix qui sont donnés pour le charbon ne sont pas toujours ceux qui sont réellement payés à l'exploitant. D'autre part, quand on rapproche le prix du charbon et les taux moyens des salaires journaliers avant la guerre et actuellement, on néglige un élément essentiel, à savoir que le rendement a baissé, pour des causes diverses, de 1914 à 1920 dans une proportion variable suivant les mines, mais dont la moyenne paraît voisine de 30 p. 100. Il s'ensuit que l'accroissement du salaire par tonne de charbon extraite de 1914 à 1920 est sensiblement supérieur à l'accroissement du salaire journalier de l'ouvrier mineur entre ces deux dates. Ce ne serait pas le salaire journalier qu'il faudrait comparer au prix du charbon mais le salaire par tonne de charbon.

Rendement. — Si le prix du charbon ne saurait légitimement intervenir pour régler le cours des salaires, il en est autrement de l'augmentation du rendement. Si, grâce à l'effort des ouvriers, celui-ci venait à se relever, il serait tout à fait légitime de leur en tenir compte. La crise de production actuelle menaçant grandement l'équilibre économique de la nation, il importe d'inciter les travailleurs à intensifier leur effort, et pour les y intéresser il y aurait tout avantage à insérer dans les bordereaux une clause aux termes de laquelle à toute augmentation de rendement par rapport au rendement actuel correspondrait un relèvement proportionnel des taux de salaires.

Point de départ des augmentations de salaires. — Les études auxquelles pourront et devront se livrer les commissions pour fixer équitablement les augmentations de salaires à accorder aux diverses catégories d'ouvriers mineurs

ne permettront pas toujours aux deux parties de se mettre rapidement d'accord. Il ne serait pas légitime de faire supporter aux intéressés les conséquences de ces lenteurs inévitables, quelle que soit la bonne volonté des uns et des autres.

Il conviendra donc, au début de leurs travaux, d'inviter les Commissions à fixer à l'avance la date à partir de laquelle les salaires qu'elles seront appelées à fixer entreront en vigueur.

Cette date pourra être, par exemple, celle du 15 mars, date à laquelle entrera en vigueur le relèvement du prix du pain qui constitue l'élément principal de l'augmentation du coût de la vie.

Si l'entente au sujet des bordereaux de salaires n'intervenait pas, au sein des commissions, avant cette date, il serait convenu que les augmentations qui seraient fixées ultérieurement seraient payées rétroactivement à partir du 15 mars.

Cet accord préliminaire ne saurait d'ailleurs autoriser les commissions à ne pas hâter les travaux. Il importe, au contraire, que ceux-ci aboutissent dans le plus bref délai.

C'est pour faire face à des nécessités urgentes que la révision des bordereaux de salaires est entreprise, il faut donc qu'elle intervienne à une époque la plus rapprochée possible de celle à laquelle les ouvriers mineurs et leur famille auront à supporter les nouvelles charges.

Vous voudrez bien m'accuser réception des présentes instructions, que je communique par le même courrier aux ingénieurs en chef des mines, et me faire connaître les mesures prises pour en assurer l'exécution.

Vous voudrez bien, également, me tenir d'urgence au courant des incidents auxquels donneraient lieu la constitution et le fonctionnement des commissions mixtes.

CIRCULAIRE DU 9 MARS 1920 (1).

Revision éventuelle des bordereaux de salaires payés aux ouvriers mineurs.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-inclus, à titre d'information, un exemplaire de la circulaire du 3 mars 1920 (2) que j'ai adressée aux préfets des départements miniers au sujet de la revision éventuelle des bordereaux actuels de salaires payés aux ouvriers mineurs. Il vous appartiendra de vous inspirer des indications contenues dans cette circulaire en cas de conflits entre patrons et ouvriers du commerce ou de l'industrie et à l'occasion desquels vous auriez à exercer votre action conciliatrice.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir ci-dessus, page 233.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 9 MARS 1920 (1).

Réglementation de la consommation de l'électricité à Paris.

Comme suite à ma circulaire du 21 février 1920 (2) concernant le décret du 10 février 1920 (3) réglementant la restriction de la consommation de l'électricité, j'ai l'honneur de vous informer que M. le Préfet de police a pris deux ordonnances en date du 13 et 14 février, concernant : l'une l'emploi de l'électricité dans Paris et le département de la Seine, l'autre l'organisation du travail par roulement pour les usagers de l'énergie électrique pour tous emplois autres que l'éclairage dans Paris et le département de la Seine.

Pour répondre au désir que m'a exprimé M. le Préfet de police, je vous prie d'inviter les Inspecteurs et Inspectrices placés sous vos ordres, à relever, au cours de leurs tournées, les établissements qui ne se conformeraient pas aux textes susvisés. Les Inspecteurs devront me signaler, par votre intermédiaire, les établissements ainsi relevés. Ces renseignements seront portés par mes soins à la connaissance de M. le Préfet de police.

Vous trouverez ci-joint, en nombre suffisant pour les Inspecteurs et Inspectrices placés sous vos ordres, des exemplaires des présentes instructions ainsi que des deux ordonnances de police susvisées.

CIRCULAIRE DU 10 AVRIL 1920 (4).

Enquête sur l'application de l'article 79 du Livre II du Code du travail. — Interdiction de l'emploi de la céruse.

Par circulaire du 13 juin 1919, j'ai attiré votre attention sur les prescriptions de l'article 79 du Livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale visant l'interdiction de l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture en bâtiment.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître quelles dispositions ont été prises, dans votre circonscription, en vue de l'application de cette mesure. Vous m'indiqueriez notamment :

1° Si des observations ont été faites par le service aux entrepreneurs de peinture et sous quelles formes (Avertissements individuels oraux ou écrits, interventions auprès des Chambres syndicales patronales, etc.).

(1) Adressée à l'Inspecteur divisionnaire du travail de Paris.

(2) Voir dans le présent Bulletin, page 232.

(3) Voir dans le présent Bulletin, page 146.

Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

2° Si des procès-verbaux ont été dressés, combien et quelles suites leur ont été données.

3° Quelles considérations spéciales à votre circonscription auraient, le cas échéant, guidé l'action du service en cette matière.

CIRCULAIRE DU 22 AVRIL 1920 (1).

Organisation scientifique du travail. — Recherches sur la physiologie du travail professionnel.

Dans un but d'intérêt à la fois scientifique et social, et en vue de la coordination des recherches sur la physiologie du travail professionnel, mon attention a été appelée sur l'intérêt qu'il y aurait à connaître les établissements ayant apporté dans leurs ateliers des perfectionnements d'ordre technique et administratif suivant un plan d'ensemble bien déterminé et arrêté après une étude analytique du travail.

En conséquence, je vous prie de vouloir bien inviter les Inspecteurs placés sous vos ordres à prendre note, chaque fois qu'ils en rencontreront au cours de leurs visites, des établissements dans lesquels ils auront constaté des méthodes de production reposant sur des conceptions modernes synthétisées sous les noms d'organisation scientifique du travail, de Scientific Management ou Système Taylor.

Il y aura lieu de noter également les établissements dans lesquels ces méthodes de production, sans être complètement organisées, seraient seulement en cours d'organisation.

Les noms des établissements dont il s'agit devront m'être signalés au fur et à mesure qu'ils seront relevés par le Service avec l'indication des travaux auxquels s'appliqueraient, dans ces établissements, les méthodes précitées.

CIRCULAIRE DU 3 MAI 1920 (1).

Fonctionnaires. — Indemnité exceptionnelle du temps de guerre.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-après l'extrait d'une lettre de M. le Ministre des Finances du 20 octobre 1919 relative à l'attribution de l'indemnité exceptionnelle du temps de guerre.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

« Le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale :

« Un décret du 17 octobre 1919 (J. O. du 19 octobre 1919) pris en exécution de l'article 8, § 8, de la loi du 6 octobre 1919 a fixé le nouveau régime de l'indemnité exceptionnelle du temps de guerre pendant la période de transition prévue par ladite loi.

« Les conditions d'attribution déterminées par le décret du 15 novembre 1918 ne sont pas modifiées. L'indemnité exceptionnelle doit donc être maintenue à tous les bénéficiaires actuels dont les nouveaux émoluments ne dépassent pas les maxima fixés.

« L'attention des services ordonnateurs est toutefois appelée sur le point suivant :

« Le décret du 15 novembre 1918 dispose que l'indemnité exceptionnelle est acquise, sans égard à la situation de famille, aux agents dont les émoluments nets sont égaux ou inférieurs à 6,000 francs ; mais il y a lieu de tenir compte que, jusqu'à ce jour, les suppléments temporaires de traitement s'ajoutaient à ce maximum. Ainsi, un agent permanent au traitement net de 6,000 francs bénéficiait des suppléments temporaires institués par les décrets des 18 août 1917 et 27 mars 1918, soit 900 francs. Ses émoluments nets portés de ce fait à 6,900 francs lui donnaient droit à la totalité de l'indemnité exceptionnelle de 720 francs. »

.....

« Aux termes de l'exposé des motifs de la loi du 6 octobre 1919 les suppléments temporaires sont désormais incorporés dans les nouveaux traitements ; il y a donc lieu d'adopter les mêmes bases de calcul pour déterminer les droits des intéressés et de continuer ainsi à faire état des anciens suppléments de traitement.

« Quant aux autres échelons, les suppléments temporaires n'interviennent pas ; les maxima restent donc exactement de 8,000, 10,000 et 12,000 francs.

« Comme par le passé, les indemnités réduites doivent être attribuées aux agents dont les émoluments nets dépassent les maxima de moins de 720 fr. de telle sorte qu'ils reçoivent au total une somme égale à celle que touche un agent ayant exactement le traitement limite, c'est-à-dire, selon le cas 7,620, 8,720, 10,720, 12,720 francs. »

.....

« Quelques exemples préciseront ces explications : soit un agent titulaire célibataire dont les nouveaux traitements bruts s'élèvent à 7,000 francs.

« Son traitement net, soit 6,650 francs lui donne droit à la totalité de l'indemnité exceptionnelle. »

.....

« Un fonctionnaire marié, sans enfant, au traitement brut de 9,000 francs net 8,550 francs) aura droit à 170 francs (8,720-8,550).

« Un fonctionnaire, père de trois enfants, au traitement brut de 13,000 fr. (net 12,350 francs) aura droit à 370 francs (12.720-12.350). »

.....
« L'indemnité exceptionnelle continuera à être liquidée comme par le passé en même temps que le traitement.

« Les instructions antérieures et notamment celles du 18 novembre 1918, n° 12,548, restent d'ailleurs en vigueur en tant qu'elles ne sont pas contraires à celles de la présente lettre.

« Ces mesures sont applicables, avec effet rétroactif, du 1^{er} juillet 1919; mais comme, dans beaucoup de cas, les agents intéressés auront reçu pour les mois de juillet, août et septembre exactement la somme qui leur revient au titre de l'indemnité exceptionnelle de guerre, il n'y aura lieu de revenir sur les liquidations antérieures qu'à l'égard de ceux qui n'auraient plus droit à la dite indemnité ou n'y auront plus droit qu'en partie par suite de l'élévation de leur traitement à compter du 1^{er} juillet. »

Je vous prie de vouloir bien répartir la présente circulaire aux Inspecteurs et Inspectrices du travail placés sous vos ordres.

CIRCULAIRE DU 6 MAI 1920 (1).

Enquête relative aux Economats créés pendant la guerre.

Sous l'action du renchérissement du coût de la vie et du développement anormal pris par le personnel des usines travaillant directement ou indirectement pour les fabrications de guerre, il a été constitué, dans les usines de guerre relevant ou non du Ministère de l'Armement, ainsi que dans d'autres établissements d'industrie privée, des institutions pour le ravitaillement du personnel qui ont pris la forme de magasins de vente de denrées à prix réduits ou à prix coûtant, ou de restaurants à l'usage du personnel.

Ces deux catégories d'institutions, dans la mesure où elles ont été créées par un employeur exclusivement ou principalement en vue de la vente de denrées à ses ouvriers ou employés, ont le caractère des économats visés par la loi du 25 mars 1910 codifiée dans les articles 75 et suivants du Livre I du Code du travail.

Il a paru utile, en raison de l'urgence qu'il y avait à remédier à une situation exceptionnelle, non seulement de tolérer, mais, dans une certaine mesure, de provoquer la constitution de tels établissements et d'en faciliter le ravitaillement. Mais les circonstances exceptionnelles qui ont pu justifier une telle pratique ont aujourd'hui cessé d'exister.

Je vous prie de vouloir bien faire recueillir, par les Inspecteurs de votre circonscription, des renseignements touchant les économats qui ont pu être ainsi créés pendant la guerre ou même depuis l'armistice.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

Il y aurait lieu d'indiquer, pour chaque éconamat : a) le nom de l'employeur ; b) la localité où l'éconamat est ou a été établi ; c) s'il a été fermé ou d) s'il a été transformé en coopérative, ou enfin e) si la transformation en coopérative a été amorcée ou si le Service est intervenu pour provoquer cette transformation.

Pour les éconamats transformés en coopératives, vous voudrez bien joindre les statuts desdites coopératives.

Pour tout éconamat qui n'aurait pas été fermé ou transformé ou ne serait pas en voie de transformation, le Service me fournira son avis sur le délai qu'il conviendrait de consentir à l'employeur pour se conformer aux dispositions précitées du Livre I du Code du Travail qui ont supprimé les éconamats.

Ce délai pourra être réduit au minimum s'il existe déjà dans la région des Sociétés coopératives constituées conformément à la loi du 5 mai 1917 et auxquelles pourrait s'adresser le personnel. Dans le cas contraire, il y aurait lieu de tenir compte du temps nécessaire pour la substitution à l'éconamat d'une coopérative régulière.

Dans cet ordre d'idées, je vous ferai parvenir les renseignements qui doivent m'être adressés par les organisations coopératives centrales sur les coopératives existant ou en formation dans les régions où subsistent encore des éconamats.

CIRCULAIRE DU 20 MAI 1920 (1).

Indices du coût des denrées.

En prévision de toutes contestations éventuelles relatives aux salaires dans lesquelles vous pourriez être amenés à intervenir, j'ai l'honneur de vous adresser les renseignements ci-après concernant les nombres indices des prix des denrées, faisant suite aux chiffres publiés au Bulletin du Ministère du Travail (novembre-décembre 1919, p. 547). Ces chiffres ont été établis par la Statistique générale de la France dans les conditions indiquées audit bulletin.

1°) Indices pour la France entière et par régions :

4 ^e TRIMESTRE 1919.		1 ^{er} TRIMESTRE 1920. (avant l'augmentation du prix du pain.)
France entière.....	3,019	3210
Nord	3,064	3299
Est.....	2,950	3155
Sud-Est.....	3,032	3226
Midi.....	3,093	3223
Ouest.....	2,924	3084

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires.

2^o Indices pour Paris :

Novembre 1919.....	3015
Décembre 1919.....	3065
Janvier 1920.....	3119
Février 1920.....	3193
Mars 1920 (y compris l'augmentation du prix du pain.).....	3646
Avril 1920.....	3852

 LETTRE MINISTÉRIELLE DU 27 MAI 1920 (1).

Journée de 8 heures. — Industries textiles. — Délainage de peaux de mouton.

Vous m'avez transmis deux rapports signalant une difficulté qui a surgi au cours de la mise à exécution du décret du 12 décembre 1919 pris pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures aux industries textiles, en ce qui concerne une catégorie d'ouvriers employés dans les délainages de peaux de mouton, les *maragos*.

D'après le rapport de l'Inspecteur départemental, les opérations auxquelles sont occupés ces ouvriers sont les suivantes :

« Les *maragos* sont chargés de toutes les manutentions des peaux qui s'effectuent à l'intérieur de l'établissement.

« A l'arrivée des balles de peaux, ils les ouvrent, aident à leur classement, les mettent au trempé, ensuite les retirent pour en approvisionner les sabreurs, procèdent au retrempage et enfin les suspendent dans l'étuve.

« Après l'étuvage, ils les dépendent pour les disposer devant la place de chaque peleur, pour l'ébourrage. Le pelage terminé, ils ramassent la laine ou pelade, la portent soit à l'essoreuse, soit au compresseur et finalement la disposent dans des calorifères, sur une toile métallique qui forme le plancher de ces derniers.

« Chaque calorifère est chauffé soit par un courant continu d'air chauffé au contact de tuyaux à ailettes remplis de vapeur, soit par les gaz de combustion d'un fourneau à coke.

« Les *maragos* n'interviennent pas dans la conduite des générateurs de vapeur ou des fourneaux à coke : c'est toujours une équipe spéciale de chauffeurs qui en assure la surveillance. »

(1) Adressée à un Inspecteur divisionnaire du Travail.

Les *maragos* sont appelés à faire une journée de travail plus longue que les ouvriers des autres catégories, spécialement quand les conditions atmosphériques activent la fermentation. Avant l'application de la journée de huit heures, peleurs et sabreurs ont toujours fait, au maximum, six à sept heures de travail, dit l'Inspecteur départemental ; la production était réglée sur ce maximum, de façon à permettre aux *maragos* d'exécuter, dans les dix heures, leurs divers travaux.

Il y aurait donc nécessité professionnelle de prévoir la possibilité de prolonger la durée de la journée de travail pour les *maragos*.

Vous avez recherché quelles étaient les modalités prévues par le décret du 12 décembre 1919 qui pourraient être appliquées en l'espèce.

Vous avez écarté successivement l'application des dérogations inscrites à l'article 3, alinéa 3, et à l'article 5, 1^o du décret. — La première récupération des heures de travail perdues par suite de la morte-saison pourrait sans doute être invoquée, en raison du caractère saisonnier de l'industrie du délainage ; mais, d'une part, elle devrait s'étendre à tout le personnel, alors que le pourcentage moyen du nombre des *maragos*, par rapport au personnel total, n'est guère que de 25 p. 100 ; d'autre part, la récupération est une dérogation temporaire et c'est une dérogation permanente qui serait ici nécessaire ; la seconde disposition (art. 5, 1^o) vise bien une dérogation *permanente*, pour le travail des ouvriers employés à la conduite des étuves, sécheries, etc. Mais, si les *maragos* sont amenés effectivement à travailler dans les étuves et les calorifères, ils se bornent à les remplir ou les vider, *sans en avoir la conduite*.

Examinant alors la dérogation permanente de 2 heures prévue par l'article 5, 7^o ; pour le travail des ouvriers spécialement employés à des opérations reposant sur des réactions qui techniquement ne peuvent être arrêtées à volonté, vous estimez que ces dispositions seraient applicables au travail des *maragos*.

Les fermentations dans l'étuve sont, dites-vous, des réactions naturelles ; elles dépendent des conditions atmosphériques ; les *maragos* sont donc employés à des manutentions dont le plus ou moins d'ampleur dépend de réactions qui ne peuvent être arrêtées à volonté.

Le syndicat des ouvriers délainiers ne serait pas opposé à cette prolongation de la journée.

Vous proposez, en conséquence, en attendant qu'une modification du décret permette d'inscrire explicitement le travail des *maragos* parmi les opérations donnant ouverture à l'application d'une dérogation permanente, de considérer ce travail comme compris sous la rubrique susvisée de l'article 5, 7^o.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que cette interprétation du décret ne soulève de ma part aucune objection.

CIRCULAIRE DU 29 MAI 1920 (1).

Allocations pour charges de famille.

L'Office du Travail réunit actuellement une documentation sur les allocations pour charges de famille accordées par les Administrations de l'État, les grandes administrations et les établissements industriels et commerciaux.

Les premiers résultats recueillis seront analysés dans le prochain numéro du Bulletin du Ministère du Travail actuellement en voie de préparation.

En vue de compléter cette enquête, vous voudrez bien inviter les Inspecteurs du travail placés sous vos ordres à relever, au cours de leurs visites, les établissements qui accordent à leur personnel des allocations de ce genre et à recueillir auprès des chefs d'établissements des renseignements sur le mode d'attribution de ces allocations, notamment sur les points suivants :

Le régime fonctionne-t-il en exécution d'une convention collective? Texte de cette convention.

Depuis quand les allocations sont-elles accordées?

Sont-elles servies à tous les employés et ouvriers?

Jusqu'à quel maximum de traitement?

Quelle est la durée de présence requise?

Des allocations sont-elles attribuées :

pour l'épouse?

pour les enfants (à partir duquel)?

pour les ascendants?

pour d'autres personnes à charge?

Indiquer le montant pour chaque catégorie et pour chaque enfant.

Accorde-t-on des primes à l'occasion du mariage ou de la naissance (combien)?

Des primes d'allaitement?

Lorsque le mari et la femme travaillent ensemble, à qui est servie l'allocation et peut-elle être cumulée?

Est-elle payée au nom de la mère?

La veuve reçoit-elle des allocations plus fortes?

Les avantages conférés à la femme légitime sont-ils — et dans quelles conditions — assurés à la « compagne »?

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

Quelle situation est faite aux filles mères ?

Quel est approximativement le nombre des chefs de famille et d'enfants recevant l'allocation ?

Il y aurait lieu également de rechercher :

1° S'il existe dans la région des *caisses de compensation*, c'est-à-dire des caisses alimentées par des versements des patrons adhérents, proportionnellement aux salaires payés ou au nombre d'ouvriers employés par eux, et destinées à répartir les allocations.

Dans ce cas, vous voudrez bien demander les statuts, le règlement avec l'indication du nombre d'établissements adhérents, le montant des allocations payées; le nombre de bénéficiaires, en distinguant d'une part les chefs de famille, d'autre part les enfants.

2° Si *plusieurs* chefs d'établissements se sont entendus pour payer des allocations sur des bases uniformes, sans constituer cependant une « Caisse de compensation ». Au cas où une entente de ce genre serait intervenue, il conviendrait d'obtenir, si possible, le texte du règlement établi.

Pour éviter tout double emploi, je vous adresse ci-joint, en ce qui concerne votre circonscription, un état des caisses de compensation et des établissements sur lesquels des renseignements ont déjà été recueillis par mon Administration.

CIRCULAIRE DU 7 JUIN 1920 (1).

Droit d'association des fonctionnaires.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une note concernant le droit d'association des fonctionnaires.

Vous voudrez bien communiquer cette note aux agents placés sous vos ordres, y compris les gens de service, en les invitant à attester qu'ils en ont pris connaissance, par l'apposition de leur signature au bas de ce document.

Je vous prie de m'accuser réception et de me rendre compte de l'exécution des présentes instructions.

NOTE.

Le Gouvernement informe les fonctionnaires qu'il dépose sur le bureau de la Chambre un projet de loi fixant leur statut.

Ce projet les autorise à former des Groupements professionnels qui devront être constitués sous la forme prévue par la loi du 1^{er} juillet 1901, mais qui

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

auront la capacité civile étendue prévue par les lois du 21 mars 1884 et du 12 mars 1920.

D'autre part, ces associations ne pourront adhérer à aucun groupement comprenant des éléments dont les intérêts corporatifs seraient différents des leurs.

Le Gouvernement compte sur l'esprit de discipline des fonctionnaires, en même temps que sur leur sentiment du devoir, pour se conformer sans tarder à ces instructions; il ne saurait tolérer plus longtemps que, contrairement aux lois existantes, des associations de fonctionnaires continuent à vivre sous la forme syndicale ni que, sous quelque forme que ce soit, des Groupements de fonctionnaires adhèrent à la C. G. T.

Les présentes prescriptions ne s'appliquent pas au personnel ouvrier.

CIRCULAIRE DU 22 JUIN 1920 (1).

Établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

En vertu de la loi du 19 décembre 1917 (2) relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, les Inspecteurs du Travail sont avisés de la création de tous les établissements de 1^{re} et 2^e classe dont l'ouverture est subordonnée à une autorisation; en effet, aux termes de l'article 10 de la loi, le Service de l'Inspection du travail doit être consulté par le préfet et, aux termes de l'article 11, ce Service doit procéder, dès l'origine de l'instruction, à un examen du plan produit à la demande, dans le but de s'assurer si les dispositions matérielles projetées répondent aux prescriptions légales et réglementaires édictées en matière d'hygiène et de sécurité des travailleurs.

Par contre, en ce qui concerne les établissements de 3^e classe soumis à une simple déclaration, l'Inspection du travail n'est pas consultée et la loi prévoit seulement (article 18) que les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs devront être rappelées aux déclarants en même temps que leur seront communiqués les arrêtés visant les intérêts du voisinage et la protection de la santé publique.

Or, il y aurait intérêt, en ce qui concerne ces derniers établissements, eux aussi, que les Inspecteurs du travail fussent en mesure de préciser aux industriels les prescriptions qui s'appliquent spécialement à leur industrie et comment elles peuvent s'appliquer, étant donné les conditions d'installation et de fonctionnement de leurs établissements. Il importerait, à cet effet, que les Inspecteurs soient avisés des déclarations dont il s'agit.

La question est résolue lorsqu'ils sont chargés de l'inspection des établis-

(1) Adressée aux Préfets.

(2) Voir Bulletin 1917, page 10.

sements classés ; mais il en va autrement dans les départements où la surveillance des établissements classés ne leur est pas confiée.

Aussi, quelques préfets, notamment le préfet de la Seine, ont-ils invité le Service des établissements classés à informer l'Inspection du travail de la création des établissements soumis à simple déclaration.

Je vous serais, en conséquence, très obligé de vouloir bien donner des instructions au Service des établissements classés de votre département, pour que le Service de l'Inspection du Travail soit régulièrement avisé des déclarations d'ouverture d'établissements de 3^e classe.

CIRCULAIRE DU 25 JUIN 1920 (1).

Récupération des jours fériés, fêtes locales ou autres événements locaux.

L'attention du Service a déjà été appelée, par ma circulaire du 20 février 1920 (2), sur l'importance que présentent, dans les circonstances économiques actuelles, les facultés de récupération des jours fériés, fêtes locales ou autres événements locaux, prévus à l'article 3 de chaque règlement d'administration publique intervenu jusqu'à ce jour pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures. Une précédente circulaire du 31 janvier 1920 vous a précisé les directives que les Inspecteurs départementaux avaient à suivre pour délivrer les autorisations de récupérer.

Les motifs d'ordre économique qui ont inspiré ma circulaire du 20 février 1920 ont gardé toute leur valeur et il importe que les efforts des Inspecteurs continuent à tendre vers la conclusion d'accords soit entre employeurs et employés, soit entre organisations patronales et ouvrières locales, pour déterminer les modalités de récupération des jours fériés de l'année.

Un certain nombre de conventions comportant de telles clauses de récupération m'ont été déjà communiquées. Étant donné l'intérêt qui s'attache à la question, je vous prierais d'inviter les Inspecteurs départementaux placés sous vos ordres à m'aviser, par votre intermédiaire, des accords similaires intervenus dans leur section, dont ils auraient eu connaissance. Le texte certifié conforme de tout accord de ce genre, avec mention de la date et des noms et qualités des signataires, devra m'être transmis, sauf toutefois dans les cas où l'Inspecteur serait informé que la transmission de ce document aurait été effectuée par une autre voie à mon administration par les intéressés.

Je vous adresse un nombre suffisant d'exemplaires des présentes instructions pour que vous puissiez en assurer la distribution aux Inspecteurs départementaux de votre circonscription.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent Bulletin, page 231.

LETTRE MINISTERIELLE DU 2 JUILLET 1920 (1).

Journée de 8 heures. — Ateliers de couture.

J'ai pris connaissance de vos rapports des 14 et 21 juin sur l'application des décrets sur la journée de huit heures. Vous me faites connaître que vous avez recommandé à vos collaborateurs de s'abstenir pour le moment de se rendre dans les petits ateliers de couture des communes rurales.

J'estime en effet, comme vous, que c'est surtout dans les centres urbains que de véritables abus sont à craindre et qu'il y a lieu de commencer par poursuivre l'application de la loi dans les ateliers de couture de ces centres.

En ce qui concerne les communes rurales, ce n'est que si le Service était saisi de plaintes signalant des abus caractérisés qu'il y aurait lieu d'intervenir. Encore, dans ce cas, il suffira vraisemblablement, pour faire disparaître les abus, de rappeler aux chefs de ces ateliers les prescriptions légales et réglementaires et d'exiger notamment l'établissement et l'envoi au Service d'horaires réguliers. Il y aurait, par contre, des inconvénients à exiger de ces chefs d'atelier l'accomplissement de ces formalités avant que le Service ait eu l'occasion de leur expliquer oralement le fonctionnement des prescriptions légales et réglementaires et, notamment, le jeu des récupérations et des dérogations qu'elles prévoient.

CIRCULAIRE DU 9 JUILLET 1920 (1).

Indices du coût des denrées.

Comme suite à ma circulaire du 20 mai dernier (2) concernant les indices des prix de denrées pour le 4^e trimestre 1919 et le 1^{er} trimestre 1920, j'ai l'honneur de vous adresser les renseignements ci-après, tels qu'ils ont été établis par la Statistique générale de la France pour les mois suivants :

1° *Indices pour la France entière et par régions (2^e trimestre 1920).*

France entière	3,799
Nord	3,959
Est	3,800
Sud-Est	3,876

(1) Adressée à un Inspecteur divisionnaire du travail.

(2) Voir dans le présent Bulletin, page 242.

Midi.....	3,744
Ouest.....	3,533
Alsace et Lorraine.....	3,853
France (y compris Alsace et Lorraine).....	3,802

2° Indices pour Paris.

Mai 1920.....	4,069
---------------	-------

Je crois devoir ajouter que la Commission centrale d'études relatives au coût de la vie s'est réunie le 30 juin dernier ; à son ordre du jour figurait l'examen des indices du coût de la vie, transmis par les Commissions régionales, destinés à être publiés au *Journal officiel*.

D'autre part, en ce qui concerne la région parisienne, la Commission d'études, nommée par arrêté du 22 juin 1920, a tenu sa première séance le 2 juillet. Il y a lieu de penser qu'elle publiera prochainement le résultat de ses travaux.

CIRCULAIRE DU 13 JUILLET 1920 (1).

Journée de huit heures. — Décret du 12 décembre 1919. — Dentelle mécanique.

Par circulaire du 10 avril 1920, je vous ai informé que j'avais été saisi de requêtes tendant à ce que l'industrie de la dentelle mécanique (fabriques de la Haute-Loire) ne soit pas soumise à la réglementation du décret du 12 décembre 1919, fixant les conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries textiles.

J'ai l'honneur de vous faire connaître, à toutes fins utiles, qu'après explications données par le Service de l'Inspection du travail aux chefs d'établissements intéressés, ceux-ci ont déclaré se soumettre aux dispositions du décret du 12 décembre 1919 précité et utiliser seulement, en tant que dépassement de la durée légale du travail, les dérogations permanentes et temporaires, ainsi que les facultés de récupération prévues au décret.

Il ressort d'ailleurs de l'enquête effectuée dans les diverses circonscriptions qu'aucune modalité particulière n'apparaît nécessaire pour l'application, à l'industrie de la dentelle mécanique, des dispositions du décret du 12 décembre 1919.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

CIRCULAIRE DU 16 JUILLET 1920 (1).

Emploi des enfants dans les théâtres et dans les entreprises cinématographiques.

M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts m'a fait connaître que son attention avait été appelée sur le fait que des enfants sont fréquemment employés à la scène, sans que cet emploi ait fait l'objet de demande d'autorisation.

J'ai l'honneur de vous confirmer, à cette occasion, les termes de ma circulaire du 19 novembre 1919 (2) par laquelle je vous invitais à veiller, en ce qui vous concerne, à l'application des dispositions légales relatives à l'emploi des enfants de moins de 13 ans dans les théâtres et cafés-concerts.

M. le Ministre de l'Instruction Publique m'a, en même temps, signalé la situation des enfants employés dans les entreprises cinématographiques, au point de vue de la réglementation de leur travail.

Je vous serais très obligé de me faire connaître à ce sujet si les entreprises dont il s'agit peuvent être, à votre avis, considérées comme des établissements compris dans l'énumération de l'article 1^{er} du Livre II du Code du Travail (usines, ateliers, etc.) et si, par suite, les dispositions dudit Code relatives à l'âge d'admission, à la durée du travail, au travail de nuit, etc., sont applicables au personnel occupé par ces entreprises cinématographiques.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 29 JUILLET 1920 (3).

Décret du 21 mars 1914. — Emploi des femmes et des enfants dans les verreries. — Polissage à sec du verre. — Définition des termes : décoration à l'enlevé et égrésillage du verre.

Par lettre 2.073 T, du 19 avril 1920, vous m'avez demandé des renseignements sur les conditions d'application, en France, de certaines dispositions de la réglementation du travail concernant l'emploi des femmes et des enfants dans les verreries. Les questions que vous m'avez posées portaient sur les trois points suivants :

I. — L'impossibilité de satisfaire, avec les fours à creusets, aux prescriptions du § 6 de l'article 7 du décret du 21 mars 1914 (4), aux termes duquel les

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir Bulletin 1919, page 445.

(3) Adressée au Commissaire général de la République à Strasbourg.

(4) Voir Bulletin 1914, p. 7.

enfants jusqu'à 18 ans doivent être mis à même de se protéger la face contre le rayonnement des ouvreaux pendant l'opération du cueillage.

II. — L'application au cas du polissage à sec à la ponce des bords de verre de montre de la prescription du tableau A, annexé au décret précité, interdisant le polissage à sec du verre et du cristal, aux enfants de moins de 18 ans et aux femmes.

III. — La signification exacte de certains termes employés dans la réglementation.

Dès réception de votre lettre, je me suis empressé de faire procéder, par le Service de l'Inspection du Travail, à une enquête sur les divers points soulevés.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-dessous les renseignements que vous m'avez demandés.

I. — Il est exact que les prescriptions de l'article 7, § 6, du décret du 21 mars 1914 ne reçoivent pas actuellement leur application stricte dans toutes les verreries comportant des fours à creusets (ou à pots). Cependant, il existe, dans un certain nombre d'usines, des dispositifs permettant de lutter contre le rayonnement des ouvreaux. Ils consistent, soit en volets mobiles permettant une fermeture partielle et qui ne gêneraient ni la vision, ni le cueillage, soit en protecteurs individuels : masques ou treillis métalliques, lunettes ou planchettes portant un verre coloré et que l'ouvrier peut tenir avec les dents lorsqu'il approche de l'ouverture du four. Avec un peu d'insistance, il ne paraît pas impossible d'obtenir quelques améliorations dans cette voie.

Il y a lieu, d'ailleurs, de signaler que la disposition en cause, à savoir le § 6 de l'article 7 du décret du 21 mars 1914, a été introduite dans la réglementation par un décret du 8 octobre 1911, décret dont les dispositions ne devaient entrer en vigueur qu'un an après sa promulgation, c'est-à-dire en octobre 1912.

Le temps relativement court qui s'est écoulé entre cette dernière date et le jour de la mobilisation suffit à expliquer pourquoi cette prescription n'a pas reçu une application aussi large qu'il est désirable.

Mais cette disposition n'est pas perdue de vue par le Service de l'Inspection du Travail qui s'efforcera d'en obtenir la réalisation graduelle en tenant compte et des circonstances de fait, et des possibilités pratique.

II. — Le polissage à sec n'est fait que dans un très petit nombre de verreries. La raison qui a fait interdire l'emploi des enfants de moins de 18 ans et des femmes à cette opération est le dégagement de poussières qui en résulte. On peut considérer que si des dispositions sont prises pour que ledit dégagement n'ait pas lieu, la suppression du motif de l'interdiction doit amener, par son inexistence, celle de la prescription réglementaire qui en résulte. C'est d'ailleurs à cette manière de voir, qu'adoptant un avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures, un de mes prédécesseurs s'est rangé dans une lettre

du 3 juin 1899 (Bulletin de l'Inspection du Travail, 1899, p. 247) qui visait l'aiguillage et le polissage des métaux.

III. — a) *Décoration à l'enlevé*. — La définition qui paraît devoir être adoptée est celle donnée par M. Léon Appert, rapporteur devant le Comité consultatif des Arts et Manufactures du décret susvisé du 8 octobre 1911. L'Administration demandait la suppression du libellé : « Grattage des émaux dans la fabrication du verre mousseline » et son remplacement par le libellé : « Verre mousseline (emploi dans les locaux où l'on fabrique le) ». Le rapporteur acceptait cette substitution, mais, en outre, proposait l'addition de l'expression « décoration à l'enlevé du verre ». M. Léon Appert s'exprimait ainsi à ce sujet dans son rapport : « Le grattage des émaux, qu'il y a lieu d'interdire de la façon la plus formelle aux enfants de moins de 18 ans, aux filles mineures et aux femmes, est une des phases de la fabrication du verre à vitre décoré, dit verre « mousseline ». Mais j'ajouterai que ce procédé de décoration et d'émaillage s'emploie également pour le décor et l'émaillage d'autres objets en verre et se pratique, en particulier, pour faire une partie des étiquettes émaillées des flacons et bocaux de pharmacie; les émaux employés sont des émaux plombeux, comme pour le verre mousseline, appliqués dans les mêmes conditions avec enlevés obtenus à l'aide de vignettes et de brosses ».

C'est dans ces conditions que la rubrique « Décoration du verre à l'enlevé » a été introduite dans le décret.

b) *Égrésillage du verre*. — Cette opération se trouve également définie dans le même rapport de M. Léon Appert, qui s'exprimait ainsi à ce sujet :

« J'estime qu'on pourrait ajouter dans la rédaction de cet article, et comme devant être prescrit pour les mêmes raisons, un autre genre de travail pratiqué dans certaines verreries et qui présente des dangers analogues à ceux que peut provoquer l'emploi du jet de sable : ce procédé consiste dans l'ébarbage ou, en terme de métier, *l'égrésillage du verre*, qui s'applique le plus souvent à la fabrication des pièces de gobeletteries à bon marché et simplement dégrossies.

« Voici en quoi consiste cette opération : Après avoir procédé au moulage d'une pièce de verre par soufflage dans un moule, pour en obtenir rapidement et économiquement la séparation de la canne à l'aide de laquelle elle était tenue, on étire à la fin de l'opération le verre encore chaud qui adhère à la canne de façon à amincir et à former une espèce de vessie qui, au moindre choc ou sous la moindre pression, se brise.

« Cette opération porte, en terme de verrier, le nom d'*étirage au mince*; mais ce détachage ne se fait jamais sans qu'il ne reste des morceaux de verre irréguliers et minces aux bords de la pièce; pour donner à ces derniers un semblant de régularité, quoique restant toujours très grossiers, on les ébarbe avec une lime, un tiers-point, une vis ou un vieux boulon, etc.

« La poussière qui résulte de cette opération, qui ne peut se faire qu'à sec, est formée de parcelles de verre très ténues et très coupantes et dont l'introduction dans les poumons est aussi dangereuse que la poussière siliceuse; il y

a donc lieu de prescrire d'éviter l'emploi des enfants d'autant plus qu'on est disposé à employer ce genre d'ouvriers de préférence, eu égard au bas prix auquel on peut leur faire produire ce travail ».

En vous transmettant ces renseignements, je crois devoir, en outre, vous informer que je fais actuellement procéder par le Service de l'Inspection du Travail à une étude préliminaire en vue de la revision des tableaux A - B - C, annexés au décret du 21 mars 1914. Les Inspecteurs divisionnaires du travail ont, à ce propos, reçu la circulaire dont vous trouverez sous ce pli une dizaine d'exemplaires. J'attacherais du prix à ce que les Inspecteurs du travail sous vos ordres puissent me faire parvenir, par votre entremise, tous les renseignements et les observations que leur paraît comporter la question.

CIRCULAIRE DU 5 AOÛT 1920 (1).

Journée de huit heures. — Établissements hospitaliers publics et privés.

Le *Journal officiel* du 1^{er} août 1920, page 11.021, a publié un avis relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières de l'ensemble du territoire, en vue de l'élaboration de règlements d'administration publique prévus par la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures, pour les catégories professionnelles ci-après désignées :

« Personnel ouvrier et personnel d'administration du service médical et de la surveillance des établissements hospitaliers publics et privés (hôpitaux, hospices, asiles, maisons de retraites et d'aliénés, cliniques, dispensaires, maisons de santé et de convalescence, sanatoria, etc.) ».

Il y a donc lieu de faire un envoi des lettres circulaires visées par la circulaire du 3 juin 1919 (2) aux organisations patronales et ouvrières intéressées.

Dans le cas où de telles organisations n'existeraient pas, vous apprécierez si cet envoi ne pourrait être effectué aux directions des établissements hospitaliers *privés* les plus importants de votre circonscription.

J'ajoute que l'avis des établissements hospitaliers civils ou militaires *publics* (nationaux, départementaux et communaux) sur l'application à leur personnel de la journée de huit heures sera transmis par l'intermédiaire des administrations centrales dont ils relèvent.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir *Bulletin*, 1919, page 438.

CIRCULAIRE DU 6 AOÛT 1920 (1).

Loi du 28 mars 1919. — Suppression du travail de nuit dans les boulangeries.

Comme vous le savez, la loi du 28 mars 1919 (2) tendant à la suppression du travail de nuit dans les boulangeries est applicable un an après le décret fixant la date de cessation des hostilités, c'est-à-dire le 24 octobre 1920, le décret dont il s'agit étant intervenu le 23 octobre 1919 (3).

Il y aurait lieu d'avertir dès maintenant les intéressés de la mise en vigueur prochaine de la loi, soit par l'intermédiaire des organisations patronales et ouvrières, là où il en existe, soit par la voie de la presse.

En vue de prévenir des conflits auxquels pourrait donner lieu cette mise en application, il y aurait intérêt à ce que le service se mit en rapport avec les organisations patronales et ouvrières intéressées afin d'arrêter d'un commun accord les mesures propres à la réalisation de cette réforme à la date fixée par la loi.

CIRCULAIRE DU 14 AOÛT 1920 (4).

*Journée de huit heures. — Hôtels, restaurants, cafés de la région parisienne.
Décret du 2 août 1920.*

J'ai l'honneur de vous faire connaître, à titre d'information, qu'un décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente à consommer sur place de la région parisienne (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne) a été signé le 2 août 1920 (5) et publié au *Journal officiel* du 5 août (page 11.208).

Les dispositions de ce décret pourront être utilement retenues par le Service dans le cas où il serait appelé à participer à la conclusion d'accords touchant la détermination de la durée de travail dans les hôtels, restaurants et cafés de province, en attendant qu'il soit statué par voie de règlement d'administration publique.

Des exemplaires imprimés du décret du 2 août 1920 susvisé vous seront, à ce titre, ultérieurement adressés.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir *Bulletin*, 1919, page 235.

(3) Voir *Bulletin*, 1919, page 258.

(4) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(5) Voir dans le présent *Bulletin*, page 158.

CIRCULAIRE DU 20 AOÛT 1920 (1).

Journée de huit heures. — Métallurgie. — Décret du 9 août 1920.

J'ai l'honneur de signaler à votre attention le décret en date du 9 août 1920 (2) portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux, publié au *Journal officiel* du 15 août 1920, page 12037 (errata au *J. O.* du 19 août 1920, page 12191).

Les dispositions de ce décret entrent en vigueur quinze jours après cette publication.

Ainsi que le mentionne le rapport au Président de la République qui le précède, ledit règlement ne concerne ni les établissements de forge et de serrurerie occupant moins de cinq ouvriers, ni les industries de la bijouterie, de l'orfèvrerie, de l'horlogerie, de la carrosserie.

Je vous prierai d'aviser les principales organisations patronales et ouvrières intéressées de votre circonscription de la publication de ce décret.

Des exemplaires imprimés de ce texte vous seront prochainement envoyés pour être répartis entre les Inspecteurs placés sous vos ordres.

Vous voudrez bien me tenir au courant des difficultés que rencontrerait la mise en application du règlement et me transmettre notamment les demandes dont le service pourrait être saisi tendant éventuellement à la prise d'arrêtés ministériels prévus par ledit règlement.

CIRCULAIRE DU 26 AOÛT 1920 (3).

Journée de huit heures. — Bâtiment et travaux publics des Régions libérées. Décret du 5 août 1920.

Je vous ai adressé, le 18 août dernier, le texte du règlement du 5 août 1920 (4), applicable à partir du 25 août, et déterminant les conditions d'application de la journée de huit heures dans les industries du bâtiment et des travaux publics des Régions libérées.

J'appelle votre attention sur les facultés de récupération et de dérogation que le susdit règlement prévoit.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 167.

(3) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(4) Voir dans le présent *Bulletin*, page 163.

A plusieurs reprises, je vous ai invité à user de toute votre influence auprès des ouvriers et de leurs représentants pour qu'ils se prêtent loyalement aux récupérations et dérogations prévues par les règlements pris en application de la loi du 23 avril 1919.

Dans le cas présent, cette loyale application du règlement s'impose d'autant plus qu'il s'agit de la reconstruction des Régions dévastées par l'ennemi. Faciliter et hâter cette reconstruction est un devoir sacré pour tous les Français et je suis certain que les travailleurs du bâtiment et des travaux publics dans les Régions libérées, qui ont d'ailleurs souscrit, par leurs représentants, à des facultés de récupération et de dérogation, s'y adapteront volontiers.

Les récupérations sont prévues par l'article 3 de ce règlement. Elles sont de deux sortes : dans le premier cas, les récupérations s'opèrent au fur et à mesure, dans la semaine ou dans la quinzaine, sous la seule condition d'un avis à adresser à l'Inspecteur départemental du travail ; dans le second cas, l'Inspecteur départemental doit d'abord fixer le nombre des heures à récupérer, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

Normalement, cette détermination doit se faire chaque année, dans le courant d'avril au plus tard. Pour l'année 1920, et dans le cas où en vertu d'accords intervenus elle n'aurait pas déjà été effectuée, cette fixation doit avoir lieu dès que les inspecteurs en seront sollicités par les intéressés.

La disposition qui prévoit cette fixation est conçue en termes généraux. Elle permet à l'Inspecteur de procéder par région, par industrie, même par entreprise, mais il y aura intérêt à tous les points de vue, notamment afin de mettre toutes les entreprises similaires sur le même pied d'égalité, à ce que cette fixation du nombre d'heures à récupérer soit la même pour tous les chantiers d'une même industrie dans une même région. Il s'agit d'ailleurs non d'un calcul d'une rigueur mathématique, mais d'une évaluation forfaitaire. Jusqu'à ce qu'intervienne cette fixation, il y a lieu d'autoriser les entreprises à prolonger provisoirement la journée légale de travail, sous réserve que cette prolongation ne dépassera pas la limite fixée par le paragraphe 3 de l'article 3 et qu'elle sera imputée rétroactivement sur le nombre d'heures à récupérer qui sera fixé ultérieurement.

Quant aux dérogations dont la durée n'est pas fixée par le règlement, elles sont prévues par l'article 6, d'une part pour les travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir ou réparer des accidents ; d'autre part pour les travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales, ou d'un *service public*.

Par travaux exécutés dans l'intérêt d'un service public, il faut entendre non seulement les travaux exécutés directement ou en régie, par une administration publique, mais encore ceux qui sont exécutés par des entrepreneurs pour le compte de l'État, des départements, des communes ou des établissements publics, ou sur l'ordre du Gouvernement.

Les entrepreneurs qui désireront utiliser cette disposition devront en aviser l'Inspecteur du travail en même temps qu'ils se mettront en instance auprès de l'Administration publique compétente pour faire constater la nécessité de la dérogation. Afin de ne pas retarder l'exécution des travaux, les inspecteurs devront, jusqu'à ce qu'une décision ait été prise de concert entre le Ministère

du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux, tolérer que les entrepreneurs continuent à pratiquer la durée du travail en usage sur leurs chantiers avant la promulgation du règlement.

Je vous serais très obligé de transmettre d'urgence ces instructions aux inspecteurs placés sous vos ordres, et de me tenir au courant des difficultés auxquelles leur application pourrait donner lieu.

CIRCULAIRE DU 27 AOÛT 1920 (1).

Journée de huit heures. — Industrie du bâtiment et des travaux publics des régions libérées. — Décret du 5 août 1920.

J'ai l'honneur de vous signaler que le *Journal officiel* du 9 août (errata au *J. O.* du 11 août) a publié un règlement d'administration publique en date du 5 août 1920 déterminant les conditions d'application de la journée de huit heures dans les industries du bâtiment et des travaux publics des Régions libérées.

Ce règlement, qui se réfère aux accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, et qui a reçu l'approbation du Conseil supérieur des matériaux, de la main-d'œuvre et des transports des Régions libérées, pose, en principe, que la durée du travail effective ne devra pas dépasser huit heures par jour ouvrable. Toutefois, il prévoit que la durée du travail pourra être prolongée soit en vertu des récupérations visées à l'article 3, soit en vertu des dérogations énumérées à l'article 6.

Il y a lieu d'appeler l'attention des entrepreneurs sur les facultés que leur offre à cet égard le règlement.

La combinaison des récupérations prévues à l'article 3 peut avoir pour effet de prolonger la durée légale du travail de deux heures, c'est-à-dire de la porter à dix heures.

Quant aux dérogations, dont la limite n'est pas fixée par le règlement, elles s'appliquent, d'une part, aux travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir ou réparer des accidents; d'autre part, aux travaux exécutés dans l'intérêt et la sûreté de la défense nationale ou d'un service public. Par travaux exécutés dans l'intérêt d'un service public, il faut entendre non seulement les travaux exécutés directement ou en régie par une administration publique, mais encore ceux qui sont exécutés par des entrepreneurs pour le compte de l'État, des départements, des communes ou des établissements publics, ou sur l'ordre du Gouvernement.

Il appartiendra aux entrepreneurs qui désireront utiliser cette dernière disposition d'en aviser l'Inspecteur du travail en même temps qu'ils se met-

(1) Adressée aux Préfets des Régions libérées.

tront en instance auprès de l'Administration publique qui ordonne les travaux, pour faire constater la nécessité de la dérogation. Les inspecteurs du travail se tiendront d'ailleurs à leur disposition pour la solution des questions de détail que pourrait soulever l'application du règlement.

CIRCULAIRE DU 28 AOÛT 1920 (1).

Journée de huit heures. — Chapellerie. — Décret du 14 août 1920.

J'ai l'honneur de signaler à votre attention le décret en date du 14 août 1920 (2) portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la chapellerie (ainsi que celles de la fabrication des coiffes et cuirs pour chapeaux), publié au *Journal officiel* du 26 août 1920. Ses dispositions entrent en vigueur quinze jours après cette publication.

Je vous prierai d'informer de cette publication les organisations patronales et ouvrières ou les principaux établissements intéressés de votre circonscription.

Vous recevrez ultérieurement des textes imprimés de ce règlement.

CIRCULAIRE DU 30 AOÛT 1920 (1).

*Appareils à vapeur fonctionnant à terre. — Tuyauteries. —
Décret du 23 juin 1920.*

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joints, en nombre suffisant pour les inspecteurs placés sous vos ordres, des exemplaires d'une circulaire de M. le Ministre des Travaux publics (Sous-Secrétariat des mines et des forces hydrauliques), en date du 30 juin 1920 (3). Cette circulaire contient le décret du 23 juin 1920 (4) modifiant et complétant l'article 33 du décret du 9 octobre 1907, notamment en ce qui concerne les tuyauteries de vapeur.

La circulaire renferme en outre des recommandations concernant l'instal-

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 175.

(3) Voir dans le présent *Bulletin*, page 310.

(4) Voir dans le présent *Bulletin*, page 309.

lation des tuyauteries de vapeur, qui peuvent être utilement portées à la connaissance du service, à titre documentaire.

Je vous rappelle à cette occasion la circulaire d'un de mes prédécesseurs en date du 13 novembre 1912 (*Bulletin de l'Inspection du travail*, 1912, p. 408), aux termes de laquelle il y a lieu de considérer les tuyauteries de vapeur comme rentrant dans l'ensemble de ce qui constitue les appareils à vapeur, appareils dont la surveillance ressortit exclusivement au service des mines sous l'autorité du Ministre des Travaux publics.

CIRCULAIRE DU 11 SEPTEMBRE 1920 (1).

Revision de certaines dispositions du livre II du Code du Travail.

La Conférence internationale du Travail, qui s'est tenue à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919, a adopté un certain nombre de projets de conventions auxquels la France est appelée à donner son adhésion officielle à bref délai.

De ces projets de conventions, cinq visent des mesures ayant donné lieu en France à des dispositions législatives incluses dans le livre II du Code du Travail et dont les Inspecteurs du travail sont chargés de contrôler l'observation.

Ce sont les projets de convention concernant :

- a) L'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels;
- b) La limitation du nombre des heures de travail à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine dans les établissements industriels;
- c) Le travail de nuit des enfants dans l'industrie;
- d) Le travail de nuit des femmes;
- e) L'emploi des femmes avant et après l'accouchement.

Le texte des projets de conventions est connu de vous : il a été publié par le *Bulletin du Ministère du Travail* (numéro de novembre-décembre 1919).

La ratification de ces projets de convention entraînera la revision d'un certain nombre de dispositions du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale.

Ces dispositions paraissent être les suivantes :

Article 1^{er}. — L'article 1^{er} fixe à 13 ans révolus l'âge minimum d'admission des enfants dans les établissements industriels. Aux termes du projet de con-

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

vention adoptée par la Conférence de Washington, cet âge devrait être reporté à *14 ans*.

Article 2. — L'article 2 autorise l'emploi, *à partir de 12 ans*, des enfants munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882. Le projet de convention ne prévoit aucune exception de cet ordre et il semble bien qu'il y ait lieu d'envisager l'abrogation pure et simple de cet article 2.

Article 3. — L'article 5 limite à trois heures par jour la durée de l'enseignement manuel, dans les orphelinats et institutions de bienfaisance où l'instruction primaire est donnée pour les enfants de moins de 13 ans. Ici encore il y aurait lieu de substituer l'âge de *14 ans* à l'âge de 13 ans.

Quant à l'exception faite par ce même article en ce qui concerne « les enfants âgés de moins de 12 ans munis du certificat d'études primaires », elle paraît devoir tomber corrélativement à l'abrogation de l'article 2.

Article 8. — L'article 8 énumère les stipulations que devront comporter les règlements d'administration publique prévus par l'article 7 pour la détermination des délais et conditions d'application de la journée de huit heures. Ces règlements doivent déterminer notamment : « (3^e) Les dérogations temporaires qu'il y aura lieu d'admettre pour permettre aux entreprises de faire face à des surcroits de travail extraordinaires, à des nécessités d'ordre national ou à des accidents survenus ou imminents ». Conformément aux termes de l'article 6 (dernière phrase) du projet de convention relatif à la journée de huit heures, cette disposition devrait être complétée en vue de préciser que « le taux du salaire pour ces heures supplémentaires sera majoré d'au moins 25 p. 100 par rapport au salaire normal ». On ne saurait se dissimuler que l'application de cette majoration rencontrera de sérieuses difficultés pratiques dans tous les cas où le salaire des ouvriers est calculé, en totalité ou en partie, en fonction de la quantité de travail produit ou du temps mis à effectuer une tâche déterminée. Il y aurait intérêt, pour éviter autant que possible les contestations, à prévoir dans le texte légal lui-même comment la majoration sera calculée dans ces cas particuliers.

Vous voudrez bien me faire part de vos propositions à ce sujet.

Article 21. — L'article 21 définit « travail de nuit » « tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin ». A cet égard les projets de convention relatifs, l'un au travail de nuit des femmes, l'autre au travail de nuit des enfants dans l'industrie, comportent, le premier en son article 2, le second en son article 3, la définition suivante :

« Pour l'application de la présente convention, le terme « nuit » signifie une « période d'au moins onze heures consécutives comprenant l'intervalle écoulé entre 10 heures du soir et 5 heures du matin ».

Une modification de l'article 21, tendant à reporter de 9 heures à 10 heures du soir le début de la période de travail définie « travail de nuit » a été deman-

dée à diverses reprises. Je rappellerai qu'en vue de faciliter l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures l'accord conclu le 24 mai 1919 entre l'Union des industries métallurgiques et minières de la Fédération des ouvriers en métaux en France, déclare (article 7) :

« Les parties contractantes sont d'accord pour émettre le vœu que, par « dérogation aux articles 20 et 21 du Code du Travail, le travail des enfants « et des femmes soit autorisé de 5 heures du matin à 10 heures du soir, quand « il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de huit « heures chacun ».

Ainsi non seulement le report du début du travail de nuit à 10 heures du soir apparaît sans inconvénient sous le régime de la journée de huit heures, mais il présente des avantages réels pour faciliter certaines organisations de travail.

Article 22. — Aux termes de la première phrase dudit article, « le repos de nuit des enfants du sexe féminin... doit avoir une durée minimum de onze heures ». Or, le projet de convention internationale concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie prévoit cette durée minimum pour les enfants, *sans distinction de sexe*. La seconde phrase du même article stipule que « cette durée peut être réduite à dix heures dans les cas prévus par les articles 17 et 23 ». Après les modifications déjà intervenues ou projetées, la référence à ces deux articles perd toute portée : cette seconde phrase serait à supprimer. En effet, l'article 17 est au nombre des dispositions visées par l'article 3 de la loi du 23 avril 1919, qui « seront abrogées dans chaque région « et pour chaque profession, industrie, commerce ou catégorie professionnelle « à partir de la mise en application des règlements d'administration publique « intéressant ladite profession, industrie, ledit commerce ou ladite catégorie « professionnelle dans cette région ». Il a déjà cessé de ce fait d'être applicable à plus de la moitié des industries qui en pouvaient bénéficier en vertu de l'article 4 du décret du 30 juin 1913, pris en exécution dudit article 17.

Quant à l'article 23, il appelle les observations ci-après :

Article 23. — Aux termes de la première phrase de cet article, il est accordé, sous certaines conditions, faculté de prolonger le travail jusqu'à 10 heures du soir. Si le début de la « nuit » est reporté par définition générale à 10 heures du soir, cette faculté de dérogation devient sans objet. La seconde phrase stipule : « En aucun cas, la journée de travail ne peut être prolongée au delà de douze heures ». Or, les industries qui étaient autorisées à prolonger le travail jusqu'à 10 heures du soir (décret du 30 juin 1913, art. 1^{er}) sans que l'amplitude de la journée de travail pût excéder douze heures (à savoir la confection de chapeaux de grand deuil pour femmes et enfants et la confection de vêtements de grand deuil pour femmes et enfants) ont cessé de pouvoir prétendre à la faculté de faire travailler douze heures : le texte du règlement d'administration publique du 12 décembre 1919, pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du vêtement, est formel à cet égard. A l'article 6 (relatif aux dérogations temporaires), il est dit, *in fine* : « En aucun cas, la durée du travail jour-

« nalien ne pourra, par suite de ces dérogations, être portée au delà de huit heures le samedi et de dix heures les autres jours de la semaine ». Il est permis de se demander, en conséquence, s'il ne conviendrait pas d'envisager l'abrogation pure et simple de cet article 23.

Articles 24, 25 et 26. — Ces articles visant les autorisations de dérogations à l'interdiction du travail de nuit par voie de règlement d'administration publique devront être remaniés pour répondre aux stipulations des projets de conventions internationales sur le travail de nuit des femmes et des enfants. Le premier de ces projets définit comme suit les possibilités de dérogations à l'obligation du repos de nuit de onze heures :

« Article 4. — L'article 3 ne sera pas appliqué : a) en cas de *force majeure*, « lorsque dans une entreprise se produit une interruption d'exploitation insurmontable à prévoir et n'ayant pas un caractère périodique; b) dans le cas où le travail s'applique soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration, qui seraient susceptibles d'altération très rapide, lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable. »

« Article 6. — Dans les établissements industriels soumis à l'influence des saisons, et dans tous les cas où des circonstances exceptionnelles l'exigent, la durée de la période de nuit indiquée à l'article 2 pourra être réduite à dix heures pendant soixante jours par an. »

D'autre part, le projet relatif au travail de nuit des enfants énumère limitativement comme suit (art. 2, § 2) les industries dans lesquelles l'interdiction du travail de nuit ne s'applique pas aux enfants employés « à des travaux qui, en raison de leur nature, doivent nécessairement être continués jour et nuit » :

« a) Usines de fer et d'acier, travaux où l'on fait emploi des fours à réverbère ou à régénération et galvanisation de la tôle et du fil de fer (excepté les ateliers de décapage); b) verreries; c) papeteries; d) sucreries où l'on traite le sucre brut; e) réduction du minerai de cuivre ».

L'article 26 du livre II du Code du Travail a remis à un règlement d'administration publique le soin de déterminer les dérogations et ce règlement (décret du 30 juin 1913, art. 3) vise des industries que n'a pas prévues le projet de convention. Je vous serai obligé de me faire connaître les modifications qu'il conviendrait d'apporter soit à l'article 3 du décret du 30 juin 1913, soit au texte même de l'article 26 du livre II du Code du Travail.

Article 29. — L'article 29 autorise le travail de nuit pour les apprentis âgés de 16 ans au moins « en dehors des établissements visés à l'article 1^{er} », c'est-à-dire pratiquement dans les établissements de la petite industrie de l'alimentation (bouchers, charcutiers, boulangers, pâtisseries). Je vous prierai de me faire connaître si vous estimez qu'il y ait lieu de maintenir cette dérogation.

Article 54 a. — L'article 54 *a* interdit « d'employer des femmes accouchées dans les quatre semaines qui suivent leur délivrance ». Le projet de convention concernant le travail des femmes avant et après l'accouchement stipule que la femme « ne sera pas autorisée à travailler pendant une période de six semaines après ses couches ». (Art. 3, § *a*.)

Article 54 b. — L'article 54 *b*, paragraphe 1^{er}, prévoit que « pendant une année à compter du jour de la naissance, les mères allaitant leurs enfants disposent à cet effet d'une heure par jour, durant les heures de travail ».

Le paragraphe *d* de l'article 3 de la convention ne comporte pas la limitation d'une année. Le service a-t-il connaissance que cette limitation ait joué dans la pratique et que des mères aient demandé à allaiter leurs enfants pendant le travail après une année écoulée depuis la naissance?

Article 58. — A l'article 58, le minimum d'âge pour l'emploi des enfants dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires ne devrait-il pas être reporté de 13 à 14 ans, bien que le projet de convention ne vise que les établissements « industriels », et cela par concordance avec la modification apportée à l'article 1^{er}?

Article 80. — Cet article contient des références aux articles 14, 15, 20 à 25. Ces références seraient à modifier.

Article 88, § 2. — Le paragraphe 2 de l'article 88, relatif au livret des enfants, stipule : « Si l'enfant a moins de 13 ans, le livret doit mentionner « qu'il est muni du certificat d'études primaires institué par la loi du « 22 mars 1882 ». Ce paragraphe devra suivre le sort de l'article 2 si l'abrogation de ce dernier article est envisagée.

*
* *

En outre des modifications motivées par la ratification des conventions internationales, j'ai été amené à envisager d'autres remaniements.

Ces remaniements s'appliqueraient au titre des pénalités. (Titre IV.)

Au fur et à mesure de l'abrogation progressive des articles 14 à 19, en vertu de l'article 3 de la loi du 23 avril 1919, les conditions du travail des enfants et des femmes cessent d'être régies par l'article 14, pour être visées par les articles 6 à 8 et les règlements d'administration publique intervenus. De ce fait, les cas d'inobservation des prescriptions relatives à la durée du travail, s'il s'agit d'enfants ou de femmes, prennent le caractère de contraventions « aux articles 6 à 8 et aux règlements d'administration publique promulgués en exécution de ces articles », tombent sous le coup des articles 165 et 166 et sont punis d'une amende de 5 à 100 francs (tribunal correctionnel), alors que, sous le régime de l'article 14, ils n'avaient, aux termes des articles 158 et suivants, que le caractère d'infraction, passibles de poursuites en simple police.

La question se pose de savoir si, dans ces conditions, le régime de péna-

lités à appliquer aux infractions à la loi du 23 avril 1919 et aux règlements d'administration publique doit être le régime général prévu par les articles 158 et suivants, ou le régime spécial établi par les articles 165 et 166.

J'incline à penser que, dans l'intérêt même de l'application de la loi, il y aurait avantage à faire rentrer ces infractions dans le régime général de l'article 158 dans un but d'unification et pour les raisons mêmes qui avaient justifié l'adoption de ce régime général (simplicité et rapidité de la procédure de simple police).

Si cette thèse prévalait, l'abrogation des articles 165 et 166 serait proposée au Parlement. Cette abrogation devrait avoir pour corollaire une modification de l'article 182 pour exclure de l'application de l'article 463 du Code pénal, non plus seulement les condamnations prononcées en vertu des articles 1 à 5, mais aussi les condamnations prononcées en vertu des articles 6 à 8. Les mots « concernant le travail des femmes et des enfants » seraient remplacés par « concernant la durée du travail en général et les conditions du travail des femmes et des enfants ».

*
* *

Avant d'élaborer un projet de loi tendant à modifier ou abroger les textes du livre II du Code du Travail qui viennent d'être successivement examinés, j'attacherais du prix à connaître vos vues à cet égard.

Vous voudrez bien, après avoir consulté, le cas échéant, les organisations intéressées les plus représentatives des patrons et des ouvriers de votre circonscription, me fournir dès que possible vos observations et propositions éventuelles.

CIRCULAIRE DU 13 SEPTEMBRE 1920 (1).

Appareils et réservoirs contenant des gaz sous pression.

Mon attention a été appelée, par un accident particulièrement grave survenu dans une fabrique de parfums synthétiques, sur la question des mesures particulières de sûreté qu'il pourrait y avoir à prendre, dans les établissements où sont employés, entreposés ou manipulés des appareils ou des réservoirs contenant des gaz sous pression.

Dans l'espèce, il s'agissait d'un appareil de fabrication de l'alcool hydrocynamique par action de l'hydrogène sur l'aldéhyde de cynnamique. Cet autoclave était constitué par un cylindre en tôle d'acier de 9^{mm} d'épaisseur et mesurant 0^m90 de haut sur 0^m25 de diamètre. Il était soudé à l'autogène. Bien qu'essayé à froid à une pression de 120 K., il a éclaté, le long de la soudure,

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

à une température de 120° et alors que le manomètre indiquait seulement 28 K.

L'on ne sait si l'accident est dû au mauvais fonctionnement du manomètre et de la soupape de sûreté qui devait s'ouvrir à 60 K. ou au fait de l'influence de la température sur la soudure, ou à toute autre cause, mais, quoi qu'il en soit, un ingénieur a été tué et huit ouvriers grièvement blessés ou brûlés.

Des accidents de cet ordre ne seraient pas rares tant dans l'industrie chimique que dans l'industrie métallurgique et il importerait d'examiner si, en dehors de l'action du service des mines pour le contrôle des appareils à vapeur, il n'y aurait pas lieu d'édicter des mesures spéciales tendant à protéger la vie ou à assurer la sécurité des ouvriers appelés à se trouver au voisinage des appareils en question à l'intérieur des établissements industriels ou commerciaux.

C'est dans ce but que je vous prie de vouloir bien me faire connaître :

- a) Les accidents qui auraient été constatés dans votre circonscription ;
- b) Les causes desdits accidents et les circonstances dans lesquelles ils se sont produits ;
- c) Votre avis sur l'éventualité d'une réglementation et la conception que vous auriez de cette réglementation, le cas échéant ;
- d) Les limites dans lesquelles, à votre avis, la réglementation devrait se tenir pour ne pas empiéter sur les attributions du contrôle des appareils à vapeur.

CIRCULAIRE DU 16 SEPTEMBRE 1920 (1).

Journée de 8 heures. — Décret du 5 août 1920. — Hôtels, cafés, restaurants de la région parisienne.

Le décret du 2 août 1920 (2) (J. O. 5 août 1920), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les hôtels, cafés et restaurants de la région parisienne, présente ce caractère particulier qu'il vise des catégories d'établissements où la durée du travail n'était auparavant réglementée par aucune loi — réserve faite des prescriptions relatives au repos hebdomadaire.

Pour l'application de ces dernières prescriptions, un accord est intervenu entre les chambres syndicales patronales et le syndicat ouvrier, aux termes duquel les plaintes formulées par ce dernier sont transmises au Ministère du

(1) Adressée à l'Inspecteur divisionnaire du travail à Paris.

(2) Voir dans le présent Bulletin, page 158.

Travail, qui en saisit les chambres syndicales patronales intéressées. Celles-ci interviennent auprès de leurs adhérents et ce n'est qu'au cas où cette intervention n'a pas été suffisante pour obtenir la disparition des infractions que l'Administration est appelée à agir.

Il me paraît qu'il y aurait tout avantage à adopter une procédure identique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 et du règlement d'administration publique du 2 août 1920.

Vous trouverez ci-après un spécimen de la lettre que, lorsque je suis saisi directement de réclamations par le Syndicat ouvrier, j'adresse à ce sujet à la Chambre syndicale patronale intéressée :

« Monsieur le Président de la Chambre syndicale,

« J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il m'a été signalé que les établissements suivants ne se conformaient pas à la loi sur la journée de 8 heures telle qu'elle a été rendue applicable à ces établissements par le décret du 2 août 1920 :

.....

« Je vous serai très obligé de me faire connaître, dès réception de la présente lettre, afin que le nécessaire puisse être fait par d'autres voies, celles des maisons ci-dessus énumérées qui n'adhéreraient pas à votre organisation.

« Pour celles qui y adhèrent, vous voudrez bien adresser d'urgence, à chacune d'elles, un avertissement et me faire connaître, dans un délai de quinze jours, la réponse que chacune vous aura fournie, notamment :

« 1° Si elle conteste les faits mis à sa charge ;

« 2° Si, au cas où les faits sont exacts, elle s'est engagée à se conformer au règlement et dans quel délai, ainsi que les raisons qui justifieraient ce délai.

« L'Administration se réserve d'intervenir directement à l'égard de celles de ces maisons qui auraient répondu d'une manière insuffisante ou qui n'auraient pas fait parvenir leur réponse dans le délai prévu. »

.....

Les inspecteurs du travail n'auront donc pas à visiter spécialement les établissements pour y faire observer le nouveau règlement.

S'ils sont saisis de plaintes, ils adresseront aux Chambres syndicales patronales intéressées des avis inspirés du texte ci-dessus. Dans tous les cas où la réponse sera satisfaisante, la plainte sera classée.

D'autres cas sont à envisager :

Ou bien l'établissement visé n'adhère à aucune des Chambres syndicales ;

Ou bien l'établissement n'a fait aucune réponse à la démarche de la Chambre syndicale ;

Ou bien cette réponse n'est pas satisfaisante ;

Ou bien, malgré la réponse satisfaisante, les réclamations continuent à se produire.

Ce n'est que dans ces quatre derniers cas que le Service de l'Inspection du travail devra procéder à la visite de l'établissement pour y prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer l'application de la loi.

Il va sans dire qu'au début de l'application, il y a lieu d'agir pour ce règlement comme pour les autres règlements, c'est-à-dire d'expliquer aux chefs d'établissements les dispositions légales et de s'efforcer d'obtenir de ceux-ci qu'ils s'y conforment volontairement. C'est seulement dans le cas de mauvaise volonté manifeste qu'il sera nécessaire de recourir au procès-verbal.

Vous voudrez bien communiquer aux inspecteurs départementaux placés sous vos ordres les présentes instructions dont vous trouverez ci-joint un nombre suffisant d'exemplaires.

CIRCULAIRE DU 23 SEPTEMBRE 1920 (1).

Hygiène et salubrité dans les verreries.

L'attention de mon administration ayant été appelée sur les améliorations à apporter en matière d'hygiène et de sécurité dans un certain nombre de verreries de la région parisienne, il a paru intéressant de procéder, en ce qui les concernait, à une action d'ensemble, en faisant appel, pour cela, à la collaboration des organisations patronales et ouvrières.

Dès l'abord, à la suite d'une lettre ministérielle qui lui avait été adressée dans ce but, l'Inspecteur divisionnaire de Paris a prescrit aux inspecteurs sous ses ordres de visiter toutes les verreries de leurs sections respectives afin d'établir une sorte d'inventaire de leur situation actuelle en ce qui concerne l'application des lois et décrets sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Ces fonctionnaires devaient se préoccuper, notamment, des lavabos, vestiaires, cabinets d'aisances, aération générale, ventilation devant les feux et rechercher les moyens qu'il y aurait, à leur avis, à appliquer pour arriver aux résultats cherchés.

Cette documentation ayant fait ressortir qu'une intervention était nécessaire dans la plupart des établissements, un Inspecteur a été désigné pour se mettre en rapport avec la Chambre syndicale des maîtres de verrerie de France

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(Groupe de la région parisienne). Il a exposé à cette assemblée ce qu'il y avait à faire et il a été décidé qu'une réunion plénière aurait lieu à laquelle assisteraient, d'une part, tous les employeurs syndiqués intéressés, d'autre part, les inspecteurs départementaux chargés de visiter leurs établissements. Au cours de cette conférence, industriels et inspecteurs se sont mis d'accord sur les modalités particulières à chaque usine en vue de l'exécution des mesures qui doivent être prises d'ici la fin de l'année.

Les industriels non syndiqués ont, en outre, été convoqués au Ministère, sous la présidence de M. le Directeur du travail et la même procédure a été suivie en ce qui les concerne.

Enfin, une délégation de la Chambre syndicale des ouvriers verriers de la Région parisienne a été convoquée au Ministère. On lui a donné connaissance de l'état de la question et elle a pris l'engagement de faire tout ce qui sera en son pouvoir pour que les ouvriers emploient et entretiennent, suivant leurs moyens, les installations qui seront créées ou améliorées pour eux. Des conférences leur seront faites à ce sujet et les inspecteurs pourront leur fournir, en réunion, tous les éclaircissements dont ils auront besoin.

D'accord en cela avec la Chambre syndicale des maîtres de verrerie de France, j'ai pensé à généraliser cette méthode d'action à toutes les fabriques de verre du territoire.

En conséquence, vous voudrez bien prescrire aux inspecteurs sous vos ordres de visiter les verreries de leurs sections respectives et de vous rendre compte, dans un rapport, de l'état dans lequel ils les auront trouvées. Il va de soi que leur attention devra se porter non seulement sur les points qui ont fait l'objet des préoccupations de leurs collègues de la région parisienne, qui n'ont guère à voir que des *gobeletteries*, mais sur l'ensemble des prescriptions à observer suivant la nature des verreries qu'ils rencontreront. Sur le vu des rapports en question, vous voudrez bien, dans un rapport d'ensemble qui les résumera, faire ressortir les améliorations essentielles et dont la réalisation vous semblera pouvoir être obtenue dans l'année. Les autres améliorations devront faire l'objet d'une étude ultérieure.

La Chambre syndicale patronale convoquera, à Paris, ses adhérents de province, au cours de la 1^{re} quinzaine de décembre, à une époque correspondant avec la réunion ordinaire des inspecteurs divisionnaires.

Chacun de vous pourra ainsi discuter son programme et convenir, avec les industriels verriers, des délais et modalités nécessaires à chaque cas particulier.

Je vous prie d'apporter tous vos soins à l'exécution des présentes instructions ; j'attache, en effet, beaucoup de prix à ce que l'essai d'application de la méthode nouvelle exposée ci-dessus, et qui fait appel à la *collaboration des organisations patronales et ouvrières* en vue d'améliorer l'hygiène et la sécurité des ouvriers, soit tenté dans les meilleures conditions.

CIRCULAIRE DU 25 SEPTEMBRE 1920 (1).

Loi du 23 avril 1919. — Décret du 9 août 1920. — Métallurgie et travail des métaux. — Interprétation.

L'union des Industries métallurgiques et minières, de la construction mécanique, électrique et métallique et des Industries qui s'y rattachent, a publié un *Commentaire du décret du 9 août 1920*, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux.

Ce « *Commentaire* » a été adressé à tous les adhérents de l'Union et il me paraît indispensable que le Service de l'Inspection en ait communication, en attendant l'envoi prochain d'instructions officielles de l'administration.

C'est, en effet, sur les éclaircissements et les conseils fournis par ce document que les industriels intéressés se régleront, le plus souvent, pour l'application de la loi.

Ces éclaircissements et conseils paraissent généralement reposer sur une exacte interprétation du décret: certains passages, toutefois, appellent soit des précisions, soit des réserves.

Une réserve s'impose particulièrement en ce qui concerne le commentaire de l'article 3, § 1. Au sujet des « causes accidentelles ou de force majeure » qui donnent ouverture à récupération, il est dit :

« Le règlement indique comme rentrant dans ces cas : les accidents survenus au matériel, l'interruption de force motrice, les sinistres. *Cette énumération n'est pas limitative.* Les trois cas mentionnés ne le sont qu'à titre d'indication et ne sauraient exclure tous ceux dont la liste eût été impossible à établir, susceptibles d'être considérés comme cas de force majeure ou provenant d'une cause accidentelle. »

Cette interprétation ne paraît pouvoir être admise. L'énumération visée est limitative. Plus exactement, ce n'est pas une énumération mais une définition des causes accidentelles ou cas de force majeure, donnant ouverture à récupération. Il convient d'observer qu'il s'agit, en l'espèce, de récupération de droit, que l'industriel peut utiliser moyennant un simple avis à l'inspecteur ; il y avait donc lieu de préciser la portée de l'expression générale « causes accidentelles ou de force majeure » et c'est le but de l'énumération qui l'accompagne. Sans doute, on n'a énuméré ni les différents ordres d'accidents au matériel, ni les causes diverses d'interruption de force motrice ni les diverses catégories de sinistres. Mais seuls les cas d'accidents au matériel (de quelque ordre qu'ils soient), les cas d'interruption de force motrice (quelle qu'en soit la cause : interruption de courant, manque de charbon pour l'alimentation des chaudières à vapeur, etc.), les cas de sinistres (quelle qu'en soit la nature)

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

constituent des causes accidentelles ou cas de force majeure au sens de l'article 3, § 1.

Si des industriels se prévalaient de l'interprétation extensive donnée par le Commentaire de l'Union, vous voudrez bien m'en informer en vue, le cas échéant, de faire redresser par l'Union elle-même l'erreur commise.

Des précisions semblent en outre utiles, en ce qui concerne les passages ci-après :

Il est bien exact que *les horaires de repos sont laissés à l'entière discrétion des patrons*, mais il va sans dire que cette liberté d'action laissée aux patrons par la loi et le décret ne peut prévaloir contre les stipulations éventuelles des conventions — individuelles ou collectives — réglant la répartition des repos.

Au sujet des dérogations permanentes, le commentateur explique que ces dérogations sont de droit, que leur usage ne sera subordonné à aucune autorisation. Il est bon de rappeler que l'horaire du personnel visé par ces dérogations doit être communiqué à l'Inspecteur départemental du travail et affiché dans les mêmes conditions que l'horaire général de l'établissement dans lequel il y aurait tout avantage, d'ailleurs, à l'incorporer.

Enfin, le Commentaire, dans ses observations générales, signale que M. le Conseiller d'État, rapporteur du règlement, consulté, aurait fait connaître que « dans son esprit comme dans celui du Conseil d'État, il fallait entendre par le mot *organisation* non seulement les syndicats professionnels constitués sous la forme de la loi de 1884, mais encore toute organisation légale, contractuelle ou de fait, constituant la représentation normale du personnel d'un établissement. De même au point de vue patronal, le mot *organisation* doit s'entendre non seulement d'un syndicat professionnel, mais encore de toute association légale ou d'un groupement de fait et même d'un chef d'établissement isolé ».

Le mot « organisation » est employé dans le décret dans trois cas.

Dans le premier cas, le décret subordonne la mesure qu'il prévoit (décret, arrêté, autorisation) à une *demande* émanant d'organisations patronales ou ouvrières. L'interprétation du « Commentaire » ne soulève ici aucune difficulté : il s'agit, en effet, d'un détail de procédure et non d'une décision.

Dans le second cas, le décret subordonne la mesure à la *consultation* des organisations. Rien n'empêche, en l'absence d'organisations *syndicales*, de consulter d'autres organisations. Cette consultation est même admissible dans le cas où il existe des organisations syndicales et concurremment avec la consultation desdites organisations syndicales. Mais il va sans dire que la consultation des organisations *syndicales*, là où il en existe, est toujours obligatoire.

Reste le cas où il s'agit d'*accord* entre organisations patronales et ouvrières. S'il n'y a pas d'organisations *syndicales*, il va de soi qu'un accord entre organisations non syndicales peut être pris comme base de la mesure à intervenir. Mais s'il existe des organisations *syndicales* et que celles-ci n'ont pu se mettre d'accord, pourra-t-on suppléer à ce défaut d'accord par des accords particuliers entre patrons et ouvriers d'un seul établissement « isolé » ? La question est délicate. Elle doit être résolue par la négative en ce qui touche l'article 3,

§ 5, puisque la faculté de récupération prévue par cet article doit être étendue à des *industries* (non à des établissements). Seules, des organisations qualifiées pour représenter les *industries* en cause, peuvent être prises en considération. La même solution s'impose pour l'application des dispositions de l'article 2, § 4, sur l'institution d'un « régime uniforme pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région. »

Vous voudrez bien transmettre aux Inspecteurs départementaux placés sous vos ordres le « Commentaire » et la présente circulaire. Je vous adresse ci-joint un nombre suffisant d'exemplaires de ces deux documents.

Vous voudrez bien, en outre, me tenir au courant de tous les incidents auxquels donnerait lieu l'application du décret du 9 août 1920, afin que je puisse faire appel, le cas échéant, pour en faciliter le règlement amiable, au concours des organisations centrales patronale et ouvrière.

CIRCULAIRE DU 6 OCTOBRE 1920 (1).

Enquête sur l'activité économique. — Octobre 1920.

Depuis le début des hostilités, le Service de l'Inspection du travail a procédé, tous les trois mois d'abord, puis tous les six mois, à une enquête sur l'activité industrielle et commerciale.

Ces enquêtes ont fourni des renseignements intéressants et utiles, et il importe de les continuer. Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien dresser une nouvelle statistique qui portera :

a) Sur les établissements que le Service aura visités du 1^{er} au 31 octobre 1920 ;

b) Sur les autres établissements sur lesquels il aura pu pour la même époque, recueillir, par d'autres moyens que la visite, les renseignements demandés.

Le tableau statistique devra être établi d'après le cadre ci-joint et m'être adressé au plus tard le 30 novembre 1920.

Comme précédemment, le tableau statistique devra être complété par un rapport expliquant les fluctuations importantes constatées depuis la dernière enquête. Ce rapport devra m'être fourni (autant que possible en trois exemplaires) au plus tard le 31 décembre de l'année courante.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 19 OCTOBRE 1920 (1).

Loi de 8 heures. — Magasins et salons de coiffures et ateliers de confection de postiches. — Décret du 26 août 1920.

La circulaire que vous avez adressée le 5 octobre dernier aux Syndicats patronaux des coiffeurs de province donnant lieu à des difficultés d'interprétation, il me paraît nécessaire de bien préciser le sens des déclarations qui ont été faites à la délégation qui s'est rendue au Ministère du Travail lors du Congrès des 13, 14 et 15 septembre dernier.

Certains syndicats patronaux ont interprété votre circulaire du 5 octobre comme si le Ministre avait pris sur lui d'autoriser jusqu'au 31 décembre 1920 :

54 heures par semaine pour Paris ;

57 heures par semaine pour la banlieue et les localités au-dessus de 25,000 habitants ;

60 heures par semaine pour toutes celles au-dessus de 25,000 habitants,

auxquelles pourrait s'ajouter une heure par semaine, en vertu de l'article 5, paragraphe 2, du décret du 26 août 1920.

Cette interprétation est manifestement inexacte, et je ne doute pas que tel ne soit votre avis. C'est précisément l'utilisation de la dérogation prévue à l'article 5 précité qui permet de porter sans autorisation spéciale au total susvisé la durée de présence hebdomadaire des ouvriers coiffeurs.

D'autre part, il est bien entendu — et votre circulaire le dit formellement — que lorsque des accords passés entre syndicats patronaux et ouvriers n'ont pas prévu l'utilisation intégrale des 52 heures supplémentaires et s'en sont tenus aux durées fixées à l'article 2 du décret, ces accords n'ont pas à être modifiés.

En ce qui touche la revision du décret du 26 août 1920, aucun engagement n'a été pris et ne pouvait être pris. La délégation de la Fédération patronale ayant demandé la revision du décret du 26 août 1920, parce qu'elle croyait que cette demande de revision devait être formée à peine de forclusion, dans le délai d'un mois à partir de la promulgation dudit décret, il a été simplement répondu à la délégation que la demande de revision pouvait être formée à n'importe quel moment, le délai d'un mois visé dans la loi est celui

(1) Adressée au Secrétaire général de l'Union fédérale des Syndicats patronaux des Coiffeurs de France et des colonies.

dans lequel les organisations patronales et ouvrières dûment consultées doivent donner leur avis.

Je ne doute point que nous ne soyons d'accord sur tous les points qui viennent d'être énumérés et que vous ne soyez tout disposé à collaborer avec l'administration pour dissiper les malentendus qui pourraient se produire.

.....

Recevez, Monsieur le Secrétaire, l'assurance de ma considération distinguée.

CIRCULAIRE DU 21 OCTOBRE 1920 (1).

Suppression du travail de nuit dans la boulangerie.

Par ma circulaire en date du 6 août 1920 (2), je vous ai invité à rechercher, en consultant les organisations patronales et ouvrières intéressées et en provoquant, le cas échéant, des conférences entre leurs délégués, les mesures propres à assurer au mieux la mise en application, au 24 octobre courant, des dispositions de l'article 20 nouveau du Livre II du Code du Travail portant interdiction d'occuper des ouvriers, entre 10 heures du soir et 4 heures du matin, à la fabrication du pain ou de la pâtisserie.

Il me paraît intéressant de porter à votre connaissance les résultats obtenus à cet égard à Paris.

Des délégués des Chambres syndicales patronale et ouvrière de la boulangerie de Paris ont tenu deux réunions au Ministère du Travail sous la présidence d'un délégué du Ministre.

Il est ressorti des vues qui ont été échangées que l'application du travail de jour dans la boulangerie pourrait s'opérer sans difficulté dans l'approvisionnement régulier de la population si la clientèle modifiait quelque peu ses habitudes en ce qui concerne les heures d'achat du pain.

Il a été décidé d'adresser un appel dans ce sens au public, par voie d'avis affiché dans les boulangeries.

Vous trouverez ci-joint copie de cet avis, ainsi que d'un communiqué à la presse relatif au même objet.

Vous pourrez sans doute vous inspirer utilement de cette communication pour le cas où la question se présenterait sous un aspect analogue dans votre circonscription.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, p. 255.

CIRCULAIRE DU 22 OCTOBRE 1920 (1).

Loi du 23 avril 1919. — Décret du 26 août 1920. — Salons de coiffure.

En vue de faciliter l'application du décret du 26 août 1920 (2) dans les salons de coiffure parisiens, la Chambre syndicale patronale des coiffeurs de Paris (53, rue Jean-Jacques Rousseau) a, sur mon conseil, donné des instructions à ses adhérents pour que ceux-ci établissent sans tarder l'horaire prescrit par l'article 4 dudit décret.

Pour éviter toutes difficultés, au cas où les patrons coiffeurs ignoreraient l'adresse de l'inspecteur départemental compétent, ceux-ci ont été avisés qu'ils pouvaient adresser directement leurs horaires à l'inspecteur divisionnaire.

D'autre part, la Chambre syndicale s'est chargée de fournir, le cas échéant, à ses membres, tous les éclaircissements dont ils pourraient avoir besoin pour l'établissement de l'horaire.

Dans ces conditions, je vous serai obligé de prendre connaissance des horaires qui vous seraient transmis et de donner avis des critiques que ces horaires pourraient soulever, à la Chambre syndicale en lui adressant les horaires critiqués. La Chambre syndicale fera toutes démarches utiles auprès de ses adhérents pour assurer la revision des horaires défectueux.

La même procédure devra être adoptée par les inspecteurs départementaux saisis dans les conditions normales par les coiffeurs de leur section.

Je vous prie, en conséquence, de porter la présente communication à la connaissance des inspecteurs départementaux placés sous vos ordres. Je vous en adresse, à cet effet, un nombre suffisant d'exemplaires.

CIRCULAIRE DU 22 OCTOBRE 1920 (3).

Loi de 8 heures. — Magasins et salons de coiffure et ateliers de confection de postiches. — Décret du 26 août 1920.

Une circulaire, en date du 5 octobre 1920, émanant de l'Union fédérale des Syndicats patronaux des Coiffeurs de France et des Colonies (Secrétariat général à Paris, 23, place Dauphine), a donné lieu à des erreurs d'interprétation qu'il importe de redresser. C'est ainsi que certains syndicats locaux de patrons coiffeurs ont cru comprendre que le Ministre du Travail avait admis une augmentation de 3 heures des durées de présence prévues par le décret du 26 août 1920 (4).

(1) Adressée à l'Inspecteur divisionnaire du travail à Paris.

(2) Voir dans le présent Bulletin, p. 178.

(3) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(4) Voir dans le présent Bulletin, p. 178.

Vous trouverez ci-après copie de la lettre (1) par laquelle j'ai rectifié auprès du Secrétaire général de cette Union les erreurs d'interprétation auxquelles avait donné lieu sa circulaire.

A cette communication, j'ajouterai les précisions ci-après :

1° L'utilisation du crédit de 52 heures par an, prévu par l'article 5, paragraphe 2, du décret, est possible, pour la période comprise entre la date d'entrée en application du décret et le 31 décembre 1920, ce qui permet aux patrons coiffeurs d'augmenter, jusqu'au 31 décembre 1920, la durée de travail prévue par l'article 2 du décret, de 3 heures par semaine et de porter ainsi jusqu'à cette date cette durée hebdomadaire de 51 à 54 heures à Paris, de 54 à 57 heures dans les villes de plus de 25,000 habitants, de 57 à 60 heures dans les villes de moins de 25,000 habitants, cette faculté de prolongation étant, bien entendu, subordonnée à l'envoi à l'Inspecteur de l'avis préalable prévu par l'article 6 du décret. Pourra être considérée comme équivalent à cet avis la mention portée sur l'horaire que les durées de présence qui y sont prévues comprennent les heures de dérogation autorisées par l'article 6 précité.

2° En ce qui concerne la validité des contrats existants, il n'est en rien dérogé à la règle de droit commun, d'après laquelle seuls demeurent valables, quant à la durée du travail, les contrats comportant les durées égales ou inférieures aux durées prévues par le décret.

3° Aucun texte n'autorise l'Administration à différer l'application du décret : les patrons coiffeurs doivent être invités dans tous les cas à envoyer aux Inspecteurs l'horaire prévu par l'article 4 du décret. Cet horaire peut, sans doute, indiquer une répartition des heures de la semaine, tenant compte des 3 heures supplémentaires prévues ci-dessus (1°) ; mais, en ce cas, il n'est valable que jusqu'au 31 décembre 1920 ; seul, peut être considéré comme définitif l'horaire basé sur les durées réglementaires fixées par l'article 2 du décret.

Vous voudrez bien porter les explications qui précèdent à la connaissance des Inspecteurs placés sous vos ordres.

CIRCULAIRE DU 22 OCTOBRE 1920 (2).

*Loi du 23 avril 1919. — Règlements d'administration publique. —
Dérogations temporaires. — Contrôle.*

Dans les récents décrets relatifs à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures, ne figure plus à l'article 7 un paragraphe qui était inséré dans les premiers décrets (livre, cuirs et peaux, chaussures en gros,

(1) Voir ci-dessus, page 273.

(2) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail

vêtements) et qui prescrivait l'affichage des avis de dérogations adressés à l'inspecteur du travail par tout chef d'établissement faisant exécuter des heures supplémentaires.

La raison de cette omission est que une autre disposition du même article, prescrivant l'affichage d'un tableau donnant les dates et jours où il sera fait usage des dérogations, il a paru que cette mesure était suffisante pour permettre le contrôle de l'application de la loi, sans qu'il fut nécessaire d'exiger l'affichage des avis de dérogations.

En conséquence, les inspecteurs du travail saisis d'avis de dérogation n'auront pas à exiger l'affichage de l'avis, même pour l'application des premiers décrets, dans tous les cas où l'affichage du tableau récapitulatif est correctement assuré.

Vous voudrez bien porter les présentes instructions à la connaissance des inspecteurs de votre circonscription.

CIRCULAIRE DU 25 OCTOBRE 1920 (1).

Enquête relative au chômage.

La question du chômage préoccupe actuellement, à juste titre, l'opinion publique.

Les Offices publics de placement, d'une manière générale, signalent surtout les chômages qui se traduisent par des licenciements d'ouvriers, et dans le voisinage immédiat du siège des offices. Les chômages qui se traduisent par des réductions de la durée du travail, hebdomadaire ou journalière, ainsi que ceux qui se produisent dans les localités éloignées du siège des offices publics risquent de leur échapper.

Les Inspecteurs du travail peuvent, au contraire, au cours de leurs visites, recueillir non seulement sur les chômages effectifs de toute nature, mais même sur les menaces de chômage, des indications particulièrement précises.

Aussi, je vous serais obligé de vouloir bien inviter les inspecteurs et inspectrices placés sous vos ordres, à signaler les chômages ou menaces de chômage dont ils auraient connaissance au cours de leurs tournées d'inspection ou dans leurs rapports avec les organisations patronales et ouvrières.

Ils devront me transmettre ces indications en même temps qu'ils en aviseront les offices publics de placement intéressés, afin que ceux-ci puissent, le cas échéant, prendre immédiatement les mesures nécessaires pour replacer les ouvriers en chômage.

Dès maintenant, je vous serais très obligé de me faire parvenir, pour le 3 novembre prochain, un premier rapport succinct sur la situation à cet

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

égard dans votre circonscription, en ce qui concerne les principales industries qui y sont exercées et en utilisant les données recueillies jusqu'ici à l'occasion de l'enquête en cours sur la situation économique.

CIRCULAIRE DU 29 OCTOBRE 1920 (1).

Revision éventuelle des bordereaux de salaires payés aux ouvriers mineurs.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli un exemplaire de la lettre adressée le 23 octobre 1920 aux Ministres du Travail et des Travaux publics par la Fédération nationale des Travailleurs du sous-sol, et tendant à la revision générale des bordereaux de salaires actuellement en vigueur pour les ouvriers des mines de toute nature et des ardoisières.

La Fédération exprime le désir que la procédure appliquée en 1918 et 1919, et confirmée par ma circulaire du 3 mars 1920 (2), soit « maintenue et de nouveau appliquée » et qu'un accord préalable intervienne à cet effet, sous les auspices des Ministres, entre la Fédération d'une part et les organismes centraux représentant les exploitants d'autre part.

Conformément au désir exprimé par la Fédération, j'ai soumis la question au Comité central des Houillères, aux Syndicats des mines de fer, des mines métalliques et des mines de sel ainsi qu'aux représentants des mines de potasse et des ardoisières.

Afin qu'en cas d'accord la procédure puisse être immédiatement engagée, je vous serais très obligé de prendre dès maintenant les mesures nécessaires en vue de la convocation éventuelle des commissions mixtes régionales et locales dans les conditions prévues par les circulaires des 24 septembre 1918 9 juillet 1919 et 3 mars 1920.

CIRCULAIRE DU 2 NOVEMBRE 1920 (3).

Loi du 23 avril 1919. — Chemins de fer. — Ateliers de réparation et d'entretien.

Les circulaires des 20 janvier 1904 (4) et 3 septembre 1906 (5) ont fourni

(1) Adressée aux préfets.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 233.

(3) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(4) Voir *Bulletin* 1904, page 5.

(5) Voir *Bulletin* 1906, page 168.

aux inspecteurs du travail des instructions visant les attributions respectives de leur service et des services de contrôle du Ministère des Travaux publics touchant l'application des lois sur l'hygiène et sur le repos hebdomadaire dans les établissements des entreprises de chemins de fer.

Seuls, étaient considérés comme relevant du contrôle de l'Inspection du Travail les ateliers de *construction* et de *transformation* de matériel.

La question s'est posée de savoir si, à l'égard de la législation nouvelle sur la durée du travail, les attributions respectives des deux services restent les **mêmes**. Cette question a été résolue par l'affirmative d'accord avec mon collègue des Travaux publics.

J'ajoute, à titre d'information, qu'une commission paritaire a été instituée au Ministère des Travaux publics en vue de l'examen des modalités d'application de la journée de huit heures pour l'ensemble du personnel des chemins de fer d'intérêt général.

En conséquence, ainsi que l'indiquent les circulaires rappelées plus haut, le Service de l'Inspection du Travail n'a pas à intervenir dans le contrôle de la durée du travail dans les établissements de *réparation et d'entretien* du matériel des chemins de fer.

CIRCULAIRE DU 15 NOVEMBRE 1920 (1).

Loi du 23 avril 1919. — Bâtiment et Travaux publics des régions libérées.

Décret du 5 août 1920. — Récupérations et dérogations temporaires.

Par ma circulaire du 26 août dernier (2), je vous ai fourni de premières instructions en vue de l'application du décret du 5 août 1920 (3), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bâtiment et des travaux publics des régions libérées.

Après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, je compléterai aujourd'hui ces premières instructions par certaines précisions, visant spécialement les récupérations d'heures perdues, prévues par l'article 3 du règlement et les dérogations temporaires visées par l'article 6, paragraphe 2°, du même règlement.

A. — *Récupérations.*

Des instructions antérieures vous ont engagé à poursuivre, pour l'applica-

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires des 1^{re}, 3^e, 4^e, 5^e et 6^e circonscriptions.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 256.

(3) Voir dans le présent *Bulletin*, page 163.

tion des divers règlements pris en exécution de la loi du 23 avril 1919, la réalisation d'ententes entre organisations patronales et ouvrières en vue de déterminer le mode de récupération des heures de travail perdues.

Il me paraît utile de vous signaler la forme particulière donnée à des ententes de cette nature.

Aux termes de ces ententes, la durée de la journée de travail reste fixée, en principe, à huit heures toute l'année; mais, à titre de récupération forfaitaire de toutes les heures de travail perdues pour intempéries, il est entendu que la durée légale est prolongée d'une heure par jour pendant un certain nombre de mois de l'année, déterminés d'avance, par exemple, ainsi que le prévoient des accords intervenus à Lille et à Amiens, « du 1^{er} mars au 31 octobre inclus ».

Un tel mode de récupération est légal, puisque l'article 3 du décret laisse toute liberté à l'inspecteur du travail pour déterminer, après consultation des intéressés, le mode suivant lequel la récupération aura lieu, à raison d'une heure par jour.

Il présente, d'autre part, des avantages évidents pour le contrôle de l'application de la loi. Il n'en présente pas moins pour les intéressés. Une fois homologué par l'inspecteur départemental du travail, conformément aux dispositions de l'article 3 du décret, un tel mode de récupération peut dispenser les chefs d'entreprise de toutes les formalités prévues, en cas de récupération, par le même article. Car il y a lieu d'observer qu'aux termes de ces ententes, la récupération s'applique à toutes les heures de travail perdues visées par l'article 3.

Vous voudrez bien, en conséquence, signaler ces ententes aux organisations intéressées de votre circonscription, en les engageant à en conclure d'analogues et à vous les communiquer, pour vous permettre de les homologuer par l'autorisation formelle que le décret vous donne pouvoir de délivrer.

B. — *Déroptions temporaires.*

La circulaire du 26 août 1920 a défini ce qu'il faut entendre, *a priori*, par *travaux exécutés dans l'intérêt d'un service public*, à savoir, « non seulement les travaux exécutés directement ou indirectement ou en régie par une administration publique, mais encore ceux qui sont exécutés par des entrepreneurs pour le compte de l'État, des départements, des communes ou des établissements publics, ou sur l'ordre du Gouvernement ».

Il n'est pas contestable, d'autre part, que certains travaux, dans les régions libérées, et au premier chef dans les régions les plus dévastées doivent, en raison de leur caractère d'utilité générale, être assimilés à des travaux exécutés *dans l'intérêt d'un service public*.

J'estime, en conséquence, qu'il y a lieu de considérer, sans enquête spéciale, comme rentrant dans la catégorie des travaux visés par l'article 6, paragraphe 2^o du décret :

a) Les travaux de construction, reconstruction ou réparation de bâtiments d'exploitations agricoles ;

b) Les travaux de reconstruction de mines, ouvrages de voies ferrées, usines, ateliers d'artisans;

c) Les travaux de construction, reconstruction ou réparation de maisons ouvrières en remplacement de maisons démolies ou manquantes.

Il est bien entendu, toutefois, que pour assurer le contrôle des organisations patronales et ouvrières, avis leur serait donné des cas visés sous a), b) et c) pour lesquels des dérogations ci-dessus auraient été autorisées.

Enfin, en dehors des travaux ci-dessus énumérés, il peut en être d'autres dont le caractère d'utilité publique ressort de circonstances locales qu'il appartient aux intéressés d'apprécier. Dans tous les cas où, de l'avis concordant des organisations patronales et ouvrières de la profession et de la localité ou de la région, une catégorie de travaux ou certains travaux particuliers ne rentrant pas dans les catégories visées ci-dessus auront été jugés répondre à un besoin urgent d'utilité générale, ils pourront être admis au bénéfice des dérogations temporaires.

Toutes les dérogations ci-dessus prévues peuvent avoir pour effet de prolonger la durée du travail jusqu'à dix heures par jour, récupérations comprises. Des durées supérieures à cette limite ne pourront être admises, en dehors des cas d'accidents visés par l'article 6, paragraphe 1^o du décret, qu'à titre tout à fait exceptionnel et sur l'avis conforme des organisations patronales et ouvrières intéressées.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire.

CIRCULAIRE DU 15 NOVEMBRE 1920 (1).

Loi du 23 avril 1919. — Bâtiment et Travaux publics des régions libérées. — Décret du 5 août 1920, art. 6, § 2^o.

Vous trouverez sous ce pli le texte d'une circulaire (2) complétant les premières instructions qui vous ont été données le 26 août 1920, en vue de l'application du décret du 5 août 1920, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bâtiment et des travaux publics des régions libérées.

L'un des objets de la présente circulaire est de préciser les catégories de travaux qui doivent être considérés comme exécutés « dans l'intérêt d'un service public » et donner à ce titre ouverture, en vertu des dispositions de l'article 6, paragraphe 2^o du décret, à des dérogations temporaires dans la

1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires des 1^{re}, 3^e, 4^e, 5^e et 6^e circonscriptions.

(2) Voir ci-dessus, page 279.

« limite à fixer, dans chaque cas, de concert entre le Ministère du Travail et le Ministère qui ordonne les travaux ».

En la circonstance, tenant compte de l'urgence exceptionnelle des travaux visés et de l'intérêt qui s'attache à ce que les formalités administratives soient réduites au minimum et entraînent les moindres délais possibles, j'ai décidé de *déléguer à l'inspecteur divisionnaire du travail le pouvoir de décision conféré au Ministre du Travail par les termes du décret.*

Vous n'aurez, en conséquence, à me saisir que des cas qui vous paraîtraient soulever des difficultés que vous hésiteriez à résoudre sous votre seule responsabilité.

J'avis de cette décision M. le Ministre des Régions libérées, en lui signalant l'intérêt que pourrait présenter une délégation analogue de ses pouvoirs de décision, en l'espèce, à ses représentants dans les régions en cause.

CIRCULAIRE DU 23 NOVEMBRE 1920 (1).

*Journée de huit heures. — Règlements d'administration publique. —
Autorisation de récupération des heures perdues en raison de jours fériés, légaux, etc.*

La circulaire du 31 janvier 1920 vous a fourni des instructions en vue de l'application des dispositions des règlements d'administration publique relatives à la récupération des heures de travail perdues en raison de jours fériés légaux, inventaires, fêtes légales et autres événements locaux. Il a été expliqué que l'utilisation du crédit d'heures de récupération pouvait être réglée par une autorisation donnée par l'inspecteur par anticipation, autorisation valable pour l'année entière et pouvant même, dans certains cas, s'appliquer jusqu'à nouvel ordre sans qu'il soit besoin chaque année de la renouveler.

La question s'est posée de savoir sous quelle forme la demande d'autorisation devait être, en pareil cas, présentée par un industriel pour pouvoir être admise par le Service.

On s'est demandé notamment s'il n'était pas nécessaire que l'employeur fournisse d'une façon précise, pour l'utilisation de toutes les heures de récupération, les indications prévues par l'article 3, dernier alinéa, des décrets : « Indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective de travail, le nombre d'heures perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'appliquent ces modifications ».

Sans doute, l'employeur qui introduit une demande de récupération a dû envisager à l'avance le mode d'utilisation des heures récupérées, en faisant état des variations probables dans l'activité de son établissement.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

Cependant, il y a lieu de tenir compte des à-coups qui peuvent se produire et des circonstances qui peuvent modifier le programme de récupération arrêté par l'employeur.

Les termes des décrets permettent aux inspecteurs de donner à cet égard des facilités aux chefs d'établissements, tout en entourant l'autorisation des garanties nécessaires pour assurer le contrôle de l'utilisation des heures de récupération. En effet, l'alinéa rappelé plus haut de l'article 3 du décret s'applique non seulement à la demande d'autorisation indispensable dans les cas de récupération d'heures perdues pour jours fériés, fêtes locales, etc., mais, à l'avis de récupération qui est prévu comme suffisant dans les cas de récupération d'heures perdues du fait d'interruption collective d'une journée à une semaine au plus, par suite de causes accidentelles ou de force majeure.

La seule distinction entre les deux ordres de récupérations est que les unes sont de droit et les autres subordonnées à l'autorisation ; mais le procédé de contrôle étant le même, j'estime que la stipulation du décret reçoit satisfaction si, l'inspecteur ayant, par son autorisation, ouvert le droit à la récupération demandée, il est précisé dans cette autorisation même, et comme une des conditions de celle-ci, que l'employeur devra, préalablement à l'utilisation de toute portion du crédit d'heures de récupération ainsi ouvert, adresser à l'Inspecteur un avis contenant les indications requises.

Vous voudrez bien, en conséquence, accorder aux chefs d'établissements, qui vous saisiront de demandes d'autorisations globales de récupérations, la faculté de choisir celui des deux systèmes (présentation d'un tableau anticipé de la répartition des heures de récupération, ou envoi d'avis à l'occasion de l'utilisation de chaque portion du crédit) qu'il jugera le plus compatible avec les conditions de sa production.

CIRCULAIRE DU 23 NOVEMBRE 1920 (1).

Journée de huit heures. — Coiffeurs. — Décret du 26 août 1920.

Il m'a été signalé que des établissements de coiffure se proposeraient, pour la mise en application du décret du 26 août 1920, d'organiser le travail de leur personnel par relais ou par roulement : des heures diverses d'entrée, de sortie et de repos étant fixées pour chaque employé, l'établissement pourrait de la sorte rester ouvert au public douze et même quatorze heures par jour.

Une telle organisation de travail se heurte aux prescriptions de l'article 4 du décret précité, lequel prévoit que les ouvriers et employés de chaque établissement ou partie d'établissement ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire qui « fixera les heures auxquelles commen-

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

cera et finira chaque période de présence ou de travail *et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de présence ou de travail ne pourra pas excéder les limites fixées par l'article 2* ».

C'est en ce sens que vous voudrez bien répondre aux demandes d'organisation de travail de ce genre qui pourraient vous être adressées.

Je vous adresse ci-joint un nombre suffisant d'exemplaires des présentes instructions pour que la remise en soit effectuée aux inspecteurs placés sous vos ordres.

CIRCULAIRE DU 24 NOVEMBRE 1920 (1).

Journée de huit heures. — Coiffeurs. — Décret du 26 août 1920.

Par circulaire du 22 octobre 1920 (2), je vous ai fait connaître dans quelles limites pouvait être utilisé, jusqu'au 31 décembre 1920, le crédit de 52 heures de dérogations prévu à l'article 5 du décret du 26 août 1920 (3) sur la journée de 8 heures dans les magasins et salons de coiffure.

Il a paru possible d'admettre que, pour cette période, les heures de dérogation, pouvant atteindre trois heures par semaine, fussent incorporées dans l'horaire du travail.

Mais il était spécifié que cet horaire ne serait valable que jusqu'à la fin de la présente année et que seul pourrait être considéré comme définitif l'horaire basé sur les durées réglementaires fixées par l'article 2 du décret, l'utilisation des heures supplémentaires devant être subordonnée à l'envoi à l'inspecteur de l'avis préalable prévu par l'article 6 du décret.

Je vous serai obligé de me fournir, pour chaque localité importante de votre circonscription, les renseignements ci-après :

1° Quelle durée de présence hebdomadaire, dérogations comprises, a été adoptée pour la période à courir jusqu'au 31 décembre 1920 ?

2° Quelle durée de présence hebdomadaire globale, avec ou sans répartition forfaitaire des dérogations temporaires, se proposent d'adopter employeurs et ouvriers, à partir du 1^{er} janvier 1921 ;

3° La fixation des durées de présence visées sous les numéros 1 et 2 a-t-elle donné lieu à des accords entre patrons et ouvriers ? Dans l'affirmative, vous voudrez bien joindre le texte de ces accords, s'il ne m'a pas été adressé antérieurement.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 275.

(3) Voir dans le présent *Bulletin*, page 178.

Je vous prie de me faire parvenir ces renseignements avant le 15 décembre prochain.

CIRCULAIRE DU 26 NOVEMBRE 1920 (1).

Revision des bordereaux de salaires des ouvriers mineurs.

Ainsi que vous en avez été avisé, une entrevue a eu lieu le 18 novembre dernier, en présence des Ministres des travaux publics et du travail et des délégués du comité central des houillères et ceux de la fédération nationale des travailleurs du sous-sol.

Cette entrevue a permis aux Ministres de prendre acte de l'accord existant entre les deux parties en vue de confier aux commissions mixtes régionales et locales, dans les mêmes conditions où elles fonctionnaient jusqu'ici, le soin de déterminer dans quelle mesure et sous quelle forme doivent être révisés les bordereaux actuels des salaires des ouvriers mineurs de charbon.

Cet accord a été confirmé, le 22 novembre, par la fédération nationale des travailleurs du sous-sol, après consultation de ses syndicats adhérents. En conséquence vous voudrez bien prendre les mesures nécessaires pour convoquer ces commissions.

En ce qui concerne la composition de celles-ci, vous vous en référerez à la circulaire ministérielle du 24 septembre 1918, d'après laquelle leurs membres, tant patrons qu'ouvriers, doivent être choisis parmi les personnes à qui ceux-ci ont marqué leur confiance. Ce sont normalement les personnes désignées par les associations patronales et ouvrières. Ce sont aussi, le cas échéant, des élus de la corporation désignés par le Préfet d'accord avec les intéressés : délégués mineurs, délégués aux caisses de secours, prud'hommes mineurs, etc. Il peut être opportun, tout au moins dans les régions où les syndicats sont nettement en minorité et où leur influence n'est pas prédominante, de répartir les mandats entre les délégués du syndicat et les autres élus ou hommes de confiance de la corporation. Il sera toujours opportun de faire choix d'hommes jouissant d'une influence incontestée sur les autres membres de la corporation.

En ce qui concerne les exploitations autres que les mines de charbon, mines de fer, mines métalliques, mines de sel et ardoisières, les Ministres ont pris l'engagement de provoquer la convocation de commissions locales analogues à celles qui fonctionnent pour les mines de charbon et qui auraient la même mission.

Nous vous serions obligés de vouloir bien, s'il existe de telles exploitations dans votre département, vous mettre en rapport avec les représentants des

(1) Adressée aux Préfets.

exploitants et des ouvriers, en vue de la constitution et de la réunion de ces commissions.

Vous voudrez bien nous adresser, au fur et à mesure, les procès-verbaux des commissions régionales et locales, tant pour les mines de charbon que pour les autres exploitations, et nous tenir au courant des incidents qui pourraient se produire.

CIRCULAIRE DU 2 DÉCEMBRE 1920 (1).

Loi du 23 avril 1919. — Règlements d'administration publique. — Dérogations temporaires. — Parties d'établissements.

Le décret du 12 décembre 1919 portant règlement d'administration publique pour l'application, dans les industries textiles, de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures, contient la disposition suivante (art. 6 *in fine*) :

« Quand, dans un même établissement, il est exercé à la fois, dans des locaux séparés, plusieurs des industries énumérées à l'article 1^{er}, il sera compté autant d'établissements que d'industries pour l'application de l'alinéa 3 du présent article. »

En vertu de cette disposition, l'employeur exerçant, dans un même établissement textile, plusieurs des industries énumérées à l'article 1^{er} peut bénéficier, pour chacune de ces diverses industries, de crédits *distincts* d'heures supplémentaires.

Cette stipulation n'a pas été reprise dans les règlements intervenus ultérieurement, notamment dans le règlement du 9 août 1920, relatif aux industries de la métallurgie et du travail des métaux.

Doit-on inférer de l'absence de cette stipulation spéciale que si, dans un même établissement d'industrie métallurgique ou de travail des métaux, il est exercé à la fois, dans des locaux séparés, plusieurs des industries énumérées à l'article 1^{er}, il ne saurait être compté qu'un seul établissement pour l'application de l'article 6, paragraphe 3 ? Il n'en est rien. Si la stipulation du décret du 12 décembre 1919 n'a pas été reprise dans ce décret, c'est parce qu'on a estimé qu'elle n'ajoutait rien aux termes suffisamment explicites des autres dispositions du décret.

Dès l'article 1^{er}, il est spécifié que les dispositions du décret « sont applicables dans les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries ci-après énumérées ». L'article 2 permet des régimes différents de travail « par parties d'établissements » et l'article 4 exige un horaire du travail

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

par établissement « ou parties d'établissements ». De ces premières prescriptions il découle qu'en principe, dans tous les cas où il y aura un horaire distinct, les dispositions du décret qui comportent l'obligation d'apporter des modifications permanentes ou temporaires à l'horaire, pourront s'appliquer de façon distincte à la partie d'établissement visée par cet horaire distinct. Au nombre de ces dispositions figure l'article 6, paragraphe 3, lequel exige, dans tous les cas d'utilisation d'heures de dérogation, la notification à l'inspecteur du travail des modifications temporaires apportées à l'horaire.

D'autre part, aux termes mêmes de l'article 6, les dérogations s'appliquent à des *travaux*, lesquels peuvent ne constituer, dans nombre de cas, qu'une part des opérations exécutées par l'établissement et peuvent bénéficier de dérogations, alors que d'autres travaux continueront à s'exécuter dans les conditions habituelles.

Plus spécialement, pour l'utilisation des 100 heures de dérogation exceptionnelle qui peuvent être autorisées en sus des 100 heures de droit, pendant les années 1920, 1921 et 1922, il n'en saurait être fait usage que pour l'exécution des travaux urgents présentant un caractère d'intérêt national; seuls, en conséquence, les ateliers fonctionnant en vue de ces derniers travaux en pourront bénéficier, à l'exclusion de tous autres ateliers où s'exécutent des travaux ne présentant pas ce caractère d'intérêt national.

Ainsi, non seulement la faculté mais, dans certains cas, l'obligation d'appliquer à des parties distinctes d'établissements des crédits distincts d'heures de dérogation, ressort de l'étude attentive du texte.

Il reste à déterminer quelles conditions doivent être remplies par les ateliers qui demanderaient à bénéficier de crédits distincts pour pouvoir être considérés comme parties distinctes d'établissements, et quelles garanties de contrôle devront être assurées.

Deux cas sont à envisager :

1^o Les parties d'établissements pour lesquelles la demande est introduite sont de celles où s'exercent les industries faisant l'objet d'une mention spéciale à l'article 1^{er} du décret et s'exerçant dans des locaux nettement séparés. Aucun doute ne peut s'élever : ces parties d'établissements peuvent être traitées comme des établissements distincts et bénéficier de crédits distincts d'heures supplémentaires lorsque la nécessité en sera démontrée.

2^o Les travaux qui s'exécutent dans les parties d'établissements visées ne sont pas explicitement dénommés dans l'énumération de l'article 1^{er}. Ici, il y a lieu de considérer que la nomenclature de l'article 1^{er} est, suivant les catégories d'industries, plus ou moins détaillée et que certaines industries y sont désignées sous une appellation très générale, alors qu'elles auraient pu être décomposées en industries ou branches d'industries distinctes, et alors que pour certaines autres industries, cette décomposition a été poussée plus loin dans le détail. C'est à l'inspecteur du travail qu'il appartient de juger, dans ce cas, si les ateliers où s'exécutent les travaux doivent être considérés comme établissements distincts pour l'utilisation des crédits de dérogation.

A cet égard, les inspecteurs du travail disposent d'une certaine liberté

d'appréciation, subordonnée toutefois à l'existence des conditions essentielles ci-après :

1° Il faut qu'il s'agisse de locaux séparés et distincts auxquels s'appliquent des horaires spéciaux, de telle façon que l'inspecteur puisse s'assurer qu'il n'est fait usage des dérogations dans chacun des locaux que dans les strictes limites du crédit accordé par le décret ou par l'autorisation.

2° Il faut qu'il existe entre les travaux effectués dans les diverses parties d'établissements bénéficiant de crédits distincts des différences techniques telles que le personnel affecté aux travaux de ces diverses parties d'établissements ne puisse pas être interchangeable. Les dérogations sont, en effet, appliquées à l'établissement ou à la partie d'établissement, pour un nombre déterminé de personnes, mais non pour des personnes nommément désignées. Il ne serait pas admissible qu'à la faveur de la similitude des travaux, une personne ayant été appelée à faire des heures supplémentaires jusqu'à épuisement du crédit dans un atelier donné pût être transférée dans un autre atelier qui n'aurait pas épuisé son crédit, et se trouvât ainsi avoir été employée dans des conditions de durée de travail excédant au total les maxima prévus par le décret.

Les règles posées par la présente circulaire ne sont pas particulières aux industries de la métallurgie et du travail des métaux ; elles valent pour toutes les industries pour lesquelles ont été pris des règlements d'administration publique applicables aux établissements ou parties d'établissements où s'exercent lesdites industries.

Je vous prie de porter les instructions qui précèdent à la connaissance des inspecteurs départementaux de votre circonscription ; je vous en adresse, à cet effet, un nombre suffisant d'exemplaires.

CIRCULAIRE DU 6 DÉCEMBRE 1920 (1).

Indices du coût de la vie.

Comme suite à mes circulaires des 20 mai (2) et 9 juillet (3) derniers, concernant les prix des denrées, j'ai l'honneur de vous adresser les renseigne-

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 242.

(3) Voir dans le présent *Bulletin*, page 249.

ments ci-après, tels qu'ils ont été établis par la statistique générale de la France :

1° *Indices pour la France entière et par régions (3^e trimestre 1920), non compris l'augmentation du prix du pain réalisée le 1^{er} septembre).*

France entière (y compris l'Alsace-Lorraine).....	3,898
Nord.....	4,117
Est.....	3,859
Sud-Est.....	3,884
Midi.....	3,777
Ouest.....	3,648
Alsace-Lorraine.....	3,992

2° *Indices pour Paris.*

Juin 1920.....	3,967
Juillet 1920.....	4,006
Août 1920.....	4,014
Septembre 1920 (y compris l'augmentation du prix du pain).....	4,373

D'autre part, vous trouverez ci-joint une note concernant les travaux de la commission régionale d'études relatives au coût de la vie à Paris. Il conviendrait que les inspecteurs du travail s'inspirent de la méthode indiquée dans cette note au cas où ils seraient appelés à participer aux travaux de commissions relatives au coût de la vie et à ses répercussions sur les salaires. Je vous adresse à cet effet un nombre suffisant d'exemplaires de ladite note pour les inspecteurs et inspectrices de votre circonscription.

CIRCULAIRE DU 13 DÉCEMBRE 1920 (1).

Loi du 23 avril 1919. — Bâtiment et travaux publics des régions libérées. — Décret du 5 août 1920 (art. 6, § 2).

Par circulaire du 15 novembre 1920 (2), je vous ai fait connaître mon intention de demander à M. le Ministre des régions libérées s'il estimait devoir

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires des 1^{re}, 3^e, 4^e, 5^e et 6^e circonscriptions.

(2) Voir dans le présent Bulletin, page 281.

déléguer ses pouvoirs de décision à des agents locaux pour que ceux-ci, d'accord avec les inspecteurs divisionnaires du travail me représentant, puissent arrêter les limites des dérogations indispensables à l'exécution des travaux exécutés « dans l'intérêt d'un service public » (art. 6, § 2, du décret du 5 août 1920 sur la journée de 8 heures dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics des régions libérées).

En réponse aux suggestions que je lui ai ainsi présentées, M. le Ministre des régions libérées vient de m'aviser qu'il adopte cette manière de voir et qu'il délègue à cet effet ses pouvoirs de décision à MM. les *Préfets des départements dévastés*. C'est donc avec ces fonctionnaires que le service de l'inspection du travail devra directement se concerter pour examiner la suite que peut comporter toute demande de dérogations temporaires présentée pour l'exécution de travaux touchant l'intérêt public.

CIRCULAIRE DU 17 DÉCEMBRE 1920 (1).

Journée de 8 heures. — Charronnage et carrosserie en tous genres. — Décret du 8 décembre 1920.

Le *Journal officiel* du 12 décembre 1920, page 20,487, a publié un décret, en date du 8 décembre 1920 (2), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures dans les industries du charronnage et de la carrosserie en tous genres. Le décret entre en vigueur quinze jours après cette publication.

Le règlement étend parement et simplement à ces industries les dispositions du décret du 9 août 1920 (3) sur la journée de 8 heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux. Son article 1^{er} précise que la nomenclature de l'article 1^{er} du décret du 9 août 1920 susvisé est complété par l'addition, après les mots : « Construction de matériel roulant », des mots « charronnage et carrosserie en tous genres ».

Son article 2 complète comme suit le dernier alinéa de l'article 1^{er} du décret du 9 août 1920.

« Les établissements de serrurerie, forge et *charronnage*, occupant moins de cinq ouvriers, ne sont pas visés par les dispositions du présent décret ».

Vous voudrez bien aviser les organisations patronales et ouvrières intéressées de votre circonscription de la publication de ce règlement.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 194.

(3) Voir dans le présent *Bulletin*, page 167.

CIRCULAIRE DU 22 DÉCEMBRE 1920 (1).

Loi du 28 mars 1919. — Interdiction du travail de nuit des ouvriers dans la boulangerie. — Fourniture de pain aux établissements de l'État.

Par lettres des 15 et 23 novembre, j'ai fait connaître à ceux de mes collègues dont dépendent directement ou indirectement des établissements ayant passé des marchés pour la fourniture du pain, l'intérêt qui s'attache à ce que ces établissements facilitent l'observation, par leurs fournisseurs, de la loi du 28 mars 1919 qui a interdit d'employer des ouvriers à la fabrication du pain entre 10 heures du soir et 4 heures du matin.

Je leur ai signalé que, pour la clientèle privée, il a été établi que l'approvisionnement en pain peut être assuré par la fabrication du jour, même dans le cas où le nombre de fours n'a pu être augmenté ou le procédé de panification amélioré, à la condition que la clientèle s'astreigne à n'acheter le matin que la provision nécessaire au repas de midi, pour s'approvisionner du complément dans le courant de la journée.

J'ai donc exprimé à mes collègues le vœu que, dans tous les cas où les marchés en cours des établissements visés stipuleraient l'obligation pour le fournisseur d'assurer l'approvisionnement complet dès le matin, les établissements consentent à ce fournisseur une dérogation à cette obligation.

Quant aux marchés à passer à l'avenir, j'ai indiqué que le cahier des charges pourrait utilement contenir une clause rappelant l'interdiction du travail du personnel la nuit et prévoyant les facultés d'approvisionnements par livraisons fractionnées.

J'ai rappelé enfin que, dans les cas où les établissements susvisés comprennent un service de boulangerie, l'interdiction du travail de nuit s'applique à tous les ouvriers civils et non détenus attachés à la fabrication du pain.

Je vous informe que, dès à présent, des réponses m'ont été fournies par MM. les Ministres de l'Hygiène, des Travaux publics, de la Justice, de l'Agriculture et de la Marine.

Il ressort de ces réponses, en premier lieu, que les *établissements pénitentiaires*, dépendant de M. le Ministre de la Justice, doivent être mis hors de cause. Leur approvisionnement ne peut faire le moindre obstacle à l'observation de la loi susvisée, attendu que le pain ne doit leur être livré que 24 heures au moins après la cuisson. D'autre part, dans les établissements pénitentiaires de grand effectif, où est organisé un service de boulangerie, le travail ne se fait que le jour et, d'ailleurs, uniquement par l'emploi de la main-d'œuvre pénale.

En ce qui concerne les Travaux publics, deux établissements seulement relevant de ce département comportent le régime de l'internat et sont, par

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

suite, intéressés à la question : ce sont les *écoles des maîtres mineurs d'Alais et de Douai*. M. le Ministre des travaux publics leur a transmis copie de ma lettre en appelant tout spécialement sur ses termes l'attention des directeurs.

M. le Ministre de la Marine a de même adressé des instructions dans ce sens aux autorités maritimes de qui relèvent les établissements ou services publics dépendant de son administration.

Les *écoles d'agriculture* ont été invitées directement par M. le Ministre de l'Agriculture à ne pas exiger, en vue de faciliter l'application de la loi, l'approvisionnement complet dès le matin.

Enfin, M. le Ministre de l'Hygiène a adressé, par l'intermédiaire des préfets, aux établissements relevant de son département (*hôpitaux, hospices, maisons de convalescence, sanatoria, orphelinats, asiles, etc.*) des instructions reproduisant exactement les suggestions de ma lettre. Elles soulignent notamment le passage où il est recommandé d'insérer, dans les cahiers des charges des marchés à passer à l'avenir, une clause rappelant l'interdiction du travail la nuit et prévoyant les facultés d'approvisionnement par livraisons fractionnées.

Dans ces conditions, il semble qu'aucun boulanger, fournisseur des établissements relevant de ces diverses administrations, ne saurait invoquer, pour se dérober à l'application de la loi, les nécessités d'approvisionnement desdits établissements.

Dans les cas où vous vous trouveriez néanmoins en présence de difficultés de cette nature, vous auriez à me les signaler dans le plus bref délai.

CIRCULAIRE DU 28 DÉCEMBRE 1920 (3).

Contraventions relevées par les officiers de police judiciaire.

J'ai l'honneur de vous rappeler qu'aux termes de la circulaire du 18 février 1911, vous devez m'adresser, chaque année, avant le 15 février, un état des contraventions relevées dans votre département, d'une part, par les officiers de police judiciaire placés sous vos ordres : maires, commissaires de police, officiers de gendarmerie, en ce qui concerne la législation sur le repos hebdomadaire et les autres prescriptions légales sur le travail ; d'autre part, par le service du contrôle des tramways en ce qui concerne le repos hebdomadaire.

Les renseignements portés sur ces états sont, comme vous le savez, destinés à être utilisés par la commission supérieure du travail pour l'établissement du rapport au Président de la République sur l'application des lois réglementant le travail, dont la publication régulière annuelle, interrompue pendant la période de guerre, doit être reprise dès 1921.

(3) Adressée aux préfets.

Je vous serai obligé de me fournir ces renseignements pour l'année 1920.

Afin de faciliter le dépouillement de la totalité des états fournis par les différents départements, ces états devront être établis conformément au modèle ci-joint.

Il est bien entendu que les contraventions relevées par les inspecteurs du travail, qui sont portées directement par ces fonctionnaires à la connaissance de mon département, ne devront pas figurer sur les états dont il s'agit.

CIRCULAIRE DU 29 DÉCEMBRE 1920 (1).

Repos hebdomadaire. — Statistique des octrois et retraits de dérogations (1914-1920).

Vous m'avez fourni, en réponse à des circulaires des 20 mai (2) et 1^{er} décembre 1913, les statistiques des dérogations à l'obligation du repos du dimanche que vous aviez accordées depuis la mise en vigueur de la loi du 13 juillet 1906 jusqu'au 31 décembre 1913.

Ces statistiques ont été utilisées par la Commission supérieure du travail pour l'établissement du rapport qu'elle adresse chaque année au Président de la République. (Rapport pour l'année 1913, publication retardée par la guerre, actuellement sous presse.)

Afin de permettre de tenir à jour cette statistique et d'en faire état dans le rapport au Président de la République pour l'année 1920, je vous serais obligé de me faire parvenir les mêmes renseignements en ce qui concerne les dérogations accordées ou retirées du 1^{er} janvier 1914 au 31 décembre 1920.

Cette statistique fera l'objet d'un état conforme au modèle annexé à ma circulaire du 20 mai 1913 et d'après les instructions de cette circulaire.

Au cas où il n'aurait été accordé ni retiré aucune dérogation pendant la période envisagée, il suffira que vous en donniez connaissance, sans qu'il soit nécessaire de joindre à votre lettre un état « Néant ».

J'attacherai du prix à recevoir les renseignements demandés avant le 1^{er} mars 1921.

(1) Adressée aux préfets.

(2) Voir *Bulletin* 1913, page 242.

JURISPRUDENCE.

CONSEIL D'ÉTAT.

Décision du 14 mai 1920.

REPOS HEBDOMADAIRE. — DEMANDE DE DÉROGATION FONDÉE SUR L'EXISTENCE D'UN MARCHÉ LOCAL SE TENANT LE DIMANCHE. — REJET DE LA REQUÊTE.

Le Conseil d'État, statuant au contentieux,

Sur le rapport de la troisième sous-section du contentieux;

Vu la requête présentée par le sieur Caminade (Daniel), marchand de chaussures, demeurant à Jonzac (Charente-Inférieure), ladite requête enregistrée au secrétariat du contentieux du Conseil d'État, le 27 mai 1914, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté, en date du 21 avril 1914, par lequel le Préfet de la Charente-Inférieure a rejeté sa demande de dérogation à la loi sur le repos hebdomadaire;

Ce faisant, attendu que tous les autres commerçants de Jonzac ont obtenu le bénéfice de la dérogation, justifiée par le fait spécial qu'un marché important se tient à Jonzac le dimanche et que les populations agricoles des communes voisines profitent de ce jour pour faire à la ville leurs achats; que le Conseil municipal de Jonzac et la Chambre de commerce de Rochefort ont, au surplus, émis un avis favorable à la demande de dérogation;

Renvoyer le sieur Caminade devant le Préfet pour la délivrance de l'autorisation qu'il sollicite;

Vu l'arrêté attaqué;

Vu les observations présentées par le Ministre du Travail, en réponse à la communication qui lui a été faite du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 17 janvier 1920, et tendant au rejet de la requête par le motif que la faculté demandée par le sieur Caminade d'occuper son ouvrier cordonnier le dimanche n'est ni une condition du fonctionnement normal de l'établissement, ni une question d'intérêt public;

Vu les pièces produites et jointes au dossier, notamment l'avis du Conseil municipal de Jonzac et l'avis de la Chambre de commerce de Rochefort;

Vu le Code du Travail et de la Prévoyance sociale (livre II, titre I^{er}, chapitre IV);

Où M. Louis Roger, maître des requêtes, en son rapport;

Où M. A. Ripert, maître des requêtes, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions :

Considérant que le requérant n'établit pas que, dans les conditions où il exerce son commerce, le repos donné à son ouvrier le dimanche puisse être préjudiciable au public ou compromettre le fonctionnement normal de son établissement, qu'il n'est, dès lors, pas fondé à demander une dérogation à la règle générale posée par la loi,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — La requête du sieur Caminade est rejetée.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Décision du 11 juin 1920 (1).

REPOS HEBDOMADAIRE. — DEMANDE DE DÉROGATION FONDÉE SUR L'EXISTENCE DE MARCHÉS FORAINS VOISINS DES ÉTABLISSEMENTS REQUÉRANTS ET OÙ SONT VENDUS DES ARTICLES SIMILAIRES À CEUX QUI FONT L'OBJET DE LEUR COMMERCE. — REJET DE LA REQUÊTE.

Le Conseil d'État, statuant au contentieux,

Sur le rapport de la première sous-section du contentieux,

Vu la décision par laquelle le Conseil d'État, avant dire droit, a, le 20 février 1914, ordonné qu'il serait procédé à la vérification des faits articulés dans la requête présentée par le Syndicat des commerçants en chaussures de Lyon, dont le siège social est à Lyon, 3, cours Gambetta, agissant pour suites et diligences de son président en exercice, spécialement autorisé par les sieurs Gonyet, dont l'établissement est situé place de la Victoire, 11, et Buche, 80, cours de la Liberté et, 16, cours Lafayette, ladite requête enregistrée au Secrétariat du Contentieux du Conseil d'État, le 4 février 1913, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler trois arrêtés, en date du 20 décembre 1912, par lesquels le Préfet du Rhône a rejeté les demandes qu'ils ont présentées à l'effet d'être autorisés à donner le repos hebdomadaire à leurs employés du dimanche midi au lundi midi, ensemble renvoyer les intéressés devant le Préfet du Rhône pour la délivrance de l'autorisation à laquelle ils ont droit;

Vu la dépêche enregistrée comme ci-dessus, le 12 juillet 1916, par laquelle

(1) Plusieurs décisions semblables ont été rendues par le Conseil d'État, qui a rejeté les requêtes analogues de divers commerçants de la ville de Lyon.

le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale transmet le dossier de la vérification ordonnée;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu le livre II du Code du Travail (loi du 13 juillet 1906);

Où M. Mayer, auditeur, en son rapport;

Où M. Mazerat, Maître des Requêtes, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant qu'il résulte de l'instruction, et notamment de la vérification à laquelle il a été procédé en exécution de la décision du Conseil d'État, que les marchés forains voisins des établissements requérants, et où sont vendus des articles similaires à ceux qui font l'objet de leur commerce, n'ont lieu, l'un que tous les trois dimanches, l'autre que tous les six dimanches; que la comparaison du montant des recettes effectuées le dimanche avec celui des recettes effectuées les autres jours de la semaine, d'une part pendant les années 1912 et 1913 où les requérants ont profité d'une tolérance exceptionnellement avantageuse pour eux, d'autre part pendant les deux années qui ont précédé la promulgation de la loi du 13 juillet 1906, pour ceux des requérants qui exerçaient leur profession à cette date, loin de faire ressortir un accroissement des recettes dominicales, montre dans l'ensemble une diminution de l'importance relative de ces recettes; que, dans ces conditions, il n'est pas établi que le fonctionnement normal des établissements des requérants ou l'intérêt public exige que lesdits établissements restent ouverts le dimanche jusqu'à midi,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — La requête susvisée du Syndicat des Commerçants en chaussures de Lyon est rejetée.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail.

Décision du 18 juin 1920.

REPOS HEBDOMADAIRE. — DÉROGATION JUSTIFIÉE PAR L'EXISTENCE D'UN MARCHÉ DU DIMANCHE TRÈS IMPORTANT. — APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ART. 34 DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL.

Le Conseil d'État statuant au contentieux,

Sur le rapport de la première sous-section du contentieux;

Vu la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés par le sieur Marcard (Ernest), négociant en chaussures, demeurant à Niort, 41, rue

Victor-Hugo, ladite requête et ledit mémoire enregistrés au secrétariat du contentieux du Conseil d'État, le 19 octobre 1918 et le 4 juin 1919, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté, en date du 9 octobre 1918, par lequel le Préfet des Deux-Sèvres a rapporté un précédent arrêté l'autorisant à déroger à la loi sur le repos hebdomadaire;

Ce faire, attendu que, d'une part, ledit arrêté a méconnu le caractère strictement individuel de la dérogation; qu'il est fondé, non sur des motifs concernant spécialement la situation personnelle du requérant et les circonstances particulières dans lesquelles s'exerce son commerce, mais sur des motifs d'ordre général et économique, ainsi que le prouve la formule imprimée passe-partout sur laquelle il a été rédigé; que, d'autre part, il n'a pas été précédé d'une convocation régulière de l'intéressé; que celui-ci a reçu seulement une demande d'explication faisant connaître d'avance que la décision du Préfet était prise dans un sens défavorable aux bénéficiaires de dérogations; qu'un délai de trois jours seulement lui était imparti pour présenter lesdites explications; que ce délai excluait la possibilité d'une discussion libre et entière des droits du sieur Marcard, d'autant plus que ce dernier était mobilisé; qu'enfin, depuis le 19 mars 1907, date à laquelle la dérogation dont s'agit a été accordée au requérant, il ne s'est produit aucun fait nouveau de nature à justifier le retrait de ladite dérogation; qu'en effet l'arrêté qui l'a accordée était fondé sur l'existence à Niort d'un marché du dimanche très important, auquel se rendent des marchands forains qui vendent des chaussures au déballage et sont ainsi susceptibles de faire au sieur Marcard une concurrence qui troublerait profondément la marche de son commerce; que l'importance de ce marché, formellement maintenu pendant les hostilités en vertu d'une délibération du Conseil municipal, n'a nullement diminué; que, dans ces circonstances, aucun fait nouveau ne s'est produit qui ait pu faire disparaître le droit du sieur Marcard d'ouvrir son magasin le dimanche; que de tout ce qui précède il résulte que l'arrêté du Préfet des Deux-Sèvres du 9 octobre 1918 a été rendu sur une procédure irrégulière et a fait une inexacte application de la loi du 13 juillet 1906; qu'ainsi il doit être annulé pour ces motifs;

Vu l'arrêté attaqué;

Vu les observations présentées par le Ministre du Travail, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 15 novembre 1919, et tendant au rejet de la requête par les motifs que, d'une part, l'instruction préalable du retrait de la dérogation a été effectuée régulièrement; que l'intéressé, mis en demeure de présenter des explications, n'a élevé aucune protestation; que son cas particulier a été envisagé dans les délibérations des syndicats ouvriers et patronaux, de la Chambre de commerce de Niort et du Conseil municipal, prises en conformité des prescriptions de la loi, et concluant toutes à la suppression des dérogations antérieurement accordées; que, d'autre part, l'initiative de ladite suppression revient à la Chambre syndicale du commerce et de l'industrie de Niort, agissant de concert avec la Société des employés de commerce de la même ville; que le fait nouveau susceptible d'entraîner le retrait

des autorisations, est constitué par cette manifestation spontanée d'un grand nombre de commerçants de Niort; que d'ailleurs, à l'heure actuelle, la question du repos du dimanche ne se pose pas plus pour le sieur Marcard que pour les autres commerçants niortais; qu'en effet, tous les magasins sont fermés le dimanche, conformément à un accord intervenu, postérieurement à la promulgation de la loi du 23 avril 1919 instituant la journée de huit heures, entre lesdits commerçants, et tendant à faire bénéficier tout leur personnel de la semaine anglaise;

Vu le mémoire en réplique présenté pour le sieur Marcard, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus, le 24 février 1920, et tendant aux mêmes fins que la requête, par les motifs analysés ci-dessus et, en outre, par les motifs que, en ce qui concerne la fermeture actuelle des magasins le dimanche, cette fermeture n'est qu'une conséquence passagère de l'application de la loi sur la journée de huit heures; que, lorsque le bénéfice de la dérogation aura été définitivement maintenu au requérant, celui-ci pourra, en augmentant son personnel, satisfaire à la fois aux prescriptions de la loi de huit heures et de la loi sur le repos hebdomadaire, en ouvrant son magasin le dimanche et en donnant à nouveau à son personnel le repos hebdomadaire par roulement; que cela sera d'autant plus nécessaire qu'en raison de la fermeture momentanée des magasins le dimanche, les paysans des environs se rendent de moins en moins nombreux à Niort, que le commerce local en souffre et qu'il est indispensable, dans l'intérêt général, que les habitudes anciennes puissent être reprises; que toutes ces considérations, d'ailleurs, sont sans influence sur le défaut de motifs de l'arrêté attaqué, car elles ne pouvaient être invoquées au moment où ledit arrêté a été pris;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu le livre II du Code du Travail (loi du 13 juillet 1906);

Où M. Mayer, Auditeur, en son rapport;

Où M^e Tetreau, Avocat du sieur Marcard, en ses observations;

Où M. Corneille, Maître des Requêtes, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que la dérogation accordée au sieur Marcard par l'arrêté préfectoral du 19 mars 1907, qui l'autorisait à donner à son personnel le repos hebdomadaire par roulement, était fondée sur l'existence à Niort d'un marché du dimanche, où se vendent des articles similaires à ceux qui font l'objet du commerce du requérant; que, depuis lors et jusqu'à la date à laquelle a été pris l'arrêté attaqué, aucune modification à cette situation n'est intervenue qui soit de nature à justifier le retrait de ladite dérogation; qu'au contraire, lors de la création dans la ville de Niort d'un marché supplémentaire, le Conseil municipal de ladite ville s'est formellement prononcé en faveur du maintien du marché dominical;

Considérant, par suite, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le moyen

tiré de l'irrégularité de l'instruction, qu'en rapportant son arrêté du 19 mars 1907, pour des motifs qui ne concernaient pas les circonstances particulières dans lesquelles s'exerce le commerce du requérant, le Préfet a fait une inexacte application des dispositions de l'article 34 du livre II du Code du Travail,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté susvisé du Préfet des Deux-Sèvres du 9 octobre 1918 est annulé.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

Arrêt du 24 février 1920.

ACCIDENTS DU TRAVAIL. — OUVRIER REGAGNANT SON DOMICILE APRÈS SA JOURNÉE.
INAPPLICABILITÉ DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898. — REJET.

LA COUR,

Où en l'audience publique du 11 février 1920, M. le Conseiller Sachet, en son rapport, et M^e Hannotin, Avocat de la demanderesse, en ses observations, et à l'audience publique de ce jour, M^e Labbé, Avocat du défendeur, en ses observations, ainsi que M. Blondel, Avocat général, en ses conclusions, et après en avoir immédiatement délibéré conformément à la loi ;

Sur le moyen unique :

Attendu que le 7 août 1912, vers 6 h. 45 du soir, à Suresnes, en montant dans un tramway pour rentrer chez lui, après la fin de sa journée, Causse, poseur de rails au service de la Compagnie des tramways de Paris et du département de la Seine, a été projeté violemment sur le sol par une secousse brusque due à une mise en marche prématurée du tramway ;

Attendu que l'arrêt constate qu'à ce moment Causse, son travail terminé, n'était plus à la disposition de la Compagnie et avait recouvré son entière liberté ; que, si pour regagner son domicile il s'était servi d'un des tramways de la Compagnie, il l'avait fait comme voyageur et non comme ouvrier, nonobstant la gratuité dont il bénéficiait, la Compagnie n'ayant pas assumé l'obligation de le transporter soit pour se rendre au lieu du travail, soit pour

en revenir, mais lui ayant délivré une carte qui lui donnait le droit de circuler sans autre restriction sur tout le réseau ;

Attendu qu'en déduisant de ces circonstances de fait que l'accident n'était pas survenu au cours ou à l'occasion du travail et que, par suite, la loi du 9 avril 1898 n'était pas applicable, l'arrêt attaqué n'a point violé les textes visés au pourvoi ;

Par ces motifs,

REJETTE le pourvoi formé contre l'arrêt rendu du 28 mai 1918 par la Cour d'Appel de Paris.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

DÉCRET DU 11 FÉVRIER 1920

substituant un nouveau règlement au règlement annexé au décret du 23 juin 1919 concernant les conditions du travail et de la retraite du personnel de l'entrepôt réel des douanes de Marseille(1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et du Ministre de l'Intérieur,

Vu l'article 9, paragraphe 2, de la loi du 29 décembre 1917, ainsi conçu :

« Des décrets rendus sur le rapport des Ministres de l'Intérieur et du Travail, après avis du Ministre du Commerce, détermineront les dispositions relatives aux conditions du travail et à la retraite des ouvriers et employés de l'entrepôt réel » ;

Vu le décret du 23 juin 1919 relatif aux conditions de travail et de retraite des ouvriers et employés de l'entrepôt réel des douanes de Marseille ;

Vu l'avis du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes ;

Vu l'avis du Ministre des Finances,

DÉCRÈTE :

Article unique. — Le règlement fixant les conditions du travail et de la retraite des ouvriers et employés de l'entrepôt réel des douanes de Marseille, annexé au décret du 23 juin 1919 (2), est remplacé par le règlement ci-annexé.

Fait à Paris, le 11 février 1920.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,
JOURDAIN.

Le Ministre de l'Intérieur,
T. STEEG.

(1) *Journal officiel* des 21 et 25 février 1920.

(2) Voir *Bulletin*, 1919, p. 485.

RÈGLEMENT.

ADMISSION.

Nul ne peut être admis dans les services de la Compagnie des docks et entrepôts s'il ne satisfait aux conditions suivantes :

Être de nationalité française (certaines exceptions pourront être admises pour les agents auxiliaires seulement).

Avoir au moins treize ans et moins de trente ans (sauf pour les spécialistes).

Toutes les demandes d'emploi doivent être adressées au directeur de l'exploitation de la Compagnie à Marseille. Au reçu de toute demande paraissant acceptable, il est remis au candidat un questionnaire qu'il doit remplir et signer puis renvoyer à la direction en l'accompagnant des pièces ci-après :

Une expédition de son acte de naissance.

Un document officiel établissant sa qualité de Français.

Un extrait de son casier judiciaire.

Un certificat médical attestant son aptitude physique; ce certificat sera complété ultérieurement par une visite médicale passée par un des docteurs de la compagnie.

Au-dessous de vingt ans, l'admission a lieu à titre d'apprenti jusqu'à seize ans, au titre d'agent auxiliaire de seize à vingt ans : à conditions égales, la préférence est donnée, autant que possible, aux fils des agents en service à la compagnie.

Au-dessus de vingt ans, l'admission comme titulaire est précédée d'un stage en qualité d'auxiliaire. La titularisation est prononcée dans les limites des besoins du cadre, étant entendu que les notes de l'intéressé sont en tout point satisfaisantes.

Les titularisations sont prononcées deux fois par an (1^{er} janvier et 1^{er} juillet); l'agent titularisé est admis au traitement de début défini au tableau des traitements et participe aux versements pour la retraite.

SERVICE MILITAIRE.

Lorsque les agents auxiliaires sont convoqués sous les drapeaux, ils en avisent par lettre le directeur de l'exploitation. A ce moment, leur chef de service est appelé à donner son avis sur leur réintégration éventuelle au retour du régiment. Cette proposition est formulée par écrit et soumise au directeur de l'exploitation qui se prononce.

Avis de cette décision est donné aux intéressés.

Au retour de leur service militaire, les jeunes gens désireux de reprendre du service à la compagnie adressent au directeur de l'exploitation une demande de réintégration.

Les agents ainsi réintégrés au fur et à mesure des places disponibles suivant leurs capacités, prennent rang en qualité d'agents auxiliaires, en principe aux salaires prévus pour les auxiliaires. Ils sont titularisés conformément aux règles énoncées plus haut et en tenant compte des services accomplis par eux à la compagnie, avant leur service militaire.

SALAIRES DES AGENTS AUXILIAIRES.

Les salaires des auxiliaires (sauf certaines exceptions pour des spécialistes déjà confirmés dans leur métier) sont fixés comme suit :

Apprentis de toute nature, 3 francs par jour.

Peseurs auxiliaires, 5 francs avant vingt ans, 6 francs après vingt ans.

Ouvriers auxiliaires, 5 francs avant vingt ans, 6 francs après vingt ans.

Gardes, 5 francs par jour.

Portiers, 5 francs par jour.

Garçons de bureau, 5 francs par jour.

Commissionnaires, 2 francs jusqu'à seize ans, 3 francs après seize ans.

L'agent auxiliaire embauché après son service militaire ou après réforme définitive touchera un salaire de 7 francs par jour.

Il en sera de même pour l'employée femme ayant atteint vingt et un ans révolus.

Tout agent auxiliaire occupant un emploi depuis six mois et jugé apte à y être maintenu touchera un salaire journalier correspondant au traitement de début dans l'emploi occupé.

En cas de congédiement après six mois de service, il sera accordé à l'agent auxiliaire, à titre d'indemnité, la valeur de la solde du dernier mois avec allocation de cherté de vie, mais sans heures supplémentaires.

AVANCEMENT ET TRAITEMENTS DES AGENTS TITULAIRES.

PERSONNEL SUBALTERNE.

Le personnel subalterne est divisé en cinq catégories suivant les fonctions remplies, chaque catégorie correspondant à un traitement maximum qui doit être atteint normalement au bout de vingt ans accomplis au service de la compagnie.

Catégorie A.

Commis de 1^{re} classe : secrétariat, service du personnel, comptabilité, économe.

Secrétaires de 1^{re} classe : service central, service actif.

Chef de manœuvre adjoint, contrôleurs peseurs et du bureau central, chef du garage, chef mécanicien du frigo, aide-contremaître de l'outillage.

Catégorie B.

Gardes-magasins de 1^{re} classe, préposés de 1^{re} classe, peseurs.

Commis de 2^e classe : secrétariat, service du personnel, comptabilité, économat.

Secrétaires de 2^e classe : service central, service actif.

Aidés-contrôleurs du bureau central, aides-contrôleurs peseurs.

Sous-chef de manœuvre, chef surveillant, sous-chef balancier.

Commis de 1^{re} classe : bureau central, voie ferrée, manutention, sections et frigo.

Pointeur chef (manœuvre), chef conducteur de camions.

Surveillants des grues de quai, surveillants des transporteurs du tuyau-tage et des appareils hydrauliques.

Premier contremaître des bassins de radoub.

Commis de 1^{re} classe : bureau des études, service de l'outillage.

Sous-chef peseur.

Catégorie C.

Sténodactylographes de 1^{re} classe, lithographes.

Commis de 2^e classe : bureau central, voie ferrée, manutention, sections et frigo.

Gardes-magasins de 2^e classe, préposés de 2^e classe.

Peseurs égaliseurs, chefs d'équipe (manœuvre).

Brigadier des gardes de nuit.

Pointeurs de la manœuvre, premier-maître de port (mouvements maritimes).

Maîtres ouvriers des diverses spécialités, dessinateurs calqueurs.

Premiers mécaniciens : machinerie centrale, locomotives, frigo.

Premier électricien (bassins de radoub), second contremaître (bassin de radoub).

Surveillants et brigadiers (poseurs cantonniers).

Commis de 2^e classe : bureau des études, service de l'outillage.

Catégorie D.

Sténodactylographes de 2^e classe, garçon-chef, garçons de recettes.

Pointeurs, préposé au service des camionnages.

Maître de port en 2^e, portiers, manœuvriers, conducteurs de camions, conducteurs de grues, chefs d'équipe (poseurs cantonniers), conducteurs (transporteurs), conducteur du pont tournant, pontiers, chefs de bordée (bassin de radoub), gazier (bassins de radoub).

Balanciers, serruriers, forgerons, menuisiers, charpentiers, mécaniciens, électriciens, graisseurs, ouvriers du tuyautage et des appareils hydrauliques, pompiers, chauffeurs mécaniciens.

Catégorie E.

Garçons de bureau, gardes, concierges, vaguemestres, poseurs-cantonniers, accordeurs, chauffeurs, aide-gazier (B. de R.), aides-mécaniciens, aide-électricien, aides-conducteurs, aides-ouvriers.

Dans chaque classe, l'avancement a lieu dans la proportion de deux tiers au moins à l'ancienneté.

L'avancement à l'ancienneté dans chaque classe est défini par le tableau ci-après, indiquant la progression du traitement depuis le traitement de début fixé uniformément à 2,400 francs par an pour toutes les classes jusqu'aux divers traitements maxima dans chacune des classes (cependant les spécialistes embauchés comme auxiliaires pourront être titularisés à un traitement supérieur à 2,400 francs).

	A	B	C	D	E
A l'entrée à la compagnie....	2,400	2,400	2,400	2,400	2,400
Après 4 ans.....	2,650	2,600	2,550	2,500	2,500
— 8 ans.....	2,950	2,850	2,750	2,650	2,600
— 12 ans.....	3,300	3,150	3,000	2,850	2,700
— 16 ans.....	3,750	3,500	3,300	3,050	2,850
— 20 ans.....	4,200	3,900	3,600	3,300	3,000

Un agent peut passer d'une classe dans la classe immédiatement supérieure; cet avancement est fait exclusivement au choix.

Personnel du cadre hors classe.

Tout agent supérieur hors classe recevra un traitement au moins égal au maximum du traitement des agents sous ses ordres.

L'avancement de cette partie du personnel est exclusivement fait au choix, en tenant compte aussi bien de la valeur des agents que de la durée de leurs services à la compagnie.

Notes individuelles.

Les notes individuelles sont communiquées chaque année aux intéressés.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR.

La journée de travail rétribuée par les appointements annuels (agents titulaires) ou par les salaires journaliers (agents auxiliaires) a une durée de huit heures (soit quarante-huit heures de travail effectif par semaine).

Un horaire établi pour chaque service fixera la répartition normale des quarante-huit heures de travail au cours de la semaine.

Tout travail effectué en dehors de cet horaire est considéré comme supplémentaire et payé en plus au taux ci-après :

Heures de jour : de 7 heures à 19 heures, 1 huitième de la journée majorée de 50 p. 100.

Heures de nuit : de 19 heures à 7 heures, 1 huitième de la journée majorée de 100 p. 100.

Sur la base de 365 jours pour les traitements annuels et sur la base de 300 jours pour les traitements journaliers.

Les agents de la compagnie directement employés aux opérations de quai pendant l'heure dite d'urgence, toucheront une indemnité de repas de 2 francs et l'heure supplémentaire leur sera payée exceptionnellement 2 francs.

Service de la surveillance. — Service de gardes.

Pour le service de la surveillance comme pour le service de garde aux machineries, c'est-à-dire pour les services exigeant une présence continue sans travail effectif, les heures de présence en dehors des heures normales et les repas pris sur place donneront lieu à des indemnités spéciales :

Surveillance.

Garde supplémentaire de jour.....	1	»
Indemnité pour repas apporté par le garde et consommé sur place.	1	»
Garde supplémentaire de nuit.....	1	40
Indemnité pour repas apporté par le garde et consommé sur place.	0	50

Garde aux machineries.

Heure supplémentaire de garde (jour ou nuit).....	1	»
Indemnité pour repas de midi pris sur place pendant une heure de repos.....	2	»

CONGÉS ANNUELS.

Tous les agents du cadre ont droit à un congé annuel de quinze jours à solde entière. La direction se réserve le droit de fixer l'époque à laquelle ce congé doit être donné.

Les agents auxiliaires ont également droit à un congé annuel de quinze jours après un an de service au 1^{er} janvier ou au 1^{er} juillet de l'année.

MALADIES.

Les agents titulaires ou auxiliaires ayant un an de service atteints d'une maladie constatée par le médecin de la compagnie auront droit à la solde

entière, à la gratuité du médecin et des médicaments pendant une durée qui ne pourra excéder six mois; la gratuité du médecin s'applique même au cas où le médecin chef reconnaît la nécessité de l'intervention d'un spécialiste. Les agents malades pourront bénéficier de la demi-solde pendant une nouvelle période de six mois. La mise en disponibilité peut être prononcée par la compagnie pour tout agent qui aura eu plus de douze mois d'absence pour maladie pendant une période de dix-huit mois.

RÈGLEMENT DE DISCIPLINE.

Il est institué un conseil de discipline qui sera appelé à donner son avis sur les suites que comportent les fautes commises par les agents subalternes de la compagnie.

Ce conseil sera composé de trois membres désignés par la direction de la compagnie, de trois membres désignés par les agents et d'un délégué du Ministre du Commerce qui présidera les séances.

Chaque année dans la première quinzaine de janvier, les noms des membres désignés pour faire partie du conseil de discipline seront portés à la connaissance du personnel. Il y aura lieu également de désigner des suppléants tant pour remplacer les absents que pour assurer dans tous les cas la composition du conseil de telle sorte qu'aucun agent ne soit jugé par des camarades d'une classe inférieure à la sienne.

Le conseil sera saisi par un rapport écrit établi par le service du personnel; l'agent intéressé sera entendu dans ses moyens de défense et pourra, s'il le désire, se faire assister par une personne de son choix.

Le dossier de l'agent inculpé sera communiqué sans déplacement, soit à l'intéressé, soit à son défenseur, huit jours au moins avant la réunion du conseil de discipline.

Les votes du conseil de discipline auront lieu au scrutin secret. Le résultat des votes sera communiqué au directeur de l'exploitation. Les peines disciplinaires seront prononcées par le directeur, en conformité du vote du conseil de discipline.

Les peines disciplinaires qui peuvent être appliquées sont les suivantes :

La réprimande.

Le blâme simple.

Le blâme avec inscription au dossier.

La privation du congé annuel en totalité ou en partie.

La rétrogradation de grade ou de classe.

Le licenciement.

La révocation.

Il n'existe aucune obligation d'observer la progression des peines disciplinaires indiquées ci-dessus.

MÉDAILLE DU TRAVAIL.

Il sera accordé une prime de 500 francs à tout agent de la compagnie ayant trente ans de service et titulaire de la médaille du travail.

GRATIFICATIONS.

Il sera attribué à chaque agent titulaire, en fin d'année, une gratification au moins égale à la valeur d'un mois de traitement.

CAISSE DE PRÊTS ET DE SECOURS.

La caisse de prêts et de secours sera liquidée sur le principe du remboursement, sans intérêts, des parts respectives aux ayants droit, membres actifs retraités, héritiers des décédés, la compagnie assurant, par ses propres moyens, le fonctionnement de cette caisse, comme par le passé.

CHARGES DE FAMILLE.

Il est accordé à tous les agents titulaires de la compagnie ou aux agents auxiliaires après six mois de service une indemnité pour charges de famille comportant une allocation de 15 francs par mois et pour chaque enfant vivant au-dessous de seize ans et pour chaque ascendant reconnu avec pièce officielle à l'appui, comme étant réellement à la charge de l'agent.

RETRAITES.

La question des retraites, encore à l'étude, fera l'objet d'une annexe au présent règlement, après accord entre les deux parties.

Le présent règlement s'applique à tout le personnel de la compagnie jusqu'aux chefs de service exclusivement.

Vu le règlement ci-dessus pour être annexé au décret du 11 février 1920.

Le Ministre du Travail,

JOURDAIN.

Le Ministre de l'Intérieur,

T. STEEG.

DÉCRET DU 23 JUIN 1920

*modifiant le décret du 9 octobre 1907,
réglementant l'emploi des appareils à vapeur fonctionnant à terre (1).*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des Travaux publics,

Vu le décret du 9 octobre 1907, qui réglemente l'emploi des appareils à vapeur fonctionnant à terre;

Vu le décret du 25 avril 1910 portant addition à l'article 18 du précédent;

Vu l'avis de la Commission centrale des machines à vapeur;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 33 du décret susvisé du 9 octobre 1907 est modifié et complété comme suit :

« Sont soumis aux dispositions suivantes les récipients de formes diverses, d'une capacité de plus de 100 litres, qui reçoivent de la vapeur d'eau empruntée à un générateur distinct.

« Sont exceptés toutefois :

« 1° Ceux dans lesquels des dispositions matérielles efficaces empêchent la pression effective de cette vapeur de dépasser 300 grammes par centimètre carré ;

« 2° Les cylindres de machines, avec ou sans enveloppes, et les enveloppes de turbines ;

« 3° Les tuyauteries, sous la réserve que l'article 45 sera applicable aux accidents occasionnés par les tuyauteries ou pièces de tuyauteries mesurant plus de cinquante centimètres carrés de section intérieure et appelées à canaliser la vapeur sous une pression effective susceptible de dépasser 300 grammes par centimètre carré ».

ART. 2. — Le Ministre des Travaux publics est chargé de l'exécution du

(1) *Journal Officiel* du 2 juillet 1920.

présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Montcellerie, le 23 juin 1920.

P. DESCHANEL.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Travaux publics,

YVES LE TROCQUER.

CIRCULAIRE DU SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES MINES
ET DES FORCES HYDRAULIQUES EN DATE DU 30 JUIN 1920 (1).

*Appareils à vapeur fonctionnant à terre. — Tuyauteries.
Envoi du décret du 23 juin 1920.*

L'article 33 du décret du 9 octobre 1907, qui réglemente actuellement l'emploi des appareils à vapeur fonctionnant à terre, définit les récipients à vapeur assujettis au titre V ainsi qu'aux dispositions générales de ce décret. Il en excepte toutefois certains, notamment les tuyauteries, lesquelles se trouvent de ce fait totalement exemptes de la réglementation. Il en résulte qu'en cas d'accident occasionné par une tuyauterie de vapeur, l'article 45 dudit décret n'étant pas applicable, le service des Mines n'a ni enquête à faire, ni rapport à établir, ni avis à fournir au Parquet; si l'accident a le caractère d'un accident de travail, il n'a pas non plus à envoyer au juge de paix copie de son rapport, n'ayant pas eu à faire de rapport.

Il n'en est autrement que si l'accident a eu lieu sur les installations d'une mine; le service des Mines tient alors une mission d'enquête non point du règlement sur les appareils à vapeur, mais des lois et règlements qui lui confèrent la surveillance des exploitations minières.

L'abstention complète du service des Mines (hors le cas particulier des exploitations minières) en matière de tuyauteries à vapeur avait déjà attiré l'attention de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale qui, en 1912, avait soulevé la question de savoir si, les tuyauteries des établissements industriels divers n'étant pas surveillées par les ingénieurs des Mines, il ne conviendrait pas qu'elles le fussent par les inspecteurs du travail.

Après examen de la question soulevée, il a été reconnu d'un commun accord que, quel que fût le détail de la réglementation, les tuyauteries de vapeur faisaient partie d'un ensemble qui ne pouvait être divisé sous le rapport de la compétence administrative et que, par suite, si des prescriptions réglementaires avaient à être édictées en ce qui concerne cette partie des ins-

(1) Adressée aux préfets.

tallations à vapeur, c'était dans la réglementation des appareils à vapeur que ces prescriptions auraient à prendre place et que c'était le service des Mines qui serait chargé d'en surveiller l'exécution.

Il était donc tout à fait rationnel, afin de pouvoir poursuivre utilement l'étude de la question, de rendre obligatoire pour les industriels la déclaration des accidents provenant des tuyauteries au service chargé de la surveillance des appareils à vapeur et de donner à ce service, ainsi avisé, mission d'effectuer une enquête, d'établir un rapport, de procéder en un mot pour les accidents de cette nature comme pour les accidents provenant de la chaudière elle-même. Il a paru qu'il suffisait, à cet effet, d'une addition au texte du règlement rendant applicable l'article 45 aux accidents occasionnés par les tuyauteries.

Il a été reconnu toutefois qu'il n'y avait pas lieu de comprendre dans la mesure nouvelle les tuyauteries ou pièces de tuyauteries de section minime, qui ne sauraient donner lieu à des accidents de beaucoup d'ampleur et qui, bien qu'extrêmement nombreuses dans les installations industrielles, ne constituent au total qu'un faible risque. Dans le choix de la limite à adopter, il a donc semblé naturel de s'inspirer des dispositions de l'article 14 du règlement, aux termes duquel, sur les groupes générateurs composés de deux ou de plusieurs appareils distincts, ce sont seulement les prises de vapeur correspondant à une conduite de plus de cinquante centimètres carrés de section intérieure qui doivent être pourvues de clapets ou soupapes de retenue. Ce chiffre de 50 centimètres carrés correspond, pour une conduite de section circulaire, à un diamètre de 8 centimètres; c'est une limite au-dessous de laquelle il est raisonnable que le service des Mines n'ait pas à intervenir.

De même, il a paru convenable de n'assujettir à la mesure nouvelle, quel que soit le diamètre des tuyaux, que ceux appelés à canaliser la vapeur sous une pression effective notable. Ici, encore, le choix de la limite était tout indiqué par le reste du texte réglementaire; les générateurs de vapeur où la pression effective de la vapeur n'est pas susceptible de dépasser 300 grammes par centimètre carré sont exemptés de la réglementation de l'article 1^{er} du décret; c'est à cette même limite que l'on a jugé bon de s'arrêter pour la disposition nouvelle concernant les tuyauteries.

Après avoir consulté le Conseil d'État et sur son avis conforme, j'ai soumis à M. le Président de la République un décret destiné à compléter, au point de vue considéré, le règlement de 1907.

Vous trouverez ci-joint ampliation de ce décret, qui a été sanctionné le 23 juin 1920 et dont je vous prie de vouloir bien assurer l'exécution.

Comme il est dit plus haut, la mesure qu'il édicte a pour but essentiel de fournir à l'Administration des éléments authentiques en vue d'une réglementation préventive qui constituera ultérieurement, si elle est reconnue utile, la seconde phase de la réforme.

Mais, dès à présent, les renseignements incomplets qui sont parvenus à mes services permettent de dégager un certain nombre de recommandations qu'il paraît utile de porter à la connaissance des installateurs et usagers de tuyauteries de vapeur, sous forme de conseils officieux à donner par les fonctionnaires et agents du service des Mines au cours de leurs tournées.

L'attention doit se porter tout d'abord sur le choix des matériaux constitutifs des tuyauteries ; déjà la circulaire du 8 février 1911 a signalé les dangers de l'emploi de la fonte de fer pour les pièces spéciales telles que les boîtes à clapets ; la fonte de fer ne résiste bien qu'aux efforts statiques de compression ; les efforts de traction, les effets dynamiques et les variations rapides de température lui conviennent fort mal et toutes les parties d'une tuyauterie de vapeur de quelque importance y sont plus ou moins exposées ; l'emploi de la fonte de fer pour l'une quelconque de ces parties est donc à déconseiller formellement.

Beaucoup de tuyauteries ont été construites en cuivre, en raison de la facilité du travail de ce métal et notamment des petites déformations que peut nécessiter le montage sur place quand l'étude géométrique de l'installation n'a pas été faite d'avance avec une entière précision. Mais le cuivre perd beaucoup de sa résistance aux températures un peu élevées, de sorte qu'il doit être considéré comme contre-indiqué pour les tuyauteries destinées à canaliser de la vapeur saturée à une pression effective dépassant notablement 6 kilogrammes par centimètre carré et surtout de la vapeur surchauffée ; cette remarque a une particulière importance pour les tuyauteries de fort diamètre.

On peut signaler à cet égard les bons résultats obtenus, en vue d'utiliser les tuyauteries en cuivre existantes, par leur fretage en fil d'acier.

Le mode d'assemblage des bouts de tuyaux dans leurs brides de jonction doit être l'objet d'une particulière attention ; il faut rappeler, à ce sujet, la phrase suivante de la circulaire du 10 août 1903 : « On doit s'interdire de compter, pour la tenue d'un assemblage, sur la résistance d'un frottement ». La brasure simple s'est souvent elle-même montrée insuffisante ; le rabattement de l'extrémité du tuyau en forme de collerette évasée ou le refoulement du métal par dudgeonnage dans des rainures suffisamment profondes ménagées dans la bride constituent un supplément de précaution des plus utiles.

L'un des plus graves dangers qui menacent une tuyauterie de vapeur est celui qui provient des coups d'eau ; la circulaire du 4 janvier 1899 a déjà appelé l'attention sur ce danger et des études techniques, notamment celles publiées à la même époque dans les *Annales des Mines*, ont donné, avec tous les développements utiles, des précisions sur un certain nombre de ruptures de boîtes de valves ou de clapets qui en ont été la conséquence. L'expérience a montré depuis que ce danger n'était pas à redouter seulement pour les boîtes en question, mais que toutes les parties d'une tuyauterie y étaient exposées ; des accidents nombreux, et notamment le plus grave de ceux qui sont parvenus à ma connaissance, l'ont montré.

Il est donc essentiel que le tracé d'une tuyauterie soit étudié avec soin, en plan et en profil, pour éviter que des accumulations d'eau puissent s'y produire et pour prévoir tous dispositifs de purge nécessaires à leur élimination en temps utile et manœuvrés à cet effet, s'ils ne sont pas automatiques, conformément à des consignes formelles ; les dispositifs de by-pass peuvent dans certains cas rendre à cet égard de bons services.

Il est important aussi que cette étude du tracé tienne compte des efforts de dilatation que les variations de température peuvent produire, et qui atteignent parfois des valeurs considérables ; il ne faut pas oublier que, lorsque

les conditions d'établissement en sont défectueuses, les pièces spéciales destinées à absorber ces dilatactions sont exposées à se rompre elles-mêmes, les joints glissants à se déboîter.

Enfin il convient de rappeler que les conséquences des accidents de tuyauterie, de quelque nature qu'ils soient, peuvent être sinon supprimées entièrement, du moins dans la plupart des cas considérablement atténuées par l'emploi de clapets automatiques d'arrêt de vapeur, fonctionnant, au contraire des clapets de retenue qui sont réglementaires en vertu de l'article 14 du décret du 9 octobre 1907, dans le sens normal de l'écoulement de la vapeur au cas d'accélération accidentelle de cet écoulement. Des appareils de cette espèce ont été employés pour satisfaire au décret du 29 juin 1886, mais des difficultés pratiques en avaient longtemps limité l'usage. L'expérience acquise depuis cette époque dans les régions de grande industrie a permis de remédier à ces difficultés et les clapets en question y sont devenus d'un usage courant; sans que le moment paraisse encore venu de les prescrire par voie réglementaire, il semble que leur emploi puisse être utilement conseillé dans la plupart des cas.

Il va sans dire qu'un même clapet se fermant dans les deux sens, comme il en existe de nombreux modèles, peut jouer à la fois le rôle prévu par l'article 14 du décret du 9 octobre 1907 et celui qui vient d'être défini.

Je vous serai obligé de m'accuser réception de la présente circulaire que j'adresse directement aux ingénieurs des Mines et des Ponts et Chaussées.

ENQUÊTE

SUR LES CAS DE CHARBON PROFESSIONNEL

pendant les années 1914 à 1919 inclus.

Le Service de l'Inspection du Travail poursuit, depuis 1910, une enquête permanente sur les cas de charbon professionnel portés à sa connaissance. Les résultats de cette enquête ont été groupés annuellement et publiés au *Bulletin de l'Inspection du Travail* (1). La présente note réunit les résultats de ces enquêtes pour les années 1914 à 1919 inclus. Il y a lieu de signaler toutefois que, par suite de la guerre, il a été plus difficile au Service de réunir les éléments nécessaires, soit du fait de la mobilisation d'un certain nombre d'inspecteurs, soit du fait que les cas de charbon professionnel n'auraient pas toujours été régulièrement déclarés.

(1) Pour les cas de charbon du deuxième semestre 1910 et de l'année 1911, voir *Bulletin*, 1912, page 480; pour les cas de charbon de l'année 1912, voir *Bulletin* 1913, page 328; pour les cas de charbon de l'année 1914, voir *Bulletin* 1917, page 149.

157 cas ont été déclarés de 1914 à 1919 (1); 74 à Marseille; 59 à Saint-Denis; 3 à Labrugnière (Tarn); 3 à Mazamet (Tarn); 3 à Nantes; 3 à Saint-Amand-Valtoret (Tarn); 2 à Ossès (B.-P.); 2 à Roubaix; 2 à Saint-Junien (Haute-Vienne); 1 dans chacune des localités ci-après: Albine (Tarn); Castres (Tarn); Graulhet (Tarn); Pont-de-Lam (Tarn); Villefranche-de-Rouergue (Aveyron) et 1 sans indication.

Ces cas se sont produits: 56 dans des mégisseries; 48 dans des triages et lavages de laines; 11 dans des délainages de peaux de moutons; 11 dans des emmagasinages de peaux; 7 dans des manufactures de crins; 4 dans des entreprises d'acconage; 3 dans des magasins généraux (peaux sèches); 3 dans des tanneries; 2 dans des peignages de laine; 2 dans des entreprises de camionnage; 2 dans des commerce de cuir et peaux séchés; 1 dans chacune des entreprises ou travaux dénommés ci-après: commerce de cuirs et peaux; commerce de peaux sèches; conditionnement de laines; commerce de cuirs verts; entrepôt de peaux sèches; manutention dans des docks et entrepôts; commerce de poils de chèvres et 1 cas dans une entreprise non dénommée.

Les victimes sont réparties comme suit, par catégories professionnelles: 35 trempEURS (mégisserie); 31 trieuses de laines; 15 manœuvres dans des entreprises diverses (mégisseries, 8; commerce de peaux, 3; docks et entrepôts, 1; délainage, 1; triage, 1; conditionnement, 1); 13 manutentionnaires (emmagasinage de peaux, 8; acconage, 2; camionnage, 2; commerce de poils de chèvre, 1); 9 rogneurs (mégisserie); 8 occupées à la manipulation de la laine brute; 4 peigneurs (de laine, 2; de crin, 2); 4 emballeurs de laines; 3 ouvriers ou ouvrières; 3 sabreurs; 3 occupées à la manipulation des peaux (magasin général); 3 occupées au travail de rivière; 2 porte-romaines pour le pesage; 2 suspendeurs de peaux; 2 journalier ou journalière; 1 dans chacune des spécialités suivantes: drayeur, peleuse (délainage), étendeur de peaux, palissonneur, cardeur au loup (crins), fileur (crins), batteur (crins), empelotage des laines lavées, sécheur de laines lavées, travail des laines lavées, chef de magasin, directeur d'usine, ouvrier d'entrepôts de peaux sèches, ouvrier de magasin (peaux sèches), surveillant des magasins de peaux, acconier, docker, ouvrier préposé aux calorifères; ouvrier mécanicien, ouvrier d'atelier de construction mécanique.

112 victimes sont du sexe masculin et 45 du sexe féminin; 43, dont 37 garçons, sont âgés de moins de 18 ans.

Au point de vue de la nature des matières travaillées les cas se répartissent comme suit: 58 pour les peaux de chèvres, 51 pour les laines, 13 pour les peaux de moutons, 8 pour les peaux sèches, 5 pour les crins, 1 pour les poils de chèvre, 3 pour les peaux de vaches et de bœufs, 6 pour des peaux sans spécification de nature, 19 pour lesquels la nature des matières ayant occasionné la lésion n'a pu être précisée.

En ce qui concerne le pays d'origine des matières travaillées ayant occasionné l'infection, il est incertain pour 65 cas. En effet, les établissements

(1) Ces 157 cas se répartissent ainsi: 11 en 1915, 41 en 1916, 25 en 1917, 14 en 1918, 34 en 1919.

travaillent souvent en même temps des matières premières de plusieurs provenances, ce qui ne permet pas de préciser la provenance particulière de celles qui ont pu être la cause de l'infection.

L'origine a été déterminée, pour 92 cas, de la façon suivante :

33 cas sont attribués à l'Espagne (peaux de chèvre), 20 à l'Afrique (dont : Afrique du Nord, 5 ; Suez, 1 ; Abyssinie, 4 ; Afrique orientale, 1 ; Madagascar, 2) ; 12 à l'Asie (dont : Arabie, 4 ; Indes, 4 ; Bagdad, 2 ; Chine, 2) ; 12 à l'Amérique du Sud (dont : République Argentine, 8 ; Uruguay, 2 ; Brésil, 1) ; 6 à la Macédoine, 3 à la Russie ; 2 à la Grèce ; 3 au bassin méditerranéen, 1 à la France.

Pour 147 cas, les matières sont mentionnées comme travaillées à l'état brut ; aucune mention n'est faite pour 6 cas, pour 3 cas, elles sont mentionnées comme ayant été lavées ; pour 1 cas, comme ayant subi le passage au léviathan et ayant été lavées : la forme médicale de l'accident est : pustule dans 136 cas, œdème dans 15 cas ; dans 5 cas la forme médicale n'est pas déterminée, dans 1 cas la pustule est accompagnée d'œdème.

Le siège de la lésion est la tête dans 75 cas (dont : joue, 27 ; menton, 8 ; œil, 8 ; front, 7 ; face, sans précision, 5 ; mâchoire, 4 ; lèvres, 3 ; nez, 3 ; tempe 3 ; oreille, 2) ; le cou dans 17 cas ; le membre supérieur, dans 37 cas (bras, 7 ; avant-bras, 20 ; poignet, 1 ; main, 9) ; la poitrine dans 8 cas ; la région abdominale dans 2 cas ; le dos dans 1 cas ; le membre inférieur dans 7 cas (cuisse, 4 ; genou, 2 ; jambe, 1). Pour 10 cas le siège de la lésion n'est pas indiqué.

L'examen bactériologique a été pratiqué dans 60 cas.

19 cas ont été mortels, 2 ont entraîné une incapacité permanente et partielle du travail, les autres se sont terminés par la guérison.

LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCLAIRAGE DES USINES

PAR **M. GEORGE C. VARD,**

INSPECTEUR DES FABRIQUES DE L'ÉTAT DE NEW-YORK.

Extrait⁽¹⁾ d'une conférence faite le 4 décembre 1919 au 4^e Congrès d'hygiène industrielle de New-York.

.....

Dans le but de ne pas fatiguer l'œil, il convient de noter les points suivants qui sont à respecter dans l'établissement d'un système rationnel d'éclairage des ateliers d'une fabrique.

(1) Traduit par M. Barger, inspecteur départemental du travail à Paris.

1° *Éblouissement*. — Lumières brillantes pénétrant directement dans l'œil même quand l'angle est considérablement en dehors de l'étendue ordinaire de la vision et qu'on ne regarde pas directement la lumière. Les opinions sont extrêmement divisées en ce qui concerne la fixation d'un angle d'éclat minimum mais notre Commission du Code de l'éclairage arrivera certainement à une solution satisfaisante du problème. Il faut éviter la lumière arrivant en grandes quantités sur un angle anormal. Certaines parties de la rétine sont, par suite d'un long usage habituées à recevoir de la lumière tandis que d'autres ne sont pas préparées à recevoir un fort éclairage.

En moyenne d'éclairage diurne, nous recevons une agréable lumière provenant d'un grand nombre de directions mais principalement d'en haut. Cependant si une forte lumière tombe sur certaines parties de la rétine, la rétine est fatiguée. L'aveuglement par la neige est le fait d'une grosse lumière réfléchie venant d'en bas sous un angle anormal et produisant non seulement une grande fatigue mais parfois une cécité passagère.

L'inspecteur en tournée devra apporter une attention particulière aux conditions d'éblouissement et à la protection contre ce phénomène. Les sources lumineuses ne doivent pas être placées de façon telle que les rayons lumineux tombant sur une surface glacée ou polie telle que papier à écrire, partie polie d'une machine en métal, treillages métalliques ou autres surfaces (très luisantes) employées dans la fabrication ou l'emballage d'articles commerciaux soient régulièrement réfléchis dans les yeux des travailleurs ou autres personnes occupées près d'eux. Car, dans ce cas, une image de la lumière elle-même est formée sur la rétine et empêche la vision nette des images du papier ou des menus détails du travail en cours. Quelle qu'en soit la cause, l'éblouissement est particulièrement à craindre pour l'œil. La capacité de bien voir ne peut exister que si aucune partie de la rétine n'est susceptible d'être surexcitée par une brillante et éblouissante lumière. Cela signifie que lesdites lumières doivent être tenues hors du champs visuel ou que leur éclat doit être atténué par des moyens appropriés tels que globes ou ampoules diffusantes.

2° Il convient de laisser de côté la lumière vacillante parce que ses rapides fluctuations empêchent tout repos de l'iris qui, se fatiguant, ne joue plus bien son rôle. En conséquence la rétine reçoit alternativement trop ou trop peu de lumière et il en résulte pour elle une fatigue rapide.

Des exemples de ce genre de lumière se trouvent dans les becs de gaz à feu nu fréquemment rencontrés par les inspecteurs dans les petits établissements; dans les lampes à arc sur un courant alternatif à 25 périodes, dans les lampes à incandescence auxquelles le courant est fourni par des dynamos qu'actionne un moteur monocylindrique ordinaire à gaz. Nous sommes tous familiers avec la gêne causée par une projection cinématographique vacillante et mal éclairée regardée avec trop d'attention quand nous avons ensuite à porter, hors de l'écran, nos regards fatigués.

3° Une lumière insuffisante fatigue la rétine à cause des efforts d'accommodation que nous faisons pour voir nettement. Une lumière suffisante doit toujours être instamment demandée par l'inspecteur. Les codes d'éclairage des États qui en ont déterminent un minimum au-dessous duquel ne doit pas

tomber la densité du flux lumineux sur le plan de travail, qu'il soit horizontal, vertical ou oblique.

Les codes du Wisconsin, de la Pensylvanie et du New-Jersey sont exécutoires dans toutes leurs parties. (Celui du Wisconsin accordait pour mettre les installations existantes en harmonie avec le code, un délai qui expirait en juillet 1920.) L'Ohio et le Massachusetts ont des règlements en préparation. Le règlement n° 50 du Code de l'État de New-York, relatif à l'éclairage des usines et établissements commerciaux est devenu effectif depuis le 1^{er} juillet 1918, étant adopté par la Commission industrielle de l'État d'accord avec les exigences des sections 51-A et 52 de la loi sur le travail. Il donne l'intensité lumineuse à prévoir, sur les routes, dans les cours, les passages, les magasins, les escaliers, les paliers, les halls, les couloirs, les bas-côtés, les sorties, les entrées des ascenseurs, les voitures publiques, etc. On a mis à l'essai dans cet État une table des intensités lumineuses minima à exiger pour chaque opération ou procédé industriel et la Commission avait étendu jusqu'à Juillet 1920 le délai pour son adoption (1). Ainsi après un essai d'un an, après les observations des intéressés et les recherches des enquêteurs nommés spécialement à cet effet, cette table deviendra la loi de l'État. Les directeurs de tous les ateliers de l'État ont été requis de coopérer à cette enquête en se procurant des appareils lumineux témoins équipés suivant les données qui prévalent actuellement et en avisant le Bureau du Code industriel des résultats de tels appareils. Ils doivent y joindre leurs observations personnelles.

Les sources lumineuses qui projettent des bandes d'ombre sur le travail doivent être évitées. Elles sont mauvaises, même quand elles sont fixes parce que le manque d'uniformité dans l'éclairage entraîne pour l'œil une grande difficulté d'accommodation aux divers degrés de brillance.

On doit prendre soin d'éviter un contraste trop marqué entre une lumière colorée ou une surface brillante sur laquelle on travaille et les ténèbres environnantes. Un contraste marqué est nuisible parce que l'œil ne peut s'accommoder aux différentes conditions quand le travail est luisant.

D'autre part un changement modéré dans l'éclairage est bon et repose la vue parce que là où l'organe de la vision est constamment et fortement appliqué à une chose il est nécessaire que des changements se produisent tant dans l'éclairement que dans les images sur la rétine afin de permettre à cette dernière de récupérer son énergie. Les oculistes rencontrent fréquemment des cas de lésions temporaires ou permanentes de l'œil qui sont dues à la négligence d'une ou de plusieurs des précautions ci-dessus.

Les ingénieurs de l'éclairage qui installent les grandes usines prennent en considération toutes les objections résultant des considérations développées plus haut et prennent les dispositions nécessaires pour y remédier. Ils envisagent également la couleur propre de la lumière qui doit être employée dans certaines conditions; mais dans cet État et spécialement dans le grand New-York le plus grand nombre de fabriques sont, de beaucoup, de petits ateliers

(1) Elle doit donc être adoptée à l'heure actuelle.

ayant relativement peu de lampes et dont les propriétaires n'ont jamais recours aux services d'ingénieurs spécialistes compétents. Ce sera dans ces petits établissements que les inspecteurs trouveront le plus d'installations défectueuses. Nos inspecteurs ont déjà rencontré, dans certains ateliers de couture de New-York des ouvriers travaillant à moins de deux pieds d'une lampe à azote de 200 watts sans protecteur. Ils ont trouvé dans les fabriques de vêtements un grand nombre de coupeurs et de presseurs travaillant sous la lumière jaune de quelques becs de gaz faibles, maladifs et tremblotants. Ils sont allés dans d'autres petits ateliers dont les ouvriers essayaient de profiter du peu de minutes restant pour l'éclairage diurne en travaillant auprès de vilaines et sales fenêtres dans une salle dont les murs, le plafond et le fond étaient noirs. Nos inspecteurs ont déjà signalé un grand nombre de cas de ce genre et je montrerai plus loin qu'ils ont donné les ordres nécessaires pour parer à un tel état de choses.

La lumière peut être envisagée comme un outil dont la production est l'éclairage; la lumière est une cause, l'éclairage est un effet. Le but de l'éclairage artificiel est de nous rendre capables de voir les choses convenablement et clairement. Un objet est bien éclairé quand il peut être vu facilement sans fatigue ou sans effort de l'œil. Il est aussi impossible de faire un bon travail avec une mauvaise lumière qu'avec un mauvais outil. De même qu'il est impossible d'usiner une pièce ou de tourner un manche avec un outil mal placé, il est impossible aussi de faire de bon travail avec une lumière mal placée envoyant ses rayons dans toutes les directions à l'exception de la bonne. Si vous désirez envoyer de l'eau avec violence pour combattre un incendie vous n'allez pas munir votre tuyau d'un arroseur rotatif de gaz ou qui épanchera de tous côtés une pluie légère. Quand vous désirez éclairer un point déterminé pourquoi donc gaspiller de la lumière en envoyant de légers rayons lumineux dans toutes les directions et spécialement quand ils doivent être absorbés par des murs ou des plafonds de couleurs sombres? D'autre part il ne viendrait à personne l'idée de diriger un violent jet d'eau sur une petite plante fragile quand, au contraire une pluie fine est nécessaire pour la protéger contre la destruction. Ainsi doit être modifiée, atténuée et dirigée par des moyens appropriés, globes et réflecteurs, et rendue ainsi propre à l'usage qu'on en compte faire, la lumière provenant d'une source de grande intensité. Un jet d'eau est modifié de même suivant l'espèce de bec que l'on emploie. Nos inspecteurs ont maintes fois signalé l'augmentation de l'intensité en bougies-pied en un point du plan horizontal quand la lampe nue était enfermée dans un réflecteur conique à surface intérieure brillante, de même ils ont souvent démontré sur place, dans certaines usines de cet État, qu'une lampe d'un wattage inférieur, mais convenablement pourvue d'abat-jour et de réflecteur et, d'autre part, bien placée, pouvait fournir le même éclairage en bougies-pied qu'une autre lampe plus puissante mais mal placée et non munie d'abat-jour et de réflecteur. Cela démontre que l'on dépense actuellement, par lampe, un nombre de kilowatts beaucoup trop élevés et dont la réduction entraînerait au prix actuel du courant, une forte économie annuelle. L'introduction des lampes puissantes et de grande intensité d'éclairage a créé des conditions qui sont à la fois dangereuses et insalubres. Dangereuses pour la

vie et les membres, insalubres en ce qu'elles agissent sur la santé générale et sur la fatigue oculaire.

Les ingénieurs de l'éclairage ont reconnu depuis longtemps l'obligation pour l'État de réglementer et d'améliorer ces conditions par des lois et un Code convenables qui sauvegarderaient la vie, les membres et les yeux des ouvriers.

En dehors de toute considération humanitaire, conserver la vue du travail leur et augmenter sa valeur sociale; détruire lentement cette vue, résulte auquel on arriverait certainement quoique graduellement, entraînerait probablement, par suite des lois de l'évolution la création d'une race porteurs de lunettes sinon complètement aveugle. La société des ingénieurs d'éclairage des États-Unis a cherché il y a quelques années un Code de l'éclairage qui a servi de modèle à tous les règlements en préparation ou adoptés par les divers États.

En 1913 la société a été appelée à aider le département du travail de l'État de New-York dans l'élaboration des parties de la « Loi du travail » qui ont trait à l'éclairage. Depuis ce temps jusqu'à ce jour on a procédé à la préparation d'un règlement particulier dont quelques parties ont été applicables à partir du 1^{er} juillet 1918 et dont les autres seront probablement — avec les modifications suggérées par l'expérience — mises en application au 1^{er} juillet 1920.

Il faut se souvenir que les minima d'éclairage donnés pour les diverses opérations ou procédés de travail ont été formulés, d'abord, en vue d'éviter des accidents, plutôt que comme un moyen d'augmenter et de rendre plus économique la production. Mais comme le Service de l'inspection a été et sera encore instruit de la question par des lectures choisies sur la matière, les inspecteurs informent, au cours de leurs tournées, les industriels qu'un bon, convenable et suffisant éclairage est susceptible de fournir au patron qui l'emploie, plus et de meilleures marchandises, moins d'accidents, des ouvriers plus satisfaits, une plus petite quantité de rebuts ce qui entraîne une augmentation du rendement d'un nombre déterminé de machines dans un temps donné. De son côté, l'ouvrier sera individuellement extrêmement intéressé, spécialement s'il travaille aux pièces, car un bon éclairage accroîtra sa puissance de travail, augmentera son rendement et, par suite, son salaire. L'industrie bénéficie aussi, par suite de l'augmentation du rendement d'une diminution proportionnelle du prix de revient.

Un grand nombre d'accidents du travail peuvent être considérés comme évitables, et 15 p. 100 d'entre eux sont, sans aucun doute, dus au manque d'éclairage. Les statistiques de la « Travelers Insurance Co » pour 1910 montrent que sur 91,000 accidents, 23,8 p. 100 furent causés par un éclairage insuffisant ou mal disposé. Depuis cette date, grâce aux aménagements faits dans les anciennes et les nouvelles usines ce chiffre n'a plus été atteint.

Les rapports du gouvernement britannique montrent qu'en hiver 40 p. 100 en plus d'hommes sont blessés en tombant ou trébuchant dans les couloirs, escaliers, passages élevés, magasins, que pendant la saison d'été, et cela pour cause de manque d'éclairage. On a même montré cela, dans ce pays,

au moyen de deux courbes l'une pour les mois d'hiver, l'autre pour les mois d'été.

Il faut, en outre, envisager le danger de l'emploi des lampes électriques nues quand on manipule ou emploie des substances inflammables. Des morceaux de verre ou des fragments chauds provenant d'une lampe cassée peuvent tomber dans du coton par exemple, ou dans une mixture chimique inflammable ou explosive et engendrer une panique des employés si pas pire. Il faut employer dans ces cas des protecteurs de fin fil métallique ou des ampoules doubles de sûreté.

Dans les quelques cas où des relevés de rendement et des prix de revient ont été faits par des directeurs d'usine d'abord au temps du vieux et mauvais système puis sous le régime d'un nouveau et judicieux éclairage on a noté une augmentation de rendement de 15 p. 100, les pertes ont été grandement réduites, la valeur individuelle des ouvriers accrue, leurs salaires aussi.

Interrogés ils refusaient de reprendre la vieille méthode bien que quelques-uns aient protesté quand on avait changé. Une fois leurs yeux habitués aux nouvelles conditions, ils étaient convaincus de leur erreur. Dans 93 établissements de Chicago soumis à l'enquête, en triplant les intensités et usant de dispositifs convenables on avait augmenté la production de 15 p. 100 avec une dépense supplémentaire de charbon de 9 p. 100 seulement.

Le temps limité dont on dispose pour la lecture de ce rapport ne permet pas de définir les termes ni de poser les équations qui permettent d'exposer de façon technique, un système d'éclairage.

L'inspecteur, le manufacturier, le conférencier trouveront toutes ces matières exposées en langage courant dans les publications nombreuses des fabricants de globes et de réflecteurs.

En résumé on peut dire que le système idéal devra combiner l'éclairage général et l'éclairage localisé, suivant les besoins particuliers de la pièce dans laquelle il en doit être fait usage; il devra être un système qui élimine l'effet d'éblouissement par rayons directs ou réfléchis et ce au moyen d'une disposition convenable des unités lumineuses et de diffuseurs appropriés, un système qui abaisse au minimum les pertes de lumière par absorption dans les murs et les plafonds sombres, un système dans lequel les unités lumineuses soient placées de façon qu'il n'y ait pas d'ombres noires et que le flux lumineux soit réparti uniformément sur toute la surface utile et avec l'intensité qui convient; un système dans lequel l'éclairage localisé ne soit employé qu'à bon escient, et, enfin, un système qui soit nettoyé périodiquement et entretenu dans le meilleur état de fonctionnement. Les règlements de l'État de New-York ne sont pas « lettre morte ». Ils sont appliqués par un corps d'inspecteurs qui comprennent leur économie et savent comment accomplir leur mission. Bien qu'ils soient handicapés par leur petit nombre et l'étendue de leurs secteurs respectifs, ils travaillent jour et nuit pour l'application de la loi.

En plus de son travail habituel, notre inspection a signifié, durant l'année financière du 1^{er} juillet 1918 au 1^{er} juillet 1919, 7,427 mises en demeure relatives à l'éclairage. 880 avaient trait à l'obtention d'un éclairage suffisant et 6,547 visaient l'élimination de l'éblouissement, 864 des premières et 5,644 des secondes ont reçu satisfaction. La division marchande du Bureau d'Inspec-

tion donna, pendant la même période 157 ordres relatifs à l'éclairage et obtint 133 acquiescements.

Il fut seulement nécessaire d'appeler l'attention de la « legal division » (justice) sur 2 p. 100 de cas, ce qui montre que les propriétaires de fabriques collaborent nettement avec les inspecteurs.

Un grand nombre d'employeurs amélioreront, par humanité, leurs conditions d'éclairage; à d'autres il faudra montrer le bénéfice matériel qu'ils ont à en retirer. Il appartient à nos inspecteurs de faire l'éducation des intéressés. Les pouvoirs de police de la Commission n'entreront en jeu que pour les plus récalcitrants.

« LE BOUTON D'HUILE »

ET

LES FOLLICULITES ACNÉIFORMES PROFESSIONNELLES

PAR **M. le D^r Paul BLUM,**

INTERNE DES HÔPITAUX DE PARIS.

I. — DÉFINITION.

Parmi le grand nombre de dermites que nous avons eu l'occasion d'observer chez les ouvriers métallurgistes des usines de guerre de la région de Saint-Denis, une a spécialement attiré notre attention par sa fréquence d'abord, ensuite par son aspect clinique spécial. Le nom commode qui lui a été donné est celui de « bouton d'huile ». C'est ainsi que l'appellent habituellement les ouvriers, les patrons et même les hygiénistes. Cette dénomination nous semble cependant mauvaise, et cela pour plusieurs raisons :

1^o Elle a amené de nombreuses confusions. C'est ainsi que nous avons vu désigner sous ce nom des dermites extrêmement différentes : des brûlures par projection d'huile bouillante, des lésions eczématiformes, impétigineuses, des lésions banales d'infection de l'épiderme par piqûres ou par éraillures (épidermites staphylo ou streptococciques).

2^o Cette dénomination, qui manque de précision au point de vue dermatologique pur (bouton), ne présente pas le sens pathogénique auquel on prétend.

Ce n'est pas l'huile qui joue en effet le rôle primordial, comme nous le verrons; ce sont en réalité les poussières véhiculées par l'huile, les *konioses*, sur lesquelles toute l'attention des hygiénistes doit se porter et dont nous comptons étudier et discuter la nature pathogène. Le « bouton d'huile » des ouvriers métallurgistes si souvent observé depuis la guerre n'est pas une affection nouvelle; il se rattache à des dermites de même ordre dans lesquelles l'huile joue un rôle secondaire; elle contribue à l'obturation des orifices folliculaires, elle est un véhicule et non un agent pathogène ni toxique.

C'est aux dermites de cette nature que nous proposons d'attribuer le nom d'ELAIOKONIOSE FOLLICULAIRE (1), nom général devant désigner l'affection spéciale des follicules pilo-sébacés observée chez les ouvriers dont les vêtements sont en contact avec des huiles de graissage ou autres et dont les pores s'imprègnent et s'encrassent des poussières contenues en suspension et qui se traduit cliniquement par une folliculite acnéiforme.

Nous avons nous-même poursuivi l'étude de cette question, et pratiqué une série de recherches et d'enquêtes dans les grandes usines de Saint-Denis qui fabriquaient un si grand nombre d'obus — et celles où se construisaient les moteurs d'aviation. Nous avons pu voir sur place le travail des ouvriers aux fraiseuses, aux tours, aux perceuses, etc. Nous avons vu l'emploi des huiles solubles, des eaux savonneuses, et autres lubrifiants. Nous avons pu avoir ainsi des éléments de comparaison. Nous avons surtout visité les ateliers, où ces dermites étaient plus souvent observées. Nous avons pu comparer ce « bouton d'huile » avec d'autres dermites observées chez d'autres ouvriers, notamment chez les talqueuses d'une usine d'artifices ou les remplisseuses d'espolettes des poudres de sûreté (ouvrières couvertes de poudre de bronze d'aluminium).

II. — HISTORIQUE.

La question du bouton d'huile a fait l'objet de notes et recherches extrêmement intéressantes depuis la guerre. Cette affection atteignait en effet un grand nombre d'ouvriers métallurgistes, particulièrement les tourneurs d'obus.

M. Etienne Martin (2), MM. Borne (3), Kohn-Abrest (4) et Bouligaud au laboratoire de toxicologie de la Préfecture de police, M. Chassevant, M. le docteur Thibierge (5) ont communiqué les résultats de leurs observations ou de leurs travaux.

(1) de *ελαιον*, huile, et *κονίος*, poussière.

(2) Etienne Martin, *Une maladie professionnelle dans les usines de guerre* (bouton d'huile) (*Bull. des usines de guerre*, n° 22, p. 176, septembre 1916).

(3) Borne, *Le Bouton d'huile des ouvriers métallurgistes est-il un accident de travail ou une maladie professionnelle* (*Bull. de la Société de Médecine légale*, 10 juillet 1916).

(4) Borne et Kohn-Abrest, *Le Bouton d'huile des ouvriers métallurgistes* (*Société de Médecine publique et de génie sanitaire*, 22 novembre 1916) [*Compte rendu dans la Revue d'hygiène et de police sanitaire*, Masson, éditeur, n° 12, 20 décembre 1916].

(5) Dr Thibierge, *Le Bouton d'huile des ouvriers métallurgistes* (*Bull. de l'Acad. de médecine*, séance du 12 mars 1918.) Cf. aussi *Bull. Soc. méd. légale*, 2^e série, t. XIII, p. 166, juillet 1916 (communication verbale).

M. Thibierge, en 1918, portait la question devant l'Académie de médecine, où il faisait ressortir son intérêt au point de vue clinique, hygiénique et médico-légal.

Cette dernière a été l'objet de nombreuses expertises habituellement en justice de paix.

Cette question a fait l'objet d'échanges de vues et de communications intéressantes aux séances de la Société de médecine légale (10 juillet 1916), de la Société de médecine publique et de génie sanitaire (22 novembre 1916) et aux réunions mensuelles des médecins-chefs des circonscriptions des ouvriers métallurgistes de la région parisienne, tenues sous la présidence de M. le médecin-chef de la Place de Paris, M. le médecin principal Marchoux (1916-1918). Elle était motivée par des plaintes nombreuses d'ouvriers se réclamant de la loi de 1898.

Nous nous sommes particulièrement attachés à son étude (1).

Cette dermatose n'est pas une affection nouvelle; c'est une variété de *folliculites acnéiformes professionnelles*, dont plusieurs types ont déjà été décrits.

Lapremière description d'une affection de ce genre paraît avoir été faite, en 1867, par Purdon (2) de Belfast, observée chez des jeunes filles dont l'occupation consistait à retirer les bobines des machines à les nettoyer et à les huiler.

C'est une affection du même genre que Leloir (3) observait à Lille et décrivait en 1889 chez les fileurs et rattacheurs des filatures de coton et à laquelle s'appliquait le nom commode de « bouton d'huile ». La cause paraissait être l'huile et malgré toutes les recherches faites à cette époque, qui rappellent celles que nous avons vu pratiquer à l'occasion du bouton d'huile des métallurgistes, aucune conclusion ne fut nettement donnée. On pensa alors que l'irritation était sans doute due à la présence d'une matière résineuse (4) goudronneuse qui s'y trouve en dissolution.

En 1901, M. Dubreuilh (5) présentait à une société savante de Bordeaux un cas d'*acné professionnelle due au contact des huiles minérales*. Il s'agit également d'une folliculite acnéiforme analogue cliniquement à celle des tourneurs d'obus.

Il s'agissait d'un ouvrier occupé au perçage des tôles, les plaques plongeant dans un bain d'huile minérale, d'où il les retirait pour les porter à la machine à poinçonner. Mais M. Dubreuilh la considérait comme une acné à caractère

(1) Paul Blum, *l'Elaïokoniose folliculaire* in *Paris médical* (Baillière éditeur), 7 juin 1919, et *l'Elaïokoniose folliculaire et les folliculites acnéiformes professionnelles*. (Thèse Paris, 1919. Jouve éditeur)

(2) H. S. Purdon, *On a hitherto non described form of skin disease* (in *Medical Mirror* août 1867, et in *The Lancet*, 21 novembre 1874, p. 725).

(3) Leloir, *Leçons professées à l'hôpital Saint-Sauveur* (*Ann. Dermatol.*, fév. 1889).

(4) Wagnier, *De la folliculite et périfolliculite chez les fileurs et rattacheurs* (bouton d'huile). Thèse Lille, 1889.

(5) Dubreuilh, *Acné professionnelle due au contact des huiles minérales* (*Journal de Médecine de Bordeaux*, n° 16, 21 avril 1901, p. 276). [Société d'anatomie et physiologie normale et pathologique, 11 fév. 1901].

spécial et qui n'était que le début d'une série de lésions de gravité croissante et relevant de la même cause, le papillome et le cancer des raffineurs de pétrole.

Tels sont les types que nous avons cru devoir rapprocher du « bouton d'huile » observé chez les ouvriers métallurgistes.

Ils représentent tous à nos yeux des variétés de l'**Elaïkoniose folliculaire**.

C'est cette affection dont nous avons essayé de faire une étude clinique et pathogénique en nous basant sur des recherches cliniques, chimiques, bactériologiques et expérimentales.

III. — ÉTIOLOGIE SPÉCIALE.

RÔLE DU MODE D'UTILISATION DES HUILES. — 1° L'élaïkoniose folliculaire s'observe surtout dans les ateliers où l'huile est employée avec abondance, où elle coule à profusion, comme dans les ateliers de fabrication de moteurs d'aviation ou les appareils de tournage sur métaux pour la fabrication des obus (tourneurs d'obus) : le lubrifiant s'y emploie depuis la guerre dans des proportions beaucoup plus grandes qu'en temps normal, cinquante et cent fois plus grandes (Borne et Kohn-Abrest).

Nous avons au contraire noté que dans les machines-outils de précision, où l'huile coule lentement, les dermites sont l'exception (à peine 1 sur 100 dans certaines usines de Pantin ou d'Aubervilliers) ;

2° Le bouton d'huile se voit surtout dans les usines où on utilise des huiles qui circulent beaucoup et sont récupérées.

L'abondance des huiles, leur circulation expliquent qu'elles entraînent des poussières multiples, métalliques variées, organiques et autres et de germes pathogènes susceptibles d'apporter un élément d'infection.

RÔLE DE LA QUALITÉ. — La qualité des huiles joue aussi un rôle dans l'étiologie de l'affection et nous reviendrons à cette question en étudiant la pathogénie.

Dans une usine de Saint-Denis, par exemple, notre enquête nous a appris qu'ils variaient leur lubrifiant destiné à faciliter le glissement de l'outil sur le copeau et à le refroidir. Deux genres seulement sont employés : 1° l'un connu sous le nom d'huile soluble, qui s'utilise en dissolution dans l'eau ; 2° l'autre qui leur était fourni comme huile minérale pure. « C'est toujours aux machines où s'employait cette dernière huile que nous avons des ouvriers atteints de boutons, nous écrivait un chef d'ateliers, jamais à celles où nous travaillons avec l'huile soluble. »

Dans deux autres usines nous avons fait des constatations identiques.

Des trois catégories d'huiles en usage [minérales, animales (huile de lard) végétales (colza)], il nous a semblé que les deux premières catégories étaient le plus souvent incriminées dans la production des folliculites acnéiformes.

Nous ne pensons pas néanmoins qu'il faille attribuer à la seule qualité physique et chimique de l'huile un rôle pathogénique qu'elle ne joue pas.

Nous reviendrons tout à l'heure sur la question des *poussières*.

Le *facteur individuel* joue un rôle incontestable. Il semble d'abord que les hommes soient atteints plus souvent que les femmes. Pour notre part, nous avons trouvé qu'il y avait égalité. Pour Thierry, les femmes dont l'épiderme est plus délicat, seraient plus souvent atteintes. Ces dernières prennent cependant plus de soins hygiéniques (vestiaires et lavabos aménagés dans la plupart des grandes usines).

Les divers ouvriers que nous avons observés sont bien inégaux devant la folliculite acnéiforme qui se produit au prorata de l'irritabilité du revêtement épidermique.

L'évolution est plus rapide sur un terrain déjà *acnéique* ou *séborrhéique*. Le flux séborrhéique contribue à fixer et à retenir les poussières dans l'entonnoir folliculaire.

Ces lésions acnéiformes paraissent aussi plus fréquentes, comme Leloir l'avait déjà signalé, chez les sujets *tuberculeux*, *strumeux*, *lymphatiques*.

L'*éthylisme* paraît jouer un rôle adjuvant, plutôt effacé.

La *dyspepsie*, l'état d'*hypochlorhydrie* (1) chez un ouvrier habituellement constipé, un fonctionnement gastro-intestinal défectueux, peuvent être des causes favorisantes, mais seulement de deuxième plan.

Les *irritations externes* de toutes sortes sont des facteurs plus importants : frottement, grattage, et Leloir signalait en 1889 le rôle irritatif produit par les pantalons de velours, surtout humides.

La *température ambiante* a une importance notable également ; l'élaïokoniose est plus fréquente auprès des machines qui rayonnent une chaleur vive. On connaît surtout le rôle que joue l'*alternance de deux températures extrêmes*, comme c'est le cas des folliculites des chauffeurs de machines. Toute cause en somme qui favorise la congestion de la peau, active le fonctionnement des glandes (2), peut déterminer des hypersécrétions sébacées, joue un rôle de facteur secondaire.

Disons enfin, en adaptant le mot de Besnier : ce n'est pas l'huile, c'est le malade qui fait l'éruption.

IV. — ÉTUDE CLINIQUE.

Les ouvriers atteints sont habituellement ceux qui travaillent aux fraiseuses, aux perceuses, aux tours. L'huile y coule abondamment, surtout aux tours, où elle est destinée à refroidir la matière à usiner et à lubrifier les glissements. Elle imprègne toute la journée les mains, poignets, avant-bras de l'ouvrier, surtout la face dorsale des doigts et des mains et la face postéro-interne des

(1) Gaucher, in *Traité Méd.* de Gilbert et Thoinot (*Mal. de la peau*). — Barthélemy, Congrès de Dermatol., 1889.

(2) Misset, *Pathologie des glandes sébacées*. Thèse de Paris, 1872. — Gautrelet, *Affect. des glandes sébacées*. Thèse de Paris, 1859. — Bazin, in *Affect. cutanées artificielles*, 1862, article *Acné* (Dict. Dechambre).

avant-bras. Son action se fait d'autant plus sentir qu'elle est lente et continue, L'huile se projette et rejaillit également sur les parties découvertes du corps. le cou, la partie supérieure de la poitrine et la figure : l'on conçoit ainsi les lésions secondaires que l'on peut observer à la face soit de fait de *grattage* ou de ce que l'ouvrier passe la main ou le coude sur son visage pour l'essuyer, surtout que la température est souvent élevée auprès de certaines machines. La sueur cependant s'écoulant plus abondante par les orifices des glandes sudoripares rendus plus béants empêche en quelque sorte la stagnation des poussières et l'oblitération des follicules pilosébacés.

Les vêtements de toile sont habituellement traversés, la chemise souvent aussi et le pantalon également. Le soir en quittant sa machine l'ouvrier est encore plus ou moins imprégné de cette huile ; c'est ce qui explique les lésions acnéiformes qu'on trouve aux cuisses, aux jambes et à la paroi abdominale.

Le début de l'élaïokoniose folliculaire est habituellement assez lent. La première manifestation apparaît seulement au bout de trois à quatre semaines, quelquefois moins (quinze jours), quelquefois plus tard chez les ouvriers dont la peau est particulièrement résistante.

Le premier symptôme en date est le *prurit*, l'ouvrier se plaint de démangeaison modérée qu'il attribue immédiatement à l'huile qui imprègne à leur base les poils du dos de la main et des avant-bras et leur reste adhérente. Cette démangeaison est rarement vive ; elle s'accompagne exceptionnellement de lésions papuleuses. A cette période quelques petits points noirs se voient sur le dos de la main et l'on note seulement sur les avant-bras quelques simples lésions de grattage. L'ouvrier consulte rarement à ce début et laisse se constituer la folliculite acnéiforme.

PREMIER STADE. — *Stade des points noirs* ou de *punctuation folliculaire*. — Petit à petit les points noirs sont devenus plus nombreux (encrage des follicules de Thibierge). Ils ne sont pas superficiels : ni la brosse ni le savon ne peuvent les déplacer ni les faire sortir de l'*ostium folliculi*, où ils sont déjà enchâssés et encastrés.

Le siège particulier de cette punctuation folliculaire à la face dorsale des doigts, des mains, des avant-bras, à la base même des follicules pilosébacés, est un signe de grosse valeur, puisqu'il permet à coup sûr de reconnaître l'ouvrier qui travaille au contact d'huiles de graissage.

Le siège de cette punctuation est parfois atypique, nous en avons observé à la *paroi abdominale* ; cette forme se voit surtout chez les ouvriers qui portent l'obus enduit de toute son huile de graissage et les appuient contre eux, ce qui détermine des lésions acnéiformes de la partie intérieure de la poitrine et de la paroi abdominale. Le *membre inférieur* est souvent indemne, mais nous en avons observé un grand nombre de cas ; il faut noter cependant que plus rapidement qu'au membre supérieur la lésion devient papuleuse et papulopustuleuse (peut-être à cause du frottement du pantalon). Nous avons vu plus haut (cf. *Etiologie spéciale*) qu'il n'y a pas lieu de s'étonner du siège au membre inférieur.

1 *la face*, le front, les pommettes sont quelquefois ponctués également de points noirs, mais le fait est beaucoup plus rare.

DEUXIÈME STADE. — *Stade acnéiforme : le pseudo-comédon*. — Au stade d'oblitération glandulaire succède rapidement sur un grand nombre de follicules un *stade acnéiforme* avec formation de comédons. On peut nettement faire saillir par expression un véritable ver dont le point externe est un point noir et dont le reste est le contenu sébacé du follicule. Le cylindre de sébum est vermiforme. Il est court, habituellement jaunâtre et d'une consistance semi-fluide. Les ouvriers s'amuse à les exprimer eux-mêmes, ce qui joint au grattage va être également un élément d'infection secondaire.

Nous avons à plusieurs reprises prélevé ces comédons afin de les étudier histologiquement et chimiquement avec la collaboration de M. Mignon, interne en pharmacie de l'Hôpital Saint-Louis, examen dont nous rendons compte plus loin et qui nous permet de différencier nettement le pseudo-comédon du comédon vrai, parce que celui-là contient en suspension de nombreuses poussières et même des poussières métalliques.

Le *pseudo-acné comédon* est d'abord disséminé aux seuls avant-bras, alors que les mains en restent au premier stade de ponctuation.

TROISIÈME STADE. — *Stade papuleux*. — L'affection peut souvent en rester là.

L'infection secondaire se traduit par une rougeur surtout marquée autour du follicule et par une saillie papuleuse acuminée ; ces papules centrées toujours par un point noir ou par un orifice folliculaire obstrué, ont des dimensions variables, les petites grandes comme une tête d'épingle d'autres ont la dimension d'une lentille, leur siège habituel est la face dorsale des avant-bras.

Ces papules sont légèrement prurigineuses leur couleur est rouge terne habituellement, parfois elles ont un aspect violacé, ecchymotique, parfois brunâtre ; quelquefois elles sont cuivrées ou jambonnées et ont un vrai aspect syphiloïde.

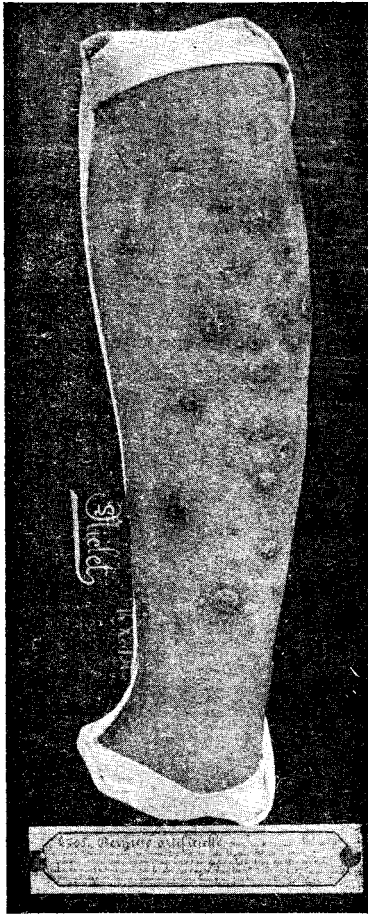
Leur forme acuminée n'est pas constante : elles sont souvent aplaties, plus rarement coniques, rarement très saillantes, sauf lorsqu'il y a confluence, mais cela se voit surtout au stade papulo-pustuleux.

QUATRIÈME STADE. — *Stade papulo-pustuleux*. — Assez souvent le sommet de l'élément acnéiforme se modifie et une petite collection purulente s'y forme, le centre se soulève, sous l'épiderme aminci apparaît une gouttelette de pus jaune centré par un point noir ; cette pustule est entourée habituellement d'un halo inflammatoire.

Cette gouttelette de pus sourd rapidement de la fistule ou se dessèche en croûte ; sur d'autres points l'infection se fait en profondeur : le follicule est notablement tuméfié ; la papulo-pustule est grosse comme un petit pois, parfois plus grande, chaude, dure, douloureuse, le pus paraît fuser dans le fond des culs-de-sac glandulaires et avoir peu de tendance à s'ouvrir sponta-

nément, on peut observer alors toutes les formes de transition jusqu'au véritable abcès acnéique.

Si l'ouverture est spontanée il se forme une *croûte* assez épaisse, ostréacée plus grande parfois qu'une lentille,



Le *furoncle* est également une forme de nécrose du follicule pilosébacé avec élimination du bourbillon que l'on peut observer comme stade ultime de cette affection folliculaire.

Les huiles de graissage *ne donnent pas de pustules d'emblée* comme cela se voit avec les applications mercurielles, les vapeurs de goudrons, les emplâtres résineux et même l'huile de cade où l'on observe des éruptions érythémateuses constellées de pustulettes miliaires.

En réalité il est exceptionnel d'observer l'élaïonkiose folliculaire sous ces

divers stades associés sur un même sujet ; le plus grand nombre d'ouvriers que nous avons observés présentaient cette affection à un des stades morphologiques, la variété papulo-pustulense étant la plus fréquente.

Ces divers stades évolutifs peuvent cependant s'observer sur quelques malades (1).

Évolution : on guérit habituellement cette affection en changeant l'ouvrier de travail et en l'éloignant des machines.

Souvent l'évolution est longue : au début des soins de propreté énergiques — si l'ouvrier ne s'expose pas pendant plusieurs semaines à des contacts avec des huiles de graissage — peuvent amener une guérison rapide.

En général la brosse, le savon et l'eau chaude ne donnent aucun résultat ; l'application de pommades plus ou moins irritantes ne peut être suivie d'aucun effet utile.

Le traitement approprié seul vient à bout de cette affection folliculaire.

L'élaïokoniose peut voir survenir une complication : la *Staphylococcie* secondaire généralisée.

Rarement nous avons observé de vraies traînées *lymphangitiques*.

Nous n'avons jamais vu d'inoculation *streptococcique*.

L'élaïokoniose est une affection qui reste habituellement locale.

Elle ne s'accompagne jamais d'adénopathie ganglionnaire et ne trouble pas l'état général.

V. — LE DIAGNOSTIC.

Le *diagnostic* de l'élaïokoniose folliculaire est en général *extrêmement facile*. Au seul examen de leurs avant-bras, on peut reconnaître les ouvriers qui travaillaient aux usines de fabrication d'obus ou de moteurs d'aviation et dont les bras étaient en contact avec des huiles de graissage.

La *punctuation folliculaire* bien spéciale de la face dorsale des avant-bras de la main et des doigts, le *pseudo-comédon*, la *papulo-pustule acnéiforme*, tels sont les trois caractères essentiels qui la délimitent et sont la signature de l'affection. Il suffit de questionner le malade, de lui demander *s'il ne travaille pas en usine, ou s'il n'y a pas travaillé ; à quelle machine était-il employé, avait-il le bras imprégné d'huile ? d'autres ouvriers se plaignaient-ils dans le même atelier de boutons de même genre ?*

Il faut aussi s'enquérir avec soin de la date d'apparition des premiers

(1) C'est à ces divers stades qu'on peut observer sur les moulages du musée de l'hôpital Saint-Louis inscrits sous les nos 2705-2706-2707 exécutés sous l'inspiration de M. le docteur Thibierge par M. Niclet, le distingué successeur de Baretta au laboratoire de l'hôpital Saint-Louis.

symptômes et les comparer à la date où l'ouvrier a commencé à travailler à ces machines.

Il faut noter soigneusement la nature de l'huile employée, les changements d'huile qu'on a pu pratiquer à l'usine, se livrer à une véritable petite enquête, comme un inspecteur du Travail.

DIAGNOSTIC DIFFÉRENTIEL. — Les trois signes pathognomoniques suffisent à définir le bouton d'huile, à ne pas le confondre avec des dermites d'un autre genre, sur le diagnostic différentiel desquelles nous n'insisterons pas :

Brûlures par projections d'huile bouillante ;

Lésions eczématiformes ;

Lésions impétigineuses ;

Épidermites à la suite d'éraillures ou piqûres par copeaux.

Toutes ces affections ne sont pas en effet des folliculites acnéiformes.

1° *S'il y a du prurit.* — Lorsque l'ouvrier ne se plaint que de *prurit*, c'est-à-dire les premiers jours et si quelques papules apparaissent, il ne faut pas les confondre avec des papules de *prurigo aiguë*.

Cette affection apparaît habituellement brusquement, mais souvent elle est précédée de lésions urticariennes ; lorsque ces papules sont excoriées, recouvertes de croûtelles, le diagnostic est parfois difficile.

Si l'affection prurigineuse persiste, il faut aussi penser au *prurigo parasitaire* ; la *gale* surtout et la *phthiriose* ; mais la recherche des sillons et de la vésicule perlée typique, l'examen des espaces interdigitaux, des organes génitaux, des seins, et enfin la recherche de l'acare, permettent de faire le diagnostic de la *gale*.

Les lésions de *lichen* peuvent parfois être confondues (Purdon) ; elles sont cependant bien différentes : les papules ressemblent à des pointes d'épingles polygonales, arrondies, aplaties, leur face supérieure présente un aspect luisant et lisse. Elles sont souvent ombiliquées au centre par suite de la présence d'un follicule pileux dont le poil a disparu ou d'un orifice glandulaire. Mais on n'observe pas de lésions folliculaires à proprement parler.

2° *Au stade de ponctuation des follicules.* — On ne confondra pas la *ponctuation des follicules* avec les *tatouages* provoqués sous la peau par des poussières de charbon, de suie ou de métal qui s'incrustent dans le derme ou sous l'épiderme et ont une teinte bleutée caractéristique.

C'est surtout net chez les mineurs, où les travailleurs ont habituellement la face et le cou véritablement tatoués ; il s'agit là d'un dépôt pulvérulent dans l'épaisseur de la peau, susceptible de dégénérer comme nous le verrons, mais sans rapport spécial avec le follicule pilo-sébacé.

Nous passerons sur les diagnostics plus délicats — réservés au seul dermatologiste — de kératose ponctuée, de pityriasis rubrapilaire.

Avec le *pityriasis rubrapilaire* qui au début ou dans certaines formes frustes se traduit souvent par la présence de cônes cornés noirâtres au niveau des phalanges; ces cônes persistent parfois des mois: il y a en même temps des saillies papuleuses acuminées qui donnent à la main une sensation spéciale de râpe assez caractéristique, mais le fond rouge des placards, la desquamation du sommet de la papule permet de la reconnaître. Disons en passant, que cette affection n'est pour Milian qu'une variété de tuberculides (*Tuberculides péripilaires*, Milian, 1906.)

3° Au stade d'acné comédon et même lors de la formation de la *papulo-pustule*, le diagnostic se pose d'avec l'*acné vraie* ou acné juvénile. Le point noir externe du cylindre vermiciforme est d'ailleurs de la kératine oxydée et non un amas séborréo-koniosique.

4° Au stade *papulo-pustuleux*. — Avec les *eczématides folliculaires*, avec les *syphilides acnéiformes*, avec la *tuberculose acnéiforme*, le diagnostic parfois très difficile a besoin d'être étayé sur un examen sérieux clinique, biopsique, et s'appuyer sur des réactions biologiques (Wassermann, cuti-réaction, etc.) [1].

Nous ne citerons que pour mémoire le diagnostic avec la *variole*. Le docteur Spedding (1872) dit qu'au cours d'épidémies de variole des erreurs ont été commises.

Le diagnostic a enfin à se poser avec deux variétés de *folliculites acnéiformes artificielles* :

1° *Médicamenteuses*;

2° *Professionnelles*;

1° *Médicamenteuses*. — L'*iodisme à forme acnéique* se traduit par une apparition aiguë de pustules coniques, à base rouge vif (*acné iodique*), souvent assez grosses le plus souvent à la face avec une certaine induration dans la profondeur.

Les *bromures* (de potassium le plus souvent) peuvent donner une *acné bromique*, analogue à l'*acné iodique*. Mais les lésions survivent davantage et persistent assez longtemps après la suppression des médicaments.

2° *Professionnelles*. — Il y en a toute une variété, que nous nous proposons de passer en revue en étudiant la pathogénie.

(1) Ce diagnostic différentiel très important pour les médecins d'usines est traité dans la thèse de Paul Blum.

VI. ÉTUDE PATHOGÉNIQUE DE L'ÉLAIOKONIOSE.

1. — Recherches chimiques, bactériologiques, expérimentales.

Les recherches ont porté sur trois éléments du problème :

- 1° Sur la *question des huiles utilisées* ;
- 2° Sur les *chiffons d'essuyage* ;
- 3° Sur l'*étude chimique, microscopique et bactériologique* des produits d'expressions de follicules atteints à laquelle nous nous sommes surtout attaché.

I. — LA QUESTION DES HUILES.

L'étude a été poursuivie tant au point de vue chimique et physique, qu'à celui de la bactériologie et de la toxicologie.

L'étude faite au laboratoire de toxicologie par M. Borne et Kohn-Abrest (1) avec la collaboration de M. Bouligaud a été poursuivie avec tant de soins que nous leur sommes redevable des résultats intéressants qu'ils ont bien voulu communiquer à la Société de médecine publique. Le but poursuivi était de rechercher la toxicité des huiles.

Nous avons pour notre part prélevé des échantillons d'huile aux moteurs d'aviation de la Fournaise, confié l'étude chimique à M. Petroff, chimiste de l'usine, et poursuivi nous-même à Saint-Louis les examens bactériologiques.

A. Études chimiques des huiles.

Nature des huiles et leur qualité. — Nous ne parlerons que des huiles vraies et non des lubrifiants, en général nous éliminerons complètement l'étude faite sur les *eaux savonneuses* dont on se sert dans beaucoup d'usines, sur de petits tours ou de petites machines-outils, mais l'affection qu'elles peuvent déterminer n'est point l'élaïokoniose folliculaire, mais des lésions eczématiformes, impétigineuses, des lymphangites, plus rarement des lésions d'infiltration dermique.

Huiles en usage. — Avant la guerre on se servait d'huiles minérales, ou d'huiles dites de Compound, d'origine américaine. Pendant dix années d'observations, écrit M. Borne, les huiles n'occasionnaient que très rarement des boutons ou des dermites. Les parties du corps nues pendant le travail peuvent se trouver en contact avec elles.

(1) Borne et Kohn-Abrest (Société de médecine publique. Séance du 22 novembre 1916 (*Revue d'Hygiène et Police sanitaire*, Masson, éditeur, 20 décembre 1916, n° 12, p. 1077).

Depuis la guerre on se sert d'huiles minérales (contenant de l'ammoniaque, des acides) et des huiles américaines. On se sert également d'huiles végétales contenant l'arachide, du colza; d'huiles animales (l'huile de lard). Nous reportant à la littérature, nous avons vu que les huiles minérales lourdes avaient déterminé des boutons d'huile (cas de Dubreuilh, 1901) : cas cités par M. Touton dans son Rapport sur l'étiologie de l'acné, 1896, cas de Leloir et Wargnier, 1889.

Utilisation des huiles. — Notons que depuis la guerre les huiles sont utilisées jusqu'à extinction du pouvoir lubrifiant : elles sont récupérées et c'est là un point très important. Elles sont employées en beaucoup plus grande abondance.

EXAMEN PHYSICO-CHIMIQUE. — Les recherches de MM. Borne et Kohn-Abrest ont porté sur les huiles non employées et usagées.

Leurs recherches ont porté :

1° Sur l'aspect physique qui ne permet de dégager aucune conclusion ;

2° Sur la densité à 22 degrés qui n'est pas probante (varie de 0.902 à 0,937).

L'analyse de la sapoline, que nous avons faite, qui déterminait des boutons d'huile avait une densité plus faible, 0.890 ;

3° Sur leur acidité et leur alcalinité ; ni l'une ni l'autre de ces influences ne peut être invoquée. Dans la sapoline que nous avons examinée, la réaction était d'ailleurs neutre ;

4° La question des carbures volatils (pétrole) est beaucoup plus importante ; les auteurs n'en ont trouvé de traces ou des quantités dosables que dans celles de quelques usines.

Or, les folliculites acnéiformes liées aux huiles lourdes étaient une affection connue : ces huiles de graissage étaient les produits résiduels obtenus après rectification des naphthes (pétroles bruts) ; ceux-ci donnent des résidus paraffiniques d'où on tire les vaselines, la paraffine et les huiles de graissage (1) ; il y avait donc lieu de se demander si les hydrocarbures n'auraient pas joué un rôle dans la production de ces hyperkératoses folliculaires, comme le pensaient Leloir, Dubreuilh, Lenourichel (2).

Or, on ne trouve que des traces de carbures dans les huiles incriminées ;

5° La présence de fer ou de ferrugineux. Dans les huiles qui ont circulé, on trouve souvent des traces dosables de fer ;

(1) Les pétroles bruts donnent trois portions intéressantes :

40-150 : éthers et essence de pétrole ;

150-170 : huile lampante ;

Au-dessus de 300 résidus paraffiniques (Borne et Kohn-Abrest).

(2) Lenourichel. Thèse de Bordeaux, 1901. Acné professionnelle due aux goudrons de houille.

6° La *toxicité*. La question est hors de doute. Ces huiles ne sont *pas toxiques* (Recherches expérimentales sur le cobaye).

B. *Étude bactériologique des huiles.*

Nous avons pratiqué des cultures des huiles sur gélose ordinaire. Nous avons obtenu des cultures de staphylocoques blancs et de staphylocoques dorés avec les huiles usagées.

Mais l'expérience n'est pas probante. Les huiles neuves ensemencées de la même façon donnent également des cultures de cocci variés.

II. — EXAMEN DES CHIFFONS D'ESSUYAGE.

M. Bouligaud a fait au laboratoire de Toxicologie toutes les recherches bactériologiques : les essais et analyses avaient été effectués sur des paquets de linge qualifiés « propres » et donnés aux ouvriers suivant leurs besoins.

III. — ÉTUDE DES PRODUITS D'EXPRESSION DES FOLLICULES.

A. *Étude chimique.*

Nous nous demandions si l'origine du « bouton d'huile » n'était pas dans les poussières métalliques entraînées par l'huile : nous avons, pour cette recherche, recueilli le contenu des follicules obtenu par expression, comme des comédons d'acné et nous en avons confié l'examen à notre collègue, M. Mignon, pharmacien de 1^{re} classe, interne des hôpitaux de Paris.

Le résultat a été positif et M. Mignon a décelé dans ces pseudo-comédons la présence de fer, et dans quelques cas de chrome.

« La proportion infime de chrome, par rapport au fer, proportion que nous avons constatée par la densité des précipités obtenus, concordait d'ailleurs avec la nature des travaux chez le malade qui avait fourni les comédons.

« Par le même procédé, nous avons caractérisé, pour d'autres cas, moins fréquents que celui cité ci-dessus, la présence de zinc, de nickel et de cuivre (1). »

B. *Examen microscopique.*

La présence de métaux ou sels métalliques est évidente. En outre nous avons pu séparer des particules métalliques incrustées plus ou moins profondément dans les tissus. Au microscope, il était facile de distinguer des cellules criblées de nombreux points opaques présentant l'aspect des particules métalliques détachées par l'usage ou frottement des pièces travaillées par ces ouvriers.

(1) Extrait de la note de M. Mignon parue intégralement in Thèse de P. Blum.

C. Étude bactériologique des comédons.

Celle-ci nous a donné des résultats peu intéressants. Nous avons décelé surtout la présence de staphylocoques blancs sans qu'il soit permis de tirer aucune conclusion définitive.

Nous n'avons retrouvé aucun cocco-bacille permettant d'identifier une forme bactériologique particulière de cette dermite.

M. Chassevant a trouvé exceptionnellement des streptocoques.

II. — Étude anatomique.

Nous renvoyons à la thèse pour l'Étude anatomo-pathologique de l'affection et l'évolution anatomique des lésions des quatre stades parallèles aux quatre stades de la clinique.

III. — La véritable origine du « Bouton d'huile ».

(Théorie koniosique.)

I. — L'HUILE EST UN FACTEUR SECONDAIRE.

a) *Rôle mécanique.* — La friction d'une huile sur la peau ne détermine de dermite qu'à la longue, lorsque les huiles se sont chargées de poussières.

Avant la guerre, où les huiles étaient moins abondantes et non récupérées, le bouton d'huile était l'exception. Nous n'avons pas fait de recherches expérimentales avec les huiles en usage sur les animaux ni sur les hommes : mais nous avons observé une ponctuation folliculaire nette chez un coiffeur, qui depuis un mois se frictionnait le bras avec un chiffon et de l'huile d'olives (1).

On sait d'autre part que l'huile peut agir localement comme la vaseline, la graisse de voiture, l'huile de foie de morue et détermine des folliculites acnéiformes comme la chrysarobine ou le pyrogallol. Elle agit surtout, semble-t-il, en resserrant les konioses dans l'entonnoir de l'*ostium folliculi*, et contribuant à son obstruction.

b) *L'huile est également un facteur secondaire de l'hyperkératose.* — Sous l'influence de l'huile, des réactions cutanées peuvent se produire. Une expérience curieuse a été faite en 1913 en Allemagne par Sachs (*Archiv. fur dermat. und syphilis*, 1913, n° 116, p. 355).

Dans une étude qu'il faisait pour chercher cliniquement et expérimentalement l'action des couleurs d'aniline sur la peau de l'homme et des animaux.

(1) Cf. Otto-Hesse, in *Deutsche mediz. Wochenschr.*, 26.1.1911, p. 163. Cas d'hyperkératose après emploi d'un liniment (histologiquement on trouvait de l'atrophie papillaire et un épaississement considérable de la couche cornée).

cet auteur montra qu'on a des lésions érythémateuses, eczémateuses, papillomateuses, épithéliomateuses. L'injection de couleurs d'aniline provoquait des proliférations épithéliales (formation de kystes et de cellules géantes).

Or avec de l'huile d'olives pure stérilisée ou non Sachs a pu obtenir des résultats identiques. Il se demandait alors si cette action ne tenait pas à un certain degré de rancidité de l'huile ou à des corps acides.

Son action est mécanique et un peu chimique, car l'huile est surtout un *excellent véhicule* de poussières et de microbes.

La présence de konioses métalliques au sein du comédon devait nous faire envisager la possibilité du rôle important des konioses dans la pathogénie du « bouton d'huile ». Si la théorie koniosique que nous nous sommes proposé d'étudier repose d'abord sur les arguments chimiques que nous venons d'énumérer; elle s'appuie également sur la comparaison de l'élaïokoniose avec les autres folliculites acnéiformes professionnelles.

II. — LES FOLLICULITES ACNÉIFORMES PROFESSIONNELLES.

a) *Distinction des folliculites acnéiformes et de l'acné.* — Un grand nombre de ces dermites a été décrit dans la littérature médicale sous le nom d'acné auquel s'ajoutait une épithète significative.

Il nous semble qu'il faut réserver le nom d'*acné* à la seule *acné juvénile* (acné vulgaire ou polymorphe) dont la cause déterminante n'est peut-être pas démontrée, mais qui constitue une entité morbide définie. L'âge du sujet, de seize à vingt ans, son état séborréique, l'évolution de l'affection évoluant par poussées successives, ce qui explique son aspect polymorphe, puisqu'on peut observer tous les degrés de l'évolution de l'affection (papules, pustules, nodosités, croûtes, cicatrices et surtout comédons enchâssés dans les orifices folliculaires : ce sont là les caractères essentiels de l'acné vraie).

Les konioses dans la pathogénie de l'acné vraie. — La koniose n'intervient pour rien dans la production de l'acné, mais elle peut dans certain cas être une cause adjuvante.

On a cru longtemps communément que le point noir du comédon vulgaire était dû aux poussières atmosphériques: une étude approfondie (1) a montré que c'est un dérivé coloré de la kératine soluble dans les acides forts. Les poussières peuvent cependant favoriser le développement de l'acné vraie. Les partisans de la théorie de la production mécanique de l'acné (Virchow, Behrend, Kaposi, etc...) ont soutenu en effet que l'orifice folliculaire se trouvait obstrué, et que les poussières et les cellules épithéliales kératinisées constituaient le comédon.

Cette théorie a été battue en brèche en France par les partisans de la théorie générale et ceux de la théorie parasitaire de l'acné (Besnier (2), Balzer,

(1) Unna, *Histologie pathologique des maladies de la peau*. Analyse critique par J. Darier (*Ann. Dermatologie*, 1895-1896).

(2) Kaposi, *Leçons sur les maladies de la peau* (trad. par Besnier et Doyon. Cf. note Besnier).

Barthélemy, Sabouraud, etc...). Pour ces auteurs, c'est du follicule, ou des vaisseaux (périangiofolliculite sus glandulaire de Besnier), ou de l'état général que relève l'acné. La koniose jouerait un rôle extrêmement effacé.

Il est certain cependant que les poussières peuvent favoriser la dystrophie folliculaire et les altérations du sébum retenu quelle que soit la théorie à laquelle on croit devoir s'arrêter.

Les konioses dans les folliculites acnéiformes professionnelles. — Nous avons assez essayé de délimiter l'acné, pour nous permettre de demander de consacrer le mot de *folliculite acnéiforme* à toutes les affections acnéiques artificielles c'est-à-dire professionnelles et médicamenteuses et auxquelles on a indistinctement donné le nom commode d'*acné* : acné chlorique, acné du goudron, acné bromique, acné iodique, etc., qui diffèrent de l'acné par l'étiologie, par la pathogénie, par l'anatomie et même par la clinique.

Ces affections ressemblent cliniquement à l'élaïokoniose folliculaire. Là l'huile n'entre pas en ligne de compte, et les seules konioses peuvent être invoquées comme facteur étiologique.

Les follicules acnéiformes professionnels dues au goudron. — Nous avons vu les folliculites acnéiformes médicamenteuses observées à la suite d'application d'huile de cade, d'huile de hêtre, d'huile de bouleau. Nous en avons fait le rapprochement en étudiant l'état de la question de l'élaïokoniose folliculaire.

Cette affection due au goudron peut être également professionnelle ; elle a été observée chez les distillateurs de goudron de houille (1).

Les ouvriers travaillent dans une atmosphère remplie de goudron ; l'action du goudron paraît nettement externe : les parties protégées par les vêtements comme le dos et la poitrine restent indemnes (2). Il y a tout lieu de supposer que le goudron agit sur l'orifice des conduits excréteurs des glandes sébacées ; la même question pathogénique s'est toujours posée ; est-ce une simple obstruction mécanique, ou n'y a-t-il pas lieu de voir une action irritante du goudron sur le follicule et l'épiderme avoisinant.

Il est probable que les konioses jouent un rôle important par leur action mécanique, chimique (surtout que le goudron détermine rapidement de l'hyperkératose) et inflammatoire.

Il faut rattacher à cette forme celle des ouvriers travaillant dans les usines à gaz (Créquy), celles des goudronniers des traverses de chemins de fer, des ouvriers fabriquant le papier goudronné, et le noir de fumée.

La folliculite acnéiforme chez les ouvriers pétroliers et spécialement de ceux employés à la préparation de la paraffine est une affection professionnelle qu'il faut rapprocher des précédents, mais les observateurs se demandaient même si la cause de l'affection observée était la *paraffine* ou les *huiles lourdes* qui conservaient en suspension des principes irritants que ce soit la soude

(1) Neumann. *Traité et maladies de la peau*, traduit par Darin.

(2) Lenourichel. *Acné professionnelle due aux goudrons de houille*, Thèse Bordeaux, 1901.

caustique ou un corps solide le *pétrolène*, dont la préparation provoque des accidents beaucoup plus intenses que celle de la paraffine.

Cliniquement, il s'agit souvent de folliculite acnéiforme : ce sont des ouvriers qui préparent et manipulent la paraffine, qui pour se nettoyer emploient les huiles lourdes, résidus de première distillation et présentent deux sortes d'accidents :

1° Soit une éruption *papuleuse* cédant vite au traitement (1) ;

2° Une éruption *papulo-pustuleuse* de caractère acnéique ou furonculaire.

Ces accidents se produisant sur les surfaces de la région cutanée en rapport avec la paraffine et les huiles lourdes et seulement là où il existe des poils et au niveau des follicules pileux (2).

Nous venons ainsi de voir deux variétés où la koniose intervient de façon différente — puisque dans un cas l'ouvrier travaille dans une atmosphère de goudron — et que dans l'autre la poussière est véhiculée par une huile lourde comme dans l'élaïokoniose, mais dans les deux cas il s'agit de substances irritantes au premier chef.

Il nous faut rapprocher de ces deux formes les *folliculites acnéiformes* des ouvriers des briquettes de houille (3). Les premiers cas avaient été très bien décrits par Manouvriez en 1876, mais ces affections véritablement koniosiques ne sont pas en général des affections exclusivement folliculaires. Nous en parlons néanmoins à cause du rôle des hydrocarbures dans l'hyperkératose produite (4).

L'affection est loin de ressembler cliniquement à l'élaïokoniose. Ce sont des ouvriers tatoués véritablement avec une dermite spéciale, et chez lesquels on voit souvent une transformation épithéliale (cancroïde).

Il s'agit des ouvriers qui s'occupent des briquettes (pour locomotives) composées de poussier de houille et de brai gras, résidu solide, de la distillation du goudron minéral (5). Les *hydrocarbures* nuisibles y sont variés : naphthaline, quinoléine, paranaphthaline, anthracine, chysine, pyrène, etc... peut-être même des traces d'huiles essentielles et des produits volatils tels que aniline et phénol (Manouvriez).

Folliculite acnéiforme par aniline et sulfure de carbone. — On a observé

(1) Ogston, *On the local affects of crude paraffins* (Edimbourg med. Journal, 1871, XVII, p. 544).

(2) Gervais, *Acné professionnelle*. Contribution à l'étude des accidents développés chez les ouvriers pétroliers et spécialement ceux employés à la préparation de la paraffine (Thèse de Paris, 23 janvier 1895).

(3) A. Manouvriez (de Valenciennes), *Maladie et Hygiène des ouvriers travaillant à la fabrication des agglomérés de houille et de brai* (Ann. Hyg. Pub. et Méd. Légale, 1876, p. 459).

(4) Rollet, *Tatouage, cancroïdes cutanés d'origine professionnelle chez les ouvriers qui fabriquent les briquettes de houille* (Gaz. Hebd. de Méd. et de Chirurgie, 1^{er} nov. 1890, n° 44, p. 522). Cf. Observ. de Poncet de Lyon.

(5) Ehrmann, *la Peau des goudronnés dermat. profess.* (Monatshefte für praktich Dermat., janvier 1909, t. XLVIII, p. 18).

également des folliculites acnéiformes liées à l'aniline (1) nitrosodiméthylaniline et au sulfure de carbone (2).

Il ne faut pas séparer de ces formes les folliculites acnéiformes des *travailleurs de naphthaline* (3). Ce seraient les vapeurs de naphthaline qui devraient être incriminées chez des ouvriers travaillant aux presses. L'étiologie n'est pas différente de celle des goudronniers.

Les konioses des *ramoneurs* ne donnent pas lieu spécialement à une folliculite acnéiforme.

Ces folliculites acnéiformes ont été encore observées dans l'*acné chlorique* ou mieux la dermatose chlorique électrolytique.

La *dermatose chlorique électrolytique* (4) appelée improprement acné chlorique s'observe chez les ouvriers qui travaillent à la fabrication du chlorure de chaux et de soude par l'électrolyse. Elle se traduit cliniquement par de l'acné et par des nodosités, des papules, des taches pigmentées, des kystes sébacés de la face, du cou, du tronc, des membres, du scrotum, etc... (voir les beaux moulages et les photographies du musée de Saint-Louis).

C'est un peu un cas particulier, car il s'agit là d'une maladie générale qui s'accompagne de troubles viscéraux (*pulmonaires et gastriques*) et d'irritation générale des muqueuses.

La pathogénie de cette affection semble relever de deux actions :

1° L'action du chlore éliminé par les glandes sébacées, d'ailleurs discutable, offre pour notre sujet un intérêt de deuxième plan ;

2° *Action externe* : L'hypochlorite de soude forme un vernis irritant qui enflamme les orifices des glandes sébacées. Hallopeau avait soutenu à la suite des recherches cliniques de Chassevant, qu'il s'agissait de poussières emprisonnées et fixées par une nouvelle couche de sébum et fait examiner histologiquement les points noirs des comédons par *Dominici*. Au milieu des débris d'épithélium cornés enroulés sur eux-mêmes et formant un feutrage où *Dominici* trouva de nombreux microcoques et quelques bacilles d'Unna-Sabouraud et de petits corps anguleux, jaunes ou bruns, ressemblant un peu à des cristaux, mais dont la nature ne put être décelée par le microscope. Hallopeau et Lemierre s'étaient demandé si ces konioses n'étaient pas faites de sulfure de plomb provenant des chambres de plomb.

Signalons enfin la *folliculite acnéiforme des cimentiers* due à l'irritation locale

(1) Blaschko : *Dermatite des ouvriers en aniline* (Soc. Méd. Berlinoise, 26 mars 1890. *Semaine Méd.*, 2 avril 1890, p. 109).

(2) Fournier. *Ann. Méd. et Hygiène*, 1881.

(3) Broussolle : *Acné professionnelle des travailleurs de la naphthaline*, 19 mars 1919. Société fr. Dermatologie et Syphiligraphie.

(4) Fumouze, *Dermatose chlorique électrolytique* (cf. Bibliographie. Thèse. Paris 1901). Chassevant, *Recherches sur acné chlorique* (Hallopeau : *Ann. de Dermat. et de Syph.*, nov. 1900).

Hallopeau, Congrès hygiène, 1900.

par des poussières sèches de composés calciques (Gaucher et Merle. Soc. Fr. Dermatol., 4 février 1909).

Du rôle essentiel des konioses dans la pathogénie des folliculites acnéiformes professionnelles.

L'orifice folliculaire est un réceptacle tout trouvé pour les poussières et pour les matières irritantes d'origine professionnelle; « l'entonnoir folliculaire, dit M. Darier, est le défaut de la cuirasse épidermique ».

Nous venons de voir en effet une série de cas où l'huile n'est plus en cause, et ce sont des poussières qui déterminent la folliculite.

Comment agissent-elles ?

1° *Théorie mécanique pure.* — La question se pose de savoir si la présence de poussières (métalliques ou autres) est suffisante pour obstruer l'ostium folliculi et provoquer la folliculite acnéiforme.

Nous avons exposé la théorie mécanique de l'acné de Virchow, admise par Kaposi.

Cette théorie est battue en brèche, nous l'avons vu, par l'École Française.

Nous avons pour notre part observé trois cas d'ouvrières en contact avec des poussières et chez lesquelles on n'observait pas de folliculite acnéiforme.

1° Les *talqueuses* : le talc imprègne vivement toute la surface de la peau et ne détermine presque jamais de dermites.

2° Les *remplisseuses d'espolettes* : les ouvrières qui travaillent à ce métier ressemblent aux femmes de bronze. Elles sont absolument imprégnées de ces poudres qui traversent leurs vêtements, poudre à base d'aluminium, associées à du nitrate de baryte et des sels de cuivre. Je n'y ai jamais observé que des dermites *eczématiformes*.

3° Les ouvrières travaillant aux *fumées jaunes*, maniant une composition de soufre, salpêtre, réalgar (bisulfure d'arsenic) et présentant des accidents toxiques certains liés à l'arsenic (acide arsénieux ?) mais n'ayant jamais présenté de folliculite acnéiforme.

Il ne semble pas que l'action mécanique simple puisse entraîner une réaction folliculaire.

L'*examen au microscope de konioses* ne permet de dégager non plus aucune conclusion ni d'après leurs formes, ni d'après leurs dimensions (1) (Cf. *Ex. microscopique des pseudo-comédons*).

2° *Théorie chimique.* — C'est la théorie admettant la nécessité d'un principe irritatif apporté par la koniose. Si cette théorie est soutenable dans les

(1) Cf. les recherches de Dominici pour Hallopeau sur l'acné chlorique (*Ex. microscopique des konioses*, Cf. plus haut).

cas d'acné cadique, d'acnés chloriques, d'acné du goudron, elle n'est pas défendable dans l'élaïokoniose folliculaire, où l'élément métal n'est ni toxique ni irritant.

Nous avons deux catégories de konioses : *minérales* et *organiques*. Sauf s'il s'agit d'un élément minéral caustique ou toxique avec les seules konioses organiques, la théorie chimique peut être défendue : que l'action se fasse au niveau de l'ostium folliculi (Kaposi) ou autour des éléments différenciés dans leur système vasculaire, dans l'appareil épidermique qui les entoure (périangiofolliculite susglandulaire de Besnier).

Quoi qu'il en soit, le processus chimique aboutit à l'*hyperkératose*. Il semble facilité par les substances koniosiques kératosantes.

Il est certain que l'action des irritants chimiques semble jouer un rôle qu'on peut retrouver chez les animaux : action de la suie, de la paraffine brute, du goudron, de la toluidine (1).

Un type nous en est fourni par le *cancer des ramoneurs*, observé chez les ouvriers qui empaquettent la suie, qui nettoient les machines à vapeur, et dont l'agent causal est la *suie* et le siège est habituellement le *scrotum*.

Cette affection a été surtout observée en Angleterre où l'on fait un usage domestique de la houille et Butlin qui l'a bien observée insiste sur le rôle irritant spécial de la suie (2).

Pourquoi est-il plus rarement observé en France ? Cela tient-il à ce que l'on se sert plutôt des dérivés de la houille ayant déjà subi une première séparation ?

Cette affection hyperkératosante, M. Dubreuilh (3) la constatait chez les paraffineurs ; il signalait des plaques hyperkératosiques blanchâtres, évoluant chez ces ouvriers vers l'épithélioma d'une marche assez rapide (avant-bras, main, scrotum, pied).

Il faut rapprocher cela des hyperkératoses des goudronniers (4).

Cette question de la kératose provoquée par les konioses vient d'être rajcunie ces derniers temps par M. Bayet, de Bruxelles, à l'occasion d'enquêtes faites au sujet de la maladie du brai ; M. Bayet a noté la fréquence du cancer cutané chez 30 p. 100 des ouvriers. Il a été frappé de l'analogie avec l'*intoxication arsenicale chronique*. Ce qui le frappait c'étaient :

1° *Les troubles pigmentaires* (hyper-pigmentation générale de la peau [mélanodermie] qu'il faut rapprocher des formes pigmentaires de l'élaïokoniose) ;

2° *Les troubles inflammatoires* et atrophiques du derme qui combinés à la

(1) Volkmann, *Beitrag zur chirurgie*, 1875. — Jos. Bell. *Paraffin, epithelioma of the scrotum* (*Edinburgh med. Journal*, 1876, XXII, p. 135). — Derville et Guérmonprez, *le Papillome des raffineurs de pétrole* (*Journal des Sciences méd. de Lille*, 7 avril 1890, p. 313).

(2) H.-T. Butlin, *Cancer of the scrotum* (*British med. Journal*, 1892, t. II).

(3) Dubreuilh, *Des hyperkératoses circonscrites* (*Ann. Dermat.*, octobre 1896).

(4) Pellier, *l'Épithélioma des ouvriers du goudron* (*Province médicale*, n° 24, 12 juin 1909, p. 253).

pigmentation constituaient un état scléro-dermique comme dans la peau sénile ;

3° *Certains états hyperkératosiques* (verruës du brai) (1) ;

4° Le cancer cutané du scrotum et des plis inguinaux (2).

La recherche de l'*arsenic* faite suivant la méthode de Striszowsky a été pratiquée dans le brai, dans les poussières, dans les cheveux, dans les urines, dans le sang. La recherche a été positive et M. Bayet propose l'hypothèse d'une *intoxication houillère arsenicale* (3). Cette idée nous rappelle les observations citées en 1887 par Hutchinson où l'administration d'arsenic comme médicament interne pendant une longue période avait produit des cancers épithé-
liaux.

Nous pensons que les konioses minérales et organiques peuvent toutes deux favoriser et même déterminer la production de l'hyperkératose et l'obstruction folliculaire par des réactions purement chimiques.

3° *Théorie infectieuse.* — Les deux théories précédentes n'excluent pas cependant la troisième ou théorie biologique, dans laquelle les germes pathogènes jouent le rôle essentiel.

Nous n'avons pas trouvé de germes spécifiques, et nous croyons pouvoir affirmer qu'il ne nous semble pas devoir y en avoir.

Sans doute les recherches bactériologiques nous ont montré des colonies de staphylocoques (blancs et dorés), de streptocoques (Chassevant) à la fois dans l'huile et dans les produits d'expression folliculaire,

Les germes viennent, nous l'avons vu, à la fois des *huiles septiques*, des *chiffons d'essuyage* et des *poussières*.

Théorie éclectique. — En résumé, c'est l'élément poussière qui nous paraît jouer le rôle prédominant, mais la pathogénie est complexe ; elle nécessite une action triple : *mécanique, chimique, inflammatoire* ; quelle que soit leur nature, les konioses agissent mécaniquement, mais la présence de l'huile fait que la koniose adhère plus intimement aux parois de l'ostium folliculi.

Cette obturation et la transformation chimique des konioses et des corps gras dans l'entonnoir du follicule provoquent l'hyperkératose ; une formation plus abondante de sébum ensuite s'agglomère autour des poussières.

Enfin dans le follicule obstrué et malade, l'infection se fait directement d'abord, ensuite par voie sanguine cutanée par l'intermédiaire des petits vaisseaux, par péri-angiofolliculite,

(1) Huggins, *les Altérations de la peau causées par la fabrication du goudron de houille*. Thèse Toulouse, 27 nov. 1909.

(2) Zweig, *Sur le carcinome professionnel des ramoneurs, goudronniers, paraffineurs* (*Dermat. Zeitschrift*, février 1929, p. 85). — Schuffle Bothon, *British med. Journal*, 22 août 1908, p. 490.

(3) Ad. Bayet et Aug. Slosse, *L'intoxication arsenicale dans les industries de la houille et de ses dérivés* (*Intoxication houillère arsenicale*). Académie des Sciences, 31 mars 1919.

VII. — TRAITEMENT.

Le traitement devra être sérieusement suivi :

1) Dans un premier temps, il faudra pratiquer un bon lavage et savonnage à l'eau chaude, de façon à ramollir l'épiderme.

2) Dans un deuxième temps, il faut faire soigneusement un véritable *massage* de la peau pour exprimer les follicules et extirper les comédons avec les poussières métalliques.

Chacun des gros follicules ouverts sera touché avec un tampon imbibé d'une solution d'alcool iodé au tiers.

Teinture d'iode.....	10 grammes,
Alcool à 60 degrés.....	20 —

3) Dans un troisième temps, on lotionnera soigneusement toute la partie malade avec des lotions soufrées. Il faut avoir soin de laisser sécher sans essuyer,

Deux formules nous ont donné d'excellents résultats :

L'une était celle du professeur Gaucher :

Soufre précipité.....	5 grammes,
Talc de Venise.....	2 —
Glycérine neutre.....	60 —
Teint. de quillaya.....	10 —
Eau de roses.....	120 —

L'autre, excellente également, est d'une préparation plus facile et moins coûteuse :

Soufre précipité.....	5 grammes,
Glycérine.....	5 —
Alcoolcamphré.....	10 —
Eau distillée.....	80 —

Soignée énergiquement, massée minutieusement, l'élaiokoniase rétrocede assez vite.

En cas de complications sérieuses staphylococciques (furoncles), on se trouvera bien en administrant, au malade, sous forme de comprimés, de l'oxyde d'étain.

Nous insisterons assez sur ce traitement qui nous a donné d'excellents résultats : les traitements par pommades, que certains ouvriers emploient, sont nocifs et irritants, mais il faut que le traitement soit méthodique et minutieux.

VIII. — INTÉRÊT MÉDICO-LÉGAL DE LA QUESTION.

Le point de vue médico-légal de cette dermatose professionnelle a paru aux hygiénistes et aux experts l'un des plus importants.

En effet un grand nombre d'ouvriers atteints d'élaïokoniose folliculaire se réclamaient de la loi de 1898.

Les analyses faites au laboratoire de toxicologie avaient justement pour but de rechercher la toxicité des huiles et non pas seulement pour y trouver des données précises permettant de discuter la qualité des divers lubrifiants, et peut-être d'en conseiller les modifications. Il s'agissait là d'une *enquête médico-légale*.

Le bouton d'huile est-il une maladie professionnelle, ou doit-on le ranger dans les accidents du travail visés par la loi de 1898 (1)?

Toutes les recherches histo-bactériologiques, chimiques et expérimentales ont réussi à démontrer que le bouton d'huile est une *affection professionnelle*.

Elle ne relève pas d'un traumatisme unique, d'un fait brusque.

La Société de médecine légale (2) a nettement tranché la question. Il y aurait lieu pour le médecin de refuser tout certificat d'accident de travail aux ouvriers qui veulent se prévaloir de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 (3).

M. le professeur agrégé Thierry, chargé d'expertises de cas de ce genre, a dit qu'il s'agissait d'une maladie professionnelle *incidentelle*; qu'on pouvait l'enrayer; que le patron avait tort d'utiliser des femmes dont l'épiderme est susceptible, et de les mettre au contact d'huiles impures. Mais, en aucun cas il ne peut s'agir d'accident de travail.

Il serait peut-être à souhaiter cependant que les distinctions ne soient pas toujours aussi tranchées, et que l'ouvrier rendu indisponible par une dermite professionnelle puisse bénéficier d'une indemnité.

Il est désirable que par le jeu des extensions futures de la loi du 25 octobre 1919, étendant aux maladies d'origine professionnelle la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, une réparation pécuniaire puisse être assurée aux ouvriers victimes de l'affection professionnelle qui nous occupe.

IX. — HYGIÈNE INDUSTRIELLE.

Les soins de propreté. — Il faut que l'ouvrier soit extrêmement propre; il faut que l'industriel lui fournisse toutes les facilités.

Il est nécessaire que les usiniers aient des lavabos, bien entretenus, et pourvus de savons et de brosses, pourvus de l'écoulement d'eau chaude.

Il faut que les ouvriers y prennent à des habitudes d'hygiène et se nettoient méticuleusement avant de quitter l'atelier.

(1) Thibierge, Acad. de Médecine, février 1918.

(2) Borne, *Bull. Soc. Méd. Légale*, 2^e série, t. XIII, p. 166, juillet 1916.

(3) Cf. Desbouis, *les Maladies professionnelles considérées comme accidents de travail*, Thèse Paris, 1903-1904.

Les vêtements. — Les vêtements spéciaux de travail doivent être larges, et enlevés immédiatement après le travail.

Les pantalons adhérents des hommes sont plus irritants, quand ils sont traversés par les huiles, que les culottes bouffantes ou les robes des ouvrières (atteintes moins fréquentes des membres inférieurs).

L'idéal serait de donner des vêtements de travail *imperméables*.

La question des vestiaires. — Il faut avec M. Chassevant réclamer des usiniers des vestiaires convenablement aménagés ; l'ouvrier prend des habitudes de soin quand il les prend à l'usine même.

La question de la surveillance médicale à l'usine. — Cette question est très importante, car elle permet de surveiller l'ouvrier et d'enrayer les accidents professionnels. La consultation médicale à l'usine pendant la guerre a rendu à ce point de vue de grands services (1).

La question des huiles. — Il faut employer des huiles propres, ne pas les utiliser jusqu'à extinction du pouvoir lubrifiant.

Il faut les régénérer avant complète usure (Chassevant) : « les huiles usagées chargées de rognures de fer, provenant des tours, sont très offensives pour la peau des ouvriers et aussi nocives pour l'outillage qu'elles corrodent.

M. Chassevant a pu obtenir d'usiniers que les huiles récupérées des tours soient lavées à l'eau alcaline et filtrées.

Les *chiffons d'essuyage* donnés aux ouvriers seront des chiffons propres et devront être la propriété des ouvriers : rien n'est plus nocif que ces chiffons qui traînent de mains en mains.

On peut enfin, avec MM. Borne et Kohn-Abrest demander de généraliser l'emploi sur toutes les machines-outils à lubrifiants de *Tabliers de métal protecteurs*.

Cette question, comme beaucoup d'autres d'hygiène industrielle, a montré la nécessité qu'il y a d'une collaboration étroite des médecins des usines, des inspecteurs du travail et des usiniers au point de vue de l'hygiène générale et de meilleur rendement de la main-d'œuvre (2).

CONCLUSIONS.

Le « bouton d'huile » observé chez les ouvriers métallurgistes pendant la guerre n'est pas une affection nouvelle : c'est une *folliculite acnéiforme professionnelle*, dans laquelle l'agent pathogène n'est pas tant l'huile que les poussières ou *konioses* qui viennent obstruer l'ostium folliculi.

(1) Sieur et Marchoux, *Dispensaire de guerre* (Acad. de Médecine, avril 1919).

(2) Paul Blum, *Dispensaire d'ouvrières d'usines de guerre. La prophylaxie à l'usine* (Extr. *Revue Hygiène et de Police sanitaire*, avril 1919). Cf. aussi *Acad. de médecine*, 7 octobre 1919.

L'action de la *koniose* n'est pas une simple action *mécanique* ; elle agit également *chimiquement* (production de l'hyperkératose) et par un processus *inflammatoire* : l'infection est habituellement secondaire et produite par les microbes des poussières, ceux des huiles abondantes et récupérées, ceux de la peau, ceux des chiffons d'essuyage.

L'action de l'huile n'est pas essentielle, mais secondaire : elle est celle d'un véhicule.

Nous proposons de donner à cette affection le nom d'*Elaïokoniose folliculaire* plus précis au point de vue dermatologique, plus exact au point de vue pathogénique.

Cliniquement, cette affection passe par quatre phases anatomo-cliniques :

Premier stade de ponctuation folliculaire correspondant à l'obstruction du follicule par la *koniose* imprégnée d'huile.

Deuxième stade du pseudo-comédon (fausse acné) ou folliculite acnéiforme proprement dite, l'hyperkératose ostéo-folliculaire provoque la formation d'un pseudo-comédon dont le point noir est formé non par de la kératine seule, mais un mélange de poussières *métalliques* d'huile et de cellules inflammatoires.

Troisième stade, stade papuleux. — C'est d'abord de la folliculite simple qui se transforme assez vite en périfolliculite.

Quatrième stade, pustuleux furonculaire. — Le traitement est le traitement spécial de l'acné : le massage de la peau en constitue le temps essentiel.

La question a un intérêt *médico-légal* (dermite professionnelle et non accident du travail).

C'est une question intéressante au point de vue de l'*hygiène industrielle*. Elle est liée à celle de toutes les folliculites acnéiformes professionnelles dont l'importance est assez grande puisque l'hyperkératose koniosique est susceptible de dégénérescence.

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

NOTE

SUR UN

PROTECTEUR DE SCIES CIRCULAIRES

PAR **M. AUPETIT,**

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À TOURS.

Les énormes besoins du temps de guerre en bois de toute nature, ont déterminé une exploitation intensive des forêts relativement importantes qui se trouvent dans les régions d'Amboise, Chinon, Loches, etc., du département de l'Indre-et-Loire, ainsi que dans celles situées au nord-ouest de Vendôme (Fréteval, Marchenoir, etc.) dans le Loir-et-Cher.

Plus de 10 usines ainsi que de nombreux chantiers volants pour le débitage et le travail des bois se sont en conséquence créés à proximité des lieux d'abatage, et la plupart sont encore actuellement en pleine activité pour les travaux de reconstitution des régions libérées.

Mais, comme il fallait s'y attendre, en raison surtout du caractère précaire du nombre de ces installations dont la plupart ont été réalisées sommairement avec du matériel souvent rudimentaire, il en résulta une sérieuse recrudescence du nombre des accidents du travail occasionnés par les machines-outils à instruments tranchants tournant à grande vitesse.

Ainsi sur 135 accidents survenus dans les industries du bois, de mai à novembre 1919, dans les départements en question, il y en a eu 37, soit 27 p. 100, qui ont été occasionnés par les scies circulaires non protégées ou insuffisamment; 8 de ces accidents ont été suivis d'une incapacité permanente partielle de travail (doigts sectionnés, etc.).

Naturellement des mesures ont été prises pour remédier à cette situation : à titre indicatif, notamment, nous avons cru devoir signaler à certains intéressés le dispositif de protection pour scies circulaires imaginé quelques années avant la guerre par un industriel de la région, M. Charrier, ingénieur-directeur de l'importante usine de bois moulurés de Vendôme.

Ce protecteur qui est installé sur toutes les scies de l'établissement est très apprécié du personnel, il est de plus très efficace puisque depuis sa mise en service aucun accident de travail dû aux scies circulaires n'a été enregistré dans l'usine alors qu'il en était tout autrement auparavant.

Le protecteur système Charrier est représenté en élévation, profil et plan par le dessin ci-après :

Il est assujéti solidement à l'extrémité d'un support coudé C, lequel est fixé sur le tablier T de la scie par le patin P avec la vis de blocage D.

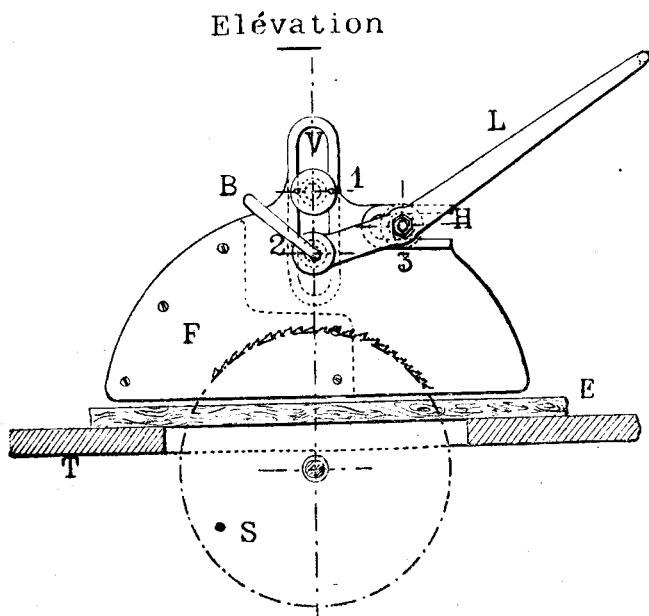


Fig. 1.

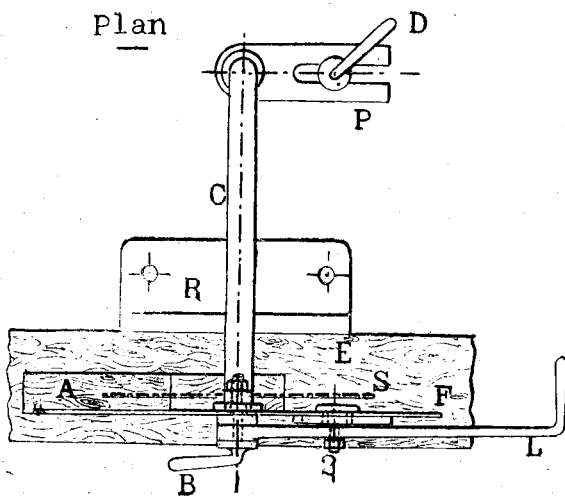
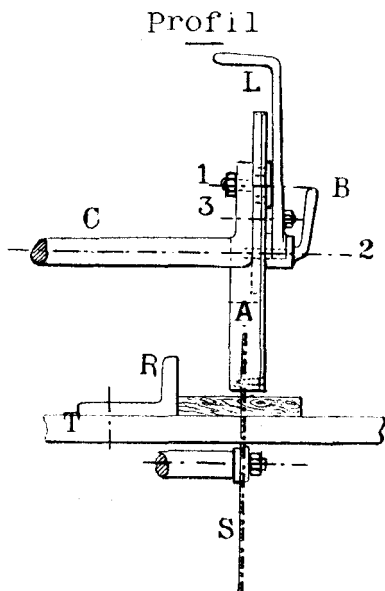


Fig. 2.

L'extrémité coudée de ce support porte 2 axes (1) et (2) munis de galets lesquels pénètrent dans la mortaise verticale V, de la flasque en tôle peu épaisse F qui constitue le protecteur proprement dit et se trouve disposée parallèlement et à peu de distance de la scie S.



Cette flasque comporte également une mortaise horizontale H, destinée à loger un axe à galet (3) sur lequel est fixé un levier de manœuvre L, qui est articulé sur l'axe (2).

Le fonctionnement de l'appareil est aussi très simple : à chaque épaisseur de planche ou bois à débiter E, l'ouvrier a la possibilité de régler presque instantanément et avec la plus grande facilité, la hauteur de la flasque F en actionnant le levier L de manière à ne laisser que juste le passage nécessaire du bois, ce qui empêche la main d'approcher de la scie.

La fixation en position de la flasque s'effectue en immobilisant le levier de commande L, par la vis de pression à poignée B.

Un morceau de bois de forme, épais A, fixé à la flasque par des vis, complète en arrière de la scie, la protection; la partie avant de cette dernière n'est pas recouverte pour permettre à l'ouvrier d'observer le « coup de scie », ce qui est très important dans la pratique.

Sur la figure, R, est l'équerre qui permet de régler les dimensions du sciage par rapport au plan de la scie.

NOTE

SUR UNE

MACHINE À CYLINDRER

DANS L'INDUSTRIE DE LA CORROIRIE

PAR **M. BARET,**

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À CASTRES.

Il existe, dans le département du Tarn, un centre de mégisserie qui alimente un grand nombre de marchés. Dans Graulhet, tel est le nom de ce centre industriel, ou dans ses environs, fonctionnent 75 mégisseries d'importance variable : les unes occupent plus de 200 ouvriers, d'autres n'en employant que 3 ou 4. Environ 2,000 ouvriers ou ouvrières, dont 500 femmes approximativement, vivent de cette industrie. Ces femmes sont presque toutes employées au travail de la teinture et de la corroirie.

Le travail de la corroirie, l'objet de notre note, comprend deux opérations principales : le cylindrage ou lissage, et le ponçage.

Le cylindrage a pour but, après teinture (1) du côté chair et du côté fleur, de rendre les surfaces très lisses et de préparer les peaux, autres que celles tannées au chrome, à tous les emplois : doublures et dessus de chaussures, empeignes, tiges, bourrellerie, sellerie, maroquinerie, vêtements, carrosserie, gainerie, etc.

Avant d'être passées au cylindre, les peaux provenant de la teinture sont séchées, puis mouillées soit avec du lait, soit avec du sang, pour les teintes noires qui ne nécessitent qu'un cylindrage, soit uniquement mouillées avec de l'eau lorsqu'elles demandent deux cylindrages, comme les basanes ou les couleurs mates.

Caractéristiques de la machine à cylindrer ordinaire. — Le prix de revient, le peu d'encombrement et la construction très simple de cette machine font que son emploi s'est vite généralisé dans tous les ateliers de corroirie qui ne satinent pas les peaux.

(1) Les teintures sont données pour la basane : par les hyposulfites de soude avec réaction ; par l'acide chlorhydrique ; par l'acide sulfurique ; — pour la paille : par l'acétate de plomb ou sel de saturne, avec réaction par l'acide sulfurique ; — pour les couleurs : par les dissolutions des produits d'aniline combinés avec des mordants divers.

Elle se compose (fig. 1) d'un balancier oscillant *a* animé d'un mouvement alternatif. Ce mouvement lui est communiqué directement par l'intermédiaire d'une bielle *b*, attelée sur un volant équilibré *c*, lequel est fixé à l'une des extrémités de l'axe d'une poulie commandée par la transmission.

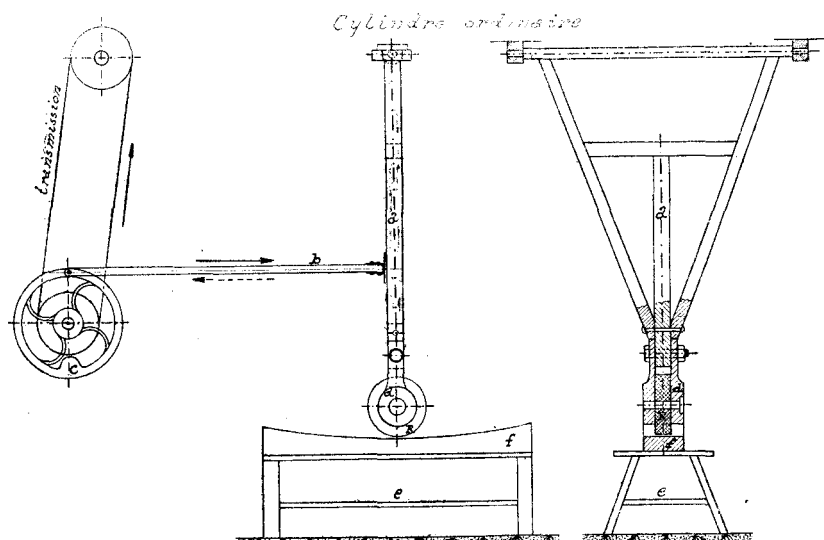


Fig. 1.

A la partie basse du balancier est fixée une chape *d*, emprisonnant la roulette *R*. C'est cette dernière qui, par son action directe sur la peau, lui donnera le lustrage désiré.

Pour obtenir ce résultat, l'ouvrière introduit préalablement la peau sur un chevalet portant à sa partie supérieure, un tasseau en bois *f*, recouvert de cuir et ayant une surface identique à celle engendrée par le galet pendant son déplacement alternatif.

L'emploi de cette machine est la cause de nombreux accidents. En général, ils ne sont pas très graves et n'entraînent pas d'incapacité permanente totale; mais ils ont presque toujours pour résultat l'écrasement d'une ou deux phalanges d'un doigt, souvent de plusieurs, et il subsiste toujours une certaine raideur des parties atteintes qui en rend les mouvements très gênants.

La protection de la partie dangereuse de cette machine est assez malaisée à obtenir. C'est, le plus souvent, en plaçant la peau sur le chevalet que l'ouvrière se fait prendre; d'autre fois aussi, en cherchant à supprimer les plis faits par la peau, elle passe la main de telle façon que, presque fatalement, elle laisse un doigt au contact de la roulette.

La seule protection qui a semblé réaliser, jusqu'ici, la meilleure sécurité, encore qu'elle n'exclue pas les chances d'accidents, consiste à placer, de chaque côté de la roulette et en épousant la forme, une planchette d'une épaisseur de 15 à 20 millimètres et légèrement en retrait du galbe.

Dans bien des cas les doigts de l'ouvrière ont été préservés, aussi le Service prescrit-il cette protection chaque fois qu'elle fait défaut.

Mais il faut reconnaître qu'elle est insuffisante puisque de 1914 à 1919 il a été enregistré 74 accidents, bien que durant cette période le travail de corroirie, du fait de la guerre, ait subi un ralentissement très sensible.

Tableau des accidents déclarés :

ANNÉES.	NOMBRE D'ACCIDENTS			VARIATION MOYENNE des incapacités.	DURÉE TOTALE des incapacités.
	Femmes.	Hommes.	TOTAL.		
1914.....	11	11	11	15 à 20 jours.	182 jours.
1915.....	10	1	11	15 à 40 —	189 —
1916.....	19	2	21	15 à 30 —	364 —
1917.....	15	1	16	20 à 30 —	312 —
1918.....	3	1	4	20 à 25 —	79 —
1919.....	10	1	11	20 à 60 —	265 —

La machine à cylindrer, telle que nous l'avons décrite est en usage à Graulhet depuis fort longtemps. Les mêmes accidents se sont toujours produits et c'est ce qui avait frappé, il y a environ 15 ans, un corroyeur, M. Catala, qui conçut une machine dont le fonctionnement automatique diminuait les dangers d'accidents et dont certains aménagements permettaient de l'utiliser, non seulement pour le corroyage, mais aussi pour le satinage, le lustrage et le glaçage des peaux.

Cette machine fonctionne à l'entière satisfaction du plus grand mégissier de Graulhet, chez qui les accidents étaient fréquents et qui, depuis qu'il en a trois en service, n'a plus eu un seul accident dans son atelier de corroirie.

Le but de cette monographie étant de signaler la possibilité de supprimer efficacement tout accident dû au cylindrage, nous donnons les caractères et les avantages de la machine Catala qui semble répondre à la question.

Description et avantages de la machine Catala. — Un des principaux avantages de cette machine consiste en ce que la pression du galet D ne se fait pas directement sur la peau comme dans le cylindre ordinaire (fig. 2).

Ce galet lisseur D, dont l'élasticité est assurée par un très fort ressort logé dans l'intérieur du support M, roule sur une courroie J, tendue aux extrémités et rendue flexible par des ressorts de tension R. La peau à travailler est introduite entre ladite courroie et une plaque de bronze J' (polie ou grainée) fixée directement sur le sommier de chambre à vapeur. Ce sommier S peut se déplacer légèrement en hauteur entre les montants du bâti en fonte. Cette opération, qui a pour but la mise en contact de pression de la machine, s'effectue en pressant en même temps sur la double pédale BB' et sur le levier articulé C, ces deux mouvements conjugués.

Le train du haut d'entraînement du galet lisseur comporte un chemin de roulement de 4 rails en fonte, rabotés et à rapprochements, permettant l'ajus-

tage parfait en tout temps du mouvement, et de 4 galets en fonte supportés par des paliers ayant une portée de 6 fois le diamètre.

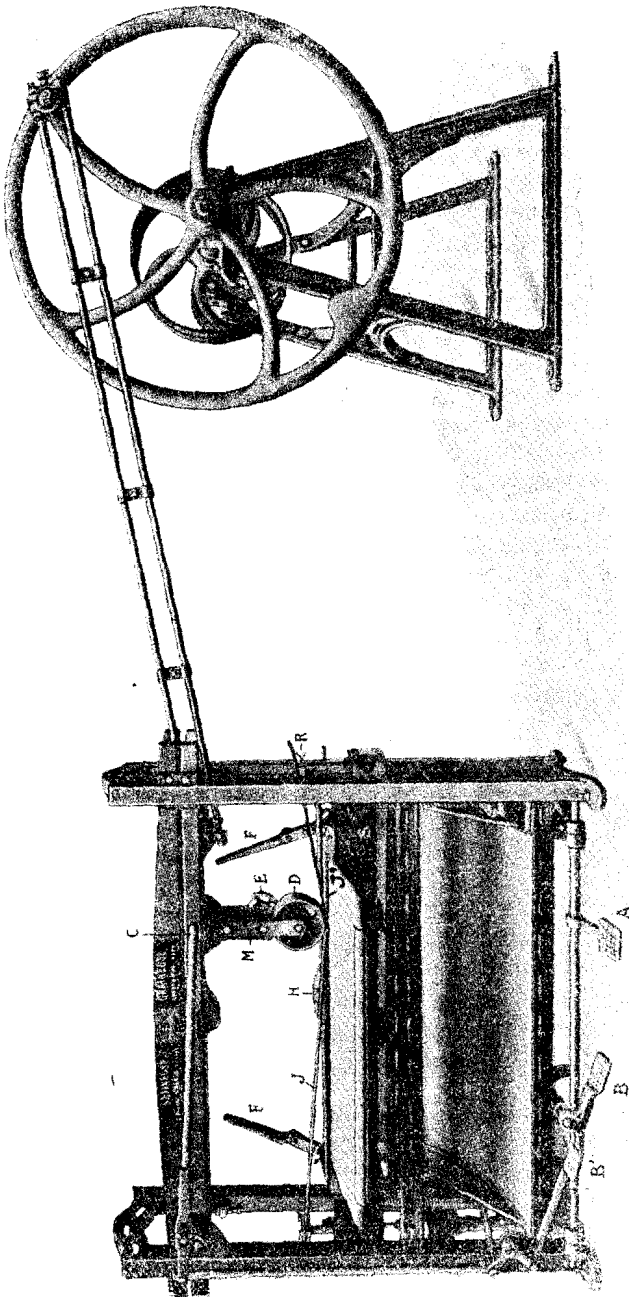


Fig. 2.

Lorsque la peau est introduite entre la plaque J' et la courroie J, elle se trouve automatiquement entraînée entre 2 rouleaux, dont l'un supérieure H, en fer, garni de bois, enveloppé de caoutchouc fait friction sur la peau, et l'autre inférieur H', en bois, est actionné par un dispositif d'encliquetage, fixé à l'intérieur du sommier. (Le rouleau H', invisible sur la figure, est placé dans le même plan vertical que H.)

Le tout est mis en mouvement par le va-et-vient d'un galet en aluminium E, agissant sur les manettes mobiles FF, établies de telle façon qu'on peut régler l'avance de la peau de 5 à 30 millimètres par gradations de 5 millimètres.

L'entraînement automatique de la peau peut être arrêté à volonté. Une pédale A permet le soulèvement du galet de friction H, la peau peut alors être avancée ou reculée à la main, et le corroyage ou le satinage réitéré au même endroit, suivant les besoins.

La mise en mouvement de la machine est assurée à l'aide d'une bielle très légère, attelée sur un volant équilibré. Ce dernier est claveté à l'extrémité de l'axe de poulies de commande, le tout étant supporté par deux paliers fixés sur un bâti à chevalet, en fonte.

Cette machine, d'un prix assez élevé, ne saurait évidemment convenir à un petit atelier de corroirie ne faisant que les articles ordinaires.

Au contraire, par suite de ses aménagements et de la possibilité de satiner et de grainer les peaux supérieures, elle serait de nature à rendre de grands services à un établissement de quelque importance.

Elle permet une production beaucoup plus intensive que celle procurée en travaillant au cylindre ordinaire.

Avec ce dernier, l'ouvrière ne peut songer à prendre une autre peau avant que celle qu'elle tient soit cylindrée; il en résulte donc un temps d'arrêt pendant lequel le cylindre tourne à vide.

Cette perte de temps due à la manutention est évitée, avec la machine Catala. L'entraînement automatique de la peau ne nécessite de l'ouvrière aucune surveillance pendant l'opération du cylindrage; elle peut donc se procurer une autre peau, la placer sur le tablier d'aménage, la mettre en prise et retirer celle qui est terminée et qui arrive à sa portée dans le tambour inférieur.

L'augmentation sensible de production que l'on obtient avec cette machine est accusée par un rendement journalier de 45 douzaines de peaux, alors qu'au cylindre courant, on ne peut guère compter que sur 20 ou 25 douzaines suivant la plus ou moins grande habileté de l'ouvrière.

Il est donc permis de supposer qu'un usage plus développé de cette machine aurait pour effet immédiat :

- 1° D'amener la suppression presque totale des accidents de corroirie;
- 2° De procurer une augmentation sensible de la production;
- 3° De suppléer à l'insuffisance de main-d'œuvre en permettant d'employer des manœuvres spécialisés, si les professionnels font défaut.

NOTE

SUR LES

INSTALLATIONS DE DEUX BANQUES PARISIENNES

PAR M. L. BARGERON,

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À PARIS.

Les locaux fermés affectés au travail seront largement aérés et, en hiver, convenablement chauffés. (Décret du 10 juillet 1913, art. 5, § 4.)

Bien des industries qui subsistent dans des agglomérations comme Paris, Marseille, Lyon, Bordeaux, Lille pourraient, sans grands inconvénients économiques et avec de gros avantages au double point de vue de l'hygiène ouvrière et urbaine, être transportées en grande banlieue ou en province.

Mais, évidemment, cette solution radicale ne peut être envisagée ni pour les grands magasins, ni pour les grands établissements de crédit auxquels force est de demeurer au centre des affaires et du mouvement, c'est-à-dire en pleine ville.

Ils doivent donc s'accomoder de leur situation et chercher à obtenir pour leur personnel, par des moyens appropriés, des conditions de milieu plus favorables qu'elles ne le sont généralement à l'intérieur des grandes cités.

Le décret du 10 juillet 1913 demande, pour l'aération et comme complément à la disposition citée plus haut en épigraphe, « des ouvertures à chassis mobile communiquant directement avec l'extérieur ». Il est bien évident que le but poursuivi par les auteurs de ce règlement d'administration publique était de mettre les lieux de travail en communication avec l'immense réservoir atmosphérique considéré comme constitué par de l'air pur. Or, à Paris notamment, ce n'est pas cela : l'extérieur c'est la rue avec ses poussières, ses odeurs, ses fumées d'essence de pétrole ou de benzol brûlés, c'est, certains jours d'été, les parfums redoutables qui viennent d'Aubervilliers et de la Plaine-Saint-Denis. L'atmosphère parisienne est telle que, parfois, on hésite à ouvrir les fenêtres des appartements, surtout au rez-de-chaussée. Il arrive aussi que, dans les grands halls, on ne puisse parvenir à établir un régime d'ouverture et de fermeture alternés des chassis mobiles évitant les courants d'air. Or les effets de ces derniers sont plus nocifs dans les agglomérations urbaines qu'à la campagne à cause des poussières organisées qu'ils véhiculent toujours (1) et qui sont prêtes à profiter du terrain préparé par le refroidissement. Enfin, il

(1) Voir, à ce propos, le travail de MM. Frois et Sartory publié en 1911 dans les *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*.

y a, dans certains grands bâtiments, deux, trois et jusqu'à quatre étages de sous-sols.

Ces locaux, nécessités par les besoins du service comme, par exemple, les salles de coffres-forts et les chambres fortes des banques ne peuvent, évidemment, pas être munies de fenêtres donnant directement au dehors.

Il fallait trouver une solution permettant de répondre aux prescriptions du décret en ce qui touche l'aération et le chauffage et d'assurer la pûreté de l'atmosphère du travail dans des conditions au moins équivalentes à ce qu'elle eut pu être dans le cas d'application rigoureuse du paragraphe 5 de l'article 5.

Le problème a été résolu de la façon suivante au siège central du Crédit Lyonnais, 19, boulevard des Italiens.

Pour éviter les poussières, il y a lieu de prendre l'air aussi loin que possible du niveau de la rue. On a donc installé les prises d'air au dessus des toits sur lesquels existent, à cet effet, quatre lanterneaux (voir fig. 1). Au dessous de chacun de ces lanterneaux se trouve une batterie serrée de tuyaux de fonte dans lesquels circule en hiver, de la vapeur d'eau provenant d'une chaudière de calorifère, en été, de l'eau fraîche, en sorte que, dès son entrée dans le bâtiment sous l'influence du ventilateur situé dans le sous-sol, l'air subit un premier réchauffement ou un premier rafraîchissement.

Avant de s'engager dans la cheminée descendante, il est filtré à travers des manches en flanelle qui le débarrassent des grosses poussières qu'il contient encore malgré l'altitude à laquelle il a été capté. Le nombre de manches par filtre est variable suivant l'importance du ventilateur et, par suite, suivant la section de la cheminée adductrice.

La plus petite batterie filtrante contient quarante-sept manches et la plus grande cent sept. Ces sortes de sacs, fixés par des boutons sur des cadres métalliques, se développent en tronc de pyramide sous l'influence de la dépression produite par le ventilateur. Ils offrent une grande base de 0 m. 515 de largeur sur 0 m. 27 de hauteur, la profondeur de chaque poche étant d'environ 0 m. 80.

Cinquante unités d'une batterie prise pour type donnent une surface filtrante d'environ 36 mètres carrés,

Ces filtres en flanelle n'ont, évidemment pour but que de retenir les poussières d'une certaine taille; cependant il se produit très rapidement, à leur surface, un feutrage important qui leur permet de retenir des poussières de plus en plus fines. Au bout de quelques heures de fonctionnement chaque filtre oppose déjà, de ce fait, une résistance appréciable au passage de l'air, en sorte que la bonne marche de l'ensemble nécessite le nettoyage fréquent des poches en tissu. En temps normal, elles sont lavées à raison d'un tiers par jour, ce qui nécessite un véritable service spécial et, par suite, une dépense importante.

Sur le groupe de cinquante filtre, l'aspiration est produite par un ventilateur centrifuge situé dans le cinquième sous-sol (fig.). Cet appareil, qui débite 110,000 mètres cubes à l'heure, est mû par une dynamo réceptrice qui reçoit, à la tension de 440 volts, du courant électrique ayant une intensité de 45 ampères, ce qui correspond à environ 27 chevaux-vapeur. Les autres

colonnes descendantes sont commandées par des ventilateurs de force proportionnelle à leur section filtrante.

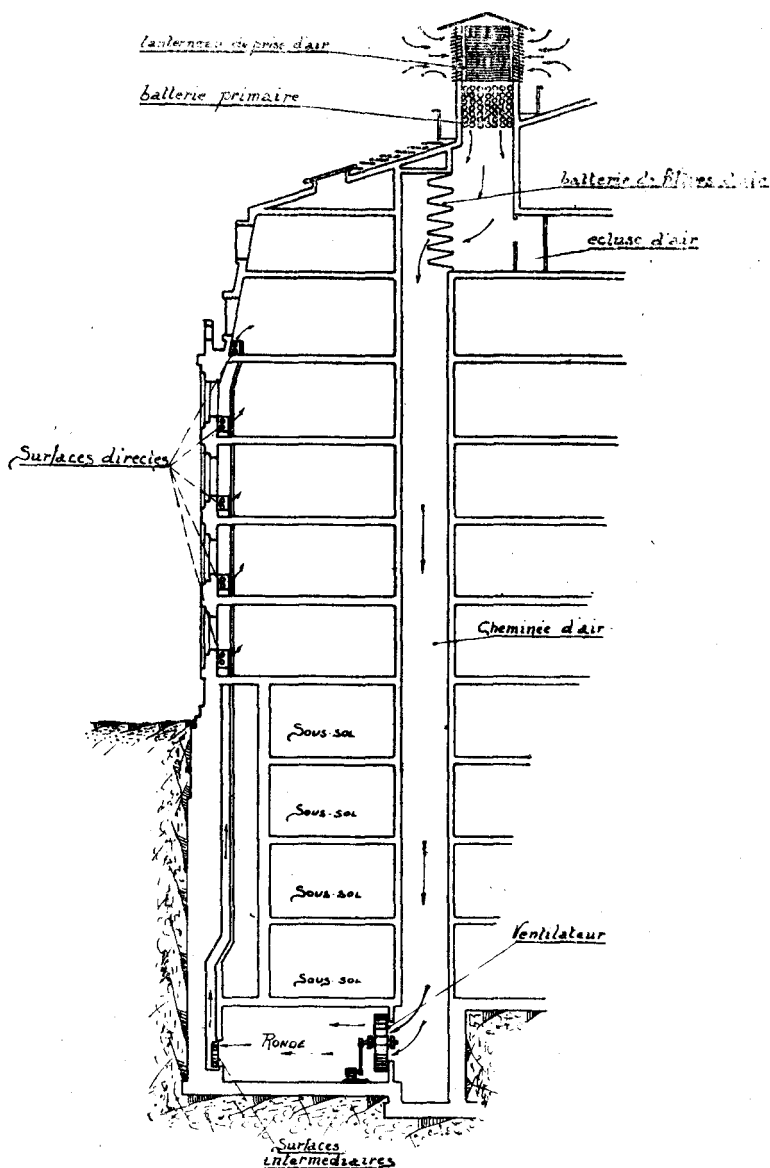


Fig. 1.

En sortant du ventilateur, l'air privé de poussières, réchauffé ou rafraîchi, voire humidifié par arrosage des filtres quand le besoin s'en fait sentir, s'engage

dans un chemin de ronde où il rencontre, de place en place, les cheminées d'aération proprement dites (fig.) qui le conduiront aux étages supérieurs. Au bas de chacune de ces cheminées se trouve une *surface intermédiaire* de chauffage ou de rafraîchissement. La figure, très claire, montre bien cette distribution. Dans chaque salle, l'air arrive latéralement et débouche dans un coffrage en bois qui contient encore une *surface directe* (radiateur) de chauffage. Il sort de cette boîte par les ouvertures de la tôle perforée qui la ferme à sa partie supérieure et de là se répand dans la pièce à une température convenable, suivant la saison. Au fur et à mesure de son arrivée l'air pur repousse l'air vicié qui s'échappe d'une part, par les multiples ouvertures donnant sur le hall central qui est, lui-même, constamment en communication avec l'extérieur et, d'autre part, par des gaines verticales aménagées le long des murs intérieurs (sur cour). Chacune de ces gaines est munie à son extrémité d'un appareil dit « tourne au vent ».

La fourniture d'air par les ventilateurs étant supérieure à la quantité évacuée pendant le même temps, il règne, habituellement, dans les salles une légère surpression d'environ 4 millimètres d'eau.

Quand, pour une raison ou une autre, les ventilateurs ne marchent pas, les employés ne sont pas longs à s'en apercevoir et, comme certains d'entre eux ignorent l'existence de cette ventilation mécanique, ils demandent alors que les fenêtres soient ouvertes.

A la Société Générale pour favoriser le Commerce et l'Industrie en France, boulevard Haussmann, fonctionne une installation à peu près analogue avec cette différence cependant, que les batteries primaires de chauffe ou de refroidissement et les filtres à air sont situés dans les sous-sols et dans le voisinage même du ventilateur. Cela présente quelques avantages pour le service de rechange des filtres et évite, en hiver, une déperdition certaine de la chaleur acquise pendant le temps que met l'air à parcourir l'espace compris entre la batterie primaire et le ventilateur. De plus, l'air sortant des filtres à poche y traverse, à la sortie du ventilateur, une batterie de filtres à éponges qui a pour objet principal d'amortir le bruit fait par les ventilateurs et moteurs électriques. Enfin les gaines spéciales d'évacuation de l'air vicié sont placées à l'intérieur des murs de façade. Au lieu de communiquer directement avec l'extérieur, elles sont collectées dans les combles dont les tabatières servent à l'évacuation.

Il y a, pour les W.-C. et les vestiaires une ventilation spéciale qui pourra faire l'objet d'une note ultérieure.

L'air est, au Crédit Lyonnais, totalement renouvelé toutes les demi-heures et cela suffit, étant donné le cube d'air, pour que, malgré l'importance numérique du personnel, l'atmosphère soit toujours dans un état de pureté suffisant au maintien de la santé des travailleurs.

NOTE

SUR LA

CAPTATION ÉLECTRIQUE DES POUSSIÈRES ET DES BUÉES

PAR **M. L. BARGERON,**

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À PARIS.

Il existe d'ores et déjà des moyens mécaniques nombreux et efficaces de captation des poussières mais il n'en est pas de plus propre et de plus élégant que celui qui fait l'objet de cette note et qui, tant à cause de ces qualités que de son efficacité réelle et de sa nouveauté relative, m'a paru devoir retenir l'attention de ceux que préoccupent, à un titre quelconque, les questions d'hygiène industrielle.

Le principe du procédé est le suivant : On électrise les particules à collecter — qu'elles soient au surplus liquides ou solides — et on les soumet, en même temps, à l'action d'un champ électrique de direction perpendiculaire au courant gazeux qui les entraîne, ce afin de les en dévier et de les en extraire.

En 1824, Hohnfeld de Leipzig remarqua que si l'on plonge dans un flacon plein de fumée un fil métallique en communication avec un des pôles d'une machine électro-statique la fumée se condense immédiatement.

La question ne fut reprise qu'en 1884 en Angleterre, par Sir Oliver Lodge, le docteur Karl Moeller et le propriétaire de l'usine d'affinage de plomb de Dee Bank, M. Walker. Ce dernier réalisa une première application industrielle du procédé en vue de condenser les vapeurs plombifères de son usine. Sir Lodge ayant installé sur le toit de l'Université de Birmingham un peigne en communication avec une machine à haute tension vit disparaître le brouillard sur une surface de 100 mètres carrés.

Malgré un remarquable mémoire présenté par le professeur anglais au Congrès de Montréal de la British Association la question retomba à nouveau dans l'oubli. Elle en est sortie il y a quinze ans aux États-Unis et cette troisième fois paraît devoir être la bonne. M. R. Kennedy, professeur à Pittsburg, s'attela en même temps que l'ingénieur F. G. Cottrel au problème de la captation des buées acides des fabriques d'engrais de Californie. Le dernier expérimentateur arriva à industrialiser le procédé. Il fonda, en 1912, une société pour exploiter ses brevets et les applications en sont aujourd'hui assez nombreuses tant dans des fabriques de ciment que dans des usines de produits chimiques. On dit même qu'il existe dans une usine à ciment des États-Unis une installation assez importante pour permettre la récupération journalière

de vingt tonnes de poussières vendables, ce qui a permis d'amortir l'installation en un temps relativement court.

En France, les procédés F. G. Cottrelli ont été l'objet de perfectionnements de la part de MM. Lailler et Gallot qui ont fondé une société d'exploitation en concurrence avec la société américaine laquelle, à son tour, perfectionne chaque jour sa technique. C'est pourquoi, dans cet exposé d'ordre général, je m'en tiendrai aux principes, des descriptions détaillées d'installations pouvant être utilement faites par ceux de mes collègues qui rencontreront, dans les usines de leur section, l'application de l'un ou de l'autre des systèmes.

Au point de vue théorique, le principal avantage de l'emploi de l'électricité est de permettre la récupération des liquides constitutifs des buées et vapeurs saturantes et cela explique que ces méthodes de captation se soient, au début, surtout répandues dans l'industrie chimique pour les buées acides

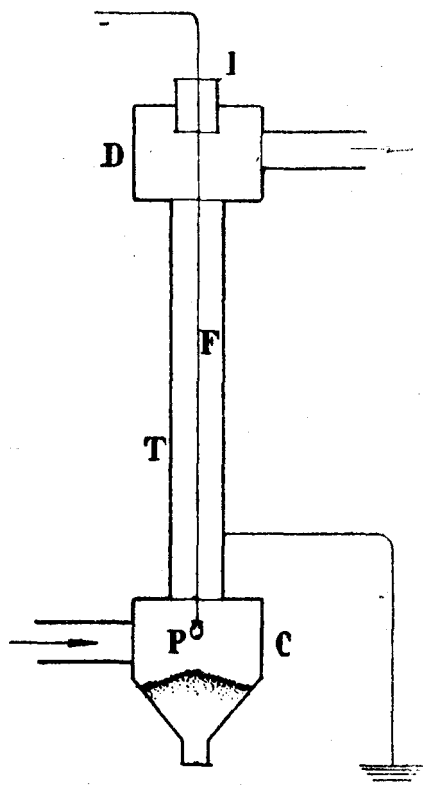


Fig. 1. — Schéma d'un appareil de captation électrique des poussières et liquides à l'état vésiculaire.

- T. Tube métallique vertical.
- C. Caisse terminée en trémie à sa partie inférieure et portant la tubulure d'arrivée du gaz à épurer.
- D. Caisse supérieure portant la tubulure de sortie du gaz propre.
- F. Fil relié à une source électrique à haute tension. (Le tube T est à la terre).

qui causent un tort considérable et à la santé des ouvriers à l'intérieur de l'usine et aux cultures des voisins à l'extérieur.

Comme toujours, vapeurs ou poussières doivent être pris aussi près que possible de leur point de production par la base aspirante d'un ventilateur approprié. De là elles sont attirées ou refoulées dans une conduite métallique assez longue reliée à l'un des pôles d'une source électrique à haut potentiel cependant que l'autre pôle est en communication avec une tige métallique, voire un simple fil occupant l'axe du tuyau dont on se sert généralement.

Dans la pratique, pour obtenir l'ionisation maximum des particules, on relie le pôle négatif au fil et on met le cylindre métallique et l'autre pôle à la terre, ce qui rend le contact de l'appareil sans danger pour le personnel. Le fil médian charge d'électricité négative les particules que lui amène le courant gazeux provenant du ventilateur ou y allant. Sous l'influence du champ radial intense ces corpuscules sont repoussés vers les parois de l'enveloppe; si elles sont liquides elles ruissellent, si elles sont solides elles y adhèrent assez faiblement pour pouvoir rouler jusque en bas sous le simple effet de leur pesanteur aidée au besoin de petits chocs sur le conduit.

Pour un potentiel donné, la charge électrique des particules s'accroîtra en sens inverse du diamètre du fil médian. D'autre part, l'effet du champ électrique, pour un tuyau d'un diamètre déterminé, sera maximum quand le potentiel le sera et il convient d'uniformiser autant que possible le champ afin d'éviter les étincelles disruptives.

Des précautions sont à prendre en conséquence.

En thèse générale on peut dire que, pour un conduit et un fil de diamètres déterminés, à potentiel constant :

- a) La captation est proportionnelle à la longueur du conduit ;
- b) Inversement proportionnelle à la vitesse du courant gazeux ;
- c) Directement proportionnelle à la grosseur des particules.

Ce sont là les principaux éléments du problème à résoudre. Ils doivent être réglés les uns par rapport aux autres. Mais ils ne sont pas les seuls et il faut encore tenir compte de la nature chimique des corps, de leur état physique, de la température et de l'état hygrométrique du gaz-véhicule, etc. On pourra, au moyen de tous ces facteurs, établir un projet qui comportera, suivant les cas, des tubes dressés, obliques, voir même presque horizontaux et des procédés appropriés de récolte des poussières.

Ayant eu l'occasion de voir fonctionner une installation expérimentale il m'est permis de dire que le but cherché est parfaitement atteint, mais il faut des tensions de 50 à 100,000 volts et c'est ce qui avait fait échouer jusqu'à Cottrel, toutes les tentatives sérieuses d'industrialisation.

Il existerait déjà d'assez nombreux montages en France dans les industries suivantes : Acide sulfurique : travail des Kestner ; — Traitement des minerais d'argent, cuivre, plomb, zinc, étain : récolte des poussières ; — Moteurs à gaz pauvre : purification du gaz ; — Moulins à talc : captation des poussières, etc.

NOTE

SUR UN PHOTOMÈTRE PORTATIF

PAR **M. L. BARGERON,**

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À PARIS.

Au cours de leurs constatations et quand celles-ci nécessitent des mesures précises, les inspecteurs du travail peuvent avoir recours à divers instruments portatifs.

Pour les mesures physiques, il y a le thermomètre, l'hygromètre, le psychromètre, tous les appareils électriques de mesure transportables, et ne nécessitant que peu ou point de manipulations ; pour les mesures chimiques de viciation de l'air on peut user de divers carbacidomètres, sulfhydromètres, oxycarboscopes qui, eux, demandent quelque habitude du laboratoire, ou, tout au moins, un apprentissage sérieux.

Bien que destiné à une mesure physique, celle de la lumière, l'instrument dont la description suit nécessite quelques précautions dans son emploi, mais il est parfaitement portatif et c'est à ce titre qu'il m'a paru devoir retenir l'attention.

Voyons-en, d'abord, le principe.

Dans le photomètre classique, on détermine l'intensité lumineuse d'une source, en la plaçant à une distance telle que son éclairement sur une surface donnée soit le même que celui de la source-étalon placée à l'unité de distance. Si, par exemple, la source lumineuse étalon est une bougie-décimale, que la surface normale aux rayons lumineux soit à une distance de un mètre et qu'il faille placer à deux mètres la source lumineuse étudiée pour avoir le même éclairement, c'est qu'en vertu du théorème de décroissance des intensités, elle est de quatre bougies.

Dans le cas particulier, l'éclairement observé a été l'unité d'éclairement que l'on nomme *bougie-mètre* ou *lux*.

On peut avoir à déterminer, non pas l'intensité d'émission d'une source lumineuse quelconque, mais l'éclairement donné par une ou plusieurs sources, ou même par la lumière diffuse, en un point déterminé d'une salle.

Pour cela il faudra placer en ce point une surface blanche matte de rayonnement aussi parfait que possible, aussi normale que possible aux rayons incidents et chercher à déterminer le nombre de *lux* qu'elle donne. On pourrait le faire au moyen d'un photomètre ordinaire, mais comme dans la pratique, le déplacement des appareils d'éclairage n'est pas possible, on a songé à faire varier, au contraire, l'intensité de la source-étalon en s'arrangeant de façon à ce que la mesure de cette variation, qui est celle de l'écart entre

l'éclairement type et celui que l'on cherche, donne, par simple lecture, la valeur de ce dernier.

C'est le résultat auquel on arrive par le *Luxmètre Blondel* dont l'exposé ci-dessous permettra de comprendre aisément le fonctionnement.

L'encombrement de cet appareil, contenu dans une boîte en bois verni, est très faible. Le luxmètre proprement dit mesure $220 \times 120 \times 55$ millimètres. L'ensemble ne tient donc pas plus de place qu'un appareil photographique ordinaire.

L'appareil peut servir à apprécier à 2 ou 3 p. 100 près, des éclairements de 0 à 5,000 lux.

Le principe est le suivant (fig. 1) :

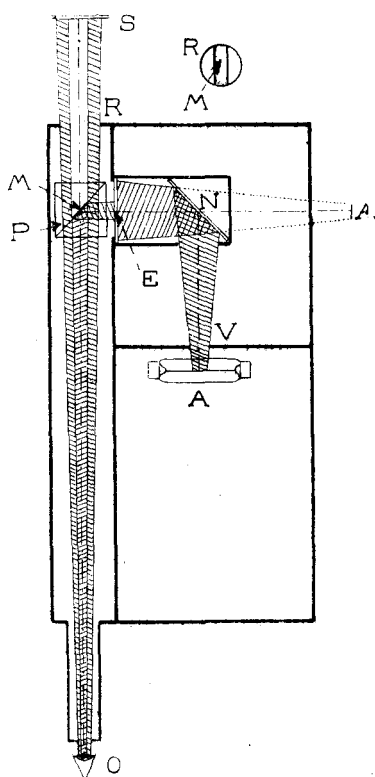


Fig. 1. — Luxmètre Blondel (schéma).

A. Lampe étalon. — V. Volet. — N. Miroir à 45°. — E. Écran diffuseur. — P. Prisme. — M. Bande argentée. — R. Ouverture objective. — O. Oculaire. — S. Surface visée.

On a constaté qu'une lampe électrique à incandescence, constituée par un unique filament rectiligne, envoie, dans la partie centrale de ce filament tout au moins, une quantité de lumière proportionnelle à la longueur du filament,

ce qui revient à dire que le filament a, sur une certaine longueur, un éclat uniforme (1).

Par suite, si, par un moyen mécanique approprié, on peut réduire ou augmenter la longueur utile du filament, la quantité de lumière émise sera proportionnelle à cette longueur. Quand on aura réduit la surface à examiner à recevoir autant de lumière de l'appareil que de l'extérieur, il ne restera plus qu'à lire pour connaître tout ce qu'il importe de savoir et qui sera donné par la longueur, à ce moment, du filament lumineux préalablement étalonné.

Dans l'appareil Blondel, ce principe est réalisé de la manière suivante : une lampe A, supportée par un chariot, est placée horizontalement dans l'appareil.

Devant elle est un volet V présentant une ouverture de grandeur variable, que l'on peut mesurer au moyen d'un tambour et d'un index gradués.

La lumière passant par l'ouverture du volet V est reçue par le miroir à 45° N qui la projette sur un écran diffuseur E. Celui-ci émettra à son tour, en qualité de source secondaire, une quantité de lumière proportionnelle à la longueur utilisée du filament incandescent. En P se trouve un prisme double portant, en son milieu, une bande argentée M qui, réfléchissant la lumière qu'elle reçoit de l'écran E, en permet l'appréciation à l'œil de l'observateur placé en O et qui vise directement, par le trou circulaire R, le carton blanc ou la tôle blanche dépolie S qui a été placée au point dont il s'agit de déterminer l'éclairement. L'ouverture circulaire R apparaît à l'observateur comme traversée, en son milieu, par la bande argentée M du prisme P. Il est facile, en ouvrant plus ou moins le volet V, de faire l'égalité d'éclairement entre la bande centrale (représentant l'éclairement de l'écran E) et les parties voisines représentant l'éclairement de la surface S. Cela se passe comme dans le photomètre de Brodhun.

Du fait du montage de la lampe A sur un chariot et des déplacements que l'on peut faire subir à celui-ci, on peut obtenir des écarts d'éclairement de 80 p. 100.

Lorsqu'il s'agit de mesurer des éclairéments puissants, pouvant varier de 50 à 5,000 lux, il y a lieu d'interposer des verres fumés de pouvoir absorbant connu. On utilise généralement des verres au 1/10.

Pour obvier aux différences de *teintes* entre la lumière à apprécier et celle fournie par la lampe-étalon, on peut, soit utiliser des verres légèrement colorés, étalonnés préalablement, et dont la couleur ramènera la lumière observée à la teinte donnée à l'écran E par la lampe A, soit simplement viser un carton de teinte appropriée et de pouvoir absorbant connu.

L'appareil étant gradué directement en *lux*, il est nécessaire qu'il soit muni d'organes de réglage. Quels que soient, en effet, les soins apportés à la construction des lampes, elles ne peuvent donner une intensité lumineuse absolument

(1) L'unité d'éclat est l'éclat d'une source lumineuse donnant une bougie par centimètre carré, c'est donc exactement le 1/20 de l'éclat du Violle, unité absolue d'intensité lumineuse.

déterminée et prévue à l'avance ; d'autre part, si l'on n'avait pas le moyen de régulariser la tension du courant aux bornes de la lampe, celle-ci faiblirait au fur et à mesure du déchargement des accumulateurs.

Pour avoir une tension régulière, il suffit d'intercaler, dans le circuit, une résistance que l'on fait décroître comme la charge du réservoir d'électricité. Voyons maintenant comment il convient d'opérer pour régler l'appareil.

La lampe étant placée de façon à ce que le centre du filament soit au centre du volet, on place le tambour à la position 40 qui doit correspondre à 40 lux.

On mesure exactement le voltage des accumulateurs ; supposons qu'il soit 4,2, on place le curseur de la résistance approximativement au milieu de sa course et on vise un écran blanc ayant un éclairement connu de 40 lux, ce qui est aisé à obtenir dans un laboratoire de photométrie et même, avec un peu d'habileté, dans une simple salle éclairée à l'électricité.

En déplaçant le chariot porte-lampe dans le sens de la longueur et le fixant on obtient facilement l'égalité d'éclairement que l'on rend presque parfaite en faisant varier légèrement la résistance, soit dans un sens, soit dans l'autre, au moyen du curseur spécial.

En procédant ainsi, le voltage aux bornes de la lampe est voisin de 3,6 volts ce qui est le régime normal.

On lit le chiffre donné par l'ampèremètre qui devra être maintenu constant au moyen de la résistance pendant les mesures que l'on fera ultérieurement.

Dès lors, l'appareil est réglé et prêt à fonctionner. Il suffit, pour s'en servir, de placer le carton blanc S à l'endroit dont on veut connaître l'éclairement, de braquer l'appareil, d'agrandir ou de rétrécir la fente du volet jusqu'à ce que l'éclairement du cercle, vu de O, paraisse homogène et de lire, alors, le nombre de *lux* indiqué par l'index gradué. La distance à laquelle il faut se placer est indiquée dans une notice jointe à l'appareil.

Le même instrument peut être employé comme photomètre ordinaire, c'est-à-dire servir à la détermination de l'intensité d'une source de lumière dans une direction arbitrairement choisie. Pour cela on place en avant de R une bonnette munie d'un verre dépoli étalonné.

En se plaçant à une distance indiquée, on mesure l'éclairement de cette bonnette comme on mesurerait celui d'un carton blanc. En multipliant le chiffre obtenu par la constante caractéristique du verre employé, on obtient le nombre de bougies de la lampe visée.

Dans le cas où l'on veut faire varier la distance d de la lampe étudiée à la bonnette il suffit d'appliquer la formule :

$$i = \frac{1}{d^2}$$

Avec le luxmètre, on peut donc aborder scientifiquement la solution du problème de l'éclairage en utilisant les lois de la photométrie, et parvenir à des constatations ayant une précision intéressante et suffisante pratiquement.

NOTE

SUR

L'ÉMAILLAGE DES OBJETS EN FER

PAR M. COSTES,

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À PARIS.

L'emploi du fer émaillé prend, de jour en jour, plus d'extension, notamment pour les objets de cuisine et de toilette : casseroles, marmites, cuvettes, brocs, etc.

Cette industrie était, avant la guerre, très développée en Allemagne et en Autriche notamment en Styrie. La nécessité de remplacer les objets de cette provenance ajoute de l'intérêt aux efforts faits, dans cette branche de production, par des industriels français, notamment par la « Société des fers émaillés » dont l'usine et le siège sont 29, rue Boussingault, à Paris (13^e).

Grâce à la bienveillante autorisation de l'administrateur de cette société et à l'obligeance de son chimiste, on trouvera ici quelques renseignements sur cette industrie. On verra notamment que l'émaillage de la tôle s'effectue sans employer aucun produit à base de plomb.

Toutefois ces émaux, sans plomb, ne sont pas aussi lisses et brillants que ceux qui contiennent des sels de plomb. Ils peuvent suffire pour les articles de toilette et de cuisine qui sont généralement vendus à bas prix, mais ils ne conviendrait pas, paraît-il, pour les objets dont la beauté de l'aspect est un facteur de la vente. Il en est ainsi, par exemple, pour certains objets d'ameublement en fonte émaillée notamment pour les baignoires qui exigent une surface parfaitement polie.

Il est de fait que, même pour un profane, l'examen décèle immédiatement une différence très sensible entre les émaux avec plomb et les émaux sans plomb. Les premiers sont très brillants, très polis et ont un contact « gras », c'est-à-dire onctueux, très glissant, alors que les seconds sont moins brillants et ont un contact « sec », c'est-à-dire qu'ils empêchent un peu le glissement des doigts par une sorte d'adhérence.

Il faut souhaiter que le développement de cette industrie facilite les recherches et que l'on découvre un jour des émaux sans plomb assez beaux pour convenir à tous les cas.

Quoiqu'il en soit, à l'usine de la Société des fers émaillés, on n'émaille que de la tôle et on n'emploie que des émaux sans plomb.

La fabrication des objets en tôle émaillée comprend trois sortes d'opérations :

1^o La confection et le traitement des objets en tôle;

2° La préparation des émaux ;

3° L'émaillage proprement dit.

I. *Préparation des objets en tôle.* — Les pièces sont confectionnées par « emboutissage » ou par « repoussage » selon les cas. Elles sont assemblées par « agrafage », « rivetage » et, le plus souvent, par « soudure électrique ».

Elles sont ensuite « recuites » à 700° pendant quatre minutes, autant que possible à l'abri de l'air. Cette opération est faite pour trois raisons : 1° brûler les matières grasses qui proviennent du passage aux machines ; 2° permettre la chute sous forme de « calamine » de la couche de protoxyde de fer noire, dure et adhérente qui serait difficilement attaquée par le bain de décapage ; 3° extraire et brûler l'excès de carbone et de gaz contenus en proportion variable dans la tôle, afin de préparer une meilleure adhérence de l'émail et d'éviter les boursoufflures ou « coups d'ongle » de cet émail.

Les pièces recuites passent ensuite au décapage soit à l'acide chlorhydrique à 9° Baumé, soit au bisulfate de soude. Le décapage au bisulfate dégage moins de vapeurs pernicieuses, et coûte deux à trois fois moins cher, toutefois il exige des bains chauffés.

Les pièces décapées sont visitées. On y soude les garnitures, anses, oreilles. Elles sont ensuite revues, remises définitivement en forme pour remédier aux déformations subies pendant ces manipulations préliminaires.

II. *Préparation des émaux.* — L'émail comporte deux sortes de produits formant deux couches distinctes, cuites l'une après l'autre : 1° le « controxyde » ou « masse » appliqué directement sur la tôle ; 2° l'émail proprement dit, plus lisse et pouvant être coloré de diverses façons.

1° « Controxyde » ou « masse ». L'émail coloré n'étant, en somme, qu'une sorte de verre a un coefficient de dilatation très faible, alors que la tôle qu'il doit recouvrir, se dilate, au contraire, fortement. Si on appliquait l'émail directement sur la tôle, les différences de dilatation considérables subies, surtout lors de la cuisson de cet émail, surmonteraient l'adhérence, somme toute assez faible, entre l'émail et la tôle. Il faut donc interposer un produit à peu près aussi dilatable que le fer, pour y rester adhérent et, d'autre part, se collant fortement à l'émail pour conserver la solidité lors du refroidissement.

De là nécessité d'interposer la « masse » qui contient des produits rigoureusement dosés tels que : oxydes de cobalt et de nickel, borax, acide borique, feldspath, silice, sable, spath fluor, carbonate de soude, nitrate de potasse, etc.

Les oxydes de cobalt et de nickel, parfois d'antimoine, sont très dilatables et donnent à la « masse » sa propriété principale. Le borax et l'acide borique, tout en jouant un rôle au point de vue dilatation, permettent la vitrification sans employer d'oxyde de plomb.

En raison de sa nature, la « masse », quelle que soit sa composition, a un aspect peu commercial. Elle est, après fusion, noirâtre, très dure, peu

brillante, et il est nécessaire de la recouvrir à son tour pour que l'objet soit mieux vendable.

2° L'émail proprement dit est appliqué sur la « masse » après la cuisson de cette dernière. Il doit être assez fusible, plus « tendre » que la « masse », afin de prendre une surface vitrifiée unie et brillante. Il contient entre autres du borax, du carbonate de soude, du salpêtre. On y joint à titre de « minéralisateurs » c'est-à-dire de fondants, de la cryolithe (fluorure double d'aluminium et de sodium) et du spathefluor (fluorure impur de calcium). On incorpore, bien entendu, les oxydes métalliques qui donnent la couleur désirée.

On arrive, par des dosages appropriés, à produire des émaux ne contenant aucune trace de plomb et qui pourraient fondre cependant à une température très basse, vers 400 à 500 degrés.

Pour obtenir une homogénéité et une vitrification plus parfaites des produits, ils sont, après mélange, fondus vers 1100 degrés dans un bassin. L'émail, en fusion, coulé dans l'eau, s'y trempe et se brise.

Les fragments sont broyés à l'eau dans des broyeurs à galets, avec de la terre de pipe qui a pour effet de tenir la poudre en suspension dans l'eau et d'ajouter des propriétés utiles à l'émail.

L'émail pulvérisé est tamisé. On le garde ensuite à l'état de pâte pendant une huitaine de jours afin de le « rassir ». Sans qu'on sache, au juste pourquoi, ce délai donne un produit moins sujet aux accidents de cuisson.

III. *Émaillage*. — La « masse » ou l'« émail », broyés, sont dilués dans l'eau à l'état de « barbotine ». On y trempe les pièces de tôles décapées ou les pièces déjà couvertes de « masse » vitrifiée.

Il y a, pour chaque forme de pièces, une façon particulière de les tremper et de les secouer dans le bain ou de les arroser de barbotine afin de les couvrir d'une couche à peu près uniforme.

Les pièces sont ensuite séchées à l'aide de la chaleur perdue des fours.

Le séchage est très rapide pour la « masse » afin de ne pas laisser à la tôle le temps de s'oxyder. Il est, au contraire, très lent pour l'émail afin de réduire le dépôt à l'état de croûte serrée et compacte qui sera plus lisse après cuisson.

Les pièces séchées sont placées dans des fours à gaz de gazogène où elles sont portées à 900 degrés environ pour cuire la « masse » et à 600 ou 800 degrés, suivant les couleurs, pour cuire l'émail.

La cuisson est assez rapide. Elle dure seulement quatre à cinq minutes, jusqu'à ce que l'ouvrier voie la surface des pièces devenir vernie et brillante.

A la sortie du four les pièces déformées par la chaleur sont rapidement redressées à l'aide d'outils appropriés pendant que l'émail est encore malléable.

S'il y a lieu, les pièces sont ensuite décorées « sur émail » ou dorées à l'aide de couleurs vitrifiables et repassent encore une fois au four mais à une température inférieure.

On voit que les pièces passent au moins trois fois au four. La première

pour recuire la tôle, la deuxième pour cuire la « masse », la troisième pour cuire l'émail et parfois une quatrième pour cuire le décor.

L'enfournement et le défournement s'opèrent à l'aide de longues fourches en fer, à peu près équilibrées et supportées en leur milieu par une tige reliée à un monorail. De la sorte les ouvriers manipulent les pièces avec un effort modéré et sont toujours assez loin des fours.

NOTE SUR LE CHARIOT « COWAN »

PAR **M. DELASTRE,**

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À ROUEN.

Il est superflu de rappeler que les manutentions de fardeaux dans les usines nécessitent beaucoup de manœuvres, de temps, de peines et d'efforts et causent des accidents. Ce qui se traduit, au bilan, par des frais considérables. En raison de tous ces inconvénients, l'industriel s'évertue à les supprimer. C'est ce qui nous amène à parler du chariot « Cowan », dont il serait bon de voir l'usage se répandre dans les ateliers.

Il est expéditif et robuste, effectue les transports du point exact de départ au point exact d'arrivée, roule sur tous les sols, économise les deux tiers de la main-d'œuvre et plaît aux ouvriers. La seule condition nécessaire, c'est que le fardeau à transporter, au lieu d'être placé sur « chantiers » repose sur un « tabouret » approprié. La charge maxima est très reculée.

Le chariot « Cowan » est constitué de la façon suivante. Deux cadres métalliques (1) et (1') superposés (figures ci-contre) sont reliés par quatre bielles (2) pouvant pivoter.

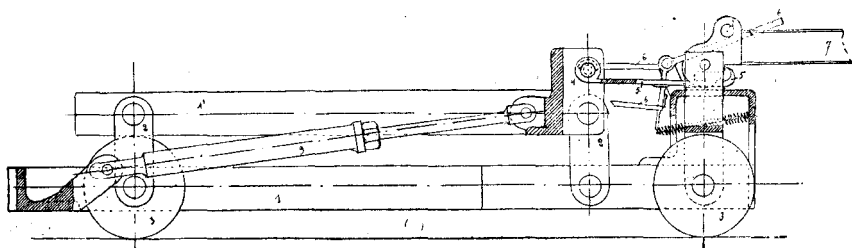


Fig. 1.

Le cadre inférieur plus long que le second roule sur trois galets (3), deux à l'arrière sur un axe et un à l'avant, monté sur chape et traversant l'avant relevé. Le pivot de ce dernier est solidaire du levier de traction (7). La traverse avant porte aussi une pédale (6), terminée dans l'axe par un crochet et bifurquée en dessous par une touche latérale et parallèle.

Le second cadre est plus court que le premier et la traverse avant sur-

élevée porte deux nervures verticales (4), traversées en haut par l'axe d'une fourche (5) à deux branches, et en bas par l'axe des deux bielles antérieures du cadre inférieur.

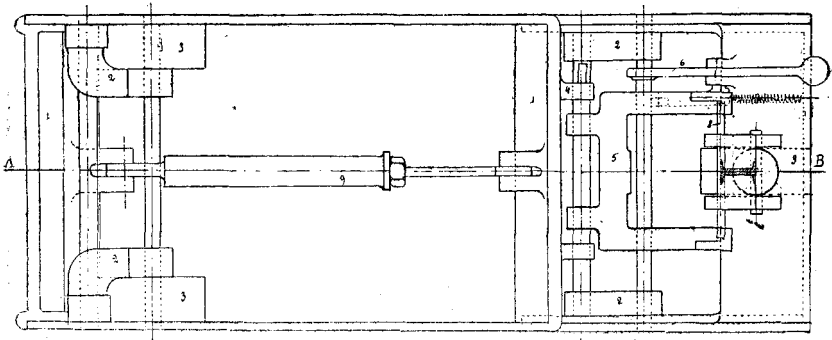


Fig. 2.

Les extrémités des deux branches de la fourche sont recourbées pour offrir un logement temporaire à l'axe excentré (8) du levier de traction. Le tout est complété par un frein à huile, dont le fond est relié au cadre inférieur et la tige du piston à la traverse du cadre supérieur.

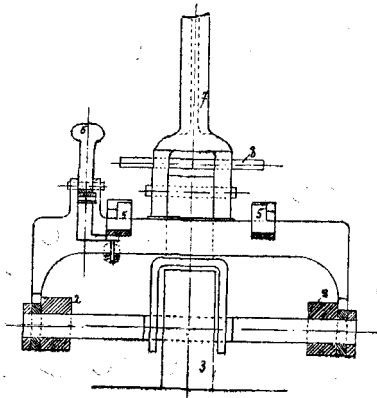


Fig. 3.

Fonctionnement. — Le fardeau étant sur son « tabouret » et l'appareil au repos, un homme manœuvre pour glisser le chariot par l'arrière sous le « tabouret ». Ce résultat obtenu, tenant le levier de traction vertical, l'homme place le pied sur la pédale. La touche de celle-ci entre en contact avec l'ergot de la fourche, dont les branches se soulèvent, et en même temps de la main l'homme donne une certaine inclinaison arrière au levier de traction, pour que l'axe excentré (8) entre en prise avec les branches de la fourche.

Il quitte la pédale, que ramène son ressort de rappel, et fait alors une pesée sur le levier. Dans ce mouvement, il entraîne le cadre supérieur et les bielles se relèvent. Le mouvement ne s'arrête que quand les bielles sont

verticales. Il en est averti par le verrouillage du cadre avec le crochet de la pédale. En même temps, le frein à huile est armé par l'écartement des deux cadres.

A ce moment, les cadres forment un tout indéformable et supportent le fardeau, qui a été élevé au-dessus du sol d'une hauteur équivalente à la longueur des bielles. Le chariot est chargé et prêt à se déplacer. Quand on veut le décharger, la manœuvre est plus simple encore. On arrête le chariot sur l'emplacement choisi, et on appuie du pied sur la pédale. Le cadre supérieur est déverrouillé et la pesanteur fait descendre le « tabouret » et sa charge sur le sol; mais le mouvement est ralenti par le frein à huile, qui revient à sa position primitive de sorte que la charge vient reposer sur le sol sans choc ni déplacement.

Ce travail prend moins de temps qu'il n'en faut pour le décrire.

La vue de la manœuvre de l'appareil pour le transport d'une dynamo de 7 à 800 kilogrammes, remémorait tous les dispositifs qu'aurait nécessité son déplacement à bras d'hommes; la dépose de sur les « chantiers », le glissement sur jeu de rouleaux, l'effort de cinq à six hommes, l'arrêt au dégagement de chaque rouleau, les virages hasardeux et périlleux, enfin le « hissage » suprême sur « chantiers » à l'emplacement voulu. Nous ne parlons pas des poussées énergiques des hommes, ni des complications fortuites et dangereuses qui viennent souvent à se produire.

En conclusion, nous dirons qu'un tel appareil est un bienfait et une économie pour ceux qui le manipulent, comme pour ceux qui en ont doté leur outillage.

NOTE

SUR

L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ

DANS LES

ATELIERS DE PRISES DE VUES CINÉMATOGRAPHIQUES,

PAR M. FROIS,

INSPECTEUR DU TRAVAIL, CHARGÉ DU CONTRÔLE DE LA 1^{re} CIRCONSCRIPTION.

Le cinématographe peut être considéré comme un appareil donnant l'illusion du mouvement. Son principe repose sur la durée des impressions rétinienne, durée qui varie de $1/10^e$ à $1/24^e$ de seconde. La persistance des impressions lumineuses est un phénomène qui a été observé dès la plus haute antiquité, mais dont on n'avait jamais pu tirer parti avant la découverte de la photographie. C'est grâce au concours de cette dernière, et surtout aux perfectionnements dont elle a été l'objet, que le cinématographe a pu offrir un intérêt de premier ordre.

Le cinématographe n'est au surplus, comme chacun le sait, qu'un appareil photographique spécial capable de prendre environ 16 clichés distincts par seconde et qui, en outre, est muni d'un dispositif particulier capable d'assurer la réversibilité de la pellicule positive; celle-ci projetée sur un écran donne alors l'illusion du mouvement. Grâce à la première opération, on peut ainsi faire l'analyse du mouvement, et grâce à la seconde, réaliser la synthèse d'une manière à peu près parfaite. C'est d'ailleurs pour faciliter leurs études sur le mouvement, bien plus que pour distraire le public, que les savants parmi lesquels il faut citer, en première ligne, Ducos du Hauron, Jansen, Marey, Démeny, Lumière ont consacré des années de labeur à la mise au point de cette invention.

Depuis 1894, le cinématographe a subi, il est vrai, une évolution remarquable; sans quitter le laboratoire, il est devenu un appareil industriel, et qui plus est rémunérateur en amusant, dans des théâtres spéciaux, des spectateurs captivés par des projections donnant la sensation de la réalité; au point de vue économique, l'industrie cinématographique occupe aujourd'hui une place fort importante; elle fait vivre des milliers de travailleurs, des techniciens de premier ordre et beaucoup d'artistes.

Elle comprend quatre parties bien distinctes, dont les trois premières sont souvent réunies sous le même toit, savoir :

1° La construction de l'appareil cinématographique, qui relève principalement de l'industrie mécanique et de l'optique;

2° La fabrication des rubans sensibles à la lumière, que l'on désigne sous le nom de pellicule ou de film; la révélation, le fixage et le séchage des négatifs et le tirage de la pellicule positive, toutes opérations qui sont surtout du domaine chimique;

3° Les ateliers de prises de vues;

4° Les théâtres cinématographiques proprement dits ou salles de projections.

Chacune de ces branches pourrait être envisagée avec intérêt tant au point de vue de l'hygiène que de la sécurité, mais nous nous bornerons ici à l'examen des ateliers de prises de vues.

Ateliers de prises de vues. — Le cinématographe permet de prendre toutes sortes de vues animées, les scènes les plus variées, de saisir sur le vif des phénomènes complexes, mais il faut pour cela que les objets ou les sujets soient suffisamment éclairés, de telle sorte que la pellicule puisse être impressionnée dans un temps extrêmement court. Par des temps clairs, lorsque le soleil brille, rien n'est plus facile que de cinématographier en plein air; les résultats sont excellents et le procédé relativement peu coûteux. Malheureusement, le ciel est souvent couvert dans nos régions, de plus certaines scènes sont plus délicates à reconstituer au dehors; on doit enfin satisfaire aux exigences de l'actualité et aller vite.

Il a donc fallu créer des ateliers permettant d'opérer par tous les temps. A la vérité, en France, nous n'avons pas encore adopté cette solution radicale et nos ateliers de prises de vues sont montés avec la préoccupation d'utiliser

la lumière solaire, au moins partiellement. Ils sont constitués par un grand hall vitré, les surfaces vitrées étant garnies de rideaux opaques et mobiles, de manière à pouvoir intercepter sur certains points la lumière solaire.

C'est dans ce hall que se trouve le plateau de la scène sur laquelle les artistes viennent mimer la scène cinématographique. L'ensemble de la scène et des décors prend relativement peu d'espace, car le tout doit se trouver dans le champ de l'objectif et dans un milieu suffisamment éclairé.

Pour qu'un film soit intéressant et bien pris, il y a dans la pratique une infinité d'autres conditions à remplir, de détails à observer, mais les relater ici nous entraînerait trop loin.

Nous nous arrêterons simplement à la question de l'éclairage. Comme nous l'avons dit, à défaut d'une quantité de lumière naturelle suffisante, on se sert de lumière artificielle; cette addition d'ailleurs s'impose pour obtenir des effets artistiques que l'on ne réaliserait pas à la lumière naturelle.

On utilise dans ce but deux sources de lumière ou parfois l'une des deux; la lampe à arc et la lampe à vapeur de mercure.

Ces sources de lumière sont disposées de façon à éclairer le mieux possible le plateau et les acteurs et à faire de la scène une boîte à lumière. Cette disposition ne va pas sans quelques inconvénients; c'est ainsi que lorsque l'opérateur cinématographique tourne une scène, il arrive que pour augmenter l'intensité lumineuse et réaliser certains effets, des foyers lumineux sont placés à moins de 1 m. 50 des acteurs et leur causent des accidents, sinon graves, du moins pénibles. L'enquête à laquelle j'ai procédé m'a fourni la preuve que fréquemment des acteurs sont sujets à des brûlures qui atteignent la peau et souvent les yeux. Les acteurs ne sont pas d'ailleurs les seules victimes, il faut également citer les ouvriers électriciens chargés de la manipulation des lampes à arc, de leur réglage, de leur transport.

Nature des accidents. — Les accidents produits par les lumières artificielles en usage sont de deux sortes : le plus bénin est une simple coloration superficielle de l'épiderme et chez les actrices, en particulier lorsqu'elles jouent décolletées, les bras et la gorge sont quelque peu hâlés, comme il arrive après un coup de soleil à la montagne ou au bord de la mer.

L'autre accident est plus sérieux et aussi plus fréquent, il frappe les yeux et provoque une inflammation extrêmement douloureuse, parfois une véritable conjonctivite. J'ai eu l'occasion de constater plusieurs de ces accidents au cours de mes investigations. Les victimes que j'ai interrogées sont unanimes à reconnaître qu'ils sont très pénibles. Ce n'est d'ailleurs pas immédiatement après l'exposition à la lumière des lampes que les effets se font sentir, il s'écoule généralement quatre à huit heures avant les premiers symptômes de l'inflammation; le patient ressent d'abord des picotements qui s'exacerbent rapidement, les paupières deviennent rouges, les yeux larmoient, et il semble — suivant l'expression qui m'a été maintes fois rapportée — que l'œil soit rempli de gravier. Pendant la nuit la douleur est encore plus vive; le lendemain tout travail est impossible et il faut attendre au moins quarante-huit heures pour que les phénomènes s'amendent. Ils s'accompagnent d'ailleurs de maux de tête et de fatigue générale. La plupart du temps, après

trois ou quatre jours de repos et de soins appropriés, toute trace de l'accident a disparu. Il n'est pas venu à ma connaissance, malgré des recherches minutieuses, que des accidents de cette nature aient eu pour conséquence une incapacité grave, mais j'ai remarqué que les personnes atteintes une fois étaient, par la suite, beaucoup plus sensibles aux mêmes radiations, que d'autres avaient une susceptibilité particulière pour les radiations de faible longueur d'onde. Il n'est pas douteux enfin, que chez les ouvriers qui manipulent constamment certaines lampes sans la moindre précaution, l'acuité visuelle va progressivement en diminuant.

Cause des accidents. — Nous avons signalé deux sortes de lampes en usage dans les ateliers de prises de vues cinématographiques, la lampe à mercure, la lampe à arc. La première, si elle est munie d'une enveloppe de verre, doit être immédiatement mise hors de cause; mes constatations sont formelles à ce sujet et ne viennent que corroborer ce que l'on savait déjà à la suite de multiples expériences et de nombreuses observations (1). Il va de soi qu'au contraire, la lampe à vapeur de mercure, mais à enveloppe de quartz, est extrêmement dangereuse, précisément parce que le quartz laisse passer les rayons ultra-violet. Cette lampe, fort heureusement est maintenant peu utilisée dans les ateliers de prises de vues; c'est surtout au début de cette industrie qu'elle a donné lieu à des accidents graves entre les mains de personnes inexpérimentées et qui n'en connaissaient pas le danger; elles n'y voyaient que le côté économique, parce que son pouvoir photogénique est grand. Aujourd'hui, la cause bien établie des accidents oculaires que nous avons signalés réside presque exclusivement dans l'emploi des lampes à arc de grande puissance. Ces lampes, qui prennent de 30 à 40 ampères chacune, sont montées sur des chariots mobiles placés parfois à moins de 1 m. 50 des acteurs et leurs rayons lumineux sont fréquemment projetés sur la figure. La plupart de ces lampes ne sont munies d'aucun écran; aussi étant donné la teneur de l'arc électrique en radiations ultra-violettes de faible longueur d'onde, on conçoit que leur action nocive se fasse sentir sur la peau et particulièrement sur la vue.

Mesures préventives. — La prévention de ces accidents est aisée à réaliser. En premier lieu, il n'est pas contestable qu'il faut sinon prescrire la lampe à vapeur de mercure à enveloppe de quartz, du moins faire connaître les dangers qui résultent de son usage inconsidéré. Ces lampes doivent, lorsqu'elles sont utilisées à faible distance, être munies d'un écran interceptant les radiations ultra-violettes.

La même remarque s'impose en ce qui concerne les lampes à arc. Un écran en cristal, par exemple, placé à quelques centimètres de l'arc, suffit à arrêter les radiations de faible longueur d'onde. Une des plus grandes maisons de prises de vues a adopté cette mesure préventive et on n'y signale aucun accident oculaire depuis sept à huit ans. Pourquoi cette précaution si simple n'est-elle pas prise partout? Uniquement parce qu'elle diminue l'intensité

(1) Voir notamment : note sur la lampe à vapeur de mercure par M. Séguin, *Bulletin de l'Inspection du travail* 1911, n^{os} 1 et 2.

lumineuse de 10 à 30 p. 100 et que pour compenser cette perte, il faut consommer un peu plus d'énergie électrique, et, partant, faire une petite dépense supplémentaire. Il n'est pas contestable que sans s'arrêter à cette objection, inopérante en l'espèce, on doit exiger des industriels en cause cette garantie élémentaire.

Le service de l'Inspection du travail est suffisamment armé pour l'imposer, si besoin était, en se basant sur les prescriptions de l'article 66 du Code du travail (livre II) qui spécifie que : « Les établissements doivent être tenus dans « un état constant de propreté et présenter les conditions d'hygiène et de salu-
« brité nécessaires à la santé du personnel ;

« Ils doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des travail-
leurs. »

L'écran en cristal, ou tout autre remplissant le même objet, est suffisant pour protéger les artistes ; quant aux ouvriers électriciens qui sont chargés du réglage et de la mise en place des lampes à arc, ils devraient, en outre, être tenus de porter des lunettes protectrices munies de verres à l'esculapine, ou si ces derniers sont d'un prix trop élevé, de verres Fieuzal qui arrêtent les rayons ultra-violet. Il y aurait également lieu d'afficher dans des endroits apparents, une note signalant aux intéressés les dangers des rayons ultra-violet et les moyens de s'en préserver.

Composition du cristal employé comme écran protecteur. — Tout cristal artificiel, avons-nous dit, placé à une faible distance de l'arc électrique constitue un obstacle au passage des rayons ultra-violet. Mais si, en principe, un cristal est composé d'un mélange de silice et de potasse auquel on ajoute un oxyde de plomb, généralement du minium, les proportions exactes sont variables suivant l'usage auquel on destine le cristal. Dans le cas présent, le cristal doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° Former obstacle aux rayons ultra-violet ;
- 2° Diminuer le moins possible l'intensité des foyers lumineux ;
- 3° Être résistant à la chaleur.

Ces deux derniers points sont, dans la pratique, très importants ; car il y a évidemment intérêt et à ne pas accroître la consommation d'énergie électrique et à posséder des écrans assez résistants à la chaleur, pour ne pas être obligé de les changer fréquemment, ce qui constitue alors une dépense sensible.

Nous avons déjà vu qu'une grande maison qui exploite la fabrication des films cinématographiques a résolu, après des recherches suivies, le problème en question ; mais elle s'est refusée à nous livrer la composition de son écran en cristal. C'est son droit sans doute, bien que l'on puisse regretter que l'intérêt commercial puisse s'opposer, en l'espèce, à l'intérêt général ; d'autant que cette composition peut être retrouvée, sans trop de peine, par une série d'expériences, et nous espérons pouvoir en donner, prochainement, une formule satisfaisante.

Enfin on peut se demander pourquoi la lampe à arc n'est pas proscrite et remplacée par la lampe à vapeur de mercure à enveloppe de verre qui, la pratique l'a démontré, est inoffensive et très photogénique. Ces lampes mon-

tées en séries, constituent ce que l'on appelle des hersees que l'on peut disposer un peu partout sur les faces du théâtre, au plafond, etc. Leur ensemble permet un éclairage se rapprochant beaucoup de l'éclairage naturel et de travailler sans s'inquiéter de la lumière solaire. Les grandes firmes américaines opèrent par ce moyen toute l'année. En France, on reproche à la lampe à mercure de « faire plat » au point de vue photographique, tandis que la lampe à arc donne plus de relief ; enfin les tubes de verre des lampes à mercure se cassent fréquemment et, comme toujours, la balance commerciale intervient ; or, elle penche en faveur de la lampe à arc.

Autres mesures préventives. — Un atelier de prises de vues cinématographiques comporte l'usage d'un grand nombre de lampes dont la consommation peut varier, suivant l'importance de l'établissement, entre 300 ampères et 2,000 ampères, quelquefois plus. Dans ces conditions, la puissance en chevaux des machines motrices peut atteindre 200 chevaux ; toutes les mesures de protection concernant l'installation des moteurs, les transformateurs d'énergie, le transport de la force motrice trouvent ici leur application ; bien que le voltage du courant utilisé ne dépasse pas d'ordinaire 110 volts, il y a également quelques précautions à prendre dans la pose des fils conducteurs et des canalisations flexibles qui courent à même le sol, de manière à éviter des courts-circuits, des brûlures et à parer enfin aux risques d'incendie. La stabilité des chariots sur lesquels sont montés soit les lampes à arc, soit les batteries de tubes à vapeurs de mercure doit être bien assurée ; leur chute intempestive sur les acteurs ou sur les ouvriers a causé quelques accidents faciles à éviter.

Enfin, ces immenses halls vitrés sont très chauds en été, et très froids en hiver, et il y a lieu de veiller à ce qu'ils soient convenablement aérés par les fortes chaleurs et suffisamment chauffés par les temps froids.

ASSAINISSEMENT

DES FABRIQUES DE FAÏENCE (1).

Au moment où se pose le problème de la reconstitution des établissements industriels après la guerre, il n'est pas douteux que ce problème doit être envisagé sous toutes ses faces et que les divers facteurs pouvant avoir une influence sur la production future doivent entrer en ligne de compte. En ce qui concerne la région envahie par les troupes en état de guerre, notamment dans le nord de la France qui pouvait être considéré comme une région productrice de faïences de table, ces divers facteurs sont les suivants :

- a) Reconstruction des usines en partie détruites par l'ennemi et rétablissement de l'outillage ;
- b) Concurrence faite à ces usines par celles qui se sont trouvées en dehors de la zone des combats ;
- c) Incorporation à la France d'une région où l'industrie céramique est très développée.

C'est-à-dire que les faïenceries du Nord vont se trouver en présence de difficultés telles, au point de vue économique seulement, que si elles ne se reconstituent pas de manière à pouvoir l'emporter sur le marché, elles sont appelées à disparaître. Et ce qui augmente encore pour elles l'inquiétude de demain, c'est qu'elles ont quitté le champ de la concurrence au moment où les salaires se trouvaient relativement bas et où les procédés de fabrication évoluaient autour de méthodes déjà antiques. Elles n'ont plus l'expérience de leurs concurrents, qui ont appris à mettre en harmonie l'élévation constante des salaires, du prix des matières premières, avec les besoins de la clientèle. Par contre elles ont cet avantage de faire pour ainsi dire « peau neuve » et d'adopter dès leur remise en route des méthodes nouvelles, un outillage transformé, leur permettant d'obvier à l'élévation considérable du prix de la main-d'œuvre, à la diminution sensible de la durée du travail et au coût supérieur des matières premières.

Il serait trop long d'entrer dans des détails à propos de la transformation de l'outillage. Peut-être manquerais-je de compétence. Néanmoins il est des principes qu'il ne faut pas oublier, ce sont ceux qui servent de guide quand on veut pousser la production moyenne de chaque ouvrier au maximum. Dans les faïenceries, ces principes sont de mise peut-être plus qu'ailleurs, parce qu'il est peu d'industries où la main-d'œuvre ait une aussi grande importance et où les déchets évitables soient si abondants.

(1) Brochure publiée par l'Office de Reconstitution industrielle des départements victimes de l'invasion au Ministère des Régions libérées. — La présente brochure a été rédigée par M. Boulín, Inspecteur divisionnaire du Travail, membre de la Commission internationale pour la réglementation des conditions d'hygiène dans l'industrie céramique.

Si je tentais de mettre quelques-uns de ces principes en vedette, je pourrais le faire ainsi :

a) Disposer les bâtiments et les ateliers de telle manière que le transport des matières d'un point à un autre réclame le moins de temps possible et suive étroitement la marche de la fabrication ;

b) Exécuter ce transport le plus souvent par des procédés mécaniques tenant compte de la fragilité des objets à déplacer et réduisant la main-d'œuvre au strict minimum ;

c) Avoir des ateliers où la lumière naturelle pénètre largement afin de rendre les manutentions plus rapides, la surveillance plus facile et la casse moins abondante ;

d) Organiser le travail de manière que l'ouvrier ne soit pas contraint de changer de place au cours des manipulations qu'il a à exécuter ;

e) Le placer dans les meilleures conditions d'hygiène possible pour diminuer la moyenne des absences journalières et maintenir sa force de production au maximum ;

f) Adopter un mode de salaire poussant à la production.

Ce n'est pas ici le lieu de développer chacun de ces points, ainsi que je l'ai déjà fait observer. Tout au plus ferai-je remarquer qu'avant la guerre on ne paraissait pas leur attribuer toute l'influence qu'ils ont, c'est indiscutable, sur la production. Mais ce qui m'intéresse tout particulièrement c'est la nécessité d'assurer les meilleures conditions d'hygiène possibles à l'ouvrier. Je suis persuadé qu'il y a là un facteur de première importance. Tel est l'objet du présent opuscule.

Au surplus, la question « hygiène » dans les faïenceries n'est pas nouvelle ; elle a donné lieu à de nombreuses publications, à des controverses presque passionnées, à la nomination d'une commission internationale. Elle porte sur divers points : suppression possible des composés du plomb, captation des poussières, propreté des ateliers et abaissement de la température et de l'humidité dans certains d'entre eux. Les trois derniers points font l'objet d'études distinctes, je me contenterai de parler de l'emploi des composés du plomb en céramique. C'est un problème fort difficile, qui demande d'être traité à fond, et je prie mes lecteurs de m'excuser si j'entre dans des détails aussi nombreux que ceux qui vont suivre. Je m'adresse au surplus à des techniciens pour qui ces détails ne sont pas choses inconnues ni oiseuses.

Le nombre des ouvriers saturnins employés dans les poteries attira, il y a quelques années, l'attention des médecins en Angleterre. Il faut dire que chez nos voisins l'industrie céramique est pour ainsi dire concentrée dans un seul district, sis au nord de Staffordshire. Cette concentration amène dans les mêmes hôpitaux et devant les mêmes médecins un nombre relativement élevé d'ouvriers portant les stigmates de l'intoxication par le plomb. Ceci fut la cause de la publication d'un règlement spécial en vue de faire disparaître le saturnisme chez les potiers ou, tout au moins, pour améliorer les conditions d'hygiène.

Plusieurs années se passèrent ainsi sans que l'amélioration dépassât un niveau que l'on jugeait insuffisant. Les hygiénistes anglais proposèrent l'interdiction de l'emploi du plomb pour la préparation de la « couverte ». Entre

temps, les docteurs Thorpe et Oliver, que le Gouvernement anglais avait chargé d'une enquête spéciale dans les grandes manufactures de céramique de l'Europe, publiaient une étude dans laquelle ils concluaient que la suppression du plomb, au moins pour une très grande partie des objets fabriqués, était pratiquement possible. Dans tous les cas, disaient-ils, on peut obtenir une « fritte » telle que l'eau tiède acidulée à 0,25 p. 100 ne dissolve pas plus de 2 p. 100 de plomb, ce qui serait suffisant au point de vue de l'hygiène. C'est cela qu'on a désigné depuis sous le nom de règle de Thorpe (1).

Cette conclusion ne laissa pas que d'émouvoir les potiers anglais; ils se réclamèrent de la concurrence étrangère et demandèrent qu'avant d'inscrire l'interdiction de l'emploi des composés du plomb pour la poterie dans la législation anglaise, la question fut internationalisée. Telle fut l'origine du vœu émis à Bâle en 1904 par l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs : interdiction des glaçures à base de plomb dans l'industrie céramique.

C'était aller un peu vite. En 1906, ladite Association se contenta de décider la constitution d'une commission chargée d'élaborer un programme de moyens destinés à combattre le saturnisme chez les potiers. En 1908 à la réunion de Lucerne et en 1910 à celle de Lugano, la Commission n'était pas encore créée; elle ne le fut qu'à Zurich en 1912 et sa première réunion eut lieu à Bâle en 1913. Voici en résumé les résolutions adoptées par elle.

Le bureau international de l'Association est chargé de nommer une sous-commission d'experts composée de trois membres, dite « Commission des trois », lesquels auraient pour mission de pousser à fond l'étude de la question du saturnisme en céramique et de mettre en lumière les principes d'une réglementation des conditions d'hygiène dans les ateliers de poteries. Ces trois experts devaient être pris dans les trois grands groupes représentant les trois langues officielles de l'Association internationale : allemand, anglais et français. La section britannique avait pris d'ailleurs, comme aux congrès précédents, très nettement position en proposant la suppression de l'emploi des composés du plomb.

Après cet aperçu historique et avant de pousser plus loin la recherche de la possibilité d'interdire internationalement le plomb comme on l'a fait pour le phosphore blanc, il serait peut-être intéressant de connaître le nombre de saturnins dans l'industrie céramique et de voir si ce nombre correspond aux chiffres qui ont été fournis par les Anglais (2).

Il faut avouer franchement que dans la plupart des pays représentés à l'Association, les hygiénistes sont impuissants à fournir une statistique exacte des saturnins en poterie. Ils ne contestent pas qu'il y en ait, mais ils n'ont pas de chiffres à donner.

En France, nous avons un décret s'appliquant à toutes les industries où les ouvriers sont exposés au saturnisme. Ce décret exige une visite médicale des ouvriers : a) à leur entrée dans l'atelier; b) un mois après l'embauchage; c) tous les trois mois dans la suite. Le résultat de ces visites doit être inscrit

(1) Report on the employment of compounds of lead in the manufacture of pottery, their influence upon the health of the workpeople with suggestions as to the means which might be adopted to counteract their evil effects (1899).

(2) 80 cas entraînant une incapacité plus ou moins longue en 1912.

sur un registre à la disposition du contrôle. Le médecin chargé de visiter les ouvriers est choisi par le chef d'industrie et payé par lui. Voici le résultat de ces visites au cours de 1913 dans les faïenceries du Nord et du Pas-de-Calais :

Nombre des ouvriers occupés à des manipulations qui les exposent au saturnisme.....	465
Nombre des ouvriers saturnins.....	53
Proportion pour cent.....	11,3

Il est vrai que je n'ai relevé aucune incapacité de travail ; ce sont tous des intoxications légères : anémie, liseré accentué de Burton, légère intoxication, etc. Voilà ce que portent les bulletins médicaux. Dans quelques cas, les médecins ont réclamé un changement d'atelier. Mais je dois dire ma conviction que cette statistique est incomplète ; en effet, quand on compare les registres d'établissements de même nature, opérant de la même façon, tenus dans le même état, ayant la même population ouvrière, on trouve des indications contradictoires. Un seul registre mentionnait des saturnins ; sur les autres, rien. Et cependant que d'observations m'ont montré l'insuffisance des registres restés vierges de remarques ! Dans les ateliers, il paraissait y avoir au moins autant d'anémiques, ces ateliers étaient plutôt mal tenus. Et puis, il y a les résultats d'une enquête que je n'ai pas manqué de faire ; telle ouvrière ayant quitté l'usine pour cause de saturnisme est indiquée comme ayant quitté volontairement la maison sans cause déterminée. Ailleurs on ne porte aucun nom sur le registre indiquant les absences pour cause de maladie, sous prétexte que l'ouvrier s'absente sans en faire connaître la raison. Dans un autre atelier de trempage, où le directeur affirmait que la visite médicale récente n'avait amené aucune observation, j'ai constaté que toutes les femmes avaient un liseré gingival très net et plusieurs une anémie très prononcée. Une jeune ouvrière avait quitté l'un de ces établissements à cause des malaises évidents de saturnisme qu'elle ressentait ; depuis qu'elle a changé de profession, elle se porte bien. Rien au registre. Que dire de ce fait qu'à Saint-Amand la parturition passe pour une circonstance avantageuse pour les ouvrières des ateliers de trempage, l'enfant gardant le mal pour lui-même !

Quelle que soit l'incertitude des renseignements que l'on peut ainsi recueillir, on est bien obligé de s'en contenter et de dire que les accidents saturnins ne sont pas niables en céramique. Mais si nous voulons mesurer ce danger, il nous faut le comparer à d'autres, à celui de la tuberculose par exemple, comme cela a été fait avec précision en Angleterre, avec moins de chiffres à l'appui en France et en Allemagne. On arrive à cette conclusion que le danger du saturnisme est incomparablement moins élevé pour l'ouvrier potier que celui de la tuberculose, qui est la conséquence de l'affaiblissement de la force de résistance de l'organisme provoqué par l'alcoolisme, par les poussières, par la chaleur humide, par l'insuffisance de clarté et de propreté que l'on rencontre souvent chez les ouvriers faïenciers et dans les faïenceries.

Cependant il y a un côté de la question qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est celui des ateliers de famille qui existent dans l'industrie céramique, et dans certains pays, tout aussi bien que dans d'autres corps de métiers. C'est dans les ateliers clandestins où l'on fabriquait les allumettes que s'observaient les cas les plus graves et les plus fréquents de nécrose phosphorique ; c'est

aussi dans les ateliers de famille où l'on fabrique des poteries que l'on rencontre le plus grand nombre d'ouvriers affligés des stigmates indélébiles de l'intoxication par le plomb. Dans ces ateliers, la réglementation n'a pas accès et les conditions d'hygiène résultant de l'exercice d'une industrie insalubre sont fatalement beaucoup plus mauvaises qu'ailleurs, étant données l'ignorance des ouvriers et l'inséparabilité fréquente de la vie familiale et des manipulations professionnelles. Il est évident que, dans ces ateliers, le danger ne saurait disparaître qu'avec eux ou avec l'interdiction d'employer le poison industriel : tel a été le cas pour le phosphore blanc.

Je dois au Dr Oliver communication des observations qu'il fit en Hongrie où il avait été amené à la suite de la lecture d'un travail du Dr Adalbert Chyzer de Budapest sur le taux élevé de la morbidité et de la mortalité des femmes et des enfants appartenant aux familles des potiers de la Hongrie. Le Dr Oliver fit ses visites accompagné du Dr Chyzer lui-même, de M. Hermann Belger du Collège Armstrong à Newcastle-upon-Tyne, et d'un inspecteur du Travail hongrois. Je relève quelques-unes des observations qu'il fit dans les villages où il se rendit et où, en dehors de l'agriculture, la poterie est la principale industrie exercée sous la forme de travail à domicile.

A Hódmező-Vasarhely, nous rencontrâmes, dit Oliver, M. Berecci, maître potier et président de l'Association professionnelle des potiers. Il avait rassemblé dans la cour de sa maison 80 ouvriers dont beaucoup étaient paralysés des mains, de la face ou des jambes. J'examinai plusieurs de ces hommes, quelques-uns portaient les signes les plus graves de saturnisme qu'il m'a été donné d'observer. C'était effrayant de voir tant d'hommes relativement jeunes, rendus ainsi infirmes à cause de leur profession. Quelques-uns n'avaient pas plus de 35 à 40 ans, ils étaient paralysés depuis six ans et plus.

Dans la cuisine de plusieurs potiers, j'ai trouvé par exemple le mortier dans lequel on pulvérisait les substances nécessaires pour la glaçure, le bac comprenant le mélange constituant l'émail cru, le tour, ainsi que le matériel habituel du potier. Parfois un lit, un berceau avec un enfant couché, tandis qu'entre la cuisine et la chambre à coucher était le four dans lequel on cuisait les poteries.

L'émail dont se servent les potiers de Csoknav contient 60 p. 100 et plus de céruse, 30 p. 100 de kaolin et $1/2$ à 1 p. 100 de cuivre. Des projections se produisent au moment du trempage et dans plusieurs chambres habitées on aperçoit des traces abondantes et visibles de ce mélange desséché sur la terre dure qui forme le sol. Le mari et la femme travaillent tous les deux au trempage. Les enfants qui ont été mis au monde dans la pièce voisine sont dans leur berceau dans le local servant d'atelier, où la poussière sèche de carbonate de plomb provenant du trempage est bien en évidence sur le sol, sur les meubles, sur les étagères, sur le matériel de la cuisine tout aussi bien que sur les couvertures et sur les oreillers du berceau.

Le Dr Chyzer, qui a fait l'analyse de la poussière provenant de l'une de ces cuisines, y a trouvé un pourcentage de plomb variant entre 0,63 et 1,08. Dans une maison où pénétra le Dr Oliver, avec le Dr Chyzer, le mari, la femme, plusieurs enfants et un baby de quatre ans vivaient et prenaient leurs repas dans la pièce servant d'atelier. Résultat : tous les enfants avaient eu des

coliques et l'on pouvait voir sur les gencives de tous les membres de la famille le liséré de Burton nettement distinct. Tout près de là, dans une maison voisine, se trouvait un enfant qui portait tous les signes de l'encéphalopathie : membres engourdis, jambes infléchies en avant, tête réduite, prunelle paralysée, relâchement des sphyncters, intelligence obtuse. La méningite saturnine chez les enfants est souvent fatale au bout de deux ou trois jours, ou laisse des suites semblables à celles qui viennent d'être indiquées. Jusqu'à quel point cette encéphalopathie est-elle la conséquence de l'hérédité, de l'intoxication congénitale ou de la vie dans ce milieu ? Il est difficile de le dire. Les enfants de ces ouvriers, où le mari et la femme sont tous deux imprégnés de plomb, meurent invariablement, mais il n'est pas douteux que tous ceux qui restent en vie courent le risque de l'intoxication saturnine et de bonne heure se développeront chez eux les symptômes de l'affection nerveuse qui appellera plus tard l'attention.

Chez un potier récemment guéri de coliques, de la poussière prélevée à 1 mètre 80 au-dessous du four donnait 3,9 p. 100 de plomb à l'analyse. Dans la poussière retirée du sol, à proximité de l'appareil à broyer les matières chez un autre potier de Béké, où le chef de famille était paralysé des deux mains et où la femme était atteinte d'ostéomalacie, le D^r Chyzer trouva 14,9 p. 0/0 de plomb. Dans un autre échantillon provenant du sol de la cuisine chez un autre potier cachectique et souffrant de goutte saturnine, il y en avait 8,7 p. 100. Poursuivant ses investigations, le D^r Chyzer trouva dans les vêtements d'un enfant de cinq ans porteur du liséré gingival 0,243 de plomb, dans sa coiffure 0,0144. Il y avait aussi des traces de cuivre dont le père se servait pour la composition de l'émail.

Il serait trop long de continuer une citation que le D^r Oliver termine en disant : « Jamais je n'ai vu une telle manifestation générale d'intoxication saturnine ni observé un spectacle aussi navrant que chez les potiers hongrois vivant de leur industrie à domicile : jeunes hommes paralysés des mains, de la figure, des pieds, sans secours, incapables de se vêtir ou de se nourrir eux-mêmes ; femmes également paralysées, enfants idiots et aveugles, paralysés des jambes, souffrant de coliques ; tous portant le liséré bleu bien marqué sur les gencives ».

Ce qui est à retenir, c'est qu'en l'absence de précautions les ouvriers potiers sont exposés à une intoxication dangereuse. Bien entendu le travail en usine, même lorsqu'il est conduit sans souci de la propreté, n'est pas capable d'atteindre aussi profondément la santé des familles ouvrières. Ce qui est la cause principale de la déchéance profonde observée chez les potiers hongrois, c'est le mélange intime de la vie familiale et de l'exercice de la profession. Ceci ne se rencontre pas dans les usines heureusement. Toutefois il n'est pas moins vrai que, même en usine, tout ouvrier qui manipule un composé de plomb susceptible de se dissoudre dans les liquides de l'organisme, si petite soit la quantité, peut devenir saturnin, c'est-à-dire atteint dans sa santé. Peu d'ouvriers échappent à une intoxication lente qui ne conduit pas toujours à une incapacité de travail, mais à une diminution de la force de résistance de l'organisme. Le saturnisme est une maladie qui échappe à la statistique en ce sens que, lorsque l'incapacité de travail qui en découle survient, il est souvent

trop tard pour apporter un remède. Dans un atelier où les ouvriers sont exposés à absorber, soit sous forme de vapeur, soit sous forme de poussières, des sels de plomb ou du plomb lui-même, les trois quarts deviennent saturnins au bout de quelques mois.

Et cela peut durer des années sans qu'aucun d'entre eux s'arrête de travailler, sauf un jour ou deux par suite de coliques; mais on s'aperçoit que leur santé décline de jour en jour, les uns prennent des paralysies spéciales, d'autres s'avancent lentement vers une cachexie analogue à celle des alcooliques. Il en est qui perdent la vue, d'autres enfin qui meurent rapidement d'encéphalopathie; à moins que, pour une cause quelconque, ils aient abandonné leur profession ou qu'on les ait changés d'atelier. Dans une fonderie de zinc employant des minerais plombifères, j'ai vu deux ouvriers mourir d'encéphalopathie saturnine sans qu'ils aient eu à interrompre leur travail; un médecin non accoutumé à diagnostiquer ce genre de maladie avait délivré un certificat portant qu'ils étaient morts des suites d'une méningite cérébro-spinale. Ce fut une enquête ultérieure qui montra la cause réelle du décès.

Ce n'est pas intentionnellement que j'ai voulu pousser au noir le sort qui guette les ouvriers potiers, c'est pour montrer qu'en l'absence de toute mesure de précautions, ces ouvriers sont exposés à un danger réel. Cela justifie aussi la demande des hygiénistes anglais de voir supprimer l'emploi des sels de plomb en poterie comme on a supprimé l'emploi du phosphore blanc dans la fabrication des allumettes. Il reste à savoir si la chose est possible techniquement.

Quand je dis ouvriers potiers, je ne veux pas parler de tous les ouvriers potiers, mais seulement de ceux que la profession met en contact avec le plomb. Dans le Staffordshire, dont une partie de la population ouvrière est occupée à la fabrication de la faïence et de la porcelaine, il n'y en a qu'un peu plus de 4,000 qui sont exposés au saturnisme et dans des proportions diverses. Le tableau ci-dessous extrait du rapport des inspecteurs anglais montre ce qu'il en est.

NATURE DES TRAVAUX.	NOMBRE d'ouvriers occupés.	NOMBRE de saturnins.	PROPORTION pour mille.
—	—	—	—
Trempage.....	1,236	23	18
Nettoyage après trempage.....	487	15	30
Mise en cozzettes après émaillage.....	1,933	13	6
Peinture en majolique et pose des fonds.....	589	5	8

D'après le Dr Leymann (1), on compte approximativement 200 saturnins par an dans l'industrie céramique en Allemagne. Le nombre des cas varie beaucoup suivant la nature des produits fabriqués et selon les opérations.

Cela nous amène à faire un classement entre les divers produits ressor-

(1) Die Gesundheitsverhältnisse der Arbeiter den Keramischen Industrie. 1913.

tissant du groupe « Industries céramiques ». Il ne sera pas question dans cette classification des briques, tuiles, etc., qui ne sont pourvues d'aucun revêtement.

Poteries communes (Coarse ware, Toepfer, Gewoehnliche Waren). — On désigne sous ces noms des poteries préparées au moyen d'une argile commune. Ces poteries sont enduites, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, d'une couverte ou émail constitué par un mélange d'argile et d'alquifoux (galène) de litharge ou de minium. L'émaillage se fait avant la cuisson qui a lieu à une température de 950° environ en une seule fois. L'emploi de l'alquifoux n'offre que peu de danger pour les ouvriers.

Faïences. — On désigne sous le nom de faïence des poteries assez diverses. La faïence fine a son prototype en Angleterre (earthenware). C'est une poterie dont la pâte est composée d'argile non ferrugineuse, de kaolin, de silex pulvérisé et de chaux. Ce mélange donne une pâte très blanche que l'on recouvre d'une glaçure transparente. La faïence subit deux cuissons, une pour le biscuit de 12 à 1300°, l'autre pour émail à une température un peu inférieure. Le décor se fait *sur*, mais le plus souvent *sous* émail.

La faïence est d'origine italienne. Elle a une pâte composée de matières moins pures ; cette pâte n'est pas blanche, parfois même elle est assez fortement colorée. Aussi, pour en dissimuler la teinte, la couverte n'est plus transparente mais rendue opaque par l'addition d'un peu d'oxyde d'étain. Ces faïences prennent des noms divers suivant la composition du décor : Vieux Rouen, Delft, Moutiers, Nevers, etc.

L'expression faïence est également employée par les Anglais pour désigner certains produits employés comme ornementation en architecture. En Allemagne, les faïences ont un certain nombre d'appellations dont la plus générique est « *Toepferwaren, Steingute* ».

Carreaux céramiques. — On fabrique des carreaux de revêtement dont la pâte possède la même composition que celle de la faïence fine où à peu près. Après une première cuisson en biscuit, ils sont pourvus d'un émail sur la face extérieure ; émail transparent pour les carreaux en faïence fine, émail opaque et stannifère pour les carreaux dont la pâte est colorée. Ces carreaux peuvent être décorés comme les autres faïences. Ils sont employés pour le revêtement des murs (*Tiles, Wandfliesen*) ou pour la construction d'appareils de chauffage (*Ofenkacheln*).

Majolique. — Genre de faïence originaire de Majorque. La majolique de nos jours est un peu différente de celle de Faenza, mais elle est toujours caractérisée par un émail opaque et coloré, parfois couvert d'une glaçure transparente. Le décor se fait ordinairement au pinceau. On prépare aussi des carreaux décorés en majolique (*Majolica, Majolika*).

Briques émaillées. — Ce sont des briques préparées au moyen d'une argile un peu plus fine que celle des briques ordinaires. Sur la face qui doit être

tournée à l'extérieur on dépose un émail analogue à celui des majoliques. Il en est de même pour certains ornements architecturaux en terre de briques (Fayence, Dekorationgegenstaende aus Majolika; émailierte Ziegeln ode: Backsteine).

Grès. — Comme pour les faïences, il y a des grès communs et des grès fins. Les premiers ne sont jamais pourvus d'une glaçure plombifère. Les grès fins se composent souvent d'une pâte à demi-vitrifiée constituée d'une argile assez pure additionnée parfois de sable et de chaux. Cette pâte est d'une texture plus homogène que la faïence et est cuite à une température plus élevée.

Très souvent ces grès sont pourvus d'une glaçure analogue à celle de la porcelaine dure. Les grès « flammés » sont obtenus en provoquant, dans les « cazettes » qui les contiennent pendant la cuisson, la formation de vapeurs métalliques (généralement de cuivre), qui, soumises à des actions réductrices ou oxydantes alternatives, se déposent sur la surface des objets en produisant une glaçure avec des tons changeants et plus ou moins curieux.

Le grès est le stoneware des Anglais et le Hartsteingut des Allemands. C'est avec une pâte genre grès que sont fabriqués certains ustensiles de cuisine pouvant supporter le feu (Kuchenartikeln), des appareils sanitaires (Sanitary ware, Sanitaetegenstaende). En ce qui concerne ces derniers, la pâte se rapproche davantage de celle de la faïence et la cuisson se fait à une température moins élevée.

Porcelaine. — Si nous ne prenons en considération que la question d'intoxication saturnine, nous pouvons nous contenter de dire qu'il y a deux sortes de porcelaine: la porcelaine tendre anglaise (bone china) dans laquelle on fait entrer une assez forte proportion de phosphate de chaux et la porcelaine dure (felspathic china Hartporzellan).

Les procédés de fabrication de la porcelaine tendre anglaise la rapprochent de la faïence fine et elle est pourvue d'un émail plombifère. Les porcelaines dures (Sèvres, Limoges, Saxe) ont une glaçure à base feldspathique et non plombifère.

*
* *

Il peut paraître oiseux d'être entré dans des détails aussi complets, soit en ce qui concerne le saturnisme, soit en ce qui a trait au côté historique ou à la définition de ce qui entrerait dans le domaine de la céramique; mais on conviendra que si l'on veut réaliser un progrès et des transformations dans la reconstruction des usines détruites pendant la guerre, il est indispensable pour des industries aussi complexes que celles dont je viens de parler de bien établir les causes des inconvénients appelés à disparaître. Je ne pense pas qu'il soit aussi facile d'arriver à la suppression de l'emploi du plomb dans les faïenceries que cela s'est produit dans la fabrication des allumettes à l'égard du phosphore blanc; néanmoins il est intéressant de savoir que cela peut se faire, que cela se fait même plus souvent qu'on l'imagine et, enfin, il est tout à

fait utile de savoir comment les ouvriers peuvent travailler dans les meilleures conditions possibles de sécurité là où le plomb ne peut être éliminé. Peut-être cela pourrait-il être dit sans entrer dans des détails par trop techniques ? C'est une erreur, il n'est pas une industrie aussi routinière que celle où se distingue Bernard Palissy. Pour des causes sur lesquelles j'aurai sans doute à revenir, les fabricants de faïence ont une frayeur instinctive de toute modification à leur manière de faire et à leurs anciennes recettes. Beaucoup n'ont pas de connaissances scientifiques très fortes. Il faut donc, si on veut les entraîner, leur parler métier et mettre bien les points sur les *i*. C'est ainsi qu'après avoir donné une liste des principales productions de la céramique je me suis trouvé entraîné à parler de l'émaillage avec quelques détails.

En dehors de la porcelaine et de certains grès dont la pâte est en partie vitrifiée par la cuisson, les produits de l'industrie céramique sont plus ou moins poreux et, pour les employer, il faut les pourvoir d'un enduit imperméable. C'est une couche constituée par des corps vitrifiables. Elle se nomme glaçure, émail, vernis, suivant les cas, et l'opération elle-même prend le nom de pose de la glaçure, d'émaillage, etc.

On émaille ou on pose la glaçure de diverses façons. Par trempage (*dipping*, *Eintauchen*) : les objets à pourvoir d'une glaçure sont plongés dans un récipient contenant la composition, laquelle est en suspension dans une certaine quantité d'eau. Tantôt les ouvriers tiennent les objets à tremper à la main, tantôt ils se servent d'un porte-objets. L'absorption de l'eau par la pâte du biscuit laisse à la surface des objets « trempés » une mince couche de composition qui se transforme en glaçure au four à émail.

Lorsque la glaçure ne doit exister que sur une partie de la surface de l'objet, à l'intérieur par exemple, alors on prélève une partie de la composition au moyen d'une tasse ou d'une petite casserole et l'on en arrose la face à recouvrir d'une glaçure. C'est ainsi que l'on procédait pour les carreaux céramiques, les briques émaillées, pour le vernissage intérieur des poteries communes, pour certains vases devant recevoir dans la suite un décor genre majolique. C'est la pose de la glaçure par arrosage (*Begießen*).

On peut encore poser la peinture au pinceau au moyen d'un aérographe ou par engobes (1).

En général les ateliers de trempage laissent fort à désirer au point de vue de l'hygiène. Dans les pages qui précèdent on a vu que c'étaient les ouvriers trempeurs qui payaient le plus fort tribut au saturnisme. Et cela se comprend, le sol de ces ateliers ainsi que les murs, aux abords des cuves de trempage, sont recouverts de nombreuses éclaboussures qui séchent rapidement en laissant la composition sous forme de poussières. Il en est de même pour les vêtements des ouvriers trempeurs, pour leurs mains, leurs bras, parfois leur visage, leur chevelure ou leur barbe. C'est pour obvier à cet inconvénient qu'a été rédigé l'article 5 du décret du 1^{er} octobre 1913 : « Le sol des ateliers sera étanche et incliné de façon à ne pas laisser séjourner les matières plombiques entraînées ».

(1) En réalité l'engobe n'est pas une glaçure, mais un intermédiaire entre la pâte et la glaçure, qui s'emploie pour certains grès et pour quelques faïences d'art.

Il sera maintenu humide. Le travail sera organisé de manière qu'il n'y ait pas d'éclaboussures projetées. Les tables, le sol, les murs seront lavés une fois par semaine au moins. Ce qui importe, c'est d'éviter la dispersion de la composition pour glaçure, et dans le cas où cela se produit, le maintien à l'état humide afin d'empêcher la formation des poussières. Un bon moyen de réaliser ces conditions consiste à faire du trempage autant que possible une opération mécanique (c'est faisable et économique pour les carreaux en faïence). Le sol sera en pierre rejointoyée au ciment et arrosé fréquemment. Afin d'éviter l'humidité dont ne manqueraient pas de se plaindre les ouvriers, leur recommander l'emploi de sabots ou de chaussures à semelles en bois. Les murs se lavent très bien quand ils sont pourvus d'un revêtement en céramique et ce revêtement est d'autant mieux à sa place qu'il s'agit d'une fabrique de cette catégorie.

Avant de porter les objets trempés à l'encastage, il arrive parfois qu'ils ont besoin de subir une manipulation dite « retouche ». Cette opération consiste à mettre de la composition pour glaçure là où le trempage a été incomplet, ou à enlever l'excès d'émail sur certains points. Les ouvrières retoucheuses sont très exposées. Il y a lieu de recommander que cette opération soit faite sur une table en avant de laquelle est exercée une aspiration suffisante pour éviter que les poussières se formant inévitablement à la retouche restent en suspens dans l'atmosphère qui environne le visage des retoucheuses.

Quelle que soit la manière d'émailler, la composition pour émail doit posséder certaines qualités. Il faut qu'elle entre en fusion à une température inférieure à celle qui produirait le ramollissement de la pâte sous-jacente, sans quoi les objets se déformeraient au moment de la cuisson de l'émail. Sauf les faïences à pâte colorée, l'émail doit être transparent afin que le décor « sous émail » apparaisse. Le coefficient de dilatation de la glaçure ne doit pas être sensiblement différent de celui du biscuit, sans quoi il se produirait les défauts connus sous le nom de « tressaillures », « écaillages » qu'on observe souvent longtemps après la fabrication. Pour chaque espèce de poterie, pour chaque pâte à biscuit, correspond une glaçure spéciale qui peut, pour cette raison, s'accorder avec elle. Il faut de plus que la composition pour émail constitue un mélange très homogène pour éviter les coulures au moment de la cuisson. Enfin, malgré la richesse de la palette céramique, il est bon de se rappeler que la glaçure a une influence sur les couleurs, soit en raison de sa composition chimique, soit à cause de la température nécessaire pour assurer la fusion de l'émail.

Disons quelques mots des compositions pour glaçure. La plus simple est constituée par un mélange de sulfure de plomb naturel pulvérisé (alquifoux) et d'argile ordinaire. Même pour les poteries communes où l'alquifoux est employé, on lui préfère souvent le minium ou mieux la litharge qui ne contient pas de soufre. Ces poteries sont cuites en une seule fois vers 950°.

Pour les faïences fines, on prépare un borosilicate d'alumine, de potasse, de soude, de plomb, de chaux, de baryte, etc., dont les bases ne sont pas toujours toutes présentes, mais dans lesquels on rencontre inévitablement les deux acides. Ces borosilicates n'ont pour ainsi dire qu'une formule chimique approchée, chaque fabrique ayant la sienne qu'elle tient pour supérieure à celles des

fabriques concurrentes. Tel fabricant tient sa recette d'un prédécesseur; tel autre, des recherches patientes faites dans les laboratoires, ou l'a trouvée dans des livres spéciaux. En règle générale, un céramiste ne consent que difficilement à modifier la composition de la glaçure qu'il a coutume d'employer, tant est grande sa crainte d'éprouver les inconvénients d'un émail mal approprié à son genre de fabrication et tant les avantages qu'il peut en retirer lui paraissent réduits.

Voici, à titre d'exemple, quelques compositions pour glaçure destinées à des faïences fines que je trouve dans le rapport déjà cité de Thorpe et d'Oliver.

	SOCIÉTÉ céramique à Maestrick.	BOCH FRÈRES à la Louvière.	VILLEROY et Boch à Dresde.
Silice.....	53,16	52,94	61,2
Oxyde de plomb.....	18,97	22,44	10,2
Alumine.....	8,06	7,62	8,2
Chaux.....	8,96	8,82	9,2
Magnésie.....	0,11	0,12	"
Alcalis.....	4,86	3,99	5,1
Acide borique.....	5,88	3,82	6,1

Les matières premières qui contiennent ces substances sont transformées en un verre qui prend le nom de « fritte », puis pulvérisées en une poudre aussi fine que possible. Parfois, on prépare une fritte avec une partie seulement de ces substances, puis on mélange le produit de la pulvérisation de cette fritte avec le reste non fritté mais pulvérisé.

Ainsi, dans une usine, on prépare une fritte avec :

Silex calciné.....	33,9
Caolin.....	11,1
Acide borique.....	18,8
Blanc de Meudon.....	18,8
Carbonate de soude sec.....	8,4
Minium.....	9,0

puis on constitue la composition définitive pour la glaçure en prenant 67 parties de cette fritte auxquelles on ajoute :

Feldspath.....	21,0
Caolin.....	2,5
Céruse.....	9,5

Cette addition constitue ce qu'on nomme la « rajoute ». Il n'est pas rare de rencontrer des cuves de trempage contenant une composition ou tout le plomb figure dans la « rajoute ». C'est une pratique des plus pernicieuse au point de vue de l'hygiène.

*
* *

Bien que le but de cet opuscule ne soit pas de m'occuper de décrire la technique de l'emploi des couleurs en céramique, je considère cependant qu'il est

indispensable de dire quelques mots des divers procédés employés pour le décor; ne fût-ce que pour faire mieux comprendre ce qui a trait à l'influence de la composition de la glaçure sur les couleurs. Je me place résolument dans la situation d'un fabricant de céramique qui aurait à reconstruire son usine et qui aurait à se demander :

- a) Quels sont les procédés les plus économiques à mettre en usage?
- b) Ces procédés sont-ils d'accord avec les lois existantes sur l'hygiène des ateliers?
- c) Puis-je employer du plomb et sous quelle forme?
- d) Existe-t-il des chances qu'une réglementation internationale interdise l'emploi des composés du plomb?

Pour cela il importe de parler des couleurs.

Décor sous glaçure. — Ce décor se fait au pinceau, par impression ou au moyen d'un aérographe. Il peut aussi avoir lieu sur la pièce crue; ce qui est plus difficile et moins fréquent. On le fait aussi sur le « dégourdi », c'est-à-dire sur les pièces ayant subi un commencement de cuisson; plus généralement sur biscuit.

Il existe divers procédés pour l'impression. Je n'insiste pas. L'emploi de l'aérographe se nomme aussi décor au pochoir.

La couleur employée doit être infusible à la température de cuisson de l'émail, elle doit cependant imprégner suffisamment la glaçure pour apparaître au point de contact; mais il ne faut pas qu'elle s'y dissolve, qu'elle coule ou bave. Il importe de plus que la composition chimique de cette couleur, qui est généralement un borosilicate de plomb additionné d'oxydes divers, se transforme d'une manière imprévue, sans quoi il pourrait y avoir des variations de teintes ou même disparition de la couleur. Les couleurs sont également très sensibles à la façon de conduire le feu et à la température. Telle nuance rouge disparaît par exemple quand on passe de 1,100 à 1,200°. En général, le nombre des couleurs à la disposition du peintre céramiste diminue au fur et à mesure que la température de cuisson s'élève. Les couleurs de grand feu sont moins nombreuses.

On peut aussi décorer les porcelaines ou les grès au moyen d'une barbotine de même composition que la pâte, mais colorée différemment, ou par incrustation (faïences improprement appelées d'Oiron).

Décor par la couverte. — Au lieu d'être transparente, la glaçure est rendue opaque, elle est ensuite additionnée d'oxydes divers qui la colorent. Ces effets de coloration sont d'autant plus riches et plus variés que la température de cuisson est moins élevée.

C'est ainsi que, pour la porcelaine dure de Sèvres, dont le point de cuisson est très élevé, on ne peut, en pratique, qu'avoir une couverte bleue, rose ou verte. A Limoges, les variations sont plus nombreuses : des rouges, des verts, des bruns, des jaunes, etc.

C'est pourquoi les émaux plombifères qui cuisent à une température plus basse sont si employés. Il y a économie de combustible et plus de choix dans les couleurs.

Le décor par la couverte est employé en majolique et il peut se combiner avec les reliefs ou les creux des biscuits.

Décor sur la couverte transparente. — Au pinceau, par impression ou par cristallisation.

Décor sur la couverte opaque. — C'est le procédé employé pour les faïences genre Vieux Rouen, Nevers, etc. C'est aussi celui de la majolique italienne. Après avoir peint, imprimé ou dessiné au pochoir sur émail stannifère et après avoir fixé ces couleurs au feu de moufle on glace ensuite avec un verni très transparent.

Décor au feu de moufle. — C'est ce genre qui est employé sur biscuit pour les porcelaines tendres, pour certaines faïences siliceuses, par exemple pour les carreaux cloisonnés, chaque cloison contenant une glaçure de couleur différente.

On décore aussi au feu de moufle sur couverte à l'aide du pinceau, par l'emploi des couleurs dites « tendres de moufle » (800°); ou par décalcomanie, par impression, etc., ou avec des couleurs de demi grand feu (950°); enfin, avec des émaux préalablement colorés.

*
* *

Il peut être intéressant pour quiconque doit monter une usine céramique de connaître les procédés et les recettes en usage dans les diverses spécialités de la fabrication des poteries. Cela n'est pas très aisé, chaque industriel tenant à ne pas divulguer sa façon de faire; on y arrive cependant d'une manière approchée; c'est ce que j'ai tenté de faire dans les tableaux qui vont suivre et dans lesquels les unités indiquant le nombre des établissements ne se rapportent pas aux établissements proprement dits, mais aux unités de fabrication. Il peut arriver par exemple qu'une fabrique de faïence fine de table ait à côté d'elle un atelier dans lequel on fait de la majolique, un autre où l'on prépare des carreaux, ou même des poteries plus communes; cela représente en tout quatre unités. Parfois aussi dans le même établissement, on fait usage de couvertes de composition différente, avec ou sans plomb.

Ceci dit, passons aux chiffres. Sur le premier tableau, j'ai fait figurer toutes les usines et les ateliers employant exclusivement des couvertes contenant du plomb; sur le second, les usines et les ateliers employant des couvertes exemptes de plomb. Il n'a été tenu compte que des établissements comportant au moins 10 ouvriers; par conséquent, les ateliers très nombreux en France, où l'on fabrique la poterie commune dite des Alpes et faisant usage exclusivement d'alquifoux ou de litharge n'y figurent pas. Enfin, je n'y ai pas indiqué séparément les ouvriers du décor, sauf en ce qui concerne la majolique.

N° I.

Établissements où l'on fait usage de couvertes plombifères (France).

CATÉGORIE	NOMBRE des établisse- ments.	NOMBRE d'ouvriers.	OUVRIERS OCCUPÉS à des opérations qui les exposent au saturnisme.	OBSERVATIONS.
Faïence (couverte translucide).	30	7,803	616	Dans quelques faïenceries, on emploie exclusivement le minium; dans d'autres la céruse, la litharge ou même l'alquifoux. Partout une partie de la composition pour glaçure paraît être frittée, mais très mal et sans aucun avantage appréciable pour l'hygiène. J'ai cueilli dans une faïencerie un échantillon de composition pour glaçure qui a donné à l'analyse les résultats suivants, après dessiccation du mélange : Plomb calculé sous forme de protoxyde, 16,91 p. 100. Le même soluble dans le liquide de Thorpe. 15,83 p. 100.
Faïence à couverte opaque blanche ou crème (vieux Rouen, Nevers, Delft, Moutiers, etc.).	17	628	223	On se sert d'un mélange d'oxyde d'étain et de plomb « Castine » obtenu en faisant fondre dans un four spécial un alliage à composition variable de ces deux métaux.
Majolique.....	16	1,958	166	La plupart des fabriques de majolique se procurent dans le commerce leur composition pour couverte. Les autres disent faire usage parfois d'une fritte, mais souvent de plomb non fritté.
Carreaux en faïence pour re- vêtement.	15	802	159	On emploie tantôt le minium, tantôt la litharge. Presque partout le plomb serait fritté, mais il y aurait une « rajoute ».
Objet pour l'ar- chitecture, poê- les en faïence.	6	276	31	Couverte non transparente « Castine » émail allemand, pas « d'ajoute ».
Briques émaillées.	3	196	6	Couverte opaque, minium ou produits achetés dans le commerce.
Fabriques d'appa- reils sanitaires.	"	"	"	Les industriels soutiennent ne pas connaître la composition de l'émail qui contient cependant du plomb. Pas « d'ajoute ».
Poterie commune.	74	1,640	506	C'est le sulfure de plomb qui domine, mais on emploie aussi le minium, la litharge; cela dépend des couleurs à obtenir. Dans une fabrique, on reçoit du borosilicate de plomb préparé auquel on ajoute 4 p. 100 de minium; une seule usine fait usage d'une composition « frittée ».
Grès divers.....	4	131	13	Minium, alquifoux.
TOTAUX.....	166	13,644	1,719	

N° II.

Établissements où l'on fait usage de glaçures non plombifères.

NATURE des établisse- ments.	NOMBRE.	NOMBRE total des ouvriers occupés.	COULEUR de la couverte.	CETTE couverte est-elle ensuite décorée.	SI LA COUVERTE est décorée, est-ce sur ou sous glaçure.	OBSERVATIONS.
Porcelaine dure (artis- tique et de table).	76	13,397	Translucide bleue, grise ou verte.	Générale- ment.	Générale- ment sur, rarement sous.	On fabrique aussi en France des porcelaines tendres, genre anglais avec gla- çure plombifère, peu. Un peu plus de porcelaine tendre, genre Sèvres.
Porcelaine dure (élec- tricité, la- boratoires, bougies).	11	1,319	Translucide blanche, bleue ou verte.	Non.	"	"
Terre à feu de Saint- Vallier ou autres.	17	753	Translucide brune, jaune pain cuit.	Rarement.	Lorsqu'il y a décor, c'est sous glaçure par impres- sion et à grand feu et sur gla- çure au pin- ceau et feu de moufle.	La couverte se prépare au moyen de pegmatite pul- vérisée à laquelle on mé- lange un peu de blanc de Meudon, pour la ren- dre plus fusible.
Faïence fine	7	2,194	Très générale- ment trans- lucide quel- ques fois céla- don, rouge, bleu.	Rarement.	Sous glaçure par impres- sion, plus ra- rement sur.	Trois de ces établissements fabriquent à la fois des faïences à émail plombi- fère ou sans plomb. Le nombre des ouvriers ne figure cependant pas deux fois. Une de ces usines employait annuel- lement en 1913 21,000 ki- logrammes de composi- tion avec plomb. Dans une autre, chacune de ces compositions figure par moitié.
Appareils sanitaires.	14	632	Blanc crème ou brun.	Non.	"	"
Grès céra- mes et grès	16	572	Translucide blanc, cou- leurs variées	Quelquefois parengobe.	Sous glaçure.	La décoration est souvent le résultat de la variation des teintes produites par la cuisson. Le décor se fait aussi par production de vapeurs métalliques et salines sur lesquelles le feu réducteur ou oxy- dant exerce des effets dé- veloppant de couleurs diverses.
Grès pour produits chimiques et tuyaux.	16	662	Brun, brun vert.	Non.	"	La glaçure est obtenue au moyen du sel marin.

NATURE des établisse- ments.	NOMBRE.	NOMBRE total des ouvriers occupés.	COULEUR de la couverte.	CETTE couverte est-elle ensuite décorée.	SI LA COUVERTE est décorée, est-ce sur ou sous glaçure.	OBSERVATIONS.
Report.....						
Briques émaillées.	2	100	Blanc et cou- leurs diver- ses.	Non.	"	On obtient avec des émaux sans plomb les mêmes teintes qu'avec des émaux plombifères; mais les nuances varient un peu. Les architectes disent que les émaux sans plomb ont un aspect plus ciroux, moins brillant, qu'ils res- semblent davantage au «ripolin».
TOTAUX....	159	19,629				

Dans deux faïenceries occupant plus de 1,000 ouvriers, je n'ai aucun rensei-
gnement sur la nature de la fabrication. Dans une autre faïencerie importante,
le directeur m'a déclaré qu'il était possible et sans difficulté spéciale d'obtenir
avec des émaux sans plomb une couverte ne devant pas être décorée. Pour le
décor sous glaçure, la difficulté était un peu plus grande, mais pas insurmon-
table. Il m'a montré divers objets décorés : assiettes, plats, soupières, bols, etc.,
dont l'aspect m'a paru aussi beau, sinon plus que d'autres faïences de même
qualité, mais avec couverte plombifère. Cependant il est des jaunes qui ne
pouvaient être réalisés sans plomb.

J'ai obtenu, pour deux faïenceries de l'est, des renseignements intéressants
à propos de l'emploi ou du non-emploi du plomb.

Dans l'une de ces usines, on fait usage d'un émail sans plomb pour les
tasses, bols en blanc et en décor (sauf décoration vignette); tous les articles
destinés à renfermer des produits alimentaires : pots à confiture, articles jaune
et amarante pour les fabricants de terrines de foie gras, toutes les pièces de ser-
vice de table en impression (sauf pour les assiettes); enfin, les deux tiers environ
des assiettes blanches destinées à l'exportation.

Dans le second établissement, on émaille indifféremment avec ou sans plomb
les articles suivants : pots à bière, à eau, cache-pots, garnitures de chemi-
nées, etc.

Dans les deux usines, il semble qu'on fabrique autant d'objets avec émail
sans plomb qu'avec l'autre. Le nombre des premiers aurait même atteint les
deux tiers en 1913, mais la non-réussite de certains articles aurait fait baisser
cette proportion.

On n'a pas généralisé l'emploi de l'émail sans plomb parce que cet émail
présente quelques difficultés pour les pièces d'une certaine dimension. Cet
émail ne fond pas avec autant de facilité que l'autre. Les veines qui se pro-
duisent au trempage, par suite de différences dans le degré de cuisson du
biscuit dans les pièces de grande dimension, disparaissent avec les émaux
plombifères, non complètement avec les émaux sans plomb.

Pour les émaux avec plomb, ce métal fait toujours complètement partie de la « fritte » et l'on ne pratique pas l'« ajoute ».

*
* *

Par ce qui précède on peut voir que la question de la suppression de l'emploi du plomb est particulièrement avancée en France; sur un total de 23,000 ouvriers employés dans l'industrie céramique, il y en a moins de 1,800 qui sont exposés à l'imprégnation saturnine par le fait de la glaçure. Je dois dire que si l'on s'en tient aux usines du Nord le progrès est moins accentué. Si l'on suppose comme exacte que la proportion de 15 p. 100 représente le nombre réel des saturnins devant suspendre leur travail plus ou moins longtemps, on voit que les poseurs de glaçure, les retoucheurs, les encazetteurs atteints franchement de saturnisme ne dépassent pas une trentaine par an.

Cependant, s'il est exact que ce nombre, tout théorique d'ailleurs, peut être diminué, si même le saturnisme peut disparaître des faïenceries en remplaçant les couvertes plombifères par d'autres exemptes de plomb, la question vaut qu'on s'y arrête et il y a lieu de rechercher si c'est un problème pratiquement soluble.

On peut se passer de plomb dans bien des cas, c'est entendu, ce qui précède le démontre surabondamment, mais le système peut-il être généralisé? Voilà ce qu'il importe de savoir. En ce qui concerne les faïences blanches non décorées, il n'y a pas de doute; des hommes du métier comme M. Faugeton, directeur de l'usine de Montereau, comme le directeur de l'usine de Gien, comme M. Lhospied du golfe Juan, le céramiste si universellement connu, il n'y a aucune difficulté à obtenir les glaçures transparentes ou blanches dont la valeur égale celle des couvertes contenant du plomb de même aspect. Ces glaçures sont tout aussi brillantes, tout aussi solides que les autres. Il en va de même pour une foule d'autres articles non décorés et pour l'appareillage sanitaire. En ce qui concerne la porcelaine dure, nous savons qu'on ne fait jamais usage d'un composé de plomb.

Pour les articles décorés en vert et en bleu, les couleurs sont plus belles, les traits plus nets avec certaines glaçures sans plomb que j'ai vues qu'avec les glaçures plombifères, pour des articles de même prix exposés sur le marché. Pour les roses, l'égalité de valeur de la couleur devient plus douteuse et, en ce qui a trait à certains jaunes, il faut avouer qu'il est impossible, à l'heure actuelle, de les réaliser sans plomb, au moins en faïencerie.

On a beaucoup soutenu qu'il était possible de faire des carreaux pour revêtement ou pour appareil de chauffage, sans plomb; MM. Thorpe et Oliver, chargés par le Gouvernement anglais de rechercher la possibilité de substituer une glaçure sans plomb aux glaçures avec plomb, affirment avoir vu des carreaux blancs, crème, chamois, unis ou imprimés, qui avaient autant de valeur que d'autres fabriqués avec une glaçure plombifère (1). M. T. Furnival,

(1) Loco citato, p. 9.

de Stone, dit avoir eu en sa possession un échantillon de carreau avec deux couvertes différentes sur les deux faces, l'une avec plomb, l'autre sans. Après avoir montré cet échantillon à neuf praticiens reconnus et leur avoir demandé laquelle des deux faces portait un émail avec plomb, huit d'entre eux désignèrent celle qui avait un émail sans plomb⁽¹⁾. Le docteur Van Eijk, qui a fait de multiples expériences pour le compte du Gouvernement hollandais, dit qu'à la « Mosa » de Maestricht les carreaux blancs imprimés en couleur se font exclusivement avec des glaçures sans plomb⁽²⁾.

Des tentatives ont été faites pour obtenir une glaçure fusible à moins de 1.000° afin de remplacer celle qui est très généralement en usage pour les poteries communes. Des succès honorables ont été réalisés; mais là on se heurte à des difficultés d'un nouveau genre. On sait que beaucoup de ces poteries sont cuites en une fois et sans intervention de cazettes dans des fours moins coûteux que des fours à alandiers ordinaires. Par suite de la présence de la vapeur d'eau contenue dans la pâte, laquelle s'élimine pendant la cuisson; par suite des difficultés à bien conduire les feux, à éviter la fumée, on a très régulièrement obtenu de bons résultats dans le tiers inférieur du four, mais mauvais dans le haut. La vapeur d'eau et la fumée, abondantes dans cette partie, exercent une action néfaste sur le composé boracique qu'on avait substitué au composé plombeux et enlèvent à la glaçure une partie de son brillant. Il est probable que s'il était possible de faire usage, pour cette fabrication, de grands fours à émail continus employés dans certaines faïenceries, le problème serait résolu. Il convient de dire que cela n'est pas à envisager, étant données la dépense élevée de la construction et la faiblesse des moyens à la disposition de beaucoup de maîtres potiers.

À côté d'avis favorables à la suppression du plomb, il en est de tout à fait défavorables. Ainsi dans le Nord, qui représentait, au moins avant la guerre, un groupe important de la fabrication française, il n'y a aucune usine qui ne fasse uniquement usage de glaçure plombifère. M. Boulanger, de Choisy-le-Roi, estime que ce serait tout à fait fâcheux d'interdire l'emploi du plomb en céramique. M. Boch, de La Louvière, est du même avis. L'un et l'autre pensent que les quelques avantages à retirer de cette interdiction ne sauraient compenser, à beaucoup près, les inconvénients.

Les arguments fournis par ces deux praticiens m'ont frappé, car on ne peut nier ni à l'un ni à l'autre une grande valeur professionnelle, et s'ils n'ont pas, malgré leurs efforts, trouvé une formule qui convienne à leur genre de fabrication, comment pourraient y arriver une multitude d'autres industriels moins expérimentés? En effet, aucun des chefs d'industrie employant une bonne glaçure sans plomb, une glaçure pouvant entrer en concurrence avec les autres ne consentira jamais à faire connaître son secret⁽³⁾. Et cela est fort naturel, car j'imagine que ces industriels sont arrivés à se passer de plomb non pas uniquement parce qu'ils prévoyaient qu'un jour la loi pourrait

(1) *Researches on leadless glazes*, p. 26.

(2) *Centraal Verlag Der Arbeidsinspectie*, 1907-1908, p. 221.

(3) Furnival déjà cité n'a pu obtenir d'aucun des fabricants qu'il dit faire usage d'émaux sans plomb la recette des compositions qu'ils emploient.

exiger d'eux qu'ils se passent de plomb, mais pour des raisons d'économie et de réclame.

*
* *

Un des motifs donnés par les faïenciers qui se sont montrés franchement défavorables à la suppression du plomb est celui-ci : à quoi bon interdire l'usage des composés de plomb puisqu'il nous est possible de faire entrer ces composés dans une combinaison pratiquement insoluble, tout au moins soluble dans une proportion limitée? Cette remarque m'amène à parler de la préparation des compositions pour glaçure, du « frittage » de cette composition et de l'habitude de l'« ajoute ».

J'ai déjà dit que la composition pour glaçure généralement employée en faïencerie était un borosilicate d'alumine, de chaux, de soude, de plomb, etc. Voici par exemple une formule assez semblable à celles qui sont en usage dans beaucoup de faïenceries pour services de table.

Silex calciné.....	33,9
Caolin.....	11,1
Acide borique.....	18,8
Blanc de Meudon.....	18,8
Carbonate de soude sec.....	8,4
Minium.....	9

Ces matières sont placées dans un four spécial, fondues et transformées en une sorte de verre qui est ensuite pulvérisé en une poudre aussi fine que possible. C'est la « fritte ». Au moment de son emploi, cette fritte est mélangée avec d'autres substances également pulvérisées.

Fritte ci-dessus.....	67
Feldspath.....	21
Caolin.....	2,5
Céruse.....	9,5

Ces substances additionnées à la fritte constituent l'« ajoute » ou « rajoute ».

Cette façon de faire suggère plusieurs remarques : comment se fait-il que toutes les matières devant constituer la composition pour glaçure, surtout les composés du plomb, ne rentrent-elles pas dans la fritte? Quelle est la raison qui conduit à mettre du minium dans la fritte et de la céruse dans l'« ajoute »?

La nécessité de fritter les matières servant à la composition pour glaçure n'est pas née du désir d'assurer aux ouvriers plus d'hygiène, mais d'une nécessité technique. Le jour où l'on a substitué aux substances insolubles dans l'eau des cuves de trempage les silicoborates, c'est-à-dire quand on a voulu adjoindre l'acide borique au caolin, à la chaux, au minium, il a fallu soustraire cet acide borique à une dissolution prématurée : c'est alors qu'on a songé à une opération préalable qui consistait à préparer la composition pour glaçure sous une forme la rapprochant de la formule de l'émail qui lui est insoluble, d'où le frittage.

Mais alors pourquoi l'« ajoute »? En voici la raison. Si l'on faisait entrer dans la fritte tous les éléments qui doivent exister dans la composition pour glaçure, il arriverait que, quelle que soit la finesse de la pulvérisation qui précède le trempage, il serait impossible de conserver à la bouillie son homogénéité à moins de l'agiter constamment, les grains plus nets, plus denses de la matière frittée se précipiteraient trop rapidement. Il s'ensuivrait des irrégularités dans l'épaisseur de l'émail après cuisson et même on pourrait craindre des coulures. L'« ajoute » a pour but d'empêcher cette précipitation, étant composée de substances ayant en quelque sorte une propriété de liaison. Parmi ces substances se trouvent précisément le feldspath non cuit, le caolin et la céruse. C'est aussi la raison pour laquelle on met de la céruse dans l'« ajoute » et du minium dans la « fritte »? Ce dernier corps n'est pas liant, il n'est pas « gras » comme disent les ouvriers. La céruse est le *beurre* des céramistes, elle est d'ailleurs d'un prix moins élevé que le minium. Enfin il est une autre raison qui pousse les faïenciers à mettre dans la fritte le moins de plomb possible, c'est que ce corps est un terrible « mangeur » des creusets ou des soles de fours à fritter.

Supposons un instant, ce qui semble être quelquefois le cas, que tout le plomb soit compris dans la fritte, aurait-on pour cela réalisé le maximum de sécurité, c'est-à-dire obtenu une combinaison parfaitement insoluble, tout au moins insoluble dans le suc gastrique ou dans l'eau acidulée à 0,25 p. 100? Certainement non. Cela dépend de la température à laquelle ont été amenées les substances constituant la fritte, de la durée de la cuisson, c'est-à-dire de l'intimité de la combinaison qu'on a cherché à réaliser. Cela dépend surtout de la nature et de la proportion des substances en présence. On doit à un chimiste autrichien qui s'est beaucoup occupé de la préparation des frites une série d'expériences fort instructives. Il serait fastidieux de reproduire ici ces expériences desquelles il ressort qu'une élévation peu sensible dans la proportion de l'un des composants, par exemple de la potasse, ou l'addition d'une autre substance font varier considérablement la solubilité du composé de plomb (1). Il a montré qu'avec une fritte contenant 49,28 p. 100 de plomb, la solubilité pour 100 en oxyde de plomb pouvait n'être que de 0,54 à 0,59, tandis qu'avec 45,05 de plomb, cette solubilité pouvait atteindre 12,63 à 13,12 p. 100 par simple addition d'acide borique et de potasse. Cette addition avait d'ailleurs un but pratique, celui d'abaisser le point de fusion de la fritte, c'est-à-dire de la glaçure dans la composition de laquelle cette fritte devait entrer.

On voit que le problème ne laisse pas que d'être passablement compliqué. D'une part il importe de réaliser une glaçure qui fonde à une température connue d'avance; de l'autre il faut que le plomb s'y rencontre sous une forme présentant un minimum de solubilité. Il faut enfin que les éléments ainsi réalisés restent en suspension dans l'eau des cuves de trempage sans être attaqués ou modifiés par elle. On y est arrivé d'ailleurs en composant une « ajoute » contenant seulement du caolin et du feldspath pulvérisés. On fait

(1) Die Bleifrage in der Keramischen Industrie. Von Petrik. Sprechzaal, 1914, n° 1.

deux frites; l'une contient tout le plomb sous forme de composition insoluble, l'autre les éléments solubilisants et établissant le point de fusion. C'est ainsi que Von Pétrik a réalisé une glaçure susceptible de fondre à moins de 1,000°, qui ne laisse dissoudre que 0,3 p. 100 d'oxyde de plomb (1).

Je n'ai cité les travaux de Von Pétrik qu'à titre d'exemple, je suis certain que M. Lhospied et d'autres céramistes sont du même avis. Je tiens de M. Frédéric Regoud, de la Haye, qu'il avait trouvé une composition réunissant les propriétés requises et qui ne laissait dissoudre que 0,36 p. 100 de protoxyde de plomb dans le liquide de Thorpe, à 37°.

*
* *

Il ressort de ce qui précède qu'en ce qui concerne la France une bonne partie des faïences peuvent se fabriquer sans faire usage de plomb. Il en est de même pour les carreaux de revêtement et les appareils sanitaires. D'après des céramistes estimés, cela ne souffre aucune difficulté pour les objets non décorés et même quand il s'agit de décor en vert, bleu ou en rose, qui sont les couleurs les plus courantes, inutile de parler de la porcelaine dure.

Ce résultat a été obtenu sans réglementation spéciale et simplement parce que les industriels y ont trouvé, sans doute, un avantage économique. Ce qui le démontre, c'est le secret dont ils entourent la composition des couvertes qu'ils emploient.

Pour les poteries communes, la question se complique de la nécessité de changer les fours et de donner au feu une allure différente pour éviter les inconvénients de la fumée et des vapeurs. Enfin, en majolique, l'abaissement de la température de cuisson et la variété des couleurs qu'il faut employer sont peut-être un obstacle à la suppression du plomb.

Tous les céramistes admettent qu'il n'est pas impossible de faire entrer tout le plomb dans la fritte et de constituer l'«ajoute» seulement avec du caolin, du feldspath ou avec un mélange de ces deux substances.

Il est important de remarquer cependant que tout en étant engagé dans une fritte, le plomb peut être plus ou moins soluble, suivant la composition de cette fritte, suivant la température à laquelle elle a été portée, suivant

(1) Voici deux formules proposées par Von Pétrik :

Oxyde de plomb.....	49,28
Chaux.....	3,30
Potasse.....	1,38
Alumine.....	3,61
Silice.....	42,43
Oxyde de plomb.....	48,05
Chaux.....	3,22
Potasse.....	1,35
Alumine.....	3,51
Silice.....	41,36
Acide borique.....	2,51

aussi la finesse de la poudre obtenue par la pulvérisation. De ce degré de solubilité dépend évidemment le plus ou moins de nocuité du maniement des compositions pour glaçures. Certains industriels estiment qu'il serait imprudent d'exiger une solubilité dans le liquide de Thorpe (eau acidulée à 0,25 p. 100 d'acide chlorhydrique) qui ne puisse dépasser 5 p. 100. Un assez grand nombre cependant admettent qu'il serait tout à fait possible de limiter cette solubilité à 2 p. 100 dosé à l'état de protoxyde. Le Gouvernement hollandais a posé lui-même la limite à 2 1/2 p. 100 dans son décret du 13 juillet 1906. Depuis, des recherches ont montré que cette limite pouvait être abaissée jusqu'à 1 p. 100 pour toutes les catégories de glaçures. J'estime donc qu'au point de vue de l'hygiène on pourrait s'arrêter au maximum de 2 p. 100. Il est certain que la limitation du degré de solubilité ne présente plus les mêmes difficultés que la substitution obligatoire d'un émail sans plomb à un émail plombifère. Cette imitation aurait en outre pour résultat d'inciter les céramistes à se passer tout à fait du plomb.

*
* *

Le danger d'intoxication saturnine dans l'industrie céramique étant déterminé, il me reste à indiquer dans quelle mesure il convient de mettre en application les prescriptions du décret du 1^{er} octobre 1913 pour les usines qui conservent l'emploi des glaçures plombifères, même lorsque celles-ci répondent aux conditions que je viens de préciser.

Si nous procédons par article, nous voyons que le législateur recommande l'emploi de gants en caoutchouc. Disons de suite que cela offre de multiples inconvénients en pratique et ne répond pas à ce qu'en attendent les hygiénistes : les gants sont incommodes, coûteux et attendrissent la peau quand la main est obligée de plonger dans un liquide. Il n'y a qu'une ressource, c'est de faire exécuter le trempage sans intervention de la main de l'ouvrier, ce qui existe déjà pour les carreaux de revêtement. Dans certaines usines, le trempage se fait mécaniquement et cela revient moins cher.

L'article 5 demande que le sol de trempage soit maintenu à l'état humide et que ce sol soit légèrement incliné de façon que l'eau de lavage entraîne aisément les éclaboussures qui souillent le voisinage des cuves. Il en est de même des murs qui doivent être lavés au moins une fois par semaine. Il faut donc que ces murs soient pourvus d'un revêtement jusqu'à une hauteur d'environ 1 m. 50 qui rende ce lavage possible et efficace.

Il est reconnu que l'introduction dans les voies digestives, si faible en soit la quantité, de toute matière contenant du plomb, conduit fatalement au saturnisme. Un milligramme par jour est suffisant pour l'imprégnation. Il est donc tout à fait interdit d'introduire des aliments au trempage, à la retouche, à l'encazettage ou au décor; malgré toutes les précautions prises, le dépôt des poussières est à craindre et l'absorption de ces poussières est fatale si les aliments sont exposés à les recevoir.

On a dit, et c'est exact, qu'il y aurait beaucoup moins de saturnins dans les usines à plomb si les ouvriers prenaient des soins de propreté, s'ils por-

taient des vêtements de travail qu'ils laisseraient à l'usine, s'ils faisaient usage des lavabos, des douches, que les employeurs doivent mettre à leur disposition. Encore faut-il que cela soit facilité et non envisagé comme une mesure théorique et en pratique inefficace. Combien de lavabos ne donnent aucun résultat parce que installés pour répondre à la lettre de la loi et non à son esprit, combien de salles de douches ne servent qu'aux employés et non aux ouvriers parce que leur entrée est autorisée seulement à des heures où pratiquement l'ouvrier ne peut ni ne veut rester à l'usine, ou bien parce que non chauffées!

Un des moyens les plus aptes à combattre le saturnisme consiste à faire visiter périodiquement les ouvriers par un médecin qui dépistera la maladie à son début et les écartera des manipulations dangereuses.

Ce médecin doit tenir un registre pour y consigner ses observations. Les industriels qui demandent à l'homme de l'art de restreindre leurs inscriptions et même de n'en point faire sont tout à fait mal inspirés; ils engagent très vivement leur responsabilité et ne peuvent s'attendre à aucune indulgence de la part du service de contrôle. D'autre part les médecins qui suivraient ces conseils ont tort d'obéir au scrupule qui les pousse à garder le secret professionnel. En signalant les saturnins, ils ne commettent aucune indiscretion puisque c'est une obligation légale; d'autre part, ils rendent service au bien-être public.

MANUTENTION DES ROULEAUX

DANS

LES TISSAGES MÉCANIQUES DE TOILE (1).

Il serait tout à fait oiseux d'insister sur ces considérations que l'on voit développées actuellement dans une foule d'articles de journaux et de revues et dans toutes les réunions où l'on s'occupe de la lutte qui commence déjà des forces économiques des pays producteurs du monde, à savoir : qu'il s'agit de produire beaucoup et à meilleur compte possible. Si, d'autre part, nous envisageons l'état de la région du Nord, qui était un centre important, le plus important de France, pillée et dévastée; si nous tenons compte de la hausse inévitable des salaires, de la réduction de la durée de travail, de la hausse sur les matières premières, nous arrivons à cette conclusion inéluctable qu'il

(1) Brochure publiée par l'Office de Reconstitution industrielle des départements victimes de l'invasion au Ministère des Régions libérées. — La présente brochure a été rédigée par M. Boulou, Inspecteur divisionnaire du travail.

importe de reconstruire nos usines de façon à supprimer, ou du moins à réduire au strict minimum, les pertes de temps, de capacité de travail ou de production qu'une certaine marge dans les frais généraux nous avait fait négliger jusqu'à maintenant.

Ceci est vrai pour toutes les industries et l'est pour les tissages de toile comme pour les autres.

Il suffit d'interroger la statistique des accidents, des maladies, des carnets de présence à l'usine, d'ajouter aux chiffres obtenus les pertes de temps occasionnées pour la mise en route des métiers, pour se rendre compte qu'on peut évaluer à environ 10 p. 100, d'une manière moyenne, le nombre des journées de travail perdues sans avantage pour la production.

Que faut-il pour améliorer cette situation?

Organiser l'établissement dans de bonnes conditions d'hygiène, disposer son outillage de façon à éviter toute manœuvre inutile ou dangereuse. Il faut en plus placer les ouvriers dans une situation telle qu'ils n'aient pas à accomplir des efforts non indispensables et qu'ils aient un intérêt évident à une production intensive.

On peut dire que l'industrie du tissage est l'une de celles où le risque accident est relativement peu élevé; cependant il est une catégorie de ceux que l'on observe qui pourrait être évitée, et ce en bénéficiant d'avantages économiques peu négligeables. Au moment de reconstruire ou de réinstaller les usines sur les nouvelles bases, il est bon de s'en préoccuper.

Pour peu que l'on ait visité des tissages de toile avant la guerre, il est une constatation qui s'impose : c'est une vieille industrie dans laquelle l'organisation est basée presque uniquement sur la tradition. On constatait peu de différences entre les nouvelles usines et celles qui dataient d'un demi-siècle. Dans les deux, on voit que les métiers sont disposés d'après le seul souci d'en loger le plus grand nombre sur une surface déterminée. Une allée centrale a presque toujours existé, ayant au début une largeur convenable; mais si l'industriel a éprouvé le besoin d'augmenter sa production, il n'a presque jamais hésité à prendre sur cette largeur pour y loger de nouvelles machines. La valeur d'un tissage s'estime d'ailleurs d'après le nombre des métiers.

Ce n'est pas la seule critique à faire. À côté de la salle des métiers à tisser, il y a les ateliers de préparation : ourdissoirs, bobinoirs, canetières, lamerie, parage et encollage, plus le magasin aux fils et aux toiles terminées. Eh bien, il est assez rare de rencontrer une usine où ces ateliers soient disposés de manière à réduire au strict minimum le temps nécessaire aux manutentions.

Au temps où les métiers fonctionnaient à la main, et encore dans quelques établissements avant la guerre, les rouleaux à ensouples étaient en bois. La nécessité d'augmenter la durée du travail du métier a, petit à petit, amené les industriels à se servir de rouleaux en fonte sur lesquels une plus grande longueur de fil peut être disposée. Mais en même temps le poids des rouleaux s'est singulièrement accru. Un seul ouvrier suffisait autrefois pour conduire un rouleau de la lamerie sur le métier, il en faut maintenant au moins deux, et avec quels efforts? Généralement, ces rouleaux sont amenés sur de petits chariots jusqu'au point de l'allée le plus proche du métier, ce point étant souvent assez éloigné du métier sur lequel il faut disposer le rouleau. Les deux

ouvriers qui le portent doivent avancer avec précaution, enjamber les organes mécaniques, soulever à des hauteurs différentes les extrémités de l'axe de ces rouleaux, opérer des torsions du buste, exécuter des mouvements en porte-à-faux, d'où une perte de temps et des accidents, presque les seuls avec les sauts de navettes qui se constatent dans les tissages, accidents qui se traduisent par des ruptures musculaires, des hernies et parfois des fractures.

Comment obvier à cela? D'abord en diminuant le poids des rouleaux en substituant l'emploi de l'acier embouti à celui de la fonte, mais encore bien plus radicalement en disposant l'ourdissoir, la lamerie et les métiers dans le tissage de manière à permettre le transport mécanique des rouleaux jusqu'aux métiers auxquels ils sont destinés, quel que soit le point où se trouvent ces métiers.

Cette dernière solution n'est pas toujours facile à mettre en pratique. On peut même dire que, dans les tissages tels qu'ils étaient construits avant guerre, c'était presque impossible, soit à cause du resserrement ou de la mauvaise disposition des métiers, soit par suite de la présence de colonnes en fonte destinées à supporter les paliers d'arbres de transmission, le plancher de l'étage supérieur ou les nefs de la toiture, colonnes qui gênent l'établissement d'un monorail sur lequel glissent les rouleaux suspendus à un palan.

Ce monorail doit desservir l'ourdissoir, la lamerie et la salle des métiers, d'où la nécessité d'avoir ces ateliers sur un seul plan ou étage. Quand cela ne peut avoir lieu, il faut avoir recours à un monte-charges avec deux séries de monorails, une pour la préparation, l'autre pour la salle des métiers. Le transfert du rouleau d'un monorail à l'autre se fait par des aiguilles. La meilleure disposition à prendre dans la salle des métiers est celle qui consiste à placer ceux-ci parallèlement aux allées et non perpendiculairement; de cette manière, les rouleaux se trouvent disposés en bordure des allées, ce qui évite toute manutention inutile. Cela n'empêche pas de faire usage du système de surveillance à deux ou à quatre métiers, les métiers se trouvant groupés par quatre et les commandes étant réunies. Dans l'axe de chaque allée, une branche de monorail permet à un seul ouvrier d'amener les rouleaux face aux métiers et de les descendre sur leurs coussinets en exerçant une légère pression latérale. C'est une économie sensible de main-d'œuvre, car il faut souvent quatre ouvriers pour le montage d'un rouleau et en perdant beaucoup de temps.

L'établissement des diverses branches du monorail sera grandement facilité si l'arbre de transmission se trouve lui-même placé dans l'axe des allées. Dans ce cas, en effet, de petites chaises situées au-dessous des paliers de transmission supportent le monorail à hauteur convenable et réduisent le prix de revient de l'installation.

Aux ourdissoirs et à la lamerie des branches du monorail judicieusement disposées permettent de prendre le rouleau chargé et de le fixer sans avoir à le soulever à bras d'hommes, au moyen d'un palan et d'une élingue à deux branches.

L'économie de main-d'œuvre réalisée est sensible puisque chaque tisseur peut, sans aide, conduire son rouleau de la lamerie au métier et sans fatigue ni sans crainte d'accident.

Dans les tissages où l'on pratique l'humidification artificielle, il n'est pas inutile de rappeler qu'il existe une monographie sur la matière et que le but à atteindre est d'empêcher une trop grande élévation de température en été, soit par l'emploi de murs de séparation isolants, soit par tous les moyens propres à éviter la pénétration des rayons caloriques dans la salle, soit enfin en isolant le parage ou l'encollage de la salle des métiers (réclamer cette monographie au secteur où se trouve l'usine).

DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

DANS

LES USINES ET CHANTIERS (1).

La présente note n'a pas pour objet l'étude complète des questions soulevées par la distribution de l'eau potable dans les usines ou chantiers.

Son but est plus modeste. Elle se bornera à faire connaître aux intéressés les conditions essentielles auxquelles doit répondre une eau pour servir à la boisson, ainsi que les appareils et procédés qu'il est pratiquement possible d'employer pour rendre potable une eau polluée ou même simplement douteuse.

Nous laisserons donc de côté le problème de la distribution d'eau dans les agglomérations et nous ne retiendrons que les cas où cette distribution incombe au chef d'établissement par application de l'article 8 du décret du 10 juillet 1913 ainsi conçu :

« Les chefs d'établissement mettront à la disposition de leur personnel, de l'eau de bonne qualité pour la boisson ».

Il est d'ailleurs évident que les points que nous allons examiner peuvent s'appliquer, sans modifications, à la distribution de l'eau nécessaire dans les ménages et, en particulier, dans les cités ou dans les maisons ouvrières.

Qu'appelle-t-on eau potable ?

En principe, on peut admettre qu'une eau, pour être qualifiée « potable », ne doit présenter à l'examen physique, chimique ou microbiologique, aucun indice d'une souillure suspecte. Elle doit être agréable au goût, rester limpide et ne dégager aucune odeur. Sa température doit être comprise entre 5 et 18° C.

D'autre part, une eau potable ne doit pas contenir une trop forte proportion de sels terreux. Au delà d'un degré hydrotimétrique total de 30°, une eau est dite trop « dure » et doit, en principe, être rejetée pour la boisson.

Il convient, toutefois, de ne pas être trop absolu à ce sujet. L'application rigoureuse des principes ci-dessus conduirait à éliminer un très grand nombre

(1) Cette brochure a été rédigée par M. Pierre POUILLOT, Chef du Service des Questions ouvrières de l'Office de Reconstitution Industrielle.

d'eaux pratiquement utilisées pour la boisson. En particulier, il ne faut pas hésiter à choisir certaines eaux « dures » mais non polluées, de préférence à d'autres eaux moins chargées de sels terreux, mais suspectes au point de vue microbien.

Une eau, même si elle présente physiquement et chimiquement les caractères d'une eau potable, peut servir de véhicule à des germes pathogènes et être ainsi la cause d'affections fort graves, parmi lesquelles il convient de citer plus particulièrement la fièvre typhoïde, la dysenterie, etc.

On ne saurait donc apporter trop de soins à ne distribuer pour la boisson que de l'eau dont la bonne qualité est certaine.

Comment reconnaît-on qu'une eau est potable ?

Il est facile de rechercher si une eau est plus ou moins chargée de sels minéraux et, ainsi, de savoir si, à ce point de vue, elle est propre ou non à la boisson.

Il est encore possible, avec des procédés relativement simples, d'examiner si une eau contient certaines substances chimiques ou organiques en proportions anormales et d'en tirer des conclusions sur sa plus ou moins grande potabilité.

Par contre, il est impossible, sans un outillage approprié et des connaissances spéciales, de se rendre compte si une eau déterminée contient ou non des germes pathogènes.

Il est nécessaire, en pareil cas, d'effectuer un prélèvement de l'eau dans des conditions bien déterminées, opération déjà très délicate, par elle-même, et de faire parvenir l'échantillon ainsi prélevé, à un laboratoire spécialement outillé pour ce genre de recherches.

Il est de même indispensable, lorsqu'on se trouve en présence d'une eau suspecte, et ce sera souvent le cas dans les régions victimes de l'invasion, de procéder de temps à autre à des analyses de ce genre, le résultat négatif de l'une d'elle ne prouvant pas que l'eau ne sera pas polluée quelque temps après.

Principales causes de pollution des eaux.

Quelle que soit la provenance des eaux destinées à la boisson, celles-ci peuvent être polluées pour de nombreuses causes dont il importe de connaître les principales.

Nous ne ferons exception que pour les eaux distribuées par une canalisation publique. Non pas que ces eaux échappent aux causes générales de pollution, mais parce qu'il appartient au service public ou privé chargé de la distribution de s'assurer de la potabilité de l'eau, de prendre en temps utile et, s'il y a lieu, toutes dispositions nécessaires et de prévenir les usagers si, en ce qui les concerne, ils doivent prendre des mesures spéciales.

Les eaux de pluie sont recueillies précieusement et utilisées dans un grand nombre de cas.

Elles sont contaminées par les impuretés qu'elles recueillent sur les toits et en particulier par les déjections des oiseaux et les germes contenus dans les poussières de l'air.

L'état de pureté des eaux de pluie varie selon qu'elles sont recueillies

dans les villes ou dans les campagnes. Il varie aussi selon que ces eaux sont tombées au début ou à la fin de l'averse.

Si l'on veut les utiliser pour la boisson, il est prudent de rejeter les eaux du début servant surtout au lavage des surfaces de ruissellement et par conséquent plus chargées en germes et impuretés de toutes natures. On a réalisé, dans ce but, des appareils séparateurs automatiques, d'ailleurs très peu répandus en France. On peut toutefois concevoir très facilement un dispositif très simple permettant d'obtenir le même résultat.

En résumé, les eaux de pluie s'altèrent rapidement, elles doivent être considérées comme suspectes et n'être utilisées pour la boisson qu'après une épuration préalable. On ne doit pas employer, pour cet usage, les eaux de pluies recueillies sur une toiture recouverte de plomb.

Les eaux de rivières sont le plus souvent souillées par des résidus provenant des agglomérations existant sur leur parcours.

Il se produit bien, à la longue, sous l'influence de divers facteurs, une certaine épuration, mais l'eau polluée pour une cause quelconque doit parcourir une distance parfois fort longue avant d'avoir retrouvé, même approximativement, sa pureté initiale.

Les eaux de rivières ne doivent donc être utilisées qu'après que l'on s'est assuré de leur potabilité.

En raison de l'action épuratrice du sol, les eaux de puits peuvent être très pures sous certaines conditions, bien qu'elles soient assez fréquemment chargées de sels calcaires.

Il n'en est généralement pas ainsi dans les agglomérations où les eaux de puits sont souvent souillées par des infiltrations provenant de lavoirs, de puisards, de dépôts d'immondices, de fosses d'aisances, etc.

Il convient donc de ne pas considérer comme pures, par définition, les eaux provenant d'un puits, surtout si celui-ci est peu profond ou si, de l'examen de son voisinage, il résulte qu'il peut être atteint par une cause de souillure énumérée plus haut.

En résumé, quelle que soit la provenance des eaux de pluie, de puits, de rivières, d'étangs ou de mares, il est indispensable, dès que l'on est certain d'être en présence d'une eau non potable ou même simplement suspecte, d'avoir recours à un procédé d'épuration judicieusement choisi avant de livrer cette eau à la consommation.

ÉPURATION DES EAUX DE BOISSON.

Si l'on se trouve en présence d'une eau trop calcaire, il est possible de l'améliorer par des procédés chimiques, mais cette façon de procéder, très employée pour les eaux destinées à des usages industriels, l'est très peu, du moins en France, en ce qui concerne les eaux de boissons.

C'est donc surtout en vue d'éliminer ou de détruire les germes pathogènes ou les matières organiques que contient l'eau destinée à la boisson que l'on procède à son épuration préalable.

Quel appareil d'épuration doit-on choisir?

C'est là une question à laquelle il n'est pas possible de répondre d'une façon générale.

Le choix d'un appareil dépend de nombreux facteurs variant d'une installation à l'autre et qu'il ne nous est pas possible d'examiner ici.

Nous nous contenterons de signaler les principaux types d'appareils auxquels il peut être fait appel et d'en indiquer les caractères essentiels (1).

Ces appareils, pour la commodité de leur examen, peuvent être classés dans les catégories suivantes :

Appareils filtrants ;

Appareils utilisant des agents chimiques ;

Appareils utilisant des agents physiques.

Épuration des eaux par filtration.

La filtration peut être obtenue soit en faisant circuler l'eau au travers d'une couche de sable, soit par son passage dans une substance poreuse.

Filtres à sable. — Nous laisserons de côté les filtres à sable submergés plus spécialement indiqués pour l'épuration des eaux destinées aux agglomérations importantes, et qui ne se prêtent pas, en raison de leurs dimensions et dans la plupart des cas, à l'épuration des eaux de boissons pour les usines.

Les filtres à sable non submergés, par contre, permettent de réaliser des installations de dimensions plus restreintes, susceptibles d'être employées dans les établissements industriels groupant un nombreux personnel.

Ces filtres sont composés, en principe, d'une couche de sable à la surface de laquelle l'eau à épurer est distribuée par un dispositif automatique.

Le fonctionnement de ces filtres exige que le sable qui les compose ne soit recouvert d'eau et noyé à aucun moment. Ce fonctionnement ne consiste pas en une simple action mécanique de filtration, mais aussi en une action oxydante exigeant la présence constante de l'air. Certains de ces filtres sont munis, à cet effet, d'un dispositif arrêtant l'arrivée de l'eau brute lorsque le débit de celle-ci est supérieur aux besoins en eau pure.

Le fonctionnement des filtres non submergés présente une très grande souplesse et permet de régler leur débit selon les besoins. Les plus petits modèles signalés peuvent débiter au maximum 500 litres d'eau par 24 heures.

Filtres à substances poreuses. — Il existe de nombreux modèles de ces filtres dont le type classique est le filtre « Chamberland », système Pasteur. Leur action est purement mécanique et les bactéries ou autres impuretés ne sont arrêtées que par la finesse des pores de la substance poreuse employée.

(1) L'Office de Reconstitution Industrielle tient à la disposition des industriels qui lui en feront la demande, l'indication des appareils qu'on peut actuellement se procurer dans le commerce, ainsi que la liste des constructeurs lui ayant fait connaître qu'ils sont actuellement en mesure de fournir ces appareils. L'Office de Reconstitution Industrielle bornera là son rôle et ne pourra, en aucun cas, servir d'intermédiaire dans le choix ou l'achat d'un appareil quelconque.

Ces filtres, pour la plupart, sont constitués par des bougies en porcelaine non vernissée de forme généralement cylindrique, dans lesquelles l'eau pénètre par l'extérieur et est recueillie à l'intérieur après filtration.

Les constructeurs établissent généralement deux types d'appareils selon qu'il s'agit de filtrer de l'eau sous pression ou sans pression.

Dans les filtres sous pression, chaque bougie peut débiter de 20 à 25 litres d'eau par 24 heures. Certains filtres arrivent à un débit de 40 litres pendant le même temps. Quelques fabricants signalent même qu'ils obtiennent des débits plus élevés.

Les filtres fonctionnant sans pression ont un débit infiniment moindre ne dépassant pas 2 à 4 litres par 24 heures.

Quel que soit le type adopté, le débit peut en être augmenté par l'emploi de filtres à bougies multiples. Le volume d'eau filtrée obtenu est alors proportionnel au nombre de bougies mises en œuvre.

Certains filtres à bougie filtrante sont portatifs et peuvent fonctionner, par aspiration, ce qui permet d'en augmenter le débit.

Dans la même catégorie des filtres à substances poreuses se classe le robinet-filtre Geneste Herscher dont la partie filtrante est constituée par une sphère en porcelaine et dont le fonctionnement pour le reste, est identique à celui des bougies filtrantes.

Ces différents appareils, de même que les fontaines filtrantes qui en dérivent et dont on trouve quelques modèles dans le commerce, exigent de temps à autre un nettoyage des surfaces filtrantes.

Cet inconvénient n'existe pas dans les filtres à plaque filtrante dits filtres « pasteurisants » et dont le type est le filtre Jacob et Delafon. Cet appareil est formé en principe d'une plaque filtrante amovible en « porcelaine de cellulose ». Au bout d'un certain temps, variable avec le volume d'eau épurée et l'état de pureté de l'eau brute, la plaque est simplement remplacée par une plaque neuve.

Chaque élément, selon la pression de l'eau, débite de 35 à 50 litres d'eau par vingt-quatre heures. Le groupement de plusieurs éléments permet d'obtenir le débit désiré.

Filtres au charbon. — Dans les filtres au charbon, l'action mécanique de la substance poreuse se double d'une action épuratrice chimique due aux propriétés particulières du charbon employé.

Le charbon y est généralement aggloméré avec une substance inerte telle que la porcelaine, la pierre ponce ou l'amiant.

On peut trouver dans le commerce divers appareils de ce type susceptibles de fonctionner avec ou sans pression. Leur débit est du même ordre que celui des filtres à substances poreuses. Il en existe également des modèles transportables utilisables aussi dans des chantiers dont la durée doit être très limitée.

Appareils utilisant des agents chimiques.

Il existe de nombreux appareils ayant pour but d'assurer la purification de l'eau, destinée à la boisson, par des agents chimiques.

Au point de vue microbiologique, cette méthode donne une très grande sécurité, la généralité des procédés employés assurant la destruction de tous les germes pathogènes susceptibles de se rencontrer dans l'eau.

Il convient toutefois de ne choisir qu'un dispositif qui, tout en assurant la stérilisation complète de l'eau, ne laisse dans cette eau aucun excès de réactif susceptible d'avoir une influence quelconque sur la valeur alimentaire de l'eau épurée.

Il existe divers systèmes d'épuration des eaux par les agents chimiques donnant à cet égard toutes garanties.

Les appareils rentrant dans cette catégorie, et susceptibles d'être actuellement trouvés dans le commerce, peuvent se classer en trois groupes : ceux qui utilisent le chlore ou ses composés, ceux qui emploient des sels de manganèse, et enfin les appareils de stérilisation par l'ozone. Il convient, pour être pratiquement complet, d'ajouter à ces catégories les filtres rapides avec substances coagulantes.

Il existe d'autres procédés utilisant divers agents chimiques, en particulier l'eau oxygénée, l'iode, le brome, etc. Leur étude nous entraînerait trop loin.

Stérilisation par le chlore et ses composés. — La stérilisation par le chlore liquide ou par le chlore gazeux a été très employée pendant les hostilités. Cette méthode, en ce qui concerne la destruction des germes pathogènes, donne toute satisfaction. On peut trouver dans le commerce des appareils assurant le dosage du chlore et son contact intime avec l'eau à stériliser.

L'extrait de Javel tend également à être très employé en raison de son grand pouvoir microbicide. L'inconvénient de ce procédé, excellent d'autre part, réside dans la difficulté de dosage de l'extrait de Javel nécessaire, dosage rendu difficile par l'incertitude dans laquelle on se trouve du titre de l'extrait de Javel employé et de sa richesse en chlore.

Ajouté en quantité insuffisante, l'extrait de Javel n'assure pas une stérilisation convenable de l'eau. Si son excès est trop important, le chlore non employé à la stérilisation communique à l'eau un goût désagréable.

Divers procédés supprimant ces inconvénients ont été mis au point.

A ce sujet, il nous paraît intéressant de rappeler une méthode permettant de se rendre compte immédiatement de la quantité d'extrait de Javel à ajouter à une eau déterminée pour assurer sa stérilisation. Elle présente le très grand avantage de n'exiger qu'un matériel rudimentaire et de pouvoir ainsi être utilisée rapidement en cas de besoin.

1° Préparer une solution d'extrait de Javel diluée au 1/200 dans de l'eau distillée ;

2° Prendre 5 verres, les numérotés de 1 à 5 et verser dans chacun d'eux 100 grammes de l'eau à stériliser ;

3° Prendre, avec un compte-gouttes, la solution préparée ainsi qu'il est dit au paragraphe 1^{er}. Ajouter une goutte de cette solution dans le premier verre, deux gouttes dans le deuxième verre et ainsi de suite en augmentant d'une goutte par verre ;

4° Laisser reposer environ 20 minutes et ajouter, dans chaque verre, un cristal d'iodure de potassium et dix gouttes d'empois d'amidon.

Constater, en suivant le numérotage des verres, quel est le premier verre dans lequel apparaît une coloration bleue. Le nombre de gouttes de la solution d'extrait de Javel ajouté dans ce verre correspond au nombre de gouttes d'extrait de Javel pur, qu'il sera nécessaire d'ajouter à 20 litres d'eau pour en assurer la stérilisation.

Stérilisation par les sels de manganèse. — Plusieurs constructeurs ont établi des appareils basés sur l'action oxydante des sels de manganèse.

L'épuration se fait, dans la plupart des cas, en deux stades. Dans le premier, on mélange avec l'eau le réactif destiné à détruire les substances organiques ou les bactéries. Le deuxième a pour but d'assurer la neutralisation de l'excès de réactif non employé. Une filtration termine généralement l'opération.

Dans le filtre « Lutèce », la neutralisation de l'excès de réactif se confond avec la filtration, le neutralisant étant incorporé dans la substance même du filtre.

Les appareils d'épuration de l'eau par les sels de manganèse présentent l'avantage pratique d'être très facilement transportables et de fournir immédiatement de l'eau stérilisée.

Stérilisation par l'ozone. — Avant d'examiner les appareils utilisant l'ozone obtenu électriquement, il y a lieu de signaler le procédé Tixier, intermédiaire entre la stérilisation par les sels de manganèse et la stérilisation par l'ozone proprement dite.

Le procédé Tixier, dans le « Manganozone », utilise l'action de l'ozone naissant obtenu par la réaction chimique de certains sels de manganèse en présence de l'acide carbonique de l'eau.

L'appareil comprend : un stérilisateur dans lequel se trouve la matière stérilisante, un réducteur ayant pour but de neutraliser le réactif en excès, et enfin un filtre arrêtant les sels insolubles ainsi formés.

Indépendamment de ce procédé, on trouve dans le commerce deux types d'appareils de stérilisation de l'eau obtenue électriquement par l'ozone et utilisant, l'un le système Van der Made, l'autre le système Otto.

Dans le premier, les ozoneurs sont du type tubulaire à diélectrique. L'air ozoné est aspiré et comprimé dans un compresseur spécial qui permet de doser exactement la quantité d'air à admettre dans l'eau à stériliser. Les stérilisateurs proprement dits sont formés de colonnes cylindriques munies, à l'intérieur, de plusieurs plateaux perforés assurant le contact intime de l'eau et de l'air ozoné.

Le mélange d'eau et d'air ozoné circule dans les stérilisateurs de bas en haut. A la partie supérieure des appareils, l'eau s'échappe par un orifice d'évacuation noyé. L'ozone en excès est remis en circulation.

Dans le système Otto, l'ozoneur est du type à « plaques ». L'air ozoné est ensuite aspiré par l'émulseur, sorte de trompe à eau alimentée par l'eau à stériliser dans laquelle l'air ozoné et l'eau se mélangent intimement. Ce mé-

lange est ensuite dirigé vers le stérilisateur, récipient cylindrique garni intérieurement de galets et où l'action de l'ozone sur les matières organiques ou les bactéries achève de s'exercer.

Au point de vue bactériologique, l'épuration par l'ozone donne de très bons résultats. Ce procédé, toutefois, ne paraît se recommander que pour les installations d'une certaine importance. Il exige également que l'on ait à sa disposition une source d'énergie électrique.

Filtres rapides avec substances coagulantes. — Dans les filtres rapides, également appelés filtres « américains », on fait intervenir avant la filtration, un enrobage de substances organiques au moyen d'un agent chimique, généralement du sulfate d'alumine, lequel facilite leur coagulation.

On peut ensuite filtrer rapidement, les impuretés sont arrêtées et on obtient de l'eau pure dans un délai très court.

Ces appareils peuvent rendre de très grands services, mais, en raison de la rapidité des opérations, de grandes précautions doivent y être apportées.

Le filtre « Ransome », basé sur ce principe, débiterait jusqu'à 170 mètres cubes d'eau par mètre carré de surface et par 24 heures.

Quelques-uns de ces appareils ont des débits plus faibles et conviennent aussi fort bien pour les installations moyennes. Leur fonctionnement est d'ailleurs intermittent et il est ainsi possible de régler le nombre des opérations nécessaires chaque jour.

Appareils utilisant les agents physiques.

Pratiquement, ces appareils se divisent en deux groupes, selon que l'agent stérilisant est constitué par la chaleur ou les rayons ultra-violet.

Stérilisation par la chaleur. — Plusieurs maisons se sont spécialisées dans la construction de ces appareils dont la plupart semblent parfaitement au point.

Le principe de la méthode consiste à porter l'eau à la température de l'ébullition pendant un temps suffisant pour assurer la destruction des germes pathogènes qu'elle peut contenir et à la refroidir ensuite pour permettre son usage immédiat pour la boisson.

Certains des appareils ainsi établis sont à fonctionnement discontinu et fournissent de l'eau stérilisée par une suite d'opérations successives. Ils n'offrent aucune particularité et leur efficacité n'est qu'une question de surveillance.

La plupart des autres appareils sont à fonctionnement continu. Il est indispensable, dans ce cas, qu'ils soient disposés de telle sorte que leur fonctionnement s'arrête automatiquement si la température est insuffisante pour assurer la stérilisation efficace de l'eau.

C'est ce qui est réalisé dans le stérilisateur « Lepage » dans lequel l'eau ne peut circuler que si elle atteint les 100 degrés indispensables. A une température inférieure, l'appareil ne fonctionne pas.

Il en est de même dans le stérilisateur Cartault, lequel est muni d'un

réglage automatique de l'eau. Si la température devient insuffisante ou si le brûleur s'éteint, le débit de l'eau s'arrête.

Les mêmes précautions sont prises dans les appareils identiques, en particulier dans le stérilisateur Salvator, lequel est également muni d'un régulateur automatique de la température.

Le débit des appareils stérilisant l'eau par la chaleur est très variable. On trouve des appareils du type « Domestique » pouvant produire de 12 à 15 litres d'eau stérilisée à l'heure et chauffés au gaz d'éclairage, à l'alcool, au pétrole, à l'acétylène ou à l'électricité.

Les appareils plus importants (il en existe débitant 250 litres à l'heure) peuvent également être chauffés au charbon.

Stérilisation par les rayons ultra-violets. — Ce procédé utilise l'action bactéricide des rayons ultra-violets fournis par une lampe à vapeur de mercure.

Le fonctionnement de ces appareils est très délicat et exige l'emploi d'une eau aussi claire que possible. Il est donc indispensable de les faire précéder de filtres clarificateurs si l'eau à stériliser est un peu bourbeuse.

Il faut, d'autre part, que le passage de l'eau ne puisse continuer si, pour une raison quelconque, la lampe vient à s'éteindre. Dans ce but, divers modèles d'appareils sont munis d'un avertisseur d'extinction à sonnerie ou d'un robinet spécial arrêtant l'eau automatiquement en cas d'interruption du courant électrique.

La stérilisation de l'eau par les rayons ultra-violets ne se prête guère aux petites installations, bien qu'il existe des appareils ne débitant que 50^e litres à l'heure,

LES CHAMBRES D'ALLAITEMENT DANS LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX (1).

La nécessité d'une protection légale de la maternité a été reconnue depuis longtemps par tous les hygiénistes en faveur des femmes que les conditions de la société actuelle obligent au travail.

En France, la question fut soumise au Parlement en 1886 par M. de Mun, reprise successivement par M. Waddington et par M. Dron qui ne réussirent

(1) Cette brochure a été rédigée par Mme Letellier, inspectrice du travail à Paris, conseiller technique du Gouvernement français à la Conférence internationale de Washington (1919).

pas à faire adopter leurs propositions. C'est à M. Paul Strauss que l'on doit la loi actuelle sur l'assistance des femmes en couches (17 juin 1913). Elle est son œuvre propre; il y a consacré plus de trente années d'étude, d'efforts et de luttas. Elle fut votée à l'unanimité par la Chambre des Députés.

Depuis la guerre, la protection de la maternité est devenue, pour la France, une question vitale. On connaît maintenant le bilan démographique de la guerre; on a évalué le nombre des tués, des mutilés, des malades, des victimes de toutes sortes. On sait aussi que, durant les années de guerre, le déficit des naissances s'est accentué. Toutes ces pertes sont encore aggravées par la mortalité infantile. En France, il meurt, chaque année, 110,000 enfants dans leur première année, soit un décès pour sept naissances (1).

D'autre part, la guerre a eu pour conséquence l'emploi multiplié de la main-d'œuvre féminine. Quand il a fallu surproduire pour les besoins de l'armée, les femmes ont été appelées à l'usine au lieu des combattants. Depuis la fin des hostilités, les vides creusés par la guerre rendent encore indispensable l'utilisation des femmes dans l'industrie. En outre, comme l'avait prévu M. Abel Craissac dans un rapport au Conseil Supérieur du Travail, les femmes que la guerre a privées de leur soutien naturel sont obligées de demander à leur travail les ressources que leur procurait un père ou un mari.

L'étude de la mortalité infantile dans ses rapports avec le travail des femmes à l'usine est donc devenue d'un intérêt capital. Des médecins, des hygiénistes s'y étaient appliqués dès avant la guerre. Le professeur Marbeau avait constaté que les décès, parmi les enfants des ouvrières d'usines, dépassaient de 50 p. 100 les décès des autres enfants, et de 67 p. 100 la mortalité de ceux dont les mères restent chez elles et qui peuvent être allaités au sein pour la plupart. M. Reid, de Stafford (Angleterre), estime que la mortalité des enfants séparés de leurs mères parce que celles-ci travaillent au dehors est de 43 p. 100 plus élevée que celle des autres. Le docteur Binet, au cours d'une enquête parmi les mères travaillant en usine, avait constaté que 34 p. 100 d'entre elles ne pouvaient nourrir, faute d'une crèche à l'usine, au-delà du 6^e mois, et que 24 p. 100 des enfants étaient morts au moment de ce sevrage prématuré. Une autre enquête, portant sur 484 ouvrières d'usines et sur 1,377 enfants avait donné les chiffres suivants : 566 étaient morts de 0 à 2 ans; 903, soit 65 p. 100, n'avaient pas été nourris au sein; sur ce nombre, 691, soit 76 p. 100, parce que les mères travaillaient hors de chez elles. Le docteur Feilhoen (2) dit que dans l'arrondissement de Lille, chez les ouvrières de l'industrie textile, la mortalité infantile est de 38,46 p. 100 des naissances. Il ajoute : « Sur 10 nourrissons qui entrent dans le service d'enfants de l'hôpital de Roubaix, alors qu'il n'y a même plus rien à tenter pour les sauver, 9 sont des enfants de femmes travaillant à l'usine, et qui, le jour, sont confiés à une voisine quelconque ».

(1) M. Abel Craissac (Rapport au Conseil Supérieur du Travail).

(2) Rapport au Congrès de Bordeaux, 1913.

Puisque la nécessité oblige à utiliser la main-d'œuvre féminine dans l'industrie, faute de main-d'œuvre masculine, et pour d'autres raisons encore; puisqu'on ne peut écarter de l'usine la femme enceinte ou nourrice, il restait à l'y protéger de façon qu'elle et son enfant y courussent le minimum de risques.

C'est de cette sauvegarde indispensable que s'est occupé, durant la guerre, le Comité du Travail Féminin fondé par le Ministre de l'Armement le 20 avril 1916. Il était spécialement chargé de résoudre les problèmes intéressant l'emploi de la main-d'œuvre féminine. Ce Comité, composé de représentants du Parlement, du corps médical, des sociétés féminines, des associations patronales et ouvrières, confia à des personnes particulièrement compétentes de multiples enquêtes à la suite desquelles elle émit des vœux très précis sur les conditions du travail des femmes, et naturellement aussi des femmes enceintes et nourrices. L'Académie de médecine, de son côté, émit des vœux analogues. Se référant à ces vœux, M. Albert Thomas, dans une série de circulaires (4 janvier 1917, 1^{er} mai 1917 et surtout 1^{er} juillet 1917), donna des instructions précises et pratiques sur l'emploi de la main-d'œuvre féminine dans les usines de guerre; la protection de la maternité ouvrière le préoccupa particulièrement. A Paris, la Place avait pris des mesures de même ordre. Les initiatives privées concoururent à la même œuvre. L'Office central d'assistance médicale et infantile, fondé par le professeur Pinard, organisa la protection des mères nécessiteuses dans le camp retranché de Paris. La Ligue contre la mortalité infantile, présidée par M. Paul Strauss, mit sa compétence et son activité au service des industriels pour les aider à créer des œuvres de protection infantile. Puis on voulut ajouter une sanction législative aux mesures prises. Une proposition de loi fut déposée par le docteur Doisy, président de la Commission d'hygiène de la Chambre des Députés, suite de celle qu'avait fait adopter, le 12 juin 1913, M. Engerand. Au Sénat, le rapport sur cette proposition fut fait par M. Paul Strauss, qui rappela les exemples donnés par plusieurs nations étrangères : l'Espagne, l'Italie, la République Argentine, la Suède, le Danemark, la Norvège. Enfin, les articles 54 *b*, *c*, *d* et *e* du Livre II du Code du Travail furent votés par la loi du 5 août 1917.

Elle donne à la femme qui nourrit son enfant le moyen de le faire pendant douze mois, toute la période de l'allaitement, sans perdre son salaire. Elle lui permet, dans ce but, de disposer, indépendamment du repos de midi, d'une heure par jour répartie en deux périodes de trente minutes, l'une pendant le travail du matin, l'autre pendant celui de l'après-midi.

L'article 54 *c* stipule que la mère pourra toujours allaiter son enfant dans l'établissement. Il prévoit qu'un règlement d'administration publique sera pris pour déterminer les conditions que devra remplir le local où la mère sera admise à allaiter son enfant.

L'article 54 *d* prescrit que les chefs d'établissements occupant plus de cent femmes pourront être mis en demeure d'installer dans leur établissement, ou à proximité, des chambres d'allaitement. L'article 54 *e* a trait au règlement d'administration publique prévu pour l'application des dispositions ci-dessus.

Ce décret n'a pas encore été pris. Un projet a été soumis au Comité supérieur

de protection du premier âge et au Comité consultatif des Arts et Manufactures. Ses dispositions sont conformes aux principes essentiels exposés plus loin.

* * *

Quelles sont, dans la législation actuelle, en l'absence de mesures d'ordre réglementaire, les obligations des industriels ? Donner à l'ouvrière qui veut nourrir son enfant le moyen de le faire, en lui fournissant le temps et le local nécessaires.

Il suffirait donc, ou bien que l'ouvrière eût la possibilité de sortir de l'usine pour aller donner à boire à son enfant ou bien qu'on le lui amenât. Ces deux pratiques supposent un concours de circonstances spéciales. Pour que l'ouvrière, qui ne disposera que d'une demi-heure chaque fois, puisse quitter l'établissement plusieurs fois par jour pour aller allaiter, il faut qu'elle demeure tout à côté de l'usine ou qu'elle ait déposé son enfant à une crèche, municipale ou autre, à proximité. Ce n'est pas très fréquent, mais cela pourra le devenir. Le second cas sera peut-être plus rare. Si la mère, en effet, se fait apporter son enfant, elle devra payer une indemnité supplémentaire à la « gardeuse ». Ce déplacement, imposé plusieurs fois par jour, par tous les temps, ne sera pas sans danger pour l'enfant. Il est à craindre que, dans ces conditions, la mère ne profite pas longtemps de la faculté qui lui sera accordée. Elle se lassera vite de cet arrangement aussi médiocre que coûteux, et l'allaitement artificiel ne tardera pas à remplacer l'allaitement au sein.

Quoiqu'il en soit, le cas, bien qu'isolé, peut se produire. Une mère, particulièrement courageuse, pourra vouloir nourrir dans ces conditions. Il suffira alors à l'industriel de mettre à sa disposition un local quelconque ; les dimensions importent peu, puisque l'enfant n'y séjournera pas. Il faut néanmoins que la pièce soit propre, claire, bien aérée, chauffée en hiver ; qu'elle contienne un siège bas pour la mère, et de l'eau, afin qu'elle puisse prendre les soins hygiéniques nécessaires.

Le plus souvent, l'industriel qui emploie un personnel féminin important, sera appelé à envisager l'installation d'une véritable *chambre d'allaitement*. Bien entendu, la question ne se pose pas si, par suite de la nature de son industrie, il n'occupe que des jeunes filles, ou encore, s'il existe une crèche bien organisée assez proche pour que la mère puisse s'y rendre. Il est peu probable que la création d'une chambre d'allaitement fasse souvent l'objet d'une mise en demeure. Assez d'industriels ont déjà, avant la guerre, en l'absence de toute législation, organisé spontanément des services de protection infantile, pour qu'il soit permis de croire que, dans les circonstances présentes, ils ne reculeront pas devant ce qui est devenu pour eux, non seulement un devoir patriotique, mais une nécessité. Si l'on avait des doutes à cet égard, il suffirait de lire les réponses faites au questionnaire adressé par l'Office de reconstitution industrielle aux chefs d'établissements des régions sinistrées. La plupart attestent le souci qu'ont ces industriels de créer des œuvres sociales en faveur de leur personnel ; à propos des chambres d'allaitement, ils répondent souvent que la question est à l'étude ; ils demandent

des suggestions, des conseils ; aucun n'a répondu par une fin de non-recevoir ni même avec indifférence.

Quelques-uns expliquent cependant leur abstention par une raison à laquelle il semble indispensable de répondre, car elle vient d'un malentendu. Ils s'excusent de ne rien faire, en arguant qu'il existe dans la ville des crèches, des garderies, etc. Certes, c'est déjà quelque chose que la mère qui travaille ne soit pas obligée d'envoyer son enfant en nourrice au loin (la mortalité des enfants en nourrice dans le Morvan est de 30 à 52 p. 100 ; elle a atteint dans certains centres 76 p. 100 et est montée jusqu'à 86 p. 100 dans le département du Nord). Mais les industriels dont il s'agit oublient que la crèche où la mère porte son enfant le matin et le reprend le soir ne donne aucunement satisfaction au législateur, lequel a surtout eu en vue de diminuer la mortalité infantile en permettant l'allaitement maternel. Ces industriels nous permettront de leur citer quelques chiffres qui leur montreront une fois de plus l'importance de cet allaitement.

Voici ce qu'on relève dans la statistique de la ville de Paris pour juillet 1912 :

Mortalité par diarrhée :

Enfants au sein	36
Autre alimentation	189

Mortalité générale de 0 à 1 an :

Enfants au sein	164
Allaitement actif	342

On voit par ces deux derniers chiffres l'influence de l'allaitement maternel sur les causes de la mortalité infantile quelles qu'elles soient.

Le docteur Doisy, dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi (16 février 1917), dit que, volontairement, il n'a pas prévu la crèche pour enfants au biberon à cause de la mortalité qui y est effrayante. Il cite la statistique du professeur Charles, de Liège : « Mortalité de 0,44 p. 100 pour les enfants nourris au sein contre 12,65 p. 100, c'est-à-dire une mortalité 28 fois plus considérable, pour les enfants nourris au biberon ».

Le docteur Lévy-Solal, dans son rapport au Congrès d'éducation physique et d'hygiène sociale (mars 1919), écrit : « Toutes les statistiques du professeur Pinard, toutes les recherches qu'il fit faire et qu'on retrouve dans les thèses du docteur Petit, du docteur Luling, permettent d'affirmer que, sur 100 enfants privés du lait de leur mère, quel que soit le mode d'élevage, il en meurt au moins 60 avant la fin de la 1^{re} année ».

Le docteur Wallich, tout récemment, à la Conférence nationale de la Ligue contre la mortalité infantile (23 mai 1920), évaluait à 50 p. 100 la mortalité chez les enfants élevés au biberon.

A la même conférence, le professeur Marfan assurait qu'il ne peut y avoir moins de 50 p. 100 de mortalité dans la première année pour les enfants séparés de leur mère. Dans toute sa carrière, le docteur Marfan n'a jamais

rencontré de choléra infantile chez l'enfant élevé au sein : « Toutes les fois qu'une mère ne nourrit pas son enfant au sein, dit-il, elle risque de le voir mourir du choléra infantile ». On ne peut s'empêcher de rapprocher ces paroles de celles du grand philanthrope Roussel : « Tout ce qui éloigne l'enfant de la mère le met en état de souffrance et en danger de mort ».

La crèche, trop éloignée de l'usine pour que la mère puisse allaiter, ne dispense donc pas l'industriel de ses obligations.

Un autre argument, invoqué par des chefs d'établissements, est le nombre trop peu important de leur ouvrières, qui ne justifierait pas une installation spéciale; mais certains ont donné d'eux-mêmes la réponse en ajoutant qu'ils se réuniraient volontiers à d'autres industriels voisins pour faire cette installation à frais communs. C'est la bonne solution. L'exemple en a été donné pendant la guerre par quelques associations patronales.

Deux industriels font valoir le résultat négatif d'une expérience précédente; ils auraient fait un essai avant la guerre, essai malheureux, les ouvrières n'ayant pas profité des avantages qu'on leur donnait. A ceci, nous répondrons que c'était « avant la guerre ». Alors, la mère qui travaillait en usine envoyait son enfant en nourrice pour 30 à 40 francs par mois, ou bien elle le confiait à une gardeuse qui demandait environ 25 francs; le lait, en outre, était d'un prix modique. Actuellement, on ne trouve presque plus de nourrices; les rares femmes qui consentent à élever un enfant à la campagne demandent au moins 150 francs; le prix de la gardeuse s'est élevé dans la même proportion; le lait n'est plus une dépense négligeable. Enfin, la loi Strauss, d'octobre 1919, qui assure aux mères nourrices une prime d'allaitement de 15 francs par mois, constitue un sérieux encouragement et son influence est déjà visible. Nul doute que l'ouvrière ne fréquente la chambre d'allaitement lorsqu'elle verra les avantages qui en résultent : la santé pour son enfant et, pour elle-même, une sérieuse économie.

Beaucoup d'industriels craignent que l'installation de chambres d'allaitement ne grèvent trop leur budget. Or, la dépense qui en résulte est relativement faible. Le docteur Lesage, dont on connaît la compétence dans cette matière, a, dans une brochure consacrée à ces chambres, indiqué les prix d'installation et d'entretien d'un grand nombre d'entre elles : ils sont extrêmement modestes. Nous pourrions les citer, mais on objecterait avec raison que ce sont des prix d'avant-guerre. Sans doute, la construction et l'entretien subiront la hausse du coût de toutes choses; mais comme le luxe n'y est aucunement nécessaire ni même utile, une chambre d'allaitement peut être bien aménagée et donner d'excellents résultats sans entraîner de grandes dépenses. Nous en avons plusieurs exemples à Paris même; à plus forte raison pourra-t-on faire aisément une installation suffisante en province où l'espace n'est ni aussi mesuré ni aussi cher.

Il reste deux objections d'ordre médical auxquelles les puériculteurs ont maintes fois répondu victorieusement. La première consiste à dire que la femme qui travaille ne peut allaiter sans devenir tuberculeuse. Le Dr Feilhoen a montré que c'était inexact (1). La seconde s'appuie sur ce fait que la pro-

(1) Rapport au Congrès de Bordeaux, 1913.

portion des femmes qui peuvent nourrir est faible. C'est encore plus contestable. Le professeur Pinard (1) a reproduit les observations faites à Lille, dans un dispensaire, pendant la guerre. La ferme qui fournissait le lait ne pouvant plus l'alimenter, les femmes qui avaient du lait donnèrent le sein aux enfants jusque là nourris artificiellement ; puis toutes les jeunes mères s'efforcèrent de nourrir : l'allaitement maternel s'éleva à 95 p. 100. Pinard en conclut que « presque toutes les femmes peuvent allaiter leurs nouveau-nés ». C'est ce qui résulte également des statistiques de M^{me} B. Dlusi et du D^r Roger Menil ; d'après la première, 82 p. 100, d'après la seconde, 86 p. 100, des femmes sont capables de faire d'excellentes nourrices. Celles qui sont incapables d'allaiter par manque de lait ou par suite de mauvaise conformation de la glande mammaire sont l'exception : 1,5 p. 100 d'après M^{me} B. Dlusi ; 4,2 p. 100 d'après le D^r Roger Menil. Blacker, en Angleterre, dit 3,9 p. 100.

* * *

On voit par ce qui précède qu'aucune objection sérieuse ne peut être faite à l'institution des chambres d'allaitement.

Il ne s'agit d'ailleurs pas d'une expérience à tenter. Dès avant la guerre, il existait de nombreux établissements possédant crèches ou chambres d'allaitement. La première en date fut créée à Beauvais en 1846 par M. Dupont. Mais c'est dans le Nord surtout que les chambres se développèrent avec rapidité sous l'impulsion de M. Vincent, préfet du Nord, et grâce au D^r Potelet, inspecteur de la santé publique du département. La chambre, qui porte son nom, était bien modeste : une seule pièce claire, propre et chauffée, coupée quelquefois en deux par une cloison ; quelques berceaux d'osier, quelques chaises basses qui composaient tout le mobilier ; comme gardienne, une ouvrière qui travaillait même quelquefois pendant le sommeil des enfants. Toute simple qu'elle fût, cette chambre donna des résultats excellents. C'est que les mères y venaient allaiter leurs enfants plusieurs fois par jour et que tout est là. « L'enfant au sein pousse partout » a dit Lesage. « Est-ce que la salle d'usine », disait le D^r Potelet, « ne sera pas toujours aussi confortable que le taudis où végètent les pauvres petits actuellement abandonnés à la gardeuse et où ils ne sont ni baignés, ni changés, ni allaités ? » Les résultats apparurent vite. A Seclin, le nombre des décès tomba de moitié ; à la filature Claude Guillemaud, sur 65 enfants, pas un décès (2).

Le D^r Feilhoen a fourni au Congrès de Bordeaux des renseignements sur 26 établissements de l'État possédant chambres ou crèches, ainsi que sur 50 chambres industrielles. Partout les résultats sont concluants.

Pendant la guerre, l'emploi multiplié de la main-d'œuvre féminine, d'une part, les circulaires ministérielles dont nous avons parlé, d'autre part, incitèrent les industriels à créer de nombreuses chambres et crèches. Les renseignements que le professeur Vincent Bué fournit sur elles dans un rapport du Co-

(1) *Démocratie Nouvelle*.

(2) Decherf, thèse.

mité du travail féminin (24 mai 1918), porte sur plus de 70 chambres d'importance variable, depuis la chambre qui n'a que 2 ou 4 berceaux jusqu'à celle de 50 ou de 60. C'est la même variété que nous avons rencontrée dans l'enquête à laquelle nous avons procédé nous-même en 1919. Et partout, ce sont les mêmes excellents résultats :

- Usine de G. . . , 80 enfants, mortalité nulle ;
- Usine de B. . . , 35 enfants, aucun décès ;
- Usine de P. . . , 60 enfants ; en 18 mois, pas un décès.

Quand il y a eu mortalité, cela a été dans la proportion de 0,80 p. 100, de 1 p. 100, au plus de 2 p. 100.

Les chambres d'allaitement ont fait leurs preuves.

La question qui se pose devant les industriels n'est donc plus que celle-ci :

Comment installer une chambre dans les meilleures conditions d'hygiène possibles et avec le minimum de dépenses ?

Il est difficile de fixer des règles précises, la solution dépendant de différents facteurs : nombre de femmes susceptibles d'utiliser la chambre ; espace dont on pourra disposer ; situation de l'usine, en ville ou à la campagne ; locaux existants qu'il est facile d'aménager ou au contraire construction nouvelle à édifier etc. . . L'installation variera d'une usine à l'autre selon les conditions, les besoins ou les possibilités de chacune. De toute façon, elle devra remplir certaines conditions indispensables sans lesquelles la chambre d'allaitement ne pourrait donner les bons résultats qu'on est en droit d'attendre.

Celles que prescrit le décret en préparation se rattachent à quelques idées directrices :

a) Avant tout, encourager l'allaitement maternel et écarter tout ce qui pourrait inciter la mère à lui substituer l'allaitement artificiel : c'est le but principal, celui qui a guidé le législateur ;

b) En second lieu, éviter l'agglomération d'enfants et les risques de contamination d'un enfant sain par un autre ;

c) Enfin, aménager le local de telle façon que l'enfant y séjourne dans de bonnes conditions d'hygiène.

Comment, dans la pratique, obéir parfaitement à ces idées directrices sans compliquer le service annexe de l'usine que sera la chambre d'allaitement ?

a) Il faut d'abord poser en principe que, seuls, les enfants nourris au sein doivent avoir accès à la chambre d'allaitement. Toutefois, il peut devenir nécessaire de compléter pour eux l'allaitement maternel insuffisant ; mais ceci ne devra être fait que sur l'avis du médecin : pour les enfants de moins de sept à huit mois, par une certaine quantité de lait de vache stérilisé, et pour ceux de sept à douze mois, par des bouillies. La question est délicate et d'une importance essentielle. C'est, en effet, à propos de ce complément d'alimentation que naît le danger indiqué plus-haut de voir substituer à l'allaitement maternel l'allaitement artificiel. L'écueil, c'est le biberon. Si on en admet l'usage, tout l'argent dépensé en installation, tous les efforts faits pour rendre la chambre

d'allaitement bienfaisante l'auront été inutilement : l'allaitement artificiel remplacera bientôt le sein. On sait, en effet, que la sécrétion du lait se fait surtout par la succion. Moins la mère a de lait et plus l'enfant doit activer son travail de succion. Si on lui donne un biberon, sa tâche deviendra plus aisée ; il s'y habituera et ne voudra plus faire l'effort nécessaire pour « travailler » le sein de sa mère ; celle-ci verra son lait diminuer puis disparaître. Qu'on le veuille ou non, on devra avoir définitivement recours à l'allaitement artificiel avec tous ses risques. Il faut donc absolument proscrire le biberon des chambres d'allaitement si on ne veut pas tôt ou tard qu'il remplace le sein. La solution est alors de donner le lait de complément « à la cuiller ». C'est ce qu'on fait maintenant dans la plupart des pouponnières bien comprises. Cette manière exige, il est vrai, de la part de la berceuse, un peu de patience, le temps d'habituer l'enfant : c'est l'affaire de quelques jours. La perte de temps qui en résulte n'est pas comparable à celle que réclamerait le nettoyage et la stérilisation des biberons. À noter, en outre, qu'écarter l'allaitement au biberon constitue pour l'industriel une économie importante puisqu'il n'est plus besoin d'un local spécial pour la préparation des biberons, ni d'une personne pour s'en occuper.

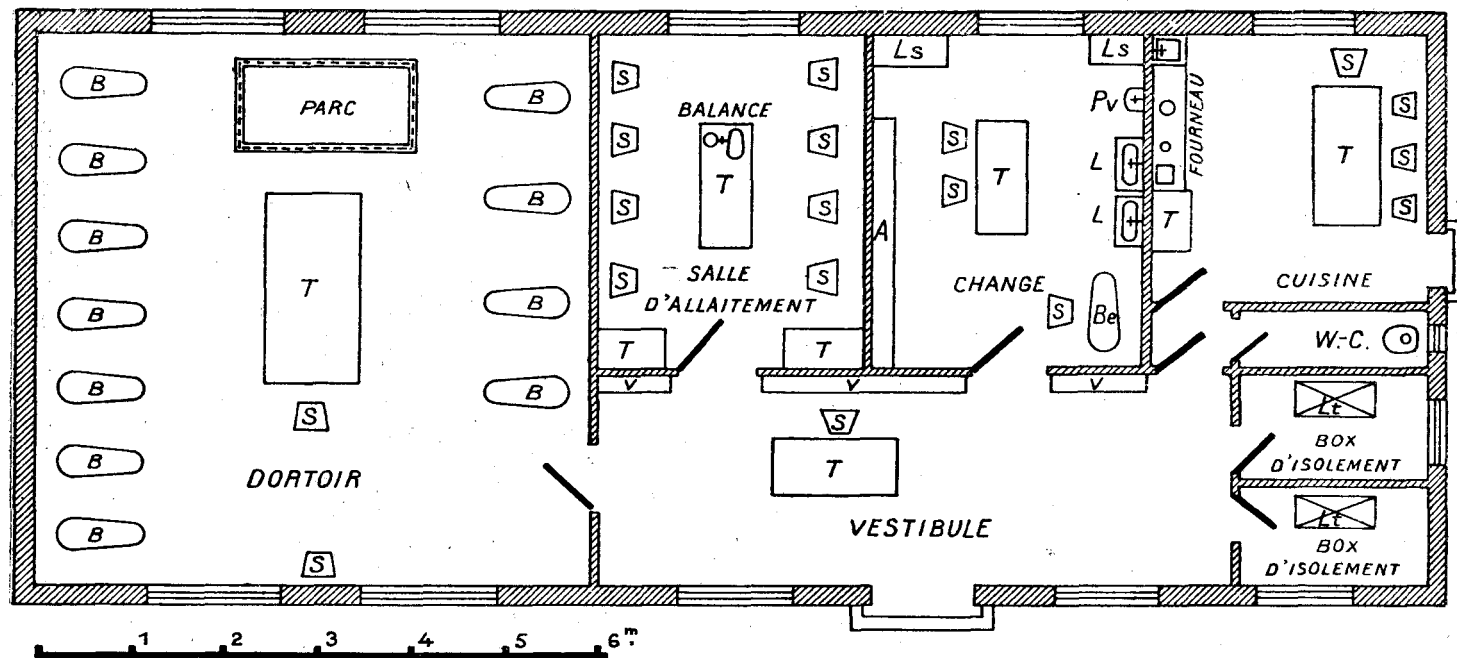
b) Il est facile de lutter contre les dangers de l'agglomération. La salle des berceaux ne contiendra qu'une dizaine d'enfants ; si un plus grand nombre d'enfants fréquente la chambre, on aura une autre salle. Il y a d'ailleurs avantage à séparer des autres les tout petits qui dorment davantage ; il est bon au contraire que les plus grands ne soient pas constamment couchés, qu'il remuent, et même qu'ils fassent du bruit. Dans beaucoup de chambres, on a réservé pour eux, au centre de la pièce, un petit parc entouré d'une barrière où ils peuvent librement s'ébattre sans danger de se blesser. Quant au risque de contamination, il est aisé d'y obvier. L'enfant sera examiné le matin, à son entrée, par la surveillante. S'il est reconnu malade, il ne sera pas accepté ; si, dans le cours de la journée, il est pris d'une indisposition ou présente des symptômes suspects, il sera immédiatement isolé dans un box. Il faudra donc pour cet usage prévoir deux boxes d'isolement installés à l'entrée, près du vestibule. Le danger de contamination pouvant venir du dehors sera évité si le personnel, dûment surveillé, est seul admis dans la salle des berceaux. La mère allaitera dans la salle des tétées, où on lui apportera l'enfant ; elle revêtira auparavant une blouse et prendra les soins de propreté nécessaires. Les enfants seront changés dans une salle spéciale.

c) S'il est difficile de fixer des règles précises, c'est surtout à propos du local. Il y a évidemment un minimum indispensable ; mais l'industriel peut à son gré le compléter par des installations plus perfectionnées. Il faut poser en principe que la chambre se composera de quatre pièces au moins :

- La salle des berceaux ;
- La salle des tétées ;
- La salle de « change » ;
- Et la cuisine.

Il y aura aussi un vestibule et deux boxes d'isolement. (Fig. 1.)

CHAMBRE D'ALLAITEMENT TYPE POUR DIX ENFANTS.



A Armoire à linge.
B Berceaux.

Be Baignoire.
L Lavabos.

Ls Linge sale.
Lt Lit.

Pv Poste d'eau-vidange.
S Sièges.

T Tables.
V Vestiaires.

Fig. 1.

La salle des berceaux sera claire, bien aérée, ensoleillée si possible ; elle ne contiendra que les berceaux, et peut-être le petit parc dont nous avons parlé ; la literie sera simple avec le matelas en balle d'avoine. Bien entendu le système de chauffage sera tel qu'il n'exposera l'enfant à aucun danger d'intoxication.

Dans la salle des tétées, des sièges bas pour les mères, une balance pour les pesées.

Dans la salle de change, des sièges également, et de l'eau ; des lavabos et des baignoires si possible ; la vidange ; les récipients clos pour le linge sale.

La cuisine est nécessaire pour la préparation du lait de complément s'il est reconnu indispensable, ainsi que pour les bouillies destinées aux grands. A ce propos, nous signalons une heureuse initiative prise par beaucoup d'industriels : on a permis aux mères qui allaitent de réchauffer et de prendre à la cuisine le repas de midi qu'elles apportent du dehors. Bien entendu, l'enfant n'est jamais admis dans la cuisine : il serait à craindre qu'une mère bien intentionnée, mais ignorante, donnât à l'enfant un aliment quelconque.

Dans le vestibule se trouve un vestiaire où l'on dépose dans une case individuelle les vêtements que l'enfant portait à l'arrivée (si la libéralité de l'industriel lui en fournit d'autres). La mère, en tout cas, y revêt sa blouse avant de pénétrer dans la salle des tétées. Ce vestiaire peut également servir de bureau à la surveillante.

Nous venons d'indiquer très brièvement l'essentiel de ce que devait contenir une chambre d'allaitement. A dessein, nous n'avons pas décrit dans le détail chacune des pièces qui la composent, pas plus que nous n'avons insisté sur leur capacité, leur cube d'air, leur éclairage ou leur ventilation. S'il s'agit d'une construction à édifier, l'architecte qui s'en chargera aura certainement la compétence nécessaire. En ce qui concerne spécialement la salle des berceaux, où les enfants sont appelés à séjourner la plus grande partie du temps, il saura évidemment que la capacité de 9 mc. d'air est celle qui est exigée par le règlement des crèches, que les baies d'éclairage doivent être calculées au quart de la surface de la pièce ; que, pour assurer le renouvellement de l'air, il faut une ventilation qu'on pourra obtenir par des carreaux perforés ou par un dispositif analogue. Il saura également que le sol doit être tel qu'il se prête à un lavage facile et efficace, de même que les murs et le mobilier. L'industriel a toute latitude pour apporter à l'indispensable indiqué plus haut les modifications qu'il jugera compatibles avec la disposition des lieux et de nature à améliorer sa chambre. Rien ne l'empêchera, s'il le veut, de ne pas choisir, pour l'enduit des murs, par exemple, le lait de chaux qui suffit si l'on s'en tient à la stricte propreté, et de le remplacer par une peinture vernissée d'un aspect plus net et plus gai ; les quelques meubles indispensables pourront ne pas être de simple bois blanc, lequel remplit pourtant les conditions d'hygiène nécessaires ; ce bois pourra également être ripoliné. En ce qui concerne le petit trousseau des enfants, il pourra le leur fournir ; et même, avoir une buanderie bien installée et, s'il dispose d'un personnel suffisant, faire laver le linge souillé que les enfants quittent à l'arrivée et le leur rendre propre le soir, afin que les mères n'aient pas à prendre sur leur sommeil le temps nécessaire

à laver les couches du bébé. Il pourra entourer sa chambre d'un jardin où les berceuses promèneront les enfants au soleil. A défaut de jardin, il pourra installer sur le toit une terrasse où les enfants prendront également l'air pendant les heures chaudes et ensoleillées. Sa générosité pourra s'étendre aux mères. Il leur offrira, par exemple, une boisson, lait, bière ou tisane, à chaque tétée, voire même une bonne soupe chaude et nourrissante à midi. Des suggestions de cet ordre ne seraient pas à leur place dans cette étude. Nous savons d'ailleurs par expérience qu'elles sont superflues et que chaque fois qu'un industriel a organisé chez lui une chambre d'allaitement, il s'y est assez intéressé pour prendre de lui-même toutes les mesures propres à l'améliorer de façon à obtenir les résultats désirables.

Mais si toutes les questions relatives au local, à la construction, à l'aménagement intérieur peuvent, sans danger, être laissées à la bonne volonté de l'industriel, il en est une sur laquelle il nous permettra d'attirer son attention parce qu'elle nous paraît essentielle et que le projet de décret, si précis par ailleurs, y insiste peu. Il s'agit du personnel auquel est confiée la garde des enfants, et plus spécialement des surveillantes qui le dirigent. Une enquête faite l'année dernière dans un certain nombre de chambres nous a montré quel facteur important pour la réussite d'une chambre d'allaitement était le choix de la surveillante. Nous avons vu des chambres très modestes et admirablement tenues, avec six enfants pour une berceuse, alors que d'autres, avec un personnel plus nombreux, laissaient à désirer. Dans telle chambre, dont l'installation avait dû être très coûteuse, les enfants, sans être malades, n'étaient pas les beaux nourrissons que l'on s'attendait à voir; renseignements pris, les soins de propreté n'étaient pas donnés aussi méticuleusement qu'ils auraient dû l'être; bien que la chambre comportât salle de bain et de désinfection, que l'installation fût luxueuse, chaque enfant n'était baigné que tous les dix jours; on n'exigeait pas de la mère qu'elle revêtît la blouse réglementaire avant d'entrer dans la salle des tétées où elle venait les mains sales et les vêtements tachés de graisse. Sans aucun doute, la direction était défectueuse.

La plupart des chambres qui nous ont paru le mieux organisées étaient tenues par des infirmières diplômées. Est-ce à dire qu'une bonne mère de famille expérimentée ne puisse pas être une excellente surveillante? Certes non, et celle des chambres qui nous a paru la meilleure était dirigée par une brave femme qui, sans aucun diplôme, avait la compétence, l'autorité, la bonté et toutes les qualités requises. Si l'industriel ne connaît pas une personne de ce genre, il aura généralement intérêt à choisir, pour diriger sa chambre, une infirmière qui ait reçu une instruction spéciale. Des cours de puériculture ont été faits par la doctoresse Clotilde Mulon, pendant la guerre, à l'Hôpital Edith Cavell, dans le but de former le personnel des crèches qui s'installaient dans les usines. L'école de puériculture, créée sous les auspices du professeur Pinard, en octobre 1919, a inscrit à son programme des cours du même genre. Les futures surintendantes d'usines étudient l'hygiène spéciale de l'enfance et le fonctionnement des crèches à l'école de la rue Pernety.

De toute façon, on ne saurait trop recommander à l'industriel de s'éclairer sur la valeur professionnelle et le caractère de la personne à laquelle il confiera la direction d'une chambre d'allaitement. Son rôle est de premier ordre. C'est elle qui devra, la plupart du temps, aider à l'établissement du règlement intérieur; elle veillera à son observation; elle devra être constamment présente; c'est elle qui recevra les enfants le matin et qui devra être assez expérimentée pour dépister un signe de morbidité, reconnaître au cours de la journée un enfant douteux, l'isoler à temps. Elle assistera à la visite hebdomadaire du médecin et transmettra aux mères ses recommandations, s'il y a lieu. Elle devra tenir les écritures, faire elle-même les pesées, surveiller la préparation du lait de complément, des bouillies, régler la température des pièces, leur aération; surveiller les bains, la toilette, l'habillement, le couchage, les soins de propreté des mères, et donner à celles-ci les encouragements et les conseils qui leur seront si précieux, etc., etc... C'est sur la surveillante que reposera toute l'organisation de la chambre; c'est d'elle surtout que dépendra son bon fonctionnement et ses résultats.

* * *

Nous avons montré qu'une chambre d'allaitement pouvait être installée sans grandes difficultés et sans dépenses exagérées. Nous avons dit que si certaines conditions essentielles s'imposaient dans chacune, il pourrait y avoir, en revanche, de grandes différences entre les chambres, selon l'importance des établissements. Il serait long et inutile de citer toutes les chambres que nous avons visitées; mais peut-être quelques types très différents intéresseront-ils les industriels. Ceux-ci doivent avoir toute liberté pour choisir le genre de chambre qu'ils adopteront; ils en sont seuls juges, car, seuls, ils savent ce qu'ils peuvent; et d'ailleurs, il ne s'agit pas de fournir ici des modèles, mais seulement des indications. Nous donnons les exemples ci-dessous, tels que nous les avons vus, avec leur qualités et leurs imperfections.

On ne trouve plus guère la chambre du type Potelet; malgré toutes ses qualités et ses heureux résultats, on l'a généralement perfectionnée. Mais certaines des installations les plus simples sont souvent aussi les plus ingénieuses. Mme Pierre Pouillot, inspectrice des Écoles dans le département de la Seine, qui fut chargée pendant la guerre d'une mission par le Ministère de l'Armement, en cite dans un de ses rapports un exemple curieux. La maison P.. D.. à Paris, qui ne possédait pas de local pouvant être aménagé en chambre d'allaitement, dut se contenter d'une boutique en plein centre de la ville et voici ce qu'en dit Mme Pierre Pouillot:

« Le local choisi est petit, mais il en a été tiré parti d'une façon remarquable. L'installation comprend :

« 1° Un étroit vestibule avec lavabo et vestiaire où les mères changent de vêtements et prennent quelques soins élémentaires de propreté. Plus loin des armoires sont disposées pour le linge;

« 2° Une chambre d'isolement contenant un berceau;

« 3° La pouponnière avec 9 bébés. Au milieu a été disposé un petit parc

légèrement surélevé. Ce local est orné de frises peintes représentant des animaux; les enfants gazouillent en les regardant;

• 4° La chambre d'allaitement proprement dite. Le médecin donne ses consultations dans cette pièce; on y pèse les bébés;

« 5° Une pièce avec lavabo, baignoire, petit w. c., casiers individuels; on y change et nettoie les enfants. Le linge souillé ne reste pas dans cette pièce; il est immédiatement évacué au sous-sol au moyen d'une conduite descendante spéciale;

« 6° Un sous-sol servant de débarras et de buanderie. »

Il est admirable qu'avec un local aussi exigü que l'est une boutique, on ait pu réaliser une installation à peu près complète, très suffisante en tout cas.

Même ingéniosité dans un autre établissement de Paris, G. L.. Le directeur n'avait à sa disposition qu'un appartement de dimensions très moyennes, au troisième étage d'un immeuble habité bourgeoisement. Il a réussi à y installer une chambre d'allaitement presque irréprochable en ce qui concerne l'aménagement, parfaite comme fonctionnement et comme résultats (fig. 2).

La chambre contient 20 lits, répartis en trois salles, une pour les grands, deux pour les petits. Ces dortoirs ont chacun deux fenêtres sur la rue; derrière, une grande pièce pour l'allaitement contient le parc pour les plus grands enfants; à côté, la salle de change avec la baignoire. À l'entrée de l'appartement est le vestiaire où les mères revêtent leur blouse avant de pénétrer dans la salle des tétées. Tout près se trouve la petite chambre d'isolement. La cuisine a tout le matériel nécessaire à la stérilisation du lait. L'enfant est examiné dès l'arrivée, le matin, par la surveillante; s'il paraît suspect, elle appelle immédiatement le médecin (il y en a un en permanence dans l'établissement), et l'enfant est mis dans la chambre d'isolement qui sert également en cas d'indisposition survenant au cours de la journée. S'il y a maladie, l'enfant est renvoyé avec sa mère, qui obtient immédiatement un congé. L'enfant sain quitte ses vêtements du dehors, est baigné, savonné, poudré et habillé des vêtements de la pouponnière; il a une armoire individuelle; si son linge d'arrivée est souillé, un sac de caoutchouc le reçoit; s'il n'est que légèrement sali, la laveuse le blanchit dans l'après-midi afin qu'il soit remis propre le soir. Les mères viennent à la chambre toutes les trois heures pour les tétées; si la tétée est insuffisante, elle est complétée par du lait pris à la cuiller; ce lait vient directement d'une ferme qui l'envoie deux fois par jour. Le service est fait par des berceuses sous les ordres de la surveillante; il y a une berceuse pour six enfants et, en outre, une laveuse. Les enfants sont lavés et changés dans la journée, chaque fois que c'est nécessaire. Les mères (comme tout le personnel) sont nourries à l'établissement; elles ont droit à un litre de bière en supplément chaque jour, elles ont, en outre, une tasse de lait à chaque tétée. La surveillante pèse les enfants tous les huit jours elle-même; elle adresse ce jour là au médecin un rapport sur chaque enfant : les pesées sont plus fréquentes si c'est nécessaire.

CHAMBRE D'ALLAITEMENT

INSTALLÉE DANS UN APPARTEMENT D'UN IMMEUBLE DE RAPPORT À PARIS.

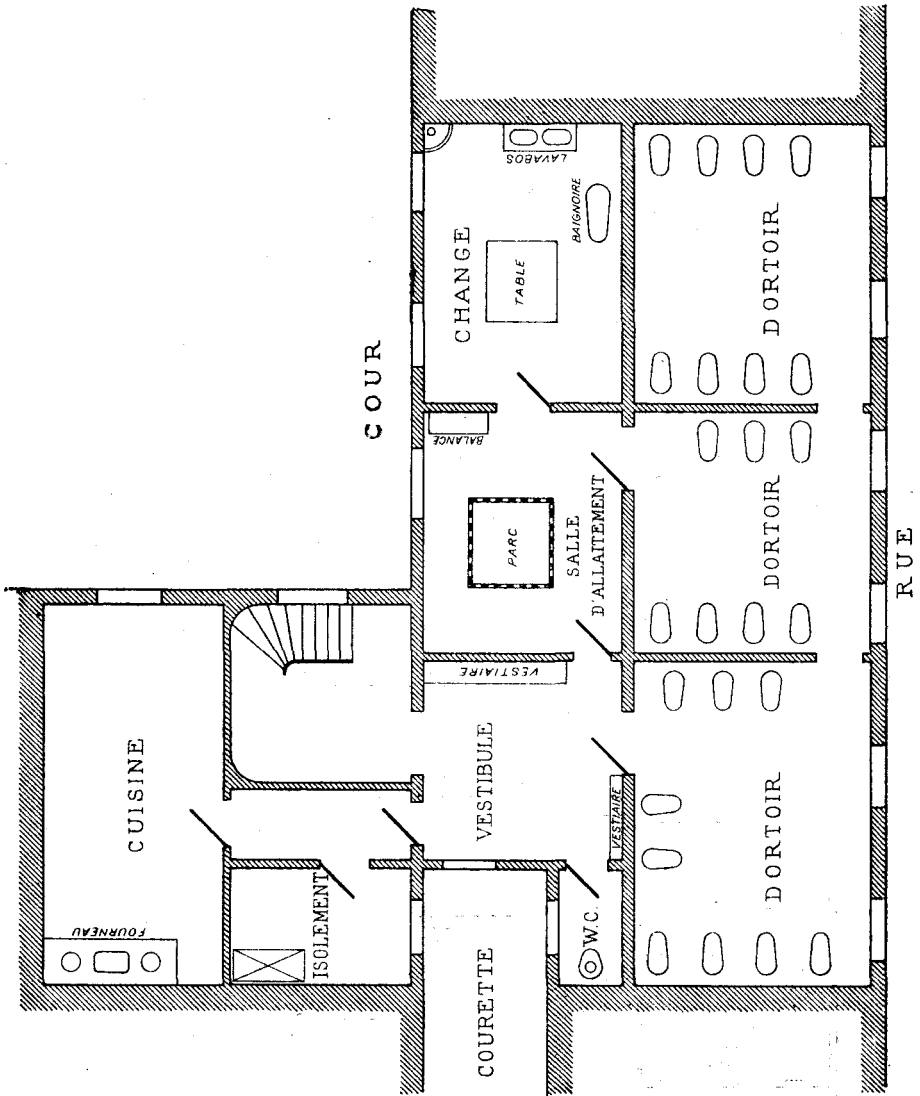
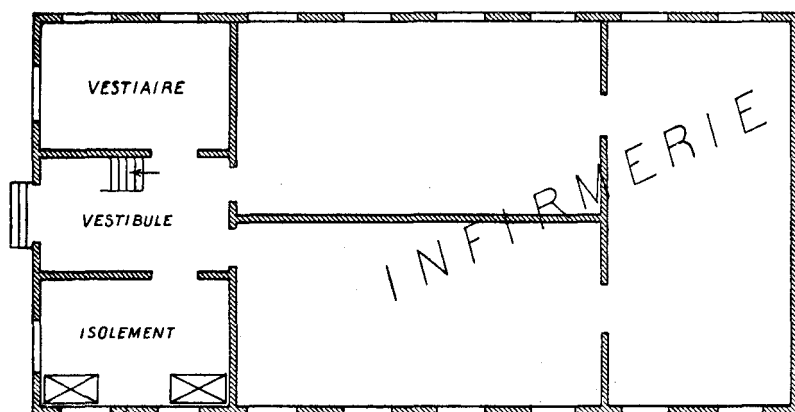
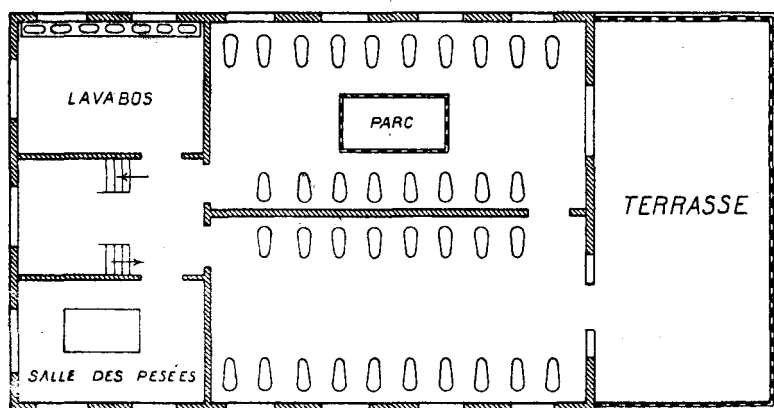


Fig. 2.

REZ-DE-CHAUSSEE.



PREMIER ÉTAGE.



SECOND ÉTAGE.

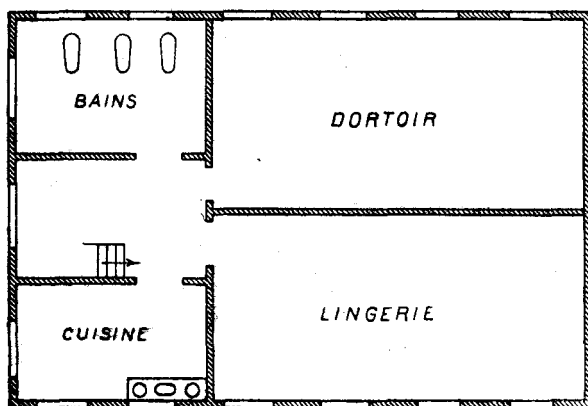


Fig. 3.

Le règlement intérieur prévoit que « la directrice ne s'absente jamais de la chambre; elle veille constamment sur les enfants ».

Les résultats sont admirables. L'examen du registre où sont inscrites les pesées serait superflu : la mine des nourrissons prouve l'excellence du régime. Sur ces vingt bébés, un seul, encore malingre, a pourtant fait de rapides progrès depuis son entrée. Un autre, au moment de notre visite, est couché sur le dos, les jambes en l'air, au soleil, dans le petit parc, il s'amuse avec des jouets qu'une potence tient suspendus à sa portée; c'est un enfant magnifique, et c'est le troisième que sa mère confie à la chambre. Il n'y a jamais eu d'épidémie et l'expérience dure depuis sept ans. Au début, on complétait, si besoin était, la tétée avec le biberon : deux enfants quittèrent le sein. Depuis, le biberon est complètement proscrit de la chambre d'allaitement.

Les industriels n'ont pas toujours rencontré pour l'installation des difficultés telles que les précédentes. Souvent, lorsqu'il s'est agi d'établissements situés en dehors des villes, ils ont disposé d'un espace pour construire.

Nous avons vu chez V. ., une chambre d'allaitement composée de quatre pièces, et très suffisante, installée dans un simple baraquement.

D'autres industriels ont pu faire mieux. À l'usine P. ., la pouponnière est dans un bâtiment spécial; c'est un petit pavillon, bien placé, isolé à l'extrémité des terrains de l'usine. Les locaux (fig. 3) sont admirablement aménagés. Nous ne leur ferons que de légers reproches : celui d'abord de comporter plusieurs étages, celui aussi de réunir, dans le même bâtiment, la chambre d'allaitement et l'infirmierie de l'usine; il est vrai qu'étant donné la nature de l'industrie, on ne doit soigner que des accidents, et par la petite chirurgie, ce qui ne saurait entraîner de grands risques pour les enfants, gardés d'ailleurs à l'étage supérieur. À côté de ces inconvénients, que d'avantages ! Une exposition excellente avec beaucoup d'air autour du pavillon, des salles grandes, claires, propres, bien aérées, gaies et ensoleillées; un excellent mode de chauffage, un bon système pour la descente du linge sale, qui est envoyé à la buanderie au sous-sol; surtout, il y a la terrasse à côté du dortoir, sur le toit, qui rend de grands services. La chambre est surveillée par une infirmière diplômée; il y a une berceuse pour cinq enfants. Le fonctionnement est sensiblement le même que celui des G. . L. . que nous avons décrit, et les résultats sont tout aussi remarquables.

Un dernier exemple pris parmi les installations les plus importantes. C'est la C. d'E. à I. . . Celle-là est destinée à de nombreux enfants; elle comportait, pendant la guerre, deux pavillons, qui ont reçu jusqu'à 83 enfants; elle n'a plus que 50 berceaux environ. C'est un beau bâtiment sans étage, isolé au milieu d'un jardin. Le plan ci-dessous (fig. 4), reproduit de mémoire, en donnera une idée. L'installation est presque luxueuse, le service de désinfection remarquable, le vestiaire très bien compris, de même que les lavabos et la cuisine. Une barrière sépare du reste de la pouponnière la partie où les mères sont admises; elles reçoivent du houblon chaque fois qu'elles viennent allaiter. La buanderie est éloignée de la pouponnière à cause des odeurs. La

CHAMBRE D'ALLAITEMENT POUR 50 ENFANTS.

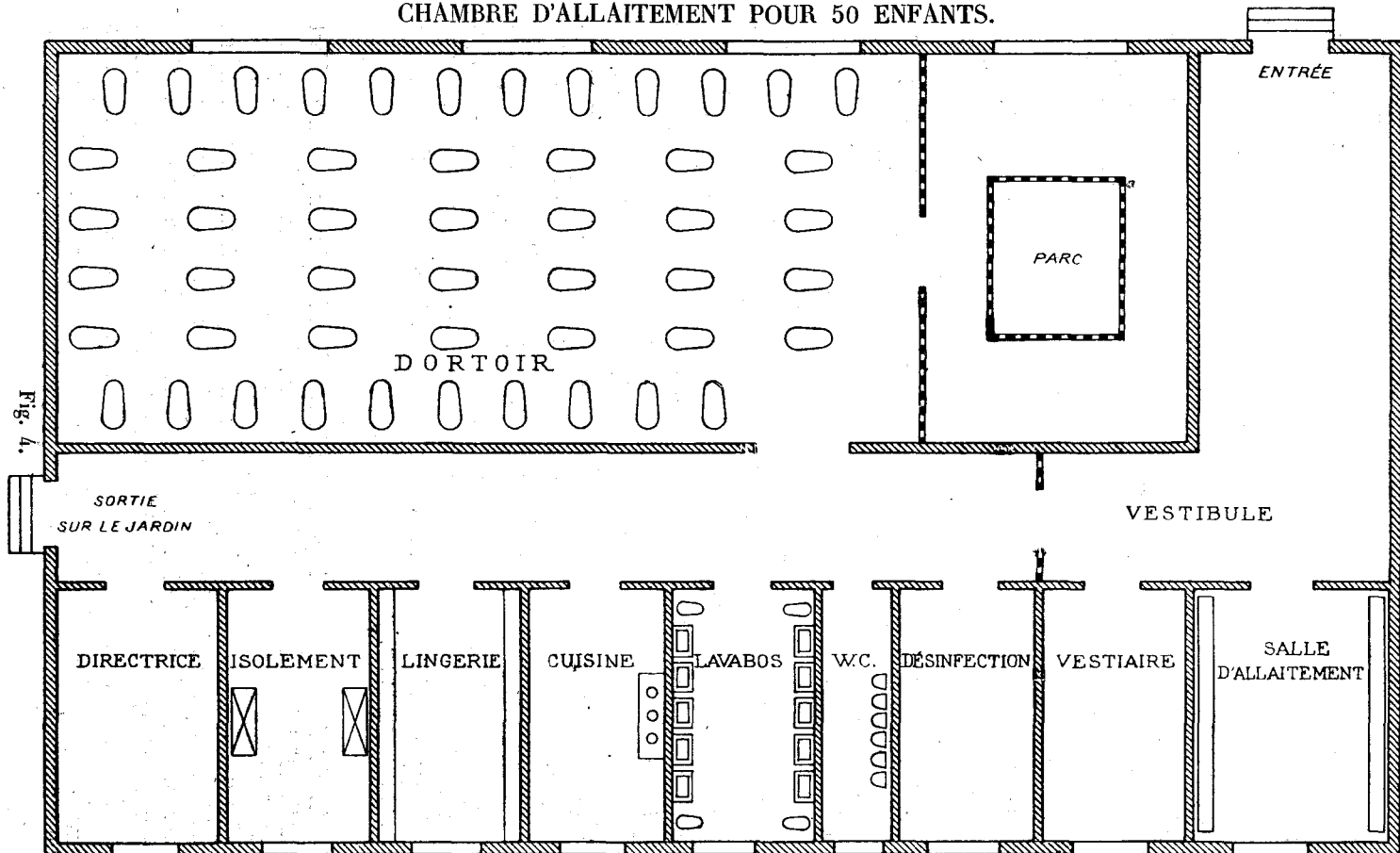


Fig. 4.

directrice est expérimentée; elle-même est sous la surveillance de la surintendante d'usine.

La chambre, sur laquelle nous venons de fournir des renseignements, appartient à la catégorie des installations de luxe, comme celle de l'usine C... , des ateliers de C... , etc..., dont seuls des établissements de première importance peuvent faire les frais. Nous avons cru devoir la citer parce que c'est un type intéressant; mais on ne répétera jamais trop qu'il n'est pas nécessaire de faire une installation luxueuse pour la faire utile, et que telle chambre, très modeste, a donné, toutes proportions gardées, des résultats aussi bons. En tout cas, la dépense ne saurait arrêter un chef d'établissement. Quels que soient les moyens dont il dispose, pour simple que soit le local, s'il obéit aux quelques idées directrices que nous avons indiquées comme des conditions essentielles de succès, s'il assure à sa chambre un bon fonctionnement avec une surveillance éclairée, il est certain de réussir.

Ce qu'il ne doit pas perdre de vue, c'est la grandeur du but : conserver et même acquérir une main-d'œuvre féminine indispensable, sans que cette nécessité entraîne la séparation de la mère et de l'enfant, c'est-à-dire, dans la moitié des cas, la mort du petit être privé du lait maternel. Le moyen, le seul, est de permettre à la mère d'allaiter tout en travaillant, et dans des conditions telles qu'elle ait intérêt à le faire. Ce ne sera possible, la plupart du temps, que grâce à la chambre d'allaitement. Peut-être, au début, ne sera-t-elle pas fréquentée autant que l'industriel le voudrait; peut-être aura-t-il à combattre des habitudes, des préjugés locaux, ou encore l'hostilité des « gardeuses » intéressées; qu'il ne perde pas confiance : bien vite, les ouvrières s'apercevront de leur véritable intérêt et la chambre les attachera à l'usine.

Tout en s'assurant ainsi un personnel plus stable, l'industriel aura accompli son devoir social : permettre à l'ouvrière qu'il emploie de remplir son devoir de mère; il aura fait davantage, car il aura facilité à l'ouvrière ce devoir, il l'y aura encouragée. En prenant des dispositions pour qu'une maternité nouvelle ne devienne pas pour elle, dès les premiers mois, une entrave, une charge redoutables, il aura peut-être prévenu des avortements, des abandons d'enfants trop souvent explicables. Il n'aura pas seulement arraché à la mort possible et même probable des êtres dont la vie est devenue aujourd'hui si précieuse, il aura encouragé les maternités futures et contribué ainsi à la reconstitution du pays.

PERSONNEL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

Par arrêté du 14 janvier 1920, M. BOUFFARTIGUE, inspecteur départemental du travail, en disponibilité pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 1919, a été maintenu, sur sa demande, dans cette position, pour une durée de deux mois, à dater du 1^{er} janvier 1920.

Par arrêté du 1^{er} mars 1920, M. ZACON, inspecteur départemental du travail, a été maintenu en disponibilité, sur sa demande, pour une durée d'un an, pour raisons de santé, à dater du 16 février 1920.

Par arrêté du 4 mars 1920, M. BOUFFARTIGUE, inspecteur départemental du travail, en disponibilité, pour raisons de santé, a été réintégré dans les cadres et nommé à la résidence de Paris à dater du 1^{er} mars 1920.

Par arrêté en date du 16 mars 1920 :

M. CHATELARD, inspecteur départemental du travail à Avignon, a été nommé, sur sa demande, à la résidence de Versailles;

M. GROS, inspecteur départemental du travail en disponibilité, pour raisons de santé, a été réintégré dans les cadres et nommé à la résidence d'Avignon, à dater du 1^{er} avril 1920.

Par arrêté du 31 mars 1920 :

M. BARET (J.), inspecteur départemental du travail de 4^e classe pour ordre, a été titularisé dans cette classe avec ancienneté à dater du 1^{er} juillet 1919;

M. LE GUILLOU, inspecteur départemental du travail de 5^e classe pour ordre, a été titularisé dans cette classe avec ancienneté, à dater du 1^{er} novembre 1918;

M^{lle} MUGNEROT, inspectrice départementale stagiaire du travail, a été nommée inspectrice départementale du travail de 5^e classe, à dater du 6 février 1920;

M^{lle} GROS, inspectrice départementale stagiaire du travail, a été nommée inspectrice départementale du travail de 5^e classe, à dater du 19 février 1920;

M^{me} RÉVET, inspectrice départementale stagiaire du travail, a été nommée inspectrice départementale du travail de 5^e classe, à dater du 26 février 1920;

M^{lle} RAFFY, inspectrice départementale stagiaire du travail, a été nommée inspectrice départementale du travail de 5^e classe, à dater du 28 février 1920.

Par arrêté du 3 avril 1920, M. BEAUQUIS, inspecteur départemental du travail, a été maintenu en disponibilité, sur sa demande, pour une durée d'un an, pour raisons de santé, à dater du 1^{er} juin 1920.

Par arrêté du 22 avril 1920, M. MAUPIN, inspecteur départemental du travail, a été maintenu en disponibilité, sur sa demande, pour une durée de six mois, pour raisons de santé, à dater du 21 mars 1920.

Par arrêté du 28 avril 1920, M. BACQUÉ, inspecteur départemental du travail en disponibilité, pour raisons de santé, a été réintégré dans les cadres et nommé à la résidence de Dijon, à dater du 1^{er} mai 1920.

Par arrêté du 26 mai 1920, M. LEBRUN, inspecteur départemental du travail hors classe 2^e échelon, admis à faire valoir ses droits à la retraite, a cessé ses fonctions à dater du 16 mai 1920.

M. TARDIEU, inspecteur du travail en disponibilité, a été maintenu dans cette position pour une nouvelle durée d'un an, à dater du 20 mai 1920.

Par arrêté du 28 mai 1920 :

M. VERNHES, inspecteur du travail de 5^e classe, pour ordre, a été titularisé à dater du 24 mars 1920 ;

M. BOUC, inspecteur départemental du travail de 5^e classe, pour ordre, a été titularisé à dater du 1^{er} mai 1920 ;

M. TRÉGOUET, inspecteur départemental du travail de 5^e classe, pour ordre, a été titularisé à dater du 11 mai 1920.

TABLEAU D'AVANCEMENT

du personnel de l'Inspection du travail pour l'année 1920.

(Arrêté ministériel du 2 juin 1920.)

I. — INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.

Inspecteur divisionnaire de 1^{re} classe proposé pour hors classe.

Choix :

Ancienneté :

M. GRÉGOIRE.

M. GRÉGOIRE.

Inspecteurs divisionnaires de 2^e classe proposés pour la 1^{re} classe.

Choix :

Ancienneté :

MM. GILLET.
DRANCOURT.

MM. GILLET.
DRANCOURT.

Inspecteurs divisionnaires de 3^e classe proposés pour la 2^e classe.

Choix :

Ancienneté :

MM. CÉSAR.
SÉGUIN.

MM. CÉSAR.
SÉGUIN.

II. — INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX

proposés pour le grade d'inspecteur divisionnaire.

Choix :

MM. FROIS.
GENET.
LENOBLE.
AURIBAULT.
GERVOIS.
DUVAL.
BAILLY.
PERRET.

III. — INSPECTEURS ET INSPECTRICES DÉPARTEMENTAUX.

*Inspecteurs et inspectrices départementaux de hors classe, 1^{re} échelon,
proposés pour hors classe, 2^e échelon.*

Choix :

Ancienneté :

(Voir note ci-après.)

MM. LAURENT.
AURIBAULT.
MONCÉ.
GRILLET.
MOREAU.
AUPETIT.
ROTH.

MM. LAURENT (Néant).
MONCÉ (Néant).
CAUBET (5 mois, 18 jours).
FONTAINE (6 mois).
GRILLET (5 mois, 16 jours).
AUPETIT (5 mois, 5 jours).
AURIBAULT (Néant).
MOREAU (Néant).
ROTH (11 mois, 23 jours).

*Inspecteurs et inspectrices départementaux de 1^{re} classe,
proposés pour la hors classe, 1^{re} échelon.*

Choix :

Ancienneté :

MM. BÉCRET.
BASTIAN.
LÉVÊQUE.
PERRET.

M. BÉCRET (Néant).
M^{lle} LÉVÊQUE (Néant).
MM. PERRET (Néant).
BASTIAN (Néant).
LÉVÊQUE (Néant).

Inspecteurs et inspectrices départementaux de 2^e classe proposés pour la 1^{re} classe.

Choix :

Ancienneté :

MORIN.
TOURRETTE.
ROCHARD.

MM. BOUFFARTIGUE (6 mois).
GROS (18 mois).
MORIN (Néant).

Choix :	Ancienneté :
M. FOULON.	M ^{me} CAUBET (Néant).
M ^{lle} LANGLOIS.	MM. MESSAC (Néant).
MM. GROS.	TOURRETTE (Néant).
BOUFFARTIGUE.	M ^{lle} CHARRONDIÈRE (Néant).
TRAPIER.	MM. ROCHARD (Néant).
DECAILLY.	FOULON (Néant).
DESESSARD.	M ^{lle} LANGLOIS (Néant).
BORIES.	MM. TRAPIER (Néant).
M ^{me} ZACON.	DECAILLY (Néant).
	BORIES (Néant).
	DESESSARD (Néant).
	M ^{me} ZACON (Néant).

Inspecteurs et inspectrices départementaux de 3^e classe proposés pour la 2^e classe.

Néant.

Inspecteurs et inspectrices départementaux de 4^e classe proposés pour la 3^e classe.

Choix :	Ancienneté :
M ^{me} DESLAURIER.	M ^{lle} BOURAT.
M ^{lle} BOURAT.	M ^{me} DESLAURIER.

Inspecteurs et inspectrices départementaux de 5^e classe proposés pour la 4^e classe.

Ancienneté :
MM. TRÉGOUET (5 mois, 5 jours).
VERNHES (Néant).
LE GUILLOU (17 mois, 8 jours).
BOUG (5 mois, 22 jours).

Note. — L'ordre d'inscription sur les tableaux d'ancienneté des inspecteurs départementaux est déterminé provisoirement d'après la seule ancienneté dans la classe.

Lors de chaque promotion à l'ancienneté, le classement entre les inspecteurs qui, à ce moment, auront un temps de service réel dans la classe qui, ajouté à leur bonification, représentera au moins le minimum exigé pour l'avancement, sera déterminé, pour ladite promotion, en ajoutant à l'ancienneté dans la classe les bonifications pour services militaires (application du décret du 11 novembre 1903 modifié par le décret du 6 septembre 1912).

La bonification dont les inspecteurs peuvent bénéficier en 1920 est indiquée entre parenthèses pour chacun d'eux.

Cette bonification, en exécution de l'article 14 de la loi du 31 décembre 1917, contient le reliquat de services militaires restant à valoir pour chaque inspecteur.

Dans chaque classe, les derniers avancements ayant eu lieu à l'ancienneté, le premier tour aura lieu, en 1920, au choix, et le deuxième à l'ancienneté.

Par arrêté du 14 juin 1920 :

M. GILLET, inspecteur divisionnaire du travail de 2^e classe, a été promu à la 1^{re} classe, à dater du 1^{er} janvier 1920.

M. CÉSAR, inspecteur divisionnaire du travail de 3^e classe, a été promu à la 2^e classe, à dater du 16 janvier 1920.

M. BECRET, inspecteur départemental du travail de 1^{re} classe, a été promu à la hors classe, 1^{er} échelon, à dater du 1^{er} janvier 1920.

M. MORIN, inspecteur départemental du travail de 2^e classe, a été promu à la 1^{re} classe, à dater du 1^{er} janvier 1920.

M. LAURENT, inspecteur départemental du travail hors classe, 1^{er} échelon, a été promu à la hors classe, 2^e échelon, à dater du 1^{er} février 1920.

M^{lle} LÉVÊQUE, inspectrice départementale du travail de 1^{re} classe, a été promue à la hors classe, 1^{er} échelon, à dater du 1^{er} février 1920.

M^{me} CAUBET, inspectrice départementale du travail de 2^e classe, a été promue à la 1^{re} classe, à dater du 1^{er} février 1920.

M^{me} DESLAURIER, inspectrice départementale du travail de 4^e classe, a été promue à la 3^e classe, à dater du 1^{er} mars 1920.

M^{lle} BOURAT, inspectrice départementale du travail de 4^e classe, a été promue à la 3^e classe, à dater du 1^{er} mars 1920.

M. MONCÉ, inspecteur départemental du travail hors classe, 1^{er} échelon, a été promu à la hors classe, 2^e échelon, à dater du 16 mai 1920.

M. PERRET, inspecteur départemental du travail de 1^{re} classe, a été promu à la hors classe, 1^{er} échelon, à dater du 1^{er} juin 1920.

M. TOURRETTE, inspecteur départemental du travail de 2^e classe, a été promu à la 1^{re} classe, à dater du 1^{er} juin 1920.

M. LE GUILLOU, inspecteur départemental du travail de 5^e classe, a été promu à la 4^e classe, à dater du 1^{er} janvier 1920.

M. TRÉGOUET, inspecteur départemental du travail de 5^e classe, a été promu à la 4^e classe, à dater du 1^{er} janvier 1920.

Par arrêté du 22 juillet 1920 :

M^{me} BORRELLY, inspectrice départementale stagiaire du travail, a été nommée inspectrice départementale du travail de 5^e classe, à dater du 3 juillet 1920.

M^{me} LABERTHE, M^{lle} HELLER et RAYNAL, inspectrices départementales stagiaires du travail, ont été nommées inspectrices départementales du travail de 5^e classe, à dater du 5 juillet 1920.

M. BOUC, inspecteur départemental du travail de 5^e classe, a été nommé inspecteur départemental de 4^e classe, à dater du 9 juillet 1920.

M. VERNHES, inspecteur départemental du travail de 5^e classe, a été nommé inspecteur départemental du travail de 4^e classe, à dater du 1^{er} août 1920.

Par arrêté du 22 juillet 1920, MM. DOIDIC, TARTARY, FOURNIE et PEYPOUDAT ont été déclarés admissibles à l'emploi d'inspecteur départemental stagiaire du travail.

Par arrêté du 25 juillet 1920, M. CHARDENAL, inspecteur départemental du travail, a été maintenu en disponibilité, sur sa demande, pour raisons de santé, pour une nouvelle durée d'un an, à dater du 19 mars 1920.

Par arrêté du 31 juillet 1920, M. HUBERT, inspecteur départemental du travail, a été maintenu en disponibilité, sur sa demande, pour raisons de santé, pour une nouvelle durée d'un an, à dater du 24 juin 1920.

Par arrêté du 31 juillet 1920, M. FLEURY, inspecteur départemental du travail en disponibilité, pour raisons de santé, a été réintégré, sur sa demande, et affecté à la résidence de Nantes, à dater du 1^{er} juillet 1920.

Par arrêté du 31 juillet 1920, le siège de la 2^e circonscription du travail a été transféré provisoirement de Limoges à Tours, à dater du 1^{er} août 1920.

Par arrêté du 3 août 1920, M. SÉGUI, inspecteur départemental du travail, a été maintenu en disponibilité, sur sa demande, pour raisons de santé, pour une nouvelle durée d'un an, à dater du 1^{er} mai 1920.

Par arrêté du 3 août 1920 :

M. DODIC, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail et affecté à la résidence de Nancy.

M. TARTARY, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail et affecté à la résidence d'Armentières.

M. FOURNIÉ, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail et affecté à la résidence de Douai.

M. PEYPOUDAT, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail et affecté à la résidence de Maubeuge.

Par arrêté du 12 août 1920, M. AURIBAUT, inspecteur départemental du travail, a été nommé inspecteur du travail chargé du contrôle dans la 1^{re} circonscription, à dater du 1^{er} août 1920.

Par arrêté du 24 août 1920, la résidence de l'inspectrice du travail de la 2^e circonscription a été transférée provisoirement de Limoges à Tours, à dater du 1^{er} septembre 1920.

Par arrêté du 4 septembre 1920, M^{me} BÉCAM, inspectrice départementale du travail, a été admise à faire valoir ses droits à la retraite, à dater du 1^{er} octobre 1920.

Par arrêté du 17 septembre 1920, M. THIBAUT, inspecteur départemental du travail, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite, à dater du 1^{er} octobre 1920.

Par arrêté du 17 septembre 1920, M. VERNHES, inspecteur départemental du travail à Nantes, a été détaché dans le service de l'inspection du travail en Alsace-Lorraine, à dater du 1^{er} août 1920.

Par arrêté du 23 septembre 1920, M. GERVOIS, inspecteur départemental du travail, a été nommé inspecteur du travail chargé du contrôle dans la 5^e circonscription.

Par arrêté du 23 septembre 1920, M^{lle} LACASSAGNE, candidate admissible, a été nommée inspectrice départementale stagiaire du travail à la résidence de Nantes.

Par arrêté du 8 octobre 1920, M. BASTIAN, inspecteur départemental du travail de 1^{re} classe, a été nommé à la hors classe, 1^{er} échelon à dater du 1^{er} octobre 1920.

Par arrêté du 9 octobre 1920, M. PERRET, inspecteur départemental du travail, a été détaché comme chef de l'Office régional de placement de Lyon, à dater 1^{er} octobre 1920.

Par arrêté du 14 octobre 1920, M. CHEVALIER, inspecteur départemental du travail, détaché au Ministère des Régions libérées, a été réintégré et affecté à la résidence de Lyon.

Par arrêté du 22 octobre 1920, M. MAUPIN, inspecteur départemental du travail en disponibilité, pour raisons de santé, a été maintenu, sur sa demande, dans cette position, pour une nouvelle période de six mois, à dater du 21 septembre 1920.

Par arrêté du 27 novembre 1920, M. MONCÉ, inspecteur départemental du travail hors classe, 2^e échelon, a été détaché dans les fonctions de contrôleur des retraites ouvrières et paysannes, à dater du 1^{er} janvier 1921.

Par arrêté du 29 novembre 1920, M. LÉVÊQUE, inspecteur départemental du travail de 1^{re} classe, a été nommé à la hors classe, 1^{er} échelon, et M. GROS, inspecteur départemental du travail de 2^e classe, a été nommé à la 1^{re} classe, à dater du 1^{er} décembre 1920.

Par arrêté du 3 décembre 1920, M. CAUBET, inspecteur départemental du travail hors classe, 1^{er} échelon, a été mis en disponibilité, sur sa demande, pour raisons de santé, pour une durée d'un an, à dater du 1^{er} janvier 1921.

Par arrêté du 30 décembre 1920, M. BOURILLON, inspecteur départemental du travail en disponibilité, pour raisons de santé, a été maintenu, sur sa demande, dans la même position, pour une nouvelle durée d'un an, à dater du 16 octobre 1920.

Par arrêté du 31 décembre 1920 :

M^{lle} PAULIN, inspectrice départementale stagiaire, a été titularisée et nommée à la 5^e classe, à dater du 13 décembre 1920.

M. BERNARD, inspecteur départemental stagiaire, a été titularisé et nommé à la 5^e classe, à dater du 15 décembre 1920.

M. GAUDIOT, inspecteur départemental stagiaire, a été titularisé et nommé à la 5^e classe, à dater du 16 décembre 1920.

M^{lle} PORTES, inspectrice départementale stagiaire, a été titularisée et nommée à la 5^e classe, à dater du 19 décembre 1920.

M. BABAUD, inspecteur départemental stagiaire, a été titularisé et nommé à la 5^e classe, à dater du 24 décembre 1920.
